REPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLES DU SÉNAT

Table nominative

Année 2025

Tome I – Volume 2/2

ÉTABLIES PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT

PALAIS DU LUXEMBOURG
15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
Courriel : archives@senat.fr

http://www.senat.fr

SÉNAT

_____

TABLE NOMINATIVE 2025

Tome I, volume 2/2

_____

DATES DES SESSIONS/ÉLECTIONS

Ouverture de la session ordinaire 2024-2025 ..... 1er octobre 2024

Clôture de la session ordinaire 2024-2025 ..... 25 juin 2025

Ouverture de la 1ère session extraordinaire 2024-2025 ..... 1er juillet 2025

Clôture de la 1ère session extraordinaire 2024-2025 ..... 11 juillet 2025

Ouverture de la 2ème session ordinaire 2024-2025 ..... 8 septembre 2025

Clôture de la 2ème session extraordinaire 2024-2025 ..... 9 septembre 2025

La 3ème session extraordinaire 2024-2025 prévue à compter du 23-09-25 n'a pas été ouverte

Ouverture de la session ordinaire 2025-2026 ..... 14 octobre 2025

_____

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

DATES DES SESSIONS/ÉLECTIONS I

SOMMAIRE III

AVERTISSEMENT V

ABRÉVIATIONS VII

LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025 IX

TROMBINOSCOPE DES SÉNATEURS EN EXERCICE EN 2025 XVII

TABLE NOMINATIVE 2025 – DÉBATS DU SÉNAT 601

INDEX DES NOMS 1301

AVERTISSEMENT

Les ***Tables du Sénat*** se composaient de trois tomes distincts respectivement consacrés à la ***Table nominative***, à la ***Table thématique*** et à la ***Composition et aux activités des organes du Sénat***, jusqu'en 2023 (***Tables*** 2022). À compter de 2024 (pour l'exercice 2023), le tome II intitulé ***Table thématique*** est supprimé, car l'essentiel de son contenu figure en accès direct sur le site internet où les projets de loi sont classés par thèmes.

La ***Table nominative*** (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement. À compter de 2024 (pour l'exercice 2023), un trombinoscope des sénateurs a été ajouté.

À compter du 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :
– les interventions sont signalées, y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
– et le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Depuis le 1er janvier 2025 (séance du 14 janvier 2025), **une nouvelle procédure de sélection des interventions des sénateurs a été mise en œuvre**. Au lieu d'une intervention par sénateur et par page de *JO*, la nouvelle façon de procéder retient une seule prise de parole par sénateur par partie du texte discuté (discussion générale, article, amendement portant article additionnel), par question (orale, d'actualité au Gouvernement), par débat organisé à la demande d'un groupe et pour les interventions hors textes de loi.

En conséquence, les chercheurs, se référant à la *Table nominative*, sont renvoyés à **la page du *JO* où commence l'examen de la partie concernée**. Le numéro de page indiqué est celui où figure le nom de la partie. Par exemple, si un sénateur intervient sur l'article 1 examiné sur plusieurs pages de *JO*, un seul numéro de page est saisi, le premier (celui de la page où l'article 1 est annoncé), indépendamment de la page sur laquelle le sénateur intervient pour cet article : il revient alors au chercheur de trouver la ou les interventions, en s'assurant lui-même du nombre de fois où le sénateur s'est exprimé, soit en lisant le *JO*, soit en faisant une recherche en « plein texte » (fonction CTRL + F) sur le nom du sénateur dans le pdf mis en ligne. La mention d'un numéro de page et de « et suivantes » précise que la partie comprend plusieurs pages. Dans le cas contraire, la partie tient sur une seule page.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la ***Table nominative***.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :
– en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus/Découvrez notre outil d'indexation des débats par sénateur, Accédez à l'ensemble des interventions en séance publique et en commission de chaque sénateur, ainsi qu'à ses nominations, dépôts et questions) ;
– et par extraits sur la notice biographique de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Recherche de sénateurs ; sélectionnez un nom, Extrait de la ***Table nominative***, par année).

Le volume ***Composition et activités des organes du Sénat*** (nouveau tome II) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlementaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets.*

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE - K	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste - Kanaky
GEST	Groupe écologiste - Solidarité et territoires
RDPI	Groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants
Les Indépendants	Groupe Les Indépendants - République et territoires
LR	Groupe Les Républicains
RDSE	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
SER	Groupe socialiste, écologiste et républicain
UC	Groupe Union centriste
NI	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A	Apparenté à un groupe politique
- R	Rattaché administrativement à un groupe politique

Structures temporaires :

• Commissions d'enquête :

CE Eaux en bouteille : commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés

CE Aides publiques aux entreprises : commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants

CE Délinquance financière : commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis sur l'impact du narcotrafic en France et les mesures pour y remédier

CE Missions des agences de l'État : commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État

CE Commande publique : commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française

CE Administration collectivités territoriales : commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité

CE Marges grande distribution : commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution

• Missions d'information :

MI Intercommunalité : mission d'information sur « 10 ans après la loi NOTRE et la loi MAPTAM, quel bilan pour l'intercommunalité ? »

MI Services publics : mission d'information sur « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés »[(2)]MI Périnatalité : mission d'information sur l'avenir de la santé périnatale et son organisation territoriale

• Commissions spéciales :

CS Cybersécurité : commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité

LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT AU 31 DÉCEMBRE 2025

1. Départements métropolitains

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
01	**AIN**	3	Florence Blatrix Contat Patrick Chaize Sylvie Goy-Chavent
02	**AISNE**	3	Pascale Gruny Antoine Lefèvre Pierre-Jean Verzelen
03	**ALLIER**	2	Claude Malhuret Bruno Rojouan
04	**ALPES DE HAUTE-PROVENCE**	1	Jean-Yves Roux
05	**HAUTES-ALPES**	1	Jean-Michel Arnaud
06	**ALPES-MARITIMES**	5	Alexandra Borchio Fontimp Jean-Marc Delia *(à/c du 24-01-25, en remplacement de Philippe Tabarot)* Patricia Demas Dominique Estrosi Sassone Henri Leroy ~~Philippe Tabarot~~ *(jusqu'au 23-01-25, car nommé ministre des transports)*
07	**ARDÈCHE**	2	Mathieu Darnaud Anne Ventalon
08	**ARDENNES**	2	Else Joseph Marc Laménie
09	**ARIÈGE**	1	Jean-Jacques Michau
10	**AUBE**	2	Vanina Paoli-Gagin Évelyne Perrot
11	**AUDE**	2	Gisèle Jourda Sebastien Pla
12	**AVEYRON**	2	Jean-Claude Anglars Alain Marc
13	**BOUCHES-DU-RHÔNE**	8	Jérémy Bacchi Guy Benarroche Valérie Boyer Marie-Arlette Carlotti Brigitte Devésa Mireille Jouve Stéphane Le Rudulier Stéphane Ravier
14	**CALVADOS**	3	Pascal Allizard Corinne Féret Sonia de La Provôté
15	**CANTAL**	2	Bernard Delcros Stéphane Sautarel
16	**CHARENTE**	2	François Bonneau Nicole Bonnefoy

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
17	**CHARENTE-MARITIME**	3	Corinne Imbert Daniel Laurent Mickaël Vallet
18	**CHER**	2	Rémy Pointereau Marie-Pierre Richer
19	**CORRÈZE**	2	Daniel Chasseing Claude Nougein
20A	**CORSE-DU-SUD**	1	Jean-Jacques Panunzi
20B	**HAUTE-CORSE**	1	Paul Toussaint Parigi
21	**CÔTE-D'OR**	3	Alain Houpert Anne-Catherine Loisier François Patriat
22	**CÔTES-D'ARMOR**	3	Alain Cadec Gérard Lahellec Annie Le Houerou
23	**CREUSE**	2	Éric Jeansannetas Jean-Jacques Lozach
24	**DORDOGNE**	2	Serge Mérillou Marie-Claude Varaillas
25	**DOUBS**	3	Jacques Grosperrin Annick Jacquemet Jean-François Longeot
26	**DRÔME**	3	~~Gilbert Bouchet~~ *(décès le 20-10-25)* Bernard Buis Marie-Pierre Monier Marie-Pierre Mouton *(à/c du 21-10-25)*
27	**EURE**	3	Nicole Duranton Hervé Maurey Kristina Pluchet
28	**EURE-ET-LOIR**	3	Chantal Deseyne Daniel Gueret Albéric de Montgolfier
29	**FINISTÈRE**	4	Michel Canévet Jean-Luc Fichet Nadège Havet Philippe Paul
30	**GARD**	3	Denis Bouad Laurent Burgoa Vivette Lopez
31	**HAUTE-GARONNE**	5	Alain Chatillon Pierre Médevielle Brigitte Micouleau Émilienne Poumirol Claude Raynal
32	**GERS**	2	Alain Duffourg Franck Montaugé
33	**GIRONDE**	6	Alain Cazabonne Mireille Conte Jaubert *(du 22-10-24 au 05-11-25, en remplacement de Nathalie Delattre, nommée ministre déléguée chargée des relations avec le Parlement)* Nathalie Delattre *(à/c du 06-11-25, reprise de mandat)* Hervé Gillé Laurence Harribey

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
			Florence Lassarade Monique de Marco
34	**HÉRAULT**	4	Christian Bilhac Hussein Bourgi Henri Cabanel Jean-Pierre Grand
35	**ILLE-ET-VILAINE**	4	Dominique de Legge Anne-Sophie Patru *(à/c du 22-10-24, en remplacement de Françoise Gatel, nommée ministre déléguée chargée de la ruralité, du commerce et de l'artisanat)* Sylvie Robert Daniel Salmon
36	**INDRE**	2	Nadine Bellurot Frédérique Gerbaud
37	**INDRE-ET-LOIRE**	3	Vincent Louault Jean-Gérard Paumier Pierre-Alain Roiron
38	**ISÈRE**	5	Guillaume Gontard Damien Michallet Frédérique Puissat Didier Rambaud Michel Savin
39	**JURA**	2	Clément Pernot Sylvie Vermeillet
40	**LANDES**	2	Éric Kerrouche Monique Lubin
41	**LOIR-ET-CHER**	2	Jean-Luc Brault Bernard Pillefer
42	**LOIRE**	4	Cécile Cukierman Hervé Reynaud Pierre Jean Rochette Jean-Claude Tissot
43	**HAUTE-LOIRE**	2	Olivier Cigolotti Laurent Duplomb
44	**LOIRE-ATLANTIQUE**	5	Marie-Pierre Bessin-Guérin *(à/c du 06-10-25)* Karine Daniel Ronan Dantec Laurence Garnier *(à/c du 24-01-25, reprise de mandat)* Philippe Grosvalet Joël Guerriau *(jusqu'au 05-10-25)* Maurice Perrion *(du 22-10-24 au 23-01-25, en remplacement de Laurence Garnier, nommée secrétaire d'État chargée de la consommation)*
45	**LOIRET**	3	Christophe Chaillou Pauline Martin Hugues Saury
46	**LOT**	2	Raphaël Daubet Jean-Marc Vayssouze-Faure
47	**LOT-ET-GARONNE**	2	Christine Bonfanti-Dossat Michel Masset
48	**LOZÈRE**	1	Guylène Pantel

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
49	**MAINE-ET-LOIRE**	4	Grégory Blanc Corinne Bourcier Emmanuel Capus Stéphane Piednoir
50	**MANCHE**	3	Sébastien Fagnen Béatrice Gosselin David Margueritte
51	**MARNE**	3	Christian Bruyen Cédric Chevalier Anne-Sophie Romagny
52	**HAUTE-MARNE**	2	Anne-Marie Nédélec Bruno Sido
53	**MAYENNE**	2	Guillaume Chevrollier Élisabeth Doineau
54	**MEURTHE-ET-MOSELLE**	4	Véronique Guillotin Jean-François Husson Olivier Jacquin Silvana Silvani
55	**MEUSE**	2	Jocelyne Antoine Franck Menonville
56	**MORBIHAN**	3	Yves Bleunven Muriel Jourda Simon Uzenat
57	**MOSELLE**	5	Catherine Belrhiti Christine Herzog Khalifé Khalifé Jean-Marie Mizzon Michaël Weber
58	**NIÈVRE**	2	Patrice Joly Nadia Sollogoub
59	**NORD**	11	Alexandre Basquin Guislain Cambier Marc-Philippe Daubresse Franck Dhersin Michelle Gréaume Olivier Henno Joshua Hochart Patrick Kanner Marie-Claude Lermytte Audrey Linkenheld Dany Wattebled
60	**OISE**	4	Édouard Courtial Alexandre Ouizille Olivier Paccaud Sylvie Valente Le Hir
61	**ORNE**	2	Olivier Bitz Nathalie Goulet
62	**PAS-DE-CALAIS**	7	Cathy Apourceau-Poly Brigitte Bourguignon *(à/c du 01-09-25, à la suite de la démission de Jean-Marie Vanlerenberghe)* Jean-Pierre Corbisez Jérôme Darras Amel Gacquerre Jean-François Rapin Christopher Szczurek

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
			Jean-Marie Vanlerenberghe *(jusqu'au 31-08-25)*
63	**PUY-DE-DÔME**	3	Jean-Marc Boyer Marion Canalès Éric Gold
64	**PYRÉNÉES-ATLANTIQUES**	3	Max Brisson Frédérique Espagnac Denise Saint-Pé
65	**HAUTES-PYRÉNÉES**	2	Viviane Artigalas Maryse Carrère
66	**PYRÉNÉES-ORIENTALES**	2	Lauriane Josende Jean Sol
67	**BAS-RHIN**	5	Jacques Fernique Claude Kern Laurence Muller-Bronn André Reichardt *(jusqu'au 30-09-25)* Elsa Schalck Marc Séné *(à/c du 01-10-25, à la suite de la démission d'André Reichardt)*
68	**HAUT-RHIN**	4	Sabine Drexler Ludovic Haye Christian Klinger Patricia Schillinger
69	**RHÔNE**	7	Étienne Blanc François-Noël Buffet *(à/c du 06-11-25, reprise de mandat)* Gilbert-Luc Devinaz Catherine Di Folco Thomas Dossus Bernard Fialaire Raymonde Poncet Monge Paul Vidal *(du 22-10-24 au 05-11-25, en remplacement de François-Noël Buffet, nommé ministre chargé des outre-mer)*
70	**HAUTE-SAÔNE**	2	Alain Joyandet Olivier Rietmann
71	**SAÔNE-ET-LOIRE**	3	Jérôme Durain *(jusqu'au 06-10-25)* Fabien Genet Paulette Matray *(à/c du 07-10-25)* Marie Mercier
72	**SARTHE**	3	Thierry Cozic Louis-Jean de Nicolaÿ Jean Pierre Vogel
73	**SAVOIE**	2	Martine Berthet Cédric Vial
74	**HAUTE-SAVOIE**	3	Loïc Hervé Sylviane Noël Cyril Pellevat
75	**PARIS**	12	Ian Brossat Colombe Brossel Marie-Claire Carrère-Gée *(à/c du 14-01-25, reprise de mandat)* Catherine Dumas Agnès Evren Rémi Féraud Antoinette Guhl Yannick Jadot

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
			Bernard Jomier Marie-Pierre de La Gontrie Jean-Baptiste Olivier *(du 22-10-24 au 13-01-25, en remplacement de Marie-Claire Carrère-Gée, nommée ministre déléguée chargée de la coordination gouvernementale)* Anne Souyris Francis Szpiner
76	**SEINE-MARITIME**	6	Céline Brulin Agnès Canayer (*à/c du 24-01-25, reprise de mandat)* Patrick Chauvet Virginie Lucot Avril *(du 22-10-24 au 23-01-25, en remplacement d'Agnès Canayer, nommée ministre déléguée chargée de la famille et de la petite enfance)* Didier Marie Pascal Martin Catherine Morin-Desailly
77	**SEINE-ET-MARNE**	6	Anne Chain-Larché Pierre Cuypers Aymeric Durox Vincent Éblé Marianne Margaté Louis Vogel
78	**YVELINES**	6	Marta de Cidrac Éric Dumoulin *(du 22-10-24 au 09-10-25, en remplacement de Sophie Primas, nommée ministre déléguée chargée du commerce extérieur et des Français de l'étranger)* Gérard Larcher Michel Laugier Martin Lévrier Sophie Primas *(à/c du 10-10-25, reprise de mandat)* Ghislaine Senée
79	**DEUX-SÈVRES**	2	Gilbert Favreau Philippe Mouiller
80	**SOMME**	3	Rémi Cardon Stéphane Demilly Laurent Somon
81	**TARN**	2	Philippe Folliot Marie-Lise Housseau *(à/c du 28-09-24 à la suite de la démission de Philippe Bonnecarrère : élection à l'Assemblée nationale confirmée par le Conseil constitutionnel)*
82	**TARN-ET-GARONNE**	2	François Bonhomme Pierre-Antoine Levi
83	**VAR**	4	Jean Bacci Michel Bonnus Françoise Dumont André Guiol
84	**VAUCLUSE**	3	Jean-Baptiste Blanc Alain Milon Lucien Stanzione

Numéro	Département	Nombre de sièges	Noms
85	**VENDÉE**	3	Annick Billon Brigitte Hybert *(du 22-10-24 au 12-11-25, en remplacement de Bruno Retailleau, nommé ministre de l'intérieur)* Didier Mandelli Bruno Retailleau *(à/c du 13-11-25, reprise de mandat)*
86	**VIENNE**	2	Bruno Belin Marie-Jeanne Bellamy *(à/c du 18-03-24 car Yves Bouloux, démissionnaire au 31-12-23)*
87	**HAUTE-VIENNE**	2	Isabelle Briquet Christian Redon-Sarrazy
88	**VOSGES**	2	Daniel Gremillet Jean Hingray
89	**YONNE**	2	Jean-Baptiste Lemoyne Dominique Vérien
90	**TERRITOIRE DE BELFORT**	1	Cédric Perrin
91	**ESSONNE**	5	Laure Darcos Vincent Delahaye Jocelyne Guidez Jean-Raymond Hugonet David Ros
92	**HAUTS-DE-SEINE**	7	Marie-Do Aeschlimann Isabelle Florennes Xavier Iacovelli Roger Karoutchi Christine Lavarde Hervé Marseille Pierre Ouzoulias
93	**SEINE-SAINT-DENIS**	6	Vincent Capo-Canellas Fabien Gay Ahmed Laouedj Thierry Meignen Corinne Narassiguin Adel Ziane
94	**VAL-DE-MARNE**	6	Christian Cambon Marie-Carole Ciuntu Laurent Lafon Akli Mellouli Laurence Rossignol Pascal Savoldelli
95	**VAL-D'OISE**	5	Pierre Barros Arnaud Bazin Jacqueline Eustache-Brinio Daniel Fargeot Rachid Temal

2. Départements d'outre-mer

971	**GUADELOUPE**	3	Victorin Lurel Solanges Nadille Dominique Théophile
972	**MARTINIQUE**	2	Frédéric Buval Catherine Conconne

973	**GUYANE**	2	Georges Patient Marie-Laure Phinera-Horth
974	**LA RÉUNION**	4	Audrey Bélim Evelyne Corbière Naminzo Stéphane Fouassin Viviane Malet
976	**MAYOTTE**	2	Thani Mohamed Soilihi *(à/c du 06-11-25, reprise de mandat)* Saïd Omar Oili ~~Salama Ramia~~ *(du 22-10-24 au 05-11-25, en remplacement de Thani Mohamed Soilihi, nommé secrétaire d'État chargé de la francophonie et des partenaires internationaux)*

3. Collectivités d'outre-mer

975	**SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**	1	~~Jean-Marc Ruel~~ *(du 09-12-24 au 11-07-25)* Annick Girardin *(à/c du 15-09-25)*
977	**SAINT-BARTHÉLEMY**	1	Micheline Jacques
978	**SAINT-MARTIN**	1	Annick Petrus
986	**ÎLES WALLIS ET FUTUNA**	1	Mikaele Kulimoetoke
987	**POLYNÉSIE FRANÇAISE**	2	Teva Rohfritsch Lana Tetuanui

4. Autre collectivité

988	**NOUVELLE-CALÉDONIE**	2	Georges Naturel Robert Wienie Xowie

5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France

Série 1	**Série 2**
Hélène Conway-Mouret Ronan Le Gleut Mathilde Ollivier Évelyne Renaud-Garabedian Olivia Richard Jean-Luc Ruelle	Sophie Briante Guillemont Olivier Cadic Samantha Cazebonne Yan Chantrel Christophe-André Frassa Mélanie Vogel

TROMBINOSCOPE DES SÉNATEURS EN EXERCICE AU 31 DÉCEMBRE 2025



M. Jean-François HUSSON
Né le 17 avril 1961
Sénateur
Meurthe-et-Moselle
Les Républicains
FIN



M. Xavier IACOVELLI
Né le 31 mars 1981
Sénateur
Hauts-de-Seine
RDPI
AF/SOC
Vice-président



Mme Corinne IMBERT
Née le 20 novembre 1958
Sénatrice
Charente-Maritime
Les Républicains-App.
AF/SOC



Mme Annick JACQUEMET
Née le 20 janvier 1956
Sénatrice
Doubs
UC
AF/ECO



Mme Micheline JACQUES
Née le 8 octobre 1971
Sénateur
Saint-Barthélemy
Les Républicains
AF/ECO



M. Olivier JACQUIN
Né le 8 mai 1964
Sénateur
Meurthe-et-Moselle
SER
DEV/DUR



M. Yannick JADOT
Né le 27 juillet 1967
Sénateur
Paris
GEST
AF/ECO



M. Éric JEANSANNETAS
Né le 21 octobre 1962
Sénateur
Creuse
SER
FIN



M. Patrice JOLY
Né le 5 mai 1957
Sénateur
Nièvre
SER
AF/ETR/DEF



M. Bernard JOMIER
Né le 9 octobre 1963
Sénateur
Paris
SER
AF/SOC



Mme Lauriane JOSENDE
Née le 13 juin 1977
Sénatrice
Pyrénées-Orientales
Les Républicains
LOIS



Mme Else JOSEPH
Née le 24 décembre 1961
Sénatrice
Ardennes
Les Républicains
CULT



Mme Gisèle JOURDA
Née le 24 mars 1955
Sénatrice
Aude
SER
AF/ETR/DEF



Mme Muriel JOURDA
Née le 27 octobre 1967
Sénateur
Morbihan
Les Républicains
LOIS



Mme Mireille JOUVE
Née le 30 décembre 1960
Sénatrice
Bouches-du-Rhône
RDSE
AF/ETR/DEF



M. Alain JOYANDET
Né le 15 janvier 1954
Sénateur
Haute-Saône
Les Républicains
AF/ETR/DEF



M. Patrick KANNER
Né le 29 avril 1957
Sénateur
Nord
SER
LOIS



M. Roger KAROUTCHI
Né le 26 août 1951
Sénateur
Hauts-de-Seine
Les Républicains
AF/ETR/DEF



M. Claude KERN
Né le 13 mars 1959
Sénateur
Bas-Rhin
UC
CULT



M. Éric KERROUCHE
Né le 2 octobre 1967
Sénateur
Landes
SER
LOIS



M. Khalifé KHALIFÉ
Né le 10 octobre 1953
Sénateur
Moselle
Les Républicains-App.
AF/SOC



M. Christian KLINGER
Né le 15 décembre 1968
Sénateur
Haut-Rhin
Les Républicains
FIN



M. Mikaele KULIMOETOKE
Né le 17 juin 1963
Sénateur
Iles Wallis et Futuna
RDPI
CULT



Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE
Née le 18 décembre 1958
Sénatrice
Paris
SER
LOIS



Mme Sonia de LA PROVÔTÉ
Née le 25 décembre 1968
Sénatrice
Calvados
UC
CULT
Secrétaire



M. Laurent LAFON
Né le 18 novembre 1965
Sénateur
Val-de-Marne
UC
CULT



M. Gérard LAHELLEC
Né le 4 avril 1954
Sénateur
Côtes-d'Armor
CRCE-K
AF/ECO



M. Marc LAMÉNIE
Né le 11 juillet 1956
Sénateur
Ardennes
Les Indépendants
FIN



M. Ahmed LAOUEDJ
Né le 21 août 1968
Sénateur
Seine-Saint-Denis
RDSE
CULT



M. Gérard LARCHER
Né le 14 septembre 1949
Sénateur
Yvelines
Les Républicains

Président



Mme Florence LASSARADE
Née le 18 août 1957
Sénatrice
Gironde
Les Républicains
AF/SOC



M. Michel LAUGIER
Né le 11 juillet 1956
Sénateur
Yvelines
UC-App.
CULT



M. Daniel LAURENT
Né le 4 février 1949
Sénateur
Charente-Maritime
Les Républicains
AF/ECO



Mme Christine LAVARDE
Née le 16 octobre 1984
Sénateur
Hauts-de-Seine
Les Républicains
FIN



M. Ronan LE GLEUT
Né le 21 août 1976
Sénateur
Français établis hors de France (Série 1)
Les Républicains
AF/ETR/DEF



Mme Annie LE HOUEROU
Née le 31 mars 1960
Sénatrice
Côtes-d'Armor
SER
AF/SOC



M. Stéphane LE RUDULIER
Né le 9 décembre 1973
Sénateur
Bouches-du-Rhône
Les Républicains
LOIS



M. Antoine LEFÈVRE
Né le 18 février 1966
Sénateur
Aisne
Les Républicains
FIN
Questeur



M. Dominique de LEGGE
Né le 18 février 1952
Sénateur
Ille-et-Vilaine
Les Républicains
FIN



M. Jean-Baptiste LEMOYNE
Né le 15 septembre 1977
Sénateur
Yonne
RDPI
AF/ETR/DEF



Mme Marie-Claude LERMYTTE
Née le 4 juin 1965
Sénatrice
Nord
Les Indépendants
AF/SOC



M. Henri LEROY
Né le 31 mars 1945
Sénateur
Alpes-Maritimes
Les Républicains
LOIS



M. Pierre-Antoine LEVI
Né le 15 mai 1965
Sénateur
Tarn-et-Garonne
UC
CULT



M. Martin LÉVRIER
Né le 30 octobre 1962
Sénateur
Yvelines
RDPI
AF/SOC



Mme Audrey LINKENHELD
Née le 11 octobre 1973
Sénatrice
Nord
SER
LOIS



Mme Anne-Catherine LOISIER
Née le 13 mars 1969
Sénatrice
Côte-d'Or
UC-Ratt.
AF/ECO



M. Jean-François LONGEOT
Né le 27 décembre 1956
Sénateur
Doubs
UC
DEV/DUR



Mme Vivette LOPEZ
Née le 27 décembre 1954
Sénateur
Gard
Les Républicains
AF/ETR/DEF



M. Vincent LOUAULT
Né le 24 mai 1972
Sénateur
Indre-et-Loire
Les Indépendants
AF/ECO



M. Jean-Jacques LOZACH
Né le 8 février 1954
Sénateur
Creuse
SER
CULT



Mme Monique LUBIN
Née le 16 juillet 1963
Sénatrice
Landes
SER
AF/SOC



M. Victorin LUREL
Né le 20 août 1951
Sénateur
Guadeloupe
SER
FIN



Mme Viviane MALET
Née le 28 octobre 1954
Sénatrice
La Réunion
Les Républicains
AF/SOC



M. Claude MALHURET
Né le 8 mars 1950
Sénateur
Allier
Les Indépendants
AF/ETR/DEF



M. Didier MANDELLI
Né le 7 août 1964
Sénateur
Vendée
Les Républicains
DEV/DUR
Vice-président



M. Alain MARC
Né le 29 janvier 1957
Sénateur
Aveyron
Les Indépendants
LOIS
Vice-président



Mme Monique de MARCO
Née le 12 novembre 1953
Sénatrice
Gironde
GEST
CULT



Mme Marianne MARGATÉ
Née le 17 septembre 1971
Sénatrice
Seine-et-Marne
CRCE-K
AF/ECO



M. David MARGUERITTE
Né le 19 juin 1980
Sénateur
Manche
Les Républicains
LOIS



M. Didier MARIE
Né le 19 mai 1960
Sénateur
Seine-Maritime
SER
AF/ETR/DEF



M. Hervé MARSEILLE
Né le 20 août 1954
Sénateur
Hauts-de-Seine
UC
LOIS



M. Pascal MARTIN
Né le 7 mars 1960
Sénateur
Seine-Maritime
UC
DEV/DUR



Mme Pauline MARTIN
Née le 25 septembre 1966
Sénatrice
Loiret
Les Républicains
AF/ECO



M. Michel MASSET
Né le 9 octobre 1965
Sénateur
Lot-et-Garonne
RDSE
LOIS



Mme Paulette MATRAY
Née le 29 novembre 1955
Sénatrice
Saône-et-Loire
SER
CULT



M. Hervé MAUREY
Né le 7 mai 1961
Sénateur
Eure
UC
FIN



M. Pierre MÉDEVIELLE
Né le 17 avril 1960
Sénateur
Haute-Garonne
Les Indépendants
AF/ETR/DEF



M. Thierry MEIGNEN
Né le 17 mai 1957
Sénateur
Seine-Saint-Denis
Les Républicains
AF/ETR/DEF



M. Akli MELLOULI
Né le 2 décembre 1959
Sénateur
Val-de-Marne
GEST
AF/ETR/DEF



M. Franck MENONVILLE
Né le 3 octobre 1972
Sénateur
Meuse
UC
AF/ECO



Mme Marie MERCIER
Née le 16 juin 1958
Sénateur
Saône-et-Loire
Les Républicains
LOIS



M. Serge MÉRILLOU
Né le 14 février 1952
Sénateur
Dordogne
SER
AF/ECO



M. Damien MICHALLET
Né le 31 mai 1975
Sénateur
Isère
Les Républicains
DEV/DUR



M. Jean-Jacques MICHAU
Né le 23 juillet 1956
Sénateur
Ariège
SER
AF/ECO



Mme Brigitte MICOULEAU
Née le 10 septembre 1951
Sénatrice
Haute-Garonne
Les Républicains
AF/SOC



M. Alain MILON
Né le 16 septembre 1947
Sénateur
Vaucluse
Les Républicains
AF/SOC



M. Jean-Marie MIZZON
Né le 31 mars 1956
Sénateur
Moselle
UC
FIN



M. Thani MOHAMED SOILIHI
Né le 20 juin 1972
Sénateur
Mayotte
RDPI
LOIS



Mme Marie-Pierre MONIER
Née le 28 février 1958
Sénatrice
Drôme
SER
CULT



M. Franck MONTAUGÉ
Né le 14 septembre 1961
Sénateur
Gers
SER
AF/ECO



M. Albéric de MONTGOLFIER
Né le 6 juillet 1964
Sénateur
Eure-et-Loir
Les Républicains
FIN



Mme Catherine MORIN-DESAILLY
Née le 6 juillet 1960
Sénatrice
Seine-Maritime
UC
CULT



M. Philippe MOUILLER
Né le 20 septembre 1969
Sénateur
Deux-Sèvres
Les Républicains
AF/SOC



Mme Marie-Pierre MOUTON
Née le 26 mars 1965
Sénatrice
Drôme
Les Républicains
DEV/DUR



Mme Laurence MULLER-BRONN
Née le 4 novembre 1961
Sénatrice
Bas-Rhin
Les Républicains-App.
AF/SOC



Mme Solanges NADILLE
Née le 24 septembre 1976
Sénatrice
Guadeloupe
RDPI
AF/SOC



Mme Corinne NARASSIGUIN
Née le 7 mars 1975
Sénatrice
Seine-Saint-Denis
SER
LOIS



M. Georges NATUREL
Né le 21 novembre 1955
Sénateur
Nouvelle-Calédonie
Les Républicains
CULT



Mme Anne-Marie NÉDÉLEC
Née le 23 mai 1953
Sénatrice
Haute-Marne
Les Républicains-App.
AF/SOC



M. Louis-Jean de NICOLAY
Né le 18 septembre 1949
Sénateur
Sarthe
Les Républicains
DEV/DUR



Mme Sylviane NOËL
Née le 27 janvier 1978
Sénatrice
Haute-Savoie
Les Républicains
AF/ECO



M. Claude NOUGEIN
Né le 4 décembre 1946
Sénateur
Corrèze
Les Républicains
FIN



Mme Mathilde OLLIVIER
Née le 9 juin 1994
Sénatrice
Français établis hors de France (Série 1)
GEST
CULT



M. Saïd OMAR OILI
Né le 20 juin 1957
Sénateur
Mayotte
SER-App.
DEV/DUR



M. Alexandre OUIZILLE
Né le 18 juin 1988
Sénateur
Oise
SER
DEV/DUR



M. Pierre OUZOULIAS
Né le 28 janvier 1964
Sénateur
Hauts-de-Seine
CRCE-K
CULT
Vice-président



M. Olivier PACCAUD
Né le 13 avril 1969
Sénateur
Oise
Les Républicains
FIN



Mme Guylène PANTEL
Née le 14 décembre 1963
Sénatrice
Lozère
RDSE
AF/SOC



M. Jean-Jacques PANUNZI
Né le 5 avril 1956
Sénateur
Corse-du-Sud
Les Républicains-App.
AF/ETR/DEF



Mme Vanina PAOLI-GAGIN
Née le 25 janvier 1967
Sénateur
Aube
Les Indépendants
FIN



M. Paul Toussaint PARIGI
Né le 7 avril 1966
Sénateur
Haute-Corse
UC-Ratt.
LOIS



M. Georges PATIENT
Né le 1er avril 1949
Sénateur
Guyane
RDPI
FIN



M. François PATRIAT
Né le 21 mars 1943
Sénateur
Côte-d'Or
RDPI
CULT



Mme Anne-Sophie PATRU
Née le 15 février 1975
Sénatrice
Ille-et-Vilaine
UC
LOIS



M. Philippe PAUL
Né le 25 janvier 1965
Sénateur
Finistère
Les Républicains-Ratt.
AF/ETR/DEF



M. Jean-Gérard PAUMIER
Né le 26 juillet 1952
Sénateur
Indre-et-Loire
Les Républicains
CULT



M. Cyril PELLEVAT
Né le 18 février 1981
Sénateur
Haute-Savoie
Les Indépendants
DEV/DUR



M. Clément PERNOT
Né le 21 décembre 1961
Sénateur
Jura
Les Républicains-Ratt.
DEV/DUR



M. Cédric PERRIN
Né le 20 janvier 1974
Sénateur
Territoire de Belfort
Les Républicains
AF/ETR/DEF



Mme Évelyne PERROT
Née le 22 juin 1951
Sénatrice
Aube
UC
AF/ETR/DEF



Mme Annick PETRUS
Née le 5 janvier 1961
Sénatrice
Saint-Martin
Les Républicains
AF/SOC



Mme Marie-Laure PHINERA-HORTH
Née le 28 juin 1957
Sénatrice
Guyane
RDPI
DEV/DUR



M. Stéphane PIEDNOIR
Né le 25 février 1970
Sénateur
Maine-et-Loire
Les Républicains
CULT



M. Bernard PILLEFER
Né le 23 octobre 1956
Sénateur
Loir-et-Cher
UC
DEV/DUR



M. Sebastien PLA
Né le 18 juillet 1977
Sénateur
Aude
SER
AF/ECO



Mme Kristina PLUCHET
Née le 1er mai 1973
Sénatrice
Eure
Les Républicains
DEV/DUR



M. Rémy POINTEREAU
Né le 30 mars 1953
Sénateur
Cher
Les Républicains
DEV/DUR



Mme Raymonde PONCET MONGE
Née le 1er août 1951
Sénatrice
Rhône
GEST
AF/SOC



Mme Émilienne POUMIROL
Née le 25 juillet 1950
Sénatrice
Haute-Garonne
SER
AF/SOC



Mme Sophie PRIMAS
Née le 7 juin 1962
Sénateur
Yvelines
Les Républicains
FIN



Mme Frédérique PUISSAT
Née le 4 novembre 1967
Sénateur
Isère
Les Républicains
AF/SOC



M. Didier RAMBAUD
Né le 12 mai 1959
Sénateur
Isère
RDPI
FIN



M. Jean-François RAPIN
Né le 11 mai 1966
Sénateur
Pas-de-Calais
Les Républicains
FIN



M. Stéphane RAVIER
Né le 4 août 1969
Sénateur
Bouches-du-Rhône
NI
AF/ETR/DEF



M. Claude RAYNAL
Né le 10 octobre 1957
Sénateur
Haute-Garonne
SER
FIN



M. Christian REDON-SARRAZY
Né le 18 novembre 1959
Sénateur
Haute-Vienne
SER
AF/ECO



Mme Évelyne RENAUD-GARABEDIAN
Née le 18 juin 1950
Sénateur
Français établis hors de France (Série 1)
Les Républicains-Ratt.
AF/ECO



M. Bruno RETAILLEAU
Né le 20 novembre 1960
Sénateur
Vendée
Les Républicains
CULT



M. Hervé REYNAUD
Né le 4 juillet 1972
Sénateur
Loire
Les Républicains
LOIS



Mme Olivia RICHARD
Née le 22 février 1977
Sénatrice
Français établis hors de France (Série 1)
UC
LOIS



Mme Marie-Pierre RICHER
Née le 19 avril 1963
Sénatrice
Cher
Les Républicains-Ratt.
AF/SOC
Secrétaire



M. Olivier RIETMANN
Né le 22 novembre 1971
Sénateur
Haute-Saône
Les Républicains
AF/ECO



Mme Sylvie ROBERT
Née le 28 août 1963
Sénatrice
Ille-et-Vilaine
SER
CULT
Vice-président



M. Pierre Jean ROCHETTE
Né le 1er février 1982
Sénateur
Loire
Les Indépendants
DEV/DUR



M. Teva ROHFRITSCH
Né le 3 février 1975
Sénateur
Polynésie française
RDPI
LOIS



M. Pierre-Alain ROIRON
Né le 18 octobre 1967
Sénateur
Indre-et-Loire
SER
LOIS



M. Bruno ROJOUAN
Né le 6 mars 1957
Sénateur
Allier
Les Républicains-Ratt.
DEV/DUR



Mme Anne-Sophie ROMAGNY
Née le 31 décembre 1977
Sénatrice
Marne
UC
AF/SOC



M. David ROS
Né le 10 août 1970
Sénateur
Essonne
SER
CULT



Mme Laurence ROSSIGNOL
Née le 22 décembre 1957
Sénatrice
Val-de-Marne
SER
AF/SOC



M. Jean-Yves ROUX
Né le 18 janvier 1970
Sénateur
Alpes de Haute-Provence
RDSE
DEV/DUR



M. Jean-Luc RUELLE
Né le 1er avril 1952
Sénateur
Français établis hors de France (Série 1)
Les Républicains-Ratt.
AF/ETR/DEF



Mme Denise SAINT-PÉ
Née le 5 janvier 1951
Sénateur
Pyrénées-Atlantiques
UC
DEV/DUR



M. Daniel SALMON
Né le 21 octobre 1962
Sénateur
Ille-et-Vilaine
GEST
AF/ECO



M. Hugues SAURY
Né le 12 novembre 1958
Sénateur
Loiret
Les Républicains
AF/ETR/DEF



M. Stéphane SAUTAREL
Né le 29 janvier 1965
Sénateur
Cantal
Les Républicains-Ratt.
FIN



M. Michel SAVIN
Né le 25 novembre 1958
Sénateur
Isère
Les Républicains
CULT



M. Pascal SAVOLDELLI
Né le 14 janvier 1961
Sénateur
Val-de-Marne
CRCE-K
FIN



Mme Elsa SCHALCK
Née le 4 décembre 1986
Sénatrice
Bas-Rhin
Les Républicains
LOIS



Mme Patricia SCHILLINGER
Née le 18 janvier 1963
Sénateur
Haut-Rhin
RDPI
LOIS



M. Marc SÉNÉ
Né le 28 octobre 1964
Sénateur
Bas-Rhin
Les Républicains
AF/ECO



Mme Ghislaine SENÉE
Née le 14 février 1969
Sénatrice
Yvelines
GEST
FIN



M. Bruno SIDO
Né le 19 février 1951
Sénateur
Haute-Marne
Les Républicains
AF/ETR/DEF



Mme Silvana SILVANI
Née le 14 mars 1960
Sénatrice
Meurthe-et-Moselle
CRCE-K
AF/SOC



M. Jean SOL
Né le 3 juin 1952
Sénateur
Pyrénées-Orientales
Les Républicains
AF/SOC



Mme Nadia SOLLOGOUB
Née le 9 novembre 1961
Sénateur
Nièvre
UC
AF/SOC



M. Laurent SOMON
Né le 28 décembre 1957
Sénateur
Somme
Les Républicains
FIN



Mme Anne SOUYRIS
Née le 29 août 1964
Sénatrice
Paris
GEST
AF/SOC



M. Lucien STANZIONE
Né le 19 août 1950
Sénateur
Vaucluse
SER
AF/ECO



M. Christopher SZCZUREK
Né le 11 juin 1985
Sénateur
Pas-de-Calais
NI
FIN



M. Francis SZPINER
Né le 22 mars 1954
Sénateur
Paris
Les Républicains
LOIS



M. Rachid TEMAL
Né le 29 mars 1973
Sénateur
Val-d'Oise
SER
AF/ETR/DEF



Mme Lana TETUANUI
Née le 23 février 1970
Sénatrice
Polynésie française
UC-App.
LOIS



M. Dominique THÉOPHILE
Né le 4 août 1960
Sénateur
Guadeloupe
RDPI
AF/SOC



M. Jean-Claude TISSOT
Né le 22 septembre 1963
Sénateur
Loire
SER
AF/ECO



M. Simon UZENAT
Né le 15 avril 1985
Sénateur
Morbihan
SER
DEV/DUR



Mme Sylvie VALENTE LE HIR
Née le 17 janvier 1965
Sénatrice
Oise
Les Républicains-App.
DEV/DUR



M. Mickaël VALLET
Né le 26 mai 1979
Sénateur
Charente-Maritime
SER
AF/ETR/DEF
Secrétaire



Mme Marie-Claude VARAILLAS
Née le 18 décembre 1950
Sénatrice
Dordogne
CRCE-K
DEV/DUR



M. Jean-Marc VAYSSOUZE-FAURE
Né le 30 mai 1972
Sénateur
Lot
SER
AF/ETR/DEF



Mme Anne VENTALON
Née le 7 janvier 1972
Sénatrice
Ardèche
Les Républicains-App.
CULT



Mme Dominique VÉRIEN
Née le 29 août 1965
Sénatrice
Yonne
UC
LOIS



Mme Sylvie VERMEILLET
Née le 10 juin 1967
Sénatrice
Jura
UC
FIN
Vice-président



M. Pierre-Jean VERZELEN
Né le 29 août 1983
Sénateur
Aisne
Les Indépendants
CULT



M. Cédric VIAL
Né le 25 mars 1978
Sénateur
Savoie
Les Républicains-Ratt.
CULT



M. Jean Pierre VOGEL
Né le 7 août 1956
Sénateur
Sarthe
Les Républicains
FIN



M. Louis VOGEL
Né le 22 octobre 1954
Sénateur
Seine-et-Marne
Les Indépendants
LOIS



Mme Mélanie VOGEL
Née le 22 mai 1985
Sénatrice
Français établis hors de France (Série 2)
GEST
LOIS



M. Dany WATTEBLED
Né le 22 novembre 1951
Sénateur
Nord
Les Indépendants
LOIS



M. Michaël WEBER
Né le 17 mars 1974
Sénateur
Moselle
SER
DEV/DUR



M. Robert Wienie XOWIE
Né le 29 août 1962
Sénateur
Nouvelle-Calédonie
CRCE-K
AF/ETR/DEF



M. Adel ZIANE
Né le 5 avril 1979
Sénateur
Seine-Saint-Denis
SER
CULT

TROMBINOSCOPE DES SÉNATEURS AYANT ÉTÉ PARTIELLEMENT EN EXERCICE EN 2025 (DÉCÈS, DÉMISSION, REMPLACEMENT)

Vendée



Mme Brigitte HYBERT
Née le 12 mai 1960
Groupe Les Républicains
Affaires économiques

Seine-Maritime



Mme Virginie LUCOT AVRIL
Née le 126 juin 1974
Groupe Les Républicains
Culture

Paris



Mr Jean-Baptiste OLIVIER
Né le 1er août 1979
Groupe Les Républicains
Finances

Loire-Atlantique



Mr Maurice PERRION
Né le 8 septembre 1955
Groupe Union Centriste
Culture

Mayotte



Mme Salama RAMIA
Née le 22 février 1968
Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants
Lois

Bas-Rhin



Mr André REICHARDT
Né le 5 décembre 1949
Groupe Les Républicains
Lois

Saint-Pierre-et -Miquelon



Mr Jean-Marc RUEL
Né le 2 novembre 1961
RDSE
Développement durable

Alpes-Maritimes



Mr Philippe TABAROT
Né le 25 novembre 1970
Groupe Les républicains
Développement durable

Pas-de-Calais



Mr Jean-Marie VANLERENBERGHE
Né le 29 mars 1939
Groupe Union Centriste
Affaires sociales

Rhône



Mr Paul VIDAL
Né le 8 septembre 1950
Groupe Les Républicains
Développement durable

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (19 décembre 2025).

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2025 **[n° 296 (2024-2025)]** (31 janvier 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Franchise en base de TVA : l'improvisation d'une réforme **[n° 528 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Rapport d'avancement annuel du plan budgétaire et structurel à moyen terme 2025-2029 **[n° 567 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Exposé général et examen des articles **[n° 743 tome 1 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Plan de relance **[n° 743 tome 2 annexe 22 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 677 (2024-2025)] visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises **[n° 25 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 132 (2025-2026)] de finances de fin de gestion pour 2025 **[n° 136 (2025-2026)]** (19 novembre 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Le budget de 2026 et son contexte économique et financier **[n° 139 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) **[n° 139 tome 2 fasc. 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Les moyens des politiques publiques et dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) **[n° 139 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 **[n° 164 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2026 **[n° 245 (2025-2026)]** (19 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 248 (2025-2026)] spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances **[n° 249 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60), budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Articles non rattachés du projet de loi de finances pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Articles non rattachés du projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Union pour l'épargne et l'investissement - Audition de M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des finances) :* Missions, financement et contrôle par l'État des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration - Audition, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des finances) :* « Solutions hors marché, grand emprunt national : des modes de financement à envisager pour notre dette publique ? » - Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, économiste et seconde sous-gouverneure de la Banque de France, MM. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor, Benjamin Lemoine, sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO - université Paris-Dauphine), et Éric Monnet, économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de M. Vincent Bony, maire de Rive-de-Gier, Mme Charlotte Goujon, maire de Petit-Quevilly, MM. Didier Lechien, maire de Dinan, Stéphane Leyenberger, maire de Saverne, Sébastien Olharan, maire de Breil-sur-Roya, et Christophe Reynier-Duval, maire de Caderousse.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de MM. Patrick Blanchard, directeur général de SMACL Assurances, Arnaud Chneiweiss, médiateur de l'assurance, Sylvain Merlus, directeur général adjoint en charge de l'assurance dommages et vie France à Groupama Assurances Mutuelles, et Édouard Vieillefond, directeur général de la Caisse centrale de réassurance.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des finances) :* Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 17 et 18 février 2025 à Bruxelles - Compte-rendu.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du

directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des finances) :* Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* « L'actualité de la politique immobilière de l'État et le projet de création d'une foncière interministérielle » - Audition de M. Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'État.

Réforme de la franchise en base de TVA - Communication.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire -- Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des finances) :* L'impact macroéconomique de la politique commerciale américaine, en particulier sur l'économie et les finances publiques de la France - Audition de M. Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme « Macroéconomie et finance internationales » au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Mme Isabelle Méjean, économiste, membre du Conseil d'analyse économique, et M. Raul Sampognaro, économiste au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur - Communication.

Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, portant approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 23 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Contrôle sur pièces et sur place effectué le 19 juin 2025 sur les modalités d'application de l'article 96 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 visant à mettre un terme aux opérations frauduleuses d'arbitrages de dividendes dites « CumCum », en application de l'article 57 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique - Communication.

L'actualité du secteur des jeux d'argent et de hasard - Audition de Mmes Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), Stéphane Pallez, présidente-directrice générale de FDJ United, et M. Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (AFJEL).

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - « Quel bilan pour le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) ? » - Communication.

Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La politique de l'État en faveur de la filière du livre - Communication.

Contrôle budgétaire - Les unités d'élite de la gendarmerie et de la police nationales - Communication.

Contrôle budgétaire - L'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La transformation du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Céréma), un modèle de mutualisation en devenir ? - Communication.

Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'aide médicale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités territoriales - Communication.

Contrôle budgétaire - Le financement public de la recherche aéronautique civile - Communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Délivrance des visas - Communication.

Contrôle budgétaire - Enjeux associés à la structure de détention de la dette de l'État - Communication.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative - Communication.

Contrôle budgétaire - Frais de justice - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 29 et 30 septembre 2025 à Billund - Compte-rendu.

Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et du texte de commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2026 - Les perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de MM. Éric Heyer, directeur du département Analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) - Communication.

Contrôle budgétaire - Prise en compte des questions migratoires dans la politique de développement - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Participation de la France au budget de l'Union européenne » (article 45) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 79) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville »

(et articles 66 et 67) et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Communication.

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Article liminaire et article 45 - Examen des motions et amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Article liminaire - Suite de l'examen des amendements de séance.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025.

Réunion du vendredi 28 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre (article 48).

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du vendredi 12 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Articles non rattachés aux crédits des missions de la seconde partie - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 15 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des amendements du Gouvernement de coordination à l'article d'équilibre et à l'article liminaire.

Réunion du vendredi 19 décembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi spéciale - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 200 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-71 rectifié et n° II-741 rectifié** : p. 232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-730 et n° II-936 rectifié** : p. 243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-111 rectifié quinquies et n° II-1598 rectifié** : p. 244 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 346 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 349 et suivantes - **État B** : p. 350 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-52 rectifié, n° II-347 rectifié bis, n° II-723 et n° II-1130** *(Rendre publique la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention publique du fonds vert)* : p. 955 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes - **État B** : p. 987 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article 50** *(Plafond des emplois des autorités publiques indépendantes)* : p. 1345 et suivantes - **Article 51** *(Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)* : p. 1346 et suivantes - **Article 52** *(Octroi de la garantie de l'État à l'Unédic)* : p. 1348 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-93 rectifié** *(Modification du cadre de gestion extra-budgétaire du plan France 2030 en assouplissant la condition de prise par l'État de la décision d'attribution en dernier ressort des fonds)* : p. 1348 et suivantes - **Article 53** *(Sécurisation des prêts à la collectivité de Nouvelle-Calédonie)* : p. 1349 et suivantes - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1723** *(Échanges d'informations entre la direction générale des finances publiques (DGFiP)et les services centraux du ministère de l'intérieur)* : p. 1350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1167 rectifié ter** *(Rapport sur les conséquences fiscales du recul des ressources liées aux paris hippiques)* : p. 1351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-892 et n° II-1129** *(Extension du périmètre du dispositif de garantie des projets stratégiques (GPS))* : p. 1352 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-859 et n° II-860** *(Constitution d'une régie et d'un budget annexe pour un service de production d'électricité photovoltaïque)* : p. 1353 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-809 rectifié** *(Faculté pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de reverser à leurs communes membres les montants du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP))* : p. 1353 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-2213** *(Octroi de la garantie de l'État à la Caisse des dépôts pour soutenir la reconstruction de Mayotte)* : p. 1354 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-2226** *(Octroi de la garantie de l'État à la société Bpifrance au titre du fonds de garantie visant à couvrir les pertes finales de prêts accordés par des établissements financiers à des entreprises agricoles immatriculées en France)* : p. 1355 et suivantes - **Article additionnel après l'article 56 -**

Amendement n° II-1866 *(« Budget vert » des collectivités territoriales)* : p. 1356 et suivantes - **Article 57** *(Augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international)* : p. 1357 - **Article 58** *(Adaptation du calendrier de mise en œuvre du financement à 50% par l'employeur de la protection complémentaire santé dans la fonction publique de l'État)* : p. 1357 et suivantes - **Article 59** *(Mise en œuvre d'un financement forfaitaire par l'employeur de la protection complémentaire santé dans la fonction publique outre-mer)* : p. 1359 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-947, n° II-950, n° II-2096 rectifié bis, n° II-948 et n° II-138 rectifié** *(Affectation aux communes de la fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) relative à l'éolien y compris en cas de renouvellement d'une installation)* : p. 1359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-737** *(Reversement facultatif par l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) du produit de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) éolien et photovoltaïque à ses communes membres)* : p. 1363 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-949** *(Suppression du montant des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) du calcul du potentiel fiscal des communes)* : p. 1363 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1983** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations sur le recouvrement)* : p. 1364 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1985** *(Droit de communication des données de l'administration fiscale au Centre national de la musique)* : p. 1364 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2221** *(Facilitation d'accès aux informations pour les opérateurs du fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI) et du fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO))* : p. 1364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2225** *(Autorisation du Gouvernement à accorder la garantie de l'État à l'Association internationale de développement au titre des prêts et garanties qu'elle octroie)* : p. 1365 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1221** *(Ajustement législatif afin d'assurer l'égalité de traitement entre, d'une part, les ouvriers de l'État et, d'autre part, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public, en matière d'allocation spécifique de cessation d'activité (ASCAA) et d'affiliation à la sécurité sociale)* : p. 1365 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2212 rectifié quater** *(Modification de l'assiette de cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique (Rafp) des fonctionnaires ultramarins)* : p. 1366 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2228** *(Suppression de l'indemnité d'éloignement des fonctionnaires de l'État affectés en Polynésie française)* : p. 1366 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2229** *(Simplification du recours par les exploitants agricoles au dispositif de la déduction pour épargne de précaution (DEP))* : p. 1367 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2230** *(Cas de non application de la taxe sur les réductions de capital)* : p. 1367 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2036 rectifié bis** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur le recours aux prestations de conseil)* : p. 1367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1290** *(Création d'un document de politique transversale sur la politique d'influence de la France dans le monde)* : p. 1368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1396** *(Rapport sur l'impact du décret du 21 février 2024 portant annulation de crédits)* : p. 1369 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-909 rectifié** *(Rapport sur la possibilité de confier aux commissaires de justice le recouvrement des créances fiscales et non fiscales)* : p. 1369 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1907** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Thaïlande)* : p. 1370 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1247** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'étendre les mesures compensatoires a_ la suppression programmée de l'indemnité temporaire de retraite aux fonctionnaires de l'État en activité à La Réunion et à Mayotte)* : p. 1370 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1994** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur la révision du dispositif de l'indemnité de résidence)* : p. 1370 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 1371 - **Article liminaire** : p. 1371 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux inondations en Ille-et-Vilaine** - (5 février 2025) : p. 2057 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite)** - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023)* : p. 2373 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (11 février 2025) - **Rappel au règlement** : p. 2643 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France sur la régulation de l'intelligence artificielle** - (12 février 2025) : p. 2728 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite)** - (12 février 2025) - **Articles 23 et 24** *(Demande de rapports)* : p. 2779 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de mise en œuvre du fonds territorial climat** - (19 février 2025) : p. 3053 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le zéro artificialisation nette (ZAN)** - (5 mars 2025) : p. 3266

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des dépenses de défense** - (12 mars 2025) : p. 3674 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025** - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat** - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-**

2025)] - (1er avril 2025) - **Article 3** *(Remise d'un rapport sur les marges brutes réelles des distributeurs)* : p. 4434 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4435 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 avril 2025) : p. 4473

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 3** *(Formalisation dans le règlement du vote portant sur l'adoption des rapports et sur l'autorisation de leur publication)* : p. 4776 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 34 et n° 36** *(Garantie d'au moins un représentant par groupe au sein des commissions mixtes paritaires (CMP) et institution d'un poste d'observateur au sein des CMP pour les groupes ne disposant pas d'un poste de suppléant)* : p. 4778 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Saint-Pierre-et-Miquelon face aux droits de douane américains** - (9 avril 2025) : p. 4834 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mortalité infantile et les services de maternité** - (9 avril 2025) : p. 4842 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (II)** - (30 avril 2025) : p. 5141 et suivantes

- **Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029** - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum sur les finances publiques** - (7 mai 2025) : p. 5309 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des finances publiques et des comptes sociaux** - (28 mai 2025) : p. 5997 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes - **Article 4** *(Systématisation des franchises dans les contrats d'assurance « dommages aux biens » des collectivités territoriales)* : p. 6466 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un régime d'indemnisation du risque d'émeutes et de mouvements populaires)* : p. 6471 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I)** - (18 juin 2025) : p. 6719 et suivantes

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes - **Article liminaire** *(Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2024)* : p. 6899 et suivantes - **Article 1er** *(Résultats du budget de l'année 2024)* : p. 6901 et suivantes - **Article 7** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2021 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6927 - **Article 8** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2022 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6927 et suivantes - **Article 9** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2023 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6928

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de lutte contre la fraude aux arbitrages de dividendes** - (25 juin 2025) : p. 7078 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des associations** - (25 juin 2025) : p. 7089

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions engagées par le Gouvernement en matière d'anticipation et d'adaptation aux épisodes caniculaires** - (2 juillet 2025) : p. 7160 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Suite de la discussion** (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 27 (priorité)** *(Sécurisation de la situation de l'élu local privé d'activité professionnelle à l'issue de son mandat)* : p. 7946 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures contenues dans le budget pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7987 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de justice fiscale dans le projet de loi de finances pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7990 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au budget 2026** - (29 octobre 2025) : p. 8192 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman** - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des moyens accordés par l'État aux collectivités territoriales** - (19 novembre 2025) : p. 8749 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la chute des recettes de TVA** - (19 novembre 2025) : p. 8754 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 839 rectifié bis** *(Organisation d'une gestion dynamique des stocks d'urgence)* : p. 9486 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes - **Article 2** *(Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 9589 et suivantes - **Article 3** *(Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI))* : p. 9590 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 19 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les*

recettes de l'État afin de compenser la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en 2025) : p. 9593 - **État A** : p. 9594 et suivantes - **État B** *(Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général)* : p. 9606 et suivantes - **État D** *(Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux)* : p. 9623 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 9625 - **Article liminaire (pour coordination)** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 9625 et suivantes - **État A** *(Voies et moyens pour 2025 révisés)* : p. 9627 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes - **Question préalable** : p. 9789 et suivantes

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2026, prévisions d'exécution 2025 et exécution 2024)* : p. 9815 et suivantes

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2025) - **Article 1er** *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* : p. 9843 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1262** *(Élargissement de la notion de résidence fiscale)* : p. 9859 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2419** *(Création d'une résidence d'attache pour les Français résidant hors de l'Union européenne)* : p. 9860 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-306 rectifié quater** *(Intégration des prestations et allocations sociales perçues dans le calcul de l'éligibilité et du montant des prestations sociales conditionnées à des ressources)* : p. 9861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1269** *(Instauration d'une option de déconjugalisation de l'impôt sur le revenu)* : p. 9862 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1354 et n° I-1355** *(Bénéfice du quotient conjugal au titre de l'impôt sur le revenu)* : p. 9863 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1255 et n° I-2065 rectifié** *(Défiscalisation des prestations compensatoires)* : p. 9864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2587 rectifié** *(Abrogation de l'exonération d'impôt sur le revenu des indemnités reçues au titre d'une rupture conventionnelle)* : p. 9870 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2123** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu à l'ensemble des marins sous pavillon français)* : p. 9870 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-861** *(Exonération d'impôt sur les revenus des professions libérales en cumul emploi-retraite)* : p. 9873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2591 rectifié bis et n° I-603 rectifié** *(Fiscalisation des revenus de remplacement des personnes victimes d'accidents du travail)* : p. 9873 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1257, n° I-301 rectifié quater et n° I-300 rectifié quinquies** *(Fiscalisation des heures supplémentaires)* : p. 9874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1258 rectifié** *(Abrogation de la hausse du plafond de l'exonération fiscale des heures supplémentaires)* : p. 9876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2588 rectifié** *(Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs)* : p. 9876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-208 rectifié ter** *(Doublement de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité)* : p. 9877 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-209 rectifié quater** *(Modifications sur le régime applicable aux cessions d'œuvres d'art par des particuliers)* : p. 9878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-602 rectifié** *(Déductibilité de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) de l'impôt sur le revenu)* : p. 9879 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-756 rectifié bis et n° I-890** *(Nombre de parts fiscales intégrées au calcul du revenu imposable)* : p. 9880 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-856, n° I-1011, n° I-1428 et n° I-1496** *(Attribution d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de contribuables célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge)* : p. 9882 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2345 et n° I-2416 rectifié** *(Prestations compensatoires pour les non-résidents)* : p. 9884 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2417 rectifié** *(Application du taux moyen d'imposition aux contribuables non-résidents)* : p. 9898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1924 et n° I-1267** *(Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus)* : p. 9899 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1268** *(Majoration du taux de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9900 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2211 et n° I-2492** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers à des organismes d'intérêt général du calcul de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR))* : p. 9901 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1922 rectifié** *(Restauration du bouclier fiscal)* : p. 9901 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1001, n° I-2401 rectifié bis, n° I-1270 et n° I-1271** *(Déconjugalisation des dettes fiscales en cas de séparation)* : p. 9904 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2679 rectifié** *(Report du calendrier d'entrée en vigueur des nouvelles modalités de collecte des informations relatives au paiement des rentes viagères)* : p. 9908 - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9948 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1843 rectifié bis** *(Abrogation des droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 9982 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-637 rectifié** *(Suppression de l'imposition de l'abandon d'usufruit)* : p. 9982 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1361** *(Introduction d'un abattement universel de 300 000 euros par bénéficiaire, au-delà duquel s'applique le barème des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) prévu à l'article 777 du code général des impôts (CGI))* : p. 9983 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1970 rectifié** *(Extension aux fonds de dotation de l'option pour le report d'imposition prévu pour les*

dons de titres à des fondations reconnues d'utilité publique) : p. 9984 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-99** *(Création d'un abattement sur les donations au profit des beaux-enfants)* : p. 9985 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2131 et n° I-1316** *(Plafonnement de l'abattement de 20% applicable à la résidence du défunt pour le calcul des droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 9985 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-822 rectifié bis** *(Exonération des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) jusqu'à 500 000 euros pour les successions en ligne directe pour la transmission d'un logement à l'usage de résidence principale)* : p. 9986 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1359, n° I-652 et n° I-1747** *(Imposition des plus-values latentes sur les transmissions)* : p. 9989 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1197** *(Défiscalisation des dons des grands-parents pour abonder les PER de leurs petits-enfants)* : p. 9991 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1360, n° I-1357 et n° I-1356** *(Alignement de la taxation des produits d'assurance-vie au moment de la succession sur les droits de succession)* : p. 9991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-764 rectifié** *(Exonération supplémentaire de 15% en cas de conservation des titres et parts de la société pendant une durée de huit ans dans le cadre du pacte Dutreil)* : p. 10010 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1329** *(Prise en compte pendant huit ans de la valeur vénale des titres au jour de la transmission après application de l'exonération Dutreil de 75 % des biens transmis dans le calcul des plus-values de cession)* : p. 10011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1533 rectifié bis et n° I-1534 rectifié bis** *(Porter de deux à trois ans avant ou après la cession d'une entreprise le délai pour faire valoir ses droits à la retraite tout en bénéficiant de l'exonération des plus-values de cession pour tout fonds de commerce)* : p. 10012 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1535 rectifié bis** *(Exonération des plus-values sur les cessions d'officines pharmaceutiques dès lors que le cédant procède, sous trois ans, à un réinvestissement d'au moins 30 % de cette plus-value dans l'officine cédée)* : p. 10012 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1993 rectifié** *(Ajustement du régime de l'apport-cession)* : p. 10013 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1395, n° I-1312, n° I-429, n° I-1313, n° I-1314, n° I-1315 rectifié, n° I-1396, n° I-1503, n° I-243 rectifié, n° 428, n° I-244 rectifié et n° I-191 rectifié** *(Prélèvement forfaitaire unique)* : p. 10013 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-691 rectifié, n° I-1455 rectifié, n° I-1363 et n° I-1454** *(Fiscalité du rachat de leurs actions par les entreprises)* : p. 10033 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-2585 rectifié** *(Modification du taux de la taxe sur les rachats d'actions en cas d'affectation des actions rachetées aux salariés de l'entreprise)* : p. 10035 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2526 rectifié ter et n° I- 2527 rectifié ter** *(Remplacement de la taxe sur les rachats d'actions par une majoration d'un cinquième de l'imposition des bénéfices des entreprises procédant à des rachats d'actions)* : p. 10036 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2670 rectifié et n° I-2364 rectifié bis** *(Droits de mutation sur les crypto-actifs)* : p. 10040 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-251 rectifié** *(Création d'un compte courant rémunéré populaire)* : p. 10042 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1495** *(Suppression des avantages fiscaux accordés aux versements réalisés par le titulaire d'un plan d'épargne retraite à compter de l'âge de 70 ans)* : p. 10043 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-158 rectifié** *(Extension de trois à cinq ans de la période de référence permettant à un contribuable de recourir à la fraction non utilisée du plafond de déduction des versements volontaires réalisés sur un plan d'épargne retraite)* : p. 10043 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1292 et n° I-395** *(Soumission à l'impôt sur le revenu des sommes perçues au titre d'un plan d'épargne retraite (PER) au décès du souscripteur)* : p. 10044 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1429** *(Abrogation du plan d'épargne avenir climat (PEAC))* : p. 10046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1319, n° I-1388 et n° I-1497** *(Rétablissement de l'exit tax dans sa version antérieure à la loi de finances pour 2019)* : p. 10047 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1311 et n° 2509 rectifié ter** *(Doublement des délais de dégrèvement de l'exit tax)* : p. 10050 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-399 rectifié bis** *(Ajustement du régime de l'apport-cession)* : p. 10051 - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1272** *(Création d'une contribution additionnelle sur les entreprises de la base industrielle et technologique de défense (BITD))* : p. 10057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-655 rectifié et n° I-2219 rectifié** *(Création d'une contribution additionnelle sur les plateformes de mise en relation par voie électronique)* : p. 10058 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1451 rectifié, n° I-1458 rectifié bis, n° I-1457 rectifié bis et n° I-1397 rectifié** *(Création d'une taxe sur les dividendes des grandes entreprises)* : p. 10060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1452 rectifié** *(Création d'une surtaxe sur les entreprises performantes)* : p. 10062 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1199 rectifié** *(Prolongation du dispositif de déduction des amortissements constatés dans la comptabilité des entreprises au titre des fonds commerciaux)* : p. 10063 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1304 rectifié ter** *(Prorogation du dispositif de suramortissement pour les investissements des PME industrielles dans le domaine de la robotique et de la transformation numérique)* : p. 10064 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-2668** *(Extension aux associés de la dérogation au plafonnement de la déductibilité des intérêts financiers au taux de référence lorsque les conditions de l'entreprise emprunteuse le justifient)* : p. 10064 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-671 rectifié** *(Limitation du régime « mère-fille » aux pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen)* : p. 10064 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-2217 rectifié** *(Alignement du régime fiscal applicable aux Sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) dans le cadre de transformations avec celui des sociétés coopératives et participatives (Scop))* : p. 10065 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1448 rectifié bis** *(Hausse des taux de la quote-part de frais et charges (QPFC) du régime « mère-fille »)* : p. 10066 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-188 rectifié** *(Majoration de la quote-part de frais et charges (QPFC) applicable dans le cadre du régime « mère-fille »)* : p. 10066 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-646 rectifié** *(Plafonnement de la rémunération déductible à l'impôt sur les sociétés à hauteur de vingt fois la rémunération moyenne du premier décile de rémunération)* : p. 10067 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1446 rectifié, n° I-2220 rectifié et n° I-1480 rectifié bis** *(Création d'une majoration de l'impôt sur les sociétés selon les bénéfices réalisés hors de France)* : p. 10068 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 -**

Amendements n° I-1917 rectifié ter, n° I-1450, n° I-1919 rectifié ter, n° I-665 rectifié, n° I-1918 rectifié ter, n° I-2478 rectifié, n° I-1456 rectifié, n° I-2479 rectifié, n° I-232 rectifié bis et n° I-664 rectifié *(Taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)* : p. 10070 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1449 et n° I-1300 rectifié ter** *(Taux d'impôt sur les sociétés)* : p. 10076 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-670 et n° I-228 rectifié bis** *(Régime des plus-values à long terme)* : p. 10077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1299 rectifié ter, n° I-1364 et n° I-2593 rectifié** *(Plafond de bénéfice pris en compte pour l'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés (IS) de 15 % pour les petites et moyennes entreprises (PME))* : p. 10078 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-2667 et n° I-206 rectifié** *(Introduction d'un mécanisme de report d'imposition en cas de transfert du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel (EI) ou de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) vers une société)* : p. 10080 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-790 rectifié, n° I-1774 rectifié et n° I-2385 rectifié** *(Suppression de l'obligation de transmission systématique à l'administration fiscale du relevé de dépenses prévu à l'article 54 quater du code général des impôts)* : p. 10083 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-600 rectifié et n° I-2269 rectifié** *(Exclusion des établissements d'enseignement supérieur privés des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises)* : p. 10084 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2323 rectifié** *(Réduction de la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises en supprimant la tranche à 40 % et en réduisant à 50 % la tranche unique nouvelle jusqu'à 1 M€)* : p. 10085 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1368 rectifié** *(Introduction de règles spécifiques pour la durée d'amortissement fiscal pour les matières premières critiques)* : p. 10085 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2117 rectifié** *(Création d'une surtaxe sur l'impôt sur les sociétés (IS) de 10 % pour les entreprises du secteur alimentaire dont les prix excèdent un plafond fixé par voie réglementaire)* : p. 10086 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2221 rectifié** *(Création d'un cadre de conditionnalité générale des aides publiques intégrant une contrepartie climatique et une contrepartie sociale)* : p. 10087 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1847 rectifié et n° I-2561 rectifié quinquies** *(Plafonnement du prix des places d'accueil entrant dans le champ du crédit d'impôt famille (Cifam))* : p. 10087 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2571 rectifié ter** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt famille (Cifam) des dépenses de réservation de place en crèche par un tiers)* : p. 10089 - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 49 rectifié ter et n° I-1740 rectifié bis** *(Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S))* : p. 10101 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 486 rectifié quater et n° I-975 rectifié ter** *(Instauration d'un dispositif de suramortissement pour soutenir les entreprises du secteur du recyclage et de la valorisation des déchets)* : p. 10102 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 834 rectifié bis, n° I-1143 rectifié et n° I-1937 rectifié quater** *(Instauration d'un dispositif de suramortissement pour soutenir l'investissement des entreprises dans des équipements directement liés à la transition énergétique)* : p. 10102 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1987 rectifié bis et n° I-791 rectifié** *(Mécanisme de suramortissement pour les investissements relatifs à la fibre optique / Alignement de toutes les déclarations professionnelles sur une date unique pour les exercices clos au 31 décembre)* : p. 10103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2052 rectifié bis** *(Extension de l'abattement de taxe sur les salaires aux fonds de dotation)* : p. 10104 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2216, n° I-2376 rectifié ter et n° I-2377 rectifié ter** *(Exclusion du taux majoré de taxe sur les salaires)* : p. 10105 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1620 rectifié** *(Exclusion de certaines « jeunes entreprises innovantes » (JEI) du bénéfice du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2629 rectifié bis** *(Conditionnement du crédit d'impôt recherche (CIR) à l'obligation pendant une période de dix ans de localiser en France les activités de production en lien avec le bénéfice du CIR)* : p. 10123 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1193 rectifié quater, n° I-1137 rectifié bis et n° I-767 rectifié** *(Rétablissement du dispositif « jeunes docteurs » au sein du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1419** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux travaux de recherche pour tester des architectures fonctionnelles)* : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 76 rectifié quinquies** *(Limitation des dépenses de sous-traitance éligibles au crédit d'impôt recherche à l'innovation dans les secteurs prioritaires)* : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1612 rectifié bis, n° I-1136 rectifié bis et n° I-1195 rectifié quater** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux frais liés aux brevets)* : p. 10125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 567 rectifié** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux dépenses de location de temps de calcul sur GPU)* : p. 10127 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2085 rectifié** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) des commissions versées à des plateformes numériques)* : p. 10127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1418** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt innovation (CII) à la conception d'innovations organisationnelles)* : p. 10128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1194 rectifié quater et n° I-1518 rectifié bis** *(Prorogation du crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (CICo))* : p. 10129 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-535 rectifié ter et n° I-821 rectifié quater** *(Prolongation du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) jusqu'au 31 décembre 2028)* : p. 10129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-536 rectifié bis** *(Élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) aux investissements en lien avec le transport)* : p. 10130 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-537 rectifié bis** *(Relèvement du seuil d'effectifs en dessous duquel les entreprises peuvent bénéficier du taux majoré de 30 % du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC)* : p. 10130 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2666 rectifié, n° I-1733 rectifié quater, n° I-237 rectifié ter, n° I-1279 et n° I-1516 rectifié** *(Crédit d'impôt au titre de l'investissement dans les industries vertes)* : p. 10131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1822** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) à la fabrication de capteurs solaires thermiques)* : p. 10136 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2072 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt industrie du futur)* : p. 10136 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2362 rectifié quater** *(Création d'un crédit d'impôt en faveur des investissements et dépenses de fonctionnement liés aux opérations de captage, de transport et de stockage géologique du dioxyde de carbone)* : p. 10137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-712 rectifié** *(Création d'un cadre de conditionnalité générale des aides publiques)* : p. 10139 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-794 rectifié** *(Suppression du bénéfice du crédit d'impôt au titre du mécénat d'entreprise pour les entreprises de la fast fashion)* : p. 10141 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-713 rectifié** *(Création d'un droit de timbre lors du dépôt d'une demande d'autorisation*

dans le cadre du contrôle des investissements étrangers en France (IEF)) : p. 10141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1198 et n° I-1517 rectifié** *(Prorogation du volet fiscal du dispositif « jeunes entreprises innovantes » pour la fiscalité locale et recréation d'un volet d'exonération d'impôt sur les sociétés)* : p. 10142 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-525 rectifié bis, n° I-1128 rectifié ter, n° I-1754 rectifié, n° I-2277 et n° I-2353 rectifié ter** *(Suppression du plafonnement sur la valeur ajoutée des entreprises (PVA) pour les entreprises en cessation d'activité sur un site IPCE au profit d'un plafonnement sur les garanties financières mobilisées pour la remise en l'état du site)* : p. 10143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2126, n° I-2127 et n° I-703 rectifié** *(Assujettissement à la taxe sur les surfaces commerciales)* : p. 10145 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1167 rectifié** *(Élargissement du champ d'application de la Tascom aux entrepôts logistiques et aux aires de stationnement des grandes surfaces)* : p. 10148 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2312 rectifié** *(Doublement de la taxe sur les bureaux en Île-de-France dans la zone premium)* : p. 10148 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1597 rectifié** *(Création d'une taxe sur les robots)* : p. 10149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1273 rectifié, n° I-189 rectifié, n° I-1459, n° I-146, n° I-170 rectifié ter, n° I-595 rectifié, n° I-1399, n° I-2337, n° I-171 rectifié bis, n° I-1224 rectifié, n° I-958 rectifié bis, n° I-1725, n° I-1724, n° I-957 rectifié bis et n° I-2218** *(Taxe sur les transactions financières)* : p. 10150 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1274** *(Création d'une surtaxe à la taxe sur les transactions financières (TTF) pour les transactions concernant des entreprises du secteur de la défense)* : p. 10157 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-687 rectifié** *(Création d'une taxe sur la livraison d'un bien commercialisé par le biais d'une entreprise de commerce en ligne)* : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1984 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les entreprises utilisant des infrastructures numériques)* : p. 10158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1447, n° I-1694 rectifié ter, n° I-1729, n° I-1746 rectifié, n° I-1373 rectifié ter, n° I-2398, n° I-1389, n° I-1500 rectifié, n° I-2136 rectifié et n° I-195** *(Taxe sur les services numériques)* : p. 10159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-909 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les réseaux sociaux)* : p. 10163 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2654 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les fournisseurs de service d'assistance par intelligence artificielle)* : p. 10166 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-994 rectifié** *(Suppression de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) mobile relative aux stations radioélectriques de téléphonie mobile construites en zone de montagne entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020)* : p. 10166 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1243 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les séjours de chasse organisés à des fins touristiques par des agences de voyage)* : p. 10168 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-787 rectifié bis et n° I-1834 rectifié quinquies** *(Obligation de cession par l'État de 2 % du capital d'EDF dans un délai de six mois)* : p. 10169 et suivantes - **Article 12 (priorité)** *(Renforcement des dispositifs fiscaux de soutien à la géographie prioritaire de la politique de la ville)* : p. 10170 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-510 rectifié bis et n° I-1334 rectifié bis** *(Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation sur les cessions d'immeubles au taux de 0,01 %)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1833 rectifié bis** *(Exonération de la contribution de sécurité immobilière pour les transferts des biens et droits immobiliers des établissements existants au profit de l'Établissement public d'aménagement de La Défense Seine Arche)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-532 rectifié** *(Exonération d'impôt sur les sociétés pour les installations de production d'hydroélectricité exploitées en zones non interconnectées (ZNI))* : p. 10175 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-986 rectifié bis et n° I-686** *(Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)* : p. 10176 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2618 rectifié bis** *(Possibilité, pour les communes, d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les constructions autres que des logements sur des friches)* : p. 10177 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2589 rectifié bis, n° I-2534 rectifié ter, n° I-569 rectifié bis, n° I-1764 rectifié, n° I-2003 rectifié bis, n° I-2523 rectifié ter, n° I-2004 rectifié, n° I-2535 rectifié ter et n° I-2138 rectifié** *(Taxe sur les friches)* : p. 10177 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2680** *(Indexation de la revalorisation des valeurs locatives des locaux industriels sur la moyenne nationale des coefficients départementaux des loyers)* : p. 10181 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1158 rectifié** *(Élargissement de l'assiette de référence de la taxe spéciale d'équipement (TSE) destinée aux établissements publics fonciers (EPF))* : p. 10181 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1157 rectifié** *(Relèvement du plafond de la TSE de 20 à 30 euros par habitant)* : p. 10182 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-507 rectifié et n° I-1997 rectifié** *(Suppression des taxes affectées à la société Grand Projet du Sud-Ouest)* : p. 10183 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-668 rectifié et n° I-1770 rectifié bis** *(Traitement fiscal des transactions immobilières en vente directe ou indirecte)* : p. 10183 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1568 et n° I-1494** *(Financement du système de péréquation en faveur du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Corse)* : p. 10192 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-793 rectifié** *(Ouvrir la possibilité pour les services de l'État de revendre le surplus d'électricité qu'ils produisent, notamment dans le cadre d'installations d'autoconsommation)* : p. 10194 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-1386 rectifié bis et n° I-2057 rectifié quater** *(Faire en sorte qu'EDF s'acquitte de la taxe de répartition des coûts du mécanisme de capacité en lieu et place des entreprises locales de distribution (ELD) afin que les incidences de cette taxe soient mieux réparties entre ces dernières)* : p. 10195 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-119 rectifié** *(Création d'un système de péréquation du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz entre entreprises locales de distribution (ELD)* : p. 10196 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1241** *(Amortisseur sur la fiscalité du gaz)* : p. 10197 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-783 rectifié et n° I-2491 rectifié bis** *(Suppression du déplafonnement du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) (accise sur le gaz naturel) pour les exploitants agricoles (serres à tomates))* : p. 10198 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1569 rectifié ter** *(Abaisser à 0,5 euro par MWh le tarif de l'accise sur l'électricité appliqué aux entreprises électro-sensibles de l'industrie agroalimentaire)* : p. 10198 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-2241 rectifié, n° I-2242 et n°I-2243 rectifié** *(Tarif réduit pour les gaz naturels pour les entreprises énergo-intensives)* : p. 10199 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-859, n° I-145, n° I-1898 et n° I-2297 rectifié** *(Crédit d'impôt pour la transition énergétique)* : p. 10202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-886** *(Augmenter le tarif de la taxe annuelle sur les installations éoliennes en mer)* : p. 10203 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1384 rectifié** *(Création de deux nouvelles impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) relatives au transport et au stockage d'hydrogène ainsi qu'au transport et au stockage géologique de dioxyde de carbone)* : p. 10203 et suivantes - **Article 26 (priorité)** *(Précisions apportées à l'imposition minimale mondiale des grandes entreprises multinationales)* : p. 10204 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 -**

Amendement n° I-442 rectifié *(Création d'une taxe sur les compagnies d'assurance absentes des départements et régions d'outre-mer)* : p. 10207 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2153** *(Instaurer des droits de douane rehaussés sur les marchandises importées de toute Nation ne respectant pas les recommandations d'une résolution émanant d'une session extraordinaire d'urgence des Nations Unies)* : p. 10208 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1453** *(Réduction du seuil d'assujettissement au mécanisme d'imposition minimale mondiale (IMM) des grands groupes du pilier 2 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE))* : p. 10208 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2673** *(Précisions sur le mécanisme d'imposition minimale mondiale (IMM) des grands groupes)* : p. 10208 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-322 rectifié bis** *(Suppression de niches fiscales)* : p. 10224 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-639 rectifié bis** *(Suppression de taxes diverses)* : p. 10226 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-2453 rectifié** *(Suppression du tarif réduit d'accise pour les carburants ou combustibles consommés pour les besoins de la navigation maritime)* : p. 10226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° I-1045 rectifié quinquies, n° I-1406 rectifié ter, n° I-1933 rectifié quater et n° I-2613 rectifié quater** *(Extension au biocarburant Huile Végétale Hydrotraitée (HVO) du tarif particulier d'accise appliqué au biocarburant B100)* : p. 10227 - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-299 rectifié quater** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions inférieures à 1 600 euros en cas d'absence de revalorisation annuelle des pensions de retraite)* : p. 10231 - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-662** *(Fixation à 1 % du taux de cotisation Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes habitations à loyer modéré (HLM) outre-mer)* : p. 10236 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-435 rectifié** *(Exonération de cotisation caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) du supplément de loyer solidaire pour les logements outre-mer)* : p. 10236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-386 rectifié et n° I-504 rectifié** *(Hausse des abattements propres aux zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) dans les communes défavorisées à La Réunion)* : p. 10237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2267** *(Extension de l'éligibilité de la réduction d'impôt pour les installations de production d'électricité à l'ensemble des secteurs d'activité outre-mer)* : p. 10238 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2039 rectifié et n° I-2040 rectifié** *(Augmentation de la réduction d'impôt sur l'acquisition de taxis outre-mer)* : p. 10238 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1030 rectifié** *(Extension de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs outre-mer)* : p. 10239 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1875, n° I-2047 rectifié et n° I-1817** *(Précision de l'assiette de la réduction d'impôt sur les logements sociaux en outre-mer)* : p. 10241 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2261 et n° I-1744 rectifié** *(Extension du plafond de la réduction d'impôt pour la construction de logements neufs)* : p. 10243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-657** *(Hausse du taux du crédit d'impôt pour l'abonnement à un journal d'information outre-mer)* : p. 10244 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1818, n° I-1874, n° I-2037 rectifié bis et n° I-660** *(Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession à la propriété outre-mer)* : p. 10244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-748 rectifié, n° I-1873 et n° I-2265 rectifié** *(Extension du crédit d'impôt en faveur du logement social en outre-mer à la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) fournissant des services médicaux)* : p. 10245 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-432 et n° I-431 rectifié bis** *(Crédit d'impôt bénéficiant aux travaux de désamiantage des logements outre-mer)* : p. 10246 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-659 et n° I-2266** *(Extension du crédit d'impôt sur le logement intermédiaire aux travaux de rénovation lourde outre-mer)* : p. 10247 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-430 rectifié bis** *(Extension du crédit d'impôt sur les investissements productifs à l'installation de bornes de recharge électriques)* : p. 10248 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-436 rectifié** *(Exonération de droit de partage pour les départements et régions d'outre-mer (DROM) lors de la première cession d'un bien après la reconstitution des titres de propriété)* : p. 10248 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2081** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt sur les investissements des entreprises en difficulté outre-mer)* : p. 10249 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2426 rectifié** *(Décalage de la signature des contrats de ville outre-mer pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB))* : p. 10250 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1743 rectifié** *(Extension de la réduction d'impôt pour la reconstruction d'immeubles en Nouvelle-Calédonie)* : p. 10250 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-1126 rectifié quater** *(Application d'une réduction d'impôt pour la souscription au capital d'entreprises correspondant à la nouvelle catégorie de jeunes entreprises innovantes à impact (JEII))* : p. 10272 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-2597 rectifié** *(Extension du sursis d'imposition aux actions gratuites de salariés regroupés au sein d'une même société de salariés actionnaires)* : p. 10273 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1275 rectifié, n° I-114 rectifié quinquies, n° I-2598 rectifié bis, n° I-773 rectifié ter, n° I-774 rectifié quater et n° I-2550 rectifié bis** *(Ajustement du régime d'imposition des « management packages »)* : p. 10273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1625 rectifié ter et n° I-1779 rectifié bis** *(Permettre à une société d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) aux membres du personnel salarié et aux dirigeants de ses sous-filiales, dès lors qu'elles sont détenues à au moins 85 % par la société émettrice)* : p. 10287 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-763 rectifié et n° I-2596 rectifié** *(Extension aux bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) des possibilités de surseoir ou de reporter son imposition)* : p. 10288 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-803 rectifié ter, n° I-1616 rectifié, n° I-1617 rectifié bis, n° 341 rectifié bis, n° I-1339 rectifié bis, n° I-2348, n° I-785, n° I-2383 et n° I-182 rectifié bis** *(Réduction d'impôt ouverte pour les versements au capital d'entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus))* : p. 10289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° I-1538** *(Diminution du délai permettant d'obtenir le remboursement de ses apports dans une société foncière solidaire sans perdre le bénéfice de la réduction d'impôt afférente)* : p. 10294 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1621 rectifié et n° I-1624** *(Fongibilité des enveloppes de plans d'épargne en actions (PEA) et de plans d'épargne en actions destinés aux petites et moyennes entreprises (PEA-PME) ; relèvement de 225 000 à 300 000 euros du plafond global des sommes pouvant être versées sur un PEA-PME et un PEA et assouplissement de l'éligibilité des fonds communs de placements à risque (FCPR) au plan d'épargne en actions (PEA))* : p. 10294 et suivantes - **Article 9** *(Doublement de l'incitation fiscale à la générosité des particuliers en faveur des organismes d'aide aux plus démunis)* : p. 10295 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-635 rectifié quater** *(Fiscalisation de l'indemnité de résidence à l'étranger)* : p. 10296 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1261rectifié, n° I-1008 rectifié, n° I-1897 rectifié et n° I-1956 rectifié bis** *(Transformation de la réduction d'impôt pour les dépenses liées à la dépendance en crédit d'impôt pour 2026 et 2027)* : p. 10297 et suivantes -

Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1266 rectifié, n° I-2132 et n° I-2212 *(Exclusion des prestations de services à la personne réalisées en recourant à une plateforme ou une entreprise d'intermédiation du crédit d'impôt dédié)* : p. 10300 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1265 rectifié** *(Exclusion, pour certains contribuables, de certaines activités du bénéfice du crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10301 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1708 rectifié et n° I-1285 rectifié** *(Précision tenant à l'éligibilité des services fournis à l'extérieur du domicile au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10302 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-414 rectifié, n° I-1560 rectifié ter, n° I-1602 rectifié ter et n° I-1707 rectifié bis** *(Garantir l'éligibilité des prestations de portage de repas à domicile au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10303 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1844, n° I-1264 rectifié, n° I-1845, n° I-1104, n° I-1000 rectifié, n° I-415 rectifié bis et n° I-933 rectifié** *(Plafonds applicables aux dépenses éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10305 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-287 rectifié bis** *(Modifications de la contribution des particuliers employeurs à la prévention et à la santé au travail)* : p. 10315 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-711** *(Réduction d'impôt sur le revenu au titre des cotisations payées à la Caisse des Français de l'étranger (CFE))* : p. 10316 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-996** *(Augmentation du taux applicable à la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers)* : p. 10316 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-601** *(Intégration des tiers-lieux dans le régime de réduction d'impôt à destination des dons aux associations)* : p. 10319 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-857** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons faits aux œuvres des associations dont les adhérents sont reconnus coupables, par aide directe ou indirecte, d'avoir facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France)* : p. 10319 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-253 rectifié, n° I-526 rectifié et n° I-1691 rectifié ter** *(Éligibilité à la réduction d'impôt des dons des particuliers en faveur des formations musicales de Radio France)* : p. 10320 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-218 rectifié ter** *(Ouverture de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers et des entreprises aux courses hippiques)* : p. 10321 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-422 rectifié** *(Extension de l'éligibilité aux réductions d'impôt au titre des dons pour ceux effectués au profit des fonds de dotation procédant à des concours financiers auprès d'autres fonds de dotation éligibles)* : p. 10321 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2425 rectifié bis et n° I-1846** *(Transformation de la réduction d'impôt applicable aux frais de déplacement des bénévoles en crédit d'impôt)* : p. 10322 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1438** *(Transformation de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers aux partis et organismes politiques en crédit d'impôt)* : p. 10323 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2344, n° I-2415 rectifié et n° 2558 rectifié** *(Ouverture aux contribuables non-résidents de la réduction d'impôt aux dons)* : p. 10323 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-876 rectifié ter, n° I-1735 rectifié bis, n° I-1761, n° I-2310, n° I-2369 rectifié ter, n° I-2458 et n° I-2562 rectifié quinquies** *(Prolongation jusqu'en 2027 du crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ou au handicap)* : p. 10324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-2036 rectifié bis** *(Hausse du crédit d'impôt « jeu vidéo » en outre-mer)* : p. 10326 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-2443 rectifié** *(Hausse du crédit d'impôt pour dépenses de production de spectacles vivants en outre-mer)* : p. 10327 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1524 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt « podcast »)* : p. 10328 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1310 rectifié quater** *(Majoration exceptionnelle de la réduction d'impôt pour les dons effectués au profit de la restauration du château de Chambord)* : p. 10329 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-277 rectifié** *(Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts (CGI))* : p. 10331 - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-229 rectifié bis, n° I-592 rectifié ter, n° I-1303 rectifié ter et n° I-2530 rectifié ter** *(Augmentation du seuil du passage du régime réel simplifié au régime réel normal pour les exploitants agricoles)* : p. 10345 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2579 rectifié** *(Correction des modalités d'application aux groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) du régime réel d'imposition)* : p. 10346 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2392 rectifié bis** *(Modification du régime dérogatoire de l'indemnisation des dommages causés aux récoltes par des événements climatiques)* : p. 10346 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1032 rectifié bis** *(Rendre cumulables les options de lissage de revenus des exploitants agricoles)* : p. 10347 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-95 rectifié quinquies, n° I-220 rectifié et n° I-1302 rectifié quater** *(Instauration d'un mécanisme incitatif à la constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les investissements des exploitants agricoles)* : p. 10347 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-255 rectifié, n° I-370 rectifié octies, n° 589 rectifié ter et n° 2388 rectifié ter** *(Exonération de charges sociales portant sur le différentiel entre l'indemnité perçue au titre de l'abattage des animaux affectés à la reproduction d'un cheptel et la valeur nette à l'actif de ces animaux)* : p. 10348 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-586 rectifié bis** *(Diminution, de 70 % à 50 %, de la part imposable de la déduction pour épargne de précaution (DEP))* : p. 10348 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2393 rectifié bis** *(Restriction des situations dans lesquelles l'éventuel excédent du bénéfice de l'année, établi par rapport à la moyenne triennale, est imposé au taux marginal d'imposition du revenu global de l'exploitant agricole)* : p. 10349 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-221 rectifié et n° I-590 rectifié** *(Exclusion de toute cession d'éléments de l'actif immobilisé dans l'appréciation des recettes permettant de bénéficier éventuellement des exonérations de plus-value de cession)* : p. 10349 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-180 rectifié bis** *(Instauration d'une réduction d'impôt sur le revenu visant à inciter l'investissement privé dans l'activité agricole)* : p. 10357 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-573 rectifié et n° I-2490 rectifié bis** *(Crédit d'impôt pour la stérilisation des chiens et des chats)* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1857 rectifié bis** *(Exclusion du crédit d'impôt « opérations forestières » du cumul possible de certains avantages fiscaux, actuellement plafonné à 10 000 euros, mentionnés à l'article 200-0 A du code général des impôts (CGI))* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1858 rectifié bis** *(Augmentation de 240 % des*

plafonds de prise en compte dans le calcul du bénéfice du crédit d'impôt « opérations forestières ») : p. 10363 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1080 rectifié** *(Suppression de la surface minimale de parcelle forestière ouvrant droit au crédit d'impôt « opérations forestières »)* : p. 10363 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1401 et n° I-775** *(Majoration (de 25 à 40 %) du taux du crédit d'impôt « opérations forestières » pour des pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité)* : p. 10364 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2115 rectifié et n° I-776** *(Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois à des critères de résidence)* : p. 10364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-753** *(Restriction de l'accès au crédit d'impôt applicable au titre d'investissements forestiers pour les travaux sylvicoles intervenant à la suite d'une coupe rase)* : p. 10366 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1081 rectifié bis** *(Majoration de 33 % du crédit d'impôt pour les investissements sylvicoles)* : p. 10366 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1237 et n° I-1636 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les exploitants agricoles inscrits, dans les cinq années qui précèdent leur âge légal de départ à la retraite, au répertoire départemental unique des installations-transmissions)* : p. 10367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-778** *(Création d'un crédit d'impôt visant à inciter les agriculteurs à se former aux pratiques alternatives à l'usage des produits phytosanitaires)* : p. 10370 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-781** *(Restriction du bénéfice des droits forfaitaires d'enregistrement pour les cessions de parts de groupements agricoles)* : p. 10370 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-782** *(Modification des baux éligibles au « Dutreil agricole »)* : p. 10371 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1896** *(Réduction de l'avantage fiscal attaché au dispositif forestier « Sérot-Monichon »)* : p. 10371 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 10372 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1513 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des bâtiments qui servent exclusivement et concomitamment à la culture et à la vente de produits horticoles)* : p. 10374 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-179 rectifié ter** *(Doublement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les terrains agricoles non cultivés)* : p. 10374 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-555 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière pour les bâtiments agricoles à usage mixte sur le territoire de la collectivité de Corse)* : p. 10375 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-348 rectifié, n° I-1372 rectifié bis, n° I-1536 rectifié bis, n° I-1856 rectifié bis et n° I-2358** *(Majoration de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les exploitants agricoles)* : p. 10375 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1635 rectifié** *(Instauration de nouvelles modalités de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les jeunes agriculteurs)* : p. 10376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2275 et n° I-1212 rectifié** *(Rétrocession de terres à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) de Guyane)* : p. 10377 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1244 rectifié et n° I-1508 rectifié bis** *(Instauration d'une taxe à l'import de produits forestiers ou agricoles non durables)* : p. 10380 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1558** *(Création d'une taxe de 95 % sur le chiffre d'affaires moyen des élevages de saumons à système de recirculation en circuit fermé)* : p. 10381 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1031 rectifié ter** *(Création d'un crédit d'impôt pour dépenses de travaux réalisés en application des obligations légales de débroussaillement)* : p. 10383 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2402 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt sur les recettes provenant d'activités relevant du commerce équitable)* : p. 10384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1215 rectifié, n° I-1852 rectifié, n° I-2537 rectifié quater et n° I-2608 rectifié quater** *(Faculté pour les départements de relever le taux de la taxe additionnelle à la taxe de séjour de 10 % à 30 %)* : p. 10390 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1058 et n° 2476 rectifié** *(Créer une taxe additionnelle à la taxe de séjour pour financer les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10391 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-449 rectifié bis** *(Introduction d'une possibilité pour les collectivités d'outre-mer de majorer le taux de la taxe de séjour des recettes complémentaires pour contribuer au financement des conséquences négatives majeures sur le tourisme des évènements environnementaux et climatiques)* : p. 10392 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1584 rectifié bis** *(Clarification des règles de collecte et de reversement de la taxe de séjour par les professionnels)* : p. 10392 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2306 rectifié, n° I-477 rectifié bis et n° I-2335** *(Montant des taxes de séjour et renforcement des prérogatives des communes en la matière)* : p. 10394 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-695 rectifié** *(Création d'une taxe de séjour forfaitaire pour les croisiéristes)* : p. 10396 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-478 rectifié bis** *(Permettre aux communes qui le souhaitent de mettre en œuvre, à titre expérimental et pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2026, un tarif proportionnel de la taxe de séjour et de la taxe de séjour forfaitaire)* : p. 10397 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 12 - Amendements n° I-183 rectifié bis, n° I-1760, n° I-2309, n° I-2371 rectifié bis et n° I-2382 rectifié bis** *(Élargissement du bénéfice du prêt à taux zéro à tous les acquéreurs d'un logement ancien dans le cadre d'un bail réel solidaire)* : p. 10398 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-298 rectifié et n° I-1283** *(Élargissement du champ du bail réel solidaire aux ménages éligibles au logement locatif intermédiaire)* : p. 10400 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-681 rectifié et n° I-2288 rectifié** *(Exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les acquisitions d'immeubles effectuées par les organismes de foncier solidaire)* : p. 10401 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2292 rectifié et n° I-2293 rectifié** *(Taux de la participation de l'employeur à l'effort de construction (PEEC))* : p. 10402 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-571 rectifié bis, n° I-1398 rectifié, n° I-1835 rectifié, n° I-2017 rectifié ter, n° I-2322 rectifié et n° I-2365 rectifié quater** *(Participation au Fonds national des aides à la pierre (FNAP) des bailleurs à hauteur de 275 millions d'euros)* : p. 10403 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1866 rectifié et n° I-2463 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises construisant des logements pour leurs travailleurs saisonniers)* : p. 10404 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-692, n° I-1335 rectifié et n° I-1557** *(Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC))* : p. 10405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2296** *(Création d'une taxe sur les opérateurs de plateformes en ligne intervenant sur le marché de la location)* : p. 10407 - **Article additionnel après**

l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671 *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1416 et n° I-1757** *(Rehaussement de 30 % à 50 % du taux d'abattement dans le régime micro-foncier)* : p. 10423 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2302** *(Suppression de la qualification de bénéfices industriels et commerciaux des revenus issus de la location de meublés)* : p. 10424 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1417, n° I-2304, n° I-476 rectifié, n° I-1512 rectifié ter et n° I-2448** *(Imposition des locations meublées non professionnelles)* : p. 10424 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-491 rectifié sexies, n° I-720 rectifié, n° I-870 rectifié ter et n° I-1407 rectifié** *(Octroi, jusqu'en 2029, du bénéfice du classement « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux communes anciennement zones de revitalisation rurale (ZRR) ne remplissant pas les critères FRR)* : p. 10425 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-576 rectifié** *(Modification de la faculté préfectorale de rattrapage en zone France Ruralité Revitalisation (FRR) à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ruraux)* : p. 10428 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-550 rectifié quater** *(Ouvrir les avantages des zones ruralités revitalisation (ZRR) et « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux médecins qui exercent au-delà de l'âge légal de départ à la retraite)* : p. 10429 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1693** *(Exclusion des professionnels de santé du bénéfice des avantages relatifs à l'installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur)* : p. 10429 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-696 et n° I-2291** *(Conditionnement de l'exonération des plus-values immobilières à une durée minimale de détention de cinq ans en tant que résidence principale)* : p. 10448 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1763 et n° I-2287** *(Prolongation pendant deux ans des exonérations sur les plus-values en cas d'engagement en faveur de la production de logements sociaux)* : p. 10449 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-187 rectifié bis** *(Soumission à l'impôt sur le revenu des fractions de plus-values immobilières excédant un seuil de 50 % du prix d'acquisition)* : p. 10450 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-186 rectifié bis, n° I-380 et n° I-649** *(Imposition sur les plus-values immobilières élevées)* : p. 10450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1286** *(Suppression de l'abattement pour durée de détention applicable aux plus-values de cession immobilières)* : p. 10454 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2553 rectifié et n° I-2652 rectifié bis** *(Prise en compte des revenus tirés de l'étranger dans l'appréciation des critères permettant de bénéficier du statut de loueur non professionnel)* : p. 10454 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1762** *(Prorogation de deux ans d'un abattement sur certaines plus-values immobilières ou issues de la vente de terrains à bâtir)* : p. 10455 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1362** *(Création d'un taux d'abattement à 75 % sur les plus-values de cession immobilières pour les ventes lorsque le cessionnaire s'engage à consacrer au moins 25 % de la surface habitable du programme à des logements sociaux ou intermédiaires)* : p. 10455 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2303 rectifié** *(Exonération de taxe sur les bureaux des locaux faisant l'objet d'un engagement de transformation en logement dans les quatre ans)* : p. 10455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1277 rectifié bis** *(Suppression de la possibilité d'exclure les biens mobiliers de l'assiette du droit d'enregistrement lors de la cession d'un bien immobilier)* : p. 10456 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-804 rectifié ter** *(Baisse des droits d'enregistrement pour les entreprises solidaires d'utilité sociale)* : p. 10457 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-97 rectifié quinquies, n° I-213 rectifié ter, n° I-234 rectifié quater, n° I-892 rectifié sexies, n° I-1307 rectifié bis, n° I-1323 rectifié bis, n° I-1837 rectifié quater, n° I-1324 rectifié, n° I-1758, n° I-1759, n° I-2559 rectifié bis, n° I-474 rectifié bis, n° I-475 rectifié bis, n° I-2193, n° I-2191, n° I-1766, n° I-623 rectifié ter et n° I-624 rectifié bis** *(Définition des gîtes ruraux et accroissement des seuils d'éligibilité au micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pour les gîtes et les chambres d'hôtes)* : p. 10457 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1666 rectifié et n° I-1278** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2028 de la réduction d'impôt Denormandie pour investissement locatif avec travaux)* : p. 10468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2298** *(Instauration d'une taxe annuelle sur les compléments de loyers dans les zones soumises à l'encadrement)* : p. 10469 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-292 rectifié bis** *(Élargissement à 7 ans du délai de l'engagement de revente pendant lequel une personne assujettie est exonérée de droits de mutation)* : p. 10470 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2307 rectifié** *(Création d'une contribution progressive sur les terrains constructibles volontairement laissés sans projet)* : p. 10470 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-609 rectifié quater** *(Création d'une taxe sur les terrains viabilisés non bâtis)* : p. 10471 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1330 rectifié** *(Institution d'une taxe sur les transactions immobilières d'immeubles de haut standing)* : p. 10471 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2489 rectifié bis** *(Recréation du versement pour sous-densité en le rendant obligatoire)* : p. 10472 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2046 rectifié, n° I-1869 et n° I-2368 rectifié bis** *(Extension du prêt à taux zéro en outre-mer aux logements anciens)* : p. 10472 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-527 rectifié, n° I-1281, n° I-1765 et n° I-2367 rectifié ter** *(Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro)* : p. 10473 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1802 rectifié ter** *(Possibilité d'accéder au prêt à taux zéro, sans être un primo-accédant, pour les personnes ayant la charge d'au moins trois enfants)* : p. 10475 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2459 rectifié** *(Augmentation des avantages de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ))* : p. 10475 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1036 rectifié bis, n° I-1040 rectifié quater, n° I-1549 rectifié quinquies, n° I-1593 rectifié bis, n° I-1610, n° I-1737 rectifié bis et n° I-2404 rectifié quater** *(Prolongation à 2027 de la possibilité d'imputer les déficits fonciers sur le revenu global à hauteur de 21 400 euros pour des dépenses de rénovation énergétique)* : p. 10476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1134 rectifié ter** *(Application pendant une durée de 5 ans du taux réduit à 0,70 % de taxe de publicité foncière ou de droit d'enregistrement pour l'achat d'un bien immobilier avec rénovation en centre-bourg des communes situées en zone peu dense)* : p. 10477 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2555 rectifié** *(Réduction de moitié de l'exonération de taxe foncière dont bénéficient les logements sociaux)* : p. 10477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1755, n° I-2308 et n° I-2374 rectifié bis** *(Prolongation jusqu'à la fin de 2028 du bénéficie de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les opérations de logements locatifs sociaux)* : p. 10478 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2290 rectifié** *(Transformation du dispositif d'investissement locatif « Loc'Avantages » en crédit d'impôt et prolongation jusqu'en 2030)* : p. 10479 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 12 - Amendement n° I-1220 rectifié *(Réduction d'impôt pour l'investissement locatif dans le secteur du Fort des Têtes à Briançon)* : p. 10480 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-1055** *(Révision de l'encadrement de la déduction d'impôt bénéficiant aux entreprises pour l'amortissement des véhicules qu'elles affectent à leur activité)* : p. 10500 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-1007** *(Réserver l'éligibilité du suramortissement en faveur des véhicules lourds faiblement émetteurs aux seuls véhicules exploités principalement sur le territoire national)* : p. 10504 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-966 rectifié** *(Création d'une taxe sur les dépenses de publicité en faveur des véhicules polluants)* : p. 10504 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-610 rectifié ter** *(Création de deux taxes sur les véhicules enregistrés sur un service numérique)* : p. 10505 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-2223** *(Augmentation de la fiscalité sur le gazole pour le transport routier de marchandises)* : p. 10505 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-483 rectifié et n° I-2274** *(Exonérer les véhicules immatriculés en outre-mer des malus CO2 et poids)* : p. 10506 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-439 et n° I-2327** *(Exonérer les territoires d'outre-mer du malus CO2)* : p. 10506 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-272 rectifié, n° I-840 rectifié bis, n° I-1851 rectifié, n° I-1934 rectifié ter et n° I-2612 rectifié ter** *(Instaurer un abattement de malus CO2 pour les sociétés de location de courte durée)* : p. 10507 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-273 rectifié, n° I-839 rectifié bis, n° I-959 rectifié, n° I-1850 rectifié, n° I-1935 rectifié bis et n° I-2611 rectifié ter** *(Instaurer un abattement de malus poids pour les sociétés de location de courte durée)* : p. 10508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-2622 rectifié bis** *(Création d'une taxe spécifique aux véhicules des centrales de réservation)* : p. 10509 - **Article 14** *(Ajustements de la taxe sur l'utilisation par les poids lourds de certaines voies du domaine public routier (écotaxe alsacienne))* : p. 10509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-1052 et n° I-844 rectifié bis** *(Doublement (de 100 000 euros à 200 000 euros) du plafond de l'exonération des plus-values réalisées lors de la cession de bateaux de navigation intérieure affectés au transport de marchandises)* : p. 10513 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-615 rectifié bis et n° I-1056** *(Création d'une taxe sur les chargeurs)* : p. 10513 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-676 rectifié** *(Étendre la possibilité pour les régions d'instaurer une écotaxe poids lourd)* : p. 10514 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-566 rectifié bis** *(Création d'une contribution sur les sociétés concessionnaires d'autoroutes)* : p. 10515 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-2457 et n° I-684 rectifié** *(Augmentation du tarif de la taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé)* : p. 10516 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-969 rectifié** *(Soumettre les véhicules utilitaires (VUL) à l'écotaxe)* : p. 10517 et suivantes - **Article 15** *(Stabilité des prélèvements sur les transports carbonés au bénéfice d'Île-de-France Mobilités)* : p. 10518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-148 et n° I-1138 rectifié** *(Exonération de fiscalité aérienne pour les résidents d'outre-mer)* : p. 10522 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-2239** *(Création d'une taxe annuelle sur les aéronefs d'affaires possédés ou utilisés par les sociétés)* : p. 10523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-2456** *(Création d'une taxe sur les sièges vides dans les avions)* : p. 10524 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-416 rectifié, n° I-1722 rectifié bis, n° I-2321, n° I-758 rectifié bis, n° I-2407, n° I-498 rectifié bis, n° I-2207 rectifié ter, n° I-2240, n° I-2073 rectifié bis, n° I-123 rectifié, n° I-121 rectifié, n° I-122 rectifié, n° I-124 rectifié, n° I-323 rectifié bis et n° I-1540 rectifié bis** *(Taxe de solidarité sur les billets d'avion)* : p. 10524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-106 rectifié bis, n° I-894 et n° I-679** *(Exonération de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) pour les résidents de Corse et d'outre-mer)* : p. 10533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-597 rectifié et n° I-2520 rectifié bis** *(Exonérer de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) les vols de moins de 150 000 passagers par an qui assurent des liaisons aériennes soumises à obligation de service public)* : p. 10534 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-846 rectifié, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1949 rectifié bis et n° I-2575** *(Création d'une nouvelle classe d'aéroports dont le trafic est inférieur à un million de passagers par an et qui ne serait pas concernée par le transfert du solde déficitaire de ses missions de sûreté et de sécurité aéroportuaire au nouvel exploitant)* : p. 10536 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1064** *(Affecter 150 millions d'euros de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) au budget annexe « contrôle et exploitation aériens » (BACEA) pour financer les projets de recherche en matière de décarbonation du secteur aérien)* : p. 10537 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1293, n° I-1294 et n° I-446 rectifié** *(Taxe sur le transport aérien de marchandises)* : p. 10537 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1686 rectifié bis** *(Instauration d'un barème de nuit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 10539 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-110 rectifié** *(Prévoir que le seuil de 120 millions d'euros prévu par la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance soit apprécié à l'échelle de chaque infrastructure)* : p. 10539 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1776** *(Exclure de l'assiette de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance les contreparties obtenues auprès des usagers des infrastructures de transport pour la couverture des charges prévisionnelles de cette taxe)* : p. 10540 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1853 rectifié et n° I-2151** *(Affectation d'un tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance aux départements)* : p. 10540 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-417 rectifié bis, n° I-2078 rectifié ter, n° I-499 rectifié, n° I-1685 rectifié bis, n° I-225 rectifié et n° I-1061 rectifié** *(Suramortissement pour le renouvellement des flottes des compagnies aériennes)* : p. 10541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-421 rectifié bis, n° I-2076 rectifié bis et n° I-1063** *(Donner un effet rétroactif au crédit d'impôt en faveur de l'incorporation de carburants d'aviation durables)* : p. 10546 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1403** *(Précision visant à sécuriser la mise en œuvre du crédit d'impôt en faveur de l'incorporation de carburants d'aviation durables)* : p. 10546 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-2475, n° I-2224 et n° I-10** *(Majoration du montant des recettes issues des mises aux enchères de quotas carbone aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10547 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1967 rectifié ter, n° I-842 rectifié, n° I-1645 et n° I-1065** *(Utilisation des recettes issues de la mise aux enchères de quotas carbone)* : p. 10548 et suivantes - **Article 16** *(Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports)* : p. 10550 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1150 rectifié bis, n° I-2493 rectifié et n° I-2580 rectifié ter** *(Clarification de l'exclusion du carburant alkylate du champ d'application de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-978 rectifié bis et n° I-1409 rectifié** *(Augmentation, de 2 à 3, du multiplicateur applicable à l'hydrogène renouvelable et extension de ce multiplicateur à l'hydrogène bas-carbone)* : p. 10556 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-971 rectifié, n° I-1190 rectifié bis, n° I-1577 rectifié bis, n° I-1687 rectifié et n° I-1842**

rectifié ter *(Extension aux fournisseurs d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone de la possibilité d'émettre des droits à minoration des objectifs fiscaux dans le cadre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10556 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-210 rectifié quater et n° I-606 rectifié ter** *(Divers ajustements de la taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP))* : p. 10557 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-252 rectifié ter, n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1465 rectifié** *(Création d'une taxe sur les yachts)* : p. 10563 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2259 rectifié, n° I-956 rectifié bis, n° I-564 rectifié bis et n° I-2712** *(Majoration des taux applicables aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre du dispositif de suramortissement en faveur des navires verts)* : p. 10563 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1188 rectifié** *(Élargissement aux agriculteurs du dispositif de suramortissement pour l'acquisition d'engins non routiers neufs à faibles émissions)* : p. 10565 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2361 rectifié ter, n° I-201 rectifié quater, n° I-1932 rectifié ter, n° I-1664 rectifié et n° I-2406 rectifié bis** *(Prolonger d'un an le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge bidirectionnelles)* : p. 10565 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-2455** *(Création d'une taxe sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux excédant 2 500 mètres carrés)* : p. 10567 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-705 rectifié, n° I-1051 rectifié et n° I-2474** *(Prolonger la possibilité pour les employeurs de contribuer à hauteur de 75 % à la prise en charge des abonnements de transport de leurs salariés)* : p. 10568 et suivantes - **Article 17** *(Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)* : p. 10569 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2249** *(Création d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition de vélos cargos professionnels)* : p. 10573 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2583 rectifié bis** *(Accélération du remboursement de TVA au profit des opérateurs de détaxe)* : p. 10574 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2678 rectifié** *(Transfert des créances juridictionnelles à la Direction générale des finances publiques (DGFIP))* : p. 10574 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-2162** *(Relèvement du taux de prélèvement sur les paris sportifs)* : p. 10575 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1037** *(Pérennisation des clubs de Jeux de Paris)* : p. 10575 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1586 rectifié** *(Contribution de 13,7 % prélevée sur tous les gains de jeux de hasard et d'argent d'un montant supérieur ou égal à 1 500 euros)* : p. 10576 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1554** *(Instauration d'un prélèvement complémentaire de 0,3 % sur le produit brut des jeux)* : p. 10577 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1207 rectifié** *(Contribution sur les revenus virtuels de type « coffre à butin »)* : p. 10577 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-2428 rectifié bis** *(Alignement de la fiscalité applicable au pécule des rugbymen)* : p. 10577 et suivantes - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1571 rectifié ter** *(Création d'une nouvelle redevance de l'eau pour la solidarité entre les bassins)* : p. 10589 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-2236 rectifié, n° I-1426, n° I-678 et n° I-786** *(Redevances pour pollution)* : p. 10591 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1135 rectifié bis** *(Instauration d'une redevance pour refroidissement industriel conduisant à une non-restitution)* : p. 10593 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-371 rectifié sexies, n° 1189 rectifié et n° I-1427 rectifié bis** *(Exonération de la redevance pour prélèvement de la ressource en eau pour la production d'énergie osmotique)* : p. 10593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-2234 rectifié et n° I-2319 rectifié bis** *(Redevances pour pollution liée aux micropolluants)* : p. 10594 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-682** *(Mise en place d'une taxe sur les bouteilles en plastique de petit format)* : p. 10623 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-685** *(Nouveau taux de la taxe sur la vente des produits phytopharmaceutiques)* : p. 10623 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-954 rectifié quater et n° I-1010 rectifié** *(Augmentation de la taxe sur les produits phytopharmaceutiques)* : p. 10624 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-2502 rectifié, n° I-1824 rectifié, n° I-988 rectifié ter, n° I-620 rectifié, n° I796 rectifié et n° I-950 rectifié** *(Moyens de contrôle des éco-organismes sur les entreprises)* : p. 10625 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-611 rectifié quater** *(Taxe en amont pour les produits textiles)* : p. 10629 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-1345 rectifié quater, n° I-2252 rectifié, n° I-694, n° I-1106 rectifié bis, n° I-1545 rectifié, n° I-1107 rectifié bis et n° I-2484** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)* : p. 10629 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-194 rectifié, n° I-1108 rectifié bis, n° I-2232, n° I-1109 rectifié bis et n° I-2485** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) pour les éco-organismes qui n'atteignent pas leurs objectifs)* : p. 10633 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-544 rectifié** *(Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) perçue en Corse à la Corse)* : p. 10635 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2237** *(Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées)* : p. 10635 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1125 rectifié** *(Abattement de 30 % sur la taxe sur les activités polluantes (TGAP) pour les territoires ruraux)* : p. 10635 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2235** *(Affectation de taxe sur les activités polluantes (TGAP) pour les « territoires performants »)* : p. 10636 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1242 rectifié bis** *(Taxe sur l'importation d'espèces protégées)* : p. 10636 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1466** *(Création d'une taxe sur les jets privés en fonction de leurs émissions de CO2)* : p. 10637 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2454** *(Création d'un crédit d'impôt pour les dépenses de réparation engagées pour certains biens)* : p. 10638 - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article 22 (suite)** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-2396** *(Création d'une taxe sur les livraisons de biens opérées par certaines plateformes numériques de vente en ligne)* : p. 10650 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2572 rectifié bis** *(Création d'une taxe perçue sur la vente au détail de protoxyde d'azote destiné à un usage autre que médical ou professionnel)* : p. 10677 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° I-2573 rectifié et n° I-2574** *(Création d'une taxe sur la publicité sur l'alcool)* : p. 10679 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2256 rectifié** *(Exonération du rhum transporté sur des bateaux à voile depuis les outre-mer)* : p. 10680 et suivantes - **Article 24** *(Évolution de la taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande)* : p. 10681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1208** *(Taxe sur la publicité diffusée dans les jeux vidéo)* : p. 10683 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1350 rectifié, n° I-1662 rectifié et n° I-1402 rectifié ter** *(Extension de l'abattement de taxe sur la publicité télévisuelle pour les plus gros diffuseurs)* : p. 10684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1663 rectifié** *(Diminution du taux de la taxe*

sur la publicité télévisuelle) : p. 10685 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2442 rectifié** *(Dispositif de lissage pour les revenus tirés de droits d'auteurs)* : p. 10686 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-937** *(Prorogation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants)* : p. 10686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-16** *(Rationalisation de l'assiette et des taux des crédits d'impôt « cinéma » et « audiovisuel »)* : p. 10687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2439 rectifié bis** *(Hausse du taux du crédit d'impôt cinéma pour les productions de films à l'outre-mer)* : p. 10688 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1689 rectifié quater, n° I-2206 rectifié bis, n° I-2330, n° I-2334, n° I-2433 rectifié bis et n° I-2546 rectifié bis** *(Doublement du plafond du crédit d'impôt audiovisuel pour les œuvres d'animation)* : p. 10689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2438 rectifié** *(Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles)* : p. 10690 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2171** *(Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales)* : p. 10690 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-800 rectifié bis** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt international aux dépenses exposées après la date à laquelle ce crédit d'impôt est borné (clause « grand-père »))* : p. 10693 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2016 rectifié quinquies, n° I-2331 rectifié, n° I-2336 rectifié, n° I-2343 rectifié ter, n° I-2447 rectifié et n° I-2548 rectifié bis** *(Modification du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10693 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1526** *(Extension du crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques et de cirque)* : p. 10695 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2444 rectifié** *(Hausse du crédit d'impôt pour les spectacles en outre-mer)* : p. 10695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2437 rectifié bis, n° I-1295 rectifié ter, n° I-1527 et n° I-2359 rectifié** *(Conditions d'obtention de déductions fiscales pour les entreprises mécènes dans le domaine artistique)* : p. 10696 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-901 rectifié, n° I-284 rectifié bis et n° I-2166** *(Taxe sur le streaming musical)* : p. 10697 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-830 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour l'indépendance des médias)* : p. 10697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2436 rectifié bis** *(Crédit d'impôt au titre des prêts à taux zéro destinés à l'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants)* : p. 10698 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2676** *(Exonération de taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) des contrats d'assurance de groupe souscrits au profit d'agents de la fonction publique hospitalière au titre d'une protection sociale complémentaire couvrant le risque de prévoyance)* : p. 10698 et suivantes - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1469** *(Exonération de TVA des 14,6 premiers mètres cubes d'eau)* : p. 10700 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-391 rectifié bis** *(Application du taux normal de TVA de 20 % à la fourniture des prothèses dentaires fabriquées en dehors de l'Union européenne)* : p. 10701 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-54 rectifié ter** *(Application du taux normal de TVA de 20 % à l'importation des prothèses dentaires)* : p. 10701 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1470** *(Exonération de TVA pour les achats de denrées par les associations d'aide alimentaire)* : p. 10702 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1318 rectifié quater, n° I-1606 rectifié ter et n° I-1950 rectifié bis** *(Exonération de TVA pour les services rendus à leurs adhérents par les syndicats de communes)* : p. 10702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2295, n° I-1530 rectifié bis, n° I-1782 et n° I-2294 rectifié** *(TVA des prestations d'hébergement)* : p. 10703 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2683** *(Suppression du dispositif d'exclusion du droit à déduction de la TVA concernant les dépenses pour des publicités)* : p. 10705 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-961 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux billets de train pour le transport des voyageurs)* : p. 10706

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2403 rectifié et n° I-2624 rectifié** *(Intégrer les pompes à chaleur air/air dans les équipements, appareils ou systèmes pouvant bénéficier du taux de TVA réduit de 5,5 %)* : p. 10754 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1652, n° I-1382 rectifié, n° I-216 rectifié, n° I-1240, n° I-1411 rectifié et n° I-2125** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid)* : p. 10757 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-192 rectifié et n° I-1087 rectifié** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % à la fourniture de chaleur issue de combustibles solides de récupération (CSR))* : p. 10759 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-828 rectifié bis** *(Conditionner le taux réduit de TVA à 5,5 % prévu pour la fourniture de chaleur renouvelable à des critères de production locale et de durabilité)* : p. 10759 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 456 rectifié** *(Introduire un objectif de « résilience européenne » dans les critères de conception des panneaux photovoltaïques permettant de bénéficier d'un taux de TVA réduit de 5,5 %)* : p. 10760 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-217 rectifié, n° I-1114 rectifié bis, n° I-1412 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-2059 rectifié quater et n° I-2230** *(Condition de pose par une personne certifiée pour l'obtention du bénéfice du taux réduit TVA lors de l'installation de panneaux photovoltaïques)* : p. 10760 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-73 rectifié ter et n° I-455 rectifié** *(Conditionner le bénéfice du tarif réduit de TVA à 5,5 % à l'installation et à la livraison de panneaux photovoltaïques lorsqu'ils sont associés à un système de stockage par batterie)* : p. 10761 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1959** *(Suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % au profit du taux normal de 20 % pour les boissons sucrées ou édulcorées)* : p. 10762 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-998 rectifié** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % sur la margarine)* : p. 10762 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-973 rectifié ter, n° I-607 rectifié ter et n° I-2607 rectifié quater** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les prestations de collecte, tri, lavage, désinfection, contrôle sanitaire, reconditionnement, stockage tampon et remise en circulation des contenants, ustensiles et vaisselle réemployables utilisés pour le service des repas des établissements d'enseignement et d'accueil des enfants de moins de six ans)* : p. 10762 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2026 rectifié quater** *(Suppression du taux réduit de TVA sur les œuvres d'art)* : p. 10763 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-447** *(Application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions hippiques)* : p. 10764 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1809 rectifié bis, n° I-632 rectifié bis et n° I-1808 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % sur les pièces issues de la réutilisation de composants de véhicules hors d'usage)* : p. 10764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1471** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % pour les matériaux*

biosourcés) : p. 10765 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1050, n° I-2470 et n° I-693** *(Abaissement du taux de TVA à 5,5 % sur les transports publics de voyageurs conventionnés régionaux et locaux pour aider financièrement les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10765 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2494, n° I-797 rectifié bis, n° I-2373 rectifié ter et n° I-2551 rectifié quinquies** *(TVA dans le secteur de la restauration)* : p. 10767 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-501 rectifié ter** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % pour les achats de seconde main)* : p. 10769 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-769 rectifié et n° I-1654** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison)* : p. 10769 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1420** *(Application de la TVA pour les livraisons de biens, sur option de l'assujetti, sur la seule valeur ajoutée correspondant aux travaux et prestations de réemploi réalisés, lorsque le bien a déjà supporté définitivement la taxe lors d'une précédente mise à la consommation)* : p. 10770 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2674** *(Application des plafonds de ressources du prêt social de location-accession pour les opérations d'accession sociale dans les quartiers de la politique de la ville)* : p. 10770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1599 rectifié** *(Application d'un taux hyper-réduit de TVA de 2,1 % pour les opérations de vente directe aux particuliers de produits locaux végétaux issus de l'agriculture biologique réalisées par les exploitants)* : p. 10771 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2412 rectifié** *(Sécurisation de l'application du taux réduit de TVA à 10 % pour les vols commerciaux en montgolfière répondant à la définition du transport aérien de voyageurs)* : p. 10772 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1015 rectifié, n° I-1078 rectifié bis, n° I-1656 rectifié, n° I-1859 rectifié bis, n° I-1883 rectifié bis et ° I-2409 rectifié ter** *(Prorogation de trois ans de l'application du taux réduit de TVA de 10 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)* : p. 10773 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-342 rectifié, n° I-1282 et n° I-1688 rectifié bis** *(Abaissement à 10 % du taux de TVA sur l'accès aux installations sportives en salle ou en plein air et l'encadrement des activités pratiquées dans ces installations)* : p. 10773 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1221 rectifié bis** *(Suspension des conditions et délais conditionnant le bénéfice d'avantages fiscaux pour les logements locatifs intermédiaires mis à disposition du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030)* : p. 10775 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-487 rectifié quinquies, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1865 rectifié bis et n° I-2464 rectifié bis** *(Possibilité pour une entreprise de déduire la TVA afférente à la construction, l'acquisition ou l'entretien des logements fournis, à titre gratuit, à son personnel saisonnier)* : p. 10775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2317 et n° I-1342 rectifié ter** *(Application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux livraisons de logements autorisés par un permis précaire)* : p. 10777 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-291 rectifié bis, n° I-2199 et n° I-2498 rectifié bis** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % aux livraisons d'immeubles et de terrains à bâtir réalisées dans une zone d'aménagement concerté et situées sur des friches)* : p. 10778 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-290 rectifié ter, n° I-2333 et n° I-2497** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % pour les livraisons de logements ou de terrains à bâtir situés dans un périmètre de 1 500 mètres autour d'une gare ferroviaire)* : p. 10779 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1016 rectifié bis, n° I-673, n° I-1704, n° I-2278 et n° I-2279** *(Taux de TVA applicable à la construction et la rénovation de logements)* : p. 10780 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-472 rectifié quater et n° I-2427 rectifié** *(Clarifications sur l'application du taux réduit de TVA de 10 % aux logements locatifs intermédiaires)* : p. 10782 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2499 rectifié ter** *(Raccourcissement du délai à partir duquel est autorisée la vente de logements en accession sans paiement du complément d'impôt en matière de TVA)* : p. 10783 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1017 rectifié ter** *(Suppression du taux hyper-réduit de TVA de 2,1 % au profit du taux réduit de 5,5 %)* : p. 10783 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-938** *(Conditionnement de l'application du taux super-réduit de taxe sur la valeur ajoutée dont bénéficient les entreprises de presse papier et numérique à la mise en place d'un droit d'agrément des journalistes sur la nomination de tout responsable de la rédaction)* : p. 10784 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1468** *(Suppression de l'exonération de TVA pour les croisières transfrontalières en navires de plaisance (yachts))* : p. 10784 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2386** *(Application d'un taux réduit de TVA de 2,1 % pour les livraisons portant sur les biens issus du commerce équitable)* : p. 10784 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-444 rectifié bis, n° I-443 rectifié bis, n° I-2270, n° I-2276, n° I-1848 et n° I-889** *(TVA sur les produits de première nécessité en outre-mer)* : p. 10785 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-688 rectifié** *(Exonération de TVA des colis postaux en outre-mer)* : p. 10788 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2349 rectifié bis** *(Mesures de rationalisation fiscales liées à l'octroi de mer)* : p. 10789 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-149** *(Exonération de droits de douane sur les produits en provenance des collectivités du Pacifique)* : p. 10791 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2041 rectifié** *(Exonération d'octroi de mer des biens des associations de sécurité civile)* : p. 10792 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-450 rectifié** *(Exclusion de l'octroi de mer de la base d'imposition de la TVA)* : p. 10792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2080 rectifié** *(Extension de l'exonération de TVA aux transports de marchandises entre la Martinique et la Guadeloupe)* : p. 10793 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1200 rectifié** *(Majoration départementale facultative sur les alcools forts en outre-mer)* : p. 10793 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1528 rectifié bis** *(Perception de la contribution de sécurité immobilière à Mayotte)* : p. 10795 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1529 rectifié ter** *(Exonération de taxes foncières, de DMTO et de DMTG pour les parcelles occupées irrégulièrement)* : p. 10796 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-437 rectifié bis** *(Exonération de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) pour les successions ouvertes depuis plus de 5 ans)* : p. 10797 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-916** *(Suppression de l'octroi de mer sur les biens en provenance de l'Union européenne)* : p. 10797 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2590 rectifié** *(Introduction d'un taux différentiel d'octroi de mer pour le ciment bas carbone local)* : p. 10797 et suivantes - **Article 27** *(Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation)* : p. 10798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2669** *(Précision technique concernant la taxe sur les bureaux)* : p. 10801 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2299, n° I-608 rectifié ter, n° I-2281, n° I-2282, n° I-1705, n° I-1400, n° I-2284, n° I-1164, n° I-2285, n° I-2286, n° I-697, n° I-1777, n° 128 rectifié bis, n° I-334 rectifié bis, n° I-2008, n° I-2172 et n° I-2542 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10810 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-757 rectifié bis** *(Création d'une contribution aux infrastructures communales)* : p. 10817 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-514 rectifié** *(Création d'une contribution territoriale affectée aux communes, aux départements et aux régions)* : p. 10818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2019 rectifié bis** *(Décalage des délais de délibération pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants ou la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour certaines communes nouvelles)* : p. 10820 - **Article additionnel après l'article 27 -**

Amendement n° I-2677 *(Valeur locative des quais et terre-pleins)* : p. 10820 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 2432 rectifié ter** *(Précision de la répartition de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA) suite à une réaffectation prévue par le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026)* : p. 10820 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-173 rectifié ter** *(Suppression de l'exonération ou réduction de TSCA pour l'aviation, le transport maritime et les poids lourds)* : p. 10821 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-997, n° I-86 rectifié quinquies, n° I-1046 rectifié ter, n° I-1049 rectifié ter et n° I-1023 rectifié** *(Transfert d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements)* : p. 10827 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1681 rectifié bis** : p. 10829 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1422 et n° I-1670 rectifié bis** *(Création d'une contribution des sociétés d'assurance versée aux départements afin de financer les services d'incendie et de secours (Sdis))* : p. 10829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-551 rectifié bis, n° I-672 rectifié, n° I-638 rectifié quater, n° I-2204 rectifié bis, n° I-1673 rectifié bis, n° I-1390 rectifié, n° I-1501 rectifié, n° I-1671 rectifié ter, n° I-2137 rectifié, n° I-2184 rectifié et n° I-917** *(Droits de mutation à titre onéreux affectés aux départements)* : p. 10830 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-702 rectifié** *(Assujettissement des centres de données à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et à la taxe sur les bureaux)* : p. 10834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2229** *(Faculté pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de délibérer afin d'exonérer les réseaux publics de chaleur de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de la cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 10835 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-126 rectifié ter, n° I-150 rectifié, n° I-332 rectifié ter, n° I-807 rectifié ter, n° I-2142 rectifié et n° I-2592 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les immeubles loués par des collectivités pour la part qu'elles paient à elles-mêmes)* : p. 10836 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2782** *(Ouvrir au bloc communal une faculté d'exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) aux bâtiments servant « exclusivement et concomitamment à la culture de produits horticoles et à la vente de ces mêmes produits »)* : p. 10838 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-285 rectifié bis et n° I-2495 rectifié ter** *(Intégration de la constructibilité dans la détermination des valeurs locatives cadastrales des terrains)* : p. 10838 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2187 rectifié** *(Dégrèvement d'office des résidences principales pour la fraction de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) qui excède 5 % du revenu)* : p. 10839 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1014** *(Exonération de taxe foncière des parcelles que leurs propriétaires apporteraient à un groupement forestier ou à un groupement d'intérêt économique et environnemental forestier)* : p. 10839 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-530 rectifié sexies, n° I-853 rectifié bis, n° I-2650 rectifié bis, n° I-109 rectifié bis, n° I-1341 rectifié, n° I-1405 rectifié bis, n° I-488 rectifié sexies, n° I-1284 et n° I-2034 rectifié ter** *(Exonération des locaux destinés à l'hébergement de travailleurs saisonniers de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires)* : p. 10840 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-127 rectifié bis, n° I-1151 rectifié bis, n° I-2007, n° I-2143, n° I-333 rectifié bis et n° I-1131 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les immeubles loués par une collectivité pour la part qu'elle se paie à elle-même)* : p. 10843 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1340 rectifié et n° I-2648 rectifié** *(Exonération des locaux loués à des alternants de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires)* : p. 10844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2042 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESMS))* : p. 10845 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2375 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les locaux destinés à l'habitat inclusif)* : p. 10845 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2445 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour certains locaux appartenant à des associations ou fondations sans but lucratif)* : p. 10846 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1608 rectifié bis et n° I-1951 rectifié bis** *(Présomption d'usage professionnel pour les locaux situés dans le même établissement public de coopération intercommunale (EPCI) que la résidence principale)* : p. 10846 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-699 et n° I-2158 rectifié** *(Possibilité de majorer la taxe d'habitation sur les résidences secondaires dont au moins l'une des communes fondatrices était classée en zone tendue)* : p. 10847 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1377** *(Extension au-delà des zones France Ruralités Revitalisation (FRR) de la faculté pour les communes d'exonérer de taxe d'habitation sur les résidences secondaires les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes)* : p. 10847 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2733** *(Réforme de la fiscalité des mines)* : p. 10848 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1214 rectifié bis** *(Calcul de la valeur locative des locaux professionnels à partir de la surface réelle, sans pondération)* : p. 10852 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2488 rectifié** *(Suppression de l'abattement sur les valeurs locatives des friches industrielles)* : p. 10853 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-634 rectifié** *(Procéder à la révision des valeurs locatives au gré des mutations du bien)* : p. 10853 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2450 et n° I-708** *(Fusion des taxes sur les terrains nus rendus constructibles en une taxe affectée principalement aux établissements publics fonciers et subsidiairement aux communes)* : p. 10854 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2663** *(Relèvement du plafond et extension de dépenses financées par la taxe « Gemapi »)* : p. 10855 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-136 rectifié bis** *(Fin de l'intercommunalité à fiscalité propre)* : p. 10857 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1110 rectifié bis, n° I-1139, n° I-1111 rectifié bis et n° I-1140** *(Conditions d'application de la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM))* : p. 10857 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1346 rectifié quater, n° I-2253 rectifié et n° I-1141** *(Durée d'application de la tarification incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM))* : p. 10859 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2238** *(Assouplissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) pour tenir compte de critères sociaux et besoins liés à l'âge ou au handicap)* : p. 10860 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-744 rectifié bis et n° I-619 rectifié bis** *(Assiette de la contribution sur les eaux minérales)* : p. 10861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1170** *(Faculté pour les communes d'augmenter les taux des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) qu'elles perçoivent jusqu'à 0,5 %)* : p. 10862 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2051 rectifié** *(Faculté pour les communes d'augmenter le taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dans la limite de 5 % et d'en exonérer les primo-accédants)* : p. 10863 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-747 rectifié bis, n° I-1863 rectifié bis et n° I-2314** *(Assujettissement des opérations de transformation de bureau en logements à la part départementale de la taxe d'aménagement)* : p. 10864 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2449, n° I-1780, n° I-700, n° I-2639**

rectifié bis, n° I-1201 et n° I-2617 rectifié bis *(Taxe d'aménagement)* : p. 10864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-112 rectifié et n° I-1661** *(Suppression de la condition relative aux aides d'État pour l'application de l'abattement de 50 % de taxe d'aménagement)* : p. 10867 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2044 rectifié** *(Confirmation de l'éligibilité à l'exonération de taxe d'aménagement pour les logements sociaux)* : p. 10868 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-233 rectifié, n° I-361 rectifié ter et n° I-407 rectifié** *(Exigibilité de la taxe d'aménagement)* : p. 10868 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2185 et n° I-2139** *(Faculté d'augmenter le taux de la taxe d'aménagement lorsque l'opération est réalisée sur une parcelle non-artificialisée)* : p. 10870 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-701, n° I-1674 rectifié bis, n° I-1675 rectifié bis et n° I-2144** *(Faculté pour les départements de relever le taux de la taxe d'aménagement)* : p. 10870 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-331 rectifié bis, n° I-392 rectifié bis, n° I-722, n° I-1166 rectifié, n° I-1415 et n° I-1838 rectifié quinquies** *(Assouplissement de la liaison du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) lorsque celui-ci est inférieur à la moyenne départementale)* : p. 10871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1509 rectifié bis, n° I-513 rectifié et n° I-508 rectifié** *(Possibilité d'appliquer des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) différenciés au sein d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI))* : p. 10873 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-335 rectifié bis, n° I-2174 rectifié, n° 2543 rectifié bis et n° I-129 rectifié ter** *(Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale)* : p. 10874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-805 rectifié bis** *(Allongement de la période de réduction des frais de gestion de taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) perçus par l'État)* : p. 10875 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1172** *(Abaissement de 5 000 m2 à 3 000 m2 de la taille des projets donnant lieu au versement d'acomptes de taxe d'aménagement)* : p. 10876 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-111 rectifié bis, n° I-1202, n° I-1741 rectifié bis et n° I-2619 rectifié bis** *(Décalage de l'exigibilité des acomptes de la taxe d'aménagement à la date réglementaire d'ouverture de chantier)* : p. 10876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2628 rectifié** *(Transfert aux départements de la taxe sur les certificats d'immatriculation)* : p. 10877 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-325 rectifié ter, n° I-542 rectifié ter, n° I-1642 et n° I-2531 rectifié ter** *(Augmentation du tarif plafond de la taxe régionale sur les cartes grises)* : p. 10878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-130 rectifié bis, n° I-337 rectifié bis et n° I-2176 rectifié bis** *(Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure)* : p. 10880 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1174 rectifié ter, n° I-2378 rectifié bis, n° I-2002, n° I-2675, n° I-1175 rectifié ter, n° I-707 rectifié, n° I-848 rectifié bis, n° I-2320 rectifié et n° I-1176 rectifié ter** *(Champ d'application du versement mobilité régional)* : p. 10881 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-962 rectifié et n° I-1057 rectifié** *(Supprimer la condition de l'organisation d'un service régulier de transport public de personnes pour pouvoir lever du versement mobilité)* : p. 10884 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2471 et n° I-698** *(Taux de versement mobilité)* : p. 10885 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-806 rectifié bis et n° I-2533 rectifié bis** *(Majoration de 0,25 % du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de la mobilité (AOM) en cas de développement de leur offre de transports)* : p. 10886 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1551 rectifié** *(Prévoir une majoration du taux de versement mobilité pour les territoires qui appliquent la gratuité des transports)* : p. 10886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-847 rectifié et n° I-1644** *(Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et déplafonnement de son taux)* : p. 10890 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2157 rectifié et n° I-2602 rectifié ter** *(Affectation de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux départements)* : p. 10891 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-965 rectifié** *(Faculté pour les communes de majorer la taxe d'aménagement et la taxe additionnelle aux droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour tenir compte des conséquences de la mise en place de transports collectifs sur la valorisation des aménagements)* : p. 10892 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-799, n° I-932 rectifié et n° I-2462 rectifié bis** *(Prorogation de l'expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA))* : p. 10893 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-394 rectifié bis, n° I-541 rectifié quinquies, n° I-993 rectifié, n° I-1028 rectifié quater, n° I-1472 rectifié, n° I-1643 rectifié bis, n° I-1995 rectifié octies et n° I-2465 rectifié** *(Reconduction, pour 2026 et 2027, de l'accompagnement financier de l'État aux régions pour la création de places dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi))* : p. 10894 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2521 rectifié ter** *(Ajustement technique relatif à la faculté temporaire des départements de relever leur taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO))* : p. 10897 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2685** *(Amendements de levées de gages)* : p. 10897 et suivantes - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1423 rectifié et n° I-1885 rectifié bis** *(Conditionnement du bénéfice de certains dispositifs fiscaux zonés à la réalisation d'un examen de conformité fiscale)* : p. 10904 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1601** *(Amendement rédactionnel)* : p. 10904 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-710 rectifié** *(Instauration d'un agrément permettant aux établissements financiers qui en disposent de pratiquer l'exonération de retenue à la source dans le cadre de la lutte contre la fraude CumCum)* : p. 10907 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1424 rectifié et n° I-1814 rectifié bis** *(Conditionnement du bénéfice de plusieurs dispositifs fiscaux à la réalisation d'un examen de conformité fiscale)* : p. 10907 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1461 rectifié et n° I-2134 rectifié** *(Création d'une interdiction de bénéficier de tout avantage fiscal pour les entreprises condamnées pour une infraction fiscale lourde)* : p. 10908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1478 rectifié** *(Passage de 750 millions à 250 millions d'euros de chiffre d'affaires pour le déclenchement des obligations de reporting)* : p. 10909 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-792 rectifié ter, n° I-1696 rectifié septies, n° I-1771 rectifié quater et n° I-2384 rectifié bis** *(Suppression de la déclaration annuelle de la DAS2 comme déclaration annuelle au profit d'une transmission sur demande de l'administration fiscale)* : p. 10910 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1479** *(Rendre opposable la documentation relative aux prix de transfert)* : p. 10912 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1477 rectifié** *(Encadrement législatif de la pratique des règlements d'ensemble)* : p. 10913 - **Article 29** *(Modernisation et simplification de la gestion fiscale)* : p. 10913 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° I-1745 rectifié** *(Déploiement du paiement de proximité en Nouvelle-Calédonie)* : p. 10918 - **Article 30** *(Diverses majorations de droits de timbre)* : p. 10918 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 165 (2025-2026)]** - (3 décembre

2025) - **Discussion générale** : p. 10937 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 10937 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10962 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-2082 rectifié et n° I-908 rectifié ter** *(Obligation de compensation intégrale et pérenne pour toute réforme nationale affectant l'assiette, les taux, les exonérations ou le recouvrement des impositions locales)* : p. 10990 et suivantes - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-339 rectifié ter et n° I-2031 rectifié** *(Majoration de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour compenser l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) au bénéfice des mâts des éoliennes)* : p. 10991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1253** *(Prise en charge par l'État, via la dotation globale de fonctionnement (DGF), du revenu de solidarité active (RSA) lorsqu'il se cumule avec une activité saisonnière)* : p. 10992 - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1962** *(Versement en année N du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les investissements favorables au climat)* : p. 11004 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-819 rectifié** *(Extension du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses exposées pour la résorption des décharges littorales sur le domaine public maritime)* : p. 11005 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-181 rectifié bis** *(Avance sur l'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les dépenses de débroussaillement)* : p. 11006 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-362 rectifié ter** *(Versement immédiat du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les dépenses d'investissement réalisées par les petites communes)* : p. 11006 et suivantes - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1879 rectifié** *(Majoration du coefficient correcteur lorsque le numérateur par habitant est inférieur à la moyenne nationale)* : p. 11009 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-37 rectifié ter, n° I-548 rectifié, n° I-808 rectifié bis et n° I-2180** *(Maintien de l'exonération du prélèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au titre du coefficient correcteur pour les communes nouvelles dont certaines communes fondatrices étaient exonérées)* : p. 11009 et suivantes - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1880 rectifié** *(Majoration du coefficient correcteur de 0,1 point par an dans la limite de 1)* : p. 11010 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-2106, n° 2512 rectifié bis et n° I-2513 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour compenser la hausse des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 11015 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1173 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État visant à verser des avances aux collectivités territoriales qui subissent des retards dans le versement de la taxe d'aménagement)* : p. 11017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1333 rectifié ter** *(Élargissement des bénéficiaires du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11021 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-533 rectifié quater** *(Augmentation du montant attribué du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11022 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-2182 rectifié et n° I-1944 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour compenser le financement par les départements de l'extension du « Ségur »)* : p. 11022 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1941 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) visant à compenser pour les départements les revalorisations de revenu de solidarité active (RSA))* : p. 11023 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-2150** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour les dépenses d'autonomie des départements)* : p. 11024 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-570 rectifié quater, n° I-1209 rectifié, n° I-1553 rectifié bis, n° I-2604 rectifié et n° I-2605** *(Création par prélèvement sur recettes (PSR) d'un fonds de mobilisation départementale pour les jeunes majeurs de la protection de l'enfance)* : p. 11024 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-2107** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État afin soutenir les régions pour la création de places dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi))* : p. 11027 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-558 rectifié, n° I-383 rectifié, n° I-820 rectifié ter et n° 1648 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour compenser la non-indexation de la dotation de continuité territoriale en faveur de la Corse)* : p. 11027 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-2775** *(Ajustement des compensations versées aux régions et aux départements)* : p. 11029 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° I-616 rectifié, n° I-2083 rectifié bis et n° I-1968 rectifié** *(Augmentation du taux de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance)* : p. 11048 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-1556, n° I-2160 rectifié et n° I-903** *(Contribution de vie étudiante et de campus)* : p. 11126 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-833 rectifié bis et n° I-968 rectifié bis** *(Extension du mécénat d'entreprise à la rénovation du patrimoine remarquable des gares ferroviaires)* : p. 11127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-871 rectifié et n° I-2441 rectifié bis** *(Extension de la réduction d'impôt sur les sociétés aux dons consentis aux sociétés publiques locales pour leurs activités à caractère culturel)* : p. 11128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° I-1068** *(Extension du mécénat d'entreprise à la rénovation du patrimoine remarquable des gares ferroviaires)* : p. 11129 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-743 et n° I-940** *(Financement de l'audiovisuel public)* : p. 11129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° I-2170** *(Rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée)* : p. 11132 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° I-1336 rectifié bis** *(Prévoir l'affectation du produit de la taxe sur les parcs éoliens en mer en zone économique exclusive (ZEE))* : p. 11132 et suivantes - **Article 40** *(Relations financières entre l'État et la sécurité sociale)* : p. 11133 et suivantes - **Article 41** *(Affectation du produit de la taxe sur l'utilisation de combustible nucléaire pour la production d'électricité au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité)* : p. 11135 et suivantes - **Article 42** *(Affectation d'une fraction des recettes de l'accise sur les carburants au financement des charges de service public de l'énergie, pour leur part liée à la cogénération et au biométhane)* : p. 11138 et suivantes - **Article 43** *(Prélèvement*

exceptionnel des soldes excédentaires de la taxe sur les nuisances sonores aériennes) : p. 11140 et suivantes - **Article 44** *(Mesures relatives au financement des missions de sûreté-sécurité des aéroports)* : p. 11142 et suivantes - **Article 46** *(Mise à la charge de tout ou partie des frais d'enquête pénale de la personne condamnée prévue à l'article 800-1 du code de procédure pénale)* : p. 11143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 47 - Amendements n° I-2642** *(Assujettissement de Saint-Pierre-et-Miquelon à la taxe d'apprentissage à partir de 2027)* : p. 11144 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 48 et état A** *(Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)* : p. 11164 et suivantes - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 septies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 11164 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11200 et suivantes - **Article 48** *(Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)* : p. 11223 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2026, prévisions d'exécution 2025 et exécution 2024)* : p. 11241 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12831 et suivantes p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 54** *(Plafonds des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 12991 et suivantes - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article 58** *(Majoration des plafonds de report de crédits de paiement)* : p. 13002 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-255 rectifié quater** *(Répartition du produit communal de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) « nucléaire ou thermique » au prorata des surfaces d'emprise)* : p. 13006 - **Article 60** *(Garantie de l'État au bénéfice du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) des Alpes 2030)* : p. 13006 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-155 rectifié** *(Réforme de la répartition de la redevance des sociétés de course hippique)* : p. 13008 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-2306** *(Prolongation jusqu'en 2035 du régime de garantie à l'export en faveur des chantiers navals)* : p. 13008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-2335** *(Minoration des plafonds de garantie de l'État à des emprunts de Bpifrance au secteur agricole avec, en parallèle, élargissement et prorogation d'un an du dispositif)* : p. 13009 et suivantes - **Article 62** *(Sécurisation des prêts et dispositions relatives au financement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie)* : p. 13009 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-977 et n° II-2330** *(Accorder la garantie de l'État aux emprunts contractés par AgroParisTech au titre du financement du projet de regroupement de ses sites franciliens)* : p. 13010 - **Article 63** *(Souscription et augmentation de la part de la France au capital autorisé du Mécanisme européen de stabilité (MES))* : p. 13010 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1849** *(Ajustement relatif à l'affectation aux autorités organisatrices de la mobilité d'une fraction du produit des mises aux enchères de quotas carbone)* : p. 13011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1764 rectifié, n° II-1077 rectifié, n° II-110, n° II-1475, n° II-1474 et n° II-608 rectifié** *(Répartition de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) éolien ou photovoltaïque)* : p. 13012 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1199 rectifié et n° II-374** *(Répartition de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) au sein du bloc communal (installation de transformateurs électriques))* : p. 13016 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-745 rectifié bis** *(Perception des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour les communes entre 3 500 et 4 999 habitants)* : p. 13016 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2325 rectifié** *(Transmission au Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) d'informations fiscales ayant trait aux contestations portant sur les taxes affectées au CNC)* : p. 13017 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-305, n° II-1708 et n° II-1807** *(Perception de la fraction de TVA « taxe d'habitation sur les résidences principales » (THRP) pour les communes-communautés)* : p. 13017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1712** *(Intégration du prélèvement sur recettes finançant la compensation de la baisse des valeurs locatives des établissements industriels (PSR VLEI) dans la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) reversées à un syndicat mixte)* : p. 13018 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2131 et n° II-2336** *(Création d'un régime d'assurance contre les risques résultant des émeutes)* : p. 13019 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2307** *(Harmonisation du régime de sanction applicable aux gestionnaires publics quel que soit leur mode de rémunération)* : p. 13022 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2309** *(Pérennisation du dispositif de rupture conventionnelle dans la fonction publique et ajustements techniques)* : p. 13023 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2329**

(Allongement de la durée maximale du congé pathologique prénatal pour les femmes enceintes dans la fonction publique de deux à trois semaines) : p. 13024 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2331** *(Sécurisation du bénéfice de la retraite complémentaire d'un fonctionnaire (Rafp) pour les fonctionnaires polynésiens et calédoniens)* : p. 13025 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2204 et n° II-2305** *(Autorisation d'un abandon de créances sur la société Air France-KLM pour un montant de 728 M€)* : p. 13025 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-697, n° II-1051 rectifié bis et n° II-1050 rectifié** *(Dispositions diverses sur l'annexe budgétaire « Opérateurs » (jaune budgétaire) et sur la transmission du rapport d'activité de ces derniers)* : p. 13026 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-979 rectifié bis** *(Publication de la somme des dix plus importantes rémunérations brutes totales pour chaque autorité administrative indépendante et autorité publique indépendante)* : p. 13028 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2282 et n° II-2251** *(Création d'une annexe générale au projet de loi de finances (« jaune budgétaire ») dédiée aux aides publiques aux entreprises)* : p. 13028 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1787** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Italie)* : p. 13030 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1788** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Thaïlande)* : p. 13030 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 13031

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) : p.13044 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III)** - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

HYBERT (Brigitte)
sénatrice (Vendée)
Les Républicains

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 12 novembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 12 novembre 2025.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité du 19 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (26 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

---

IACOVELLI (Xavier)
sénateur (Hauts-de-Seine)
RDPI

Vice-président du Sénat à compter du 1er avril 2025 ; a présidé les séances des 9, 29 avril, 13, 28 mai, 2, 10, 18 juin, 8, 10, 11 juillet, 22 octobre, 20, 22, 24, 25 novembre, 2, 4, 8, 12, 15 et 17 décembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 2 avril 2025 ; vice-président de la commission jusqu'au 1er avril 2025.

Membre suppléant du comité de bassin Seine-Normandie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la création de contenus pédocriminels via l'intelligence artificielle générative **[n° 313 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à doter la pratique des loteries, tirages au sort et autres jeux-concours en ligne d'un cadre juridique adapté aux enjeux numériques **[n° 412 (2024-2025)]** (6 mars 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la désignation d'un avocat pour tout mineur dans le cadre d'une procédure d'assistance éducative **[n° 539 (2024-2025)]** (15 avril 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 475 (2024-2025)] portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 778 (2024-2025)]** (25 juin 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'égalité de traitement fiscal entre parents et beaux-parents **[n° 892 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Famille - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Avis « La protection de l'enfance est en danger » du Conseil économique, social et environnemental - Audition de Mmes Josiane Bigot et Élisabeth Tomé-Gertheinrichs.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **Motion d'ordre** : p. 371 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 378 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'effet de la hausse des tarifs des mutuelles sur le pouvoir d'achat des Français - (29 janvier 2025) : p. 1705 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Question orale sans débat sur le budget départemental et la protection de l'enfance - (18 mars 2025) : p. 3937 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4144 et suivantes

- Question orale sans débat sur la protection de l'enfance et le contrôle des antécédents judiciaires dans le milieu associatif - (29 avril 2025) : p. 5086

- Mise au point au sujet de votes - (12 juin 2025) : p. 6529

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement et débat sur la situation au Proche et Moyen-Orient - (2 juillet 2025) : p. 7208 et suivantes

- Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié** *(Rapport au Parlement évaluant le bilan de l'expérimentation du contrat de professionnalisation permettant d'acquérir un ou plusieurs blocs de compétences de certification professionnelle)* : p. 7278 et suivantes

- Clôture de la session extraordinaire 2024-2025 - (11 juillet 2025) : p. 7729

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une procédure extrajudiciaire et unilatérale de décharge d'une obligation alimentaire à l'égard d'un parent considéré comme « défaillant »)* : p. 8050 et suivantes - **Article 2** *(Information et droit au recours du parent « défaillant »)* : p. 8053 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un nouveau cas de dérogation à l'obligation alimentaire)* : p. 8054 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 139 rectifié et n° 149 rectifié** *(Donner l'accès à certaines informations du fichier des comptes bancaires aux administrations dans le cadre du traitement de dossiers d'aides publiques)* : p. 8555 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 70 rectifié quater, n° 144 rectifié bis et n° 263 rectifié bis** *(Modification du dispositif de levée du secret professionnel de l'administration fiscale à l'égard de l'ordre des experts-comptables)* : p. 8560 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 246 rectifié bis** *(Accès aux bases de données de la DGFiP des agents des services centraux du ministère de l'intérieur dans le cadre de leurs missions de contrôle des organismes sans but lucratif (OSBL))* : p. 8561 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 145 rectifié bis et n° 262 rectifié bis** *(Maintien en vigueur du principe d'information de l'ordre des experts-comptables s'agissant des contrôles effectués par l'administration fiscale auprès des clients/adhérents des professionnels de l'expertise comptable)* : p. 8562 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 141 rectifié et n° 148 rectifié bis** *(Clarification de l'obligation déclarative en France sur les services sur crypto-actifs (prestataires de services sur cryptoactifs (PSCA))* : p. 8563 et suivantes

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 210 rectifié ter et n° 271 rectifié** *(Extension du contrôle administratif et financier à certains organismes paritaires)* : p. 8646 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 250 rectifié et n° 270 rectifié** *(Possibilité d'anonymat dans le cadre de certaines enquêtes de l'inspection du travail)* : p. 8651 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 171 rectifié bis** *(Extension du champ des sanctions financières de l'assurance maladie en récupérant les indus pour les prescriptions non conformes)* :

p. 8676 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Renforcement du recouvrement des indus frauduleux de RSA et des conditions de cumul avec des revenus d'auto-entrepreneur)* : p. 8694

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 1286 rectifié bis** *(Application de la fiscalité applicable aux contrats solidaires et responsables pour des contrats couvrant un socle de garanties essentielles)* : p. 8876 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 854 rectifié et n° 1700 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires destinés aux nourrissons contenant des sucres ajoutés)* : p. 9077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 182 rectifié et n° 181 rectifié** *(Fiscalisation et encadrement de la vente des produits du vapotage)* : p. 9087 et suivantes

- Organisation des travaux - (22 novembre 2025) : p. 9149

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes

- Question orale sans débat sur la restitution des restes humains à l'Algérie - (23 décembre 2025) : p. 13344 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

IMBERT (Corinne)
sénatrice (Charente-Maritime)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité du 19 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

Membre titulaire du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé jusqu'au 1er février 2025.

Membre titulaire du Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » du 26 mars 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 494 (2024-2025)] visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 576 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Financement des CPTS : pour un contrôle au service de l'action des professionnels de santé **[n° 32 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Exposé général **[n° 131 tome 1 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Examen des articles **[n° 131 tome 2 fasc. 1 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Examen des articles **[n° 131 tome 2 fasc. 2 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, facilitant l'exercice en France des médecins diplômés au Royaume-Uni ayant débuté leurs études avant le Brexit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Fédérations de complémentaires sur l'organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de MM. Alain Gautron, vice-président du Centre technique des institutions de prévoyance, Éric Chenut, président de la Fédération nationale de la mutualité française, un représentant de France Assureurs.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* L'accès direct pour certains produits de santé post-avis de la Haute Autorité de santé - Audition de M. Olivier Pilley, directeur général d'Incyte Biosciences France, Mme Catherine Paugam, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, M. Alexandre de la Volpilière, directeur général adjoint chargé des opérations, de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), Mmes Floriane Pelon, directrice de l'évaluation et de l'accès à l'innovation de la Haute Autorité de santé (HAS), Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de Les entreprises du médicament (Leem), Clélia Delpech, sous-directrice au financement du système de soins, et Bénédicte Colnet, cheffe de bureau, de la Direction de la sécurité sociale (DSS).

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise sanitaire - Audition de M. Daniel Zagury, psychiatre.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de Mmes Claudine Esper, présidente du comité de déontologie et vice-présidente du comité d'éthique, et Élisabeth Elefant, secrétaire du comité d'éthique, de l'Académie nationale de médecine.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communication de la Cour des comptes relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 21 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Seconde délibération sur un amendement à l'article 21.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 15** *(Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)* : p. 2906 et suivantes - **Article 16** *(Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions)* : p. 2909 et suivantes - **Article 16 bis A**

(Amélioration de la coordination entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé en matière de lutte contre la fraude) : p. 2911 et suivantes - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Article 16 bis C** *(Réforme du service du contrôle médical de l'assurance maladie)* : p. 2914 et suivantes - **Article 16 bis D** *(Responsabilisation des patients dans la prise de rendez-vous)* : p. 2915 et suivantes - **Article 17** *(Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie)* : p. 2918 et suivantes - **Article 17 bis A** *(Obligation d'équiper de dispositifs de géolocalisation et de systèmes de facturation intégrée les véhicules des transporteurs sanitaires)* : p. 2919 et suivantes - **Article 17 bis C (supprimé)** *(Demande de rapport sur la prise en charge anonymisée des frais de transport des mineures ou femmes en situation de violence intra-familiale souhaitant avoir recours à l'avortement)* : p. 2920 - **Article 17 bis D (supprimé)** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à la sécurité sociale à son retour sur le territoire français)* : p. 2921 - **Article 19** *(Lutter contre les pénuries de produits de santé)* : p. 2922 et suivantes - **Article 20** *(Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient)* : p. 2925 et suivantes - **Article 25** *(Dotations et transferts des régimes obligatoires de base)* : p. 2942 et suivantes - **Article 26** *(Objectif de dépenses de la branche Maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 2943

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination contre les méningocoques** - (26 mars 2025) : p. 4321 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5222 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Article 1er** *(Aggravation des peines encourues pour des faits de vol et de violences commis dans les locaux des établissements de santé ou à l'encontre des personnels de ces établissements)* : p. 5284 et suivantes - **Article 2** *(Extension du délit d'outrage aux professionnels de santé et des circonstances aggravantes lorsque le délit est commis dans un établissement de santé)* : p. 5289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 14 rectifié et n° 31 rectifié bis** *(Octroi au Conseil de l'ordre national des pharmaciens de la capacité de se constituer partie civile en cas d'outrage commis à l'encontre d'un pharmacien)* : p. 5290 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** *(Expérimentation de la mise en œuvre d'un schéma départemental d'organisation des soins)* : p. 5389 - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 103 rectifié bis** *(Rétablissement de l'obligation de garde pour les médecins de soins de moins de 55 ans)* : p. 5393 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 68** *(Obligation pour le médecin de s'assurer de la continuité des soins y compris la nuit, les week-ends et les jours fériés)* : p. 5395 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes p. 5422 et suivantes - **Après l'article 3 - Amendement n° 72 rectifié** *(Interdiction des contrats visant la cession ou l'usage d'un droit au conventionnement, d'un droit au renouvellement du conventionnement, d'un droit à l'installation ou à l'exercice)* : p. 5441 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 84 rectifié ter** *(Rétablissement de l'agrément préalable des centres de santé généralistes)* : p. 5447 et suivantes - **Article 4** *(Simplifier l'ouverture de cabinets secondaires pour les médecins)* : p. 5449 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 13 rectifié ter** *(Suppression de la majoration de ticket modérateur pour les patients n'ayant pas pu désigner de médecin traitant)* : p. 5457 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 108** *(Interdiction aux médecins de pratiquer des dépassements d'honoraires en zone sur-dense)* : p. 5459 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter le remplacement d'un médecin concourant à l'accès aux soins en zone sous-dense)* : p. 5460 - **Article 7** *(Expérimenter un recours simplifié aux contrats à durée déterminée (CDD) dans les centres de santé)* : p. 5460 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** *(Extension du dispositif expérimental de création d'antennes pharmaceutiques dans les communes déléguées en zone de montagne)* : p. 5462 et suivantes - **Article 8** *(Mieux évaluer les besoins de recrutement des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue))* : p. 5463 et suivantes - **Article 9** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5467 et suivantes - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 43 rectifié** *(Obligation d'exercice d'une activité minimale en zone sous-dense par les médecins recrutés par les agences régionales de santé (ARS))* : p. 5470 et suivantes - **Article 11** *(Favoriser le recours aux protocoles de coopération dans les structures d'exercice coordonné)* : p. 5471 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 119** *(Élargissement par décret des actes réalisés par les audioprothésistes)* : p. 5472 et suivantes - **Article 12** *(Prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens d'officine)* : p. 5473 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 109** *(Élargissement des aides conventionnelles hors territoires fragiles)* : p. 5473 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 118** *(Élargissement des compétences des préparateurs en pharmacie)* : p. 5474 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 12** *(Assouplissement des règles applicables aux médecins propharmaciens)* : p. 5474 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 116** *(Assouplissement des modalités d'ouverture de pharmacies d'officine par voie de création)* : p. 5476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 87 rectifié bis** *(Possibilité pour les orthoptistes de réaliser un bilan visuel à des patients de tous âges dans le cadre d'un protocole organisationnel)* : p. 5477 et suivantes - **Article 14** *(Revoir le modèle de financement de la formation et de l'activité des infirmiers en pratique avancée)* : p. 5478 et suivantes - **Article 15** *(Créer une participation financière à l'acquisition d'équipements et de logiciels permettant d'assister les médecins dans leur pratique quotidienne)* : p. 5479 et suivantes - **Article 16** *(Supprimer certains certificats médicaux peu utiles)* : p. 5481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 41 rectifié** *(Demande de rapport sur l'application d'une durée annuelle minimale de continuité d'exercice en zone « sous-dense » aux personnels médicaux des agences régionales de santé (ARS))* : p. 5483 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 18** *(Représentation des professionnels mahorais au sein de l'union régionale des professionnels de santé de l'océan indien)* : p. 5837 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (II) - (28 mai 2025) : p. 6000 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes

- Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 [n° 729 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6929 et suivantes

- Question orale sans débat sur la réforme des services autonomie à domicile (SAD) et les difficultés des services de soins infirmiers à domicile - (8 juillet 2025) : p. 7305 et suivantes

- Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article 2** *(Expérimentation d'un accès direct aux études de pharmacie)* : p. 7868 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 5 (suite) - Amendement n° 129 rectifié quater** *(Possibilité de preuve d'existence par le biais d'autorités locales agréées)* : p. 8612 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1863** *(Possibilité de paiement direct des participations forfaitaires et franchises auprès du professionnel de santé)* : p. 9231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1251 et n° 1284** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à l'assurance maladie à son retour sur le territoire français)* : p. 9232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 778 rectifié** *(Exclusion de la prise en charge des conséquences d'actes de chirurgie esthétique réalisés hors Union européenne)* : p. 9234 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1338 rectifié bis** *(Suppression de la complémentaire santé solidaire gratuite)* : p. 9257 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 159 rectifié septies** *(Impossibilité de prise en charge, par l'assurance maladie, des actes de psychanalyse ou reposant sur des fondements théoriques psychanalytiques)* : p. 9259 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1383** *(Demande de rapport sur le rattachement des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État (AME) à l'assurance maladie obligatoire)* : p. 9261 et suivantes - **Article 18 bis (nouveau)** *(Subordination de la prise en charge des lentilles de contact à la télétransmission d'un acte de remise)* : p. 9262 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 750 rectifié** *(Restriction des conditions de justification de résidence principale)* : p. 9263 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 766 rectifié bis** *(Demande de rapport au Parlement sur les contrôles de résidence)* : p. 9263 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 1062** *(Demande de rapport sur le délai d'exploitation minimal pour l'éligibilité au conventionnement avec l'assurance maladie)* : p. 9264 - **Article 18 ter (nouveau)** *(Expérimentation de la prise en charge des actes de prélèvements consécutifs aux sévices sexuels subis)* : p. 9264 et suivantes - **Article 18 quater (nouveau)** *(Demande de rapport sur le forfait patient urgences (FPU))* : p. 9265 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1269 rectifié** *(Consultation préalable d'un médecin spécialiste avant admission d'un patient en affection de longue durée (ALD) pour les ALD hors liste)* : p. 9273 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1436** *(Restriction du champ du fonds d'intervention régional)* : p. 9289 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1742** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la politique de prévention en santé)* : p. 9289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 9296 - **Article 20 bis (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9296 et suivantes - **Article 20 ter (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9298 - **Article 20 quater (nouveau)** *(Application du tiers payant sur la part obligatoire pour les séances prises en charge dans le cadre de « Mon soutien psy »)* : p. 9298 - **Article 20 quinquies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9298 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 20 septies (nouveau)** *(Élargissement de l'expérimentation de la prise en charge des tests de détection de la soumission chimique)* : p. 9306 - **Article 20 octies (nouveau)** *(Demande de rapport sur le bilan du dispositif « Mon soutien psy »)* : p. 9306 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 451 rectifié bis et n° 1479 rectifié bis** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers payant pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 9307 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 861 rectifié bis et n° 1480 rectifié** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés condamnés pour une fraude à l'assurance maladie)* : p. 9308 et suivantes - **Article 20 nonies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9309 - **Article 20 decies (nouveau)** *(Demande de rapport sur le parcours de soins après le traitement d'un cancer)* : p. 9309 - **Article 20 undecies (nouveau)** *(Demande de rapport sur les financements attribués aux centres d'études et de conservations des œufs et du sperme (Cécos))* : p. 9310 - **Article 20 duodecies (nouveau)** *(Rapport sur la mise en place des bilans de santé pour les mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance)* : p. 9310 - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1806 et n° 1825** *(Extension à Mayotte de la compétence des infirmiers pour rédiger les certificats de décès)* : p. 9335 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1606** *(Suppression du délai de carence avant un nouveau conventionnement en cas de sortie de la convention)* : p. 9350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1555 rectifié** *(Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense)* : p. 9351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 876** *(Mise en place d'une convention spécifique pour les infirmiers en pratique avancée)* : p. 9352 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1197** *(Mise en œuvre de négociations conventionnelles relatives aux soins à domicile)* : p. 9352 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1194**

(Demande de rapport sur l'opportunité d'étendre le forfait additionnel spécifique aux départements et régions d'outre-mer) : p. 9353 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1558 rectifié bis** *(Possibilité d'adapter aux besoins des zones de revitalisation rurale la réglementation applicable aux transports sanitaires)* : p. 9353 et suivantes - **Article 21 quater (nouveau)** *(Suppression du contrat de début d'exercice)* : p. 9355 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 725 rectifié sexies** *(Subordination de l'installation en zones sur-dense à la conclusion d'un engagement territorial de santé)* : p. 9356 - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 863** *(Demande de rapport sur le protocole d'accord sur la maîtrise des dépenses dans le champ du transport sanitaire)* : p. 9356 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 963 rectifié bis** *(Demande de rapport sur la revalorisation des coefficients géographiques outre-mer)* : p. 9357 et suivantes - **Article 21 sexies (nouveau)** *(Extension des compétences des orthoprothésistes, podo-orthésistes et orthopédistes-orthésistes)* : p. 9358 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendements n° 1089 rectifié et n° 1311** *(Exercice sur adressage des ergothérapeutes)* : p. 9359 - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendement n° 548** *(Demande de rapport sur la reconnaissance des perfusionnistes comme spécialité infirmière)* : p. 9359 et suivantes - **Article 21 septies (nouveau)** *(Soumission de la pratique de la médecine esthétique à un régime d'autorisation préalable de l'agence régionale de santé)* : p. 9360 et suivantes - **Article 21 octies (nouveau)** *(Délégation encadrée de tâches aux auxiliaires médicaux du service du contrôle médical du régime agricole)* : p. 9362 et suivantes - **Article 21 nonies (nouveau)** *(Modification de la demande de rapport de la LFSS 2025 sur le bilan de l'article 33 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation)* : p. 9363 et suivantes - **Article 21 decies (nouveau)** *(Expérimenter la désignation d'une équipe de soins traitante par l'assuré dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante)* : p. 9364 - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1216 rectifié et n° 1585 rectifié bis** *(Renforcement des contrôles financiers des groupes d'établissements de santé)* : p. 9369 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 816 rectifié bis** *(Extension à l'intervention des professionnels de santé libéraux au sein des établissements de santé de la procédure de récupération des indus pour double facturation)* : p. 9370 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 962 rectifié bis** *(Prise en compte de certaines contraintes géographiques et sanitaires dans le financement des établissements de santé)* : p. 9371 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 872 rectifié bis** *(Demande de rapport sur le cadre juridique de récupération de la double facturation dans le cas d'un enfant bénéficiant d'un suivi en libéral et en centre médico-psychologique (CMP))* : p. 9373 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1200** *(Demande de rapport sur l'évolution de la tarification des soins critiques)* : p. 9373 et suivantes - **Article 22 bis (nouveau)** *(Réforme de la tarification de l'activité libérale au sein des établissements publics de santé)* : p. 9374 et suivantes - **Article 22 ter (nouveau)** *(Réforme de la tarification de l'activité libérale au sein des établissements publics de santé)* : p. 9375 - **Article 23** *(Report du financement de la protection sociale complémentaire pour les agents de la fonction publique hospitalière)* : p. 9375 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 264 rectifié bis** *(Précision du contenu des accords triennaux conclus entre l'assurance maladie et les syndicats représentatifs des laboratoires privés d'analyses médicales)* : p. 9384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1771** *(Demande de rapport permettant d'objectiver les frais particuliers grevant le coût des médicaments distribués dans les départements et les régions d'outre-mer)* : p. 9385 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Réduction unilatérale des tarifs par le ministre en charge de la santé en cas de rentabilité excessive constatée dans un secteur)* : p. 9386 - **Article 25** *(Mieux réguler les dépenses dans le secteur des soins dentaires)* : p. 9386 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1559 rectifié bis** *(Prise en compte des caractéristiques des zones de revitalisation rurale dans la définition des objectifs et mesures correctrices prévues par les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9387 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1081 rectifié bis** *(Rapport au Parlement sur la santé bucco-dentaire)* : p. 9388 - **Article 25 bis (nouveau)** *(Insertion de l'ophtalmologie et des soins dentaires dans les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9388 et suivantes - **Article 26** *(Renforcer la taxation des dépassements d'honoraires)* : p. 9389 et suivantes - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes - **Article 26 ter (nouveau)** *(Mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature et d'une revalorisation des soins remboursés)* : p. 9393 - **Article 26 quater (nouveau)** *(Mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature et d'une revalorisation des soins remboursés)* : p. 9393 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 1204** *(Suppression du remboursement des actes et prestations des médecins de secteur 3)* : p. 9394

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 27 bis (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9417 et suivantes - **Article 27 ter (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9418 et suivantes - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 1256 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 1257 rectifié ter** *(Restriction des téléprescriptions d'arrêts de travail)* : p. 9430 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 284 rectifié bis, n° 1021 rectifié bis et n° 1478 rectifié bis** *(Possibilité de prescrire du télétravail pour les médecins)* : p. 9431 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 232 rectifié et n° 1096 rectifié bis** *(Automaticité de la suspension du versement des indemnités journalières en cas de contre-visite concluant à l'absence de justification de l'arrêt de travail)* : p. 9432 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 905** *(Demande de rapport sur les causes des arrêts maladie)* : p. 9433 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article 29 (supprimé)** *(Suppression du régime des ALD (affections de longue durée) non exonérantes)* : p. 9435 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 1325** *(Demande de rapport sur la déconjugalisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité)* : p. 9438 - **Article 30** *(Contribuer au financement de systèmes d'aide à la décision médicale)* : p. 9438 et suivantes - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 842 rectifié bis** *(Création d'une condition d'interopérabilité des systèmes d'information en santé pour bénéficier de subventions)* : p. 9449 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 841 rectifié, n° 843 rectifié et n° 1240** *(Délivrance à l'unité des médicaments)* : p.9461 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article 34** *(Réforme des accès dérogatoires au médicament et intégration des tarifs de nouveaux pays dans la fixation des prix des produits de santé)* : p.9469 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1726** *(Publication uniformisée des données en vie réelle recueillies au*

titre de l'accès précoce) : p. 9475 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20 rectifié** *(Prise en compte de critères socio-économiques, organisationnels et industriels dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9475 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 296 rectifié bis** *(Intégration de critères environnementaux dans la détermination des prix des produits de santé)* : p. 9476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1617** *(Prise en compte des investissements en recherche et développement et du caractère public du financement de cette recherche dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 18 rectifié ter** *(Modulation du taux de prise en charge en fonction de l'origine des dispositifs médicaux)* : p. 9478 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 144 rectifié sexies et n° 826 rectifié ter** *(Prise en charge des dispositifs médicaux optiques et dentaires sur une base de trois ans)* : p. 9480 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 171 rectifié bis et n° 307 rectifié quinquies** *(Prise en compte du lieu de production dans la fixation des tarifs des dispositifs médicaux inscrits en ligne générique)* : p. 9481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 170 rectifié ter, n° 305 rectifié ter et n° 1535 rectifié quater** *(Prise en compte de l'implantation des sites de production pour la fixation des tarifs de responsabilité des dispositifs médicaux)* : p. 9482 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1357** *(Demande de rapport sur le 100 % santé)* : p. 9482 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 839 rectifié bis** *(Organisation d'une gestion dynamique des stocks d'urgence)* : p. 9486 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 317 rectifié bis** *(Adaptation de la période prise en compte pour le calcul des stocks de sécurité de médicaments à constituer)* : p. 9490 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1295 rectifié** *(Autorisation d'utilisation par les entreprises pharmaceutiques de leur stock de sécurité de médicaments)* : p. 9491

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 46** *(Dotation de l'assurance maladie au Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé)* : p. 9688 et suivantes - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes - **Article 48** *(Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 9692 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9709 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II)** - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

---

JACQUEMET (Annick)
sénatrice (Doubs)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à améliorer la sécurité routière **[n° 771 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Contre un crash programmé : dix-huit mesures d'urgence pour l'industrie automobile française **[n° 37 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Entreprises - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 791 rectifié quinquies** *(Demande de rapport sur les modalités de simplification et d'homogénéisation de l'affiliation sociale en vue de rattacher à la mutualité sociale agricole (MSA) les revenus complémentaires des agriculteurs)* : p. 2631 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la recrudescence de certains cancers chez les jeunes - (12 mars 2025) : p. 3682 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation préoccupante de l'entreprise F2J-Japy - (25 mars 2025) : p. 4218 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 26 rectifié et n° 34 rectifié quinquies** *(Exclusion des indus de Revenu de solidarité active (RSA) obtenus de manière frauduleuse de toute remise, rééchelonnement ou effacement)* : p. 4490 et suivantes - **Article 8 (nouveau)** *(Renforcement de la constatation à distance des fraudes commises sur les compteurs communicants par les agents habilités des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz naturel)* : p. 4564 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Article 1er** *(Aggravation des peines encourues pour des faits de vol et de violences commis dans les locaux des établissements de santé ou à l'encontre des personnels de ces établissements)* : p. 5284 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'industrie automobile - (19 novembre 2025) : p. 8757 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 158 rectifié bis, n° 380 rectifié, n° 426 rectifié quater, n° 448 rectifié quinquies, n° 528 rectifié bis, n° 1068 et n° 1113 rectifié quinquies** *(Obligation de réexamen des règles de calcul de la compensation démographique dont bénéficie la Caisse de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) tous les cinq ans)* : p. 9674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 969 rectifié, n° 1248 et n°1249** *(Contrôle des retraités percevant une pension française à l'étranger)* : p. 9676 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (26 novembre 2025) : p. 9758 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile » - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'opportunité de faire bénéficier les petites communes du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne - (2 décembre 2025) : p. 10728 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11421 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes

---

JACQUES (Micheline)
sénateur (Saint-Barthélemy)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (10 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne **[n° 248 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 260 (2024-2025)] d'urgence pour Mayotte **[n° 282 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'urgence pour Mayotte **[n° 320 (2024-2025)]** (10 février 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 198 (2024-2025)] expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer **[n° 363 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Logement et urbanisme - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La lutte contre la vie chère outre-mer : pansements ou vrais remèdes ? **[n° 514 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de programmation [n° 544 (2024-2025)] pour la refondation de Mayotte **[n° 611 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Codification(s) et droit(s) des outre-mer **[n° 759 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Outre-mer**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 870 (2024-2025)] de lutte contre la vie chère dans les outre-mer **[n° 63 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Outre-mer **[n° 140 tome 4 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La croissance des économies ultramarines **[n° 222 (2025-2026)]** (13 décembre 2025) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH).

Présentation du rapport d'information sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Florence Rolland, présidente, et Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'ACCD'OM, Nadia Damardji, dirigeante d'Action Publique Conseil, et Serge Hoareau, président de l'Association des maires de La Réunion.

Audition de Jocelyn Cavillot, vice-président de l'OPMR de La Réunion.

Réunion du lundi 3 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'associations.

Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'institutions.

Réunion du lundi 10 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le marché automobile.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le prix des carburants.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur l'aide au fret.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le fret maritime.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Thibaut Fiévet, sous-directeur de la fiscalité

douanière à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Polynésie française.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Table ronde « Artisanat et savoir-faire traditionnels dans les outre-mer ».

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée au handisport.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Rapport Ensemble, refaire ville. Pour un renouvellement urbain résilient des quartiers et des territoires fragiles - Audition de M. Patrice Vergriete, président du conseil d'administration, Mme Anne-Claire Mialot, directrice générale, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, MM. Jean-Martin Delorme, président de section à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, et Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (en visioconférence).

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Étude sur la coopération et intégration régionales des outre-mer - Audition de Nathalie Estival-Broadhurst, directrice Amérique et Caraïbes, ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée à la Guyane.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée à Mayotte (en téléconférence).

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Olivier Jacob, directeur général des outre-mer.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de représentants syndicaux - MM. Nicolas Blanc, secrétaire national à la transition économique, de la confédération française de l'encadrement-confédération générale des cadres (CFE-CGC), Cyril Chabanier, président de la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), Mme Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale de la confédération générale du travail (CGT), M. Loïc Tange, conseiller confédéral de la confédération générale du travail (CGT), Mme Patricia Drevon, secrétaire confédérale en charge de l'organisation, des affaires juridiques et des outre-mer, et M. Valentin Rodriguez, secrétaire général de la fédération des métaux, de Force ouvrière.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la politique du handicap outre-mer.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

La compétitivité de la filière bois française - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 10 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique - Audition de S.E. M. Louino Volcy, ambassadeur d'Haïti en France, accompagné de M. Ricardo Lambert, responsable communication de l'ambassade d'Haïti en France.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique - Audition de M. Arnaud Mentré, ambassadeur chargé de la coopération régionale dans la zone Atlantique.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Manuel Marcias, auteur de l'étude de la Banque de France « Quelles perspectives pour le commerce extérieur des territoires français ultramarins ? ».

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Désignation des rapporteurs pour la session 2025-2026.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Présentation par MM. Dominique de Legge et Rachid Temal des conclusions du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de MM. Rémy Rioux, directeur

général, Philippe Baumel, responsable des relations institutionnelles et instances, et Matthieu Discour, directeur du département Trois Océans, de l'Agence française de développement.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Colloque sur la croissance des économies ultramarines.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Mme Véronique ROGER-LACAN, ambassadrice pour le Pacifique, représentante permanente de la France auprès de la Communauté du Pacifique et secrétaire permanente pour le Pacifique, dans le cadre du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 3 : bassin Pacifique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendements n° II-1220 et II-1298 rectifié ter** *(Reconstruction de bâtiments scolaires en Nouvelle-Calédonie)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1865 et suivantes - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article 1er bis** *(Rapport d'activité de l'établissement public chargé de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1895 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 59 rectifié bis** *(Rapport sur la reforestation)* : p. 1897 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 116 rectifié bis** *(Rapport sur le soutien à l'agriculture mahoraise)* : p. 1898 et suivantes - **Article 3** *(Exemption de toute formalité d'urbanisme pour les structures temporaires à usage d'hébergement d'urgence pour une durée de deux ans)* : p. 1899 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 139** *(Identification des terrains susceptibles d'accueillir des constructions démontables et temporaires)* : p. 1902 et suivantes - **Article 4** *(Autorisation de déroger par ordonnance à certaines règles de construction à Mayotte)* : p. 1902 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes - **Article 5** *(Champ d'application des dérogations aux procédures d'urbanisme pour faciliter et accélérer la reconstruction des bâtiments et infrastructures détruits ou dégradés par le cyclone Chido)* : p. 1907 et suivantes - **Article 6** *(Autorisation de reconstruire à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1908 et suivantes - **Article 6 bis A** *(Réduction des délais de présentation des observations sur les projets de mise en œuvre de servitudes relatives aux équipements et réseaux de télécommunication)* : p. 1912 - **Article 6 bis B** *(Dérogations temporaires à la loi Littoral)* : p. 1912 et suivantes - **Article 6 bis** *(Simplification de procédures pour la reconstruction des réseaux de téléphonie mobile)* : p. 1913 et suivantes - **Article 6 ter** *(Simplification des procédures pour la reconstruction des ouvrages des réseaux publics de distribution ou de transport d'électricité, dont ceux situés sur la voie publique)* : p. 1916 et suivantes - **Article 7** *(Accélération de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les reconstructions ou réparations à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1918 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 169** *(Reconstruction des bâtiments et installations agricoles mahorais détruits par le cyclone Chido - Avis conforme de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF - Levée temporaire)* : p. 1921 et suivantes - **Article 9** *(Possibilité d'engager les opérations et travaux de démolition, terrassement ou fondation dès le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme)* : p. 1922 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Article 16** *(Défiscalisation des dons à destination de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1963 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 18, n° 8 rectifié et n° 134** *(Réduction d'impôt pour les entreprises (dons à des organismes d'intérêt général/associations et fondations reconnues d'utilité publique))* : p. 1967 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendement n° 101 rectifié bis** *(Demande d'un rapport au Gouvernement concernant le bilan exhaustif de la catastrophe)* : p. 1968 et suivantes - **Article 17** *(Suspension du recouvrement fiscal forcé jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1971 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 158** *(Prêt à taux zéro pour le financement de travaux de reconstruction ou de réhabilitation des logements à Mayotte)* : p. 1971 et suivantes - **Article 17 bis A** *(Suspension du délai de réclamation en cas de trop-perçu par l'administration fiscale)* : p. 1974 et suivantes - **Article 17 ter (nouveau)** *(Exonération de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur les déchets à Mayotte)* : p. 1975 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 28** *(Accès à l'eau et aux produits de première nécessité à Mayotte, y compris dans les lieux et quartiers de vie informels - Garantie)* : p. 1983 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconstruction durable à Mayotte** - (5 février 2025) : p. 2052 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2803 et suivantes - **Article 2** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 2817

- **Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)]** - (5 mars 2025) - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes

- **Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)]** - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation de l'expérimentation de l'encadrement des loyers et réouverture du délai de candidature dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3302 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Extension de la géographie prioritaire de la politique de la ville dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3304 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4 rectifié bis** *(Mise en œuvre de l'exemption au marquage « CE » dans les régions ultrapériphériques (RUP))* : p. 3304 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic dans les Caraïbes** - (9 avril 2025) : p. 4839 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise**

[n° 900 (2022-2023)] - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences dans les outre-mer du bassin caribéen** - (14 mai 2025) : p. 5516

- **Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 10** *(Faciliter les opérations de résorption de l'habitat informel)* : p. 5814 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 45 rectifié** *(Mise en œuvre d'actions conjointes destinées à favoriser l'assurabilité des biens à Mayotte)* : p. 5819 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 (priorité) - Amendement n° 47 rectifié** *(Demande de rapport d'évaluation de l'impact articles 22 et 23 de la présente loi sur le développement de Mayotte)* : p. 5820 - **Article 18** *(Représentation des professionnels mahorais au sein de l'union régionale des professionnels de santé de l'océan indien)* : p. 5837 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié ter et n° 45 rectifié quinquies** *(Insérer une disposition spécifique dans le Code de l'urbanisme visant à habiliter expressément le juge administratif à sanctionner les recours manifestement abusifs)* : p. 6695 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 833 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote communes** : p. 7565 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 119** *(Rôle de suivi des loyers résidentiels et commerciaux par les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR))* : p. 8092 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 87** *(Possibilité de réguler les prix en cas de situations anormales du marché ou de marges commerciales excessives)* : p. 8112 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 48** *(Doter les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) de la personnalité morale)* : p. 8112 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 34 rectifié et n° 32 rectifié** *(Rapport sur la réglementation des prix des produits pétroliers)* : p. 8114 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 30 rectifié** *(Remise d'un rapport sur la mise en place de centrales régionales d'approvisionnement et de stockage)* : p. 8123 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 88** *(Contrôle de la répercussion des baisses de fiscalité sur le niveau des prix de détail)* : p. 8123 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 49** *(Suppression du mécanisme de double taxation à la TVA applicable aux colis postaux échangés entre particuliers à destination et au départ des outre-mer)* : p. 8128 et suivantes - **Article 6** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8130 et suivantes - **Article 6 quater (nouveau)** *(Partage d'informations couvertes par le secret fiscal et le secret des affaires entre les administrations de l'État, les collectivités d'outre-mer et les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR))* : p. 8135 et suivantes - **Article 7** *(Obligation pour les distributeurs de transmission d'informations sur les marges arrière aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8136 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 66 rectifié** *(Plafonnement des marges arrière outre-mer)* : p. 8141 et suivantes - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 51** *(Sanctionner la discrimination commerciale que les acteurs intégrés verticalement (grossistes-importateurs disposant de leurs propres réseaux de distribution au détail) sont susceptibles d'exercer envers leurs clients concurrents)* : p. 8148 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45 rectifié** *(Exclusion des coûts de commercialisation dans l'hexagone des conditions générales de ventes applicables aux produits vendus sur les territoires ultramarins)* : p. 8149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 113 rectifié** *(Lutte contre les clauses contractuelles dissimulées ou externalisées qui permettent de contourner les obligations de transparence)* : p. 8151 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 67 rectifié** *(Obligation de dépôt des comptes par les commissaires aux comptes)* : p. 8153 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 et 55 rectifié** *(Conditionnement des aides publiques aux entreprises au respect de l'obligation de dépôt des comptes)* : p. 8154 et suivantes - **Article 10** *(Augmentation des moyens de l'Autorité de la concurrence)* : p. 8156 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 144 rectifié** *(Interdiction pour un groupe de distribution de disposer d'une part de marché supérieure à un seuil fixé par décret en Conseil d'État)* : p. 8159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 115** *(Contrôle par l'Autorité de la concurrence des entreprises pratiquant une forme d'intégration verticale)* : p. 8161 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 116 et n° 44 rectifié bis** *(Obligation de séparation juridique et comptable des activités d'importation, de distribution et de logistique)* : p. 8161 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 53 et n° 127 rectifié** *(Création d'une pratique anticoncurrentielle consistant en l'acquisition de licences de franchises ou d'enseignes nationales ou internationales dans le seul but d'en empêcher le déploiement local et la concurrence avec des commerces déjà existants)* : p. 8163 et suivantes - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence)* : p. 8165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 54, n° 132 rectifié, n° 128 rectifié, n° 129 rectifié et n° 131 rectifié** *(Interdiction du géoblocage à destination des outre-mer)* : p. 8166 et suivantes - **Article 13** *(Extension aux produits substituables du régime des produits identiques ou similaires importés dont les prix de vente outre-mer sont inférieurs à ceux pratiqués dans l'Hexagone)* : p. 8169 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes - **Article 14** *(Expérimentation d'un Small Business Act ultramarin)* : p. 8171 et suivantes - **Article 15** *(Expérimentation d'une obligation de sous-traitance au profit des petites entreprises dans le cadre des marchés publics outre-mer)* : p. 8172 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 108** *(Conditions d'évaluation de la loi)* : p. 8175 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] - (30 octobre 2025) - **Article 2** *(Maillage minimal de points d'apport volontaire)* : p. 8265 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2** *(Faculté pour les collectivités compétentes en matière de gestion des déchets de mettre en place des dispositifs de gratification du tri)* : p. 8267 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (30 octobre 2025) : p. 8273

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (23 novembre 2025) - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-442 rectifié** *(Création d'une taxe sur les compagnies d'assurance absentes des départements et régions d'outre-mer)* : p. 10207 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-435 rectifié** *(Exonération de cotisation caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) du supplément de loyer solidaire pour les logements outre-mer)* : p. 10236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1030 rectifié** *(Extension de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs outre-mer)* : p. 10239 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1875, n° I-2047 rectifié et n° I-1817** *(Précision de l'assiette de la réduction d'impôt sur les logements sociaux en outre-mer)* : p. 10241 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-432 et n° I-431 rectifié bis** *(Crédit d'impôt bénéficiant aux travaux de désamiantage des logements outre-mer)* : p. 10246 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2349 rectifié bis** *(Mesures de rationalisation fiscales liées à l'octroi de mer)* : p. 10789 et suivantes p. 10789 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11289 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1764 rectifié, n° II-1077 rectifié, n° II-110, n° II-1475, n° II-1474 et n° II-608 rectifié** *(Répartition de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) éolien ou photovoltaïque)* : p. 13012 et suivantes

---

JACQUIN (Olivier)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (19 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant la création d'un fonds de coopération transfrontalière (FCT) franco-luxembourgeois pour compenser les difficultés subies par les collectivités françaises **[n° 235 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser le développement de solutions de mobilité dans les espaces peu denses **[n° 454 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Société - Transports**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à une régionalisation de l'ensemble du réseau routier national **[n° 601 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la gratuité des parkings des hôpitaux publics pour les patients, les visiteurs et les personnels pendant leur temps de travail **[n° 16 (2025-2026)]** (10 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser les livraisons écoresponsables **[n° 175 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Environnement - Société - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à pérenniser le remboursement à 75 % des abonnements de transport public pour les salariés **[n° 176 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Entreprises - Transports - Travail**.

Proposition de loi définissant les transports publics collectifs de voyageurs comme un bien de première nécessité **[n° 177 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Société - Transports**.

Proposition de loi définissant le transport ferroviaire de voyageurs comme un bien de première nécessité **[n° 178 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Budget - Environnement - Transports**.

Proposition de loi visant à favoriser le développement de solutions de mobilité dans les espaces peu denses **[n° 179 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à faciliter le financement des services express régionaux métropolitains **[n° 180 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à ne plus exclure les collectivités ultramarines de la capacité à lever le versement mobilité régional **[n° 181 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le Président de la République, aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Charles de Batz de Trenquelléon et Mme Frédérique Simon-Delavelle, auteurs du rapport intitulé Les eaux minérales naturelles et eaux de source : autorisation, traitement et contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Audition de Mme Sarah Lacoche, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Risques de pollution des sols et des nappes - Audition de M. Vincent Bessonneau, directeur du laboratoire d'étude et de recherche en environnement et santé, Mme Pauline Rousseau-Gueutin, responsable des enseignements en hydrologie-hydrogéologie à l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et M. Jean-Luc Boudenne, professeur des universités à l'université d'Aix-Marseille.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Associations de défense de l'environnement dans les Vosges - Audition de MM. Bernard Schmitt, président, et Jean-François Fleck, vice-président, de Vosges nature environnement et Mme Maïthé Muscat, co-présidente de Lorraine nature environnement.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est.

Audition de Mme Valérie Michel-Moreaux, préfète des Vosges.

Audition de Mme Virginie Cayré, inspectrice générale des affaires sociales, ancienne directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Les défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Joël Mathurin, préfet du Puy-de-Dôme.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de MM. Jean-Claude Lacaze, président, et Didier Ramos, directeur général de la Société des eaux de Mont Roucous.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Philippe Pascal, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Mathilde Bouchardon, ancienne conseillère du ministre délégué à l'industrie (M. Roland Lescure).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Victor Blonde, ancien conseiller technique participations publiques, consommation et concurrence au cabinet de la Première ministre (Mme Élisabeth Borne).

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des

politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Sophie Dubois, directrice générale de Nestlé Waters France d'avril 2018 à janvier 2025, présidente de Nestlé France.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Roland Lescure, ancien ministre de l'industrie.

Audition de Mme Agnès Firmin Le Bodo, ancienne ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé, puis ministre de la santé.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Communication du rapporteur sur les documents reçus de la présidence de la République.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Laurent Freixe, directeur général du groupe Nestlé.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Les obligations réelles environnementales (ORE) - Audition de MM. Philippe de Séverac, maire de Jaure, Philippe Rogier, sous-directeur de la protection et de la restauration des écosystèmes terrestres du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Gilles Martin, professeur émérite des universités en droit privé et Mme Vanessa Kurukgy, chargée de mission ORE à la fédération des conservatoires d'espaces naturels.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Mission d'information sur les nuisances sonores liées aux transports - Communication relative aux résultats du sondage effectué.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Examen du rapport.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Travaux de la conférence nationale de financement des transports - Ambition France transports - Communication.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Thierry Guimbaud, président de l'Autorité de régulation des transports (ART).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de M. Patrick Jeantet, président de la Fédération des industries ferroviaires (FIF), Mme Rachel Picard, présidente de Proxima, et M. Laurent Fourtune, président de Kevin Speed, membres de l'Association française du rail (Afra), M. Alexander Ernert, directeur des affaires publiques Europe de Trainline France, et Mme Solène Garcin-Berson, déléguée générale de l'Afra.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Nuisances sonores causées par les transports - Examen du rapport d'information.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Sylvie Landriève, directrice du Forum « Vies Mobiles », sur les systèmes de mobilité alternatifs à la voiture.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Rapport public thématique sur la transition écologique s'inscrivant dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Ambition France Transports : quel bilan ? » - Présentation du rapport de la conférence Ambition France Transports.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Entrée en vigueur du traité sur la haute mer : et après ? » - Audition de Mmes Marina Lévy, océanologue, directrice de recherche au CNRS, Klaudija Cremers, responsable de recherche sur la gouvernance internationale de l'océan à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), et M. Charles Tellier, ambassadeur adjoint chargé des pôles et des enjeux maritimes.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen des amendements à l'article délégué au fond du texte de la commission des affaires sociales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de*

l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission) : p. 2018 et suivantes p. 2018 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)]** - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? »** - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 8** *(Lutter contre les fraudes fiscales et sociales dans le secteur des transports publics particuliers de personnes)* : p. 8626 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2733** *(Réforme de la fiscalité des mines)* : p. 10848 et suivantes

---

JADOT (Yannick)
sénateur (Paris)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à préserver la biodiversité en régulant l'importation et l'exportation de trophées de chasse d'espèces protégées **[n° 741 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle donne du commerce international **[n° 235 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe d'Ornano, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Conséquences de la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne un mois par an, de 2024 à 2026 et solutions alternatives à cette interdiction - Examen du rapport d'information.

Rapport Ensemble, refaire ville. Pour un renouvellement urbain résilient des quartiers et des territoires fragiles - Audition de M. Patrice Vergriete, président du conseil d'administration, Mme Anne-Claire Mialot, directrice générale, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, MM. Jean-Martin Delorme, président de section à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, et Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (en visioconférence).

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de MM. Bruno Arcadipane, président, Bruno Lindowna, vice-président, et Mme Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition de M. Matthieu Louvot, directeur de la stratégie d'Airbus.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Contournements de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 en matière de vente de chiens et de chats - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Luc Julia, concepteur de l'assistant vocal Siri et spécialiste de l'intelligence artificielle, directeur scientifique de Renault.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Avenir des concessions hydroélectriques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Logement des jeunes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au logement de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie ».

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article 60** : p. 946 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1621** *(Interdire à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France) de cofinancer de nouveaux projets routiers)* : p. 954 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les réactions du Gouvernement face aux attaques répétées contre l'écologie en France comme à l'international - (22 janvier 2025) : p. 1179 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en République démocratique du Congo - (29 janvier 2025) : p. 1713

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au Pacte vert et à la directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) sur la publication d'informations en matière de durabilité - (5 février 2025) : p. 2062 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 2643 et suivantes p. 2644 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 175** *(Assujettissement à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités visant à mettre en place des retenues collinaires de 75 000 mètres cubes d'eau)* : p. 2751 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Suspension de l'agrément d'une association sportive qui se soustrairait délibérément à ses obligations en matière de laïcité et de neutralité)* : p. 3020 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la démission du secrétaire général à la planification écologique et les reculs du Gouvernement en la matière - (19 février 2025) : p. 3048 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le développement du commerce en ligne de produits textiles - (19 février 2025) : p. 3055

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes - **Article 3** *(Obligation d'une négociation annuelle relative aux salaires)* : p. 3072 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture - *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'autoroute A69 - (5 mars 2025) : p. 3261 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque - (5 mars 2025) : p. 3266 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de

santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 1er** *(Adaptations relatives à l'interdiction du paiement pour flux d'ordres, à l'élargissement du champ des autorités auxquelles l'Autorité des marchés financiers doit transmettre des comptes rendus de transactions, à l'établissement d'un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés de capitaux et la durabilité, aux obligations vertes européennes et à la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité, et aux marchés de crypto-actifs)* : p. 3438 et suivantes - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes - **Article 14** *(Institution d'un régime unifié de l'action de groupe conforme à la directive du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives)* : p. 3477 et suivantes - **Article 23** *(Modification de la procédure de mise en concurrence des projets d'électricité renouvelable)* : p. 3504 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'effort de guerre et les choix budgétaires** - (12 mars 2025) : p. 3674

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Alaouites et des Chrétiens en Syrie** - (12 mars 2025) : p. 3677 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie** - (12 mars 2025) : p. 3679 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la recrudescence de certains cancers chez les jeunes** - (12 mars 2025) : p. 3682 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de la relance nucléaire** - (19 mars 2025) : p. 4047 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux annonces du Premier ministre sur l'âge légal de départ à la retraite et aux suites du « conclave »** - (19 mars 2025) : p. 4048

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise** - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- **Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes - **Article 1er** *(Introduction de définitions et de prescriptions générales concernant la rénovation énergétique et les travaux prioritaires adaptés au bâti ancien)* : p. 4164 et suivantes - **Article 5** *(Majoration des aides en cas de rénovation énergétique respectueuse du bâti ancien ou impliquant l'acquisition et la pose de matériaux biosourcés et géosourcés)* : p. 4174 et suivantes

- **Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4384 et suivantes - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes - **Article 2** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'opportunité d'une révision du calcul du diagnostic de performance énergétique pour y inclure la notion de confort d'été)* : p. 4405 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des institutions et de l'État de droit** - (2 avril 2025) : p. 4463

- **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 4859

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le scrutin proportionnel** - (30 avril 2025) : p. 5128 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Proposition de loi portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982** - *Deuxième lecture* **[n° 565 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5256 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Réparation financière des personnes condamnées pour homosexualité)* : p. 5269 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum sur les finances publiques** - (7 mai 2025) : p. 5309 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale Nestlé et l'influence privée dans les décisions de l'État** - (21 mai 2025) : p. 5895 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - (28 mai 2025) : p. 5991 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des comptes sociaux** - (28 mai 2025) : p. 5993 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de la biodiversité et la lutte contre les pesticides** - (28 mai 2025) : p. 5994 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (II)** - (28 mai 2025) : p. 6000 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cohérence entre les choix économiques du Gouvernement et les engagements de la France en matière environnementale** - (4 juin 2025) : p. 6182 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le durcissement des sanctions pénales** - (4 juin 2025) : p. 6183 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6552 et suivantes

- **Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article 2** *(Concilier les activités de pêche et la protection des écosystèmes marins)* : p. 6568 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article 1er B (nouveau)** *(Participation du public par voie électronique pour les projets de logement de grande ampleur dans les zones en déficit de logement)* : p. 6618 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 178** *(Application de la servitude de résidence principale à tous les logements)* : p. 6619 et suivantes - **Article 1er** *(Mesures de simplification de procédures d'urbanisme et de la gestion par les collectivités de leur patrimoine et de l'aménagement de leur territoire)* : p. 6620 et suivantes - **Article 1er bis D** *(Assouplissement des obligations de solarisation pour les parcs de stationnement existants)* : p. 6631 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes - **Article 2 sexies B (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le PLU(i) d'exempter les logements locatifs intermédiaires d'obligations en matière de stationnement)* : p. 6672 et suivantes - **Article 3 bis BA (nouveau)** *(Certificat de projet pour les projets de logements)* : p. 6683 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Cristallisation des règles d'urbanisme applicables aux permis de construire modificatifs)* : p. 6684 et suivantes - **Article 3 bis** *(Assouplissement des règles d'urbanisme pour les constructions et aménagements temporaires liés aux chantiers nucléaires)* : p. 6686 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7334 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7348 et suivantes - **Article 2** *(Abrogation de la trajectoire de hausse de la composante carbone de la fiscalité énergétique, dans les taxes de consommation intérieure sur l'énergie, figurant parmi les objectifs énergétiques généraux mentionnés à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7350 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes - **Article 7** *(Intégration des carburants renouvelables d'origine non biologique, aux côtés des biocarburants conventionnels et avancés, au deuxième alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie et à l'article L. 661-1-1 du même code)* : p. 7385 et suivantes - **Article 8** *(Relèvement de 20 à 30 % et de 40 à 45 % des objectifs de réduction de la consommation d'énergie fossile ou totale d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à L. 100-4 du code de l'énergie et interdiction de la production d'électricité produite à partir de charbon d'ici 2027, introduite à l'article L. 311-5-3 du même code)* : p. 7386 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7388 et suivantes - **Article 10** *(Consécration d'un objectif de mix énergétique autonome et renouvelable, entre 2030 et 2050, dans certaines zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain » continental (ZNI), parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7391 et suivantes - **Article 12** *(Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie)* : p. 7394 et suivantes - **Article 13** *(Actualisation du contenu de la prochaine programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE))* : p. 7397 et suivantes - **Article 15** *(Application au projet de réacteur expérimental de fusion ITER de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023)* : p. 7401 et suivantes - **Article 16** *(Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment)* : p. 7402 et suivantes - **Article 25 D** *(Remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport d'évaluation dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi sur le fonctionnement des parcs éoliens en mer)* : p. 7413 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement** - *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7480 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le besoin de protéger l'état de droit et l'indépendance de la justice** - (22 octobre 2025) : p. 7986 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des musées après le vol au Louvre** - (22 octobre 2025) : p. 7991 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application des dispositions de l'article 5 de la loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - (29 octobre 2025) : p. 8191 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman** - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier d'examen de la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (Trace)** - (29 octobre 2025) : p. 8195 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice fiscale** - (29 octobre 2025) : p. 8196 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la hausse de la fiscalité** - (5 novembre 2025) : p. 8415 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation pluriannuelle de l'énergie** - (5 novembre 2025) : p. 8420

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes - **Article 45** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9829 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1244 rectifié et n° I-1508 rectifié bis** *(Instauration d'une taxe à l'import de produits forestiers ou agricoles non durables)* : p. 10380 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 12 - Amendements n° I-183 rectifié bis, n° I-1760, n° I-2309, n° I-2371 rectifié bis et n° I-2382 rectifié bis** *(Élargissement du bénéfice du prêt à taux zéro à tous les acquéreurs d'un logement ancien dans le cadre d'un bail réel solidaire)* : p. 10398 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-571 rectifié bis, n° I-1398 rectifié, n° I-1835 rectifié, n° I-2017 rectifié ter, n° I-2322 rectifié et n° I-2365 rectifié quater** *(Participation au Fonds national des aides à la pierre (FNAP) des bailleurs à hauteur de 275 millions d'euros)* : p. 10403 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671** *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 16** *(Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports)* : p. 10550 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article 17** *(Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)* : p. 10569 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1652, n° I-1382 rectifié, n° I-216 rectifié, n° I-1240, n° I-1411 rectifié et n° I-2125** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid)* : p. 10757 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 456 rectifié** *(Introduire un objectif de « résilience européenne » dans les critères de conception des panneaux photovoltaïques permettant de bénéficier d'un taux de TVA réduit de 5,5 %)* : p. 10760 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1016 rectifié bis, n° I-673, n° I-1704, n° I-2278 et n° I-2279** *(Taux de TVA applicable à la construction et la rénovation de logements)* : p. 10780 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2299, n° I-608 rectifié ter, n° I-2281, n° I-2282, n° I-1705, n° I-1400, n° I-2284, n° I-1164, n° I-2285, n° I-2286, n° I-697, n° I-1777, n° 128 rectifié bis, n° I-334 rectifié bis, n° I-2008, n° I-2172 et n° I-2542 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10810 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 11 septies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article 69** *(Déplafonnement des primes négatives des contrats d'énergie renouvelable et révision des tarifs de certains contrats de production photovoltaïque)* : p. 12100 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1625** *(Abaissement du seuil de puissance à partir duquel les installations de production d'électricité renouvelable sous contrat d'obligation d'achat peuvent être déconnectées, à la demande de l'acheteur obligé lors des épisodes de prix négatifs sur le marché de l'électricité)* : p. 12109

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12588 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12596 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) -

Discussion générale : p. 13122 et suivantes p. 13133 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13148

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III) - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** *(Demande de rapport)* : p. 13325 - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13325 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un registre national centralisé de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)* : p. 13329 et suivantes

---

JEANBRUN (Vincent)
ministre de la ville et du logement
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville - (29 octobre 2025) : p. 8187 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'instabilité de la politique publique française de rénovation énergétique et ses effets sur l'industrie nationale de l'isolation - (4 novembre 2025) : p. 8312 et suivantes

- Question orale sans débat sur la nécessité de l'entretien du viaduc de Morlaix - (4 novembre 2025) : p. 8313 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? » - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation de l'hébergement d'urgence dans le Calvados - (2 décembre 2025) : p. 10746

- Question orale sans débat sur la situation du quartier des Lozaits à Villejuif et la gestion du bailleur social Batigère - (2 décembre 2025) : p. 10747

- Question orale sans débat sur le renforcement du contrôle public face aux fraudes aux aides à la rénovation énergétique dans les Landes - (2 décembre 2025) : p. 10747 et suivantes

- Question orale sans débat sur le manque de logements abordables à destination des classes moyennes à Paris - (2 décembre 2025) : p. 10748 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'autorisation de découvert bancaire pour les entreprises ultramarines - (2 décembre 2025) : p. 10749 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11416 et suivantes p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-791 rectifié bis** *(Vérification de la régularité des personnes accueillies dans les centres d'hébergement et expulsion des irréguliers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) du parc d'hébergement après un mois)* : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-934** *(Exclusion du bénéfice de la réduction de loyer de solidarité pour les foyers ne bénéficiant pas de l'aide personnalisée au logement)* : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 67 - Amendements n° II-867 rectifié et n° II-976** *(Maintien jusqu'au 31 juillet 2026 de la dérogation permettant d'engager les crédits de la politique de la ville dans les collectivités ultra-marines où les contrats de ville n'ont pas encore été signés)* : p. 11535 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-967 rectifié** *(Demande de rapport sur le transfert de la liquidation des taxes d'urbanisme)* : p. 11536

- Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'accès au label « Reconnu garant de l'environnement » pour les artisans - (17 décembre 2025) : p. 13176

JEANSANNETAS (Éric)
sénateur (Creuse)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2024 **[n° 603 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Sport, jeunesse et vie associative **[n° 743 tome 2 annexe 31 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Sport, jeunesse et vie associative **[n° 139 tome 3 annexe 30 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1388 rectifié ter** *(Inclusion d'une planification dans les projets de financements alloués par l'État et l'Agence nationale du sport pour les infrastructures sportives des collectivités d'outre-mer)* : p. 316

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11251 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

- Suite de la discussion (13 décembre 2025) : p. 12915 et suivantes

JOLY (Patrice)
sénateur (Nièvre)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 27 janvier 2025 ; puis vice-président du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Aide publique au développement : Aide économique et financière au développement - Solidarité à l'égard des pays en développement - Fonds de solidarité pour le développement - Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement - Restitution des « biens mal acquis » **[n° 141 tome 4 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Titus Corlatean, président de la commission des affaires étrangères du Sénat roumain.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Délinquance financière) :* Les aspects économiques du blanchiment et le financement de la criminalité organisée - Audition de Mmes Clotilde Champeyrache, maître de conférences en économie à l'Université Paris 8 et au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), et Emma Louise Blondes, doctorante en criminologie à la London School of Economics (LSE).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Kim Younes, présidente-directrice générale de TV5 Monde.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de MM. Fabrice Arfi, journaliste (Médiapart) et Frédéric Ploquin, journaliste (indépendant).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Florian Colas, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI) et Mme Corinne Cléostrate, sous-directrice des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude de la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Stéphane Piallat, chef du service central des courses et des jeux du ministère de l'intérieur.

Audition de Mme Magali Caillat, sous-directrice de la lutte contre la criminalité financière à la direction nationale de la police judiciaire du ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Christophe Perruaux, directeur de l'Office national anti-fraude (ONAF).

Audition de M. Victor Geneste, président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce et de Mme Carole Maudet, sous-directrice du contrôle fiscal, du pilotage et de l'expertise juridique à la DGFIP.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Emmanuel Roux, président de la chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté,

sur l'audit flash relatif à l'assurabilité des collectivités territoriales de cette région pour les exercices 2022 et 2023.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(CE Délinquance financière) :* Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Première table ronde : Ruralités et transitions économiques et démographiques.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Programme 110 - Aide économique et financière au développement - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) : p. 252 et suivantes

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1397** *(Demande d'un rapport sur le respect de la trajectoire de la loi de programmation)* : p. 273

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'attente du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires - (25 mars 2025) : p. 4197 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mortalité infantile et les services de maternité - (9 avril 2025) : p. 4842 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (14 mai 2025) : p. 5517

- Question orale sur l'avenir du programme « Petites Villes de demain » (PVD) - (20 mai 2025) : p. 5731 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux positions de la France lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur le financement du développement - (8 juillet 2025) : p. 7321 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12122 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

JOMIER (Bernard)
sénateur (Paris)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à interdire la production, la commercialisation et l'utilisation des pièges à colle **[n° 388 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 457 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires **[n° 511 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Sur le plan européen pour vaincre le cancer **[n° 672 (2024-2025)]** (28 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre visant à renforcer la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques ainsi que la disponibilité et l'accessibilité des médicaments d'intérêt commun, et modifiant le règlement (UE) 2024/795 - COM(2025) 102 final **[n° 820 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Financement des CPTS : pour un contrôle au service de l'action des professionnels de santé **[n° 32 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi organique visant au renforcement du contrôle budgétaire par le Parlement et le Haut Conseil des finances publiques **[n° 78 (2025-2026)]** (27 octobre 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à adapter la réserve héréditaire en cas d'héritage d'un montant exceptionnel **[n° 102 (2025-2026)]** (3 novembre 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, visant à renforcer, tout en préservant les compétences des États membres, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre visant à renforcer la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques ainsi que la disponibilité et l'accessibilité des médicaments d'intérêt commun, et modifiant le règlement (UE) 2024/795 - COM(2025) 102 final **[n° 114 (2025-2026)]** (6 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* ARN extracellulaires - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Plan européen pour vaincre le cancer - Examen du rapport d'information et de la proposition d'avis politique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir - Désignation de rapporteurs.

Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Alain Claeys, coauteur de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Étude sur la subsidiarité, la proportionnalité et le rôle des parlements nationaux dans le processus législatif européen - Audition de Mme Diane Fromage, professeur de droit européen à l'Université de Salzbourg.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement sur les médicaments critiques - Communication et examen d'une proposition d'avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement relatif à l'établissement d'un cadre visant à renforcer la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques ainsi que la disponibilité et l'accessibilité des médicaments d'intérêt commun, et modifiant le règlement (UE) 2024/795 (médicaments critiques) - COM(2025) 102 final - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communication de la Cour des comptes relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)]** - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1484 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du mode de scrutin pour les élections municipales à Paris, Lyon et Marseille** - (19 février 2025) : p. 3049 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inadéquation de l'étiquetage nutritionnel aux produits traditionnels tels que le fromage au lait cru** - (5 mars 2025) : p. 3269

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum sur les finances publiques** - (7 mai 2025) : p. 5309 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Article**

1er *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 68** *(Obligation pour le médecin de s'assurer de la continuité des soins y compris la nuit, les week-ends et les jours fériés)* : p. 5395 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 84 rectifié ter** *(Rétablissement de l'agrément préalable des centres de santé généralistes)* : p. 5447 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les morts de sans-abris et la politique du logement** - (21 mai 2025) : p. 5903 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (I)** - (28 mai 2025) : p. 5999 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (II)** - (28 mai 2025) : p. 6000 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6514 et suivantes

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 [n° 729 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6929 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I)** - (25 juin 2025) : p. 7081 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application des dispositions de l'article 5 de la loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - (29 octobre 2025) : p. 8191 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dermatose nodulaire** - (29 octobre 2025) : p. 8199 et suivantes

- **Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires [n° 85 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8457 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 1er (supprimé)** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 8814 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les retraites)* : p. 9200 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1863** *(Possibilité de paiement direct des participations forfaitaires et franchises auprès du professionnel de santé)* : p. 9231 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes - **Article 20 bis (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9296 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes p. 12134 et suivantes

JOSENDE (Lauriane)
sénatrice (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 29 octobre 2025 ; membre de la commission jusqu'au 28 octobre 2025.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis vice-présidente du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (24 juin 2025).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 298 (2024-2025)] visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 429 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 532 (2024-2025)] visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille **[n° 648 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille **[n° 769 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 829 (2024-2025)] visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille **[n° 836 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 840 (2024-2025)] visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 844 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 551 (2024-2025)] visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 91 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Justice judiciaire et accès au droit **[n° 145 tome 7 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Éric Schahl, conseiller régional d'Île-de-France, représentant de l'association Régions de France.

(commission des lois) : Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition d'acheteurs publics - MM. Jean-Luc Baras, président du Conseil national des achats (CNA), Alain Bénard, président de l'association des acheteurs publics (AAP), et Jean-Marc Peyrical, président de l'association pour l'achat dans les services publics (APASP).

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Vincent Mazauric, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques et de M. Yann Boulay, responsable des affaires publiques de France Digitale, avec des représentants des entreprises Explain, Doctrine et OpenClassrooms.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Thomas Pillot, chef du service de la protection des consommateurs et de la régulation des marchés, Mmes Carla Deveille-Fontinha, sous-directrice des affaires juridiques et des politiques de concurrence et de consommation, et Stéphanie Deguilly-Lepage, cheffe du bureau « Politique et droit de la concurrence » de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

(commission des lois) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen des amendements à la proposition de loi.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

(commission des lois) : Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, des amendements à la proposition de loi.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Frais de justice - Communication.

(commission des lois) : Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

(commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes

- Suite de la discussion (29 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 48 rectifié et n° 211 rectifié** *(Extension des possibilités de perquisition et de visites douanières de nuit)* : p. 1732 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 63 rectifié quater** *(Caméras embarquées)* : p. 1755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 152 rectifié quinquies** *(Rapport sur la gestion du parc locatif public par le bailleur social qui doit faire face à des troubles de jouissance portant une atteinte à l'ordre public)* : p. 1761 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 18, n° 8 rectifié et n° 134** *(Réduction d'impôt pour les entreprises (dons à des organismes d'intérêt général/associations et fondations reconnues d'utilité publique))* : p. 1967 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (4 février 2025) : p. 1993

- Question orale sans débat sur l'obligation de possession d'un téléphone portable pour accéder à ses comptes bancaires en ligne - (11 février 2025) : p. 2581 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3976 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 6** *(Demande de rapport relatif aux conditions dans lesquelles l'autorité administrative procède à l'éloignement des personnes détenues)* : p. 3993 et suivantes - **Article 1er** *(Extension du régime dérogatoire de rétention administrative aux étrangers ayant fait l'objet d'une condamnation pénale au titre de certaines infractions graves)* : p. 3994 et suivantes - **Article 2** *(Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention administrative)* : p. 3997 et suivantes - **Article 3 (nouveau)** *(Simplification du séquençage et des motifs des dernières prolongations de la rétention administrative)* : p. 3998 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9** *(Computation du délai du placement initial en rétention et du maintien en zone d'attente en heures plutôt qu'en jours)* : p. 3999 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 8** *(Mention des heures auxquelles l'étranger a pu s'alimenter sur le procès-verbal de fin de retenue de vérification du droit au séjour)* : p. 4000 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 15** *(Extension et adaptation dans certaines collectivités d'outre-mer)* : p. 4000 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 16** *(Entrée en vigueur différée à une date fixée par décret en Conseil d'État, et au plus tard trois mois après la publication de la loi)* : p. 4000 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 36 rectifié quater** *(Extension du recours à l'audience unique)* : p. 4303 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article 5 (supprimé)** *(Dérogations au principe d'atténuation des peines pour les mineurs âgés de seize à dix-huit ans)* : p. 4334 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4589 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la double imposition des travailleurs transfrontaliers de l'hôpital de Cerdagne** - (8 avril 2025) : p. 4726 et suivantes

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Élection des conseillers métropolitains à l'échelle du conseil municipal de Marseille et du conseil de Paris)* : p. 6165 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 6166 et suivantes - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6170 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive** - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Extension du régime de rétention administrative prévu par l'article L. 742-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA))* : p. 7451 et suivantes - **Article 2 (texte non modifié par la commission)** *(Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention administrative)* : p. 7454 et suivantes - **Article 2 bis (texte non modifié par la commission)** *(Prises d'empreintes digitales et de photographies sans le consentement de l'étranger placé en rétention administrative)* : p. 7455 et suivantes - **Article 3 bis (texte non modifié par la commission)** *(Placement en rétention administrative des demandeurs d'asile)* : p. 7457 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7458 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille** - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7495 et suivantes - **Article 1er bis** *(Élection des conseillers métropolitains à l'échelle du conseil municipal de Marseille et du conseil de Paris)* : p. 7503 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 7504 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1346 rectifié quater, n° I-2253 rectifié et n° I-1141** *(Durée d'application de la tarification incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM))* : p. 10859 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12674 et suivantes

JOSEPH (Else)
sénatrice (Ardennes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **Motion d'ordre** : p. 371 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes

- Question orale sans débat sur la réalisation de l'opération « 1 000 cafés » - (18 février 2025) : p. 2971 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes

- Question orale sans débat sur les problèmes d'immatriculation des motos de collection auprès des services de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) - (8 avril 2025) : p. 4742 et suivantes

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Question orale sur les problèmes posés lors de la reprise de tombes abandonnées - (20 mai 2025) : p. 5732

- Question d'actualité au Gouvernement sur la participation de Taïwan à l'organisation mondiale de la santé (OMS) - (11 juin 2025) : p. 6418 et suivantes

- Question orale sans débat sur le refus d'indemnisation intégrale de la commune d'Issancourt-et-Rumel pour les préjudices et frais résultant d'une fouille ordonnée par la police judiciaire - (24 juin 2025) : p. 6966 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de lutte contre les substances per et polyfluoroalkylés (PFAS) - (22 octobre 2025) : p. 7995 et suivantes

- Question orale sans débat relative à l'interrogation sur la mise en place des éoliennes juste après le début de l'année pour éviter l'exigibilité de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) au cours de l'année - (2 décembre 2025) : p. 10730

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-63 rectifié quater, n° I-2366 rectifié bis, n° I-2563 rectifié quater, n° I-357 rectifié ter, n° I-559 rectifié quater, n° I-1665 rectifié bis, n° I-1720 rectifié bis, n° I-1830 rectifié bis, n° I-2405 rectifié bis, n° I-358 rectifié bis, n° I-1076 rectifié quinquies, n° I-1119 rectifié bis, n° I-1491 rectifié quater, n° I-1721 rectifié bis et n° I-1831 rectifié bis** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes

JOURDA (Gisèle)
sénatrice (Aude)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation parlementaire au renseignement ; puis membre le 10 janvier 2025 ; puis vice-présidente le 15 janvier 2025 ; puis membre le 28 janvier 2025 ; nouvelle nomination le 29 janvier 2025 ; puis vice-présidente le 18 décembre 2025.

Membre de la commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre de la commission parlementaire d'évaluation de la politique du Gouvernement d'exportation de matériels de guerre le 8 janvier 2025.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission parlementaire d'évaluation de la politique du Gouvernement d'exportation de matériels de guerre et de matériels assimilés.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Expertise France le 4 juin 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » du 26 mars 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la possibilité de déclassement des biens appartenant au domaine public fluvial du canal du Midi **[n° 312 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Traverser la tempête : l'Égypte dans le Moyen-Orient post-7 octobre **[n° 378 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Société**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à redonner du sens à la carte d'électeur **[n° 599 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense **[n° 141 tome 5 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de résolution [n° 99 (2025-2026)] en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur **[n° 156 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Titus Corlatean, président de la commission des affaires étrangères du Sénat roumain.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Situation politique en Géorgie - Communication.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « L'Égypte : traverser la tempête géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Audition de Mme Kim Younes, présidente-directrice générale de TV5 Monde.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Gérard Mestrallet, envoyé spécial du Président de la République pour le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (Imec).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des positions européennes du Sénat en 2023-2024 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030 - Crédits de la mission « Défense » - Présentation des conclusions.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Action de sécurité pour l'Europe - Communication.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(MI Services publics) :* Les services publics dans les « Cahiers de doléances » - Audition de Mme Marie-Vic Ozouf-Marignier, géographe, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Nathalie Broadhurst, directrice des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. M. Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault aviation.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Romaric Roignan, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Marta Kos, commissaire européenne à l'élargissement, en commun avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Mission d'observation électorale en Moldavie au titre des assemblées parlementaires de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine (à huis clos).

Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif au mécanisme de protection civile de l'Union en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence sanitaire, et abrogeant la décision n°1313/2013/UE (mécanisme de protection civile de l'Union européenne).

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission d'information sur le plateau des Guyanes - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Pacte pour la Méditerranée - Communication.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Programme Environnement et prospective de la politique de défense - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Programme Soutien de la politique de la défense - Examen du rapport pour avis.

Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de résolution européenne en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la

ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen des motions et des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 13 bis** *(Présomption de bonne foi de l'exploitant contrôlé)* : p. 2657 et suivantes

- Question orale sur la nécessité d'une coordination régionale des classes de défense - (20 mai 2025) : p. 5736 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise au Proche-Orient - (11 juin 2025) : p. 6411

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025 - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] - (30 octobre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** *(Faculté des maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) « d'encourager » le développement des déchetteries mobiles)* : p. 8266 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2** *(Faculté pour les collectivités compétentes en matière de gestion des déchets de mettre en place des dispositifs de gratification du tri)* : p. 8267 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12462 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13122 et suivantes - **Question préalable** : p. 13132 et suivantes

---

JOURDA (Muriel)
sénateur (Morbihan)
Les Républicains

NOMINATIONS

Présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; nouvelle nomination le 10 janvier 2025 ; nouvelle nomination le 15 janvier 2025 ; nouvelle nomination le 29 janvier 2025 ; puis présidente le 18 décembre 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (6 mars 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025) ; nouvelle nomination ; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (1er avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (10 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (10 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (6 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (20 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025) ; nouvelle nomination ; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (24 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025) ; nouvelle nomination ; présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (21 octobre 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025) ; nouvelle nomination ; vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 octobre 2025).

Membre ès qualités du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 735 (2023-2024)] visant à sortir la France du piège du narcotrafic **[n° 253 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 245 (2024-2025)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État **[n° 280 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 252 (2024-2025)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 281 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les instruments migratoires internationaux : mettre fin à la cacophonie - 18 recommandations pour une politique migratoire internationale plus cohérente **[n° 304 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 278 (2024-2025)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 329 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 332 (2024-2025)] tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification **[n° 508 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic **[n° 534 (2024-2025)]** (10 avril 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents **[n° 572 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 69 (2025-2026)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 110 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-criminalité organisée - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française - Examen du rapport portant avis sur la recevabilité.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État - Examen du rapport portant avis sur la recevabilité.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le Président du Sénat de M. Philippe Ingall-Montagnier aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du lundi 3 février 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale d'urgence pour Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Évaluation de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Communication.

Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition d'experts psychiatres et psychologues.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Recevabilité de la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Bilan de la mise en œuvre de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (vidéoprotection intelligente et sécurité privée) - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen des amendements de séance.

Propositions de nomination de MM. Philippe Bas et Richard Ferrand comme membres du Conseil constitutionnel - Communication.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le Président de la République de M. Richard Ferrand comme membre du Conseil constitutionnel.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président du Sénat, de M. Philippe Bas pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond (13 à 19, 42 et 43) du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de nomination par le Président de la République de M. Jean Maïa, aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Communication.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean Maïa aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition à l'occasion du 20e anniversaire de la Charte de l'environnement.

(commission des lois) : Audition de M. Vincent Mazauric, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de nomination de M. Vincent Mazauric en qualité de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement - Communication.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Vincent Mazauric aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République national anti-criminalité organisée.

Réunion du lundi 14 avril 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté.

Réunion du lundi 28 avril 2025 *(commission des lois) :* Commission mixte paritaire sur la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée - Examen des amendements au texte de la commission.

Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre d'État, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Dépouillement sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Christian Charpy aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population - Examen des amendements.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de nomination de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Christian Charpy aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur les polices municipales - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de nomination de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides - Communication.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Alain Espinasse aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les orientations du ministère en matière de justice pénale, de justice civile et d'organisation pénitentiaire - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 2 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen des amendements à la proposition de loi.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Bernard Stirn aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Audition de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Dépouillement sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Bernard Stirn aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Mission conjointe de contrôle sur l'aide sociale à l'enfance - Désignation des membres.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen de l'avis.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de nomination de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution - Communication.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Audition de Mme Marie Barsacq, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel du Défenseur des droits pour 2024 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

(commission des affaires sociales) : Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen des amendements aux articles délégués au fond (4, 5 et 7) du texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements au texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen des amendements au texte.

Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

(commission des lois) : Bilan de la mise en place des directions départementales de la police nationale sur la filière investigation - Examen du rapport d'information.

Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation

de Mayotte et du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par le Sénat, portant création d'un statut de l'élu local - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, des amendements à la proposition de loi.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(commission des lois) : Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Désignation d'un membre du bureau de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Examen des amendements.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Désignation d'un membre du bureau de la commission.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2005 et sa mise en œuvre - Examen d'une motion au texte de la commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges de la grande distribution - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2026 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen des amendements au texte de la commission des finances.

Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges de la grande distribution - Examen du rapport sur la recevabilité.

Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre

du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

(commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Transformation et fonction publique » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Cour des comptes et autres juridictions financières » et « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Communication.

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Présentation du programme de contrôle.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêches - Saisine pour avis.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution européenne n° 149 (2025-2026), sur la proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 179** *(Demande de rapport évaluant les moyens alloués à la justice en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée au regard des missions et objectifs qui lui sont assignés)* : p. 1600 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 250 et n° 212 rectifié** *(Accès des douanes aux données des opérateurs de logistique et de transport)* : p. 1641 et suivantes - **Article 4** *(Procédure d'injonction pour ressources inexpliquées et systématisation des enquêtes patrimoniales)* : p. 1643 et suivantes - **Article 7** *(Dispositions relatives aux cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants)* : p. 1653 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 241** *(Prolongation de l'expérimentation des interceptions satellitaires)* : p. 1658 et suivantes - **Article 9** *(Extension de la définition de l'infraction de participation à une association de malfaiteurs et renforcement de sa répression)* : p. 1664 et suivantes - **Article 10** *(Délit de publication d'offres de recrutement liées au trafic de stupéfiants sur des plateformes en ligne accessibles aux mineurs)* : p. 1668 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 -**

Amendement n° 46 rectifié septies *(Peine complémentaire de suspension du permis de conduire et de confiscation du véhicule des narcotrafiquants)* : p. 1670 et suivantes - **Article 11** *(Lutte contre le narcotrafic dans les outre-mer)* : p. 1671 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 150** *(Engagements de l'État vis-à-vis des territoires d'outre-mer)* : p. 1675 - **Article 13** *(Spécialisation de la chaîne pénale en matière de lutte contre le narcotrafic)* : p. 1678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 65 rectifié bis** *(Renforcement de la protection des témoins menacés)* : p. 1690 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 111 rectifié quinquies** *(Protection des interprètes)* : p. 1692 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 201** *(Activation à distance des appareils fixes)* : p. 1695

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2025) - **Article 16** *(Régime du déploiement des techniques spéciales d'enquête)* : p. 1716 et suivantes - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** *(Demande de réserve de l'article 16)* : p. 1718 p. 1725 - **Article 20** *(Régime des nullités)* : p. 1725 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 98** *(Précision selon laquelle le blanchiment est toujours occulte)* : p. 1731 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 37 rectifié ter** *(Extension de la CRPC (plaider coupable) en matière de stupéfiants)* : p. 1731 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 50 rectifié** *(Extension du délai de conservation des données relatives aux infractions de la criminalité organisée dans les logiciels de rapprochement judiciaire)* : p. 1732 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 177** *(Rapport annuel au Parlement sur les moyens financiers et humains alloués à l'administration pénitentiaire dans le cadre de la lutte contre les trafics de drogues en milieu carcéral)* : p. 1736 - **Article 23** *(Dispositions relatives à l'incarcération des narcotrafiquants)* : p. 1746 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 63 rectifié quater** *(Caméras embarquées)* : p. 1755 et suivantes - **Article 24** *(Création d'une interdiction administrative de paraître sur les lieux de trafic de stupéfiants)* : p. 1758 et suivantes - **Article 16 (précédemment réservé)** : p. 1763 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 97** *(Emploi d'IMSI (International Mobile Subscriber Identity) catcher dans les lieux privés)* : p. 1770 - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé) - Amendements n° 25 rectifié quater, n° 78 rectifié bis et n° 257** *(Renforcement des pouvoirs spéciaux d'enquête pour les agents des douanes afin de s'adapter aux nouveaux moyens de télécommunication des narcotrafiquants/Co-saisine de l'Office national anti-fraude (Onaf))* : p. 1771 et suivantes

- **Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- **Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)]** - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1854 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1942 et suivantes

- **Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes** - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)]** - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Mulhouse et la sécurité des Français** - (5 mars 2025) : p. 3264 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement »** - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 80** *(Obligation de réunion biannuelle du bureau des commissions)* : p. 4775 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 82** *(Possibilité pour les groupes d'opposition ou minoritaires de formuler des propositions d'auditions auprès des rapporteurs)* : p. 4775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 79** *(Diffusion auprès des groupes des comptes rendus des auditions des rapporteurs)* : p. 4776 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 3** *(Formalisation dans le règlement du vote portant sur l'adoption des rapports et sur l'autorisation de leur publication)* : p. 4776 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 81** *(Contribution écrite des groupes aux travaux des commissions d'enquêtes et missions d'information)* : p. 4777 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 74** *(Suppléance en commission)* : p. 4777 - **Article 5** *(Simplification des nominations en commission mixte paritaire)* : p. 4777 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 34 et n° 36** *(Garantie d'au moins un représentant par groupe au sein des commissions mixtes paritaires (CMP) et institution d'un poste d'observateur au sein des CMP pour les groupes ne disposant pas d'un poste de suppléant)* : p. 4778 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 5** *(Principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les présidents de commissions)* : p. 4779 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes - **Article 6** *(Suppression de la mention au Journal officiel des membres excusés lors des séances de commission)* : p. 4780 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 38** *(Autorisation pour les sénateurs élus outre-mer de participer en visioconférence aux réunions de commission)* : p. 4781 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 et n° 76** *(Représentation équilibrée des groupes dont sont issus les rapporteurs)* : p. 4781 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 6 - Amendements n° 56, n° 8 et n° 75 *(Application d'un principe de proportionnalité aux désignations de rapporteurs)* : p. 4782 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 87 rectifié, n° 73 et n° 29 rectifié** *(Autorisation pour les collaborateurs de groupes d'assister aux réunions des commissions permanentes y compris en l'absence de sénateurs du groupe présents)* : p. 4783 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 30 rectifié, n° 27 et n° 31** *(Imposition d'un délai de deux semaines entre l'examen d'un texte en commission et en séance sauf lorsque le Gouvernement a engagé la procédure accélérée)* : p. 4785 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 55, n° 10 et n° 65 rectifié** *(Mise en distribution des amendements déclarés irrecevables)* : p. 4786 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 89** *(Obligation de publication du rapport le jour de son adoption en commission)* : p. 4787 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 85 rectifié** *(Assouplissement de l'application de l'article 45 de la Constitution)* : p. 4788 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 88 rectifié** *(Motivation des décisions relatives à l'application de l'article 45)* : p. 4788 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 63 rectifié** *(Modalités d'exercice du contrôle de la recevabilité financière)* : p. 4789 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 64 rectifié** *(Motivation par courrier de la décision d'irrecevabilité au titre de l'article 41 de la Constitution et faculté de recours)* : p. 4790 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 66 rectifié** *(Intégration aux discussions communes des amendements de rédaction globale)* : p. 4790 - **Article 8** *(Précisions relatives au dépôt des projets ou propositions de loi et de résolution et au déroulement de la navette parlementaire)* : p. 4790 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n ° 26** *(Publication d'un compte rendu des réunions de la Conférence des Présidents)* : p. 4791 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n ° 11** *(Augmentation de la durée des « niches »)* : p. 4791 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n ° 32** *(Interdiction de toute atteinte à la laïcité en séance publique)* : p. 4792 - **Article 12** *(Cas dans lesquels un sénateur intervient à la tribune)* : p. 4793 - **Article 14** *(Évolution des modalités d'approbation du procès-verbal)* : p. 4793 et suivantes - **Article 16** *(Évolution des modalités d'intervention en séance publique de représentants du Conseil économique, social et environnemental (Cese))* : p. 4794 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 60** *(Allongement de la durée de la discussion générale)* : p. 4795 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 35** *(Délai d'une semaine au moins entre la réunion d'une commission mixte paritaire et la lecture de ses conclusions)* : p. 4795 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 14** *(Rétablissement de la possibilité pour un orateur contre de s'exprimer lors de l'examen des amendements dans le cadre de la procédure du « vote bloqué »)* : p. 4796 - **Article 17** *(Rationalisation des règles de recevabilité des motions de procédure)* : p. 4796 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 39** *(Dérogations aux règles de présence en commission pour les sénateurs chargés par le Gouvernement d'une mission temporaire)* : p. 4797 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 62** *(Allongement de la discussion générale lors des lectures de conclusions de commissions mixtes paritaires)* : p. 4798 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 37 rectifié** *(Rationalisation du temps de parole dans la discussion générale lors de l'examen en séance de textes de ratification ou d'approbation d'une convention internationale)* : p. 4802 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 40 rectifié** *(Rationalisation du temps de parole dans le cadre de la procédure de législation en commission (LEC))* : p. 4803 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 18 rectifié ter** *(Rétablissement des explications de vote lors de l'examen en procédure simplifiée des projets de loi tendant à autoriser la ratification ou l'approbation d'une convention internationale)* : p. 4803 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 54 et n° 84** *(Limitation à une seule délégation de vote dans le cadre des scrutins publics)* : p. 4803 et suivantes - **Article 19** *(Travaux du Sénat relatifs aux affaires européennes)* : p. 4806 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 24** *(Précision dans le Règlement du cadre d'adoption des pétitions)* : p. 4813 et suivantes - **Article 20** *(Renforcement des obligations déontologiques applicables aux sénateurs)* : p. 4814 et suivantes - **Article 21** *(Renforcement du caractère collégial de la procédure de censure)* : p. 4815 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1 rectifié, n° 78 et n° 86** *(Revalorisation du crédit affecté à la revalorisation des collaborateurs)* : p. 4815 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic** - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) : p. 4961 et suivantes - **Article 3** *(Renforcement de la lutte contre le blanchiment)* : p. 5005 et suivantes - **Article 19** *(Encadrement du recours aux informateurs)* : p. 5007 - **Article 22** *(Diverses dispositions renforçant la lutte contre la corruption)* : p. 5007 - **Article 26** *(Coordinations outre-mer et entrées en vigueur)* : p. 5008 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes

- **Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 598 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Article unique** *(Expérimentation de « groupes de vacataires opérationnels de sécurité civile »)* : p. 5553 et suivantes

- **Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale** - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5669 et suivantes - **Article 4 bis** *(Procédure applicable aux mineurs ayant commis des infractions à caractère terroriste ou en bande organisée)* : p. 5674

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le durcissement des sanctions pénales** - (4 juin 2025) : p. 6183 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé** - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes

- **Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours**

au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports [n° 722 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6786 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** *(Demande de priorité)* : p. 6986 - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille** - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Article 4** *(Garantir la prise en charge des suites d'états pathologiques en cas de succession de contrats)* : p. 7198 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive** - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille** - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Article 6** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7507 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Demandes de réserve et de priorité** : p. 7901

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 18** *(Clarification du régime de la prise illégale d'intérêt)* : p. 8002 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles** - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11842 et suivantes

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

- **Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes - **Article 3** *(Abaissement, de deux tiers à plus de la moitié des droits indivis, du seuil de majorité nécessaire pour aliéner un bien indivis après autorisation judiciaire)* : p. 13288 et suivantes

---

JOUVE (Mireille)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice en France des médecins formés au Royaume-Uni **[n° 705 (2024-2025)]** (5 juin 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter l'emploi des étrangers dans les secteurs d'activités en tension **[n° 865 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde - TV5 Monde - Programme de transformation **[n° 141 tome 10 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Prospective du partenariat stratégique France-Inde - Audition de Mmes Sylvia Malinbaum, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IFRI et Melissa Levaillant, directrice générale de SELDON Conseil et chercheure au Conseil européen pour les relations internationales.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Kim Younes, présidente-directrice générale de TV5 Monde.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Stéphane Audoin-Rouzeau, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, spécialiste du phénomène guerrier à l'époque contemporaine.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programme 844 - France Médias Monde - Programme 847 - TV5 Monde - Programme 848 - Programme de transformation - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-197 rectifié et n° II-645 rectifié** : p. 233 et suivantes

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) : p. 252 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Question orale sans débat sur les effectifs du tribunal judiciaire de Tarascon - (11 février 2025) : p. 2599 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences du dérèglement climatique sur le littoral côtier - (19 février 2025) : p. 3045 et suivantes

- Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- Question orale sans débat sur la révision des critères d'éligibilité à la dotation de soutien aux communes pour les aménités rurales - (8 avril 2025) : p. 4730 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 13 rectifié ter** *(Suppression de la majoration de ticket modérateur pour les patients n'ayant pas pu désigner de médecin traitant)* : p. 5457 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter le remplacement d'un médecin concourant à l'accès aux soins en zone sous-dense)* : p. 5460

- Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 620 (2024-2025)] - (21 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5907 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes

- Question orale sur la gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux - (10 juin 2025) : p. 6272 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)] - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8273 et suivantes - **Article 1er** *(Nationalisation des sites industriels stratégiques d'ArcelorMittal situés en France)* : p. 8279 et suivantes

- Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales » - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? » - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les polluants éternels à l'étang de Berre - (26 novembre 2025) : p. 9735 et suivantes

- Question orale sans débat sur le manque de moyens de la banque alimentaire - (2 décembre 2025) : p. 10720 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

JOYANDET (Alain)
sénateur (Haute-Saône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Projet de loi autorisant l'approbation de la résolution n° 259 portant modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de permettre l'élargissement de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Dimitri Minic, chercheur à l'IFRI, sur la vision stratégique de la Russie.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Pacte pour la Méditerranée - Communication.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)]** - (14 janvier 2025) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié bis** *(Suppression du plafond d'utilisation des titres auprès des restaurateurs)* : p. 34 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement** - (29 janvier 2025) : p. 1714 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1572, n° 452 rectifié et n° 914 rectifié** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques)* : p. 9062 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

KANNER (Patrick)
sénateur (Nord)
SER

Président du groupe Socialiste, écologiste et républicain.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 10 octobre 2025.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport jusqu'au 9 octobre 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 876 (2024-2025)]** (13 août 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 27 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) - **Article additionnel après l'état B - Amendements n° II-1220 et II-1298 rectifié ter** *(Reconstruction de bâtiments scolaires en Nouvelle-Calédonie)* : p. 110 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **Rappel au règlement** : p. 737 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2025 - (22 janvier 2025) : p. 1183 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les propos du Premier ministre relatifs à l'immigration - (29 janvier 2025) : p. 1707 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 3009 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3306

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I) - (19 mars 2025) : p. 4045 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Rappels au règlement** : p. 4859

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (I) - (30 avril 2025) : p. 5139 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (II) - (30 avril 2025) : p. 5141 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Article 4** *(Activation systématique du dispositif de caméras piétons lors des contrôles d'identité)* : p. 5623 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la « taxe Zucman » - (11 juin 2025) : p. 6410 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique environnementale - (11 juin 2025) : p. 6413 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6511 et suivantes p. 6511 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Rappel au règlement** : p. 6525 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6526 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I)** - (25 juin 2025) : p. 7081 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2025) : p. 7789

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suspension de la réforme des retraites** - (22 octobre 2025) : p. 7983 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures contenues dans le budget pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7987 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 106** *(Rapport sur les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR), leurs moyens et leur personnalité morale)* : p. 8114

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice fiscale** - (29 octobre 2025) : p. 8196 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation »** - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 8538 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 903, n° 902 et n° 953** *(Imposition de divers compléments de salaire)* : p. 8896 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2674** *(Application des plafonds de ressources du prêt social de location-accession pour les opérations d'accession sociale dans les quartiers de la politique de la ville)* : p. 10770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-757 rectifié bis** *(Création d'une contribution aux infrastructures communales)* : p. 10817 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **Rappel au règlement** : p. 11420 et suivantes p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 12383

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (16 décembre 2025) : p. 13122

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (V) - (17 décembre 2025) : p. 13185 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Rappel au règlement** : p. 13311

KAROUTCHI (Roger)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil scientifique sur les processus de radicalisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde - TV5 Monde - Programme de transformation **[n° 141 tome 10 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Situation en Syrie - Audition de M. Fabrice Balanche, chercheur, maître de conférences à l'université Lyon 2.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Clément Aglietta, co-fondateur et président de la société Edda, sur les enjeux de l'intelligence artificielle.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Adlene Mohammedi, chercheur et enseignant en géopolitique, spécialiste du monde arabe, sur les relations entre la France et l'Algérie.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « L'Égypte : traverser la tempête géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Audition de M. Jacques Maire, président de la Compagnie française des expositions (COFREX) et Commissaire général pour la France de l'Exposition universelle Osaka 2025 au Japon.

Audition de Mme Kim Younes, présidente-directrice générale de TV5 Monde.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. M. Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 28 mai 1996 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Romaric Roignan, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. Mme Hala Abou Hassira, cheffe de la mission de Palestine en France.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes, senior research fellow au Soufan Center à New York.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Macédoine du Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programme 844 - France Médias Monde - Programme 847 - TV5 Monde - Programme 848 - Programme de transformation - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 386 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)]** - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à un humoriste islamiste sur une chaîne télévisée publique** - (5 février 2025) : p. 2064 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise démocratique et institutionnelle en France** - (19 février 2025) : p. 3046 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** *(Saisine automatique du procureur en cas d'absence de régularité de séjour aux fins de vérifier la sincérité de l'intention matrimoniale)* : p. 3121 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3127 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes

- **Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes** - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation internationale** - (5 mars 2025) : p. 3263 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)]** - (10 mars 2025) - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3976 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise** - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- **Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense** - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat d'Aboubakar Cissé et la réaction des pouvoirs publics** - (30 avril 2025) : p. 5134 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce par Israël de nouvelles opérations militaires** - (7 mai 2025) : p. 5311 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'Islam politique par l'Union européenne** - (7 mai 2025) : p. 5313

- **Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5334 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5339 et suivantes - **Question préalable** : p. 5342 et suivantes - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5369 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences contre les sapeurs-pompiers** - (14 mai 2025) : p. 5506 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza (II)** - (21 mai 2025) : p. 5894

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Hichem Miraoui (II) - (4 juin 2025) : p. 6186 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions pour la reconnaissance d'un État palestinien - (11 juin 2025) : p. 6407 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Israël et à Gaza - (11 juin 2025) : p. 6411 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la nécessité pour la France de promouvoir le droit international et de refuser la loi du plus fort - (18 juin 2025) : p. 6714 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression du bouclier de sécurité régional - (2 juillet 2025) : p. 7161 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7170 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'orientation budgétaire du Gouvernement - (9 juillet 2025) : p. 7430

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Motion d'exception d'irrecevabilité** : p. 7592 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes p. 7595 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes p. 7606 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes p. 7634 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes - **Article 2** *(Détention par l'État de la totalité du capital de la société France Médias)* : p. 7708 et suivantes - **Article 3** *(Gouvernance de la société France Médias et de ses filiales)* : p. 7709 et suivantes - **Article 5** *(Conventions stratégiques pluriannuelles et répartition des moyens)* : p. 7713 et suivantes - **Article 8** *(Création de la société France Médias et mise en place de sa gouvernance)* : p. 7720 et suivantes

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'application des dispositions de l'article 5 de la loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - (29 octobre 2025) : p. 8191 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'antisémitisme à l'université - (29 octobre 2025) : p. 8198

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8507 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de maintien de l'ordre public - (12 novembre 2025) : p. 8521

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1658** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les superprofits)* : p. 9125 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9944 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1317, n° I-654, n° I-481 rectifié ter, n° I-480 rectifié ter, n° I-242 rectifié, n° I-918, n° I-2649 rectifié, n° I-1358, n° I-1320, n° I-653, n° I-1322, n° I-245 rectifié, n° I-1805, n° I-1325, n° I-247 rectifié, n° I-1002, n° I-1290 et n° I-1291** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2684, n° I-2328, n° I-721 rectifié bis, n° I-1165 rectifié bis, n° I-1832 rectifié ter, n° I-2189 rectifié, n° I-920, n° I-338 rectifié bis, n° 2030 rectifié, n° I-336 rectifié bis, n° I-2029, n° I-2190 et n° I-2544 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10801 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

KERN (Claude)
sénateur (Bas-Rhin)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi [n° 630 (2024-2025)] relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 **[n° 720 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Diplomatie culturelle et d'influence **[n° 144 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Claudia Scherer-Effosse, directrice générale de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Situation politique en Géorgie - Communication.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Déplacement d'une délégation de la commission des affaires européennes en Estonie les 24 et 25 mars 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Plan européen pour vaincre le cancer - Examen du rapport d'information et de la proposition d'avis politique.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Agence française de lutte contre le dopage - Audition de Mme Béatrice Bourgeois, présidente, et M. Jérémy Roubin, secrétaire général.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Audition de Mme Marie Barsacq, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

(commission des affaires européennes) : Audition de M. Vincent Guérend, directeur de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la jeunesse et à la vie associative - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque - (5 mars 2025) : p. 3266 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (13 mars 2025) - **Article 3** *(Dates de modification des documents de planification et d'urbanisme pour y intégrer les objectifs de réduction de l'artificialisation)* : p. 3826 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement

des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)] - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations** - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6244 et suivants

- **Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article 2** *(Possibilité de mettre un terme à la subdélégation octroyée à une ligue professionnelle)* : p. 6324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 98 rectifié bis** *(Correction de certaines asymétries existant entre les différents acteurs de la diffusion des compétitions et manifestations sportives - Soumission aux mêmes règles et obligations)* : p. 6339 et suivantes - **Article 6** *(Création d'une société commerciale associant la fédération et les clubs)* : p. 6340 et suivantes - **Article 7** *(Fixation d'un écart maximal de distribution des revenus entre sociétés sportives)* : p. 6343 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Dispositions transitoires)* : p. 6356 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9** *(Prise en compte d'engagements sociétaux et environnementaux pour l'attribution de financements publics)* : p. 7005 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7** *(Mise en œuvre d'initiatives contribuant à la promotion de la paix)* : p. 7005 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 36 rectifié ter** *(Autorisation de l'affichage des emblèmes olympiques à proximité des sites ayant accueilli les jeux Olympiques et Paralympiques (JOP))* : p. 7013 - **Après l'article 4** : p. 7016 et suivantes - **Article 6** *(Élaboration d'une charte du volontariat olympique et paralympique)* : p. 7021 et suivantes - **Article 7** *(Participation des parlementaires au sein du comité d'éthique et du comité des rémunérations du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des Alpes françaises 2030)* : p. 7022 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Ratifications d'ordonnances prises pour transposer des modifications du code mondial antidopage)* : p. 7024 et suivantes - **Article 11** *(Clarification et précision des procédures antidopage)* : p. 7025 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 86** *(Demande de rapport sur les contaminations accidentelles)* : p. 7027 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° 4 rectifié quater** *(Autorisation d'affichage sur des immeubles bénéficiant du label « architecture contemporaine remarquable »)* : p. 7053 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (27 novembre 2025) - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 42** *(Affectation d'une fraction des recettes de l'accise sur les carburants au financement des charges de service public de l'énergie, pour leur part liée à la cogénération et au biométhane)* : p. 11138 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12161 et suivantes

- **Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes - **Article 4 (texte supprimé par la commission)** *(Expérimentation d'une procédure d'accélération du partage judiciaire)* : p. 13292 et suivantes

---

KERROUCHE (Éric)
sénateur (Landes)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 451 (2021-2022)] visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 398 (2024-2025)]** (5 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 854 (2024-2025)] portant création d'un statut de l'élu local **[n° 33 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Pouvoirs publics **[n° 145 tome 10 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter la création et le fonctionnement des communes nouvelles **[n° 251 (2025-2026)]** (26 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Sébastien Martin, président d'Intercommunalités de France, premier vice-président du conseil départemental de Saône-et-Loire et président du Grand Chalon.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Présentation par M. Stéphane Delautrette, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, de son rapport d'information sur le financement de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) adopté le 13 mai 2025.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 39** *(Habiliter à prendre des ordonnances pour étendre, avec adaptations, les dispositions de la proposition de loi en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française)* : p. 3588 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 20 rectifié ter** *(Assouplissement de la règle de parité pour l'élection des adjoints au maire dans les communes de moins de 1 500 habitants)* : p. 3592 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes - **Article 3** *(Extension aux communes entre 500 et 999 habitants des dérogations au principe de complétude du conseil municipal)* : p. 3596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 19 rectifié et n° 23 rectifié** *(Pérennisation d'un effectif du conseil des communes nouvelles supérieur à l'effectif légal de droit commun afin d'assurer la représentation des communes déléguées)* : p. 3598 et suivantes - **Article 4** *(Répartition des fonctions de vice-président des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) par sexe en proportion de la répartition par sexe de l'organe délibérant)* : p. 3603 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 3** *(Formalisation dans le règlement du vote portant sur l'adoption des rapports et sur l'autorisation de leur publication)* : p. 4776 et suivantes - **Article 5** *(Simplification des nominations en commission mixte paritaire)* : p. 4777 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 5** *(Principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les présidents de commissions)* : p. 4779 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes - **Article 6** *(Suppression de la mention au Journal officiel des membres excusés lors des séances de commission)* : p. 4780 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 et n° 76** *(Représentation équilibrée des groupes dont sont issus les rapporteurs)* : p. 4781 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 56, n° 8 et n° 75** *(Application d'un principe de proportionnalité aux désignations de rapporteurs)* : p. 4782 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 30 rectifié, n° 27 et n° 31** *(Imposition d'un délai de deux semaines entre*

l'examen d'un texte en commission et en séance sauf lorsque le Gouvernement a engagé la procédure accélérée) : p. 4785 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 55, n° 10 et n° 65 rectifié** *(Mise en distribution des amendements déclarés irrecevables)* : p. 4786 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n ° 26** *(Publication d'un compte rendu des réunions de la Conférence des Présidents)* : p. 4791 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n ° 11** *(Augmentation de la durée des « niches »)* : p. 4791 et suivantes - **Article 16** *(Évolution des modalités d'intervention en séance publique de représentants du Conseil économique, social et environnemental (Cese))* : p. 4794 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 14** *(Rétablissement de la possibilité pour un orateur contre de s'exprimer lors de l'examen des amendements dans le cadre de la procédure du « vote bloqué »)* : p. 4796 - **Article 17** *(Rationalisation des règles de recevabilité des motions de procédure)* : p. 4796 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 24** *(Précision dans le Règlement du cadre d'adoption des pétitions)* : p. 4813 et suivantes - **Article 21** *(Renforcement du caractère collégial de la procédure de censure)* : p. 4815 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1 rectifié, n° 78 et n° 86** *(Revalorisation du crédit affecté à la revalorisation des collaborateurs)* : p. 4815 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4817

- **Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Hichem Miraoui (II)** - (4 juin 2025) : p. 6186 et suivantes

- **Question orale relative à la coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement des projets et initiatives des coopératives d'utilisation en commun de matériel agricole** - (10 juin 2025) : p. 6278 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 13, n° 12 et n° 14** *(Dérogation à l'obligation de créer un conseil de développement dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants/à l'obligation d'organiser la caisse des écoles sous forme d'établissement public/à l'obligation de créer un conseil citoyen)* : p. 6385 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes - **Article 4** *(Garantir la prise en charge des suites d'états pathologiques en cas de succession de contrats)* : p. 7198 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille** - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes p. 7606 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de se prévaloir de son origine ou de sa religion pour se soustraire aux lois de la République et aux autres règles applicables)* : p. 7849 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes - **Article 2** *(Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs locaux, revalorisation indemnitaire pour les adjoints au maire et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7905 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 72** *(Possibilité d'indemniser les conseillers municipaux titulaires d'une délégation, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7913 - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes - **Article 8** *(Extension de la durée maximale du congé électif)* : p. 7930 et suivantes - **Article 8 bis** *(Abattement fiscal pour les élus qui recourent à une convention de location-gérance afin de se consacrer à leur mandat)* : p. 7931 et suivantes - **Article 9** *(Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu)* : p. 7932 et suivantes - **Article 9 bis** *(Assimilation des temps d'absence de l'élu au titre de son mandat à une durée de travail effective pour la détermination des droits aux prestations sociales)* : p. 7934 et suivantes - **Article 27 (priorité)** *(Sécurisation de la situation de l'élu local privé d'activité professionnelle à l'issue de son mandat)* : p. 7946 et suivantes - **Article 9 bis (suite)** *(Assimilation des temps d'absence de l'élu au titre de son mandat à une durée de travail effective pour la détermination des droits aux prestations sociales)* : p. 7949 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 7 rectifié bis** *(Créer un renvoi au sein du code du travail vers les dispositions du code général des collectivités territoriales traitant des garanties des salariés élus locaux)* : p. 7950 et suivantes - **Article 11** *(Prise en compte du mandat électif local lors de l'entretien professionnel de l'élu avec son employeur)* : p. 7955 et suivantes - **Article 11 bis** *(Prise en compte de la qualité d'élu exerçant des fonctions exécutives locales pour les affectations et les demandes de mutation au sein de la fonction publique d'État)* : p. 7958 et suivantes - **Article 12** *(Création d'un statut de l'élu étudiant)* : p. 7959 et suivantes - **Article 13** *(Facilitation des conditions d'exercice du mandat des élus en situation de handicap)* : p. 7962 et suivantes - **Article 13 bis** *(Engagement de la Nation à garantir la participation à la vie politique des personnes en situation de handicap)* : p. 7963 et suivantes - **Article 13 ter** *(Désignation d'un référent à l'inclusion des élus locaux en situation de handicap dans chaque préfecture)* : p. 7964 et suivantes - **Article 14** *(Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local)* : p. 7965 et suivantes - **Article 15** *(Report des crédits de formation en cas de création d'une commune nouvelle et allongement de la durée du congé de formation des élus)* : p. 7967 et suivantes - **Article 15 bis** *(Session d'information sur les fonctions d'élu local)* : p. 7968 et suivantes - **Article 16** *(Élargissement de la prise en charge par la commune des frais de garde et extension de la compensation par l'État du remboursement)* : p. 7973 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le renforcement du contrôle public face aux fraudes aux aides à la rénovation énergétique dans les Landes** - (2 décembre 2025) : p. 10747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° I-616 rectifié, n° I-2083 rectifié bis et n° I-1968 rectifié** *(Augmentation du taux de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance)* : p. 11048 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12312 et suivantes p. 12317 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes

KHALIFÉ (Khalifé)
sénateur (Moselle)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés du 18 février 2025 au 14 mai 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national du cancer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre titulaire du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé le 14 mars 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique **[n° 262 (2024-2025)]** (23 janvier 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 352 (2024-2025)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes **[n° 392 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 189 (2023-2024)] visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation **[n° 712 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 868 (2024-2025)] relative aux formations en santé **[n° 35 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Avis « La protection de l'enfance est en danger » du Conseil économique, social et environnemental - Audition de Mmes Josiane Bigot et Élisabeth Tomé-Gertheinrichs.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Yves Séguy, ancien préfet des Vosges.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Jérôme Salomon, ancien directeur général de la santé.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Philippe Fehrenbach, ancien directeur du site Nestlé Waters Gard.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Mathilde Bouchardon, ancienne conseillère du ministre délégué à l'industrie (M. Roland Lescure).

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Adrienne Brotons, ancienne directrice de cabinet du ministre de l'industrie.

Audition de Mme Muriel Lienau, responsable de la zone Emena (Europe, Middle East and North Africa) de Nestlé Waters de 2020 à 2023, présidente de Nestlé France de 2023 à 2025, actuelle présidente-directrice générale de Nestlé Waters.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Audition de Mmes Sylvaine Mazière Tauran, présidente, et Samira Ahayan, secrétaire générale, du Conseil national de l'ordre des infirmiers.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Examen du rapport.

(commission des affaires sociales) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

(commission des affaires sociales) : Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de Mmes Claudine Esper, présidente du comité de déontologie et vice-présidente du comité d'éthique, et Élisabeth Elefant, secrétaire du comité d'éthique, de l'Académie nationale de médecine.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition des docteurs Ségolène Perruchio, présidente, et Claire Fourcade, vice-présidente, de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et de M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Seconde délibération sur un amendement à l'article 21.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2521 et suivantes p. 2526 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 154 rectifié, n° 218 rectifié ter, n° 490 rectifié quater et n° 599 rectifié** *(Inclusion des activités des entreprises de travaux et de services agricoles, ruraux et forestiers (Etarf) dans les activités réputées agricoles)* : p. 2629 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendements n° 155 rectifié, n° 226 rectifié bis, n° 492 rectifié quater et n° 517** *(Possibilité de constituer des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) sans agriculteurs, mais avec des entreprises de travaux agricoles)* : p. 2633 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique** - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2823 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)]** - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes - **Article 9 (texte non modifié par la commission)** *(Simplification des obligations applicables aux entreprises assujetties aux obligations de rapportage d'émissions de gaz à effet de serre nationales et européennes)* : p. 3474 - **Article 22** *(Renforcement des sanctions et des exigences en matière d'intégrité et de transparence des marchés de gros)* : p. 3501 et suivantes - **Article 26 (suite)** *(Diverses dispositions relatives aux énergies renouvelables)* : p. 3510 et suivantes - **Article 40** *(Reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie)* : p. 3543 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes - **Article 1er** *(Facilitation de l'éligibilité des centrales à charbon faisant l'objet d'une conversion au mécanisme de capacité)* : p. 4237 et suivantes - **Article 2** *(Remplacement de l'autorisation d'exploiter par la désignation comme lauréates du mécanisme de capacité pour les centrales de production d'électricité à partir du charbon faisant l'objet d'une conversion)* : p. 4240 et suivantes - **Article 3 (nouveau)** *(Introduction d'une date d'entrée en vigueur pour la proposition de loi)* : p. 4242 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 17 rectifié, n° 24 et n° 58** *(Reconnaissance d'exercices infirmiers spécialisés nécessitant un diplôme universitaire de niveau master)* : p. 5211 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social** - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article 4** *(Territorialisation des procédures de répartition des postes d'internat et d'affectation des internes)* : p. 7874 - **Article 5** *(Statuts applicables aux maîtres de stage universitaires en médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie)* : p. 7874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 11 et n° 23** *(Inclusion d'un enseignement à la déontologie médicale dans la formation du troisième cycle de médecine)* : p. 7875 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter la mise en œuvre de la réforme du troisième cycle de médecine générale)* : p. 7876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 18 et n° 19** *(Accès pour les médecins titulaires d'un diplôme d'études spécialisées à une autre spécialité médicale par le biais d'une validation partielle des acquis de formation et d'expérience - Opportunité et demande de rapport au Parlement)* : p. 7877 et suivantes - **Intitulé du chapitre** : p. 7878 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendements n° 25** *(Amendement de coordination légistique concernant les collectivités d'outre-mer)* : p. 7878 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article 11** *(Instaurer un mécanisme d'acompte des remises relatives aux produits de santé)* : p. 9040 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article 11 septies (nouveau)** *(Contribution spécifique sur les entreprises qui importent, produisent ou commercialisent de l'hexane)* : p. 9114 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article 12 septies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le Gouvernement de minorer la compensation à l'Unédic des allégements généraux de cotisations patronales)* : p. 9196 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1436** *(Restriction du champ du fonds d'intervention régional)* : p. 9289 - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 451 rectifié bis et n° 1479 rectifié bis** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers payant pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 9307 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 861 rectifié bis et n° 1480 rectifié** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés condamnés pour une fraude à l'assurance maladie)* : p. 9308 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 876** *(Mise en place d'une convention spécifique pour les infirmiers en pratique avancée)* : p. 9352 - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendement n° 548** *(Demande de rapport sur la reconnaissance des perfusionnistes comme spécialité infirmière)* : p. 9359 et suivantes - **Article 21 septies (nouveau)** *(Soumission de la pratique de la médecine esthétique à un régime d'autorisation préalable de l'agence régionale de santé)* : p. 9360 et suivantes - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes p. 9376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 264 rectifié bis** *(Précision du contenu des accords triennaux conclus entre l'assurance maladie et les syndicats représentatifs des laboratoires privés d'analyses médicales)* : p. 9384 et suivantes - **Article 25 bis (nouveau)** *(Insertion de l'ophtalmologie et des soins dentaires dans les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9388 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 27 bis (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9417 et suivantes - **Article 27 ter (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9418 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 284 rectifié bis, n° 1021 rectifié bis et n° 1478 rectifié bis** *(Possibilité de prescrire du télétravail pour les médecins)* : p. 9431 et suivantes - **Article 30** *(Contribuer au financement de systèmes d'aide à la décision médicale)* : p. 9438 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (24 novembre 2025) : p. 9449

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (24 novembre 2025) - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 1442** *(Demande de rapport sur les revalorisations « Ségur »)* : p. 9518

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1652, n° I-1382 rectifié, n° I-216 rectifié, n° I-1240, n° I-1411 rectifié et n° I-2125** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid)* : p. 10757 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-487 rectifié quinquies, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1865 rectifié bis et n° I-2464 rectifié bis** *(Possibilité pour une entreprise de déduire la TVA afférente à la construction, l'acquisition ou l'entretien des logements fournis, à titre gratuit, à son personnel saisonnier)* : p. 10775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-472 rectifié quater et n° I-2427 rectifié** *(Clarifications sur l'application du taux réduit de TVA de 10 % aux logements locatifs intermédiaires)* : p. 10782 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes

---

KLINGER (Christian)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis vice-président le 10 décembre 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales **[n° 743 tome 2 annexe 3 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales **[n° 139 tome 3 annexe 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Julien Rencki, préalable à son renouvellement en tant que directeur général du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO).

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

Réunion du vendredi 12 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 507 et suivantes

- Question orale sans débat sur le thème : « Interdiction du flumioxazine en France, l'agriculture française de nouveau pénalisée » - (11 février 2025) : p. 2576

- Question orale sans débat sur les conséquences de la réglementation européenne relative au contrôle des salmonelles sur la filière avicole française - (25 mars 2025) : p. 4211

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 5** *(Application de contrôles par photos ou par vidéos à certaines opérations relatives aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4560 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes

- Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation » - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 77 - Amendements n° II-645 rectifié bis et n° II-1949** *(Dotation à la communauté de communes Alsace Rhin-Brisach)* : p. 12449

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12726 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) - **État D** : p. 12815 et suivantes

KULIMOETOKE (Mikaele)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (25 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement scolaire à Wallis-et-Futuna - (12 mars 2025) : p. 3675 et suivantes

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5668 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Article 5** *(Conventions stratégiques pluriannuelles et répartition des moyens)* : p. 7713 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8235 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-305, n° II-1708 et n° II-1807** *(Perception de la fraction de TVA « taxe d'habitation sur les résidences principales » (THRP) pour les communes-communautés)* : p. 13017 et suivantes

---

de LA GONTRIE (Marie-Pierre)
sénatrice (Paris)
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vidéoprotection algorithmique, sécurité privée : Après les JOP, jouons les prolongations **[n° 374 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Police et sécurité - Société - Sports**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Bilan de la mise en œuvre de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (vidéoprotection intelligente et sécurité privée) - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République national anti-criminalité organisée.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Audition de Mme Marie Barsacq, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des lois) :* Bilan de la mise en place des directions départementales de la police nationale sur la filière investigation - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 179** *(Demande de rapport évaluant les moyens alloués à la justice en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée au regard des missions et objectifs qui lui sont assignés)* : p. 1600 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1650 et suivantes - **Article 7** *(Dispositions relatives aux cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants)* : p. 1653 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 73 rectifié ter** *(Accès au contenu des messageries cryptées)* : p. 1659 et suivantes - **Article 9** *(Extension de la définition de l'infraction de participation à une association de malfaiteurs et renforcement de sa répression)* : p. 1664 et suivantes - **Article 11** *(Lutte contre le narcotrafic dans les outre-mer)* : p. 1671 et suivantes - **Article 15** *(Anonymat des officiers de police judiciaire affectés dans des services spécialisés en matière de délinquance et de criminalité organisées)* : p. 1691 et suivantes

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2025) - **Article 16** *(Régime du déploiement des techniques spéciales d'enquête)* : p. 1716 et suivantes - **Article 17** *(Incitation à la commission d'une infraction)* : p. 1718 et suivantes - **Article 19** *(Création d'un statut des informateurs et de leurs traitants et d'une « infiltration civile »)* : p. 1721 et suivantes - **Article 20** *(Régime des nullités)* : p. 1725 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendements n° 177** *(Rapport annuel au Parlement sur les moyens financiers et humains alloués à l'administration pénitentiaire dans le cadre de la lutte contre les trafics de drogues en milieu carcéral)* : p. 1736 - **Article 23** *(Dispositions relatives à l'incarcération des narcotrafiquants)* : p. 1746 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 180** *(Rapport sur le trafic de stupéfiants en zone rurale)* : p. 1762 et suivantes - **Article 16 (précédemment réservé)** : p. 1763 et suivantes

- **Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la remise en liberté d'étrangers sous obligation de quitter le territoire français (OQTF) interpellés lors d'opérations de police à Nantes** - (5 février 2025) : p. 2058 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mariages blancs** - (12 février 2025) : p. 2730 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces de mort à l'encontre de magistrats** - (12 février 2025) : p. 2733 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat** - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes

- **Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- **Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 434 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4120 et suivantes - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 5** *(Expérimentation de l'ouverture d'un bureau de vote dans les établissements pénitentiaires)* : p. 4132

- **Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Article 2** *(Création d'une commission nationale indépendante de reconnaissance des souffrances et traumatismes subis par des femmes ayant avorté et les personnes ayant pratiqué des avortements avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de grossesse)* : p. 4153 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 4, n°11 et n° 18 rectifié** *(Rapport sur la mise en œuvre des dispositions restreignant l'accès à la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France introduites à Mayotte en 2018)* : p. 4267 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes - **Article 2** *(Obligation de déférer aux convocations du juge des enfants statuant en matière d'assistance éducative, assortie d'une amende civile)* : p. 4292 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des institutions et de l'État de droit** - (2 avril 2025) : p. 4463

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 82** *(Possibilité pour les groupes d'opposition ou minoritaires de formuler des propositions d'auditions auprès des rapporteurs)* : p. 4775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 3** *(Formalisation dans le règlement du vote portant sur l'adoption des rapports et sur l'autorisation de leur publication)* : p. 4776 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 et n° 76** *(Représentation équilibrée des groupes dont sont issus les rapporteurs)* : p. 4781 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 56, n° 8 et n° 75** *(Application d'un principe de proportionnalité aux désignations de rapporteurs)* : p. 4782 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 87 rectifié, n° 73 et n° 29 rectifié** *(Autorisation pour les collaborateurs de groupes d'assister aux réunions des commissions permanentes y compris en l'absence de sénateurs du groupe présents)* : p. 4783 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 30 rectifié, n° 27 et n° 31** *(Imposition d'un délai de deux semaines entre*

l'examen d'un texte en commission et en séance sauf lorsque le Gouvernement a engagé la procédure accélérée) : p. 4785 et suivantes - **Article 12** *(Cas dans lesquels un sénateur intervient à la tribune)* : p. 4793 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 54 et n° 84** *(Limitation à une seule délégation de vote dans le cadre des scrutins publics)* : p. 4803 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Saint-Pierre-et-Miquelon face aux droits de douane américains** - (9 avril 2025) : p. 4834 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie** - (9 avril 2025) : p. 4836 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes - **Article 1er** *(Exigence de motivation des contrôles d'identité et caractère non discriminatoire)* : p. 5616 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'une attestation aux personnes ayant fait l'objet d'un contrôle d'identité)* : p. 5618 et suivantes - **Article 4** *(Activation systématique du dispositif de caméras piétons lors des contrôles d'identité)* : p. 5623 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les morts de sans-abris et la politique du logement** - (21 mai 2025) : p. 5903 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences à l'occasion de la finale de la Coupe d'Europe** - (4 juin 2025) : p. 6181 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures prises à la suite du meurtre du jeune Elias** - (4 juin 2025) : p. 6192 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** *(Reconnaissance de la vulnérabilité chimique comme circonstance aggravante pour les infractions de viols et d'agressions sexuelles)* : p. 6781 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** *(Demande de rapport au Parlement)* : p. 6784 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6784 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille** - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les actions engagées par le Gouvernement en matière d'anticipation et d'adaptation aux épisodes caniculaires** - (2 juillet 2025) : p. 7160 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression du bouclier de sécurité régional** - (2 juillet 2025) : p. 7161 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la pauvreté des parents isolés** - (9 juillet 2025) : p. 7434 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille** - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7495 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 7504 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Motion d'exception d'irrecevabilité** : p. 7592 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes p. 7603 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2025) : p. 7789

- **Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)]** - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)]** - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles** - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la compétitivité des entreprises** - (5 novembre 2025) : p. 8411

- **Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8480 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de l'inspection générale de la justice (IGJ) sur le meurtre d'Élias** - (12 novembre 2025) : p. 8530 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8775 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (II) - (26 novembre 2025) : p. 9736

- Question d'actualité au Gouvernement sur la permission de sortie des détenus les plus dangereux - (26 novembre 2025) : p. 9741 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes - **Question préalable** : p. 9789 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 15** *(Stabilité des prélèvements sur les transports carbonés au bénéfice d'Île-de-France Mobilités)* : p. 10518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-252 rectifié ter, n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 42** *(Affectation d'une fraction des recettes de l'accise sur les carburants au financement des charges de service public de l'énergie, pour leur part liée à la cogénération et au biométhane)* : p. 11138 et suivantes - **Article 46** *(Mise à la charge de tout ou partie des frais d'enquête pénale de la personne condamnée prévue à l'article 800-1 du code de procédure pénale)* : p. 11143 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11850 et suivantes - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-18 et n° II-1414** *(Plafonnement des frais irrépétibles versés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) aux avocats des demandeurs d'asile)* : p. 11868 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12677 et suivantes - **État B** : p. 12687 et suivantes - **Article 78** *(Réduction du périmètre d'application de l'obligation de recours à certaines expertises judiciaires)* : p. 12722 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Article 4** *(Gage financier)* : p. 13203

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes - **Article 3** *(Abaissement, de deux tiers à plus de la moitié des droits indivis, du seuil de majorité nécessaire pour aliéner un bien indivis après autorisation judiciaire)* : p. 13288 et suivantes

---

de LA PROVÔTÉ (Sonia)
sénatrice (Calvados)
UC

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

Membre titulaire du Haut Conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : La nouvelle donne de l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique : quels outils ? Quelles pratiques ? **[n° 660 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 868 (2024-2025)] relative aux formations en santé **[n° 30 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter la création et le fonctionnement des communes nouvelles **[n° 251 (2025-2026)]** (26 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin, directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La sûreté des musées - Audition de MM. Patrice Faure, préfet de police de Paris, Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, et Jean-Baptiste Félicité, chef de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

(délégation aux collectivités territoriales) : Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

Réunion du mardi 18 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La crise des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Audition de M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, MM. Vincent Montrieux, adjoint au directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages du ministère de la transition écologique, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conclusions de l'enquête administrative à la suite du vol survenu au musée du Louvre - Audition de MM. Noël Corbin, chef de l'inspection générale des affaires culturelles et Pascal Mignerey, chef de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation - mission sécurité, sûreté et audit (Missa) du ministère de la culture.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Jean-Luc Martinez, ancien président-directeur du musée du Louvre, Denis Fousse, ancien directeur de l'accueil du public et de la surveillance du musée du Louvre, Maxence Langlois-Berthelot, ancien administrateur général du musée du Louvre et Laurent Le Guédart, ancien directeur du patrimoine architectural et des jardins du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Question orale sans débat sur le personnel accompagnant des élèves en situation de handicap - (18 février 2025) : p. 2969

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié, n° 13 rectifié ter, n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié quater et n° 24 rectifié ter** *(Prolongation de la période transitoire au cours de laquelle le conseil municipal des communes nouvelles bénéficie d'un effectif dérogatoire supérieur)* : p. 3598 et suivantes - **Article 4** *(Répartition des fonctions de vice-président des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) par sexe en proportion de la répartition par sexe de l'organe délibérant)* : p. 3603 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié bis et n° 28** *(Expérimentation d'un diagnostic de la qualité et de la santé des sols dans les documents d'urbanisme)* : p. 3800 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes

- Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-871 rectifié et n° I-2441 rectifié bis** *(Extension de la réduction d'impôt sur les sociétés aux dons consentis aux sociétés publiques locales pour leurs activités à caractère culturel)* : p. 11128 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11683 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mise à mal de la biodiversité - (10 décembre 2025) : p. 12358

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13311 et suivantes

---

LAFON (Laurent)
sénateur (Val-de-Marne)
UC

NOMINATIONS

Président de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur (21 mai 2025) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (25 juin 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (1er juillet 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre ès qualités de la Commission nationale des secteurs sauvegardés.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel **[n° 456 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Société - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « 20ème anniversaire de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : quel bilan pour l'école inclusive ? » - Audition de Mmes Caroline Pascal, directrice générale de l'enseignement scolaire, Isabelle Saurat, déléguée interministérielle à l'accessibilité, MM. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées, et Thierry Bour, conseiller école inclusive et enseignement supérieur auprès du délégué interministériel à la stratégie nationale pour les troubles du neuro-développement.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Claudia Scherer-Effosse, directrice générale de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination par le Président du Sénat de Mme Catherine Jentile de Canecaude aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Missions d'information consacrées à l'évaluation de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, au maillage territorial des établissements scolaires, à la situation des universités et à l'intelligence artificielle et à la création - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi encadrant l'activité des plateformes de revente agissant en qualité de tiers de confiance - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote et dépouillement sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Coralie Chevallier aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

Déplacement d'une délégation de la commission au Bénin et en Côte d'Ivoire - Communication.

L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Bilan annuel d'application des lois - Communication.

Mise en œuvre du règlement européen sur l'intelligence artificielle en matière de rémunération des contenus culturels - Audition de Mme Alexandra Bensamoun, professeure de droit privé à l'université Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Agence française de lutte contre le dopage - Audition de Mme Béatrice Bourgeois, présidente, et M. Jérémy Roubin, secrétaire général.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements au texte de la commission des lois sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin, directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur l'intelligence artificielle (IA) et la création - Examen du rapport d'information.

Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels provenant d'États qui, du fait d'une appropriation illicite, en ont été privés - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Désignation d'un rapporteur pour avis.

Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société » - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2026 - Désignations des rapporteurs pour avis.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La sûreté des musées - Audition de MM. Patrice Faure, préfet de police de Paris, Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, et Jean-Baptiste Félicité, chef de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Désignation d'un vice-président.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Didier Samuel aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Réunion du mardi 18 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La crise des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Audition de M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, MM. Vincent Montrieux, adjoint au directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages du ministère de la transition écologique, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la jeunesse et à la vie associative - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la Presse - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen d'un amendement sur la première partie.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conclusions de l'enquête administrative à la suite du vol survenu au musée du Louvre - Audition de MM. Noël Corbin, chef de l'inspection générale des affaires culturelles et Pascal Mignerey, chef de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation - mission sécurité, sûreté et audit (Missa) du ministère de la culture.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Jean-Luc Martinez, ancien président-directeur du musée du Louvre, Denis Fousse, ancien directeur de l'accueil du public et de la surveillance du musée du Louvre, Maxence Langlois-Berthelot, ancien administrateur général du musée du Louvre et Laurent Le Guédart, ancien directeur du patrimoine architectural et des jardins du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 346 et suivantes p. 350 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes p. 601 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1989** *(Demande de rapport sur l'actualisation de la loi de programmation de la recherche)* : p. 797 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3146 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3330 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3358 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4092 et suivantes

- Question orale sans débat sur le projet de port industriel à Vigneux-sur-Seine - (8 avril 2025) : p. 4740

- Débat sur l'apprentissage - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 530 (2024-2025)] - (28 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5017 et suivantes

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5668 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article 2** *(Possibilité de mettre un terme à la subdélégation*

octroyée à une ligue professionnelle) : p. 6324 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur une surveillante tuée par un collégien (I)** - (11 juin 2025) : p. 6405 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 657 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6807 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rapport annuel sur les politiques publiques en faveur de l'école inclusive)* : p. 6835 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les machines à voter et la clarification de la stratégie gouvernementale** - (24 juin 2025) : p. 6967 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Article 5 (supprimé)** *(Autorisation pour les régions hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 d'accorder leur garantie financière au comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques)* : p. 7017 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7728 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vol au Louvre** - (22 octobre 2025) : p. 7985 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1310 rectifié quater** *(Majoration exceptionnelle de la réduction d'impôt pour les dons effectués au profit de la restauration du château de Chambord)* : p. 10329 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1350 rectifié, n° I-1662 rectifié et n° I-1402 rectifié ter** *(Extension de l'abattement de taxe sur la publicité télévisuelle pour les plus gros diffuseurs)* : p. 10684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-16** *(Rationalisation de l'assiette et des taux des crédits d'impôt « cinéma » et « audiovisuel »)* : p. 10687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13276 et suivantes

---

LAHELLEC (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis vice-président le 10 décembre 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (6 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre titulaire du comité des usagers du réseau routier national.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi relative à l'exercice de la démocratie agricole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Conséquences de la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne un mois par an, de 2024 à 2026 et solutions

alternatives à cette interdiction - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque postale portant sur la mission de service public d'accessibilité bancaire et la présence de La Banque postale dans les territoires.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à la compétence « Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ».

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Présentation par M. Stéphane Delautrette, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, de son rapport d'information sur le financement de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) adopté le 13 mai 2025.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Enjeux de la consolidation dans le secteur des télécommunications - Audition de MM. Marc Bourreau, professeur d'économie à l'école Télécom Paris, et Thierry Penard, professeur d'économie à l'université de Rennes-I.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jean-François Fallacher, directeur général d'Eutelsat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1244 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes - **Article 6** *(Invitation à suivre une procédure administrative plutôt que judiciaire en cas de primo-infraction environnementale ou d'infraction causant un faible préjudice environnemental)* : p. 1557 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 59 rectifié bis** *(Rapport sur la reforestation)* : p. 1897 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes - **Article 1er bis (non modifié)** *(Ajout de l'agriculture dans les intérêts fondamentaux de la Nation au sens du code pénal)* : p. 2137 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole [n° 291 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2394 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes - **Article 3** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 5** *(Création du « Bachelor Agro »)* : p. 2477 et suivantes - **Article 6** *(Création de plans prioritaires pluriannuels de transition et de souveraineté (3PTS) et intervention d'« experts associés » dans l'enseignement agricole)* : p. 2485 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2521 et suivantes p. 2526 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) : p. 2610 et suivantes - **Article 10 bis** *(Période de droit à l'essai d'un an, renouvelable*

une fois, et réversible, pour tester l'association d'agriculteurs dans une forme sociétaire (Gaec ou autre)) : p. 2620 et suivantes - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Article 13 bis** *(Présomption de bonne foi de l'exploitant contrôlé)* : p. 2657 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 bis** *(Extension aux forêts publiques du champ de l'exemption à la compensation du défrichement prévue pour les boisements de moins de 40 ans)* : p. 2694 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole** - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177 et suivantes

- **Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile** - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article 28** *(Devoir de coopération de la personne contrôlée et amende administrative en cas d'obstacle à un contrôle)* : p. 3719 et suivantes - **Article 42** *(Renforcement des conditions d'accès à une assignation de fréquences déposée par la France auprès de l'Union internationale des télécommunications)* : p. 3735 et suivantes - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° 73** *(Recours préférentiel aux prestataires tiers de services TIC (technologie de l'information et de la communication) labellisés et assujettis à l'impôt sur les sociétés en France)* : p. 3742 - **Article additionnel après l'article 57 - Amendement n° 74 rectifié** *(Recours préférentiel aux prestataires tiers de services TIC (technologie de l'information et de la communication) labellisés et assujettis à l'impôt sur les sociétés en France)* : p. 3745 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° 75 rectifié** *(Recours préférentiel aux prestataires tiers de services TIC (technologie de l'information et de la communication) labellisés et assujettis à l'impôt sur les sociétés en France)* : p. 3746 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° 77 rectifié bis** *(Recours préférentiel aux prestataires tiers de services TIC (technologie de l'information et de la communication) labellisés et assujettis à l'impôt sur les sociétés en France)* : p. 3747 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3749

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes - **Article 1er bis** *(Encadrement des marges dans le secteur agroalimentaire)* : p. 4432 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4435 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article 2** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations et modification des possibilités de saisine de Tracfin)* : p. 4491 et suivantes - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire** - *Commission mixte paritaire* **[n° 524 (2024-2025)]** - (10 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4918 et suivantes

- **Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste »** - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- **Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports [n° 722 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6786 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)]** - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8261 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux déclarations du Président de la République sur le Mercosur** - (12 novembre 2025) : p. 8524 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Subordination de l'affiliation des bailleurs à métayage au régime des non-salariés agricoles à une participation effective à l'activité de l'exploitation agricole)* : p. 8862 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 8 - Amendements n° 1153, n° 1670 et n° 929 *(Taxation des retraites chapeau)* : p. 8894 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-525 rectifié bis, n° I-1128 rectifié ter, n° I-1754 rectifié, n° I-2277 et n° I-2353 rectifié ter** *(Suppression du plafonnement sur la valeur ajoutée des entreprises (PVA) pour les entreprises en cessation d'activité sur un site IPCE au profit d'un plafonnement sur les garanties financières mobilisées pour la remise en l'état du site)* : p. 10143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1273 rectifié, n° I-189 rectifié, n° I-1459, n° I-146, n° I-170 rectifié ter, n° I-595 rectifié, n° I-1399, n° I-2337, n° I-171 rectifié bis, n° I-1224 rectifié, n° I-958 rectifié bis, n° I-1725, n° I-1724, n° I-957 rectifié bis et n° I-2218** *(Taxe sur les transactions financières)* : p. 10150 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1274** *(Création d'une surtaxe à la taxe sur les transactions financières (TTF) pour les transactions concernant des entreprises du secteur de la défense)* : p. 10157 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-994 rectifié** *(Suppression de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) mobile relative aux stations radioélectriques de téléphonie mobile construites en zone de montagne entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020)* : p. 10166 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2589 rectifié bis, n° I-2534 rectifié ter, n° I-569 rectifié bis, n° I-1764 rectifié, n° I-2003 rectifié bis, n° I-2523 rectifié ter, n° I-2004 rectifié, n° I-2535 rectifié ter et n° I-2138 rectifié** *(Taxe sur les friches)* : p. 10177 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2261 et n° I-1744 rectifié** *(Extension du plafond de la réduction d'impôt pour la construction de logements neufs)* : p. 10243 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article 9** *(Doublement de l'incitation fiscale à la générosité des particuliers en faveur des organismes d'aide aux plus démunis)* : p. 10295 et suivantes - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12735 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 63** *(Souscription et augmentation de la part de la France au capital autorisé du Mécanisme européen de stabilité (MES))* : p. 13010

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes

LAMÉNIE (Marc)
sénateur (Ardennes)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 22 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant la transposition des dispositions de l'Accord de Paris dans la Charte de l'environnement **[n° 267 (2024-2025)]** (24 janvier 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation **[n° 743 tome 2 annexe 5 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation **[n° 139 tome 3 annexe 19 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Anciens combattants - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Réunion constitutive.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent

Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de MM. Marc Auberger, inspecteur général des finances et Ilyes Bennaceur, inspecteur des finances adjoint.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de MM. Patrick Blanchard, directeur général de SMACL Assurances, Arnaud Chneiweiss, médiateur de l'assurance, Sylvain Merlus, directeur général adjoint en charge de l'assurance dommages et vie France à Groupama Assurances Mutuelles, et Édouard Vieillefond, directeur général de la Caisse centrale de réassurance.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Direction générale des finances publiques - Audition de M. Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, Mme Carole Maudet, sous-directrice, adjointe et chef par intérim de la sécurité juridique et du contrôle fiscal, M. Nicolas Chayvialle, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises, Mme Caroline Pereira, adjointe au chef de bureau animation de la fiscalité des professionnels, au service de la gestion fiscale, et M. Hugo Jacquemin, adjoint à la cheffe du bureau coordination et synthèse.

(commission des finances) : Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ArcelorMittal - M. Alain Le Grix de la Salle, président, Mme Audrey Gies, directrice fiscale France, MM. Bertrand Chauvet, directeur de la coordination RH France et Stéphane Delpeyroux, directeur des affaires publiques.

Audition du groupe Bernard Hayot - MM. Stéphane Hayot, directeur général, Olivier Huetz de Lemps, directeur de l'audit et du développement, et Bruno Fuster, directeur juridique.

Audition du groupe Parfait - MM. Robert Parfait, président, Philippe Jock, expert-comptable, Stéphane Mirande, directeur administratif et financier pour la distribution alimentaire, Kevin Parfait, directeur général, et Bernard Edouard, secrétaire général.

(délégation aux droits des femmes) : Audition de Mme Sylvie Retailleau, ancienne ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, professeure à l'Université Paris Saclay-PSL.

Réunion du lundi 7 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Vinci - MM. Xavier Huillard, président-directeur général et Christian Labeyrie, directeur général adjoint.

Réunion du mardi 22 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition du Medef - M. Patrick Martin, président, Mmes France Henry-Labordère, directrice générale adjointe en charge des affaires sociales et Christine Lepage, directrice générale adjointe en charge de l'économie.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Thales - M. Patrice Caine, président-directeur général.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la SNCF - MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général, Philippe Massin, directeur financier, et Mme Carole Desnost, directrice technologies, innovation et projets.

(commission des finances) : Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de LVMH - MM. Bernard Arnault, président-directeur général, Stéphane Bianchi, directeur général adjoint, Mme Cécile Cabanis, directrice financière, et M. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général.

(commission des finances) : L'impact macroéconomique de la politique commerciale américaine, en particulier sur l'économie et les finances publiques de la France - Audition de M. Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme « Macroéconomie et finance internationales » au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Mme Isabelle Méjean, économiste, membre du Conseil d'analyse économique, et M. Raul Sampognaro, économiste au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France.

(commission des finances) : Contrôle budgétaire - La contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur - Communication.

Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques

- Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(commission mixte paritaire) : Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Délivrance des visas - Communication.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de commission.

(commission des affaires sociales) : Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 79) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Présentation par MM. Arnaud Bazin et Pierre Barros, rapporteurs spéciaux de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances, du rapport d'information n° 814 du 2 juillet 2025, fait au nom de la commission des finances, sur l'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 15 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des amendements du Gouvernement de coordination à l'article d'équilibre et à l'article liminaire.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi spéciale - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes - **État B** : p. 557 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 581 et suivantes

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article 21** *(Commission de la rémunération équitable)* : p. 1852 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1854 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la simplification des normes - (12 mars 2025) : p. 3676 et suivantes

- Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025 - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (26 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4347 et suivantes

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat** - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article 2 quater (nouveau)** *(Renforcement des possibilités d'information de l'inspection générale des finances (IGF))* : p. 4503 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise [n° 900 (2022-2023)]** - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- **Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029** - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession** - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article 1er quater** *(Expérimentation d'un accès direct aux infirmiers exerçant dans des structures d'exercice coordonné)* : p. 5208 et suivantes

- **Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Autorité du préfet de Mayotte sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics)* : p. 5787 et suivantes - **Article 21** *(Recours aux marchés de conception-réalisation pour la construction d'établissements scolaires, d'établissements d'enseignement supérieur et de résidences universitaires à Mayotte)* : p. 5842 et suivantes

- **Suite de la discussion** (27 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5942 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Article 4** *(Systématisation des franchises dans les contrats d'assurance « dommages aux biens » des collectivités territoriales)* : p. 6466 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6526 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 833 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote communes** : p. 7565 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social** - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 10** *(Création d'un label « employeur partenaire de la démocratie locale »)* : p. 7951 et suivantes - **Article 15 bis** *(Session d'information sur les fonctions d'élu local)* : p. 7968 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 18 bis A** *(Clarification des conditions du conflit d'intérêts pour les élus chargés de représenter une collectivité territoriale)* : p. 8005 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)]** - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la réforme de la franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée adoptée en loi de finances initiale pour 2025)* : p. 80567 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Article 10** *(Augmentation des moyens de l'Autorité de la concurrence)* : p. 8156 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 52 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8213 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire [n° 55 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8224 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)]** - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8263 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2** *(Faculté pour les collectivités compétentes en matière de gestion des déchets de mettre en place des dispositifs de gratification du tri)* : p. 8267 et suivantes

- Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)] - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Nationalisation des sites industriels stratégiques d'ArcelorMittal situés en France)* : p. 8279 et suivantes

- Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment [n° 95 (2025-2026)] - (5 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8421 et suivantes

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article 3 (priorité)** *(Favoriser la communication des informations fiscales pour l'immatriculation des personnes exerçant une activité occulte)* : p. 8556 - **Article 7** *(Rendre obligatoire la géolocalisation des transporteurs sanitaires et des taxis conventionnés et le système électronique de facturation intégré)* : p. 8616 et suivantes

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article 28 (nouveau)** *(Droit d'information de France Travail et suspension conservatoire des allocations versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8698 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la préservation des petites lignes ferroviaires dans le Grand Est - (19 novembre 2025) : p. 8751 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (23 novembre 2025) - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article 37** *(Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin 2024 pour les départements)* : p. 9513 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 18 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en 2025)* : p. 9592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 19 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en 2025)* : p. 9593

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-856, n° I-1011, n° I-1428 et n° I-1496** *(Attribution d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de contribuables célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge)* : p. 9882 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article 12 (priorité)** *(Renforcement des dispositifs fiscaux de soutien à la géographie prioritaire de la politique de la ville)* : p. 10170 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1844, n° I-1264 rectifié, n° I-1845, n° I-1104, n° I-1000 rectifié, n° I-415 rectifié bis et n° I-933 rectifié** *(Plafonds applicables aux dépenses éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10305 et suivantes - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-229 rectifié bis, n° I-592 rectifié ter, n° I-1303 rectifié ter et n° I-2530 rectifié ter** *(Augmentation du seuil du passage du régime réel simplifié au régime réel normal pour les exploitants agricoles)* : p. 10345 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-95 rectifié quinquies, n° I-220 rectifié et n° I-1302 rectifié quater** *(Instauration d'un mécanisme incitatif à la constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les investissements des exploitants agricoles)* : p. 10347 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1237 et n° I-1636 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les exploitants agricoles inscrits, dans les cinq années qui précèdent leur âge légal de départ à la retraite, au répertoire départemental unique des installations-transmissions)* : p. 10367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1635 rectifié** *(Instauration de nouvelles modalités de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les jeunes agriculteurs)* : p. 10376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-550 rectifié quater** *(Ouvrir les avantages des zones ruralités revitalisation (ZRR) et « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux médecins qui exercent au-delà de l'âge légal de départ à la retraite)* : p. 10429 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article 14** *(Ajustements de la taxe sur l'utilisation par les poids lourds de certaines voies du domaine public routier (écotaxe alsacienne))* : p. 10509 et suivantes - **Article 15** *(Stabilité des prélèvements sur les transports carbonés au bénéfice d'Île-de-France Mobilités)* : p. 10518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-2475, n° I-2224 et n° I-10** *(Majoration du montant des recettes issues des mises aux enchères de quotas carbone aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10547 et suivantes - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-217**

rectifié, n° I-1114 rectifié bis, n° I-1412 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-2059 rectifié quater et n° I-2230 *(Condition de pose par une personne certifiée pour l'obtention du bénéfice du taux réduit TVA lors de l'installation de panneaux photovoltaïques)* : p. 10760 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1050, n° I-2470 et n° I-693** *(Abaissement du taux de TVA à 5,5 % sur les transports publics de voyageurs conventionnés régionaux et locaux pour aider financièrement les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10765 et suivantes - **Article 27** *(Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation)* : p. 10798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-997, n° I-86 rectifié quinquies, n° I-1046 rectifié ter, n° I-1049 rectifié ter et n° I-1023 rectifié** *(Transfert d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements)* : p. 10827 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-551 rectifié bis, n° I-672 rectifié, n° I-638 rectifié quater, n° I-2204 rectifié bis, n° I-1673 rectifié bis, n° I-1390 rectifié, n° I-1501 rectifié, n° I-1671 rectifié ter, n° I-2137 rectifié, n° I-2184 rectifié et n° I-917** *(Droits de mutation à titre onéreux affectés aux départements)* : p. 10830 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2157 rectifié et n° I-2602 rectifié ter** *(Affectation de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux départements)* : p. 10891 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-394 rectifié bis, n° I-541 rectifié quinquies, n° I-993 rectifié, n° I-1028 rectifié quater, n° I-1472 rectifié, n° I-1643 rectifié bis, n° I-1995 rectifié octies et n° I-2465 rectifié** *(Reconduction, pour 2026 et 2027, de l'accompagnement financier de l'État aux régions pour la création de places dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi))* : p. 10894 et suivantes - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 165 (2025-2026)]** - (3 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10962 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-37 rectifié ter, n° I-548 rectifié, n° I-808 rectifié bis et n° I-2180** *(Maintien de l'exonération du prélèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au titre du coefficient correcteur pour les communes nouvelles dont certaines communes fondatrices étaient exonérées)* : p. 11009 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

- **Mises au point au sujet de votes** - (3 décembre 2025) : p. 11111

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)** - (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-833 rectifié bis et n° I-968 rectifié bis** *(Extension du mécénat d'entreprise à la rénovation du patrimoine remarquable des gares ferroviaires)* : p. 11127 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11648 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11659 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11667 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) : p. 11676 et suivantes - **État B** : p. 11683 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1269 rectifié ter** *(Suppression du bénéfice de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour les personnes incarcérées)* : p. 11757

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12566 et suivantes - **État B** : p. 12575 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12588 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **État A** *(Voies et moyens)* : p.13059 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)]** - (17 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13203 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Article 2** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 13359 et suivantes

---

LAOUEDJ (Ahmed)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité le 19 février 2025 ; puis vice-président du 18 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (12 mai 2025).

Membre titulaire du Conseil national du développement et de la solidarité internationale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter l'emploi des étrangers dans les secteurs d'activités en tension **[n° 865 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la jeunesse et à la vie associative - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 350 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des métiers en tension - (5 février 2025) : p. 2054 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcer la lutte contre les usages récréatifs du protoxyde d'azote)* : p. 3405 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) - (30 avril 2025) : p. 5131 et suivantes

- Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? » - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? » - (28 mai 2025) : p. 6021 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6244 et suivants

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 1er A (nouveau)** *(Renforcement des règles relatives à l'éthique et à la démocratie dans la gouvernance des fédérations sportives)* : p. 6313 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)] - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (22 octobre 2025) - **Article 17 bis (supprimé)** *(Possibilité pour une conseillère municipale en congé maternité de donner pouvoir à un autre élu pour voter en son nom à plus de trois séances consécutives du conseil municipal)* : p. 8000 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article 34** *(Réforme des accès dérogatoires au médicament et intégration des tarifs de nouveaux pays dans la fixation des prix des produits de santé)* : p.9469 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (27 novembre 2025) - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
Les Républicains

Président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 15, 22, 23, 28, 29 janvier, 3, 4, 5, 12, 17, 18, 19 février, 4, 5, 12, 18, 19, 25, 27 mars, 2, 9, 10, 30 avril, 6, 7, 13, 14, 21, 27, 28 mai, 10, 11, 18, 25 juin, 2, 9 juillet, 8, 9 septembre, 14, 15, 20, 22, 29 octobre, 12, 18, 19, 26 novembre, 10, 15 et 17 décembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à renforcer les études d'impact **[n° 330 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant les pouvoirs de contrôle des assemblées parlementaires **[n° 331 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification **[n° 332 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Remise du prix 2025 de la délégation aux droits des femmes du Sénat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Remplacement d'un sénateur - Mme Marie-Claire Carrère-Gée - M. Jean-Baptiste Olivier** - (14 janvier 2025) : p. 13

- **Salutations à une délégation parlementaire roumaine** - (15 janvier 2025) : p. 75

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]** - (15 janvier 2025) - **Remerciements à la commission des finances** : p. 96

- **Hommage à Didier Guillaume, ancien sénateur** - (22 janvier 2025) : p. 1176 et suivantes

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire allemande** - (22 janvier 2025) : p. 1177

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Sénat de la République de Pologne** - (28 janvier 2025) : p. 1580

- **Souhaits de bienvenue à un nouveau sénateur** - (29 janvier 2025) : p. 1702

- **Décès d'un ancien sénateur** - (3 février 2025) : p. 1865

- **Salutations à des élus mahorais en tribune** - (5 février 2025) : p. 2051

- **Hommage à Louise, jeune fille assassinée** - (12 février 2025) : p. 2722

- **Salutations à une délégation parlementaire ukrainienne** - (19 février 2025) : p. 3043

- **Hommage à Jean-Louis DEBRÉ** - (4 mars 2025) : p. 3198

- **Hommage à une victime du massacre du 7 octobre 2023** - (4 mars 2025) : p. 3198

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire estonienne** - (4 mars 2025) : p. 3198 et suivantes

- **Hommage à Roger ROMANI et Jean-Pierre CANTEGRIT, anciens sénateurs** - (5 mars 2025) : p. 3257

- **Souhaits de bienvenue au président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN** - (12 mars 2025) : p. 3670

- **Souhaits de bienvenue à David Marguerite, nouveau sénateur** - (12 mars 2025) : p. 3670

- **Salut aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (12 mars 2025) : p. 3673 et suivantes

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Congo** - (25 mars 2025) : p. 4223

- **Rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal** - (25 mars 2025) : p. 4223 et suivantes

- **Hommage aux victimes de drames récents** - (30 avril 2025) : p. 5128

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire estonienne** - (28 mai 2025) : p. 6002

- **Hommage à une assistante d'éducation et à deux sapeurs-pompiers volontaires** - (11 juin 2025) : p. 6405

- **Allocution de M. Rouslan Stefantchouk, président de la Rada suprême de l'Ukraine** - (18 juin 2025) : p. 6711 et suivantes

- **Souhaits de bienvenue à une délégation saoudienne** - (18 juin 2025) : p. 6714

- **Hommage à Olivier Marleix** - (9 juillet 2025) : p. 7427

- **Ouverture de la seconde session extraordinaire de 2024-2025** - (8 septembre 2025) : p. 7737

- **Décès d'anciens sénateurs : Jacky Le Menn (sénateur d'Ille-et-Vilaine de 2008 à 2014), Alain Anziani (sénateur de la Gironde de 2008 à 2017 et questeur), Jean Boyer, (sénateur de la Haute-Loire de 2001 à 2014), Roland Courteau (sénateur de l'Aude de 1980** - (8 septembre 2025) : p. 7740

- **Démission de M. Jean-Marc Ruel, sénateur de Saint-Pierre-et-Miquelon, le 11 juillet 2025** - (8 septembre 2025) : p. 7740

- **Démission de sénateur : M. Jean-Marie Vanlerenberghe, sénateur du Pas-de-Calais, démissionnaire, a été remplacé par Mme Brigitte Bourguignon, dont le mandat a commencé le 1er septembre 2025** - (8 septembre 2025) : p. 7740

- **Ajournement du Sénat** - (9 septembre 2025) : p. 7749

- **Clôture de la session extraordinaire** - (9 septembre 2025) : p. 7749

- **Ouverture de la session ordinaire de 2025-2026** - (14 octobre 2025) : p. 7753

- **Décès d'anciens sénateurs : Serge Boucheny, Ambroise Dupont, Joël Bourdin et Gisèle Printz** - (14 octobre 2025) : p. 7753

- **Élection de Mme Annick GIRARDIN, sénatrice de Saint-Pierre-et-Miquelon** - (15 octobre 2025) : p. 7762

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Souhaits de bienvenue à Mme Naïma MOUTCHOU, ministre des outre-mer et hommage à son prédécesseur, M. Manuel VALLS** : p. 7789

- **Hommage à Gilbert Bouchet, sénateur de la Drôme** - (20 octobre 2025) : p. 7828

- **Décès d'un ancien sénateur** - (20 octobre 2025) : p. 7828

- **Hommage à d'anciens sénateurs** - (22 octobre 2025) : p. 7981

- **Hommage à d'anciens sénateurs : Joël Bourdin, Gisèle Printz et Daniel Hoeffel** - (29 octobre 2025) : p. 8187

- **Grâce de Boualem Sansal** - (12 novembre 2025) : p. 8519

- **Hommage à une victime du narcotrafic** - (19 novembre 2025) : p. 8748

- **Annonce du « DuoDay » au Sénat** - (19 novembre 2025) : p. 8748

- **Décès de M. André Aubry, ancien sénateur** - (19 novembre 2025) : p. 8761

- **Hommage à Pierre Hérisson et Jean-François Humbert, anciens sénateurs** - (26 novembre 2025) : p. 9732

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

- **Attentat terroriste en Australie** - (15 décembre 2025) : p. 13079

LASSARADE (Florence)
sénatrice (Gironde)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025).

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 4 avril 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge des personnes âgées et organisation de l'hôpital en Allemagne et au Danemark **[n° 243 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 299 (2024-2025)] créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 426 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Les neurosciences dans l'éducation **[n° 737 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Santé **[n° 142 tome 4 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de MM. Benoît Vallet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Matthieu Schuler, directeur général délégué du pôle « Sciences pour l'expertise » de l'Anses, et Mme Sophie Lardy-Fontan, directrice du laboratoire d'hydrologie de Nancy (LHN).

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Mission d'information relative à la iatrogénie médicamenteuse à l'hôpital - Désignation de rapporteurs.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de MM. Jean-Claude Lacaze, président, et Didier Ramos, directeur général de la Société des eaux de Mont Roucous.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la sciences - Audition publique.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Mathilde Bouchardon, ancienne conseillère du ministre délégué à l'industrie (M. Roland Lescure).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Fédérations de complémentaires sur l'organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de MM. Alain Gautron, vice-président du Centre technique des institutions de prévoyance, Éric Chenut, président de la Fédération nationale de la mutualité française, un représentant de France Assureurs.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Communication du rapporteur sur les documents reçus de la présidence de la République.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Examen du rapport.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Réunion du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur les réseaux électriques.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur neurosciences et éducation.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et

proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur « Science et sport ».

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur les aspects technologiques de l'évolution du mix énergétique.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur le don d'organes et de gamètes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la viticulture - (19 février 2025) : p. 3051 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** *(Contribution des étrangers extracommunautaires dans l'économie nationale et importance des prestations sociales pour l'intégration des étrangers à la vie économique et sociale du pays - Rapport au Parlement)* : p. 4024 - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Maintien des conditions d'accès au RSA pour les parents isolés)* : p. 4028 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Évaluation des conséquences des mesures de la présente loi sur la pauvreté des enfants et des familles monoparentales - Rapport au Parlement)* : p. 4028 et suivantes

- Question orale sans débat sur la compétence « mobilité » des communautés de communes - (8 avril 2025) : p. 4738 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression d'un élu en Gironde - (7 mai 2025) : p. 5312

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (13 novembre 2025) - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1001 et n° 802 rectifié** *(Création d'une obligation de déclaration à la charge des entreprises dont il existe des indices qu'elles pourraient être éphémères)* : p. 8834 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 192 rectifié et n° 1594 rectifié** *(Exclusion des exploitants de greffons tissulaires d'origine humaine de la clause de sauvegarde)* : p. 9037 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 854 rectifié et n° 1700 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires destinés aux nourrissons contenant des sucres ajoutés)* : p. 9077 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article 21 septies (nouveau)** *(Soumission de la pratique de la médecine esthétique*

à un régime d'autorisation préalable de l'agence régionale de santé) : p. 9360 et suivantes - **Article 21 decies (nouveau)** *(Expérimenter la désignation d'une équipe de soins traitante par l'assuré dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante)* : p. 9364 - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Réduction unilatérale des tarifs par le ministre en charge de la santé en cas de rentabilité excessive constatée dans un secteur)* : p. 9386 - **Article 25 bis (nouveau)** *(Insertion de l'ophtalmologie et des soins dentaires dans les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9388 et suivantes - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 296 rectifié bis** *(Intégration de critères environnementaux dans la détermination des prix des produits de santé)* : p. 9476 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 317 rectifié bis** *(Adaptation de la période prise en compte pour le calcul des stocks de sécurité de médicaments à constituer)* : p. 9490 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 411 rectifié et n° 779 rectifié** *(Prise en charge par la branche famille des dépenses d'un nouveau-né en maternité)* : p. 9532 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

---

LAUGIER (Michel)
sénateur (Yvelines)
UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité des rémunérations du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Presse **[n° 144 tome 4 fasc. 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la Presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Jean-Luc Martinez, ancien président-directeur du musée du Louvre, Denis Fousse, ancien directeur de l'accueil du public et de la surveillance du musée du Louvre, Maxence Langlois-Berthelot, ancien administrateur général du musée du Louvre et Laurent Le Guédart, ancien directeur du patrimoine architectural et des jardins du musée du Louvre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La viticulture, une filière d'avenir : l'urgence de l'union ! **[n° 96 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles

exposés aux pesticides de synthèse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 2 rectifié ter** *(Dispositif contraventionnel relatif aux vignes en friches)* : p. 2650 et suivantes - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces de taxes des États-Unis et à l'enquête antidumping chinoise sur les vins et spiritueux - (19 mars 2025) : p. 4052 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)] - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures antidumping sur le cognac - (9 juillet 2025) : p. 7439

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (24 novembre 2025) - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° I-2573 rectifié et n° I-2574** *(Création d'une taxe sur la publicité sur l'alcool)* : p. 10679 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1015 rectifié, n° I-1078 rectifié bis, n° I-1656 rectifié, n° I-1859 rectifié bis, n° I-1883 rectifié bis et ° I-2409 rectifié ter** *(Prorogation de trois ans de l'application du taux réduit de TVA de 10 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)* : p. 10773

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réponse à la crise viticole - (10 décembre 2025) : p. 12354

LAVARDE (Christine)
sénateur (Hauts-de-Seine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis rapporteure du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025).

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative aux missions d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales **[n° 302 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : sur « IA et environnement » **[n° 379 (2024-2025)]** (20 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Écologie, développement et mobilité durables **[n° 743 tome 2 vol. 1 annexe 11 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la CE Missions des agences de l'État : Agencification : une méthodologie repensée pour une action publique renforcée - Rapport et annexes **[n° 807 tome 1 (2024-2025)]** (1er juillet 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la CE Missions des agences de l'État : Agencification : une méthodologie repensée pour une action publique renforcée - Comptes rendus **[n° 807 tome 2 (2024-2025)]** (1er juillet 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Recyclage, réutilisation, réparation : éviter le gaspillage **[n° 11 (2025-2026)]** (8 octobre 2025) - **Environnement - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Écologie, développement et mobilité durables **[n° 139 tome 3 vol. 1 annexe 10 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Aménagement du territoire - Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60), budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Articles non rattachés du projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Union pour l'épargne et l'investissement - Audition de M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Directive sur les dimensions et poids maximaux des véhicules autorisés en trafic national et international - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des finances) :* « Solutions hors marché, grand emprunt national : des modes de financement à envisager pour notre dette publique ? » - Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, économiste et seconde sous-gouverneure de la Banque de France, MM. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor, Benjamin Lemoine, sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO - université Paris-Dauphine), et Éric Monnet, économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Bernadette Malgorn, ancienne préfète et secrétaire générale du ministère de l'intérieur, MM. Jean-Ludovic Silicani, ancien commissaire à la réforme de l'État, et Sébastien Soriano, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

(délégation sénatoriale à la prospective) : Examen du rapport « IA et environnement ».

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Laurent Dejoie, représentant des Régions de France, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire et Mme Véronique Pouzadoux, vice-présidente de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, maire de Gannat.

Audition de Mme Isabelle Dugelet, représentante de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), MM. François de Mazières, représentant de France urbaine, et Sébastien Miossec, représentant d'Intercommunalités de France.

(commission des finances) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de représentants de l'Association du corps préfectoral et de hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Samuel Tual, vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Audition de Mme Rose-Marie Abel, directrice générale par intérim d'Atout France, MM. Jean-Yves Caminade, directeur financier et Paul-François Fournier, directeur exécutif innovation de Bpifrance, et Benoît Trivulce, directeur général par intérim de Business France.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

Organisations syndicales représentatives de fonctionnaires de l'État - Audition de Mmes Marie-Christine Caraty, vice-présidente fédérale, et Valérie Boye, déléguée fédérale, de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), Ophélie Gath, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, un représentant de l'Union fédérale des syndicats de l'État - Confédération générale du travail (UFSE-CGT) et un représentant de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition conjointe de MM. Grégory Emery, directeur général de la santé (DGS), et Denis Robin, président du collège des directeurs généraux d'agences régionales de santé (ARS).

Audition de M. Pascal Berteaud, directeur général du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema).

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Christophe Bouillon, président du conseil d'administration, et Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Audition de MM. Lionel Collet, président, et Jean Lessi, directeur général de la Haute Autorité de santé (HAS), et Mme Catherine Paugam-Burtz, directrice générale, et M. Alexandre de La Volpilière, directeur général adjoint en charge des opérations de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM).

Audition de Mmes Caroline Semaille, directrice générale, et Marie-Anne Jacquet, directrice générale adjointe de l'Agence nationale de santé publique (Santé publique France).

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Audition de M. Sylvain Waserman, président, Mme Patricia Blanc et M. Baptiste Perrissin-Fabert, directeurs généraux délégués de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen du jeudi 20 mars 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(CE Missions des agences de l'État) : Audition de M. Martin Gutton, directeur général, Mme Julie Brayer Mankor, directrice générale adjointe, et M. Stéphane Le Den, directeur des interventions de FranceAgriMer.

Audition de MM. Sylvain Maestracci, président-directeur général, et Vianney Bourquard, secrétaire général de l'Agence de services et de paiement (ASP).

Audition de représentants de syndicats agricoles - MM. Stéphane Galais, Thomas Gilbert, secrétaires nationaux de la Confédération

paysanne et Mme Amélie Rebière, vice-présidente de la Coordination Rurale.

Audition de représentants de syndicats agricoles - MM. Yannick Fialip, membre du bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Quentin Le Guillous, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Giry, présidente-directrice générale, MM. Vincent Cottet et Thibault Cantat, directeurs généraux délégués de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

(délégation sénatoriale à la prospective) : Audition de MM. Jérôme Batout, philosophe et économiste, et Emmanuel Constantin, essayiste.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Frédéric Sanaur, directeur général de l'Agence nationale du sport.

Audition de MM. Jérôme Fournier, chef de service et adjoint à la directrice à la direction des sports, Franck Laudillay, sous-directeur du pilotage et de l'animation des réseaux du sport, Omar Mokeddem, chef de la mission financière, Mme Élisabeth Gaillard-Giraudet, adjointe au chef du bureau des services territoriaux et de l'Agence nationale du sport, et M. Joris Rivière, adjoint au chef du bureau des établissements du sport.

La démarche de fusion d'opérateurs - Audition de MM. Christophe Aubel, directeur général délégué de l'Office français de la biodiversité, ancien directeur général de l'Agence française de la biodiversité (en visioconférence), Christian Charpy, président de chambre à la Cour des comptes, ancien directeur général de Pôle emploi et Roch-Olivier Maistre, président de chambre à la Cour des comptes, ancien président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (Arcom) et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne 2028-2034 et impact d'un éventuel élargissement - Audition de Mmes Eulalia Rubio, chercheuse à l'Institut Jacques Delors, et Élise Régnier, chercheuse à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

(CE Missions des agences de l'État) : Audition de M. Laurent Marcangeli, ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Structures intervenant en matière de développement d'infrastructures de transport - Audition de MM. Rodolphe Gintz, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM), Franck Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Mme Katrin Moosbrugger, secrétaire générale de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, et M. David Valence, président du conseil d'orientation des infrastructures (COI).

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, et Éric Woerth, député.

Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Jean Verdier, président de l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio), Mmes Laure Verdeau, directrice, Laurence Foret Hohn, directrice adjointe, et M. Philippe Henry, ancien président.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

(délégation sénatoriale à la prospective) : Audition de M. Antonin Bergeaud, économiste, lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2025, et de Mme Lauriane Mouysset, chercheuse en économie écologique, sur « Quelles valeurs économiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Julien Rencki, préalable à son renouvellement en tant que directeur général du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO).

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Préparation du cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Quel modèle économique pour 2050 ? - Audition de M. Philippe Dessertine, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La politique de l'État en faveur de la filière du livre - Communication.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. François-Xavier Bellamy, député européen.

Propositions de révision des directives CSRD et CS3D - Communication et examen d'une proposition d'avis politique.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. François-Xavier Bellamy, député européen.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La transformation du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et

l'aménagement (Céréma), un modèle de mutualisation en devenir ? - Communication.

Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Politique européenne en matière de terres rares - Communication de M. Pascal Allizard.

(commission des finances) : Contrôle budgétaire - Extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative - Communication.

Contrôle budgétaire - Frais de justice - Communication.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « L'évolution des valeurs dans le champ économique à l'horizon 2050 ».

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Les perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de MM. Éric Heyer, directeur du département Analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Participation de la France au budget de l'Union européenne » (article 45) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 79) - Examen du rapport spécial.

(délégation sénatoriale à la prospective) : Audition de MM. Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), Dylan Buffinton, prospectiviste et conseiller à la Fondation Jean-Jaurès, et Raphaël Doan, essayiste, sur « Quelles valeurs démocratiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Michael Wimmer, directeur en charge de la simplification, de la mise en œuvre et de l'application au sein du secrétariat général de la Commission européenne.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif au mécanisme de protection civile de l'Union en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence sanitaire, et abrogeant la décision n°1313/2013/UE (mécanisme de protection civile de l'Union européenne).

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Communication.

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du vendredi 28 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Publication de l'étude « Europe-Russie : Évaluation des rapports de force » - Audition de M. Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre (article 48).

Réunion du lundi 8 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69), compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 9 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 19 décembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-730 et n° II-936 rectifié** : p. 243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-111 rectifié quinquies et n° II-1598 rectifié** : p. 244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1597** : p. 249 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article 60** : p. 946 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-2190 rectifié** *(Permettre aux entreprises locales de distribution d'électricité (ELD) de céder à EDF obligation d'achat (EDF OA) l'ensemble de leurs contrats de soutien à la production d'électricité renouvelable ou seulement ceux relevant d'installations dont la puissance installée est supérieure à 200 kW)* : p. 950 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-1995 et n° II-1914 rectifié** *(Permettre la suspension de dispositifs de soutien aux producteurs d'électricité renouvelable pour que ces derniers puissent contracter des contrats d'achats d'électricité de gré à gré (PPA) avec des fournisseurs ou des consommateurs)* : p. 950 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-2191** *(Possibilité de demander l'arrêt ou la diminution de la production de centrales de production d'électricité renouvelable d'une puissance installée de plus de 10 MW sous contrat de soutien public afin de limiter la survenance des épisodes de prix négatifs de l'électricité qui contribuent à déstabiliser le système électrique)* : p. 952 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1760** *(Interdiction pour les Agences de l'eau de financer les ouvrages de stockage d'eau étanchéifié)* : p. 953 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1621** *(Interdire à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France) de cofinancer de nouveaux projets routiers)* : p. 954 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-229** *(Déplafonnement partiel des contrats de complément de rémunération alors qu'ils sont déjà intégralement déplafonnés en vertu de l'article 230 de la loi de finances pour 2024)* : p. 955 - **Article additionnel**

après l'article 60 - Amendements n° II-52 rectifié, n° II-347 rectifié bis, n° II-723 et n° II-1130 *(Rendre publique la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention publique du fonds vert)* : p. 955 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - **État D** : p. 958 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-1866** *(« Budget vert » des collectivités territoriales)* : p. 1356 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1396** *(Rapport sur l'impact du décret du 21 février 2024 portant annulation de crédits)* : p. 1369

- Suite de la discussion (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** *(Renforcement des contraintes d'honorabilité)* : p. 3026 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de mise en œuvre du fonds territorial climat - (19 février 2025) : p. 3053 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Article 1er** *(Simplifier la gestion des cours d'eau afin de mieux prévenir et gérer les inondations)* : p. 3382 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 17** *(Réduire le délai de consultation des élus locaux et des propriétaires concernés pour la réalisation des plans de prévention des risques naturels (PPRN))* : p. 3391 et suivantes

- Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029 - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (12 juin 2025) : p. 6554

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 1er bis D** *(Assouplissement des obligations de solarisation pour les parcs de stationnement existants)* : p. 6631 et suivantes

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes

- Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales » - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (18 novembre 2025) : p. 8725

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 2** *(Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 9589 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-158 rectifié** *(Extension de trois à cinq ans de la période de référence permettant à un contribuable de recourir à la fraction non utilisée du plafond de déduction des versements volontaires réalisés sur un plan d'épargne retraite)* : p. 10043 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1429** *(Abrogation du plan d'épargne avenir climat (PEAC))* : p. 10046 et suivantes - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-670 et n° I-228 rectifié bis** *(Régime des plus-values à long terme)* : p. 10077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-2667 et n° I-206 rectifié** *(Introduction d'un mécanisme de report d'imposition en cas de transfert du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel (EI) ou de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) vers une société)* : p. 10080 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-600 rectifié et n° I-2269 rectifié** *(Exclusion des établissements d'enseignement supérieur privés des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises)* : p. 10084 et suivantes - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur*

la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)) : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1833 rectifié bis** *(Exonération de la contribution de sécurité immobilière pour les transferts des biens et droits immobiliers des établissements existants au profit de l'Établissement public d'aménagement de La Défense Seine Arche)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-1386 rectifié bis et n° I-2057 rectifié quater** *(Faire en sorte qu'EDF s'acquitte de la taxe de répartition des coûts du mécanisme de capacité en lieu et place des entreprises locales de distribution (ELD) afin que les incidences de cette taxe soient mieux réparties entre ces dernières)* : p. 10195 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-119 rectifié** *(Création d'un système de péréquation du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz entre entreprises locales de distribution (ELD)* : p. 10196 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1275 rectifié, n° I-114 rectifié quinquies, n° I-2598 rectifié bis, n° I-773 rectifié ter, n° I-774 rectifié quater et n° I-2550 rectifié bis** *(Ajustement du régime d'imposition des « management packages »)* : p. 10273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1844, n° I-1264 rectifié, n° I-1845, n° I-1104, n° I-1000 rectifié, n° I-415 rectifié bis et n° I-933 rectifié** *(Plafonds applicables aux dépenses éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10305 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1058 et n° 2476 rectifié** *(Créer une taxe additionnelle à la taxe de séjour pour financer les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10391 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-186 rectifié bis, n° I-380 et n° I-649** *(Imposition sur les plus-values immobilières élevées)* : p. 10450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2553 rectifié et n° I-2652 rectifié bis** *(Prise en compte des revenus tirés de l'étranger dans l'appréciation des critères permettant de bénéficier du statut de loueur non professionnel)* : p. 10454 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article 16** *(Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports)* : p. 10550 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-971 rectifié, n° I-1190 rectifié bis, n° I-1577 rectifié bis, n° I-1687 rectifié et n° I-1842 rectifié ter** *(Extension aux fournisseurs d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone de la possibilité d'émettre des droits à minoration des objectifs fiscaux dans le cadre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10556 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1586 rectifié** *(Contribution de 13,7 % prélevée sur tous les gains de jeux de hasard et d'argent d'un montant supérieur ou égal à 1 500 euros)* : p. 10576 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-2428 rectifié bis** *(Alignement de la fiscalité applicable au pécule des rugbymen)* : p. 10577 et suivantes - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-194 rectifié, n° I-1108 rectifié bis, n° I-2232, n° I-1109 rectifié bis et n° I-2485** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) pour les éco-organismes qui n'atteignent pas leurs objectifs)* : p. 10633 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1350 rectifié, n° I-1662 rectifié et n° I-1402 rectifié ter** *(Extension de l'abattement de taxe sur la publicité télévisuelle pour les plus gros diffuseurs)* : p. 10684 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-116 rectifié bis, n° I-217 rectifié, n° I-1114 rectifié bis, n° I-1412 rectifié bis, n° I-1631 rectifié ter, n° I-2059 rectifié quater et n° I-2230** *(Condition de pose par une personne certifiée pour l'obtention du bénéfice du taux réduit TVA lors de l'installation de panneaux photovoltaïques)* : p. 10760 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2663** *(Relèvement du plafond et extension de dépenses financées par la taxe « Gemapi »)* : p. 10855 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-112 rectifié et n° I-1661** *(Suppression de la condition relative aux aides d'État pour l'application de l'abattement de 50 % de taxe d'aménagement)* : p. 10867 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-111 rectifié bis, n° I-1202, n° I-1741 rectifié bis et n° I-2619 rectifié bis** *(Décalage de l'exigibilité des acomptes de la taxe d'aménagement à la date réglementaire d'ouverture de chantier)* : p. 10876 et suivantes - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes - **Article 30** *(Diverses majorations de droits de timbre)* : p. 10918 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 165 (2025-2026)]** - (3 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 10962 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes

- **Mises au point au sujet de votes** - (3 décembre 2025) : p. 10990

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)** - (3 décembre 2025) - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article 41** *(Affectation du produit de la taxe sur l'utilisation de combustible nucléaire pour la production d'électricité au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité)* : p. 11135 et suivantes - **Article 42** *(Affectation d'une fraction des recettes de l'accise sur les carburants au financement des charges de service public de l'énergie, pour leur part liée à la cogénération et au biométhane)* : p. 11138 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11648 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **État G** : p. 12096 et suivantes - **Article 69** *(Déplafonnement des primes négatives des contrats d'énergie renouvelable et révision des tarifs de certains contrats de production photovoltaïque)* : p. 12100 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-705 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale du débat public)* : p. 12102 - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1542 rectifié** *(Permettre la suspension de dispositifs de soutien aux producteurs d'électricité renouvelable pour que ces derniers puissent contracter des contrats d'achats d'électricité de gré à gré (PPA) avec des fournisseurs ou des consommateurs)* : p. 12102 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1623** *(Application au calcul des primes des contrats de complément de rémunération du pas de temps de 15 minutes utilisé sur le marché français de l'électricité)* : p. 12108 - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1543 rectifié** *(Affecter aux départements une part du produit de la taxe sur les éoliennes maritimes en réduisant la part affectée à l'Office français de la biodiversité (OFB))* : p. 12108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1625** *(Abaissement du seuil de puissance à partir duquel les installations de production d'électricité renouvelable sous contrat d'obligation d'achat peuvent être déconnectées, à la demande de l'acheteur obligé lors des épisodes de prix négatifs sur le marché de l'électricité)* : p. 12109

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) - **État D** : p. 12112 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 68 - Amendement n° II-260 rectifié ter** *(Fusion du Haut-commissariat à la stratégie et au plan et du Secrétariat général à la planification écologique)* : p. 12934 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2131 et n° II-2336** *(Création d'un régime d'assurance contre les risques résultant des émeutes)* : p. 13019 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-697, n° II-1051 rectifié bis et n° II-1050 rectifié** *(Dispositions diverses sur l'annexe budgétaire « Opérateurs » (jaune budgétaire) et sur la transmission du rapport d'activité de ces derniers)* : p. 13026 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1787** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Italie)* : p. 13030

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **État A** *(Voies et moyens)* : p.13059 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III)** - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

LECORNU (Sébastien)
ministre des armées
(jusqu'au 4 octobre 2025)
Premier ministre
(à partir du 5 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes - **État B** : p. 541 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine et les capacités militaires - (5 mars 2025) : p. 3265

- Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement et les sévices dans l'armée - (21 mai 2025) : p. 5901 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vente d'armes à Israël par la France - (11 juin 2025) : p. 6406 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet de l'Otan et la base industrielle et technologique de défense - (2 juillet 2025) : p. 7156

- Déclaration du Gouvernement et débat sur la situation au Proche et Moyen-Orient - (2 juillet 2025) : p. 7208 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement : « Quel cap gouvernemental pour la France ? » - (22 octobre 2025) : p. 7981 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la suspension de la réforme des retraites - (22 octobre 2025) : p. 7983 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au budget 2026 - (29 octobre 2025) : p. 8192 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de calcul de la taxe foncière - (26 novembre 2025) : p. 9732 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le thème : « Porter la paix face aux bellicistes » - (26 novembre 2025) : p. 9736 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (I) - (17 décembre 2025) : p. 13172 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation agricole en France - (17 décembre 2025) : p. 13174 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (6 mai 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 274 (2024-2025)] contre toutes les fraudes aux aides publiques **[n° 453 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques **[n° 569 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Justice **[n° 743 tome 2 annexe 18 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Maîtriser les frais de justice pour mieux rendre la justice **[n° 3 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection des commerçants grâce à l'usage d'outils numériques **[n° 129 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Justice **[n° 139 tome 3 annexe 17 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

(commission des finances) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements aux articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Frais de justice - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 12 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes

- **Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 434 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4120 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4473 et suivantes - **Article 2** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations et modification des possibilités de saisine de Tracfin)* : p. 4491 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 rectifié quater** *(Définition de critères de qualification des entreprises éphémères à des fins de lutte contre la fraude)* : p. 4498 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 7 rectifié quinquies** *(Possibilité pour les résultats des contrôles réalisés par les caisses de sécurité sociale d'être opposables sur l'ensemble des risques)* : p. 4499 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 5 rectifié quater** *(Extension de la procédure de la flagrance sociale à tout type de fraude sociale)* : p. 4500 et suivantes - **Article 2 ter (nouveau)** *(Renforcement des possibilités d'accès aux fichiers des comptes bancaires)* : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 82** *(Ouverture de l'accès au Fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) pour les agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF))* : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 59 rectifié ter** *(Sécurisation des habilitations des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pour leur permettre d'utiliser les pouvoirs prévus par le code de la consommation)* : p. 4502 et suivantes - **Article 2 quater (nouveau)** *(Renforcement des possibilités d'information de l'inspection générale des finances (IGF))* : p. 4503 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 136** *(Extension du droit de communication de l'inspection générale de l'administration (IGA))* : p. 4504 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 3 rectifié septies** *(Renforcement des sanctions pénales applicables en cas d'escroquerie aux finances publiques réalisée en bande organisée)* : p. 4506 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 105** *(Renforcement de l'échange d'informations entre organes chargés de contrôler les intervenants du champ de la formation professionnelle)* : p. 4514 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 14 rectifié quater** *(Expérimentation visant à donner accès aux bases cadastrales aux greffiers de tribunaux de commerce)* : p. 4515 et suivantes - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 quater (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux d'accessibilité)* : p. 4522

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article 16** *(Évolution des modalités d'intervention en séance publique de représentants du Conseil économique, social et environnemental (Cese))* : p. 4794 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 62** *(Allongement de la discussion générale lors des lectures de conclusions de commissions mixtes paritaires)* : p. 4798 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1 rectifié, n° 78 et n° 86** *(Revalorisation du crédit affecté à la revalorisation des collaborateurs)* : p. 4815 et suivantes

- Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 4** *(Renforcer les pouvoirs de recouvrement des organismes)* : p. 8829 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Rappel au règlement** : p. 10300

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11683 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **Article 79** *(Suppression de la prise en compte de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) en revenu professionnel dans le calcul de la prime d'activité)* : p. 11754 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12674 et suivantes - **État B** : p. 12687 et suivantes - **Article 78** *(Réduction du périmètre d'application de l'obligation de recours à certaines expertises judiciaires)* : p. 12722 et suivantes - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-2333** *(Extension de l'aide juridictionnelle aux procédures civiles et administratives à Wallis-et-Futuna et prise en charge des frais de déplacement des avocats en Polynésie française)* : p. 12723 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12844 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-745 rectifié bis** *(Perception des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour les communes entre 3 500 et 4 999 habitants)* : p. 13016 et suivantes

---

LEFÈVRE (Mathieu)
ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, chargé de la transition écologique
(à partir du 13 octobre 2025)
ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(du 5 octobre 2025 au 12 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'application des dispositions de l'article 5 de la loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - (29 octobre 2025) : p. 8191 et suivantes

- Question orale sans débat sur la nécessité de simplifier la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes - (4 novembre 2025) : p. 8314 et suivantes

- Question orale sans débat sur la ventilation du « fonds friches » - (4 novembre 2025) : p. 8315 et suivantes

- Question orale sans débat sur le contenu du projet de décret relatif aux conditions d'exercice de la police résiduelle au titre de l'article L. 163-9 du code minier - (4 novembre 2025) : p. 8316 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les polluants éternels à l'étang de Berre - (26 novembre 2025) : p. 9735 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mise à mal de la biodiversité - (10 décembre 2025) : p. 12358

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** *(Demande de rapport)* : p. 13325 - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13325 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un registre national centralisé de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)* : p. 13329 et suivantes

---

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission des affaires européennes.

président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2024 **[n° 603 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire **[n° 615 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Défense **[n° 743 tome 2 annexe 9 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Défense **[n° 139 tome 3 annexe 8 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Thierry Breton.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Questions diverses.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire -- Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030 - Crédits de la mission « Défense » - Présentation des conclusions.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Action de sécurité pour l'Europe - Communication.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Préparation du cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Étude sur la subsidiarité, la proportionnalité et le rôle des parlements nationaux dans le processus législatif européen - Audition de Mme Diane Fromage, professeur de droit européen à l'Université de Salzbourg.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. François-Xavier Bellamy, député européen.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion conjointe avec une délégation de la commission des politiques de l'Union européenne du Sénat italien.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vincent Guérend, directeur de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(commission des finances) : Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Présentation par MM. Dominique de Legge et Rachid Temal des conclusions du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Intervention de M. Dominique de Legge, rapporteur spécial de la commission des finances.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bouclier européen pour la démocratie - Audition de M. Marc-Antoine Brillant, chef du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum) au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes - **État B** : p. 541 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 5 bis (nouveau)** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1650 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Article 1er** *(Allègement de la procédure de mise en place et de modification des périmètres délimités des abords (PDA) et possibilité d'adopter un règlement du PDA)* : p. 4080 et suivantes

- Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'application et le financement de la loi de programmation militaire - (18 juin 2025) : p. 6715

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° I-37 rectifié ter, n° I-548 rectifié, n° I-808 rectifié bis et n° I-2180** *(Maintien de l'exonération du prélèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) au titre du coefficient correcteur pour les communes nouvelles dont certaines communes fondatrices étaient exonérées)* : p. 11009 et suivantes - **Article 43** *(Prélèvement exceptionnel des soldes excédentaires de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 11140 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12462 et suivantes - **État B** : p. 12479 et suivantes p. 12489 et suivantes

---

LE GLEUT (Ronan)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis vice-président le 9 octobre 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Voir l'Afrique dans tous ses États **[n° 288 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûr » (COM(2025) 259 final) **[n° 149 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires **[n° 141 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Clément Aglietta, co-fondateur et président de la société Edda, sur les enjeux de l'intelligence artificielle.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen du jeudi 20 mars 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Pauline Carmona, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle à usage général - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Action de sécurité pour l'Europe - Communication.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des déplacements effectués par la commission des affaires européennes au mois de mai 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention d'entraide judiciaire en matière pénale du 28 mai 1996 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(commission des affaires européennes) : »* L'Union européenne face au défi de sa souveraineté énergétique » - Audition de M. Nicolas Berghmans, directeur du programme Nouvelles politiques industrielles à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Mme Clara Calipel, chercheuse, Investissements climat européens à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), M. Dominique Jamme, directeur général des services de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), et Mme Mechthild Wörsdörfer, directrice générale adjointe de la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Étude sur la subsidiarité, la proportionnalité et le rôle des parlements nationaux dans le processus législatif européen - Audition de Mme Diane Fromage, professeur de droit européen à l'Université de Salzbourg.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « Brésil et Pérou : des partenariats nécessaires dans l'hémisphère Sud » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de MM. Mathieu Lefebvre, directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'intérieur, et Jamil Addou, sous-directeur des affaires européennes au ministère de l'intérieur.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion conjointe avec une délégation de la commission des politiques de l'Union européenne du Sénat italien.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 - Français à l'étranger et affaires consulaires - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes - **État B** : p. 994 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1191 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'organisation des Journées défense et citoyenneté (JDC) pour les Français de l'étranger - (24 juin 2025) : p. 6980 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12161 et suivantes - **État B** : p. 12178 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12489 et suivantes

LE HÉNANFF (Anne)
ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargée de l'intelligence artificielle et du numérique
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire [n° 55 (2025-2026)] - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8221 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le prix de l'électricité au terme du mécanisme de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique - (12 novembre 2025) : p. 8528

- Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement de la souveraineté industrielle de la France - (12 novembre 2025) : p. 8531 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'industrie automobile - (19 novembre 2025) : p. 8757 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la cyberprotection de l'État - (19 novembre 2025) : p. 8760 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes - **Article unique** *(Préserver les données publiques hébergées en nuage du risque de captation par des autorités publiques extra-européennes)* : p. 13215 et suivantes

---

LE HOUEROU (Annie)
sénatrice (Côtes-d'Armor)
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 1er avril 2025.

Vice-présidente de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le régime de l'assurance-emploi au Canada **[n° 294 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Mission au Canada sur la situation du travail et de l'emploi - Communication.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en

charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du lundi 17 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen des amendements de séance (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Aurore Bergé, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, facilitant l'exercice en France des médecins diplômés au Royaume-Uni ayant débuté leurs études avant le Brexit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Audition de M. Mathieu Bellahsen, psychiatre, auteur d'un ouvrage intitulé Abolir la contention.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* La santé mentale et la psychiatrie en France - Audition de M. Raphaël Gaillard, professeur en psychiatrie à l'université Paris Cité.

(commission des affaires sociales) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise sanitaire - Audition de M. Daniel Zagury, psychiatre.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de Mmes Claudine Esper, présidente du comité de déontologie et vice-présidente du comité d'éthique, et Élisabeth Elefant, secrétaire du comité d'éthique, de l'Académie nationale de médecine.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition des docteurs Ségolène Perruchio, présidente, et Claire Fourcade, vice-présidente, de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Damien Ientile, directeur de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes

- Question orale sans débat relative au transport scolaire des élèves en situation de handicap - (14 janvier 2025) : p. 46 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes - **État G** : p. 1241 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1465 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 18** *(Suspension du recouvrement des cotisations sociales)* : p. 1975 et suivantes - **Article 18 bis (supprimé)** *(Exonération de cotisations sociales pour le mois de décembre 2024)* : p. 1981 et suivantes - **Article 27 (supprimé)** *(Rapport au Parlement sur la convergence sociale)* : p. 1988 et suivantes - **Article 32 (supprimé)** *(Rapport au Parlement sur les prestations sociales dont le versement est prolongé et sur la suspension des réformes de l'assurance chômage)* : p. 1990 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les vingt ans de la loi sur le handicap - (12 février 2025) : p. 2725 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

Première partie :

- (17 février 2025) - **Article 2** *(Rectification de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 2865 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 7** *(Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance)* : p. 2883 et suivantes - **Article 7 bis A** *(Plafonnement de la rémunération d'un apprenti exonérée de cotisations salariales)* : p. 2884 - **Article 9 ter A (supprimé)** *(Taxation des publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 2891 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 15** *(Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)* : p. 2906 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Question orale sans débat sur le dépistage préventif organisé du cancer de la prostate - (29 avril 2025) : p. 5072 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 37 rectifié, n° 77 et n° 55 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'une quatrième année d'études infirmières)* : p. 5200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 88 rectifié quinquies, n° 18 rectifié, n° 26 rectifié quinquies, n° 35, n° 45 rectifié, n° 51 et n° 84** *(Reconnaissance des infirmiers scolaires comme une spécialité infirmière)* : p. 5205 et suivantes - **Article 1er quater** *(Expérimentation d'un accès direct aux infirmiers exerçant dans des structures d'exercice coordonné)* : p. 5208 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 17 rectifié, n° 24 et n° 58** *(Reconnaissance d'exercices infirmiers spécialisés nécessitant un diplôme universitaire de niveau master)* : p. 5211 et suivantes - **Article 2** *(Ouvrir la reconnaissance de l'exercice des infirmiers de spécialité en tant que pratique avancée)* : p. 5212 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 86 rectifié ter et n° 87 rectifié ter** *(Création de procédures particulières pour l'exercice en tant qu'infirmier de psychiatrie pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen/Demande de rapport sur la création d'une spécialité de psychiatrie et de santé mentale)* : p. 5216 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes - **Article 8** *(Mieux évaluer les besoins de recrutement des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue))* : p. 5463 et suivantes - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 15** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour la convergence du droit applicable en matière de droits sociaux à Mayotte)* : p. 5826 et suivantes - **Article 17** *(Augmenter le nombre de pharmacies d'officine)* : p. 5836 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les morts de sans-abris et la politique du logement - (21 mai 2025) : p. 5903 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par le secteur de l'insertion par l'activité économique à la suite de l'intégration des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) au périmètre du Ségur - (24 juin 2025) : p. 6967

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question orale sans débat sur la participation des communes au financement de la scolarisation des élèves - (4 novembre 2025) : p. 8330 et suivantes

- Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? » - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations des attentats du 13 novembre - (12 novembre 2025) : p. 8523 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article 5** *(Coordination de l'assurance maladie obligatoire et complémentaire en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8598 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 92 rectifié et n° 102** *(Mise en place d'un système de signalement commun à l'assurance maladie obligatoire et complémentaire)* : p. 8609 et suivantes

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 38 rectifié quater, n° 91 rectifié, n° 264 rectifié septies et n° 274 rectifié septies** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 8680 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 94** *(Déremboursement de l'ensemble des prescriptions de tous les médecins déconventionnés)* : p. 8682 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 95** *(Échanges d'informations entre les praticiens conseils du service du contrôle médical et les praticiens conseils des organismes de prévoyance et mutuelles)* : p. 8683 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article 5 ter (nouveau)** *(Exonération partielle de cotisations sociales pour les collaborateurs de chef d'exploitation agricole qui choisissent de devenir chef d'exploitation)* : p. 8866 et suivantes - **Article 6 ter (nouveau)** *(Extension de la règle de lissage du revenu pris en compte dans le cas des allocations chômage et des pensions de retraite et d'invalidité pour la détermination du taux de contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8875 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 ter - Amendements n° 780 rectifié ter, n° 1361 rectifié quater et n° 390 rectifié bis** *(Mutualisation des coûts des maladies professionnelles à effet différé en faveur des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé)* : p. 8886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1672** *(Réduction des allégements généraux de cotisations patronales pour les branches ayant des minima de salaire inférieurs au Smic)* : p. 8891 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1153, n° 1670 et n° 929** *(Taxation des retraites chapeau)* : p. 8894 et

suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Taxation des compléments de salaire)* : p. 8901 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 (suite) - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Assujettissement aux cotisations sociales du rachat d'action)* : p. 8905 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes - **Article 8 septies (nouveau)** *(Extension aux entreprises de plus de 250 salariés du dispositif de déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les heures supplémentaires)* : p. 8933 et suivantes p. 8935 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1673 et n° 928** *(Plafonnement à une fois le Pass de l'abattement de 1,75 % sur l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8966 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article 9 quinquies (nouveau)** *(Exonération de cotisations à la Mutualité sociale agricole des dons en nature effectués par les agriculteurs)* : p. 8992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendement n° 1647** *(Suppression de l'exonération spécifique de cotisations sociales dont bénéficient les loueurs de meublés de tourisme)* : p. 9008 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 522 rectifié bis** *(Taxation des dépenses de publicité des jeux d'argent et de hasard)* : p. 9054 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1702** *(Taxation des aliments transformés contenant des additifs alimentaires à risques)* : p. 9075 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1230, n° 1367 et n° 1693** *(Taxation des publicités pour les aliments riches en sucre, sel ou matières grasses)* : p. 9082 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1658** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les superprofits)* : p. 9125 et suivantes - **Article 12** *(Clarifier les transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale (« article-tuyau »))* : p. 9149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 1690 et n° 1777 rectifié** *(Suppression des taux majorés de taxe sur les salaires pour certaines entités, notamment associatives)* : p. 9158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1053 et n° 1674** *(Extension de l'assiette de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA))* : p. 9183 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les retraites)* : p. 9200 et suivantes - **Article 14 (précédemment réservé)** *(Tableau d'équilibre 2026)* : p. 9205 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9224 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1742** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la politique de prévention en santé)* : p. 9289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 20 nonies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9309 - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article 21 septies (nouveau)** *(Soumission de la pratique de la médecine esthétique à un régime d'autorisation préalable de l'agence régionale de santé)* : p. 9360 et suivantes - **Article 23** *(Report du financement de la protection sociale complémentaire pour les agents de la fonction publique hospitalière)* : p. 9375 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1771** *(Demande de rapport permettant d'objectiver les frais particuliers grevant le coût des médicaments distribués dans les départements et les régions d'outre-mer)* : p. 9385 et suivantes - **Article 26** *(Renforcer la taxation des dépassements d'honoraires)* : p. 9389 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 27 bis (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9417 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1768 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'un fonds d'urgence pour les établissements ou services médico-sociaux (ESMS) en difficulté)* : p. 9512 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 411 rectifié et n° 779 rectifié** *(Prise en charge par la branche famille des dépenses d'un nouveau-né en maternité)* : p. 9532 et suivantes - **Article 43** *(Rationaliser et simplifier le cumul emploi-retraite)* : p. 9554 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes - **Article 48** *(Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 9692 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-551 rectifié bis, n° I-672 rectifié, n° I-638 rectifié quater, n° I-2204 rectifié bis, n° I-1673 rectifié bis, n° I-1390 rectifié, n° I-1501 rectifié, n° I-1671 rectifié ter, n° I-2137 rectifié, n° I-2184 rectifié et n° I-917** *(Droits de mutation à titre onéreux affectés aux départements)* : p. 10830 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2051 rectifié** *(Faculté pour les communes d'augmenter le taux de droits de mutation à titre onéreux (DMTO) dans la limite de 5 % et d'en exonérer les primo-accédants)* : p. 10863 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 31 - Amendement n° I-1253** *(Prise en charge par l'État, via la dotation globale de fonctionnement (DGF), du revenu de solidarité active (RSA) lorsqu'il se cumule avec une activité saisonnière)* : p. 10992 - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1395 rectifié ter** *(Extension à trois jours du délai de carence pour l'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique de l'État)* : p. 11665 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11683 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12617 et suivantes p. 12622 et suivantes

---

LEMOYNE (Jean-Baptiste)
sénateur (Yonne)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de Campus France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde **[n° 141 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié bis** *(Suppression du plafond d'utilisation des titres auprès des restaurateurs)* : p. 34 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-874** *(Création d'un « orange budgétaire » consacré à l'économie sociale et solidaire)* : p. 665 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes - **État B** : p. 987 et suivantes p. 994 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution des canalisations d'eau - (22 janvier 2025) : p. 1190 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes - **Article 6** *(Invitation à suivre une procédure administrative plutôt que judiciaire en cas de primo-infraction environnementale ou d'infraction causant un faible préjudice environnemental)* : p. 1557 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article 1er** *(Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)* : p. 1840 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er -**

Amendement n° 30 rectifié *(Suppression de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC))* : p. 1841 et suivantes - **Article 2** *(Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives)* : p. 1842 et suivantes - **Article 6** *(Comité de suivi et de proposition de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé (AERAS))* : p. 1844 - **Article 9** *(Commission d'examen des pratiques commerciales)* : p. 1846 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la revalorisation du régime indemnitaire des directeurs par intérim d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes** - (11 février 2025) : p. 2593 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 532 rectifié** *(Introduction de la proposition de loi en faveur de la gestion durable et la reconquête des haies dans sa version adoptée au Sénat)* : p. 2689 et suivantes - **Article 14 bis** *(Extension aux forêts publiques du champ de l'exemption à la compensation du défrichement prévue pour les boisements de moins de 40 ans)* : p. 2694 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mariages blancs** - (12 février 2025) : p. 2730 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite)** - (12 février 2025) - **Article 18** *(Extension des compétences des départements en matière de production, transport et stockage de l'eau potable)* : p. 2768 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]**

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 23 bis A (nouveau)** *(Précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français)* : p. 2936 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat** - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- **Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes** - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine (I)** - (5 mars 2025) : p. 3258 et suivantes

- **Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3393 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendement n° 20 rectifié ter** *(Assouplissement de la règle de parité pour l'élection des adjoints au maire dans les communes de moins de 1 500 habitants)* : p. 3592 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 3598 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)]** - (19 mars 2025) - **Article 1er** *(Allègement de la procédure de mise en place et de modification des périmètres délimités des abords (PDA) et possibilité d'adopter un règlement du PDA)* : p. 4080 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un référentiel national des pratiques et des critères mis en œuvre par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4084 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article 1er** *(Facilitation de l'éligibilité des centrales à charbon faisant l'objet d'une conversion au mécanisme de capacité)* : p. 4237 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien européen au Groenland** - (2 avril 2025) : p. 4459 et suivantes

- **Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense** - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les tensions géopolitiques consécutives aux droits de douane américains** - (9 avril 2025) : p. 4833

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession** - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) : p. 5422 et suivantes

- **Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes

- **Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale** - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 620 (2024-2025)] - (21 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5907 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza - (4 juin 2025) : p. 6184 et suivantes

- Question orale sur les dysfonctionnements de la responsabilité élargie du producteur dans le secteur du bâtiment - (10 juin 2025) : p. 6266 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6432 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** *(Autorisation de dérogation au calendrier annuel d'entretien des cours d'eau afin de permettre des mesures de prévention contre les inondations)* : p. 6447 et suivantes - **Article 4 (texte supprimé par la commission)** *(Reversement d'une partie de la taxe GEMAPI aux communes pour le financement de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et lutte contre l'érosion des sols »)* : p. 6449 et suivantes

- Question orale sans débat sur la juste compensation par l'État des dépenses sociales des départements - (24 juin 2025) : p. 6960 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 27** *(Non-application de la loi en Polynésie française)* : p. 8164 et suivantes - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence)* : p. 8165 et suivantes

- Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation » - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le déremboursement des cures thermales - (5 novembre 2025) : p. 8418 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1251 et n° 1284** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à l'assurance maladie à son retour sur le territoire français)* : p. 9232 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article 23** *(Report du financement de la protection sociale complémentaire pour les agents de la fonction publique hospitalière)* : p. 9375 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de calcul de la taxe foncière - (26 novembre 2025) : p. 9732 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (III) - (26 novembre 2025) : p. 9737 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (27 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 9789 et suivantes

Discussion générale :

: p. 9793 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-986 rectifié bis et n° I-686** *(Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)* : p. 10176 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-322 rectifié bis** *(Suppression de niches fiscales)* : p. 10224 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2426 rectifié** *(Décalage de la signature des contrats de ville outre-mer pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB))* : p. 10250

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-414 rectifié, n° I-1560 rectifié ter, n° I-1602 rectifié ter et n° I-1707 rectifié bis** *(Garantir l'éligibilité des prestations de portage de repas à domicile au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10303 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1844, n° I-1264 rectifié, n° I-1845, n° I-1104, n° I-1000 rectifié, n° I-415 rectifié bis et n° I-933 rectifié** *(Plafonds applicables aux dépenses éligibles au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10305 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1310 rectifié quater** *(Majoration exceptionnelle de la réduction d'impôt pour les dons effectués au profit de la restauration du château de Chambord)* : p. 10329 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit*

(DMTG)) : p. 10372 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671** *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-491 rectifié sexies, n° I-720 rectifié, n° I-870 rectifié ter et n° I-1407 rectifié** *(Octroi, jusqu'en 2029, du bénéfice du classement « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux communes anciennement zones de revitalisation rurale (ZRR) ne remplissant pas les critères FRR)* : p. 10425 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-576 rectifié** *(Modification de la faculté préfectorale de rattrapage en zone France Ruralité Revitalisation (FRR) à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ruraux)* : p. 10428 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-186 rectifié bis, n° I-380 et n° I-649** *(Imposition sur les plus-values immobilières élevées)* : p. 10450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1666 rectifié et n° I-1278** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2028 de la réduction d'impôt Denormandie pour investissement locatif avec travaux)* : p. 10468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-527 rectifié, n° I-1281, n° I-1765 et n° I-2367 rectifié ter** *(Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro)* : p. 10473 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-416 rectifié, n° I-1722 rectifié bis, n° I-2321, n° I-758 rectifié bis, n° I-2407, n° I-498 rectifié bis, n° I-2207 rectifié ter, n° I-2240, n° I-2073 rectifié bis, n° I-123 rectifié, n° I-121 rectifié, n° I-122 rectifié, n° I-124 rectifié, n° I-323 rectifié bis et n° I-1540 rectifié bis** *(Taxe de solidarité sur les billets d'avion)* : p. 10524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1571 rectifié ter** *(Création d'une nouvelle redevance de l'eau pour la solidarité entre les bassins)* : p. 10589 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-611 rectifié quater** *(Taxe en amont pour les produits textiles)* : p. 10629

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-487 rectifié quinquies, n° I-1404 rectifié ter, n° I-1865 rectifié bis et n° I-2464 rectifié bis** *(Possibilité pour une entreprise de déduire la TVA afférente à la construction, l'acquisition ou l'entretien des logements fournis, à titre gratuit, à son personnel saisonnier)* : p. 10775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-290 rectifié ter, n° I-2333 et n° I-2497** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % pour les livraisons de logements ou de terrains à bâtir situés dans un périmètre de 1 500 mètres autour d'une gare ferroviaire)* : p. 10779 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-757 rectifié bis** *(Création d'une contribution aux infrastructures communales)* : p. 10817 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2663** *(Relèvement du plafond et extension de dépenses financées par la taxe « Gemapi »)* : p. 10855 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-799, n° I-932 rectifié et n° I-2462 rectifié bis** *(Prorogation de l'expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA))* : p. 10893 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1333 rectifié ter** *(Élargissement des bénéficiaires du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11021 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12161 et suivantes p. 12166 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12360 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-1825 rectifié ter** *(Départementalisation de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL))* : p. 12423 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes - **Texte de la commission** *(Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur)* : p. 13144 et suivantes

LERMYTTE (Marie-Claude)
sénatrice (Nord)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts le 20 novembre 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un chèque-emploi collectivités territoriales **[n° 227 (2024-2025)]** (6 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au mode de désignation des conseillers communautaires **[n° 276 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à élargir le prêt à taux zéro (PTZ) aux familles nombreuses propriétaires de leur résidence principale afin de dynamiser le marché du logement et d'encourager la natalité en France **[n° 309 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Famille - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir des moyens de fonctionnement aux groupes d'élus dans l'ensemble des communautés d'agglomération **[n° 815 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'obésité par la réduction des sucres ajoutés dans l'alimentation **[n° 19 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les micro-crèches - (5 février 2025) : p. 2054

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3057 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'accès au foncier des jeunes agriculteurs - (25 mars 2025) : p. 4209 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'ArcelorMittal (I) - (30 avril 2025) : p. 5130 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article 7** *(Expérimenter un recours simplifié aux contrats à durée déterminée (CDD) dans les centres de santé)* : p. 5460 et suivantes

- Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 598 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5542 et suivantes

- Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes - **Article unique** *(Élargissement aux présidents de conseil départemental des membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance)* : p. 6426 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conditions de prise en charge du temps de pause méridienne par les accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) - (8 juillet 2025) : p. 7310

- Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article 2** *(Expérimentation d'un accès direct aux études de pharmacie)* : p. 7868 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article 4** *(Permettre aux caisses de sécurité sociale de mandater l'une d'entre elles pour déposer une plainte pénale unique et renforcer l'articulation de l'action pénale des organismes sociaux)* : p. 8595 et suivantes - **Article 5** *(Coordination de l'assurance maladie obligatoire et complémentaire en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8598 et suivantes - **Article 6** *(Renforcement des prérogatives des services départementaux chargés du handicap et de l'autonomie en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8613 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié ter** *(Obligation du versement d'une prestation sociale par un département sur un compte en banque ouvert en Europe)* : p. 8616

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 210 rectifié ter et n° 271 rectifié** *(Extension du contrôle administratif et financier à certains organismes paritaires)* : p. 8646 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 308, n° 62 rectifié, n° 79, n° 86 rectifié ter et n° 160 rectifié bis** *(Possibilité pour les caisses de sécurité sociale des régimes spéciaux de prononcer des sanctions financières)* : p. 8648 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 211 rectifié ter et n° 273 rectifié bis** *(Instauration d'une majoration aux sommes indûment versées par la Caisse des dépôts et consignations et réclamées par celle-ci dans le cadre d'un recouvrement)* : p. 8662 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié ter et n° 272 rectifié** *(Extension de la consultation du répertoire de gestion des carrières unique (RGCU) pour la gestion du compte personnel de formation)* : p. 8663 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 octies - Amendement n° 1040 rectifié ter** *(Possibilité pour les travailleurs indépendants de se verser une prime défiscalisée)* : p. 8973 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 novembre 2025) : p. 8983

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite)** - (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 144 rectifié sexies et n° 826 rectifié ter** *(Prise en charge des dispositifs médicaux optiques et dentaires sur une base de trois ans)* : p. 9480 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 819 rectifié, n° 1341 et n° 1669** *(Modulation du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) selon des indicateurs d'efficience)* : p. 9502 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 376 rectifié, n° 421 rectifié ter, n° 443 rectifié quater et n° 1017 rectifié ter** *(Précision du contenu d'un rapport sur l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance des Ehpad)* : p. 9511 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (24 novembre 2025) : p. 9522

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 décembre 2025) : p. 12566

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12575 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026** - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12622 et suivantes

---

LEROY (Henri)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Sécurités **[n° 145 tome 12 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur les influenceurs algériens - (22 janvier 2025) : p. 1187 et suivantes

LE RUDULIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (1er avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 190 (2023-2024)] visant à renforcer les prérogatives des officiers de l'État civil et du ministère public pour lutter contre les mariages simulés ou arrangés **[n° 333 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 315 (2024-2025)] visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte **[n° 466 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Famille - Outre-mer**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte **[n° 499 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Famille - Outre-mer**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant un mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour pour l'élection des députés **[n° 761 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 519 (2024-2025)] visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme **[n° 780 (2024-2025)]** (25 juin 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réformer le financement de l'obligation de débroussaillement **[n° 100 (2025-2026)]** (30 octobre 2025) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à l'inscription des groupes dits « antifas » sur la liste des organisations terroristes **[n° 226 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation préoccupante des services d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières - (18 février 2025) : p. 2959

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 10** *(Obligation pour les futurs époux de nationalité étrangère de fournir la preuve de la régularité de leur séjour)* : p. 3120 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** *(Saisine automatique du procureur en cas d'absence de régularité de séjour aux fins de vérifier la sincérité de l'intention matrimoniale)* : p. 3121 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 6 rectifié, n° 11 et n° 7 rectifié** *(Dispositions sur le délai pendant lequel le procureur de la République peut surseoir à un mariage soupçonné d'être frauduleux et instauration du principe selon lequel le silence vaut sursis au mariage)* : p. 3122 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3127

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences d'un projet de décret menaçant le secteur de la petite enfance - (25 mars 2025) : p. 4193 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4250 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4253 et suivantes - **Question préalable** : p. 4255 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 4, n°11 et n° 18 rectifié** *(Rapport sur la mise en œuvre des dispositions restreignant l'accès à la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France introduites à Mayotte en 2018)* : p. 4267 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4587 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) - **Explications de vote communes** : p. 5010 et suivantes

- Question orale sans débat sur les enjeux des installations agrivoltaïques dans les parcs naturels régionaux - (29 avril 2025) : p. 5092

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes

- Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)] - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes - **Article 1er** *(Caractéristiques des peines d'emprisonnement ferme et modalités de leur aménagement ab initio par le tribunal correctionnel)* : p. 7141 et suivantes - **Article 2** *(Conditionnement des mesures d'aménagement de peine aux garanties de réinsertion du condamné)* : p. 7143 et suivantes - **Article 3** *(Mise en cohérence de certaines dispositions du code de procédure pénale)* : p. 7146 - **Article 6 (supprimé)** *(Rapport concernant l'impact de cette proposition de loi sur la récidive et sur la surpopulation carcérale)* : p. 7146 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'exercice abusif du droit de grève dans la fonction publique - (8 juillet 2025) : p. 7325 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7495 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 7504 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- Question orale sans débat sur le coût total des investigations et procédures dans l'affaire dite « du financement libyen » - (2 décembre 2025) : p. 10738 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes

LESCURE (Roland)
ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique
(à partir du 13 octobre 2025)
ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et énergétique
(du 5 octobre 2025 au 12 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche **[n° 118 (2025-2026)]** (10 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2025-880 du 3 septembre 2025 relative au crédit à la consommation **[n° 173 (2025-2026)]** (2 décembre 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la prise en compte par le Gouvernement du rapport de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants - (5 novembre 2025) : p. 8408 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la compétitivité des entreprises - (5 novembre 2025) : p. 8411

- Question d'actualité au Gouvernement sur la difficulté pour les candidats aux élections municipales d'ouvrir des comptes bancaires - (5 novembre 2025) : p. 8412 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur Shein - (5 novembre 2025) : p. 8419 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation pluriannuelle de l'énergie - (5 novembre 2025) : p. 8420

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de NovAsco - (5 novembre 2025) : p. 8420 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la société Exaion - (26 novembre 2025) : p. 9734 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle et la situation de l'entreprise NovAsco - (26 novembre 2025) : p. 9740 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes p. 9793 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1272** *(Création d'une contribution additionnelle sur les entreprises de la base industrielle et technologique de défense (BITD))* : p. 10057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-655 rectifié et n° I-2219 rectifié** *(Création d'une contribution additionnelle sur les plateformes de mise en relation par voie électronique)* : p. 10058 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1451 rectifié, n° I-1458 rectifié bis, n° I-1457 rectifié bis et n° I-1397 rectifié** *(Création d'une taxe sur les dividendes des grandes entreprises)* : p. 10060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1452 rectifié** *(Création d'une surtaxe sur les entreprises performantes)* : p. 10062 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1199 rectifié** *(Prolongation du dispositif de déduction des amortissements constatés dans la comptabilité des entreprises au titre des fonds commerciaux)* : p. 10063 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1304 rectifié ter** *(Prorogation du dispositif de suramortissement pour les investissements des PME industrielles dans le domaine de la robotique et de la transformation numérique)* : p. 10064 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-2668** *(Extension aux associés de la dérogation au plafonnement de la déductibilité des intérêts financiers au taux de référence lorsque les conditions de l'entreprise emprunteuse le justifient)* : p. 10064 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-671 rectifié** *(Limitation du régime « mère-fille » aux pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen)* : p. 10064 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-2217 rectifié** *(Alignement du régime fiscal applicable aux Sociétés coopératives d'intérêt collectif (Scic) dans le cadre de transformations avec celui des sociétés coopératives et participatives (Scop))* : p. 10065 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1448 rectifié bis** *(Hausse des taux de la quote-part de frais et charges (QPFC) du régime « mère-fille »)* : p. 10066 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-188 rectifié** *(Majoration de la quote-part de frais et charges (QPFC) applicable dans le cadre du régime « mère-fille »)* : p. 10066 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-646 rectifié** *(Plafonnement de la rémunération déductible à l'impôt sur les sociétés à hauteur de vingt fois la rémunération moyenne du premier décile de rémunération)* : p. 10067 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1446 rectifié, n° I-2220 rectifié et n° I-1480 rectifié bis** *(Création d'une majoration de l'impôt sur les sociétés selon les bénéfices réalisés hors de France)* : p. 10068 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1917 rectifié ter, n° I-1450, n° I-1919 rectifié ter, n° I-665 rectifié, n° I-1918 rectifié ter, n° I-2478 rectifié, n° I-1456 rectifié, n° I-2479 rectifié, n° I-232 rectifié bis et n° I-664 rectifié** *(Taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)* : p. 10070 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1449 et n° I-1300 rectifié ter** *(Taux d'impôt sur les sociétés)* : p. 10076 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-670 et n° I-228 rectifié bis** *(Régime des plus-values à long terme)* : p. 10077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1299 rectifié ter, n° I-1364 et n° I-2593 rectifié** *(Plafond de bénéfice pris en compte pour l'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés (IS) de 15 % pour les petites et moyennes entreprises (PME))* : p. 10078 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-2667 et n° I-206 rectifié** *(Introduction d'un mécanisme de report d'imposition en cas de transfert du patrimoine professionnel de l'entrepreneur individuel (EI) ou de l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL) vers une société)* : p. 10080 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-790 rectifié, n° I-1774 rectifié et n° I-2385 rectifié** *(Suppression de l'obligation de transmission systématique à l'administration fiscale du relevé de dépenses prévu à l'article 54 quater du code général des impôts)* : p. 10083 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2323 rectifié** *(Réduction de la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises en supprimant la tranche à 40 % et en réduisant à 50 % la tranche unique nouvelle jusqu'à 1 M€)* : p. 10085 - **Article additionnel après l'article 4 -**

Amendement n° 1368 rectifié *(Introduction de règles spécifiques pour la durée d'amortissement fiscal pour les matières premières critiques)* : p. 10085 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2117 rectifié** *(Création d'une surtaxe sur l'impôt sur les sociétés (IS) de 10 % pour les entreprises du secteur alimentaire dont les prix excèdent un plafond fixé par voie réglementaire)* : p. 10086 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2221 rectifié** *(Création d'un cadre de conditionnalité générale des aides publiques intégrant une contrepartie climatique et une contrepartie sociale)* : p. 10087 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1847 rectifié et n° I-2561 rectifié quinquies** *(Plafonnement du prix des places d'accueil entrant dans le champ du crédit d'impôt famille (Cifam))* : p. 10087 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2571 rectifié ter** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt famille (Cifam) des dépenses de réservation de place en crèche par un tiers)* : p. 10089 - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 49 rectifié ter et n° I-1740 rectifié bis** *(Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S))* : p. 10101 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 486 rectifié quater et n° I-975 rectifié ter** *(Instauration d'un dispositif de suramortissement pour soutenir les entreprises du secteur du recyclage et de la valorisation des déchets)* : p. 10102 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 834 rectifié bis, n° I-1143 rectifié et n° I-1937 rectifié quater** *(Instauration d'un dispositif de suramortissement pour soutenir l'investissement des entreprises dans des équipements directement liés à la transition énergétique)* : p. 10102 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1987 rectifié bis et n° I-791 rectifié** *(Mécanisme de suramortissement pour les investissements relatifs à la fibre optique / Alignement de toutes les déclarations professionnelles sur une date unique pour les exercices clos au 31 décembre)* : p. 10103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2052 rectifié bis** *(Extension de l'abattement de taxe sur les salaires aux fonds de dotation)* : p. 10104 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2216, n° I-2376 rectifié ter et n° I-2377 rectifié ter** *(Exclusion du taux majoré de taxe sur les salaires)* : p. 10105 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1620 rectifié** *(Exclusion de certaines « jeunes entreprises innovantes » (JEI) du bénéfice du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2629 rectifié bis** *(Conditionnement du crédit d'impôt recherche (CIR) à l'obligation pendant une période de dix ans de localiser en France les activités de production en lien avec le bénéfice du CIR)* : p. 10123 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1193 rectifié quater, n° I-1137 rectifié bis et n° I-767 rectifié** *(Rétablissement du dispositif « jeunes docteurs » au sein du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1419** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux travaux de recherche pour tester des architectures fonctionnelles)* : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 76 rectifié quinquies** *(Limitation des dépenses de sous-traitance éligibles au crédit d'impôt recherche à l'innovation dans les secteurs prioritaires)* : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1612 rectifié bis, n° I-1136 rectifié bis et n° I-1195 rectifié quater** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux frais liés aux brevets)* : p. 10125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 567 rectifié** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux dépenses de location de temps de calcul sur GPU)* : p. 10127 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2085 rectifié** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) des commissions versées à des plateformes numériques)* : p. 10127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1418** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt innovation (CII) à la conception d'innovations organisationnelles)* : p. 10128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1194 rectifié quater et n° I-1518 rectifié bis** *(Prorogation du crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (CICo))* : p. 10129 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-535 rectifié ter et n° I-821 rectifié quater** *(Prolongation du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) jusqu'au 31 décembre 2028)* : p. 10129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-536 rectifié bis** *(Élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) aux investissements en lien avec le transport)* : p. 10130 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-537 rectifié bis** *(Relèvement du seuil d'effectifs en dessous duquel les entreprises peuvent bénéficier du taux majoré de 30 % du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC)* : p. 10130 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2666 rectifié, n° I-1733 rectifié quater, n° I-237 rectifié ter, n° I-1279 et n° I-1516 rectifié** *(Crédit d'impôt au titre de l'investissement dans les industries vertes)* : p. 10131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1822** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) à la fabrication de capteurs solaires thermiques)* : p. 10136 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2072 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt industrie du futur)* : p. 10136 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2362 rectifié quater** *(Création d'un crédit d'impôt en faveur des investissements et dépenses de fonctionnement liés aux opérations de captage, de transport et de stockage géologique du dioxyde de carbone)* : p. 10137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-712 rectifié** *(Création d'un cadre de conditionnalité générale des aides publiques)* : p. 10139 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-794 rectifié** *(Suppression du bénéfice du crédit d'impôt au titre du mécénat d'entreprise pour les entreprises de la fast fashion)* : p. 10141 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-713 rectifié** *(Création d'un droit de timbre lors du dépôt d'une demande d'autorisation dans le cadre du contrôle des investissements étrangers en France (IEF))* : p. 10141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1198 et n° I-1517 rectifié** *(Prorogation du volet fiscal du dispositif « jeunes entreprises innovantes » pour la fiscalité locale et recréation d'un volet d'exonération d'impôt sur les sociétés)* : p. 10142 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-525 rectifié bis, n° I-1128 rectifié ter, n° I-1754 rectifié, n° I-2277 et n° I-2353 rectifié ter** *(Suppression du plafonnement sur la valeur ajoutée des entreprises (PVA) pour les entreprises en cessation d'activité sur un site IPCE au profit d'un plafonnement sur les garanties financières mobilisées pour la remise en l'état du site)* : p. 10143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2126, n° I-2127 et n° I-703 rectifié** *(Assujettissement à la taxe sur les surfaces commerciales)* : p. 10145 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2312 rectifié** *(Doublement de la taxe sur les bureaux en Île-de-France dans la zone premium)* : p. 10148 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1597 rectifié** *(Création d'une taxe sur les robots)* : p. 10149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1273 rectifié, n° I-189 rectifié, n° I-1459, n° I-146, n° I-170 rectifié ter, n° I-595 rectifié, n° I-1399, n° I-2337, n° I-171 rectifié bis, n° I-1224 rectifié, n° I-958 rectifié bis, n° I-1725, n° I-1724, n° I-957 rectifié bis et n° I-2218** *(Taxe sur les transactions financières)* : p. 10150 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1274** *(Création d'une surtaxe à la taxe sur les transactions financières (TTF) pour les transactions concernant des entreprises du secteur de la défense)* : p. 10157 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-687 rectifié** *(Création d'une taxe sur la livraison d'un bien commercialisé par le biais d'une*

entreprise de commerce en ligne) : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1984 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les entreprises utilisant des infrastructures numériques)* : p. 10158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1447, n° I-1694 rectifié ter, n° I-1729, n° I-1746 rectifié, n° I-1373 rectifié ter, n° I-2398, n° I-1389, n° I-1500 rectifié, n° I-2136 rectifié et n° I-195** *(Taxe sur les services numériques)* : p. 10159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-909 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les réseaux sociaux)* : p. 10163 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2654 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les fournisseurs de service d'assistance par intelligence artificielle)* : p. 10166 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-994 rectifié** *(Suppression de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) mobile relative aux stations radioélectriques de téléphonie mobile construites en zone de montagne entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020)* : p. 10166 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1243 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les séjours de chasse organisés à des fins touristiques par des agences de voyage)* : p. 10168 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-787 rectifié bis et n° I-1834 rectifié quinquies** *(Obligation de cession par l'État de 2 % du capital d'EDF dans un délai de six mois)* : p. 10169 et suivantes - **Article 12 (priorité)** *(Renforcement des dispositifs fiscaux de soutien à la géographie prioritaire de la politique de la ville)* : p. 10170 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-510 rectifié bis et n° I-1334 rectifié bis** *(Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation sur les cessions d'immeubles au taux de 0,01 %)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1833 rectifié bis** *(Exonération de la contribution de sécurité immobilière pour les transferts des biens et droits immobiliers des établissements existants au profit de l'Établissement public d'aménagement de La Défense Seine Arche)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-532 rectifié** *(Exonération d'impôt sur les sociétés pour les installations de production d'hydroélectricité exploitées en zones non interconnectées (ZNI))* : p. 10175 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-986 rectifié bis et n° I-686** *(Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)* : p. 10176 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2618 rectifié bis** *(Possibilité, pour les communes, d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les constructions autres que des logements sur des friches)* : p. 10177 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2589 rectifié bis, n° I-2534 rectifié ter, n° I-569 rectifié bis, n° I-1764 rectifié, n° I-2003 rectifié bis, n° I-2523 rectifié ter, n° I-2004 rectifié, n° I-2535 rectifié ter et n° I-2138 rectifié** *(Taxe sur les friches)* : p. 10177 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2680** *(Indexation de la revalorisation des valeurs locatives des locaux industriels sur la moyenne nationale des coefficients départementaux des loyers)* : p. 10181 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1158 rectifié** *(Élargissement de l'assiette de référence de la taxe spéciale d'équipement (TSE) destinée aux établissements publics fonciers (EPF))* : p. 10181 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1157 rectifié** *(Relèvement du plafond de la TSE de 20 à 30 euros par habitant)* : p. 10182 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-507 rectifié et n° I-1997 rectifié** *(Suppression des taxes affectées à la société Grand Projet du Sud-Ouest)* : p. 10183 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-668 rectifié et n° I-1770 rectifié bis** *(Traitement fiscal des transactions immobilières en vente directe ou indirecte)* : p. 10183 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1568 et n° I-1494** *(Financement du système de péréquation en faveur du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Corse)* : p. 10192 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-793 rectifié** *(Ouvrir la possibilité pour les services de l'État de revendre le surplus d'électricité qu'ils produisent, notamment dans le cadre d'installations d'autoconsommation)* : p. 10194 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-1386 rectifié bis et n° I-2057 rectifié quater** *(Faire en sorte qu'EDF s'acquitte de la taxe de répartition des coûts du mécanisme de capacité en lieu et place des entreprises locales de distribution (ELD) afin que les incidences de cette taxe soient mieux réparties entre ces dernières)* : p. 10195 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-119 rectifié** *(Création d'un système de péréquation du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz entre entreprises locales de distribution (ELD)* : p. 10196 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1241** *(Amortisseur sur la fiscalité du gaz)* : p. 10197 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-783 rectifié et n° I-2491 rectifié bis** *(Suppression du déplafonnement du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) (accise sur le gaz naturel) pour les exploitants agricoles (serres à tomates))* : p. 10198 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1569 rectifié ter** *(Abaisser à 0,5 euro par MWh le tarif de l'accise sur l'électricité appliqué aux entreprises électro-sensibles de l'industrie agroalimentaire)* : p. 10198 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-2241 rectifié, n° I-2242 et n°I-2243 rectifié** *(Tarif réduit pour les gaz naturels pour les entreprises énergo-intensives)* : p. 10199 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-859, n° I-145, n° I-1898 et n° I-2297 rectifié** *(Crédit d'impôt pour la transition énergétique)* : p. 10202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-886** *(Augmenter le tarif de la taxe annuelle sur les installations éoliennes en mer)* : p. 10203 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1384 rectifié** *(Création de deux nouvelles impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) relatives au transport et au stockage d'hydrogène ainsi qu'au transport et au stockage géologique de dioxyde de carbone)* : p. 10203 et suivantes - **Article 26 (priorité)** *(Précisions apportées à l'imposition minimale mondiale des grandes entreprises multinationales)* : p. 10204 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-442 rectifié** *(Création d'une taxe sur les compagnies d'assurance absentes des départements et régions d'outre-mer)* : p. 10207 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2153** *(Instaurer des droits de douane rehaussés sur les marchandises importées de toute Nation ne respectant pas les recommandations d'une résolution émanant d'une session extraordinaire d'urgence des Nations Unies)* : p. 10208 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1453** *(Réduction du seuil d'assujettissement au mécanisme d'imposition minimale mondiale (IMM) des grands groupes du pilier 2 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE))* : p. 10208 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2673** *(Précisions sur le mécanisme d'imposition minimale mondiale (IMM) des grands groupes)* : p. 10208 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-322 rectifié bis** *(Suppression de niches fiscales)* : p. 10224 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-639 rectifié bis** *(Suppression de taxes diverses)* : p. 10226 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-2453 rectifié** *(Suppression du tarif réduit d'accise pour les carburants ou combustibles consommés pour les besoins de la navigation maritime)* : p. 10226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° I-1045 rectifié quinquies, n° I-1406 rectifié ter, n° I-1933 rectifié quater et n° I-2613 rectifié quater** *(Extension au biocarburant Huile Végétale Hydrotraitée (HVO) du tarif particulier d'accise appliqué au biocarburant B100)* : p. 10227 - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° I-299 rectifié quater** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions inférieures à 1 600 euros en cas d'absence de revalorisation annuelle des pensions de retraite)* : p. 10231 -

Article 7 *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-662** *(Fixation à 1 % du taux de cotisation Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes habitations à loyer modéré (HLM) outre-mer)* : p. 10236 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-435 rectifié** *(Exonération de cotisation caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) du supplément de loyer solidaire pour les logements outre-mer)* : p. 10236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-386 rectifié et n° I-504 rectifié** *(Hausse des abattements propres aux zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) dans les communes défavorisées à La Réunion)* : p. 10237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2267** *(Extension de l'éligibilité de la réduction d'impôt pour les installations de production d'électricité à l'ensemble des secteurs d'activité outre-mer)* : p. 10238 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2039 rectifié et n° I-2040 rectifié** *(Augmentation de la réduction d'impôt sur l'acquisition de taxis outre-mer)* : p. 10238 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1030 rectifié** *(Extension de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs outre-mer)* : p. 10239 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1875, n° I-2047 rectifié et n° I-1817** *(Précision de l'assiette de la réduction d'impôt sur les logements sociaux en outre-mer)* : p. 10241 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2261 et n° I-1744 rectifié** *(Extension du plafond de la réduction d'impôt pour la construction de logements neufs)* : p. 10243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-657** *(Hausse du taux du crédit d'impôt pour l'abonnement à un journal d'information outre-mer)* : p. 10244 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1818, n° I-1874, n° I-2037 rectifié bis et n° I-660** *(Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession à la propriété outre-mer)* : p. 10244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-748 rectifié, n° I-1873 et n° I-2265 rectifié** *(Extension du crédit d'impôt en faveur du logement social en outre-mer à la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) fournissant des services médicaux)* : p. 10245 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-432 et n° I-431 rectifié bis** *(Crédit d'impôt bénéficiant aux travaux de désamiantage des logements outre-mer)* : p. 10246 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-659 et n° I-2266** *(Extension du crédit d'impôt sur le logement intermédiaire aux travaux de rénovation lourde outre-mer)* : p. 10247 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-430 rectifié bis** *(Extension du crédit d'impôt sur les investissements productifs à l'installation de bornes de recharge électriques)* : p. 10248 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-436 rectifié** *(Exonération de droit de partage pour les départements et régions d'outre-mer (DROM) lors de la première cession d'un bien après la reconstitution des titres de propriété)* : p. 10248 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2081** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt sur les investissements des entreprises en difficulté outre-mer)* : p. 10249 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2426 rectifié** *(Décalage de la signature des contrats de ville outre-mer pour bénéficier de l'abattement de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB))* : p. 10250 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1743 rectifié** *(Extension de la réduction d'impôt pour la reconstruction d'immeubles en Nouvelle-Calédonie)* : p. 10250 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **État G** : p. 12096 et suivantes - **Article 69** *(Déplafonnement des primes négatives des contrats d'énergie renouvelable et révision des tarifs de certains contrats de production photovoltaïque)* : p. 12100 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-705 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale du débat public)* : p. 12102 - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1542 rectifié** *(Permettre la suspension de dispositifs de soutien aux producteurs d'électricité renouvelable pour que ces derniers puissent contracter des contrats d'achats d'électricité de gré à gré (PPA) avec des fournisseurs ou des consommateurs)* : p. 12102 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1623** *(Application au calcul des primes des contrats de complément de rémunération du pas de temps de 15 minutes utilisé sur le marché français de l'électricité)* : p. 12108 - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1543 rectifié** *(Affecter aux départements une part du produit de la taxe sur les éoliennes maritimes en réduisant la part affectée à l'Office français de la biodiversité (OFB))* : p. 12108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1625** *(Abaissement du seuil de puissance à partir duquel les installations de production d'électricité renouvelable sous contrat d'obligation d'achat peuvent être déconnectées, à la demande de l'acheteur obligé lors des épisodes de prix négatifs sur le marché de l'électricité)* : p. 12109

Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens

- (8 décembre 2025) - **État C** : p. 12109 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) - **État D** : p. 12112 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'électricité en France - (10 décembre 2025) : p. 12346 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la dépendance européenne aux terres rares chinoises - (10 décembre 2025) : p. 12349 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mission budgétaire « Investir pour la France 2030 » et le financement des dépenses d'avenir - (10 décembre 2025) : p. 12350 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la conversion de la centrale de Saint-Avold - (10 décembre 2025) : p. 12355 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'industrie française et de l'entreprise Brandt - (10 décembre 2025) : p. 12356 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite) - (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III) - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la programmation pluriannuelle de l'énergie - (17 décembre 2025) : p. 13182 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13347 et suivantes p. 13349 et suivantes

LÉTARD (Valérie)
ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée du logement (jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1043 et suivantes p. 1103 et suivantes

- Suite de la discussion (22 janvier 2025) - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° II-2017** *(Conditionnement de l'obtention des aides Ma Prime Rénov' et Ma Prime Rénov' Sérénité à la réalisation d'un DPE à l'issue des travaux)* : p. 1263 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendements n° II-2003 et n° II-2208** *(Réduction du loyer de solidarité (RLS) à 1,1 milliard d'euros)* : p. 1264 - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° II-2063** *(Ouverture du Fichier national des comptes bancaires et assimilés (Ficoba) à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) et l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour lutter contre la fraude aux rénovations énergétiques)* : p. 1264 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au sans-abrisme et à la crise du logement - (5 février 2025) : p. 2055 et suivantes

- Question orale sans débat sur les projets de l'État en termes de desserte des aéroports régionaux et d'aménagement du territoire - (11 février 2025) : p. 2604

- Question orale sans débat sur l'augmentation des tarifs ferroviaires et l'évolution de l'offre de la SNCF - (11 février 2025) : p. 2604 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'augmentation du taux de cotisation des collectivités locales - (11 février 2025) : p. 2605 et suivantes

- Question orale sans débat sur les chiffres et le mode de calcul de l'artificialisation des sols pour le grand projet ferroviaire du Sud-Ouest - (11 février 2025) : p. 2606 et suivantes

- Question orale sans débat sur la dégradation des conditions de circulation sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse - (11 février 2025) : p. 2607

- Question orale sans débat sur la révision du barème MaPrimeRénov' sur le chauffage au bois - (11 février 2025) : p. 2607 et suivantes

- Question orale sans débat sur le caractère obligatoire d'un agent territorial spécialisé des écoles maternelles et des classes enfantines dans les classes qualifiées d'enfantines - (11 février 2025) : p. 2608 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Article 1er** *(Prolongation de l'expérimentation de l'encadrement des loyers et réouverture du délai de candidature dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3302 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Extension de la géographie prioritaire de la politique de la ville dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3304 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4 rectifié bis** *(Mise en œuvre de l'exemption au marquage « CE » dans les régions ultrapériphériques (RUP))* : p. 3304 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4094 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Article 1er** *(Introduction de définitions et de prescriptions générales concernant la rénovation énergétique et les travaux prioritaires adaptés au bâti ancien)* : p. 4164 et suivantes - **Article 2** *(Création de règles de performance énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE) spécifiques au bâti ancien)* : p. 4168 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'un audit énergétique et patrimonial et prise en compte des spécificités du bâti ancien dans les objectifs de performance énergétique et environnementale des bâtiments)* : p. 4171 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 18 rectifié** *(Interdiction de l'isolation en saillie pour les constructions dont la façade est constituée de matériaux dont la liste est établie par décret à raison de leur caractère inflammable)* : p. 4174 - **Article 5** *(Majoration des aides en cas de rénovation énergétique respectueuse du bâti ancien ou impliquant l'acquisition et la pose de matériaux biosourcés et géosourcés)* : p. 4174 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 21 rectifié** *(Extension du label de la Fondation du patrimoine aux travaux de rénovation énergétique portant sur les parties intérieures des immeubles)* : p. 4176 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4384 et suivantes - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Report des échéances de décence énergétique issues de la loi Climat et Résilience dans les territoires d'outre-mer)* : p. 4405 - **Article 2** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'opportunité d'une révision du calcul du diagnostic de performance énergétique pour y inclure la notion de confort d'été)* : p. 4405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Élargissement des missions des sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national à la maintenance et l'entretien des équipements, notamment en vue de la rénovation énergétique des logements en copropriété)* : p. 4409 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'action de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) dans les territoires ultramarins)* : p. 4410

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de la trêve hivernale - (2 avril 2025) : p. 4464 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'intégration des digues domaniales dans l'actif des collectivités - (29 avril 2025) : p. 5079 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'applicabilité des règles relatives à l'emprise au sol dans les documents d'urbanisme - (29 avril 2025) : p. 5080 et suivantes

- Question orale sans débat sur les nuisances sonores générées par la gare de triage à Drancy - (29 avril 2025) : p. 5081

- Question orale sans débat sur la possibilité d'affiliation d'un groupement de coopération sociale et médico-sociale aux centres départementaux de gestion de la fonction publique territoriale - (29 avril 2025) : p. 5081 et suivantes

- Question orale sans débat sur le calcul d'une quote-part pour le règlement de travaux effectués par deux communes au prorata du nombre de leurs habitants ou de leurs richesses respectives - (29 avril 2025) : p. 5082 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la desserte TGV du Saint-Quentinois** - (29 avril 2025) : p. 5083

- **Question orale sans débat sur l'inapplicabilité du décret relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés** - (29 avril 2025) : p. 5083 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'augmentation de la pauvreté et la crise du logement** - (14 mai 2025) : p. 5506

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dysfonctionnements du dispositif MaPrimRénov'** - (14 mai 2025) : p. 5512 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations** - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6240 et suivants

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la suspension de MaPrimeRénov'** - (11 juin 2025) : p. 6414 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article 1er B (nouveau)** *(Participation du public par voie électronique pour les projets de logement de grande ampleur dans les zones en déficit de logement)* : p. 6618 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 178** *(Application de la servitude de résidence principale à tous les logements)* : p. 6619 et suivantes - **Article 1er** *(Mesures de simplification de procédures d'urbanisme et de la gestion par les collectivités de leur patrimoine et de l'aménagement de leur territoire)* : p. 6620 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 221** *(Schéma d'encadrement et de planification de l'urbanisme de La Défense)* : p. 6628 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 46 rectifié et n° 135** *(Registre national des bâtiments)* : p. 6630 et suivantes - **Article 1er bis D** *(Assouplissement des obligations de solarisation pour les parcs de stationnement existants)* : p. 6631 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 159 rectifié** *(Continuité de l'urbanisation en zone de montagne)* : p. 6635 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 158 rectifié bis** *(Continuité de l'urbanisation en zone de montagne (deux constructions))* : p. 6637 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 161 rectifié** *(Possibilité d'urbaniser des zones non AU (zone à urbaniser) ou U (zone urbaine) dans les communes rurales)* : p. 6638 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendements n° 4 rectifié bis et n° 43 rectifié quater** *(Sursis à statuer après l'arrêt du projet de plan local d'urbanisme (PLU))* : p. 6639 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 153 rectifié** *(Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les installations de production d'énergie renouvelable sur des friches)* : p. 6640 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 95 rectifié** *(Installations pour la desserte numérique en zone rétro-littorale)* : p. 6654 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 167** *(Constructions agricoles ou forestières dans les espaces proches du rivage)* : p. 6654 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 94 rectifié** *(Exemption de la règle d'urbanisation en continuité pour les panneaux photovoltaïques)* : p. 6655 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 86 rectifié** *(Avis simple de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) et de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) pour les changements de destination en zone NAF (espace naturel, agricole et forestier))* : p. 6656 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 15 rectifié et n° 26 rectifié** *(Suppression de l'étude d'optimisation de la densité)* : p. 6656 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 75 rectifié et n° 97** *(Possibilité de soumettre les changements de sous-destination à déclaration préalable)* : p. 6656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 76 rectifié et n° 98** *(Exemption d'autorisation de changement de destination pour les changements d'usage temporaires)* : p. 6657 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 124 rectifié** *(Augmentation des loyers par avenant aux conventions d'aide personnalisée au logement (APL) pour financer des projets de réhabilitation des logements sociaux anciens)* : p. 6658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 174** *(Simplification des conventions d'utilité sociale)* : p. 6659 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 128** *(Possibilité d'inclure des locaux à usage commercial dans les opérations de sociétés civiles de construction-vente)* : p. 6662 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8 rectifié bis** *(Résidences à vocation d'emploi)* : p. 6663 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 21 rectifié** *(Études préalables en amont des concours pour les opérations d'aménagement)* : p. 6664 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 14 rectifié** *(Suppression de la possibilité de déroger aux règles relatives à la fibre dans le cadre de surélévations)* : p. 6665 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 7 rectifié et n° 33 rectifié quater** *(Preuves de changement d'usage)* : p. 6665 et suivantes - **Article 2 ter** *(Assouplissement des conditions de modification des règles d'urbanisme contenues dans les documents des lotissements)* : p. 6666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° 187 et n° 233** *(Lotissements-jardins)* : p. 6668 - **Article 2 quinquies** *(Réduction des obligations de stationnement de véhicule motorisé en cas de réalisation de places de stationnement pour vélos)* : p. 6668 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 49 rectifié bis** *(Possibilité de déroger aux règles de stationnement pour les réhabilitations d'immeubles)* : p. 6671 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 29 rectifié bis** *(Fixation de la taille des parkings vélos dans les documents d'urbanisme)* : p. 6671 - **Article 2 sexies A (nouveau)** *(Parkings des logements locatifs sociaux)* : p. 6671 et suivantes - **Article 2 sexies B (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le PLU(i) d'exempter les logements locatifs intermédiaires d'obligations en matière de stationnement)* : p. 6672 et suivantes - **Article 2 sexies** *(Dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) pour les projets industriels ou logistiques)* : p. 6673 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 25 rectifié** *(Référence au code général des impôts pour la définition des projets industriels)* : p. 6674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° 89 rectifié** *(Rapport d'évaluation environnementale pour les plans et programmes (dont les documents d'urbanisme))* : p. 6675 - **Article 2 octies (texte supprimé par la commission)** *(Procédure intégrée accélérée de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal PLU(i) pour les projets de carrières)* : p. 6675 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 88 rectifié** *(Suppression d'évaluation environnementale pour les révisions allégées et modifications simplifiées des plans locaux d'urbanisme)* : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 92 rectifié** *(Notion de secteur déjà urbanisé (loi Littoral))* : p. 6677 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 150 rectifié** *(Délais de réponse pour la création d'une zone à défendre (ZAD))* : p. 6678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 90 rectifié** *(Qualification de projet d'intérêt national majeur (PINM) pour les projets industriels concourant à l'aménagement du territoire)* : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 87 rectifié** *(Suppression du permis de construire au profit de la seule déclaration préalable)* : p. 6679 et suivantes - **Article 3** *(Permis d'aménager multisites pour les lotissements)* : p. 6680 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 17 rectifié et n° 34 rectifié ter** *(Notion d'assiette de projet)* : p. 6681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 81 rectifié ter** *(Alignement de la durée de validité des diverses autorisations nécessaires à un projet sur celle du permis de construire)* : p. 6682 et suivantes -

Article 3 bis BA (nouveau) *(Certificat de projet pour les projets de logements)* : p. 6683 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Cristallisation des règles d'urbanisme applicables aux permis de construire modificatifs)* : p. 6684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendement n° 70 rectifié** *(Prorogation de permis précaires)* : p. 6685 et suivantes - **Article 3 bis** *(Assouplissement des règles d'urbanisme pour les constructions et aménagements temporaires liés aux chantiers nucléaires)* : p. 6686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 155** *(Exemption des règles de construction pour les réacteurs nucléaires)* : p. 6688 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des sanctions en cas de travaux illégaux et réduction des délais de recours contre les autorisations d'urbanisme)* : p. 6689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 6 rectifié ter et n° 45 rectifié quinquies** *(Insérer une disposition spécifique dans le Code de l'urbanisme visant à habiliter expressément le juge administratif à sanctionner les recours manifestement abusifs)* : p. 6695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 27 rectifié bis** *(Permettre au juge administratif de pouvoir rejeter par voie d'ordonnance les recours manifestement abusifs)* : p. 6696 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 23 et n° 28 rectifié bis** *(Institution d'une procédure d'admission préalable pour l'ensemble des recours en matière d'urbanisme)* : p. 6696 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 136 rectifié** *(Échanges d'informations entre les bailleurs sociaux, le GIP-SNE (groupement d'intérêt public du système national d'enregistrement de la demande de logement social) et l'administration fiscale)* : p. 6697 et suivantes - **Article 6 bis (nouveau)** *(Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les panneaux solaires)* : p. 6698 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 79 rectifié** *(Suppression de l'autorisation préfectorale pour la vente en Vefa (vente en l'état futur d'achèvement) par un organisme HLM)* : p. 6699 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 119** *(Droit de délaissement pour emplacement réservé)* : p. 6700 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 35 rectifié ter** *(Impossibilité de refuser une autorisation d'urbanisme pour une construction construite sans aucun permis)* : p. 6701 - **Article 7** : p. 6701 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 131 rectifié et n° 195** *(Passage de 30 à 15 ans du délai de droit commun permettant de considérer des biens comme n'ayant pas de maître)* : p. 6702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 157 rectifié bis** *(Autorisation de la transmission encadrée d'informations par l'administration fiscale aux communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) dès lors qu'ils peuvent justifier d'indices sérieux d'abandon ou de décès du propriétaire)* : p. 6704 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7459 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 7477 et suivantes

---

LEVI (Pierre-Antoine)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur (21 mai 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 mai 2025).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 26 (2024-2025)] relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur **[n° 335 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur **[n° 656 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Justice - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Stratégie universitaire de l'État : fixer un cap, restaurer la confiance **[n° 58 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à dénoncer la persécution fondée sur un motif sexiste imposée par les talibans en Afghanistan et à appeler la France et la communauté internationale à œuvrer pour la reconnaissance de ce système comme crime contre l'humanité **[n° 81 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs

de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la Presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-352 rectifié bis et n° II-695 rectifié** : p. 238 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-945 rectifié** : p. 246

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 350 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 386 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'augmentation des tarifs ferroviaires et l'évolution de l'offre de la SNCF - (11 février 2025) : p. 2604 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes p. 3139 - **Article 2** *(Prévention, détection et signalement des actes antisémites survenant dans l'enseignement supérieur)* : p. 3140 et suivantes - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes - **Article 4 (nouveau)** *(Application des dispositions à l'outre-mer)* : p. 3143 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3146 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour

protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression du rabbin d'Orléans** - (26 mars 2025) : p. 4312 et suivantes

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 657 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6801 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'antisémitisme à l'université** - (29 octobre 2025) : p. 8198

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]**

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 1256 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 1257 rectifié ter** *(Restriction des téléprescriptions d'arrêts de travail)* : p. 9430 et suivantes - **Article 43** *(Rationaliser et simplifier le cumul emploi-retraite)* : p. 9554 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-876 rectifié ter, n° I-1735 rectifié bis, n° I-1761, n° I-2310, n° I-2369 rectifié ter, n° I-2458 et n° I-2562 rectifié quinquies** *(Prolongation jusqu'en 2027 du crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ou au handicap)* : p. 10324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-277 rectifié** *(Extension de la liste des infractions mentionnées au II de l'article 1378 octies du code général des impôts (CGI))* : p. 10331 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1513 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des bâtiments qui servent exclusivement et concomitamment à la culture et à la vente de produits horticoles)* : p. 10374 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-348 rectifié, n° I-1372 rectifié bis, n° I-1536 rectifié bis, n° I-1856 rectifié bis et n° I-2358** *(Majoration de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les exploitants agricoles)* : p. 10375 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1215 rectifié, n° I-1852 rectifié, n° I-2537 rectifié quater et n° I-2608 rectifié quater** *(Faculté pour les départements de relever le taux de la taxe additionnelle à la taxe de séjour de 10 % à 30 %)* : p. 10390 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-272 rectifié, n° I-840 rectifié bis, n° I-1851 rectifié, n° I-1934 rectifié ter et n° I-2612 rectifié ter** *(Instaurer un abattement de malus CO2 pour les sociétés de location de courte durée)* : p. 10507 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-273 rectifié, n° I-839 rectifié bis, n° I-959 rectifié, n° I-1850 rectifié, n° I-1935 rectifié bis et n° I-2611 rectifié ter** *(Instaurer un abattement de malus poids pour les sociétés de location de courte durée)* : p. 10508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-416 rectifié, n° I-1722 rectifié bis, n° I-2321, n° I-758 rectifié bis, n° I-2407, n° I-498 rectifié bis, n° I-2207 rectifié ter, n° I-2240, n° I-2073 rectifié bis, n° I-123 rectifié, n° I-121 rectifié, n° I-122 rectifié, n° I-124 rectifié, n° I-323 rectifié bis et n° I-1540 rectifié bis** *(Taxe de solidarité sur les billets d'avion)* : p. 10524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-846 rectifié, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1949 rectifié bis et n° I-2575** *(Création d'une nouvelle classe d'aéroports dont le trafic est inférieur à un million de passagers par an et qui ne serait pas concernée par le transfert du solde déficitaire de ses missions de sûreté et de sécurité aéroportuaire au nouvel exploitant)* : p. 10536 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-417 rectifié bis, n° I-2078 rectifié ter, n° I-499 rectifié, n° I-1685 rectifié bis, n° I-225 rectifié et n° I-1061 rectifié** *(Suramortissement pour le renouvellement des flottes des compagnies aériennes)* : p. 10541 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-1345 rectifié quater, n° I-2252 rectifié, n° I-694, n° I-1106 rectifié bis, n° I-1545 rectifié, n° I-1107 rectifié bis et n° I-2484** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)* : p. 10629 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2256 rectifié** *(Exonération du rhum transporté sur des bateaux à voile depuis les outre-mer)* : p. 10680 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1689 rectifié quater, n° I-2206 rectifié bis, n° I-2330, n° I-2334, n° I-2433 rectifié bis et n° I-2546 rectifié bis** *(Doublement du plafond du crédit d'impôt audiovisuel pour les œuvres d'animation)* : p. 10689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-800 rectifié bis** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt international aux dépenses exposées après la date à laquelle ce crédit d'impôt est borné (clause « grand-père »))* : p. 10693 - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-63 rectifié quater, n° I-2366 rectifié bis, n° I-2563 rectifié quater, n° I-357 rectifié ter, n° I-559 rectifié quater, n° I-1665 rectifié bis, n° I-1720 rectifié bis, n° I-1830 rectifié bis, n° I-2405 rectifié bis, n° I-358 rectifié bis, n° I-1076 rectifié quinquies, n° I-1119 rectifié bis, n° I-1491 rectifié quater, n° I-1721 rectifié bis et n° I-1831 rectifié bis** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12575 et suivantes

LÉVRIER (Martin)
sénateur (Yvelines)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 10 octobre 2025.

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport jusqu'au 9 octobre 2025.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation des travaux de la commission.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires [n° 85 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8457 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8468

- Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les réseaux islamistes - (12 novembre 2025) : p. 8521 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 193 rectifié** *(Assujettissement des plateformes d'intermédiation au dispositif TRACFIN)* : p. 8640 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 5 bis (nouveau)** *(Subordination de l'affiliation des bailleurs à métayage au régime des non-salariés agricoles à une participation effective à l'activité de l'exploitation agricole)* : p. 8862 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 1521** *(Augmentation de 41,7 % de la contribution sociale généralisée sur les jeux d'argent et de hasard, dont une fraction du produit est attribuée à la Caisse nationale d'assurance maladie)* : p. 8961 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 11** *(Instaurer un mécanisme d'acompte des remises relatives aux produits de santé)* : p. 9040 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (21 novembre 2025) : p. 9052

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 215 rectifié bis** *(Révision du mode de calcul de la pension de retraite des fonctionnaires)* : p. 9140 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1338 rectifié bis** *(Suppression de la complémentaire santé solidaire gratuite)* : p. 9257 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (23 novembre 2025) : p. 9355

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 842 rectifié bis** *(Création d'une condition d'interopérabilité des systèmes d'information en santé pour bénéficier de subventions)* : p. 9449 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 841 rectifié, n° 843 rectifié et n° 1240** *(Délivrance à l'unité des médicaments)* : p.9461 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 839 rectifié bis** *(Organisation d'une gestion dynamique des stocks d'urgence)* : p. 9486 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes

- Suite de la discussion (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-306 rectifié quater** *(Intégration des prestations et allocations sociales perçues dans le calcul de l'éligibilité et du montant des prestations sociales conditionnées à des ressources)* : p. 9861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1257, n° I-301 rectifié quater et n° I-300 rectifié quinquies** *(Fiscalisation des heures supplémentaires)* : p. 9874 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1207 rectifié** *(Contribution sur les revenus virtuels de type « coffre à butin »)* : p. 10577

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) : p. 12531 et suivantes - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-380 rectifié bis** *(Demande de rapport sur les investissements immobiliers dans les hôpitaux ultramarins)* : p. 12565

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026** - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12622 et suivantes - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I)** - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13294 et suivantes

- **Mise au point au sujet de votes** - (18 décembre 2025) : p. 13314

LINKENHELD (Audrey)
sénatrice (Nord)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Rapport **[n° 650 tome 1 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Comptes rendus **[n° 650 tome 2 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil - COM(2025) 101 final **[n° 795 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûr » (COM(2025) 259 final) **[n° 149 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Caractéristiques thérapeutiques des eaux minérales naturelles - Audition de Mme Marie-Pierre Sauvant-Rochat, responsable du laboratoire santé publique et environnement à l'université Clermont-Auvergne.

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Charles de Batz de Trenquelléon et Mme Frédérique Simon-Delavelle, auteurs du rapport intitulé Les eaux minérales naturelles et eaux de source : autorisation, traitement et contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Caroline Paquet, responsable technique des marchés « Agences régionales de santé » et « Eaux minérales » du groupe Carso - Laboratoire santé environnement hygiène de Lyon, et M. Yann Le Houedec, directeur général des activités pour la France d'Eurofins hydrologie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Organisations professionnelles de la cybersécurité - Audition de Alliance pour la confiance numérique, Clusif, CyberCercle et CyberTaskForce.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Associations de défense de l'environnement dans les Vosges - Audition de MM. Bernard Schmitt, président, et Jean-François Fleck, vice-président, de Vosges nature environnement et Mme Maïthé Muscat, co-présidente de Lorraine nature environnement.

(commission des lois) : Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* L'écosystème des eaux dans le Gard - Audition de M. Sébastien Ferra, directeur départemental des territoires du Gard, Mme Pascale Fortunat-Deschamps, maire de Vergèze, M. Thierry Agnel, président, et Mme Sophie Ressouche, responsable du pôle « eaux souterraines », de l'établissement public territorial de bassin de Vistre Vistrenque.

L'écosystème des eaux dans les Vosges - Audition de M. Laurent Marcos, directeur départemental des territoires des Vosges, Mme Régine Begel, conseillère départementale, présidente de la commission locale de l'eau des Vosges, MM. Luc Gerecke, maire de Contrexéville et Franck Perry, maire de Vittel.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition d'associations d'élus - Association des maires de France, association des départements de France, association des régions de France, intercommunalités de France et Métropole du Grand Paris.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Valérie Michel-Moreaux, préfète des Vosges.

Audition de Mme Virginie Cayré, inspectrice générale des affaires sociales, ancienne directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Didier Jaffre, directeur de l'agence régionale de santé Occitanie.

(délégation aux droits des femmes) : Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition d'experts psychiatres et psychologues.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Les entreprises de cyberdéfense - Audition d'Airbus, Orange et Thales.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Luc Baeyens, directeur général de Sources Alma.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (DDADUE) - Communication.

Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Communication.

(CE Eaux en bouteille) : Audition de Mme Cathy Le Hec, directrice des sources d'eaux minérales - Danone Waters Europe.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Charles Touboul Moracchini, ancien directeur des affaires juridiques des ministères sociaux.

Audition de M. Norbert Nabet, ancien conseiller chargé de la santé publique au cabinet du ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Joëlle Carmès, ancienne sous-directrice de la prévention des risques liés à l'environnement et à l'alimentation à la direction générale de la santé.

Audition de Mme Mathilde Merlo, cheffe du bureau de la qualité des eaux à la direction générale de la santé.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Sophie Dubois, directrice générale de Nestlé Waters France d'avril 2018 à janvier 2025, présidente de Nestlé France.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Muriel Lienau, responsable de la zone Emena (Europe, Middle East and North Africa) de Nestlé Waters de 2020 à 2023, présidente de Nestlé France de 2023 à 2025, actuelle présidente-directrice générale de Nestlé Waters.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Communication du rapporteur sur les documents reçus de la présidence de la République.

(commission des lois) : Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Laurent Freixe, directeur général du groupe Nestlé.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les orientations du ministère en matière de justice pénale, de justice civile et d'organisation pénitentiaire - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen de l'avis.

Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des déplacements effectués par la commission des affaires européennes au mois de mai 2025 - Communication.

(commission des lois) : Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen des amendements au texte de la commission.

Rapport annuel du Défenseur des droits pour 2024 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union (contrôle de la conformité du texte COM(2025) 101 final au principe de subsidiarité) - Communication et proposition de résolution européenne portant avis motivé.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion conjointe avec une délégation de la commission des politiques de l'Union européenne du Sénat italien.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) nº 1308/2013 en ce qui concerne le programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école (« programme de l'UE à destination des écoles »), les interventions sectorielles, la création d'un secteur des protéagineux, les exigences applicables au chanvre, la

possibilité d'instaurer des normes de commercialisation applicables au fromage, aux protéagineux et à la viande, l'application de droits à l'importation additionnels, les règles relatives à la disponibilité des approvisionnements en situation d'urgence et de crise grave, et les garanties - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Transformation et fonction publique » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bouclier européen pour la démocratie - Audition de M. Marc-Antoine Brillant, chef du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum) au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

(commission des lois) : Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution européenne n° 149 (2025-2026), sur la proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Filières de producteurs - Audition de MM. Stéphane Joandel, secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), Ronan Collet, producteur de tomates et membre du conseil d'administration de Légumes de France, Mickaël Mazenod, arboriculteur et membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF), et Bruno Darnaud, président de la Gouvernance économique des fruits et légumes (Gefel).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes p. 1103 et suivantes

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes p. 1191 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes -

Article 1er *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article 7** *(Dispositions relatives aux cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants)* : p. 1653 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 73 rectifié ter** *(Accès au contenu des messageries cryptées)* : p. 1659 et suivantes - **Article 14** *(Refonte du régime des « repentis »)* : p. 1680 et suivantes

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2025) - **Article 22** *(Lutte contre la corruption liée au narcotrafic dans les administrations sensibles ainsi que dans les ports et les aéroports)* : p. 1736 et suivantes - **Article 23** *(Dispositions relatives à l'incarcération des narcotrafiquants)* : p. 1746 et suivantes - **Article 24** *(Création d'une interdiction administrative de paraître sur les lieux de trafic de stupéfiants)* : p. 1758 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 180** *(Rapport sur le trafic de stupéfiants en zone rurale)* : p. 1762 et suivantes - **Article 16 (précédemment réservé)** : p. 1763 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 97** *(Emploi d'IMSI (International Mobile Subscriber Identity) catcher dans les lieux privés)* : p. 1770

- **Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (19 février 2025) : p. 3054 et suivantes

- **Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes** - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes - **Article 1er** *(Transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques (REC))* : p. 3622 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Stratégie nationale de cybersécurité)* : p. 3633 et suivantes

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article 8** *(Définition des entités « essentielles » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3693 et suivantes - **Article 9** *(Définition des entités « importantes » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3696 et suivantes - **Article 14** *(Mise en place de mesures de cybersécurité par les entités « essentielles » et « importantes »)* : p. 3700 et suivantes - **Article 17** *(Obligation de notification à l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) par les entités régulées des incidents importants en matière de cybersécurité, notification aux destinataires des services et information du public)* : p. 3712 et suivantes - **Article 25** *(Prescription par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) de mesures nécessaires en cas de menace pour la sécurité des systèmes d'information de plusieurs types d'entités)* : p. 3716 et suivantes - **Article 28** *(Devoir de coopération de la personne contrôlée et amende administrative en cas d'obstacle à un contrôle)* : p. 3719 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025** - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le budget départemental et la protection de l'enfance** - (18 mars 2025) : p. 3937 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes (Ehpad)** - (18 mars 2025) : p. 3939 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen** - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes** - *Commission mixte paritaire* **[n° 498 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4651 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 82** *(Possibilité pour les groupes d'opposition ou minoritaires de formuler des propositions d'auditions auprès des rapporteurs)* : p. 4775 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 54 et n° 84** *(Limitation à une seule délégation de vote dans le cadre des scrutins publics)* : p. 4803 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'ArcelorMittal (IV)** - (30 avril 2025) : p. 5136 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les morts de sans-abris et la politique du logement** - (21 mai 2025) : p. 5903 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - (28 mai 2025) : p. 5991 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (11 juin 2025) : p. 6419

- **Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes - **Article unique** *(Élargissement aux présidents de conseil départemental des membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance)* : p. 6426 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6432 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article 1er B (nouveau)** *(Participation du public par voie électronique pour les projets de logement de grande ampleur dans les zones en déficit de logement)* : p. 6618 et suivantes - **Article 1er bis D** *(Assouplissement des obligations de solarisation pour les parcs de stationnement existants)* : p. 6631 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 128** *(Possibilité d'inclure des locaux à usage commercial dans les opérations de sociétés civiles de construction-vente)* : p. 6662 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des sanctions en cas de travaux illégaux et réduction des délais de recours contre les autorisations d'urbanisme)* : p. 6689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 79 rectifié** *(Suppression de l'autorisation préfectorale pour la vente en Vefa (vente en l'état futur d'achèvement) par un organisme HLM)* : p. 6699 et suivantes

- Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Création des infractions d'homicide et blessures routiers)* : p. 7123 et suivantes

- Question orale sans débat sur la réutilisation de matériel médical - (8 juillet 2025) : p. 7301 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Extension du régime de rétention administrative prévu par l'article L. 742-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA))* : p. 7451 et suivantes - **Article 2 (texte non modifié par la commission)** *(Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention administrative)* : p. 7454 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Article 6** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7507 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Motion d'exception d'irrecevabilité** : p. 7592 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7805

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative des agriculteurs anciennement élus locaux)* : p. 7937 et suivantes - **Article 12** *(Création d'un statut de l'élu étudiant)* : p. 7959 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre - *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8235 et suivantes

- Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)] - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Nationalisation des sites industriels stratégiques d'ArcelorMittal situés en France)* : p. 8279 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation des services du ministère de l'intérieur - (19 novembre 2025) : p. 8759 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile » - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes

- Suite de la discussion (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-934** *(Exclusion du bénéfice de la réduction de loyer de solidarité pour les foyers ne bénéficiant pas de l'aide personnalisée au logement)* : p. 11535

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11648 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11659 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) : p. 11676 et suivantes

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes - **État G** : p. 11914 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12383 et suivantes - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes - **Article 1er** *(Élargissement du champ infractionnel permettant de recourir aux dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI))* : p. 13197 et suivantes - **Article 2** *(Allongement de la durée de conservation des données collectées par les dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI))* : p. 13198 et suivantes - **Article 3** *(Intégration systématique de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) sur les systèmes de vidéoprotection à compter du 1er janvier 2028)* : p. 13200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6 rectifié** *(Possibilité de mettre en œuvre des dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) pour la répression des infractions de stationnement très gênant)* : p. 13202 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

LOISIER (Anne-Catherine)
sénatrice (Côte-d'Or)
UC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis présidente le 10 décembre 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 avril 2025).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 451 (2024-2025)] visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire **[n° 484 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire **[n° 523 (2024-2025)]** (8 avril 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Une filière qui sort du bois. La compétitivité de la filière bois française **[n° 847 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Le projet de « futur collisionneur circulaire » (FCC) du CERN **[n° 44 (2025-2026)]** (16 octobre 2025) - **Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Élus locaux : comment faire face aux surcoûts de la construction publique ? **[n° 120 (2025-2026)]** (12 novembre 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Économie **[n° 140 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre à toutes les communes la compensation financière prévue pour les communes de plus de 3 500 habitants pour l'exercice de l'ensemble des compétences du service public de la petite enfance **[n° 213 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Les défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Christian Charpy, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, accompagné de M. Jean-Pierre Viola, président de section à la quatrième chambre, conseiller maître, s'agissant du rapport remis à la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le sujet de la déterritorialisation de l'impôt.

Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe d'Ornano, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen des conclusions de l'audition publique sur « L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science ».

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de MM. Bruno Arcadipane, président, Bruno Lindowna, vice-président, et Mme Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition de M. Matthieu Louvot, directeur de la stratégie d'Airbus.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Luc Julia, concepteur de l'assistant vocal Siri et spécialiste de l'intelligence artificielle, directeur scientifique de Renault.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

La compétitivité de la filière bois française - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Logement des jeunes - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur la géoingénierie.

Examen de la note scientifique sur le Futur collisionneur circulaire (FCC).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Enjeux de la consolidation dans le secteur des télécommunications - Audition de MM. Marc Bourreau, professeur d'économie à l'école Télécom Paris, et Thierry Penard, professeur d'économie à l'université de Rennes-I.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jean-François Fallacher, directeur général d'Eutelsat.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

(commission des affaires économiques) : Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Représentants de consommateurs - Audition de Mme Marie-Amandine Stévenin, présidente de l'UFC - Que Choisir, M. François Carlier, délégué général de CLCV (Consommation, logement et cadre de vie), Mme Nadia Ziane, directrice du service juridique et défense des consommateurs auprès de la Fédération nationale Familles Rurales, et M. Olivier Dauvers, journaliste spécialiste de la consommation et de la grande distribution, animateur du blog Le Web Grande Conso.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Filières de producteurs - Audition de MM. Stéphane Joandel, secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), Ronan Collet, producteur de tomates et membre du conseil d'administration de Légumes de France, Mickaël Mazenod, arboriculteur et membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF), et Bruno Darnaud, président de la Gouvernance économique des fruits et légumes (Gefel).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes p. 442 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes

- Question orale sans débat sur la révision du barème MaPrimeRénov' sur le chauffage au bois - (11 février 2025) : p. 2607 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 154 rectifié, n° 218 rectifié ter, n° 490 rectifié quater et n° 599 rectifié** *(Inclusion des activités des entreprises de travaux et de services agricoles, ruraux et forestiers (Etarf) dans les activités réputées agricoles)* : p. 2629 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 ter - Amendement n° 219 rectifié bis** *(Possibilité de constituer des groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE) sans agriculteurs, mais avec des entreprises de travaux agricoles)* : p. 2633 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 797 rectifié** *(Caractère d'intérêt général des travaux forestiers)* : p. 2652 et suivantes - **Article 14 bis** *(Extension aux forêts publiques du champ de l'exemption à la compensation du défrichement prévue pour les boisements de moins de 40 ans)* : p. 2694 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° 199 rectifié quater** *(Assujettissement à autorisation des défrichements de bois et forêts même pour des surfaces en dessous de quatre hectares)* : p. 2698 et suivantes - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 77 rectifié, n° 121 rectifié quinquies, n° 221 rectifié ter, n° 264 rectifié ter, n° 583 rectifié bis, n° 597 rectifié ter, n° 624 rectifié et n° 703 rectifié bis** *(Simplifications de l'enquête publique dans le cadre de l'autorisation environnementale et possibilité de relever les seuils entre procédures d'enregistrement et d'autorisation ICPE pour toutes les activités dès la promulgation de la loi)* : p. 2744 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- Question orale sans débat sur la sécurisation de l'écocontribution des produits soumis à la responsabilité élargie des producteurs - (25 mars 2025) : p. 4199 et suivantes

- Question orale sans débat sur les compensations des préjudices indirects liés aux attaques de loup - (25 mars 2025) : p. 4201

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions)* : p. 4422 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes

- Question orale sans débat sur les seuils d'obligation au dispositif des certificats d'économies d'énergie - (29 avril 2025) : p. 5067 et suivantes

- Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié** *(Minoration supplémentaire des écocontributions)* : p. 5604 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 15 rectifié et n° 26 rectifié** *(Suppression de l'étude d'optimisation de la densité)* : p. 6656

- Question orale sans débat sur le financement du service public de la petite enfance pour les intercommunalités - (8 juillet 2025) : p. 7317

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1015 rectifié, n° I-1078 rectifié bis, n° I-1656 rectifié, n° I-1859 rectifié bis, n° I-1883 rectifié bis et ° I-2409 rectifié ter** *(Prorogation de trois ans de l'application du taux réduit de TVA de 10 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)* : p. 10773

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12730 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12831 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes p. 12845 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie criminel au lycée Champollion de Dijon - (17 décembre 2025) : p. 13175 et suivantes

---

LOMBARD (Éric)
ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique
(jusqu'au 4 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2024-936 du 15 octobre 2024 relative aux marchés de crypto-actifs et l'ordonnance n° 2024-937 du 15 octobre 2024 relative au renforcement des obligations de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en matière de transfert de crypto-actifs **[n° 231 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2024-1019 du 13 novembre 2024 portant extension et adaptation en outre-mer des dispositions de la loi n° 2024-449 du 21 mai 2024 visant à sécuriser et à réguler l'espace numérique et du règlement européen 2022/2065 **[n° 293 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Outre-mer - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2025-230 du 12 mars 2025 relative aux organismes de placement collectif **[n° 699 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'hébergement des données relatives aux centrales nucléaires - (22 janvier 2025) : p. 1188 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite) - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'action du Gouvernement face aux fermetures d'usines et de l'entreprise Vencorex - (29 janvier 2025) : p. 1703 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'hydroélectricité - (29 janvier 2025) : p. 1706

- Question d'actualité au Gouvernement sur le seuil de TVA applicable aux autoentrepreneurs - (12 février 2025) : p. 2727 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du site de Saint-Avold - (12 février 2025) : p. 2729

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la fermeture de la sucrerie de Souppes-sur-Loing - (12 février 2025) : p. 2735 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au bouclier tarifaire sur l'eau - (19 février 2025) : p. 3052 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine et la souveraineté stratégique de l'Europe - (12 mars 2025) : p. 3670 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre en Ukraine et l'utilisation des avoirs gelés russes - (12 mars 2025) : p. 3671 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine et l'économie de guerre - (12 mars 2025) : p. 3672 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'effort de guerre et les choix budgétaires - (12 mars 2025) : p. 3674

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des dépenses de défense - (12 mars 2025) : p. 3674 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance d'EDF (I) - (26 mars 2025) : p. 4317 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance d'EDF (II) - (26 mars 2025) : p. 4319 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la difficulté à obtenir le renouvellement des autorisations de production d'électricité pour les propriétaires de moulins et barrages - (26 mars 2025) : p. 4322 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance d'EDF (III) - (26 mars 2025) : p. 4323 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le courrier adressé par l'administration américaine à des entreprises françaises - (2 avril 2025) : p. 4466 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les tensions géopolitiques consécutives aux droits de douane américains - (9 avril 2025) : p. 4833

- Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029 - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la désindustrialisation et les conséquences pour l'emploi - (7 mai 2025) : p. 5310 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 - (14 mai 2025) : p. 5510 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la cohérence entre les choix économiques du Gouvernement et les engagements de la France en matière environnementale - (4 juin 2025) : p. 6182 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la « taxe Zucman » - (11 juin 2025) : p. 6410 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les communes rurales - (11 juin 2025) : p. 6415

- Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) et le recul de l'âge de départ - (11 juin 2025) : p. 6416

- Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes - **Article 3** *(Mesures en faveur de la médiation en assurance)* : p. 6465 et suivantes - **Article 4** *(Systématisation des franchises dans les contrats d'assurance « dommages aux biens » des collectivités territoriales)* : p. 6466 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 8 rectifié ter et n° 7 rectifié ter** *(Suppression de la possibilité d'allotissement et proposition d'assurance statutaire dans l'offre d'assurance proposée aux collectivités locales/Proposition d'une assurance unique englobant les trois risques)* : p. 6469 - **Article 5** *(Création d'une nouvelle dotation d'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements face aux risques majeurs)* : p. 6469 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un régime d'indemnisation du risque d'émeutes et de mouvements populaires)* : p. 6471 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de lutte contre la fraude aux arbitrages de dividendes - (25 juin 2025) : p. 7078 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la justice fiscale - (25 juin 2025) : p. 7086

LONGEOT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UC

NOMINATIONS

Président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 mars 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (19 juin 2025) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (25 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le Président de la République, aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Intervention de M. le sénateur Saïd Omar Oili sur Mayotte.

Projet de loi de finances pour 2025 - Désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques en vue de réduire la pollution par les microplastiques - Communication.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Laurent Hénart aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Projet de loi d'orientation pour la souveraineté agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Communication.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de nomination de M. Philippe Pascal, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP) - Désignation d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Les

défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Philippe Pascal, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP).

Vote et dépouillement sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Philippe Pascal aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Délégation des articles.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Passage du cyclone Garance à La Réunion - Communication.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96-53-CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international - Communication.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Communication suite à l'adoption définitive de la proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole.

Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Désignation des candidats appelés à siéger au sein de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition à l'occasion du 20e anniversaire de la Charte de l'environnement.

Désignation d'un membre du bureau.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Désignation d'un candidat pour faire partie de la commission mixte paritaire.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Compte rendu de la réunion du bureau de la commission.

Les obligations réelles environnementales (ORE) - Audition de MM. Philippe de Séverac, maire de Jaure, Philippe Rogier, sous-directeur de la protection et de la restauration des écosystèmes terrestres du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Gilles Martin, professeur émérite des universités en droit privé et Mme Vanessa Kurukgy, chargée de mission ORE à la fédération des conservatoires d'espaces naturels.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de nomination de Mme Lydie Evrard, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA) - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Lydie Evrard, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Mission d'information sur les moyens de renforcer l'efficacité de la lutte contre le trafic des espèces protégées - Désignation d'un rapporteur.

Mission d'information sur les nuisances sonores liées aux transports - Communication relative aux résultats du sondage effectué.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Lydie Evrard aux fonctions de directrice générale de l'Andra.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Problématique des impayés de l'eau et les moyens d'y remédier - Audition de MM. Arnaud Bazire, directeur général de Suez Eau France, Patrick Ferraris, président du syndicat des eaux de la plaine et des collines du Catelan, Nicolas Garnier, délégué général de l'association AMORCE, et Régis Taisne, chef du département Cycle de l'eau de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen des amendements au texte de la commission.

Travaux de la conférence nationale de financement des transports - Ambition France transports - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Communication.

Extinction des réseaux 2G et 3G - Audition de MM. Brice Alzon, président de la Fédération du service aux particuliers (FESP), Patrick Chaize, sénateur et président du conseil d'administration de l'Association nationale des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca), Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms, Franck Tarrier, directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), Mme Lénaïg Catz, directrice de projet de l'économie numérique à la Direction générale des entreprises (DGE), et Brice Brandenburg, responsable des affaires publiques et de la communication institutionnelle de l'alliance des Industries du génie numérique énergétique et sécuritaire (IGNES).

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Thierry Guimbaud, président de l'Autorité de régulation des transports (ART).

Réunion du lundi 2 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen des motions et amendements de séance.

Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone - Examen des motions et amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen des motions et amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de M. Patrick Jeantet, président de la Fédération des industries ferroviaires (FIF), Mme Rachel Picard, présidente de Proxima, et M. Laurent Fourtune, président de Kevin Speed, membres de l'Association française du rail (Afra), M. Alexander Ernert, directeur des affaires publiques Europe de Trainline

France, et Mme Solène Garcin-Berson, déléguée générale de l'Afra.

Plan Plastique 2025-2030 - Communication.

Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports - Examen des motions et amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Déplacement effectué par une délégation de la commission en Irlande en avril 2025 - Communication.

L'application de la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Agec) - Examen du rapport d'information.

Nuisances sonores causées par les transports - Examen du rapport d'information.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Haut Conseil pour le climat - Présentation du rapport annuel 2025 - Audition de Jean-François Soussana, président, Valérie Masson-Delmotte et Benoît Leguet, membres, du Haut Conseil pour le climat (HCC).

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Moyens de renforcer l'efficacité de la lutte contre le trafic des espèces protégées - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de nomination de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de nomination de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF - Désignation d'un rapporteur.

Rapport public thématique sur la transition écologique s'inscrivant dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Programme Petites villes de demain - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean Castex aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Entrée en vigueur du traité sur la haute mer : et après ? » - Audition de Mmes Marina Lévy, océanologue, directrice de recherche au CNRS, Klaudija Cremers, responsable de recherche sur la gouvernance internationale de l'océan à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), et M. Charles Tellier, ambassadeur adjoint chargé des pôles et des enjeux maritimes.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, et Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP30 - Audition de Mmes Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature et Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice agréée du Danemark en France et à Monaco.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Tabarot, ministre des transports.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Présentation du rapport d'information sur l'avenir des concessions hydroélectriques, fait au nom de la commission des affaires économiques.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Organisation des travaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'aménagement numérique du territoire de la mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Pour l'efficacité de la Gemapi : des territoires solidaires » - Présentation du rapport d'information et échanges.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux transports routiers - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Avenir pour le commerce de proximité en milieu rural - Audition de M. Frédéric Gibert, responsable du programme Action cœur de ville et du plan commerce de la Banque des territoires, Mme Céline Massal, professeure agrégée de géographie, enseignante en classe préparatoire au lycée militaire de Saint-Cyr, M. Louis Pautrel, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), chargé du commerce, et un représentant de l'Association des maires de France (AMF).

Mission d'information sur la billettique dans le domaine des transports - Désignation des rapporteurs.

Mission d'information sur l'empreinte environnementale de l'intelligence artificielle - Désignation des rapporteurs.

Mission d'information sur les conséquences de l'extinction programmée des fréquences mobile 2G et 3G - Désignation d'un rapporteur.

Mission d'information sur l'ingénierie territoriale - Désignation des rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2026 - Bilan.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Le biomimétisme, s'inspirer du vivant pour innover durablement ? » - Audition de M. Tarik Chekchak, directeur du pôle Stratégies inspirées du vivant à l'Institut des Futurs souhaitables, Mmes Patricia Ricard, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese), présidente de l'Institut océanographique Paul-Ricard, Geneviève Sengissen, directrice de la formation tout au long de la vie à l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI-les Ateliers), administratrice du Centre d'études et d'expertises en biomimétisme (Ceebios).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurabilité des risques climatiques - (22 janvier 2025) : p. 1186 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes p. 3360 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3371

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes - **Article 1er** *(Simplifier la gestion des cours d'eau afin de mieux prévenir et gérer les inondations)* : p. 3382 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Demande de priorité** : p. 3424 p. 3462 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3547 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025 - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (25 mars 2025) : p. 4224

- Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- Question orale sans débat sur le projet solaire en coactivité agricole - (8 avril 2025) : p. 4724 et suivantes

- Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? » - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5582 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 5589 et suivantes

- Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Article 2 (nouveau)** *(Création d'un mécanisme de répartition des charges entre matériaux au sein de la filière à responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du bâtiment »)* : p. 5602 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 6124 et suivantes

- Suite de la discussion (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- **Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes - **Seconde délibération** : p. 6509 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6511 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Article 1er** *(Mesures de simplification de procédures d'urbanisme et de la gestion par les collectivités de leur patrimoine et de l'aménagement de leur territoire)* : p. 6620 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 7 rectifié et n° 33 rectifié quater** *(Preuves de changement d'usage)* : p. 6665 et suivantes - **Article 2 sexies** *(Dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) pour les projets industriels ou logistiques)* : p. 6673 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 25 rectifié** *(Référence au code général des impôts pour la définition des projets industriels)* : p. 6674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° 89 rectifié** *(Rapport d'évaluation environnementale pour les plans et programmes (dont les documents d'urbanisme))* : p. 6675 - **Article 2 octies (texte supprimé par la commission)** *(Procédure intégrée accélérée de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal PLU(i) pour les projets de carrières)* : p. 6675 et suivantes - **Article 3** *(Permis d'aménager multisites pour les lotissements)* : p. 6680 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des sanctions en cas de travaux illégaux et réduction des délais de recours contre les autorisations d'urbanisme)* : p. 6689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 27 rectifié bis** *(Permettre au juge administratif de pouvoir rejeter par voie d'ordonnance les recours manifestement abusifs)* : p. 6696 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 23 et n° 28 rectifié bis** *(Institution d'une procédure d'admission préalable pour l'ensemble des recours en matière d'urbanisme)* : p. 6696 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégation spéciale)* : p. 7902 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 72** *(Possibilité d'indemniser les conseillers municipaux titulaires d'une délégation, dans la limite de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7913 - **Article 5 bis** *(Création d'une section du Code général des collectivités territoriales (CGCT) regroupant les dispositions statutaires applicables aux élus locaux)* : p. 7917 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le risque de désertification pharmaceutique lié à la réforme des remises génériques** - (4 novembre 2025) : p. 8310 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicament Repatha et le traitement de l'hypercholestérolémie** - (4 novembre 2025) : p. 8311 et suivantes

- **Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation »** - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1809 rectifié bis, n° I-632 rectifié bis et n° I-1808 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % sur les pièces issues de la réutilisation de composants de véhicules hors d'usage)* : p. 10764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-962 rectifié et n° I-1057 rectifié** *(Supprimer la condition de l'organisation d'un service régulier de transport public de personnes pour pouvoir lever du versement mobilité)* : p. 10884 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1423 rectifié et n° I-1885 rectifié bis** *(Conditionnement du bénéfice de certains dispositifs fiscaux zonés à la réalisation d'un examen de conformité fiscale)* : p. 10904 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-1424 rectifié et n° I-1814 rectifié bis** *(Conditionnement du bénéfice de plusieurs dispositifs fiscaux à la réalisation d'un examen de conformité fiscale)* : p. 10907 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article 69** *(Déplafonnement des primes négatives des contrats d'énergie renouvelable et révision des tarifs de certains contrats de production photovoltaïque)* : p. 12100 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1542 rectifié** *(Permettre la suspension de dispositifs de soutien aux producteurs d'électricité renouvelable pour que ces derniers puissent contracter des contrats d'achats d'électricité de gré à gré (PPA) avec des fournisseurs ou des consommateurs)* : p. 12102 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1543 rectifié** *(Affecter aux départements une part du produit de la taxe sur les éoliennes maritimes en réduisant la part affectée à l'Office français de la biodiversité (OFB))* : p. 12108 et suivantes

Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens

- (8 décembre 2025) - **État C** : p. 12109 et suivantes

LOPEZ (Vivette)
sénateur (Gard)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 17 février 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le Nord de l'Europe : nouveau centre de gravité ? **[n° 849 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles **[n° 134 (2025-2026)]** (19 novembre 2025) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à protéger les traditions de Noël dans la loi de 1905 **[n° 198 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Table ronde « Artisanat et savoir-faire traditionnels dans les outre-mer ».

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre et du général-major Jean-Pol Baugnée, chef de la composante Terre de l'armée belge (à huis clos).

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

(MI Services publics) : Audition de M. Olivier Jacob, directeur général des outre-mer.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Les enjeux stratégiques du Nord de l'Europe - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Désignation des rapporteurs pour la session 2025-2026.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Retour d'expérience sur l'exercice Vulcain 2025 - Présentation par les colonels de l'armée de terre Philippe Le Duc et Emmanuel Cole.

LOUAULT (Vincent)
sénateur (Indre-et-Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 21 octobre 2025 ; membre de la commission jusqu'au 20 octobre 2025.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité chargé de proposer des évolutions de la composition du Conseil économique, social et environnemental.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant la transposition des dispositions de l'Accord de Paris dans la Charte de l'environnement **[n° 267 (2024-2025)]** (24 janvier 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 261 (2024-2025)] portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole **[n° 290 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Agriculture et pêche**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 266 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire **[n° 307 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les propositions de règlement et de directive relatives aux petites entreprises à moyenne capitalisation **[n° 238 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi relative à l'exercice de la démocratie agricole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « IA : enjeux et perspectives pour les droits humains » : audition de MM. Bernard Benhamou et Jean-Marie Cavada.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Examen du rapport.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* » L'Union européenne face au défi de sa souveraineté énergétique » - Audition de M. Nicolas Berghmans, directeur du programme Nouvelles politiques industrielles à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Mme Clara Calipel, chercheuse, Investissements climat européens à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), M. Dominique Jamme, directeur général des services de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), et Mme Mechthild Wörsdörfer, directrice générale adjointe de la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Réunion du lundi 30 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe.

Proposition de règlement sur les médicaments critiques - Communication et examen d'une proposition d'avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie ».

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Propositions de règlement et de directive relatifs aux petites entreprises à moyenne capitalisation - Examen du rapport et de la proposition d'avis politique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1484 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 53 rectifié** *(Réduction du montant de la redevance pour pollutions diffuses à proportion de la consommation de produits de biocontrôle)* : p. 1537 - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Intitulé du titre III** *(Faciliter la conciliation entre les besoins en eau des activités agricoles et la nécessaire protection de la ressource)* : p. 1548 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 28 rectifié nonies** *(Exclusion de la police de l'eau des étangs piscicoles et aquacoles en travers d'un cours d'eau)* : p. 1556 et suivantes - **Article 6** *(Invitation à suivre une procédure administrative plutôt que judiciaire en cas de primo-infraction environnementale ou d'infraction causant un faible préjudice environnemental)* : p. 1557 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 24 rectifié sexies et n° 102** *(Création d'un cadre réglementaire pour l'introduction dans l'environnement de macro-organismes utilisés à des fins de lutte autocide)* : p. 1560 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Article 1er** *(Consécration d'une stratégie nationale de reconquête de la haie à horizon 2030 et 2050, d'un observatoire de la haie et d'une instance de concertation et de suivi chargés d'en assurer le suivi)* : p. 1809 et suivantes - **Article 2** *(Consécration d'un label public unique de gestion durable des haies et de distribution durable de bois issu de haies gérées durablement)* : p. 1812 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1814 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes - **Intitulé du titre Ier** *(Ériger l'agriculture au rang d'intérêt fondamental de la Nation et reconquérir notre souveraineté alimentaire)* : p. 2016 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 907** *(Création*

d'un article additionnel avant l'article 1er dans un objectif d'intelligibilité de la loi) : p. 2132 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole [n° 291 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2394 et suivantes - **Article 1er** *(Possibilité pour les administrateurs de coopératives agricoles ayant choisi la vente de produits phytopharmaceutiques d'être élus au bureau des chambres d'agriculture, avec obligation de déport sur les délibérations relatives à ces produits)* : p. 2402 et suivantes - **Article 1er bis A** *(Consécration législative du règlement intérieur des chambres et de la publication de leurs procès-verbaux)* : p. 2404 et suivantes - **Article 1er ter** *(Demande de rapport sur l'opportunité d'adopter un mode de scrutin à la proportionnelle intégrale pour les élections aux chambres d'agriculture)* : p. 2405 et suivantes - **Article 2** *(Diverses dispositions ajustant les modalités des élections à la Mutualité sociale agricole (MSA) afin de permettre son bon déroulement et de corriger certaines irrégularités)* : p. 2406

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 596 rectifié ter** *(Préservation du pastoralisme)* : p. 2413 et suivantes - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 161 rectifié bis** *(Assimilation à des salaires des dividendes des sociétés par actions simplifiées (SAS) de plus de 3 salariés)* : p. 2518 - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) : p. 2610 et suivantes - **Article 12 (suppression maintenue)** *(Conditions de création de groupements fonciers agricoles d'investissement)* : p. 2624 et suivantes p. 2624 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 702 rectifié** *(Possibilité pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) de réaliser des assolements en commun)* : p. 2630 et suivantes - **Article 12 ter (texte non modifié par la commission)** *(Demande de rapport sur les besoins en fonds propres des coopératives agricoles)* : p. 2632 et suivantes - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 2644 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 bis** *(Extension aux forêts publiques du champ de l'exemption à la compensation du défrichement prévue pour les boisements de moins de 40 ans)* : p. 2694 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° 200 rectifié quater** *(Exclusion de l'arrachage des vignes abandonnées de la définition du défrichement, pour qu'il échappe aux formalités en la matière)* : p. 2697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendements n° 46 rectifié quater et n° 47 rectifié quater** *(Exclusion de la définition du défrichement des opérations portant sur les taillis à courte rotation de moins de quarante ans, contre trente ans aujourd'hui)* : p. 2698 - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° 199 rectifié quater** *(Assujettissement à autorisation des défrichements de bois et forêts même pour des surfaces en dessous de quatre hectares)* : p. 2698 et suivantes - **Article 14 quater (nouveau)** *(Exclusion des constructions, ouvrages, installations ou aménagements nécessaires à l'activité agricole du décompte des terres artificialisées, pour toute surface agricole)* : p. 2699 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 175** *(Assujettissement à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités visant à mettre en place des retenues collinaires de 75 000 mètres cubes d'eau)* : p. 2751 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 280 rectifié ter, n° 457 rectifié ter, n° 516 rectifié ter, n° 651 rectifié ter, n° 772 rectifié quater et n° 783 rectifié quinquies** *(Inclusion d'un repérage des établissements d'élevage situés dans le périmètre au sein de l'étude d'impact des projets d'ouvrages de production et de stockage d'électricité)* : p. 2752 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 126 rectifié quater** *(Absence de nécessité de recourir à un architecte pour les permis de construire des bâtiments agricoles)* : p. 2754 et suivantes - **Article 16** *(Relèvement du seuil d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les chiens de protection de troupeau et habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour fixer les règles de responsabilité pénale des éleveurs en cas de dommages causés par leur chien de troupeau)* : p. 2755 et suivantes - **Article 17 bis (nouveau)** *(Consécration et définition des étangs piscicoles, reconnaissance des services écosystémiques qu'ils rendent et, à ce titre, de la possibilité d'un soutien spécifique)* : p. 2767 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole** - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er bis (nouveau)** *(Harmonisation du mode de désignation des conseillers communautaires)* : p. 3589 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les financements publics des laboratoires départementaux d'analyse** - (12 mars 2025) : p. 3680

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article 1er (suite)** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié bis et n° 28** *(Expérimentation d'un diagnostic de la qualité et de la santé des sols dans les documents d'urbanisme)* : p. 3800 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 92 rectifié bis et n° 145 rectifié** *(Définition des projets industriels pouvant être qualifiés de Pene (Projets d'envergure nationale ou européenne))* : p. 3862 - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 146 rectifié bis et n° 91 rectifié bis** *(Projets d'aménagement du territoire qualifiés d'intérêt national majeur)* : p. 3878

- **Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)]** - (19 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un référentiel national des pratiques et des critères mis en œuvre par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4084 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la trajectoire énergétique de la France** - (2 avril 2025) : p. 4462 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Pour garantir la sincérité du débat public, quelle mise en œuvre des politiques françaises et européennes de régulation des plateformes en ligne ? »** - (10 avril 2025) : p. 4938 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les entraves normatives et la hausse du coût des fertilisants subies par les agriculteurs** - (21 mai 2025) : p. 5904 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- **Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations** - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6244 et suivants

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article 1er bis D** *(Assouplissement des obligations de solarisation pour les parcs de stationnement existants)* : p. 6631 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 158 rectifié bis** *(Continuité de l'urbanisation en zone de montagne (deux constructions))* : p. 6637 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes - **Article 2 octies (texte supprimé par la commission)** *(Procédure intégrée accélérée de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal PLU(i) pour les projets de carrières)* : p. 6675 et suivantes - **Article 6 bis (nouveau)** *(Dispense d'autorisation d'urbanisme pour les panneaux solaires)* : p. 6698 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté numérique et la situation de l'entreprise Visibrain** - (25 juin 2025) : p. 7080

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7170 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7334 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7344 et suivantes - **Article 2** *(Abrogation de la trajectoire de hausse de la composante carbone de la fiscalité énergétique, dans les taxes de consommation intérieure sur l'énergie, figurant parmi les objectifs énergétiques généraux mentionnés à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7350 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes - **Article 6** *(Inscription de l'objectif de réduction de 14,5 % de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre (GES) des fournisseurs de carburants d'ici 2030, grâce aux carburants et à l'électricité renouvelables, au premier alinéa de l'article L. 641-6 du code de l'énergie)* : p. 7385 - **Article 11** *(Relèvement de 40 à 50 % - hors terres et forêts - de l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030, figurant parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7393 et suivantes - **Article 14** *(Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023)* : p. 7399 et suivantes - **Article 24** *(Renforcement de la protection des consommateurs d'électricité dont la définition des offres, l'indexation des prix, ainsi que la composition de l'information précontractuelle et du comparateur d'offres du Médiateur national de l'énergie (MNE))* : p. 7409 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 24 bis** *(Pré-remplissage des déclarations d'intérêts par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP))* : p. 8018 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8024 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier d'examen de la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (Trace)** - (29 octobre 2025) : p. 8195 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)]** - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8264 et suivantes - **Article 2** *(Maillage minimal de points d'apport volontaire)* : p. 8265 et suivantes - **Article 3** *(Création d'un comité des usagers)* : p. 8268 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article 9 quinquies (nouveau)** *(Exonération de cotisations à la Mutualité sociale agricole des dons en nature effectués par les agriculteurs)* : p. 8992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendement n° 1516 rectifié bis** *(Exonération de contribution sociale généralisée (CSG) sur les gains réalisés lors du retrait de titres d'un fonds commun de placement)* : p. 9000 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2666 rectifié, n° I-1733 rectifié quater, n° I-237 rectifié ter, n° I-1279 et n° I-1516 rectifié** *(Crédit d'impôt au titre de l'investissement dans les industries vertes)* : p. 10131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1822** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) à la fabrication de capteurs solaires thermiques)* : p. 10136 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2618 rectifié bis** *(Possibilité, pour les communes, d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties les constructions autres que des logements sur des friches)* : p. 10177 - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1568 et n° I-1494** *(Financement du système de péréquation en faveur du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Corse)* : p. 10192 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° I-1045 rectifié quinquies, n° I-1406 rectifié ter, n° I-1933 rectifié quater et n° I-2613 rectifié quater** *(Extension au biocarburant Huile Végétale Hydrotraitée (HVO) du tarif particulier d'accise appliqué au biocarburant B100)* : p. 10227 - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1275 rectifié, n° I-114 rectifié quinquies, n° I-2598 rectifié bis, n° I-773 rectifié ter, n° I-774 rectifié quater et n° I-2550 rectifié bis** *(Ajustement du régime d'imposition des « management packages »)* : p. 10273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1625 rectifié ter et n° I-1779 rectifié bis** *(Permettre à une société d'attribuer des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) aux membres du personnel salarié et aux dirigeants de ses sous-filiales, dès lors qu'elles sont détenues à au moins 85 % par la société émettrice)* : p. 10287 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-763 rectifié et n° I-2596 rectifié** *(Extension aux bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) des possibilités de surseoir ou de reporter son imposition)* : p. 10288 et suivantes - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-95 rectifié quinquies, n° I-220 rectifié et n° I-1302 rectifié quater** *(Instauration d'un mécanisme incitatif à la constitution d'une réserve spéciale d'autofinancement pour les investissements des exploitants agricoles)* : p. 10347 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-97 rectifié quinquies, n° I-213 rectifié ter, n° I-234 rectifié quater, n° I-892 rectifié sexies, n° I-1307 rectifié bis, n° I-1323 rectifié bis, n° I-1837 rectifié quater, n° I-1324 rectifié, n° I-1758, n° I-1759, n° I-2559 rectifié bis, n° I-474 rectifié bis, n° I-475 rectifié bis, n° I-2193, n° I-2191, n° I-1766, n° I-623 rectifié ter et n° I-624 rectifié bis** *(Définition des gîtes ruraux et accroissement des seuils d'éligibilité au micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pour les gîtes et les chambres d'hôtes)* : p. 10457 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article 14** *(Ajustements de la taxe sur l'utilisation par les poids lourds de certaines voies du domaine public routier (écotaxe alsacienne))* : p. 10509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-978 rectifié bis et n° I-1409 rectifié** *(Augmentation, de 2 à 3, du multiplicateur applicable à l'hydrogène renouvelable et extension de ce multiplicateur à l'hydrogène bas-carbone)* : p. 10556 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-252 rectifié ter, n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-63 rectifié quater, n° I-2366 rectifié bis, n° I-2563 rectifié quater, n° I-357 rectifié ter, n° I-559 rectifié quater, n° I-1665 rectifié bis, n° I-1720 rectifié bis, n° I-1830 rectifié bis, n° I-2405 rectifié bis, n° I-358 rectifié bis, n° I-1076 rectifié quinquies, n° I-1119 rectifié bis, n° I-1491 rectifié quater, n° I-1721 rectifié bis et n° I-1831 rectifié bis** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-73 rectifié ter et n° I-455 rectifié** *(Conditionner le bénéfice du tarif réduit de TVA à 5,5 % à l'installation et à la livraison de panneaux photovoltaïques lorsqu'ils sont associés à un système de stockage par batterie)* : p. 10761 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-998 rectifié** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % sur la margarine)* : p. 10762 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2412 rectifié** *(Sécurisation de l'application du taux réduit de TVA à 10 % pour les vols commerciaux en montgolfière répondant à la définition du transport aérien de voyageurs)* : p. 10772 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe*

spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements) : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-997, n° I-86 rectifié quinquies, n° I-1046 rectifié ter, n° I-1049 rectifié ter et n° I-1023 rectifié** *(Transfert d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements)* : p. 10827 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-551 rectifié bis, n° I-672 rectifié, n° I-638 rectifié quater, n° I-2204 rectifié bis, n° I-1673 rectifié bis, n° I-1390 rectifié, n° I-1501 rectifié, n° I-1671 rectifié ter, n° I-2137 rectifié, n° I-2184 rectifié et n° I-917** *(Droits de mutation à titre onéreux affectés aux départements)* : p. 10830 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1173 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État visant à verser des avances aux collectivités territoriales qui subissent des retards dans le versement de la taxe d'aménagement)* : p. 11017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 41** *(Affectation du produit de la taxe sur l'utilisation de combustible nucléaire pour la production d'électricité au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité)* : p. 11135 et suivantes - **Article 42** *(Affectation d'une fraction des recettes de l'accise sur les carburants au financement des charges de service public de l'énergie, pour leur part liée à la cogénération et au biométhane)* : p. 11138 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'électricité en France - (10 décembre 2025) : p. 12346 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12730 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12735 et suivantes p. 12735 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes p. 12742 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13325 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un registre national centralisé de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)* : p. 13329 et suivantes

- Question orale sans débat sur la classification des pansements oxygénants - (23 décembre 2025) : p. 13345 et suivantes

---

LOUWAGIE (Véronique)
ministre déléguée auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises et de l'économie sociale et solidaire (jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié bis** *(Suppression du plafond d'utilisation des titres auprès des restaurateurs)* : p. 34 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 38 et suivantes

- Question orale sans débat relative au suivi du dispositif « rebond industriel » et à l'avenir des papeteries de Condat - (14 janvier 2025) : p. 40 et suivantes

- **Question orale sans débat relative à la gestion de la taxe d'aménagement** - (14 janvier 2025) : p. 41 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au budget de la France** - (5 février 2025) : p. 2059 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Pacte vert et à la directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) sur la publication d'informations en matière de durabilité** - (5 février 2025) : p. 2062 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le développement du commerce en ligne de produits textiles** - (19 février 2025) : p. 3055

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque** - (5 mars 2025) : p. 3266 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la filière photovoltaïque** - (5 mars 2025) : p. 3269 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? »** - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions)* : p. 4422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 11** *(Exclusion du prix du transport dans le calcul du seuil de revente à perte dans les outre-mer)* : p. 4431 - **Article 1er bis** *(Encadrement des marges dans le secteur agroalimentaire)* : p. 4432 - **Article 2** *(Application de l'interdiction de revente à perte à la vente des produits vendus sous marque de distributeur)* : p. 4432 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'un rapport sur les marges brutes réelles des distributeurs)* : p. 4434 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4435 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° 120** *(Obligation des sites internet proposant des travaux de rénovation énergétique d'inclure un lien vers la plateforme France Rénov')* : p. 4554 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 97 rectifié** *(Mise en place de filtre anti spams SMS et alignement des conditions d'inscription des lignes mobiles et fixes dans les annuaires)* : p. 4555 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 123, n° 100, n° 104 rectifié ter et n° 99 rectifié** *(Création d'une nouvelle catégorie de numéros pour des organisations d'intérêt public dans le cadre du plan national de numérotation/Interdiction d'utilisation de numéros dans le cadre des appels de prospection commerciale/Exception à l'interdiction d'utilisation de numéros pour les appels en vue de la réalisation de sondages)* : p. 4555 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire** - *Commission mixte paritaire* **[n° 524 (2024-2025)]** - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4918 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4918 et suivantes

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession** - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité)* : p. 5172 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les eaux en bouteille (I)** - (21 mai 2025) : p. 5893 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale Nestlé et l'influence privée dans les décisions de l'État** - (21 mai 2025) : p. 5895 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les eaux en bouteille (II)** - (21 mai 2025) : p. 5896 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fast fashion et la taxation des petits colis** - (21 mai 2025) : p. 5900

- **Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? »** - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- **Question orale sans débat relative à la fraude persistante et massive à la contribution sur les boissons sucrées** - (8 juillet 2025) : p. 7324

- **Question orale sans débat sur la crise d'attractivité de la médecine du travail dans la fonction publique territoriale** - (8 juillet 2025) : p. 7324 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'exercice abusif du droit de grève dans la fonction publique** - (8 juillet 2025) : p. 7325 et suivantes

---

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : La nouvelle donne de l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique : quels outils ? Quelles pratiques ? **[n° 660 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Sport **[n° 144 tome 6 fasc. 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif au pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Madame Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Agence française de lutte contre le dopage - Audition de Mme Béatrice Bourgeois, présidente, et M. Jérémy Roubin, secrétaire général.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Présentation par M. Stéphane Delautrette, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, de son rapport d'information sur le financement de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) adopté le 13 mai 2025.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au scandale Nestlé et à l'influence privée dans les décisions de l'État - (5 février 2025) : p. 2051 et suivantes

- Question orale sans débat sur les défaillances récurrentes d'accès aux soins dans la Nièvre - (11 février 2025) : p. 2592

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- Question orale sans débat sur la sauvegarde de la ligne ferroviaire Guéret-Felletin - (25 mars 2025) : p. 4206 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 25** *(Rôle des collectivités territoriales dans le développement du sport de haut niveau)* : p. 6311 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 14** *(Obligations d'honorabilité (fédérations))* : p. 6312 et suivantes - **Article 1er A (nouveau)** *(Renforcement des règles relatives à l'éthique et à la démocratie dans la gouvernance des fédérations sportives)* : p. 6313 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 8** *(Renforcement du rôle des ligues professionnelles en matière de politique antidopage)* : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 15** *(Obligations d'honorabilité (ligues professionnelles))* : p. 6323 et suivantes - **Article 2** *(Possibilité de mettre un terme à la subdélégation octroyée à une ligue professionnelle)* : p. 6324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 9 rectifié** *(Obligation de prévoir la présence d'un médecin dans les instances des fédérations)* : p. 6333 - **Article 4** *(Encadrement de la création d'une société commerciale par une ligue professionnelle)* : p. 6338 et suivantes - **Article 6** *(Création d'une société commerciale associant la fédération et les clubs)* : p. 6340 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement du contrôle de gestion)* : p. 6347 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Dispositions transitoires)* : p. 6356 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article 5 (supprimé)** *(Autorisation pour les régions hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 d'accorder leur garantie financière au comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques)* : p. 7017 et suivantes - **Article 11** *(Clarification et précision des procédures antidopage)* : p. 7025 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7070 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11251 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la ligne ferroviaire Bordeaux-Lyon - (10 décembre 2025) : p. 12353 et suivantes

---

LUBIN (Monique)
sénatrice (Landes)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 230 (2024-2025)] visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 582 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jean-Jacques Marette, animateur du conclave avec les partenaires sociaux sur les retraites.

Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de MM. Éric Blachon, président, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 575 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (18 janvier 2025) - **État D** : p. 579 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-1666 et n° II-1970** *(Suppression de la dégressivité de la bonification du cinquième du temps de service pour les personnels militaires de la gendarmerie)* : p. 581

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article 4** *(Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))* : p. 2869 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état financier du système des retraites - (19 février 2025) : p. 3051

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** :

p. 3057 et suivantes - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés [n° 230 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5626 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** *(Restriction de la définition des motifs économiques du licenciement et du périmètre d'appréciation)* : p. 5637 et suivantes - **Article 2** *(Sanction des licenciements économiques sans cause réelle et sérieuse)* : p. 5639 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des seniors - (4 juin 2025) : p. 6188

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes - **Article 2** *(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés)* : p. 6207 et suivantes - **Article 3** *(Instauration de rendez-vous professionnels de mi-carrière et de préparation de la fin de carrière)* : p. 6211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 18 rectifié et 22 rectifié** *(Inscription dans les principes généraux de prévention de l'obligation d'écoute des salariés sur leurs conditions de travail)* : p. 6212 et suivantes - **Article 4** *(Création d'un contrat de valorisation de l'expérience)* : p. 6214 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6223 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (II) - (18 juin 2025) : p. 6721 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7236 et suivantes - **Question préalable** : p. 7240 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes p. 7258 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 8777 et suivantes - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Subordination de l'affiliation des bailleurs à métayage au régime des non-salariés agricoles à une participation effective à l'activité de l'exploitation agricole)* : p. 8862 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 ter - Amendements n° 780 rectifié ter, n° 1361 rectifié quater et n° 390 rectifié bis** *(Mutualisation des coûts des maladies professionnelles à effet différé en faveur des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé)* : p. 8886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 133 rectifié quinquies** *(Passage à 9,2 % du taux de contribution sociale généralisée (CSG) applicable aux allocations chômage, aux indemnités journalières et aux pensions de retraite et d'invalidité)* : p. 8959 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 920** *(Instauration d'une contribution patrimoniale exceptionnelle de solidarité aux régimes de retraite pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9124 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1658** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les superprofits)* : p. 9125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 541 rectifié ter, n° 1143 et n° 1679** *(Malus sur les cotisations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) des employeurs n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour éliminer un risque avéré de maladies professionnelles)* : p. 9131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1138, n° 1318 et n° 1642** *(Augmentation du taux de cotisation des plus hauts revenus pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9135 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1030 rectifié et n° 1663** *(Création d'une cotisation patronale affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA))* : p. 9186 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1739 rectifié** *(Assouplissement de la procédure d'autorisation des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) à caractère expérimental)* : p. 9507 et suivantes - **Article 43** *(Rationaliser et simplifier le cumul emploi-retraite)* : p. 9554 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45** *(Réduire les inégalités entre les femmes et les hommes à la retraite)* : p. 9652 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Question orale sans débat sur la prise en compte du champ visuel pour l'attribution du forfait cécité dans le cadre de la prestation de compensation du handicap - (2 décembre 2025) : p. 10722 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11644 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11659 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 80** *(Suppression de l'aide au permis de conduire pour les apprentis)* : p. 11823 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1227 rectifié, n° II-1318 rectifié, n° II-1371 rectifié et n° II-1384 rectifié bis** *(Prorogation de six mois de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »)* : p. 11829 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

---

LUCOT AVRIL (Virginie)
sénatrice (Seine-Maritime)
Les Républicains

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 23 janvier 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport jusqu'au 23 janvier 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

LUREL (Victorin)
sénateur (Guadeloupe)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : L'action de l'État outre-mer : pour un choc régalien **[n° 264 (2024-2025)]** (23 janvier 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales **[n° 743 tome 2 annexe 3 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Agriculture, alimentation, forêts et affaires rurales **[n° 139 tome 3 annexe 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Présentation du rapport d'information sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le marché automobile.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le prix des carburants.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des finances) :* Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Clémence Olsina, directrice des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

(commission des finances) : Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Alain Juillet, ancien haut responsable chargé de l'intelligence économique.

Audition de Mme Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques et de M. Yann Boulay, responsable des affaires publiques de France Digitale, avec des représentants des entreprises Explain, Doctrine et OpenClassrooms.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Prise en compte des questions migratoires dans la politique de développement - Communication.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et

avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendement n° II-1976** *(Hausse du coût des compensations d'exonérations sociales des entreprises en outre-mer)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 507 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes - **Article 1er** *(Obligations de transparence pour les entreprises dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3280 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** *(Encadrement de la pratique des marges arrière outre-mer)* : p. 3281 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Régime des droits exclusifs d'importation et interdiction des droits exclusifs de distribution des produits à marque de distributeur et de produits premiers prix)* : p. 3283 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 13 rectifié et n° 3 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3289 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3290 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Article 1er** *(Prolongation du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions)* : p. 4422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 11** *(Exclusion du prix du transport dans le calcul du seuil de revente à perte dans les outre-mer)* : p. 4431

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République - (14 mai 2025) : p. 5505

- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française, réparation des victimes et définition de plusieurs objectifs qui en résultent)* : p. 6500 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Rapport envisageant une extension du périmètre du fonds d'indemnisation des victimes de pesticides (FIVP))* : p. 6507 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française, réparation des victimes et définition de plusieurs objectifs qui en résultent)* : p. 6510 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6511 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié** *(Avancement des négociations commerciales dans les outre-mer)* : p. 8093 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 87** *(Possibilité de réguler les prix en cas de situations anormales du marché ou de marges commerciales excessives)* : p. 8112 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 48** *(Doter les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) de la personnalité morale)* : p. 8112 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 68** *(Précision sur l'encadrement des tarifs bancaires outre-mer)* : p. 8114 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 34 rectifié et n° 32 rectifié** *(Rapport sur la réglementation des prix des produits pétroliers)* : p. 8114 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 33 rectifié** *(Demande de rapport sur les tarifs réglementés des professions du droit outre-mer)* : p. 8115 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 35 rectifié** *(Rapport sur le coût des médicaments dans les outre-mer)* : p. 8116 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 30 rectifié** *(Remise d'un rapport sur la mise en place de centrales régionales d'approvisionnement et de stockage)* : p. 8123 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 88** *(Contrôle de la répercussion des baisses de fiscalité sur le niveau des prix de détail)* : p. 8123 - **Article 5 (texte supprimé par la commission)** *(Péréquation des frais d'approche)* : p. 8123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 49** *(Suppression du mécanisme de double taxation à la TVA applicable aux colis postaux échangés entre particuliers à destination et au départ des outre-mer)* : p. 8128 et suivantes - **Article 6** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8130 et suivantes - **Article 6 (suite)** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8133 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 65** *(Protection des entreprises qui subissent une rupture brutale d'une relation commerciale)* : p. 8134 et suivantes - **Article 6 quater (nouveau)** *(Partage d'informations couvertes par le secret fiscal et le secret des affaires entre les administrations de*

l'État, les collectivités d'outre-mer et les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR)) : p. 8135 et suivantes - **Article 7** *(Obligation pour les distributeurs de transmission d'informations sur les marges arrière aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8136 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 66 rectifié** *(Plafonnement des marges arrière outre-mer)* : p. 8141 et suivantes - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 42 rectifié** *(Interdiction de toute clause d'exclusivité restreignant la liberté de fournisseurs de commercialiser leurs produits auprès de distributeurs)* : p. 8147 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 51** *(Sanctionner la discrimination commerciale que les acteurs intégrés verticalement (grossistes-importateurs disposant de leurs propres réseaux de distribution au détail) sont susceptibles d'exercer envers leurs clients concurrents)* : p. 8148 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43 rectifié** *(Répartition équitable des budgets de coopération commerciale entre les différents magasins approvisionnés par un grossiste)* : p. 8149 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45 rectifié** *(Exclusion des coûts de commercialisation dans l'hexagone des conditions générales de ventes applicables aux produits vendus sur les territoires ultramarins)* : p. 8149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 67 rectifié** *(Obligation de dépôt des comptes par les commissaires aux comptes)* : p. 8153 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 71** *(Transmission de diverses informations par les entreprises aux préfets, à l'Insee et aux OPMR dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 8153 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 et 55 rectifié** *(Conditionnement des aides publiques aux entreprises au respect de l'obligation de dépôt des comptes)* : p. 8154 et suivantes - **Article 10** *(Augmentation des moyens de l'Autorité de la concurrence)* : p. 8156 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 116 et n° 44 rectifié bis** *(Obligation de séparation juridique et comptable des activités d'importation, de distribution et de logistique)* : p. 8161 et suivantes - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence)* : p. 8165 et suivantes - **Article 13** *(Extension aux produits substituables du régime des produits identiques ou similaires importés dont les prix de vente outre-mer sont inférieurs à ceux pratiqués dans l'Hexagone)* : p. 8169 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes - **Article 14** *(Expérimentation d'un Small Business Act ultramarin)* : p. 8171 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 229** *(Demande de rapport sur le coût et les mécanismes de l'évasion fiscale)* : p. 8551 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié decies** *(Demande de rapport sur une réforme du conseil d'orientation de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme)* : p. 8556 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 17** *(Déclaration à l'administration fiscale des opérations de réorganisation transfrontalière d'entreprises)* : p. 8556 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 (priorité) - Amendements n° 18 et n° 19** *(Obligation de déclaration des prestations de conseil en fiscalité à la charge des conseils d'entreprise)* : p. 8558 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 246 rectifié bis** *(Accès aux bases de données de la DGFiP des agents des services centraux du ministère de l'intérieur dans le cadre de leurs missions de contrôle des organismes sans but lucratif (OSBL))* : p. 8561 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 145 rectifié bis et n° 262 rectifié bis** *(Maintien en vigueur du principe d'information de l'ordre des experts-comptables s'agissant des contrôles effectués par l'administration fiscale auprès des clients/adhérents des professionnels de l'expertise comptable)* : p. 8562 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 21** *(Obligation de transmission à l'administration fiscale de la justification des prix de transfert pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 150 millions d'euros)* : p. 8562 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendements n° 141 rectifié et n° 148 rectifié bis** *(Clarification de l'obligation déclarative en France sur les services sur crypto-actifs (prestataires de services sur cryptoactifs (PSCA))* : p. 8563 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 24** *(Possibilité pour les associations agréées de pouvoir exercer en tant que partie civile pour les infractions de fraude fiscale)* : p. 8568 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 22** *(Possibilité pour les agents de la Direction générale des Finances publiques (DGFiP) de concourir aux enquêtes sur des infractions de blanchiment)* : p. 8569 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 23** *(Demande de rapport sur les moyens de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), des douanes et de la direction générale des finances publiques (DGFiP) en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8569 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 25 rectifié ter et n° 33 rectifié undecies** *(Renforcement des sanctions à l'encontre des intermédiaires impliqués dans des montages abusifs)* : p. 8573 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Dette publique »** - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1769** *(Inclusion des attributions gratuites d'actions dans l'assiette de cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8892 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 916 et n° 1471** *(Plafonnement des cotisations et contributions sociales des agriculteurs ultramarins)* : p. 8916 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1157** *(Augmentation d'un point des cotisations employeurs d'assurance vieillesse)* : p. 8932 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 229 rectifié bis,** *(Maintien du bénéfice de l'exonération de cotisations pour les exploitations agricoles d'outre-mer de moins de 40 hectares)* : p. 8995 et suivantes - **Article 9 sexies (nouveau)** *(Extension du dispositif de la loi pour l'ouverture et le développement économique de l'outre-mer (Lodéom) aux chambres d'agriculture et aux chambres de commerce et d'industrie des outre-mer)* : p. 8996 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 sexies - Amendements n° 913 rectifié et n° 1353** *(Régime d'exonération de charges sociales patronales des entreprises ultramarines de Guadeloupe, de Martinique et de La Réunion)* : p. 8997 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-**

1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1395, n° I-1312, n° I-429, n° I-1313, n° I-1314, n° I-1315 rectifié, n° I-1396, n° I-1503, n° I-243 rectifié, n° 428, n° I-244 rectifié et n° I-191 rectifié** *(Prélèvement forfaitaire unique)* : p. 10013 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2571 rectifié ter** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt famille (Cifam) des dépenses de réservation de place en crèche par un tiers)* : p. 10089 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1273 rectifié, n° I-189 rectifié, n° I-1459, n° I-146, n° I-170 rectifié ter, n° I-595 rectifié, n° I-1399, n° I-2337, n° I-171 rectifié bis, n° I-1224 rectifié, n° I-958 rectifié bis, n° I-1725, n° I-1724, n° I-957 rectifié bis et n° I-2218** *(Taxe sur les transactions financières)* : p. 10150 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-687 rectifié** *(Création d'une taxe sur la livraison d'un bien commercialisé par le biais d'une entreprise de commerce en ligne)* : p. 10158 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-994 rectifié** *(Suppression de l'exonération de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) mobile relative aux stations radioélectriques de téléphonie mobile construites en zone de montagne entre le 1er janvier 2017 et le 31 décembre 2020)* : p. 10166 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-986 rectifié bis et n° I-686** *(Possibilité pour les communes de supprimer l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties)* : p. 10176 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-859, n° I-145, n° I-1898 et n° I-2297 rectifié** *(Crédit d'impôt pour la transition énergétique)* : p. 10202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-442 rectifié** *(Création d'une taxe sur les compagnies d'assurance absentes des départements et régions d'outre-mer)* : p. 10207 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-662** *(Fixation à 1 % du taux de cotisation Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) pour les organismes habitations à loyer modéré (HLM) outre-mer)* : p. 10236 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-435 rectifié** *(Exonération de cotisation caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) du supplément de loyer solidaire pour les logements outre-mer)* : p. 10236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-386 rectifié et n° I-504 rectifié** *(Hausse des abattements propres aux zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) dans les communes défavorisées à La Réunion)* : p. 10237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1875, n° I-2047 rectifié et n° I-1817** *(Précision de l'assiette de la réduction d'impôt sur les logements sociaux en outre-mer)* : p. 10241 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1818, n° I-1874, n° I-2037 rectifié bis et n° I-660** *(Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession à la propriété outre-mer)* : p. 10244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-748 rectifié, n° I-1873 et n° I-2265 rectifié** *(Extension du crédit d'impôt en faveur du logement social en outre-mer à la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) fournissant des services médicaux)* : p. 10245 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-432 et n° I-431 rectifié bis** *(Crédit d'impôt bénéficiant aux travaux de désamiantage des logements outre-mer)* : p. 10246 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-659 et n° I-2266** *(Extension du crédit d'impôt sur le logement intermédiaire aux travaux de rénovation lourde outre-mer)* : p. 10247 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-430 rectifié bis** *(Extension du crédit d'impôt sur les investissements productifs à l'installation de bornes de recharge électriques)* : p. 10248 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-436 rectifié** *(Exonération de droit de partage pour les départements et régions d'outre-mer (DROM) lors de la première cession d'un bien après la reconstitution des titres de propriété)* : p. 10248 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-2081** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt sur les investissements des entreprises en difficulté outre-mer)* : p. 10249 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-414 rectifié, n° I-1560 rectifié ter, n° I-1602 rectifié ter et n° I-1707 rectifié bis** *(Garantir l'éligibilité des prestations de portage de repas à domicile au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10303 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1896** *(Réduction de l'avantage fiscal attaché au dispositif forestier « Sérot-Monichon »)* : p. 10371 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2275 et n° I-1212 rectifié** *(Rétrocession de terres à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) de Guyane)* : p. 10377 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1293, n° I-1294 et n° I-446 rectifié** *(Taxe sur le transport aérien de marchandises)* : p. 10537 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1967 rectifié ter, n° I-842 rectifié, n° I-1645 et n° I-1065** *(Utilisation des recettes issues de la mise aux enchères de quotas carbone)* : p. 10548 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-252 rectifié ter, n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1207 rectifié** *(Contribution sur les revenus virtuels de type « coffre à butin »)* : p. 10577 - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-447** *(Application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux droits d'entrée perçus par les organisateurs de réunions hippiques)* : p. 10764 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2674** *(Application des plafonds de ressources du prêt social de location-accession pour les opérations d'accession sociale dans les quartiers de la politique de la ville)* : p. 10770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-444 rectifié bis, n° I-443 rectifié bis, n° I-2270, n° I-2276, n° I-1848 et n° I-889** *(TVA sur les produits de première nécessité en outre-mer)* : p. 10785 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2349 rectifié bis** *(Mesures de rationalisation fiscales liées à l'octroi de mer)* : p. 10789 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-450 rectifié** *(Exclusion de l'octroi de mer de la base d'imposition de la TVA)* : p. 10792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1200 rectifié** *(Majoration départementale facultative sur les alcools forts en outre-mer)* : p. 10793 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-437 rectifié bis** *(Exonération de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) dans les départements et régions d'outre-mer (DROM) pour les successions ouvertes depuis plus de 5 ans)* : p. 10797

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes p. 12405 et suivantes - **Article 73** *(Réforme de la dotation de solidarité en faveur de l'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements touchés par des événements climatiques ou géologiques (DSEC))* : p. 12413 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12726 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fonction publique dans les outre-mer - (17 décembre 2025) : p. 13180 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 8** *(Réduction du délai minimal après lequel l'aliénation du bien indivis peut être effectuée dans le cadre de la procédure dérogatoire applicable en outre-mer)* : p. 13291 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9** *(Instauration, dans le cadre de la procédure dérogatoire issue de la loi Letchimy de 2018, d'un droit de préemption pour les indivisaires minoritaires)* : p. 13292 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 11** *(Possibilité, pour tout copartageant, de cantonner son émolument lors du partage d'une succession)* : p. 13292

MALET (Viviane)
sénatrice (La Réunion)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'institutions.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1872 et suivantes - **Article 6 ter** *(Simplification des procédures pour la reconstruction des ouvrages des réseaux publics de distribution ou de transport d'électricité, dont ceux situés sur la voie publique)* : p. 1916 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à La Réunion (II) - (5 mars 2025) : p. 3267 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 23 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 55 rectifié** *(Extension du seuil d'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à 3,5 SMIC)* : p. 5845 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 5 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié bis et n° 54 rectifié** *(Suppression de l'effet cliquet de l'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE))* : p. 5847 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 56** *(Prolongement de l'aide aux entreprises sur février et mars 2025)* : p. 5848

- Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 rectifié, n° 46 et n° 142** *(Inclusion au sein du bouclier qualité prix (BQP) de produits distribués dans des emballages consignés ou réutilisables)* : p. 8106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 39 rectifié** *(Transfert de certains coûts liés à l'éloignement des territoires ultramarins pris en charge par les distributeurs vers les fournisseurs)* : p. 8150 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 2 rectifié quater, n° 578 rectifié ter, n° 961 rectifié quater, n° 1354 rectifié et n° 932 rectifié** *(Possibilité pour les employeurs et indépendants ultramarins de conclure avec les organismes de recouvrement des plans d'apurement de leurs dettes de cotisations et contributions sociales)* : p. 8841 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 bis - Amendements n° 916 et n° 1471** *(Plafonnement des cotisations et contributions sociales des agriculteurs ultramarins)* : p. 8916 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 quinquies - Amendement n° 229 rectifié bis,** *(Maintien du bénéfice de l'exonération de cotisations pour les exploitations agricoles d'outre-mer de moins de 40 hectares)* : p. 8995 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1194** *(Demande de rapport sur l'opportunité d'étendre le forfait additionnel spécifique aux départements et régions d'outre-mer)* : p. 9353

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 21 rectifié** *(Modalités de calcul du coefficient géographique appliqué aux outre-mer dans le cadre des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux départements)* : p. 9517 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-386 rectifié et n° I-504 rectifié** *(Hausse des abattements propres aux zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) dans les communes défavorisées à La Réunion)* : p. 10237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1030 rectifié** *(Extension de l'éligibilité des matériels d'occasion acquis par une PME à l'aide fiscale pour les investissements productifs outre-mer)* : p. 10239 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1080 rectifié** *(Suppression de la surface minimale de parcelle forestière ouvrant droit au crédit d'impôt « opérations forestières »)* : p. 10363 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1081 rectifié bis** *(Majoration de 33 % du crédit d'impôt pour les investissements sylvicoles)* : p. 10366 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 10372 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-483 rectifié et n° I-2274** *(Exonérer les véhicules immatriculés en outre-mer des malus CO2 et poids)* : p. 10506 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-148 et n° I-1138 rectifié** *(Exonération de fiscalité aérienne pour les résidents d'outre-mer)* : p. 10522 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes p. 11341 et suivantes

---

MALHURET (Claude)
sénateur (Allier)
Les Indépendants

Président du groupe Les Indépendants - République et territoires.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 876 (2024-2025)]** (13 août 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vladimir Kara-Mourza, vice-président de la Fondation Russie libre, ancien prisonnier politique russe.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Échange de vues sur l'organisation d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, consacré à la défense nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation internationale (II) - (19 février 2025) : p. 3044 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 620 (2024-2025)] - (21 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5907 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet de l'Otan et la base industrielle et technologique de défense - (2 juillet 2025) : p. 7156

- Déclaration du Gouvernement et débat sur la situation au Proche et Moyen-Orient - (2 juillet 2025) : p. 7208 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

---

MANDELLI (Didier)
sénateur (Vendée)
Les Républicains

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 18, 20, 22, 27, 29 janvier, 3, 4, 6, 11, 12 février, 12, 18, 25 mars, 3, 28 avril, 13, 19 mai, 11, 19, 25 juin, 9, 11 juillet, 21, 30 octobre, 5, 13, 18, 22, 28, 29 novembre, 1er, 6, 8 et 11 décembre 2025.

NOMINATIONS

Premier vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 26 mars 2025 ; membre de la commission jusqu'au 25 mars 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national de l'économie circulaire.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le Président de la République, aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition à l'occasion du 20e anniversaire de la Charte de l'environnement.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Travaux de la conférence nationale de financement des transports - Ambition France transports - Communication.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :*

Audition de M. Thierry Guimbaud, président de l'Autorité de régulation des transports (ART).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Sylvie Landrième, directrice du Forum « Vies Mobiles », sur les systèmes de mobilité alternatifs à la voiture.

Proposition de loi portant programmation et simplification dans le secteur économique de l'énergie - Communication.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Moyens de renforcer l'efficacité de la lutte contre le trafic des espèces protégées - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Deuxième table ronde : Ruralités et transitions climatiques, l'exemple de l'érosion côtière.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Ambition France Transports : quel bilan ? » - Présentation du rapport de la conférence Ambition France Transports.

Mission flash de la commission des finances sur les difficultés de recouvrement de la taxe d'aménagement - Désignation de deux référents pour assister aux travaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Demande de saisine et désignation des rapporteurs pour avis.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Communication sur les déserts médicaux.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021-1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Tabarot, ministre des transports.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Mises au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- Question orale sans débat sur la sécurisation de l'écocontribution des produits soumis à la responsabilité élargie des producteurs - (25 mars 2025) : p. 4199 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les zones à faibles émissions - (2 avril 2025) : p. 4468 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - *Commission mixte paritaire* **[n° 498 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4595 et suivantes - **Article 1er** *(Adaptations relatives à l'interdiction du paiement pour flux d'ordres, à l'élargissement du champ des autorités auxquelles l'Autorité des marchés financiers doit transmettre des comptes rendus de transactions, à l'établissement d'un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés de capitaux et la durabilité, aux obligations vertes européennes et à la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité, et aux marchés de crypto-actifs)* : p. 4649 et suivantes - **Article 2** *(Adaptations relatives à l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles, à la définition de la compagnie financière holding et aux conditions que doivent remplir les entreprises d'investissement pour être éligibles à exercer leurs activités de dépositaire d'organisme de placement collectif en valeur mobilières, aux gestionnaires de crédits et acheteurs de crédits, aux virements en euros et aux contrats de crédit aux consommateurs, aux contrats à la consommation et contrats de services financiers conclus à distance)* : p. 4651

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Rappels au règlement** : p. 4859

- Décès d'un ancien sénateur : M. Henri Torre, sénateur de l'Ardèche de 1980 à 2008 - (28 avril 2025) : p. 4961

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 3 bis (nouveau)** *(Régulation de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6117 et suivantes

- Clôture de la session ordinaire de 2024-2025 - (25 juin 2025) : p. 7109

- Libération de deux otages en Iran (Cécile Kohler et Jacques Paris) - (5 novembre 2025) : p. 8408

- Attaque par un conducteur automobile sur l'île d'Oléron - (5 novembre 2025) : p. 8408

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Organisation des travaux** : p. 10523

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

MARC (Alain)
sénateur (Aveyron)
Les Indépendants

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 18, 20, 27 janvier, 3 février, 5, 11, 17, 19 mars, 8, 29 avril, 15, 20 mai, 3, 11, 24 juin, 8 juillet, 23, 28 octobre, 4, 18, 25 novembre, 2, 3, 9 et 10 décembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à élargir le prêt à taux zéro (PTZ) aux familles nombreuses propriétaires de leur résidence principale afin de dynamiser le marché du logement et d'encourager la natalité en France **[n° 309 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Famille - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 446 (2024-2025)] visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » **[n° 486 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale en première lecture, visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Commémorations du 80e anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz - (27 janvier 2025) : p. 1483

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 10 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3290

- Hommage aux victimes du terrorisme - (11 mars 2025) : p. 3554

- Question orale sans débat sur le décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires - (18 mars 2025) : p. 3947

- Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 434 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4120 et suivantes p. 4120 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4259 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes p. 4436 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les agences de l'eau et la loi assouplissant les compétences « eau et assainissement » - (11 juin 2025) : p. 6409 et suivantes

- DuoDay au Sénat - (25 novembre 2025) : p. 9576

- Décès de Félix Leyzour, ancien sénateur des Côtes-d'Armor - (10 décembre 2025) : p. 12359

- Projet de loi autorisant la ratification de plusieurs conventions-cadres relatives aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, aux contrôles en cours de route et aux gares communes ou d'échange [n° 183 (2025-2026)] - (10 décembre 2025) : p. 12359 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Monténégro relatif à la coopération dans le domaine de la défense [n° 159 (2025-2026)] - (10 décembre 2025) - **Article unique** : p. 12359 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (10 décembre 2025) - **Motion d'ordre** : p. 12360

MARCANGELI (Laurent)
ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification (jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 581 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1663 rectifié** *(Application d'un taux d'indemnisation de 90 %, en lieu et place du plein traitement, en matière d'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique)* : p. 589 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)]** - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article 1er** *(Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)* : p. 1840 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 30 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC))* : p. 1841 et suivantes - **Article 2** *(Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives)* : p. 1842 et suivantes - **Article 4** *(Commission nationale d'autorisation d'exercice pour la profession de conseiller en génétique)* : p. 1843 - **Article 6** *(Comité de suivi et de proposition de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé (AERAS))* : p. 1844 - **Article 7** *(Comité du secret statistique)* : p. 1844 et suivantes - **Article 8** *(Comités ministériels de transaction)* : p. 1846 - **Article 9** *(Commission d'examen des pratiques commerciales)* : p. 1846 et suivantes - **Article 10** *(Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire)* : p. 1847 et suivantes - **Article 13** *(Conseil national de la médiation)* : p. 1848 et suivantes - **Article 15** *(Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle)* : p. 1849 et suivantes - **Article 18** *(Observatoire national de la politique de la ville)* : p. 1850 et suivantes - **Article 19** *(Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières)* : p. 1851 - **Article 20** *(Commission des droits d'auteur et des droits voisins)* : p. 1851 et suivantes - **Article 21** *(Commission de la rémunération équitable)* : p. 1852 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 5** *(Supprimer le Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens)* : p. 1853 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 6** *(Suppression de l'Observatoire de l'alimentation)* : p. 1853 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1854

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du service universel de La Poste** - (12 février 2025) : p. 2734 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la simplification des normes** - (12 mars 2025) : p. 3676 et suivantes

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la qualité des services publics** - (18 mars 2025) : p. 3949 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la commande publique dans le numérique** - (7 mai 2025) : p. 5304 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la demande de bilan à la suite de la revalorisation des secrétaires de mairie** - (24 juin 2025) : p. 6981

- **Question orale sans débat sur la situation du centre d'enfouissement technique du Ham** - (24 juin 2025) : p. 6982

- **Question orale sans débat sur l'autorisation de généralisation de la production de crevettes Macrobrachium rosenbergii** - (24 juin 2025) : p. 6982 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance officielle de la présence permanente du loup dans la Nièvre** - (24 juin 2025) : p. 6983 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'interruption de la collecte de pneus agricoles usagés dans la Loire** - (24 juin 2025) : p. 6984 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre de la responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du bâtiment** - (24 juin 2025) : p. 6985 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes - **Article 4** *(Garantir la prise en charge des suites d'états pathologiques en cas de succession de contrats)* : p. 7198 et suivantes - **Article 5** *(Dérogation à l'adhésion obligatoire aux contrats collectifs de prévoyance pour les agents en arrêt de travail)* : p. 7201 - **Article 6** *(Modalités d'entrée en vigueur et application aux situations en cours)* : p. 7201 et suivantes

---

de MARCO (Monique)
sénatrice (Gironde)
GEST

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre suppléant du comité de bassin Adour-Garonne.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche artistiques et culturels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à modifier la Charte de l'environnement pour consacrer les droits de la nature **[n° 891 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « 20ème anniversaire de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : quel bilan pour l'école inclusive ? » - Audition de Mmes Caroline Pascal, directrice générale de l'enseignement scolaire, Isabelle Saurat, déléguée interministérielle à l'accessibilité, MM. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées, et Thierry Bour, conseiller école inclusive et enseignement supérieur auprès du délégué interministériel à la stratégie nationale pour les troubles du neuro-développement.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Missions d'information consacrées à l'évaluation de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, au maillage territorial des établissements scolaires, à la situation des universités et à l'intelligence artificielle et à la création - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mise en œuvre du règlement européen sur l'intelligence artificielle en matière de rémunération des contenus culturels - Audition de Mme Alexandra Bensamoun, professeure de droit privé à l'université Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin, directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société » - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La sûreté des musées - Audition de MM. Patrice Faure, préfet de police de Paris, Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, et Jean-Baptiste Félicité, chef de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 18 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La crise des conseils d'architecture, d'urbanisme et de

l'environnement (CAUE) - Audition de M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, MM. Vincent Montrieux, adjoint au directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages du ministère de la transition écologique, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la Presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen d'un amendement sur la première partie.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conclusions de l'enquête administrative à la suite du vol survenu au musée du Louvre - Audition de MM. Noël Corbin, chef de l'inspection générale des affaires culturelles et Pascal Mignerey, chef de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation - mission sécurité, sûreté et audit (Missa) du ministère de la culture.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Jean-Luc Martinez, ancien président-directeur du musée du Louvre, Denis Fousse, ancien directeur de l'accueil du public et de la surveillance du musée du Louvre, Maxence Langlois-Berthelot, ancien administrateur général du musée du Louvre et Laurent Le Guédart, ancien directeur du patrimoine architectural et des jardins du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes - **État B** : p. 346 et suivantes p. 350 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 378 et suivantes

Audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 386 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes - **Article 16** *(Défiscalisation des dons à destination de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1963 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Question orale sans débat sur les chiffres et le mode de calcul de l'artificialisation des sols pour le grand projet ferroviaire du Sud-Ouest - (11 février 2025) : p. 2606 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture - *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3330 et suivantes - **Article 1er** *(Contenu de l'enseignement moral et civique)* : p. 3340 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes - **Article 3** *(Renforcement de l'accompagnement et de la responsabilisation des élèves et de leurs parents face à des actes répétés perturbant le fonctionnement des établissements scolaires)* : p. 3348 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 12 rectifié** *(Interdiction de transmission des coordonnées personnelles des enseignants)* : p. 3350 - **Article 4** *(Protection fonctionnelle automatique pour les personnels de l'éducation*

nationale) : p. 3352 et suivantes - **Article 6** *(Information de l'autorité académique et du chef d'établissement de la mise en examen ou de la condamnation pour terrorisme d'un élève scolarisé ou ayant vocation à l'être)* : p. 3355 et suivantes - **Article 6 bis (nouveau)** *(Possibilité pour les chefs d'établissement, leurs adjoints et les conseillers principaux d'éducation de procéder à une inspection visuelle des effets personnels des élèves)* : p. 3356 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3358 et suivantes

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)]** - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes - **Article 1er** *(Allègement de la procédure de mise en place et de modification des périmètres délimités des abords (PDA) et possibilité d'adopter un règlement du PDA)* : p. 4080 et suivantes - **Article 4** *(Ajout de la réhabilitation des constructions existantes au champ de l'intérêt public associé à l'architecture)* : p. 4090 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'audiovisuel public** - (2 avril 2025) : p. 4460

- **Question orale sans débat sur les inégalités territoriales et la précarité des étudiants dans les territoires d'outre-mer** - (29 avril 2025) : p. 5088 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes

- **Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes

- **Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale** - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? »** - (28 mai 2025) : p. 6021 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 49 rectifié** *(Instauration d'un droit des enfants en situation de handicap ou affectés par un trouble de la santé invalidant à être accueillis dans une structure adaptée)* : p. 6832 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les fermetures de classes en zones rurales et le maillage territorial des établissements scolaires** - (8 juillet 2025) : p. 7310 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 24** *(Évolution de la taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande)* : p. 10681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2442 rectifié** *(Dispositif de lissage pour les revenus tirés de droits d'auteurs)* : p. 10686 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-937** *(Prorogation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants)* : p. 10686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2439 rectifié bis** *(Hausse du taux du crédit d'impôt cinéma pour les productions de films à l'outre-mer)* : p. 10688 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2438 rectifié** *(Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles)* : p. 10690 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2444 rectifié** *(Hausse du crédit d'impôt pour les spectacles en outre-mer)* : p. 10695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2437 rectifié bis, n° I-1295 rectifié ter, n° I-1527 et n° I-2359 rectifié** *(Conditions d'obtention de déductions fiscales pour les entreprises mécènes dans le domaine artistique)* : p. 10696 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-830 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour l'indépendance des médias)* : p. 10697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2436 rectifié bis** *(Crédit d'impôt au titre des prêts à taux zéro destinés à l'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants)* : p. 10698

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-871 rectifié et n° I-2441 rectifié bis** *(Extension de la réduction d'impôt sur les sociétés aux dons consentis aux sociétés publiques locales pour leurs activités à caractère culturel)* : p. 11128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-743 et n° I-940** *(Financement de l'audiovisuel public)* : p. 11129 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) : p. 11539 et suivantes - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13294 et suivantes - **Article 1er** *(Création d'une contribution des diffuseurs afin de financer le revenu de continuité des artistes auteurs)* : p. 13305 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13308 et suivantes p. 13311 et suivantes

---

MARGATÉ (Marianne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (12 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (26 juin 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » le 26 mars 2025 ; puis vice-présidente du 8 avril 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la pérennisation du dispositif d'encadrement des loyers mis en place par la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique **[n° 736 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à encadrer le coliving et à renforcer les outils de régulation des collectivités territoriales **[n° 117 (2025-2026)]** (7 novembre 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de loi visant à pérenniser, généraliser et améliorer le dispositif d'encadrement des loyers **[n° 168 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Matthieu Delouvrier : présentation du baromètre annuel de l'Institut Paul Delouvrier sur « Les services publics vus par les Français et les usagers ».

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, conseiller d'État honoraire, auteur de « Les normes à l'assaut de la démocratie » (2024).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Thillaud, directeur général de la Compagnie des Alpes.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Claire Hédon, défenseure des droits.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de MM. Bruno Arcadipane, président, Bruno Lindowna, vice-président, et Mme Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la ville.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Laurent Marcangeli, ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification.

Réunion du mardi 16 septembre 2025 *(MI Services publics) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Logement des jeunes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au logement de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 581 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 592 et suivantes

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1043 et suivantes p. 1103 et suivantes

- Question orale sans débat sur les moyens insuffisants attribués en matière d'enseignement primaire en Seine-et-Marne - (11 février 2025) : p. 2586 et suivantes

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation de l'expérimentation de l'encadrement des loyers et réouverture du délai de candidature dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3302 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Extension de la géographie prioritaire de la politique de la ville dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3304

- Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4384 et suivantes - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Entrée en vigueur)* : p. 5359

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'augmentation de la pauvreté et la crise du logement - (14 mai 2025) : p. 5506

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Article unique** *(Suppression de l'exigence d'une loi du pays comme condition à l'exercice par le bloc communal de certaines compétences listées par le statut de la Polynésie française)* : p. 5527 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France [n° 596 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5529 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 10** *(Faciliter les opérations de résorption de l'habitat informel)* : p. 5814 et suivantes - **Article 21** *(Recours aux marchés de conception-réalisation pour la construction d'établissements scolaires, d'établissements d'enseignement supérieur et de résidences universitaires à Mayotte)* : p. 5842 et suivantes

- Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? » - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 75 rectifié et n° 97** *(Possibilité de soumettre les changements de sous-destination à déclaration préalable)* : p. 6656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 76 rectifié et n° 98** *(Exemption d'autorisation de changement de destination pour les changements d'usage temporaires)* : p. 6657 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Article 13** *(Dispense de toute formalité d'urbanisme pour dix-huit mois et au titre du code du patrimoine pour les installations temporaires liées aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7032 et suivantes - **Article 17** *(Permis à double état)* : p. 7040 et suivantes - **Article 19** *(Accueil de personnes accréditées, de salariés, de bénévoles ou de forces de sécurité dans les foyers de jeunes travailleurs et les logements sociaux vacants dans les départements hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7047 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7480 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8261 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des praticiens à diplôme hors Union européenne - (4 novembre 2025) : p. 8306 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 924 et n° 1167** *(Malus pour l'entreprise donneuse d'ordres lorsque l'entreprise sous-traitante dépasse un certain taux de sinistralité)* : p. 9132 et suivantes - **Article 12** *(Clarifier les transferts financiers au sein des administrations de sécurité*

sociale (« article-tuyau »)) : p. 9149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 14 (précédemment réservé)** *(Tableau d'équilibre 2026)* : p. 9205 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1269** *(Instauration d'une option de déconjugalisation de l'impôt sur le revenu)* : p. 9862 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1255 et n° I-2065 rectifié** *(Défiscalisation des prestations compensatoires)* : p. 9864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1438** *(Transformation de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers aux partis et organismes politiques en crédit d'impôt)* : p. 10323 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-876 rectifié ter, n° I-1735 rectifié bis, n° I-1761, n° I-2310, n° I-2369 rectifié ter, n° I-2458 et n° I-2562 rectifié quinquies** *(Prolongation jusqu'en 2027 du crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ou au handicap)* : p. 10324 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 12 - Amendements n° I-183 rectifié bis, n° I-1760, n° I-2309, n° I-2371 rectifié bis et n° I-2382 rectifié bis** *(Élargissement du bénéfice du prêt à taux zéro à tous les acquéreurs d'un logement ancien dans le cadre d'un bail réel solidaire)* : p. 10398 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-681 rectifié et n° I-2288 rectifié** *(Exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les acquisitions d'immeubles effectuées par les organismes de foncier solidaire)* : p. 10401 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2292 rectifié et n° I-2293 rectifié** *(Taux de la participation de l'employeur à l'effort de construction (PEEC))* : p. 10402 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-571 rectifié bis, n° I-1398 rectifié, n° I-1835 rectifié, n° I-2017 rectifié ter, n° I-2322 rectifié et n° I-2365 rectifié quater** *(Participation au Fonds national des aides à la pierre (FNAP) des bailleurs à hauteur de 275 millions d'euros)* : p. 10403 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671** *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes

---

MARGUERITTE (David)
sénateur (Manche)
Les Républicains

Devenu sénateur le 2 mars 2025 (en remplacement de M. Philippe Bas, nommé membre du Conseil Constitutionnel).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 4 mars 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 10 mars 2025.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis secrétaire du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 472 (2024-2025)] relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 593 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Immigration, asile et intégration **[n° 145 tome 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 149 (2025-2026)] au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûr » (COM(2025) 259 final) **[n° 230 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Vincent Mazauric, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Jean Deguerry, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de l'Ain.

(commission des lois) : Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Romain Colas, maire de Boussy-Saint-Antoine, vice-président de l'Association des petites villes de France (en téléconférence).

(commission des lois) : Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Éric Woerth, député de l'Oise, ancien ministre, auteur du rapport « Décentralisation : le temps de la confiance ».

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Table ronde de maires.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(MI intercommunalité) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Transformation et fonction publique » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution européenne n° 149 (2025-2026), sur la proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur l'orientation scolaire - (2 avril 2025) : p. 4471

- Question orale sans débat sur la situation de l'apprentissage en France - (29 avril 2025) : p. 5073

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5334 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5339 et suivantes - **Question préalable** : p. 5342 et suivantes - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Coordination outre-mer)* : p. 5357 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Entrée en vigueur)* : p. 5359

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 167** *(Constructions agricoles ou forestières dans les espaces proches du rivage)* : p. 6654 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation du centre d'enfouissement technique du Ham - (24 juin 2025) : p. 6982

- Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)] - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation pour les collectivités locales des pertes de recettes liées à l'accueil d'établissements industriels - (12 novembre 2025) : p. 8528 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite - (2 décembre 2025) : p. 10735

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-394 rectifié bis, n° I-541 rectifié quinquies, n° I-993 rectifié, n° I-1028 rectifié quater, n° I-1472 rectifié, n° I-1643 rectifié bis, n° I-1995 rectifié octies et n° I-2465 rectifié** *(Reconduction, pour 2026 et 2027, de l'accompagnement financier de l'État aux régions pour la création de places dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi))* : p. 10894 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11840 et suivantes - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-18 et n° II-1414** *(Plafonnement des frais irrépétibles versés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) aux avocats des demandeurs d'asile)* : p. 11868 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes

---

MARIE (Didier)
sénateur (Seine-Maritime)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Institut français : un contrat d'objectifs et de performance ambitieux, un soutien étatique à pérenniser **[n° 289 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - COM(2025) 45 final **[n° 471 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 99 (2025-2026)] en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur **[n° 147 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Action extérieure de l'État : Diplomatie culturelle et d'influence **[n° 141 tome 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle donne du commerce international **[n° 235 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2026 - COM(2025) 870 final **[n° 237 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « L'Union européenne face à la nouvelle

présidence Trump » - Audition de Mme Rosa Balfour, directrice de Carnegie Europe, M. Jérémie Gallon, directeur général Europe du cabinet McLarty Associates, Mmes Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, et Alexandra de Hoop Scheffer, présidente du German Marshall Fund of the United States, en présence des ambassadeurs en France des États membres de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Actualité de l'Union européenne et influence française après le renouvellement des institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Examen du rapport.

Situation politique en Géorgie - Communication.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes - Examen du rapport pour avis.

Prospective du partenariat stratégique France-Inde - Audition de Mmes Sylvia Malinbaum, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IFRI et Melissa Levaillant, directrice générale de SELDON Conseil et chercheure au Conseil européen pour les relations internationales.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Gérard Mestrallet, envoyé spécial du Président de la République pour le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (Imec).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Politique commune de la pêche - Examen de la proposition d'avis politique valant contribution à la consultation publique lancée par la Commission européenne.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne 2028-2034 et impact d'un éventuel élargissement - Audition de Mmes Eulalia Rubio, chercheuse à l'Institut Jacques Delors, et Élise Régnier, chercheuse à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des positions européennes du Sénat en 2023-2024 - Examen du rapport d'information.

Code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle à usage général - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des déplacements effectués par la commission des affaires européennes au mois de mai 2025 - Communication.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Préparation du cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe.

Proposition de règlement sur les médicaments critiques - Communication et examen d'une proposition d'avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne sur la protection des mineurs en ligne - Examen du rapport.

Propositions de révision des directives CSRD et CS3D - Communication et examen d'une proposition d'avis politique.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion conjointe avec une délégation de la commission des politiques de l'Union européenne du Sénat italien.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) nº 1308/2013 en ce qui concerne le programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école (« programme de l'UE à destination des écoles »), les interventions sectorielles, la création d'un secteur des protéagineux, les exigences applicables au chanvre, la possibilité d'instaurer des normes de commercialisation applicables au fromage, aux protéagineux et à la viande, l'application de droits à l'importation additionnels, les règles relatives à la disponibilité des approvisionnements en situation d'urgence et de crise grave, et les garanties - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Simplification de la politique agricole commune - Communication sur les négociations relatives à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021/2115 en ce qui concerne le système de conditionnalité, les types d'intervention sous la forme de paiements directs, les types d'intervention dans certains secteurs et dans le cadre du développement rural et les rapports annuels de performance, ainsi que le règlement (UE) 2021/2116 en ce qui concerne la gouvernance des données et de l'interopérabilité, la suspension des paiements liée à l'apurement annuel des performances et les contrôles et les sanctions.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Marta Kos, commissaire

européenne à l'élargissement, en commun avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Mission d'observation électorale en Moldavie au titre des assemblées parlementaires de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Michael Wimmer, directeur en charge de la simplification, de la mise en œuvre et de l'application au sein du secrétariat général de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen de la proposition de résolution européenne.

Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bouclier européen pour la démocratie - Audition de M. Marc-Antoine Brillant, chef du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum) au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 - Diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur le thème : « Assurer la protection des enfants dans le département de la Seine-Maritime » - (14 janvier 2025) : p. 47 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes - **État B** : p. 987 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au Pacte vert et à la directive Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) sur la publication d'informations en matière de durabilité - (5 février 2025) : p. 2062 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes - **Article 1er** *(Consultation du Parlement préalablement à la désignation par les autorités françaises du candidat pressenti au poste de commissaire européen)* : p. 3247 et suivantes - **Article 3** *(Consultation du Parlement préalablement à la nomination par le Gouvernement de tout candidat à la fonction de juge ou d'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne ou de juge du Tribunal de l'Union européenne)* : p. 3250 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre en Ukraine et l'utilisation des avoirs gelés russes - (12 mars 2025) : p. 3671 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés des missions locales dans la région Normandie - (8 avril 2025) : p. 4716 et suivantes

- Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de

simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article 12** *(Cas dans lesquels un sénateur intervient à la tribune)* : p. 4793 - **Article 19** *(Travaux du Sénat relatifs aux affaires européennes)* : p. 4806 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression du bouclier de sécurité régional - (2 juillet 2025) : p. 7161 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le Mercosur - (12 novembre 2025) : p. 8529 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12161 et suivantes - **État B** : p. 12178 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13122 et suivantes p. 13133 et suivantes

---

MARSEILLE (Hervé)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC

Président du groupe Union centriste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 876 (2024-2025)]** (13 août 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite)** - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

---

MARTIN (Pascal)
sénateur (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 226 (2024-2025)] visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations **[n° 361 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance du transport touristique cyclable **[n° 474 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Société - Transports**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Environnement **[n° 143 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Les défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96-53-CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international - Communication.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Déplacement aux Pays-Bas - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, et Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-52 rectifié, n° II-347 rectifié bis, n° II-723 et n° II-1130** *(Rendre publique la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention publique du fonds vert)* : p. 955 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes

- Suite de la discussion (29 janvier 2025) - **Article 22** *(Lutte contre la corruption liée au narcotrafic dans les administrations sensibles ainsi que dans les ports et les aéroports)* : p. 1736 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Question orale sans débat sur le décret d'application de la loi du 21 juin 2023 visant à faciliter le passage et l'obtention du permis de conduire - (11 février 2025) : p. 2595

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 280 rectifié ter, n° 457 rectifié ter, n° 516 rectifié ter, n° 651 rectifié ter, n° 772 rectifié quater et n° 783 rectifié quinquies** *(Inclusion d'un repérage des établissements d'élevage situés dans le périmètre au sein de l'étude d'impact des projets d'ouvrages de production et de stockage d'électricité)* : p. 2752 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes - **Article 1er** *(Simplifier la gestion des cours d'eau afin de mieux prévenir et gérer les inondations)* : p. 3382 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21** *(Amendement de coordination avec la loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, prévoyant des délais d'instruction et de consultation du public réduits)* : p. 3384 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** *(Clarification des procédures applicables aux travaux d'entretien des cours d'eau)* : p. 3384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** *(Réduction*

du délai d'autorisation des projets inscrits au Papi - Non inscription dans l'étude d'impact par les porteurs de projets des éléments figurant déjà dans le rapport sur les incidences environnementales du programme) : p. 3386 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23** *(Accélération de la mise en œuvre des Papi par reconnaissance a priori d'une raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) aux actions inscrites dans un Papi labellisé par l'État)* : p. 3386 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 rectifié** *(Demande de rapport sur les modalités de simplification de la procédure d'élaboration d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI))* : p. 3387 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur le financement de la prévention des inondations)* : p. 3388 - **Article 3** *(Renforcer le soutien technique et administratif aux collectivités territoriales dans la gestion de l'après-crise)* : p. 3388 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 17** *(Réduire le délai de consultation des élus locaux et des propriétaires concernés pour la réalisation des plans de prévention des risques naturels (PPRN))* : p. 3391 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Question orale sans débat sur la mise en application de la circulaire du 22 novembre 1999 relative aux aspirations endotrachéales - (25 mars 2025) : p. 4192 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les violences contre les sapeurs-pompiers - (14 mai 2025) : p. 5506 et suivantes

- Question orale sur le financement des contrats d'assurances par les collectivités territoriales - (20 mai 2025) : p. 5732 et suivantes

- Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports [n° 722 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6786 et suivantes

- Question orale sans débat sur la gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux - (8 juillet 2025) : p. 7302

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes p. 11918 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

MARTIN (Pauline)
sénatrice (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 14 novembre 2025.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport jusqu'au 12 novembre 2025.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-présidente du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à favoriser le cumul d'emploi entre accompagnant des élèves en situation de handicap et personnel périscolaire **[n° 860 (2024-2025)]** (17 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Matinée de sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(CE Missions des agences de l'État) : Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Bernadette Malgorn, ancienne préfète et secrétaire générale du ministère de l'intérieur, MM. Jean-Ludovic Silicani, ancien commissaire à la réforme de l'État, et Sébastien Soriano, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

Organisations syndicales représentatives de fonctionnaires de l'État - Audition de Mmes Marie-Christine Caraty, vice-présidente fédérale, et Valérie Boye, déléguée fédérale, de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), Ophélie Gath, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, un représentant de l'Union fédérale des syndicats de l'État - Confédération générale du travail (UFSE-CGT) et un représentant de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition conjointe de MM. Grégory Emery, directeur général de la santé (DGS), et Denis Robin, président du collège des directeurs généraux d'agences régionales de santé (ARS).

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Audition de M. Sylvain Waserman, président, Mme Patricia Blanc et M. Baptiste Perrissin-Fabert, directeurs généraux délégués de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Giry, présidente-directrice générale, MM. Vincent Cottet et Thibault Cantat, directeurs généraux délégués de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

(CE Missions des agences de l'État) : Structures intervenant en matière de développement d'infrastructures de transport - Audition de MM. Rodolphe Gintz, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM), Franck Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Mme Katrin Moosbrugger, secrétaire générale de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, et M. David Valence, président du conseil d'orientation des infrastructures (COI).

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises »- Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information « Le fabriqué en France ».

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La sûreté des musées - Audition de MM. Patrice Faure, préfet de police de Paris, Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, et Jean-Baptiste Félicité, chef de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2610 et suivantes

- Question orale sans débat sur les contrats animateurs et accompagnants d'élève en situation de handicap - (18 février 2025) : p. 2968 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la possibilité de travailler le 1er mai (II) - (30 avril 2025) : p. 5140 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes

- Question orale sur le nouveau barème de sanctions concernant les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - (10 juin 2025) : p. 6277 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 93 rectifié, n° 20 rectifié, n° 104 rectifié bis et n° 1 rectifié** *(Soumission des investissements étrangers dans les sociétés sportives professionnelles au ministère de l'économie/Instauration de mécanismes de vigilance applicables aux prises de contrôle de sociétés sportives professionnelles par des entités étrangères)* : p. 6350 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article 5** *(Création d'une « conférence de dialogue » associant les élus locaux à l'exercice du pouvoir de dérogation)* : p. 6387 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à la viticulture sud-africaine (I) - (2 juillet 2025) : p. 7165 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes - **Article 4** *(Définition d'un cadre de l'usage des appareils numériques et d'une stratégie commune d'actions au sein des projets éducatifs territoriaux et renforcement de la formation initiale et continue des personnels de l'éducation nationale)* : p. 13267 et suivantes - **Article 5** *(Définition d'un cadre sur les usages du numérique au sein de l'établissement dans le projet d'école ou d'établissement ainsi que dans leur règlement intérieur)* : p. 13268 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 13276

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article 3** *(Abaissement, de deux tiers à plus de la moitié des droits indivis, du seuil de majorité nécessaire pour aliéner un bien indivis après autorisation judiciaire)* : p. 13288 et suivantes

---

MARTIN (Sébastien)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, chargé de l'industrie
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur l'avenir des concessions hydroélectriques - (15 octobre 2025) : p. 7815 et suivantes

- Question orale sans débat relative au retour du loup - (15 octobre 2025) : p. 7816 et suivantes

- Question orale sans débat sur le traitement des enquêtes pour violences policières et les cellules de déontologie - (15 octobre 2025) : p. 7817 et suivantes

- Question orale sans débat sur la dérive liée à la généralisation de l'usage des obligations de quitter le territoire français (OQTF) - (15 octobre 2025) : p. 7818 et suivantes

- Question orale sans débat sur la prise en charge des troubles du langage chez les enfants - (15 octobre 2025) : p. 7819

- Question orale sans débat sur le prix du lait dans certaines enseignes de la grande distribution - (15 octobre 2025) : p. 7820

- Question orale sans débat sur les décrets d'application de la loi du 5 février 2025 sur le cancer du sein - (15 octobre 2025) : p. 7820 et suivantes

- Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)] - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8269 et suivantes - **Article 4** *(Création de la société nationale de l'acier)* : p. 8282 et suivantes

- Question orale sans débat sur la modification des règles d'indemnisation des agents territoriaux en arrêt maladie - (4 novembre 2025) : p. 8323

- Question orale sans débat sur la réforme de la perception de la taxe d'aménagement - (4 novembre 2025) : p. 8323 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux conséquences de la réforme de la taxe d'aménagement sur les finances des collectivités territoriales et sur le modèle économique des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement - (4 novembre 2025) : p. 8324 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés de recouvrement de la taxe d'aménagement par les communes - (4 novembre 2025) : p. 8325 et suivantes

- Question orale sans débat sur la conséquence du dispositif de lissage conjoncturel en Seine-Maritime - (4 novembre 2025) : p. 8326

- Question orale sans débat sur l'avenir du pacte Dutreil à la lumière des recommandations de la Cour des comptes - (4 novembre 2025) : p. 8326 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile » - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes - **Article 71** *(Dissolution de l'Institut national de la consommation (INC))* : p. 12900 et suivantes

Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (13 décembre 2025) - **État D** : p. 12901 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes - **État G** : p. 12913 et suivantes

---

MASSET (Michel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 22 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis vice-président le 10 décembre 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter l'emploi des étrangers dans les secteurs d'activités en tension **[n° 865 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Direction de l'action du Gouvernement - Publications officielles et information administrative **[n° 145 tome 9 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Anémone Cartier-Bresson, professeur de droit public à l'Université Paris Cité.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Évaluation de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Communication.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Louis Gallois, coprésident de La Fabrique de l'industrie.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du lundi 3 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Organisations syndicales de salariés - Audition de M. Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT, Mme Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale de la CGT, M. Loïk Tange, économiste, Mme Rachèle Barrion, MM. Éric Gautron, secrétaires confédéraux de FO, Nicolas Blanc, secrétaire national de la CFE-CGC, et Léonard Guillemot, conseiller confédéral de la CFTC.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la direction générale du Trésor - Mme Claire Cheremetinski, directrice générale adjointe.

Audition de M. Nicolas Bouzou, économiste et directeur d'Asterès, et Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Bpifrance - M. Nicolas Dufourcq, directeur général, et Mme Sophie Rémont, directrice de l'expertise et des programmes de la direction de l'innovation.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Transparency International - MM. Patrick Lefas, président et Kévin Gernier, responsable plaidoyer.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 7 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Vinci - MM. Xavier Huillard, président-directeur général et Christian Labeyrie, directeur général adjoint.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ExxonMobil France - MM. Charles Amyot, président-directeur général, Jean-Claude Marcelin, directeur administratif et financier et Jean-Philippe Petit, directeur des affaires publiques.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de BlackRock France, Belgique et Luxembourg - M. Jean-François Cirelli, président.

Réunion du mardi 22 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Airbus - MM. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus, Didier Loiselet, directeur comptable et consolidation, et Fabien Menant, directeur des affaires publiques.

Audition d'Atos - M. Philippe Salle, président-directeur général.

Audition de Mme Carole Delga, présidente, et de M. Yoann Iacono, directeur général délégué chargé de la transformation économique, de la souveraineté industrielle, de la recherche, de l'enseignement supérieur, de l'emploi, de la formation et des métiers de demain, du conseil régional d'Occitanie (en visioconférence).

Audition d'EDF - MM. Luc Rémont, président-directeur général, et Bertrand Le Thiec, directeur des affaires publiques.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Audition d'Ubisoft - M. Yves Guillemot, président, Mme Marie-Sophie de Waubert de Genlis, directrice générale des studios et du portefeuille de marques, et M. Emmanuel Martin, vice-président chargé des affaires corporatives.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Audition d'Orange - Mme Christel Heydemann, directrice générale, MM. Nicolas Guérin, secrétaire général, et Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de CMA-CGM - MM. Rodolphe Saadé, président-directeur général, et Ramon Fernandez, directeur financier.

Audition de Danone - M. Antoine Bernard de Saint-Affrique, président-directeur général.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Accor - M. Sébastien Bazin, président-directeur général.

Audition de Kering - MM. François-Henri Pinault, président-directeur général, Jean-Marc Duplaix, directeur général adjoint, et Mme Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des affaires institutionnelles.

Audition de la SNCF - MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général, Philippe Massin, directeur financier, et Mme Carole Desnost, directrice technologies, innovation et projets.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* « Fabriquer en France : est-ce encore possible ? ».

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises »- Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Lactalis - M. Emmanuel Besnier, président-directeur général.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 378 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-211 rectifié** *(Rapport sur les spécificités du régime d'assurance chômage des travailleurs transfrontaliers)* : p. 703 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (28 janvier 2025) : p. 1580

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes

- Suite de la discussion (29 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 59 rectifié et n° 245** *(Extension des rôles susceptibles d'être joués par les officiers de police judiciaire infiltrés)* : p. 1719 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 58 rectifié bis** *(Information de l'administration pénitentiaire en cas*

d'installation d'une antenne relais à proximité d'un établissement) : p. 1754 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article 10** *(Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire)* : p. 1847 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1854 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (30 janvier 2025) : p. 1855 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Rappel au règlement** : p. 2633

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Article 9** *(Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)* : p. 2887 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 35 rectifié** *(Durée limite pour constater la complétude d'une demande d'autorisation environnementale pour un projet d'énergie renouvelable)* : p. 3513 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 12 rectifié bis, n° 24 rectifié et n° 37 rectifié** *(Durée limite d'instruction des demandes de rééquipement)* : p. 3515 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes - **Article 1er** *(Extension du régime dérogatoire de rétention administrative aux étrangers ayant fait l'objet d'une condamnation pénale au titre de certaines infractions graves)* : p. 3994 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 434 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4120 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes - **Article 2** *(Création de règles de performance énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE) spécifiques au bâti ancien)* : p. 4168 et suivantes

- Question orale sans débat sur le réexamen du zonage France Ruralités Revitalisation en Lot-et-Garonne - (25 mars 2025) : p. 4207 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Article 2** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'opportunité d'une révision du calcul du diagnostic de performance énergétique pour y inclure la notion de confort d'été)* : p. 4405 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 38** *(Autorisation pour les sénateurs élus outre-mer de participer en visioconférence aux réunions de commission)* : p. 4781 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 87 rectifié, n° 73 et n° 29 rectifié** *(Autorisation pour les collaborateurs de groupes d'assister aux réunions des commissions permanentes y compris en l'absence de sénateurs du groupe présents)* : p. 4783 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 88 rectifié** *(Motivation des décisions relatives à l'application de l'article 45)* : p. 4788 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n ° 32** *(Interdiction de toute atteinte à la laïcité en séance publique)* : p. 4792 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 33 rectifié** *(Rationalisation du temps de parole en cas d'amendements identiques déposés par les sénateurs d'un même groupe)* : p. 4802 - **Article additionnel**

après l'article 17 - Amendement n° 40 rectifié *(Rationalisation du temps de parole dans le cadre de la procédure de législation en commission (LEC))* : p. 4803 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 54 et n° 84** *(Limitation à une seule délégation de vote dans le cadre des scrutins publics)* : p. 4803 et suivantes

- **Débat sur l'apprentissage** - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic** - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) - **Explications de vote communes** : p. 5010 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? »** - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- **Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des prisons en France** - (7 mai 2025) : p. 5305

- **Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- **Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- **Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés [n° 230 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5626 et suivantes

- **Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale** - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- **Question orale sur la compensation de la suppression du fonds de soutien aux activités périscolaires** - (20 mai 2025) : p. 5715

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 2** *(Conditions de délivrance des cartes de séjour « liens personnels et familiaux » et « parent d'enfant français »)* : p. 5790 et suivantes - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes

- **Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays »** - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- **Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Article 1er** *(Délégation de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations (« GEMAPI ») des établissements publics à fiscalité propre aux départements)* : p. 6445 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 8 rectifié ter et n° 7 rectifié ter** *(Suppression de la possibilité d'allotissement et proposition d'assurance statutaire dans l'offre d'assurance proposée aux collectivités locales/Proposition d'une assurance unique englobant les trois risques)* : p. 6469 - **Article 5** *(Création d'une nouvelle dotation d'équipement des collectivités territoriales et de leurs groupements face aux risques majeurs)* : p. 6469 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un régime d'indemnisation du risque d'émeutes et de mouvements populaires)* : p. 6471 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 13 rectifié** *(Évolution des principes de l'indemnisation assurantielle afin de généraliser la reconstruction dans un objectif d'adaptation climatique et de cohésion sociale, et non plus simplement de reconstruction à l'identique ou à neuf)* : p. 6479

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** *(Obligation de proposer dans chaque département des formations équivalentes à la première année d'études de santé)* : p. 6740 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes - **Article 5** *(Dérogation à l'adhésion obligatoire aux contrats collectifs de prévoyance pour les agents en arrêt de travail)* : p. 7201

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la fragilisation du maillage territorial des instituts nationaux supérieurs du professorat et de l'éducation** - (8 juillet 2025) : p. 7308 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive** - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement** - *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-**

2025)] - (9 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7480 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 17** *(Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction)* : p. 7997 et suivantes

- **Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 244 rectifié, n° 227 rectifié, n° 158 rectifié et n° 37 rectifié bis** *(Sanctions complémentaires pour les personnes condamnées pour fraude fiscale ou sociale)* : p. 8570 et suivantes - **Article 2** *(Étendre l'accès des organismes de protection sociale aux bases de données patrimoniales)* : p. 8586 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 21** *(Renforcer l'efficacité des mesures conservatoires dans la procédure dite de « flagrance sociale » et supprimer le caractère suspensif de l'opposition à contrainte en cas de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8684 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes - **Article 27** *(Renforcement des moyens de recouvrement des fraudes aux allocations de chômage)* : p. 8695 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 166 rectifié ter, n° 931 rectifié et n° 1485** *(Taux réduit de taxe solidarité additionnelle pour les contrats de complémentaire santé non aidés)* : p. 8883 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 541 rectifié ter, n° 1143 et n° 1679** *(Malus sur les cotisations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) des employeurs n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour éliminer un risque avéré de maladies professionnelles)* : p. 9131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 1149, n° 1652 rectifié, n° 1641, n° 1781 rectifié, n° 1150, n° 165 rectifié ter, n° 922 rectifié et n° 933 rectifié** *(Taxe sur les salaires pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics)* : p. 9153 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 1690 et n° 1777 rectifié** *(Suppression des taux majorés de taxe sur les salaires pour certaines entités, notamment associatives)* : p. 9158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 163 rectifié ter et n° 752 rectifié** *(Exclusion de l'assiette de la taxe sur les salaires du montant des participations versées en espèce par certaines entités du « monde associatif », en application d'un contrat d'intéressement)* : p. 9161 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9169 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 538 rectifié bis** *(Création d'une contribution sur la transmission de patrimoine)* : p. 9184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1103 rectifié bis** *(Augmentation du taux de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S))* : p. 9198 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article 38** *(Déduction des indemnisations versées par les assurances et fonds d'indemnisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH))* : p. 9518 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 158 rectifié bis, n° 380 rectifié, n° 426 rectifié quater, n° 448 rectifié quinquies, n° 528 rectifié bis, n° 1068 et n° 1113 rectifié quinquies** *(Obligation de réexamen des règles de calcul de la compensation démographique dont bénéficie la Caisse de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) tous les cinq ans)* : p. 9674 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1317, n° I-654, n° I-481 rectifié ter, n° I-480 rectifié ter, n° I-242 rectifié, n° I-918, n° I-2649 rectifié, n° I-1358, n° I-1320, n° I-653, n° I-1322, n° I-245 rectifié, n° I-1805, n° I-1325, n° I-247 rectifié, n° I-1002, n° I-1290 et n° I-1291** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-**

1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-790 rectifié, n° I-1774 rectifié et n° I-2385 rectifié** *(Suppression de l'obligation de transmission systématique à l'administration fiscale du relevé de dépenses prévu à l'article 54 quater du code général des impôts)* : p. 10083 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 49 rectifié ter et n° I-1740 rectifié bis** *(Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S))* : p. 10101 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1987 rectifié bis et n° I-791 rectifié** *(Mécanisme de suramortissement pour les investissements relatifs à la fibre optique / Alignement de toutes les déclarations professionnelles sur une date unique pour les exercices clos au 31 décembre)* : p. 10103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2666 rectifié, n° I-1733 rectifié quater, n° I-237 rectifié ter, n° I-1279 et n° I-1516 rectifié** *(Crédit d'impôt au titre de l'investissement dans les industries vertes)* : p. 10131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-794 rectifié** *(Suppression du bénéfice du crédit d'impôt au titre du mécénat d'entreprise pour les entreprises de la fast fashion)* : p. 10141 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2589 rectifié bis, n° I-2534 rectifié ter, n° I-569 rectifié bis, n° I-1764 rectifié, n° I-2003 rectifié bis, n° I-2523 rectifié ter, n° I-2004 rectifié, n° I-2535 rectifié ter et n° I-2138 rectifié** *(Taxe sur les friches)* : p. 10177 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-793 rectifié** *(Ouvrir la possibilité pour les services de l'État de revendre le surplus d'électricité qu'ils produisent, notamment dans le cadre d'installations d'autoconsommation)* : p. 10194 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-803 rectifié ter, n° I-1616 rectifié, n° I-1617 rectifié bis, n° 341 rectifié bis, n° I-1339 rectifié bis, n° I-2348, n° I-785, n° I-2383 et n° I-182 rectifié bis** *(Réduction d'impôt ouverte pour les versements au capital d'entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus))* : p. 10289 et suivantes - **Article 9** *(Doublement de l'incitation fiscale à la générosité des particuliers en faveur des organismes d'aide aux plus démunis)* : p. 10295 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2425 rectifié bis et n° I-1846** *(Transformation de la réduction d'impôt applicable aux frais de déplacement des bénévoles en crédit d'impôt)* : p. 10322 et suivantes - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-229 rectifié bis, n° I-592 rectifié ter, n° I-1303 rectifié ter et n° I-2530 rectifié ter** *(Augmentation du seuil du passage du régime réel simplifié au régime réel normal pour les exploitants agricoles)* : p. 10345 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-180 rectifié bis** *(Instauration d'une réduction d'impôt sur le revenu visant à inciter l'investissement privé dans l'activité agricole)* : p. 10357 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-573 rectifié et n° I-2490 rectifié bis** *(Crédit d'impôt pour la stérilisation des chiens et des chats)* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1858 rectifié bis** *(Augmentation de 240 % des plafonds de prise en compte dans le calcul du bénéfice du crédit d'impôt « opérations forestières »)* : p. 10363 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1866 rectifié et n° I-2463 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises construisant des logements pour leurs travailleurs saisonniers)* : p. 10404 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-491 rectifié sexies, n° I-720 rectifié, n° I-870 rectifié ter et n° I-1407 rectifié** *(Octroi, jusqu'en 2029, du bénéfice du classement « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux communes anciennement zones de revitalisation rurale (ZRR) ne remplissant pas les critères FRR)* : p. 10425 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-576 rectifié** *(Modification de la faculté préfectorale de rattrapage en zone France Ruralité Revitalisation (FRR) à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ruraux)* : p. 10428 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1571 rectifié ter** *(Création d'une nouvelle redevance de l'eau pour la solidarité entre les bassins)* : p. 10589 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-2502 rectifié, n° I-1824 rectifié, n° I-988 rectifié ter, n° I-620 rectifié, n° I796 rectifié et n° I-950 rectifié** *(Moyens de contrôle des éco-organismes sur les entreprises)* : p. 10625 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-1345 rectifié quater, n° I-2252 rectifié, n° I-694, n° I-1106 rectifié bis, n° I-1545 rectifié, n° I-1107 rectifié bis et n° I-2484** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)* : p. 10629 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes p. 10821 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11659 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) : p. 11676 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1227 rectifié, n° II-1318 rectifié, n° II-1371 rectifié et n° II-1384**

rectifié bis *(Prorogation de six mois de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »)* : p. 11829 et suivantes

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12312 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-1141 rectifié et n° II-1707** *(Suppression du plafond d'évolution de la dotation d'intercommunalité pour les communautés de communes de moins de 20 000 habitants dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne de la catégorie)* : p. 12410 et suivantes - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12588 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)]** - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes

---

MATRAY (Paulette)
sénatrice (Saône-et-Loire)
SER

Devenue sénateur le 7 octobre 2025 (en remplacement de M. Jérôme Durain, dont le mandat a pris fin de plein droit).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport à partir du 10 octobre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mardi 18 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La crise des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Audition de M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, MM. Vincent Montrieux, adjoint au directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages du ministère de la transition écologique, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement agricole » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux - (19 novembre 2025) : p. 8756 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1050, n° I-2470 et n° I-693** *(Abaissement du taux de TVA à 5,5 % sur les transports publics de voyageurs conventionnés régionaux et locaux pour aider financièrement les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10765 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-570 rectifié quater, n° I-1209 rectifié, n° I-1553 rectifié bis, n° I-2604 rectifié et n° I-2605** *(Création par prélèvement sur recettes (PSR) d'un fonds de mobilisation départementale pour les jeunes majeurs de la protection de l'enfance)* : p. 11024 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-833 rectifié bis et n° I-968 rectifié bis** *(Extension du mécénat d'entreprise à la rénovation du patrimoine remarquable des gares ferroviaires)* : p. 11127 et suivantes

---

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-président du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 352 (2024-2025)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes **[n° 390 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 179 (2024-2025)] visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession **[n° 560 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Écologie, développement et mobilité durables **[n° 743 tome 2 vol. 2 annexe 11 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Écologie, développement et mobilité durables **[n° 139 tome 3 vol. 2 annexe 10 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60), budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Samuel Tual, vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition conjointe de MM. Grégory Emery, directeur général de la santé (DGS), et Denis Robin, président du collège des directeurs généraux d'agences régionales de santé (ARS).

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des finances) :* Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* « L'actualité de la politique immobilière de l'État et le projet de création d'une foncière interministérielle » - Audition de M. Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'État.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Structures intervenant en matière de développement d'infrastructures de transport - Audition de MM. Rodolphe Gintz, directeur général des infrastructures, des transports et des mobilités (DGITM), Franck Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF), Mme Katrin Moosbrugger, secrétaire générale de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France, et M. David Valence, président du conseil d'orientation des infrastructures (COI).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - rapporteur spécial de la commission des finances : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1191 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'évolution de la démographie médicale - (11 février 2025) : p. 2589

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes - **Article 1er** *(Adaptations relatives à l'interdiction du paiement pour flux d'ordres, à l'élargissement du champ des autorités auxquelles l'Autorité des marchés financiers doit transmettre des comptes rendus de transactions, à l'établissement d'un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés de capitaux et la durabilité, aux obligations vertes européennes et à la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité, et aux marchés de crypto-actifs)* : p. 3438 et suivantes - **Article 2** *(Adaptations relatives à l'exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles, à la définition de la compagnie financière holding et aux conditions que doivent remplir les entreprises d'investissement pour être éligibles à exercer leurs activités de dépositaire d'organisme de placement collectif en valeurs mobilières, aux gestionnaires de crédits et acheteurs de crédits, aux virements en euros et aux contrats de crédit aux consommateurs, aux contrats à la consommation et contrats de services financiers conclus à distance)* : p. 3449 et suivantes - **Article 3 (texte non modifié par la commission)** *(Adaptations relatives à l'assurance de responsabilité civile des véhicules et au pouvoir de sanction de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution)* : p. 3457 et suivantes - **Article 4** *(Adaptations relatives aux modalités d'accès aux données du registre des bénéficiaires effectifs)* : p. 3458 et suivantes - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes - **Article 10** *(Corrections dans le code des assurances, le code de la sécurité sociale et le code rural et de la pêche maritime liées à la transposition de la directive CSRD)* : p. 3474 et suivantes - **Article 12 (texte non modifié par la commission)** *(Corrections dans l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 liées à la transposition de la directive CSRD)* : p. 3475 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Rationalisation des obligations d'information des représentants des travailleurs sur les informations de durabilité)* : p. 3476 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) : p. 5422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes

- Question orale sans débat sur les critères d'identification des intercommunalités vulnérables en matière d'accès aux soins - (4 novembre 2025) : p. 8306

- Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales » - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2684, n° I-2328, n° I-721 rectifié bis, n° I-1165 rectifié bis, n° I-1832 rectifié ter, n° I-2189 rectifié, n° I-920, n° I-338 rectifié bis, n° 2030 rectifié, n° I-336 rectifié bis, n° I-2029, n° I-2190 et n° I-2544 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10801 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-533 rectifié quater** *(Augmentation du montant attribué du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11022

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes p. 11938 et suivantes

---

MÉADEL (Juliette)
ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville (jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1103 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'impact de la hausse des cotisations employeurs de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) sur les budgets locaux - (12 février 2025) : p. 2731 et suivantes

- Question orale sans débat sur la transmission des données des collectivités à des fins d'intérêt général - (18 mars 2025) : p. 3954 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'application de la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme dans les territoires de montagne - (18 mars 2025) : p. 3955 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés financières rencontrées par les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement - (18 mars 2025) : p. 3956

- Question orale sans débat sur le paiement du solde MaPrimeRénov' en cas de demandeur décédé - (18 mars 2025) : p. 3957

- Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par les communes en matière d'assurances - (18 mars 2025) : p. 3957 et suivantes

- Question orale sans débat sur la présence postale en territoires ruraux - (18 mars 2025) : p. 3958 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'obligation d'installations d'itinéraires cyclables - (18 mars 2025) : p. 3959 et suivantes

- Question orale sans débat sur la pérennité et l'aménagement de la ligne TER Lyon - Paray-le-Monial - Nevers - (18 mars 2025) : p. 3960 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'interdiction du plomb dans les munitions pour la chasse - (8 avril 2025) : p. 4733 et suivantes

- Question orale sans débat sur la gestion des digues domaniales transférée aux collectivités - (8 avril 2025) : p. 4734

- Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme des normes applicables aux appareils de chauffage au bois - (8 avril 2025) : p. 4734 et suivantes

- Question orale sans débat sur la suppression du fonds de soutien aux temps d'activités périscolaires - (8 avril 2025) : p. 4735 et suivantes

- Question orale sans débat sur les congés menstruels dans la fonction publique - (8 avril 2025) : p. 4736 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences de la mise en œuvre du régime de la responsabilité financière des gestionnaires publics - (8 avril 2025) : p. 4737

- Question orale sans débat sur les délais de traitement et de paiement des dossiers « MaPrimeRénov' » et « certificats d'économies d'énergie » (C2E) - (8 avril 2025) : p. 4737 et suivantes

- Question orale sans débat sur la compétence « mobilité » des communautés de communes - (8 avril 2025) : p. 4738 et suivantes

- Question orale sans débat sur les objectifs triennaux de la loi « solidarité et renouvellement urbains » (SRU) et la crise immobilière - (8 avril 2025) : p. 4739 et suivantes

- Question orale sans débat sur le projet de port industriel à Vigneux-sur-Seine - (8 avril 2025) : p. 4740

- Question orale sur les conséquences du classement en zone agricole dans le cadre de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme - (10 juin 2025) : p. 6259 et suivantes

- Question orale sur les travaux de consolidation de la route départementale RD900 - (10 juin 2025) : p. 6260

- Question orale sur la construction de logements sociaux dans la commune de Châteauneuf-sur-Isère - (10 juin 2025) : p. 6260 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des

inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6432 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** *(Autorisation de dérogation au calendrier annuel d'entretien des cours d'eau afin de permettre des mesures de prévention contre les inondations)* : p. 6447 et suivantes - **Article 4 (texte supprimé par la commission)** *(Reversement d'une partie de la taxe GEMAPI aux communes pour le financement de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et lutte contre l'érosion des sols »)* : p. 6449 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le logement des salariés** - (24 juin 2025) : p. 6976

- **Question orale sans débat sur le projet de dévoiement de la route départementale 57 à Montereau-sur-le-Jard** - (24 juin 2025) : p. 6976 et suivantes

- **Question orale sans débat relative à la suspension des investissements sur la ligne ferroviaire Toulouse-Auch** - (24 juin 2025) : p. 6977 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'expérimentation de collecte des déchets en Haute-Vienne** - (24 juin 2025) : p. 6978

- **Question orale sans débat sur la situation des communes isolées de Guyane** - (24 juin 2025) : p. 6979

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la suspension de MaPrimeRénov' sur l'activité des entreprises du bâtiment** - (24 juin 2025) : p. 6979 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'organisation des Journées défense et citoyenneté (JDC) pour les Français de l'étranger** - (24 juin 2025) : p. 6980 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les critères d'éligibilité de la dotation générale de décentralisation concernant la construction de médiathèques intercommunales** - (8 juillet 2025) : p. 7313

- **Question orale sans débat sur la menace de fermeture des guichets et la réduction des horaires d'ouverture dans plusieurs gares de la ligne Sarlat-Bergerac-Libourne** - (8 juillet 2025) : p. 7314

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la crise énergétique pour les locataires du parc social** - (8 juillet 2025) : p. 7314 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la transformation de logements vides sur le modèle des réhabilitations de bureaux en logements** - (8 juillet 2025) : p. 7315 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'avenir du Fonds national des aides à la pierre (Fnap) et le financement du logement social** - (8 juillet 2025) : p. 7316 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le financement du service public de la petite enfance pour les intercommunalités** - (8 juillet 2025) : p. 7317

- **Question orale sans débat sur les moyens affectés à l'entretien des voiries communales** - (8 juillet 2025) : p. 7317 et suivantes

---

MÉDEVIELLE (Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 10 octobre 2025.

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 9 octobre 2025.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (12 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (19 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine jusqu'au 4 avril 2025.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi créant la possibilité de déclassement des biens appartenant au domaine public fluvial du canal du Midi **[n° 312 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Conséquences de la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne un mois par an, de 2024 à 2026 et solutions alternatives à cette interdiction - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 27 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission d'information sur le plateau des Guyanes - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au programme Territoires d'industrie** - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)]** - (27 janvier 2025) - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes

- **Mise au point au sujet de votes** - (4 décembre 2025) : p. 11303

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dermatose nodulaire contagieuse** - (17 décembre 2025) : p. 13171 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

MEIGNEN (Thierry)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Une Europe redevenue centrale **[n° 14 (2025-2026)]** (8 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Examen du rapport d'information sur la mission en République tchèque et en Slovaquie.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) : p. 252 et suivantes

MELLOULI (Akli)
sénateur (Val-de-Marne)
GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire du Haut Conseil du financement de la protection sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Politique du handicap outre-mer : faux départ et course de fond **[n° 821 (2024-2025)]** (3 juillet 2025) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le Nord de l'Europe : nouveau centre de gravité ? **[n° 849 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH).

Présentation du rapport d'information sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer.

Réunion du lundi 27 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'institutions.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Les autorités de régulation financière - Audition de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Adlene Mohammedi, chercheur et enseignant en géopolitique, spécialiste du monde arabe, sur les relations entre la France et l'Algérie.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le prix des carburants.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Polynésie française.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Christophe Poinssot, directeur général délégué du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée au handisport.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée à Mayotte (en téléconférence).

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. M. Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Suriname - Examen du rapport et du texte de la commission.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Romaric Roignan, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. Mme Hala Abou Hassira, cheffe de la mission de Palestine en France.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la politique du handicap outre-mer.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Les enjeux stratégiques du Nord de l'Europe - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Désignation des rapporteurs pour la session 2025-2026.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine (à huis clos).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de MM. Rémy Rioux, directeur général, Philippe Baumel, responsable des relations institutionnelles et instances, et Matthieu Discour, directeur du département Trois Océans, de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Échange de vues sur l'organisation d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, consacré à la défense nationale.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendements n° II-1220 et II-1298 rectifié ter** *(Reconstruction de bâtiments scolaires en Nouvelle-Calédonie)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes - **État B** : p. 557 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en République démocratique du Congo - (29 janvier 2025) : p. 1713

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 139** *(Identification des terrains susceptibles d'accueillir des constructions démontables et temporaires)* : p. 1902 et suivantes - **Article 7** *(Accélération de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les reconstructions ou réparations à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1918 et suivantes - **Article 2 (précédemment réservé)** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 1923 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Article 16** *(Défiscalisation des dons à destination de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1963 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes

- Suite de la discussion (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4094 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation critique en République démocratique du Congo - (25 mars 2025) : p. 4191

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (26 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 50 rectifié septies** *(Très courtes peines pour les mineurs délinquants)* : p. 4327 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4589 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'impérieuse nécessité de reconnaître l'État de Palestine et l'urgence d'un corridor humanitaire - (9 avril 2025) : p. 4831 et suivantes

- Question orale sur l'accompagnement des étudiants dans l'enseignement supérieur en France - (10 juin 2025) : p. 6269 et suivantes

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Question préalable** : p. 7794 et suivantes - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes

- Question orale sans débat sur la dérive liée à la généralisation de l'usage des obligations de quitter le territoire français (OQTF) - (15 octobre 2025) : p. 7818 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article 6 (suite)** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8133 et suivantes - **Article 7** *(Obligation pour les distributeurs de transmission d'informations sur les marges arrière aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8136 et suivantes - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article 10** *(Augmentation des moyens de l'Autorité de la concurrence)* : p. 8156 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre - *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8231 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8235 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Soudan - (12 novembre 2025) : p. 8520 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1822** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt au titre des investissements dans l'industrie verte (C3IV) à la fabrication de capteurs solaires thermiques)* : p. 10136 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1273 rectifié, n° I-189 rectifié, n° I-1459, n° I-146, n° I-170 rectifié ter, n° I-595 rectifié, n° I-1399, n° I-2337, n° I-171 rectifié bis, n° I-1224 rectifié, n° I-958 rectifié bis, n° I-1725, n° I-1724, n° I-957 rectifié bis et n° I-2218** *(Taxe sur les transactions financières)* : p. 10150 et suivantes

- Suite de la discussion (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12677 et suivantes - **État B** : p. 12687 et suivantes

MENONVILLE (Franck)
sénateur (Meuse)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre titulaire du comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 639 (2023-2024)] d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture **[n° 250 (2024-2025)]** (21 janvier 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture **[n° 355 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Fabriqué en France : la compétitivité patriotique **[n° 754 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à dénoncer la persécution fondée sur un motif sexiste imposée par les talibans en Afghanistan et à appeler la France et la communauté internationale à œuvrer pour la reconnaissance de ce système comme crime contre l'humanité **[n° 81 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales **[n° 140 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi relative à l'exercice de la démocratie agricole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 10 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* « Fabriquer en France : est-ce encore possible ? ».

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jacques Landriot, président de la Confédération générale des sociétés coopératives et participatives.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information « Le fabriqué en France ».

Réunion du lundi 30 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes - **Article 63** *(Répartition des produits des taxes afférentes aux laboratoires géologiques et aux centres de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde destinés au stockage de déchets radioactifs de haute activité et de moyenne activité à vie longue (Cigéo))* : p. 246 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 507 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1484 et suivantes p. 1493 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 4** *(Procédure de réévaluation du calcul des pertes de production fondées sur des indices)* : p. 1546 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Suite de la discussion** (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole [n° 291 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Article 1er** *(Possibilité pour les administrateurs de coopératives agricoles ayant choisi la vente de produits phytopharmaceutiques d'être élus au bureau des chambres d'agriculture, avec obligation de déport sur les délibérations relatives à ces produits)* : p. 2402 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes - **Article 2 bis AA (nouveau)** *(Création d'un volontariat agricole)* : p. 2445 - **Après l'article 2 bis AA - Amendement n° 769 rectifié bis** *(Demande de rapport relatif à l'insertion sociale et professionnelle de personnes détenues en établissement pénitentiaire par l'enseignement technique agricole)* : p. 2446 - **Article 2 bis A** *(Extension des missions du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche agricole, agroalimentaire et vétérinaire aux établissements privés sous contrat avec l'État)* : p. 2446 - **Article 3** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 3 bis A (nouveau)** *(Réforme des règles relatives aux procédures disciplinaires dans les établissements de l'enseignement supérieur agricole)* : p. 2471 et suivantes - **Article 3 bis** *(Promotion de la haie et de l'agroforesterie dans les missions des établissements d'enseignement, de formation et de recherche et développement agricole)* : p. 2472 et suivantes - **Après l'article 3 bis - Amendement n° 829** *(Possibilité de création d'un centre unique assurant à la fois la formation par apprentissage et la formation continue)* : p. 2474 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 960** *(Mesure de simplification administrative consistant à renvoyer le contrôle des qualifications du chef d'établissement par l'autorité administrative à des dispositions réglementaires)* : p. 2475 - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 431 rectifié ter** *(Demande de rapport sur l'efficacité du plan « Enseigner à Produire Autrement »)* : p. 2475 - **Article 4** *(Contrat territorial de consolidation ou de création de formation)* : p. 2475 et suivantes - **Article 5** *(Création du « Bachelor Agro »)* : p. 2477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 871** *(Réinjection de l'article 2 bis A)* : p. 2485 - **Article 6** *(Création de plans prioritaires pluriannuels de transition et de souveraineté (3PTS) et intervention d'« experts associés » dans l'enseignement agricole)* : p. 2485 et suivantes p. 2485 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 161 rectifié bis** *(Assimilation à des salaires des dividendes des sociétés par actions simplifiées (SAS) de plus de 3 salariés)* : p. 2518 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 362 rectifié ter** *(Rapport au Parlement sur le microcrédit féminin en agriculture)* : p. 2518 et suivantes - **Article 8 bis A (nouveau)** *(Objectif de mise en place d'une aide au passage de relais pour les exploitants proches de la retraite mettant leur exploitation à disposition d'un jeune agriculteur pour son installation)* : p. 2519 et suivantes - **Article 8 bis (texte supprimé par la commission)** *(Réintégration d'objectifs de développement des surfaces cultivées en agriculture biologique et en légumineuses dans la loi)* : p. 2520 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendements n° 78 rectifié et n° 222 rectifié bis** *(Abrogation de la séparation des activités et de vente et de conseil pour les distributeurs, maintien de ce principe pour les fabricants, et création d'un conseil stratégique global facultatif/Suppression de l'incompatibilité entre les fonctions de membre de coopérative vendant des produits phytosanitaires et de membre du bureau des chambres d'agriculture)* : p. 2546 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) : p. 2610 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 382 rectifié ter** *(Suppression de l'objectif, fixé à l'aménagement foncier, de « constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées »)* : p. 2618 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 152 rectifié** *(Demande de rapport sur les moyens publics consacrés au réseau France installations-transmissions)* : p. 2619 - **Article 10 bis A (texte non modifié par la commission)** *(Possibilité de prendre un décret pour permettre au fonds d'assurance de formation Vivea de disposer de réserves plus importantes)* : p. 2619 et suivantes - **Article 10 bis** *(Période de droit à l'essai d'un an, renouvelable une fois, et réversible, pour tester l'association d'agriculteurs dans une forme sociétaire (Gaec ou autre))* : p. 2620 et suivantes - **Après l'article 10 bis - Amendement n° 700 rectifié** *(Actualisation du statut d'associé d'exploitation)* : p. 2622 et suivantes - **Après l'article 11 - Amendement n° 76 rectifié** *(Rapport au Parlement sur le rétablissement de l'aide pour les contrats de professionnalisation conclus par des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) pour des jeunes salariés agricoles)* : p. 2624

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article 19 (texte non modifié par la commission)** *(Adaptation des règles relatives à la représentativité multi-professionnelle dans le secteur agricole)* : p. 2773 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 660 rectifié** *(Autorisation des pulvérisations par drones)* : p. 2774 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 225 rectifié bis, n°458 rectifié bis et n° 157** *(Demande de rapport sur le nombre de dérogations à la durée de travail hebdomadaire dans le secteur agricole)* : p. 2774 et suivantes - **Article 19 bis A (nouveau)** *(Simplification de la structure des instances représentatives du personnel dans le réseau des chambres d'agriculture)* : p. 2774 et suivantes - **Article 19 bis B (nouveau)** *(Missions et pouvoirs de Chambres d'agriculture France au sein du réseau des chambres d'agriculture)* : p. 2776 - **Article 19 bis C (nouveau)** *(Consécration d'une exigence de mixité au sein des listes candidates à l'élection, par le deuxième collège, des délégués cantonaux de la mutualité sociale agricole)* : p. 2776 - **Article 20** *(Procédure d'extension des accords interprofessionnels)* : p. 2776 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 972** *(Dispositif de provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et de vaches allaitantes - Entrée en vigueur - Modification)* : p. 2777 - **Article 21** *(Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour sécuriser l'application dans les collectivités d'outre-mer de dispositions du code rural et de la pêche maritime relatives à l'enseignement agricole)* : p. 2777 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 509 rectifié bis** *(Adaptation des conditions d'épandage des matières fertilisantes provenant d'installations classées pour la protection de l'environnement à La Réunion)* : p. 2778 et suivantes - **Article 22** *(Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance en vue d'assurer la cohérence générale des textes au regard des dispositions de la présente loi)* : p. 2779

- *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3148 et suivantes - **Article 21** *(Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour sécuriser l'application dans les collectivités d'outre-mer de dispositions du code rural et de la pêche maritime relatives à l'enseignement agricole)* : p. 3177 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes

- Question orale sans débat sur la prise en charge des détenus en établissement de santé psychiatrique - (8 avril 2025) : p. 4722 et suivantes

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste » - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- Question orale sur le développement des traitements de nouvelle génération de la dépendance aux opioïdes - (10 juin 2025) : p. 6275

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes

- Question orale sans débat relative au retour du loup - (15 octobre 2025) : p. 7816 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la ratification de l'accord avec le Mercosur - (12 novembre 2025) : 8519 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 998 rectifié** *(Déduction au sein de l'assiette sociale des non salariés agricoles de la provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes pour la campagne de revenus de l'année 2025)* : p. 8828 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12726 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

MERCIER (Marie)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Rapport **[n° 650 tome 1 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Comptes rendus **[n° 650 tome 2 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 349 (2024-2025)] visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 38 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix et militante iranienne pour les droits des femmes et pour les droits humains.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique, sur le sujet du pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Sexisme, streaming et jeux vidéo : la parole aux joueuses.

(commission des lois) : Évaluation de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de

la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

Mission d'information sur les polices municipales - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Maîtres Stéphane Babonneau et Antoine Camus, avocats de Gisèle Pelicot.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Audition de M. Nicolas Vignolles, délégué général du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (Sell), et Mme Vanessa Kaplan, déléguée générale du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV).

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Table ronde de chercheuses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (26 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 50 rectifié septies** *(Très courtes peines pour les mineurs délinquants)* : p. 4327 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (22 octobre 2025) - **Article 17 bis (supprimé)** *(Possibilité pour une conseillère municipale en congé maternité de donner pouvoir à un autre élu pour voter en son nom à plus de trois séances consécutives du conseil municipal)* : p. 8000 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une procédure extrajudiciaire et unilatérale de décharge d'une obligation alimentaire à l'égard d'un parent considéré comme « défaillant »)* : p. 8050 et suivantes - **Article 2** *(Information et droit au recours du parent « défaillant »)* : p. 8053 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un nouveau cas de dérogation à l'obligation alimentaire)* : p. 8054 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes

---

MÉRILLOU (Serge)
sénateur (Dordogne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Une filière qui sort du bois. La compétitivité de la filière bois française **[n° 847 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la santé animale **[n° 910 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Commande publique) :* Mise en œuvre des obligations issues de la loi Égalim pour la restauration collective publique - Audition de M. Loïc Agnès, chef du service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international, Mme Sophie Palin, sous-directrice de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques, et M. Erwan de Gavelle, chef du bureau de la politique de l'alimentation, de la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jacques Landriot, président de la Confédération générale des sociétés coopératives et participatives.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* La compétitivité de la filière bois française - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5582 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 24** *(Dérogation à la durée des baux commerciaux saisonniers)* : p. 6379 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié quater** *(Création d'un dispositif dérogatoire en matière de conventionnement des logements locatifs sociaux)* : p. 6381 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 124 rectifié** *(Augmentation des loyers par avenant aux conventions d'aide personnalisée au logement (APL) pour financer des projets de réhabilitation des logements sociaux anciens)* : p. 6658 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la dermatose nodulaire - (29 octobre 2025) : p. 8199 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

MICHALLET (Damien)
sénateur (Isère)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 mars 2025).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 352 (2024-2025)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes **[n° 401 (2024-2025)]** (5 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes **[n° 497 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Transports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 630 (2024-2025)] relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 **[n° 711 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Sports**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Philippe Pascal, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Problématique des impayés de l'eau et les moyens d'y remédier - Audition de MM. Arnaud Bazire, directeur général de Suez Eau France, Patrick Ferraris, président du syndicat des eaux de la plaine et des collines du Catelan, Nicolas Garnier, délégué général de l'association AMORCE, et Régis Taisne, chef du département Cycle de l'eau de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Extinction des réseaux 2G et 3G - Audition de MM. Brice Alzon, président de la Fédération du service aux particuliers (FESP), Patrick Chaize, sénateur et président du conseil d'administration de l'Association nationale des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca), Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms, Franck Tarrier, directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), Mme Lénaïg Catz, directrice de projet de l'économie numérique à la Direction générale des entreprises (DGE), et Brice Brandenburg, responsable des affaires publiques et de la communication institutionnelle de l'alliance des Industries du génie numérique énergétique et sécuritaire (IGNES).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes - **Article 9 (texte non modifié par la commission)** *(Simplification des obligations applicables aux entreprises assujetties aux obligations de rapportage d'émissions de gaz à effet de serre nationales et européennes)* : p. 3474 - **Article 14** *(Institution d'un régime unifié de l'action de groupe conforme à la directive du 25 novembre 2020 relative aux actions représentatives)* : p. 3477 et suivantes - **Article 25** *(Précision des modalités d'exemption de demande de dérogation « espèces protégées » pour les projets d'énergies renouvelables)* : p. 3507 et suivantes - **Article 26** *(Diverses dispositions relatives aux énergies renouvelables)* : p. 3508 et suivantes - **Article 26 (suite)** *(Diverses dispositions relatives aux énergies renouvelables)* : p. 3510 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 35 rectifié** *(Durée limite pour constater la complétude d'une demande d'autorisation environnementale pour un projet d'énergie renouvelable)* : p. 3513 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 13 rectifié bis et n° 36 rectifié** *(Durée limite d'instruction de l'autorisation environnementale pour les projets d'énergies renouvelables)* : p. 3514 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° 12 rectifié bis, n° 24 rectifié et n° 37 rectifié** *(Durée limite d'instruction des demandes de rééquipement)* : p. 3515 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 38 rectifié** *(Durée limite d'instruction des projets d'énergie solaire)* : p. 3516 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 34 rectifié** *(Inclusion des installations d'énergie renouvelable existantes aux zones d'accélération)* : p. 3516 et suivantes - **Article 35 (priorité)** *(Mise en cohérence de l'objectif national de fin de vente des véhicules légers neufs thermiques d'ici 2040 avec celui adopté par l'Union européenne)* : p. 3524 et suivantes - **Article 28** *(Allongement de la durée des contrats de régulation économique aéroportuaires à la suite de l'attribution d'un contrat de concession)* : p. 3525 et suivantes - **Article 30** *(Transposition de la directive 2023/2661 relative aux systèmes de transport routier intelligents)* : p. 3529 et suivantes - **Article 31** *(Application du règlement délégué (UE) 2024/490 relatif aux services d'informations sur les déplacements multimodaux)* : p. 3531 et suivantes - **Article 33** *(Harmonisation européenne des règles relatives à l'aptitude médicale des personnels ferroviaires non conducteurs)* : p. 3534 et suivantes - **Article 34** *(Mise en œuvre des dispositions du règlement européen « ReFuel EU Aviation » relatives au déploiement des carburants d'aviation durables)* : p. 3535 et suivantes - **Article 39** *(Simplification de la transposition de la directive « Inondation »)* : p. 3540 et suivantes - **Article 39 bis (nouveau)** *(Application du calendrier européen d'interdiction du polystyrène non recyclable)* : p. 3542 et suivantes - **Article 41** *(Approvisionnement en dispositifs médicaux et dispositifs médicaux de diagnostic in vitro)* : p. 3544 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 2 (suite)** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3823 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation*

d'espace) : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 111 rectifié bis** *(Exemption du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour les opérations d'aménagement engagées avant 2021)* : p. 3856 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 70 rectifié quater, n° 112 rectifié ter, n° 127, n° 71 rectifié ter, n° 113 rectifié ter et n° 168 rectifié bis** *(Exemption de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour l'ensemble des « coups partis » autorisés avant 2021)* : p. 3856 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 105 rectifié ter et n° 106 rectifié ter** *(Exemption pendant 15 ans du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) des aires d'accueil des gens du voyage)* : p. 3860

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Question orale sur la réglementation relative à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés par les organisateurs de festivals - (20 mai 2025) : p. 5712 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste » - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes p. 5967 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 92** *(Respect par les partenaires commerciaux et sponsors de la directive Corporate Sustainability Reporting (CSRD))* : p. 7006 et suivantes - **Article 3** *(Dérogations aux interdictions et restrictions en matière de publicité)* : p. 7007 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 38 rectifié** *(Engagements du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (COJOP) en faveur de l'économie circulaire)* : p. 7013 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 44 rectifié** *(Rapports sur l'impact environnemental des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2030)* : p. 7015 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 89 rectifié quater** *(Reconnaissance d'une raison impérative d'intérêt public majeur aux projets relatifs aux jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2030)* : p. 7038 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1984 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les entreprises utilisant des infrastructures numériques)* : p. 10158 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes

---

MICHAU (Jean-Jacques)
sénateur (Ariège)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 29 mars 2025.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : IA, territoires et proximité **[n° 342 (2024-2025)]** (13 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Hydroélectricité : Faire barrage à la mise en concurrence **[n° 1 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA et environnement ».

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jacques Landriot, président de la Confédération générale des sociétés coopératives et participatives.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Avenir des concessions hydroélectriques - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Présentation du rapport d'information sur l'avenir des concessions hydroélectriques, fait au nom de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes

- Question orale sans débat sur la nécessité de flécher des financements des Territoires d'industrie - (11 février 2025) : p. 2583

- Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du tarif de l'électricité photovoltaïque - (12 mars 2025) : p. 3680 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 43** *(Demande de rapport au Gouvernement sur les moyens dédiés à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF))* : p. 4510 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes - **Article 5** *(Application de contrôles par photos ou par vidéos à certaines opérations relatives aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4560 et suivantes - **Article 8 (nouveau)** *(Renforcement de la constatation à distance des fraudes commises sur les compteurs communicants par les agents habilités des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz naturel)* : p. 4564 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'urgence d'une solution pour reloger la direction départementale de la police nationale (DDPN) de l'Ariège - (8 avril 2025) : p. 4744 et suivantes

- Question orale sur les incertitudes relatives aux crédits budgétaires 2025 consacrés à l'économie sociale et solidaire - (20 mai 2025) : p. 5734 et suivantes

- Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste » - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **État G** : p. 12096 et suivantes - **Article 69** *(Déplafonnement des primes négatives des contrats d'énergie renouvelable et révision des tarifs de certains contrats de production photovoltaïque)* : p. 12100 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) - **État D** : p. 12112 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (II) - (17 décembre 2025) : p. 13173 et suivantes

---

MICOULEAU (Brigitte)
sénatrice (Haute-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article 2** *(Ouvrir la reconnaissance de l'exercice des infirmiers de spécialité en tant que pratique avancée)* : p. 5212 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 903, n° 902 et n° 953** *(Imposition de divers compléments de salaire)* : p. 8896 et suivantes

---

MIGNOLA (Patrick)
ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

Conseil et contrôle de l'État

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1167 et suivantes - **État G** : p. 1169 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes p. 1191 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendements n° II-1399 rectifié et n° II-2207** *(Extension du délai de dépôt des demandes d'indemnisation des ayants-droits des victimes des essais nucléaires français)* : p. 1271 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° II-1119** *(Suppression de la retraite spécifique des anciens Présidents de la République, pour les Présidents de la République élus après le 1er avril 2022)* : p. 1272 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) - **État C** : p. 1273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-651** *(Fermeture des régimes de retraite complémentaires bénéficiant aux agents de la Direction de l'information légale et administrative (DILA) et aux salariés de la société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels de la République française (SACIJO) pour les personnels embauchés à compter du 1er janvier 2025)* : p. 1275 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-2106** *(Adaptations des dispositions relatives au statut des agents de la Direction de l'information légale et administrative (DILA))* : p. 1275 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les propos du Premier ministre relatifs à l'immigration - (29 janvier 2025) : p. 1707 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2796 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2803 et suivantes - **Article 2** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 2817 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2823 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise démocratique et institutionnelle en France - (19 février 2025) : p. 3046 et suivantes

- Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3885 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte - (19 mars 2025) : p. 4053 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'audiovisuel public - (2 avril 2025) : p. 4460

- Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des institutions et de l'État de droit - (2 avril 2025) : p. 4463

- Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4587 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'initiative « Choose France for Science » et les moyens alloués à la recherche - (7 mai 2025) : p. 5308 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la carte de l'éducation prioritaire - (7 mai 2025) : p. 5313 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des universités et de la recherche - (7 mai 2025) : p. 5314 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République - (14 mai 2025) : p. 5505

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de cap institutionnel - (14 mai 2025) : p. 5514 et suivantes

- Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5669 et suivantes - **Article 4 bis** *(Procédure applicable aux mineurs ayant commis des infractions à caractère terroriste ou en bande organisée)* : p. 5674

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Élection des conseillers métropolitains à l'échelle du conseil municipal de Marseille et du conseil de Paris)* : p. 6165 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 6166 et suivantes - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6170 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'adoption de la proposition de loi réformant le mode d'élection à Paris, Lyon et Marseille - (4 juin 2025) : p. 6180 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au sommet sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie - (2 juillet 2025) : p. 7156 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de décrets d'application de plusieurs lois - (2 juillet 2025) : p. 7163 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7495 et suivantes - **Article 1er bis** *(Élection des conseillers métropolitains à l'échelle du conseil municipal de Marseille et du conseil de Paris)* : p. 7503 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à*

chaque conseil d'arrondissement) : p. 7504 et suivantes - **Article 6** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7507 et suivantes

---

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 12 novembre 2025 ; membre de la commission jusqu'au 11 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (26 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 1er octobre 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Quatrième partie de la session ordinaire 2024 **[n° 271 (2024-2025)]** (24 janvier 2025) - **Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Audition de M. Mathieu Bellahsen, psychiatre, auteur d'un ouvrage intitulé Abolir la contention.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* La santé mentale et la psychiatrie en France - Audition de M. Raphaël Gaillard, professeur en psychiatrie à l'université Paris Cité.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* L'accès direct pour certains produits de santé post-avis de la Haute Autorité de santé - Audition de M. Olivier Pilley, directeur général d'Incyte Biosciences France, Mme Catherine Paugam, directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé, M. Alexandre de la Volpilière, directeur général adjoint chargé des opérations, de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM), Mmes Floriane Pelon, directrice de l'évaluation et de l'accès à l'innovation de la Haute Autorité de santé (HAS), Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de Les entreprises du médicament (Leem), Clélia Delpech, sous-directrice au financement du système de soins, et Bénédicte Colnet, cheffe de bureau, de la Direction de la sécurité sociale (DSS).

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise sanitaire - Audition de M. Daniel Zagury, psychiatre.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Alain Claeys, coauteur de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de Mmes Claudine Esper, présidente du comité de déontologie et vice-présidente du comité d'éthique, et Élisabeth Elefant, secrétaire du comité d'éthique, de l'Académie nationale de médecine.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition des docteurs Ségolène Perruchio, présidente, et Claire Fourcade, vice-présidente, de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition sur les enjeux éthiques et philosophiques de MM. Bernard-Marie Dupont, médecin, juriste, professeur d'éthique médicale, Jacques Ricot, philosophe, agrégé et docteur en philosophie, chercheur associé au département de philosophie de l'université de Nantes, formateur des personnels des soins palliatifs, et Francis Wolff, philosophe, professeur émérite de philosophie à l'école normale supérieure.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communication de la Cour des comptes relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation des travaux de la commission.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen des motions.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 21 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Seconde délibération sur un amendement à l'article 21.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation des travaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article 9 ter A (supprimé)** *(Taxation des publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 2891 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 18** *(Représentation des professionnels mahorais au sein de l'union régionale des professionnels de santé de l'océan indien)* : p. 5837 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la prolongation de l'accès rapide aux innovations thérapeutiques - (4 juin 2025) : p. 6189

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modélisations budgétaires et l'évolution de la Corse - (25 juin 2025) : p. 7088 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Demande de priorité** : p. 8541 - **Demande de réserve** : p. 8611

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 308, n° 62 rectifié, n° 79, n° 86 rectifié ter et n° 160 rectifié bis** *(Possibilité pour les caisses de sécurité sociale des régimes spéciaux de prononcer des sanctions financières)* : p. 8648 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Demande de priorité ou de réserve** : p. 8813 - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Rectification de la contribution des régimes d'assurance maladie au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS))* : p. 8826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1313** *(Demande de rapport sur une reprise de dette supplémentaire de la sécurité sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES))* : p. 8844 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (21 novembre 2025) : p. 9052

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1698** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 9065 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9067 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 1149, n° 1652 rectifié, n° 1641, n° 1781 rectifié, n° 1150, n° 165 rectifié ter, n° 922 rectifié et n° 933 rectifié** *(Taxe sur les salaires pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics)* : p. 9153 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9181 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les retraites)* : p. 9200 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9224 et suivantes - **Article 17 (supprimé) (suite)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9225

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 9296 - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 18 rectifié ter** *(Modulation du taux de prise en charge en fonction de l'origine des dispositifs médicaux)* : p. 9478 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9496 - **Organisation des travaux** : p. 9496 - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Demande de seconde délibération** : p. 9709 - **Demande de coordination** : p. 9711 - **Article 17 (pour coordination)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9714 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12622 et suivantes

- **Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)]** - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I)** - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II)** - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

---

MIRALLÈS (Patricia)
ministre déléguée auprès du ministre des armées, chargée de la mémoire et des anciens combattants
(jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes - **État B** : p. 557 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le dispositif de cessation anticipée lié à l'exposition à l'amiante** - (18 février 2025) : p. 2963 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le niveau de pollution résultant de l'exploitation militaire du site du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives de Moronvilliers** - (18 février 2025) : p. 2965 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'élargissement de la procédure de l'amende forfaitaire aux contraventions pour non-respect d'un arrêté de police du maire** - (18 février 2025) : p. 2966 et suivantes

- **Question orale sans débat relative à la transparence sur le meurtre d'un jeune homme au centre pénitentiaire de Marseille-les-Baumettes** - (18 février 2025) : p. 2967

- **Question orale sans débat sur le projet de suppression du délégué militaire départemental adjoint dans les Alpes de Haute-Provence** - (18 mars 2025) : p. 3945 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la délivrance de visas pour les militantes afghanes des droits humains réfugiées au Pakistan** - (18 mars 2025) : p. 3946 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le décret d'application relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires** - (18 mars 2025) : p. 3947

- **Question orale sans débat sur la responsabilité concernant les dommages causés par l'amiante** - (18 mars 2025) : p. 3947 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la proximité des habitants du Vaucluse avec la justice administrative** - (18 mars 2025) : p. 3948 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'application et le financement de la loi de programmation militaire** - (18 juin 2025) : p. 6715

MIZZON (Jean-Marie)
sénateur (Moselle)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis président du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Affaires européennes **[n° 743 tome 2 annexe 33 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la MI intercommunalité : Pour une intercommunalité de la confiance, au service des territoires **[n° 900 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne : jusqu'ici tout va bien ? **[n° 12 (2025-2026)]** (8 octobre 2025) - **Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Affaires européennes **[n° 139 tome 2 fasc. 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de M. Vincent Bony, maire de Rive-de-Gier, Mme Charlotte Goujon, maire de Petit-Quevilly, MM. Didier Lechien, maire de Dinan, Stéphane Leyenberger, maire de Saverne, Sébastien Olharan, maire de Breil-sur-Roya, et Christophe Reynier-Duval, maire de Caderousse.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de MM. Patrick Blanchard, directeur général de SMACL Assurances, Arnaud Chneiweiss, médiateur de l'assurance, Sylvain Merlus, directeur général adjoint en charge de l'assurance dommages et vie France à Groupama Assurances Mutuelles, et Édouard Vieillefond, directeur général de la Caisse centrale de réassurance.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des finances) :* Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

(MI intercommunalité) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* « L'actualité de la politique immobilière de l'État et le projet de création d'une foncière interministérielle » - Audition de M. Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'État.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Sébastien Martin, président d'Intercommunalités de France, premier vice-président du conseil départemental de Saône-et-Loire et président du Grand Chalon.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Jean Deguerry, vice-président de l'Assemblée des départements de France (ADF) et président du conseil départemental de l'Ain.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Romain Colas, maire de Boussy-Saint-Antoine, vice-président de l'Association des petites villes de France (en téléconférence).

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Éric Woerth, député de l'Oise, ancien ministre, auteur du rapport « Décentralisation : le temps de la confiance ».

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de l'Association Interco' Outre-mer.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF).

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Julien Rencki, préalable à son renouvellement en tant que directeur général du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO).

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de MM. Jean-Pierre Viola, conseiller maître, président de section de la quatrième chambre de la Cour des comptes, Yves Roquelet et Hubert La Marle, présidents de section à la chambre régionale des comptes Nouvelle-Aquitaine, Nicolas Billebaud, premier conseiller à la chambre régionale des comptes Bretagne et Jean-Pierre Rousselle, président de section à la chambre régionale des comptes Auvergne-Rhône-Alpes.

Audition de Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Table ronde de maires.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(MI intercommunalité) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Participation de la France au budget de l'Union européenne » (article 45) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » (et articles 66 et 67) et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur l'arsenal juridique concernant les squatteurs - (11 février 2025) : p. 2598 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes

- Question orale sans débat sur la qualité des services publics - (18 mars 2025) : p. 3949 et suivantes

- Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes - **Article 1er** *(Facilitation de l'éligibilité des centrales à charbon faisant l'objet d'une conversion au mécanisme de capacité)* : p. 4237 et suivantes - **Article 2** *(Remplacement de l'autorisation d'exploiter par la désignation comme lauréates du mécanisme de capacité pour les centrales de production d'électricité à partir du charbon faisant l'objet d'une conversion)* : p. 4240 et suivantes - **Article 3 (nouveau)** *(Introduction d'une date d'entrée en vigueur pour la proposition de loi)* : p. 4242 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- Question orale sans débat sur le calcul d'une quote-part pour le règlement de travaux effectués par deux communes au prorata du nombre de leurs habitants ou de leurs richesses respectives - (29 avril 2025) : p. 5082 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes

- Question orale sans débat sur la fiabilité des opérations de recensement - (24 juin 2025) : p. 6969 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes - **Article 10** *(Création d'un label « employeur partenaire de la démocratie locale »)* : p. 7951 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire [n° 55 (2025-2026)] - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8224 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de NovAsco - (5 novembre 2025) : p. 8420 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article liminaire** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 9587 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (27 novembre 2025) - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et

suivantes - **Article 45** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9829 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes

- Question orale sans débat sur la mission de la Cour des comptes - (2 décembre 2025) : p. 10729 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1509 rectifié bis, n° I-513 rectifié et n° I-508 rectifié** *(Possibilité d'appliquer des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) différenciés au sein d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI))* : p. 10873 et suivantes - **Article 29** *(Modernisation et simplification de la gestion fiscale)* : p. 10913 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes

MOHAMED SOILIHI (Thani)
ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux
(jusqu'au 4 octobre 2025)
sénateur (Mayotte)
RDPI
(à partir du 6 novembre 2025)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 6 novembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 13 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 6 novembre 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé le 6 novembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Table ronde « Artisanat et savoir-faire traditionnels dans les outre-mer ».

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Présentation par MM. Dominique de Legge et Rachid Temal des conclusions du rapport de la commission d'enquête sur les politiques publiques face aux opérations d'influences étrangères.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de MM. Rémy Rioux, directeur général, Philippe Baumel, responsable des relations institutionnelles et instances, et Matthieu Discour, directeur du département Trois Océans, de l'Agence française de développement.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution européenne n° 149 (2025-2026), sur la proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays

d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'investiture de Donald Trump et la dénonciation des accords commerciaux - (22 janvier 2025) : p. 1185 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Alaouites et des Chrétiens en Syrie - (12 mars 2025) : p. 3677 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Syrie - (12 mars 2025) : p. 3679 et suivantes

- Question orale sans débat sur les prisonniers arméniens détenus illégalement à Bakou - (25 mars 2025) : p. 4190 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation critique en République démocratique du Congo - (25 mars 2025) : p. 4191

- Question orale sans débat sur la création d'une maison départementale des personnes handicapées « MDPH 99 » à destination des Français établis hors de France - (25 mars 2025) : p. 4191 et suivantes

- Question orale sans débat sur la non-application de la Charte sociale européenne dans les outre-mer - (8 avril 2025) : p. 4740 et suivantes

- Question orale sans débat sur le manque de statistiques fiables des infanticides - (8 avril 2025) : p. 4741 et suivantes

- Question orale sans débat sur la téléconsultation médicale des personnes placées en garde à vue - (8 avril 2025) : p. 4742

- Question orale sans débat sur les problèmes d'immatriculation des motos de collection auprès des services de l'Agence nationale des titres sécurisés (ANTS) - (8 avril 2025) : p. 4742 et suivantes

- Question orale sans débat sur les nouvelles gendarmeries dans l'Aisne - (8 avril 2025) : p. 4743

- Question orale sans débat sur la section aérienne de gendarmerie nationale (SAG) de Limoges - (8 avril 2025) : p. 4744

- Question orale sans débat sur l'urgence d'une solution pour reloger la direction départementale de la police nationale (DDPN) de l'Ariège - (8 avril 2025) : p. 4744 et suivantes

- Question orale sans débat sur les délais de livraison d'un hélicoptère de modèle H145 au bénéfice de la section aérienne de gendarmerie de Briançon-Villar-Saint-Pancrace - (8 avril 2025) : p. 4745 et suivantes

- Question orale sans débat sur la prolifération des commerces de blanchiment d'argent à Paris - (8 avril 2025) : p. 4746

- Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 620 (2024-2025)] - (21 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5907 et suivantes

- Question orale sans débat sur les modalités de soutien au dispositif anti-grêle - (8 juillet 2025) : p. 7318 et suivantes

- Question orale sans débat sur la vacance des locaux agricoles - (8 juillet 2025) : p. 7319 et suivantes

- Question orale sans débat sur la chasse au gibier d'eau - (8 juillet 2025) : p. 7320

- Question orale sans débat sur la reconnaissance de l'agriculture comme un intérêt national majeur - (8 juillet 2025) : p. 7320 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux positions de la France lors de la quatrième Conférence des Nations Unies sur le financement du développement - (8 juillet 2025) : p. 7321 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'annulation du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - (8 juillet 2025) : p. 7322 et suivantes

- Question orale sans débat sur le contrôle de l'application de l'embargo commercial à l'égard de la Russie - (8 juillet 2025) : p. 7323

- Question d'actualité au Gouvernement sur les prisonniers Français détenus à l'étranger - (9 juillet 2025) : p. 7432 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réduction de la contribution française à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) - (9 juillet 2025) : p. 7438 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1528 rectifié bis** *(Perception de la contribution de sécurité immobilière à Mayotte)* : p. 10795 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1529 rectifié ter** *(Exonération de taxes foncières, de DMTO et de DMTG pour les parcelles occupées irrégulièrement)* : p. 10796 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes - **État B** : p. 11341 et suivantes

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11842 et suivantes

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les 120 ans de la loi de 1905 - (10 décembre 2025) : p. 12345 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12677 et suivantes - **État B** : p. 12687 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes

---

MONIER (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'évaluation de l'école.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (25 juin 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société - Rapport **[n° 9 tome 1 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société - Comptes rendus **[n° 9 tome 2 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 872 (2024-2025)] visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 232 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « 20ème anniversaire de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : quel bilan pour l'école inclusive ? » -

Audition de Mmes Caroline Pascal, directrice générale de l'enseignement scolaire, Isabelle Saurat, déléguée interministérielle à l'accessibilité, MM. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées, et Thierry Bour, conseiller école inclusive et enseignement supérieur auprès du délégué interministériel à la stratégie nationale pour les troubles du neuro-développement.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de l'Académie des sciences.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur le thème - Des femmes scientifiques aux parcours modèles et inspirants.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Sylvie Retailleau, ancienne ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, professeure à l'Université Paris Saclay-PSL.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentants de grandes écoles.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentants de la chaire "Femmes et science" de l'Université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentantes d'associations œuvrant pour la mixité dans les sciences.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Maîtres Stéphane Babonneau et Antoine Camus, avocats de Gisèle Pelicot.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Denis Bertin et d'Isabelle Régner.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la place des femmes dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Laura Chaubard, directrice générale de l'École polytechnique.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Bérangère Couillard, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers.

Réunion du jeudi 2 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Lauréats du prix de la délégation et programme prévisionnel pour la session 2025-2026.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les sciences.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société » - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement agricole » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur la montée en puissance des mouvements et réseaux masculinistes dans le monde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde de chercheuses et chercheur sur les mouvements masculinistes.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes - **État B** : p. 346 et suivantes p. 350 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3330 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un référentiel national des pratiques et des critères mis en œuvre par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4084 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4092 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Article 1er** *(Caractère facultatif du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes et d'agglomération situées en zone de montagne et faculté de restitution de ces compétences)* : p. 4436 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la rentrée scolaire 2025 - (2 avril 2025) : p. 4463 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mortalité infantile et les services de maternité - (9 avril 2025) : p. 4842 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)] - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rapport annuel sur les politiques publiques en faveur de l'école inclusive)* : p. 6835 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié ter** *(Demande de rapport au Parlement sur le bilan de l'expérimentation des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6837 et suivantes - **Article 3** *(Renforcement de la formation continue)* : p. 6839 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes - **Article 3 bis C** *(Formation initiale obligatoire pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH))* : p. 6851 et suivantes

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégation spéciale)* : p. 7902 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le manque d'accompagnants des élèves en situation de handicap dans les écoles - (5 novembre 2025) : p. 8416 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) : p. 11539 et suivantes - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

---

MONTAUGÉ (Franck)
sénateur (Gers)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 28 mars 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la santé animale **[n° 910 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à instituer une Charte de la laïcité **[n° 72 (2025-2026)]** (24 octobre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle du département dans la coordination des projets alimentaires territoriaux **[n° 174 (2025-2026)]** (2 décembre 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Madame Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Conséquences de la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne un mois par an, de 2024 à 2026 et solutions alternatives à cette interdiction - Examen du rapport d'information.

Rapport Ensemble, refaire ville. Pour un renouvellement urbain résilient des quartiers et des territoires fragiles - Audition de M. Patrice Vergriete, président du conseil d'administration, Mme Anne-Claire Mialot, directrice générale, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, MM. Jean-Martin Delorme, président de section à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, et Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (en visioconférence).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Luc Julia, concepteur de l'assistant vocal Siri et spécialiste de l'intelligence artificielle, directeur scientifique de Renault.

Réunion du lundi 30 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Deuxième table ronde : Ruralités et transitions climatiques, l'exemple de l'érosion côtière.

Première table ronde : Ruralités et transitions économiques et démographiques.

Troisième table ronde : Ruralités et transitions sociales et culturelles.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Enjeux de la consolidation dans le secteur des télécommunications - Audition de MM. Marc Bourreau, professeur d'économie à l'école Télécom Paris, et Thierry Penard, professeur d'économie à l'université de Rennes-I.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

- (17 janvier 2025) : p. 410 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article 60** : p. 946 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - **État D** : p. 958 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) - **Rappels au règlement** : p. 2066 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Suite de la discussion (6 février 2025) - **Après l'article 1er quater - Amendement n° 316 rectifié ter** *(Obligation d'affichage de l'origine des produits du patrimoine culturel et gastronomique protégé en France, dont le foie gras)* : p. 2411 et suivantes - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à*

l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses) : p. 2541 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 442 rectifié ter** *(Définition scientifique et reconnaissance des externalités positives de l'agriculture afin de conforter l'agroécologie)* : p. 2693 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)]** - (10 mars 2025) - **Article 20** *(Consolidation de l'organisation du marché de l'électricité)* : p. 3497 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre commerciale avec les États-Unis** - (19 mars 2025) : p. 4056 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes - **Article 1er** *(Facilitation de l'éligibilité des centrales à charbon faisant l'objet d'une conversion au mécanisme de capacité)* : p. 4237 et suivantes - **Article 2** *(Remplacement de l'autorisation d'exploiter par la désignation comme lauréates du mécanisme de capacité pour les centrales de production d'électricité à partir du charbon faisant l'objet d'une conversion)* : p. 4240 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Mises au point au sujet de votes** - (14 mai 2025) : p. 5517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires du Premier ministre** - (28 mai 2025) : p. 5992 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? »** - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 juillet 2025) : p. 7330

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7344 et suivantes p. 7348 et suivantes - **Article 2** *(Abrogation de la trajectoire de hausse de la composante carbone de la fiscalité énergétique, dans les taxes de consommation intérieure sur l'énergie, figurant parmi les objectifs énergétiques généraux mentionnés à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7350 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 10** *(Consécration d'un objectif de mix énergétique autonome et renouvelable, entre 2030 et 2050, dans certaines zones non interconnectées au réseau dit « métropolitain » continental (ZNI), parmi les objectifs énergétiques chiffrés mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7391 et suivantes - **Article 13 bis** *(Présentation par le Gouvernement de la stratégie française pour l'énergie et le climat (SFEC) dans le cadre de la synthèse accompagnant la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE))* : p. 7398 et suivantes - **Article 14** *(Renforcement de certaines mesures de simplification prévues par la loi « Nouveau nucléaire » du 22 juin 2023)* : p. 7399 et suivantes - **Article 16** *(Renforcement des dispositions de défense économique sanctionnant pénalement l'intrusion dans les installations nucléaires abritant des matières nucléaires soumises à autorisation au titre de l'article L. 1333-2 du code de la défense notamment)* : p. 7402 et suivantes - **Article 24** *(Renforcement de la protection des consommateurs d'électricité dont la définition des offres, l'indexation des prix, ainsi que la composition de l'information précontractuelle et du comparateur d'offres du Médiateur national de l'énergie (MNE))* : p. 7409 et suivantes - **Article 25 D** *(Remise par le Gouvernement au Parlement d'un rapport d'évaluation dans un délai de six mois à compter de la promulgation de la loi sur le fonctionnement des parcs éoliens en mer)* : p. 7413 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7414 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de la ville** - (29 octobre 2025) : p. 8187 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman** - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1032 rectifié bis** *(Rendre cumulables les options de lissage de revenus des exploitants agricoles)* : p. 10347 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 10372 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2361 rectifié ter, n° I-201 rectifié quater, n° I-1932 rectifié ter, n° I-1664 rectifié et n° I-2406 rectifié bis** *(Prolonger d'un an le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge bidirectionnelles)* : p. 10565 et suivantes - **Article 17** *(Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)* : p. 10569 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 41** *(Affectation du produit de la taxe sur l'utilisation de combustible nucléaire pour la production d'électricité au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité)* : p. 11135 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12596 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12730 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

---

de MONTCHALIN (Amélie)
ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics
(jusqu'au 4 octobre 2025)
ministre de l'action et des comptes publics
(à partir du 13 octobre 2025)
ministre des comptes publics
(du 5 octobre 2025 au 12 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales **[n° 24 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 575 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (18 janvier 2025) - **État D** : p. 579 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-572 et II-1988** *(Alignement des modalités de calcul des pensions de retraite des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile (TSEEAC) ayant exercé des fonctions de contrôle de circulation aérienne sur celles des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (ICNA) dans le cadre de la création d'un corps unique de contrôleurs aériens)* : p. 580 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-1666 et n° II-1970** *(Suppression de la dégressivité de la bonification du cinquième du temps de service pour les personnels militaires de la gendarmerie)* : p. 581

Transformation et fonction publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 581 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (18 janvier 2025) - **État D** : p. 590 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-758** *(Création d'une foncière d'État)* : p. 598 et suivantes

Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 598 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article 50** *(Plafond des emplois des autorités publiques indépendantes)* : p. 1345 et suivantes - **Article 51** *(Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement)* : p. 1346 et suivantes - **Article 52** *(Octroi de la garantie de l'État à l'Unédic)* : p. 1348 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-93 rectifié** *(Modification du cadre de gestion extra-budgétaire du plan France 2030 en assouplissant la condition de prise par l'État de la décision d'attribution en dernier ressort des fonds)* : p. 1348 et suivantes - **Article 53** *(Sécurisation des prêts à la collectivité de Nouvelle-Calédonie)* : p. 1349 et suivantes - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1723** *(Échanges d'informations entre la direction générale des finances publiques (DGFiP)et les services centraux du ministère de l'intérieur)* : p. 1350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1167 rectifié ter** *(Rapport sur les conséquences fiscales du recul des ressources liées aux paris hippiques)* : p. 1351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-892 et n° II-1129** *(Extension du périmètre du dispositif de garantie des projets stratégiques (GPS))* : p. 1352 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendements n° II-859 et n° II-860** *(Constitution d'une régie et d'un budget annexe pour un service de production d'électricité photovoltaïque)* : p. 1353 - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-809 rectifié** *(Faculté pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de reverser à leurs communes membres les montants du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP))* : p. 1353 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-2213** *(Octroi de la garantie de l'État à la Caisse des dépôts pour soutenir la reconstruction de Mayotte)* : p. 1354 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-2226** *(Octroi de la garantie de l'État à la société Bpifrance au titre du fonds de garantie visant à couvrir les pertes finales de prêts accordés par des établissements financiers à des entreprises agricoles immatriculées en France)* :

p. 1355 et suivantes - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-1866** *(« Budget vert » des collectivités territoriales)* : p. 1356 et suivantes - **Article 57** *(Augmentation de la quote-part de la France au Fonds monétaire international)* : p. 1357 - **Article 58** *(Adaptation du calendrier de mise en œuvre du financement à 50% par l'employeur de la protection complémentaire santé dans la fonction publique de l'État)* : p. 1357 et suivantes - **Article 59** *(Mise en œuvre d'un financement forfaitaire par l'employeur de la protection complémentaire santé dans la fonction publique outre-mer)* : p. 1359 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-947, n° II-950, n° II-2096 rectifié bis, n° II-948 et n° II-138 rectifié** *(Affectation aux communes de la fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) relative à l'éolien y compris en cas de renouvellement d'une installation)* : p. 1359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-737** *(Reversement facultatif par l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) du produit de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) éolien et photovoltaïque à ses communes membres)* : p. 1363 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-949** *(Suppression du montant des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) du calcul du potentiel fiscal des communes)* : p. 1363 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-74 rectifié** *(Limitation des reliquats de la dotation de continuité territoriale de Corse au seul bénéfice des infrastructures de transport)* : p. 1363 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1983** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations sur le recouvrement)* : p. 1364 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1985** *(Droit de communication des données de l'administration fiscale au Centre national de la musique)* : p. 1364 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2221** *(Facilitation d'accès aux informations pour les opérateurs du fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI) et du fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO))* : p. 1364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2225** *(Autorisation du Gouvernement à accorder la garantie de l'État à l'Association internationale de développement au titre des prêts et garanties qu'elle octroie)* : p. 1365 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1221** *(Ajustement législatif afin d'assurer l'égalité de traitement entre, d'une part, les ouvriers de l'État et, d'autre part, les fonctionnaires et agents contractuels de droit public, en matière d'allocation spécifique de cessation d'activité (ASCAA) et d'affiliation à la sécurité sociale)* : p. 1365 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2212 rectifié quater** *(Modification de l'assiette de cotisation à la retraite additionnelle de la fonction publique (Rafp) des fonctionnaires ultramarins)* : p. 1366 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2228** *(Suppression de l'indemnité d'éloignement des fonctionnaires de l'État affectés en Polynésie française)* : p. 1366 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2230** *(Cas de non application de la taxe sur les réductions de capital)* : p. 1367 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2036 rectifié bis** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur le recours aux prestations de conseil)* : p. 1367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1290** *(Création d'un document de politique transversale sur la politique d'influence de la France dans le monde)* : p. 1368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1396** *(Rapport sur l'impact du décret du 21 février 2024 portant annulation de crédits)* : p. 1369 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-909 rectifié** *(Rapport sur la possibilité de confier aux commissaires de justice le recouvrement des créances fiscales et non fiscales)* : p. 1369 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1907** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Thaïlande)* : p. 1370 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1247** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur l'opportunité d'étendre les mesures compensatoires a_ la suppression programmée de l'indemnité temporaire de retraite aux fonctionnaires de l'État en activité à La Réunion et à Mayotte)* : p. 1370 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-1994** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur la révision du dispositif de l'indemnité de résidence)* : p. 1370 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 1371 - **Article liminaire** : p. 1371 et suivantes

- Suite de la discussion (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1414 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article 4** *(Procédure d'injonction pour ressources inexpliquées et systématisation des enquêtes patrimoniales)* : p. 1643 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1650 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 55 rectifié bis** *(Rapport sur le bilan de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc))* : p. 1652

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2025, prévisions d'exécution 2024 et exécution 2023)* : p. 2373 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article liminaire** *(Présentation, pour l'exercice en cours et pour l'année à venir, de l'État des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale)* : p. 2862 et suivantes

Première partie :

- (17 février 2025) - **Article 2** *(Rectification de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 2865 et suivantes - **Article 14** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 2895 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse du tarif de l'électricité photovoltaïque - (12 mars 2025) : p. 3680 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation de l'industrie dans le Pas-de-Calais - (25 mars 2025) : p. 4214 et suivantes

- Question orale sans débat sur la création d'une ligne électrique aérienne THT 400 000 volts - (25 mars 2025) : p. 4215 et suivantes

- Question orale sans débat relative au projet d'arrêté modifiant le soutien au développement du photovoltaïque sur bâtiment, hangar et ombrière - (25 mars 2025) : p. 4216

- Question orale sans débat sur la baisse du tarif de rachat de l'énergie solaire photovoltaïque et l'impact sur les collectivités et les agriculteurs - (25 mars 2025) : p. 4217

- Question orale sans débat sur le soutien public à la filière photovoltaïque - (25 mars 2025) : p. 4217 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation préoccupante de l'entreprise F2J-Japy - (25 mars 2025) : p. 4218 et suivantes

- Question orale sans débat sur les 1 150 emplois menacés chez Valeo en France - (25 mars 2025) : p. 4219 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la réglementation de l'affichage des tarifs de recharge des véhicules électriques** - (25 mars 2025) : p. 4220

- **Question orale sans débat sur la distorsion de concurrence pour les contrats obsèques en capital** - (25 mars 2025) : p. 4221

- **Question orale sans débat relative à une enquête sur les pratiques commerciales de Shein et la position française sur les droits de douane** - (25 mars 2025) : p. 4221 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4473 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 4477 - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article 1er** *(Introduction d'une possibilité de suspension de l'octroi ou du versement d'une aide publique en cas de suspicion de fraude)* : p. 4488 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 26 rectifié et n° 34 rectifié quinquies** *(Exclusion des indus de Revenu de solidarité active (RSA) obtenus de manière frauduleuse de toute remise, rééchelonnement ou effacement)* : p. 4490 et suivantes - **Article 2** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations et modification des possibilités de saisine de Tracfin)* : p. 4491 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 rectifié quater** *(Définition de critères de qualification des entreprises éphémères à des fins de lutte contre la fraude)* : p. 4498 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 7 rectifié quinquies** *(Possibilité pour les résultats des contrôles réalisés par les caisses de sécurité sociale d'être opposables sur l'ensemble des risques)* : p. 4499 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 5 rectifié quater** *(Extension de la procédure de la flagrance sociale à tout type de fraude sociale)* : p. 4500 et suivantes - **Article 2 ter (nouveau)** *(Renforcement des possibilités d'accès aux fichiers des comptes bancaires)* : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 82** *(Ouverture de l'accès au Fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) pour les agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF))* : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 59 rectifié ter** *(Sécurisation des habilitations des agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) pour leur permettre d'utiliser les pouvoirs prévus par le code de la consommation)* : p. 4502 et suivantes - **Article 2 quater (nouveau)** *(Renforcement des possibilités d'information de l'inspection générale des finances (IGF))* : p. 4503 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 136** *(Extension du droit de communication de l'inspection générale de l'administration (IGA))* : p. 4504 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 3 rectifié septies** *(Renforcement des sanctions pénales applicables en cas d'escroquerie aux finances publiques réalisée en bande organisée)* : p. 4506 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 83** *(Élargissement des cas dans lesquels l'enregistrement de la déclaration d'activité d'un organisme de formation peut être refusé par l'autorité administrative)* : p. 4508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 84** *(Pouvoir de suspension des numéros d'activité d'organismes de formation en cas de méconnaissance de leur obligation ou d'indices de fraudes)* : p. 4509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 43** *(Demande de rapport au Gouvernement sur les moyens dédiés à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF))* : p. 4510 et suivantes - **Article 3 bis A** *(Accès de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et des organismes accrédités chargés de la certification des diagnostiqueurs à l'Observatoire « DPE-Audits »)* : p. 4511 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité de mandataires administratifs ou financiers au profit des bénéficiaires de MaPrimeRénov')* : p. 4512 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 105** *(Renforcement de l'échange d'informations entre organes chargés de contrôler les intervenants du champ de la formation professionnelle)* : p. 4514 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 14 rectifié quater** *(Expérimentation visant à donner accès aux bases cadastrales aux greffiers de tribunaux de commerce)* : p. 4515 et suivantes - **Article 3 bis** *(Création d'un annuaire des diagnostiqueurs)* : p. 4516 - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 quater (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux d'accessibilité)* : p. 4522 - **Article 4** *(Renforcement des contrôles et des sanctions en vue de lutter contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4558 et suivantes - **Article 5** *(Application de contrôles par photos ou par vidéos à certaines opérations relatives aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4560 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 118 rectifié** *(Assujettissement des aides publiques et parapubliques à la rénovation énergétique à la réalisation d'un contrôle, durant ou après les travaux)* : p. 4561 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119** *(Assujettissement des aides publiques et parapubliques à la rénovation énergétique à la réalisation de deux diagnostics de performance énergétique (DPE), avant et après les travaux)* : p. 4563 et suivantes - **Article 8 (nouveau)** *(Renforcement de la constatation à distance des fraudes commises sur les compteurs communicants par les agents habilités des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz naturel)* : p. 4564 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 131** *(Attribution aux réseaux consulaires d'un accès au répertoire national commun aux organismes chargés de la gestion d'un régime obligatoire de sécurité sociale)* : p. 4566 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 140** *(Ouverture à différentes administrations d'une possibilité de saisine de la Caisse des dépôts et des consignations pour la suspension conservatoire des paiements au titre du compte personnel formation (CPF))* : p. 4567 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 139** *(Renforcement des contrôles de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), de l'inspection générale des finances (IGF) et de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) sur les personnes morales réalisant des missions de service public dans les champs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)* : p. 4567 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4568 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4568 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'application de la nouvelle convention fiscale franco-luxembourgeoise** - (8 avril 2025) : p. 4723 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le projet solaire en coactivité agricole** - (8 avril 2025) : p. 4724 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des concessions hydroélectriques** - (8 avril 2025) : p. 4725 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la double imposition des travailleurs frontaliers luxembourgeois** - (8 avril 2025) : p. 4726

- **Question orale sans débat sur la double imposition des travailleurs transfrontaliers de l'hôpital de Cerdagne** - (8 avril 2025) : p. 4726 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les difficultés des élus locaux face aux implantations d'antennes 5G** - (8 avril 2025) : p. 4727 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les conséquences de la suppression de la contribution des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité au fonds de financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale** - (8 avril 2025) : p. 4728 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact économique et budgétaire des droits de douane américains** - (9 avril 2025) : p. 4840 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic** - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) : p. 4961 et suivantes - **Article 4 bis C** *(Élargissement des possibilités d'affectation des biens confisqués)* : p. 5006 - **Article 22** *(Diverses dispositions renforçant la lutte contre la corruption)* : p. 5007

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (II)** - (30 avril 2025) : p. 5141 et suivantes

- **Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029** - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la certification des comptes de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) (I)** - (21 mai 2025) : p. 5894 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la certification des comptes de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) (II)** - (21 mai 2025) : p. 5901

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les morts de sans-abris et la politique du logement** - (21 mai 2025) : p. 5903 et suivantes

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques** - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Examen des conclusions de la commission mixte paritaire** : p. 5914 et suivantes - **Article 2** *(Amendements de coordination ou rédactionnels)* : p. 5932 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste »** - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires du Premier ministre** - (28 mai 2025) : p. 5992 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des comptes sociaux** - (28 mai 2025) : p. 5993 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des finances publiques et des comptes sociaux** - (28 mai 2025) : p. 5997 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6552 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la filière acier française** - (18 juin 2025) : p. 6726

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes - **Article liminaire** *(Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2024)* : p. 6899 et suivantes - **Article 1er** *(Résultats du budget de l'année 2024)* : p. 6901 et suivantes - **Article 7** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2021 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6927 - **Article 8** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2022 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6928 - **Article 9** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2023 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6928

- **Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 [n° 729 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6929 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de budget pour 2026 et les conditions de leur examen** - (22 octobre 2025) : p. 7984 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures contenues dans le budget pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7987 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vie chère en outre-mer** - (22 octobre 2025) : p. 7988 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de justice fiscale dans le projet de loi de finances pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7990 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la collecte de la taxe d'aménagement** - (22 octobre 2025) : p. 7994 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mauvaise perception par l'État de la taxe d'aménagement** - (22 octobre 2025) : p. 7996

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8775 et suivantes - **Question préalable** : p. 8777 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Demande de priorité ou de réserve** : p. 8813 - **Article liminaire (supprimé)** *(État des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale)* : p. 8813 et suivantes - **Article 1er (supprimé)** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 8814 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Rectification de la contribution des régimes d'assurance maladie au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS))* : p. 8826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 998 rectifié** *(Déduction au sein de l'assiette sociale des non salariés agricoles de la provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes pour la campagne de revenus de l'année 2025)* : p. 8828 et suivantes - **Article 4** *(Renforcer les pouvoirs de recouvrement des organismes)* : p. 8829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 738 rectifié** *(Opposabilité des contrôles réalisés par une caisse, ainsi que leurs résultats, sur l'ensemble des risques)* : p. 8831 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1166 et n° 999** *(Hausse des taux de majoration appliqués au redressement de cotisations sociales en cas de récidive de travail dissimulé)* : p. 8831 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1001 et n° 802 rectifié** *(Création d'une obligation de déclaration à la charge des entreprises dont il existe des indices qu'elles pourraient être éphémères)* : p. 8834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 771 rectifié bis** *(Possibilité pour le cotisant de s'adresser à un interlocuteur désigné en cas de difficulté lors d'une vérification menée par l'Urssaf)* : p. 8837 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 202** *(Allongement à cinq ans du délai de prescription des créances sociales)* : p. 8838 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1456 rectifié et n° 1457 rectifié** *(Responsabilisation des plateformes de services à la personne en cas de manquement des prestataires en matière de déclaration ou de paiement des cotisations et contributions sociales et application avancée du mécanisme de précompte des plateformes électroniques de services à la personne)* : p. 8838 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 133 rectifié quinquies** *(Passage à 9,2 % du taux de contribution sociale généralisée (CSG) applicable aux allocations chômage, aux indemnités journalières et aux pensions de retraite et d'invalidité)* : p. 8959 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 1521** *(Augmentation de 41,7 % de la contribution sociale généralisée sur les jeux d'argent et de*

hasard, dont une fraction du produit est attribuée à la Caisse nationale d'assurance maladie) : p. 8961 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 347 rectifié, n° 1303, n° 348 et n° 1518 rectifié quater** *(Transfert de contribution sociale généralisée (CSG) de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) vers la Caisse des Français de l'étranger)* : p. 8962 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 1172** *(Suppression de l'assujettissement à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) des apprentis)* : p. 8965 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1673 et n° 928** *(Plafonnement à une fois le Pass de l'abattement de 1,75 % sur l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8966 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1648, n° 345 rectifié bis et n° 344 rectifié bis** *(Exonération de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS))* : p. 8967 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1490 et n° 1759 rectifié** *(Instauration d'une contribution sociale généralisée (CSG) progressive sur les revenus d'activité)* : p. 8970 et suivantes - **Article 8 octies (nouveau)** *(Rapport d'évaluation de la réforme de la protection sociale des indépendants réalisée par l'article 15 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2018)* : p. 8973 - **Article additionnel après l'article 8 octies - Amendement n° 1040 rectifié ter** *(Possibilité pour les travailleurs indépendants de se verser une prime défiscalisée)* : p. 8973 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 9587 et suivantes - **Article 2** *(Ajustement des dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 9589 et suivantes - **Article 3** *(Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI))* : p. 9590 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 19 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État afin de compenser la revalorisation du revenu de solidarité active (RSA) en 2025)* : p. 9593 - **État A** : p. 9594 et suivantes - **État B** *(Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général)* : p. 9606 et suivantes - **État D** *(Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre des comptes spéciaux)* : p. 9623 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 9625 - **Article liminaire (pour coordination)** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 9625 et suivantes - **État A** *(Voies et moyens pour 2025 révisés)* : p. 9627 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes - **Question préalable** : p. 9789 et suivantes

Discussion générale :

: p. 9793 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9814 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2026, prévisions d'exécution 2025 et exécution 2024)* : p. 9815 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 1er** *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* : p. 9843 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9859 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1262** *(Élargissement de la notion de résidence fiscale)* : p. 9859 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2419** *(Création d'une résidence d'attache pour les Français résidant hors de l'Union européenne)* : p. 9860 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-306 rectifié quater** *(Intégration des prestations et allocations sociales perçues dans le calcul de l'éligibilité et du montant des prestations sociales conditionnées à des ressources)* : p. 9861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1269** *(Instauration d'une option de déconjugalisation de l'impôt sur le revenu)* : p. 9862 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1354 et n° I-1355** *(Bénéfice du quotient conjugal au titre de l'impôt sur le revenu)* : p. 9863 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1255 et n° I-2065 rectifié** *(Défiscalisation des prestations compensatoires)* : p. 9864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2587 rectifié** *(Abrogation de l'exonération d'impôt sur le revenu des indemnités reçues au titre d'une rupture conventionnelle)* : p. 9870 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2123** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu à l'ensemble des marins sous pavillon français)* : p. 9870 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-861** *(Exonération d'impôt sur les revenus des professions libérales en cumul emploi-retraite)* : p. 9873 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2591 rectifié bis et n° I-603 rectifié** *(Fiscalisation des revenus de remplacement des personnes victimes d'accidents du travail)* : p. 9873 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1257, n° I-301 rectifié quater et n° I-300 rectifié quinquies** *(Fiscalisation des heures supplémentaires)* : p. 9874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1258 rectifié** *(Abrogation de la hausse du plafond de l'exonération fiscale des heures supplémentaires)* : p. 9876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2588 rectifié** *(Suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu pour les sommes perçues par les arbitres et juges sportifs)* : p. 9876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-208 rectifié ter** *(Doublement de la taxe sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité)* : p. 9877 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-209 rectifié quater** *(Modifications sur le régime applicable aux cessions d'œuvres d'art par des particuliers)* : p. 9878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-602 rectifié** *(Déductibilité de la contribution sociale généralisée (CSG) et de la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) de l'impôt sur le revenu)* : p. 9879 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-756 rectifié bis et n° I-890** *(Nombre de parts fiscales intégrées au calcul du revenu imposable)* : p. 9880 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-856, n° I-1011, n° I-1428 et n° I-1496** *(Attribution d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de contribuables célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge)* : p. 9882 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2345 et n° I-2416 rectifié** *(Prestations compensatoires pour les non-résidents)* : p. 9884 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2417 rectifié** *(Application du taux moyen d'imposition aux contribuables non-résidents)* : p. 9898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1924 et n° I-1267** *(Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus)* : p. 9899 et suivantes -

Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1268 *(Majoration du taux de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9900 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2211 et n° I-2492** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers à des organismes d'intérêt général du calcul de la contribution différentielle sur les hauts revenus (CDHR))* : p. 9901 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1922 rectifié** *(Restauration du bouclier fiscal)* : p. 9901 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1001, n° I-2401 rectifié bis, n° I-1270 et n° I-1271** *(Déconjugalisation des dettes fiscales en cas de séparation)* : p. 9904 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2679 rectifié** *(Report du calendrier d'entrée en vigueur des nouvelles modalités de collecte des informations relatives au paiement des rentes viagères)* : p. 9908 - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes p. 9944 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9948 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1843 rectifié bis** *(Abrogation des droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 9982 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-637 rectifié** *(Suppression de l'imposition de l'abandon d'usufruit)* : p. 9982 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1361** *(Introduction d'un abattement universel de 300 000 euros par bénéficiaire, au-delà duquel s'applique le barème des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) prévu à l'article 777 du code général des impôts (CGI))* : p. 9983 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1970 rectifié** *(Extension aux fonds de dotation de l'option pour le report d'imposition prévu pour les dons de titres à des fondations reconnues d'utilité publique)* : p. 9984 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-99** *(Création d'un abattement sur les donations au profit des beaux-enfants)* : p. 9985 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2131 et n° I-1316** *(Plafonnement de l'abattement de 20% applicable à la résidence du défunt pour le calcul des droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 9985 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-822 rectifié bis** *(Exonération des droits de mutation à titre gratuit (DMTG) jusqu'à 500 000 euros pour les successions en ligne directe pour la transmission d'un logement à l'usage de résidence principale)* : p. 9986 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1359, n° I-652 et n° I-1747** *(Imposition des plus-values latentes sur les transmissions)* : p. 9989 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1197** *(Défiscalisation des dons des grands-parents pour abonder les PER de leurs petits-enfants)* : p. 9991 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1360, n° I-1357 et n° I-1356** *(Alignement de la taxation des produits d'assurance-vie au moment de la succession sur les droits de succession)* : p. 9991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-764 rectifié** *(Exonération supplémentaire de 15% en cas de conservation des titres et parts de la société pendant une durée de huit ans dans le cadre du pacte Dutreil)* : p. 10010 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1329** *(Prise en compte pendant huit ans de la valeur vénale des titres au jour de la transmission après application de l'exonération Dutreil de 75 % des biens transmis dans le calcul des plus-values de cession)* : p. 10011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1533 rectifié bis et n° I-1534 rectifié bis** *(Porter de deux à trois ans avant ou après la cession d'une entreprise le délai pour faire valoir ses droits à la retraite tout en bénéficiant de l'exonération des plus-values de cession pour tout fonds de commerce)* : p. 10012 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1535 rectifié bis** *(Exonération des plus-values sur les cessions d'officines pharmaceutiques dès lors que le cédant procède, sous trois ans, à un réinvestissement d'au moins 30 % de cette plus-value dans l'officine cédée)* : p. 10012 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1993 rectifié** *(Ajustement du régime de l'apport-cession)* : p. 10013 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1395, n° I-1312, n° I-429, n° I-1313, n° I-1314, n° I-1315 rectifié, n° I-1396, n° I-1503, n° I-243 rectifié, n° 428, n° I-244 rectifié et n° I-191 rectifié** *(Prélèvement forfaitaire unique)* : p. 10013 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-691 rectifié, n° I-1455 rectifié, n° I-1363 et n° I-1454** *(Fiscalité du rachat de leurs actions par les entreprises)* : p. 10033 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-2585 rectifié** *(Modification du taux de la taxe sur les rachats d'actions en cas d'affectation des actions rachetées aux salariés de l'entreprise)* : p. 10035 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2526 rectifié ter et n° I- 2527 rectifié ter** *(Remplacement de la taxe sur les rachats d'actions par une majoration d'un cinquième de l'imposition des bénéfices des entreprises procédant à des rachats d'actions)* : p. 10036 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2670 rectifié et n° I-2364 rectifié bis** *(Droits de mutation sur les crypto-actifs)* : p. 10040 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-251 rectifié** *(Création d'un compte courant rémunéré populaire)* : p. 10042 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1495** *(Suppression des avantages fiscaux accordés aux versements réalisés par le titulaire d'un plan d'épargne retraite à compter de l'âge de 70 ans)* : p. 10043 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-158 rectifié** *(Extension de trois à cinq ans de la période de référence permettant à un contribuable de recourir à la fraction non utilisée du plafond de déduction des versements volontaires réalisés sur un plan d'épargne retraite)* : p. 10043 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1292 et n° I-395** *(Soumission à l'impôt sur le revenu des sommes perçues au titre d'un plan d'épargne retraite (PER) au décès du souscripteur)* : p. 10044 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1429** *(Abrogation du plan d'épargne avenir climat (PEAC))* : p. 10046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1319, n° I-1388 et n° I-1497** *(Rétablissement de l'exit tax dans sa version antérieure à la loi de finances pour 2019)* : p. 10047 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1311 et n° 2509 rectifié ter** *(Doublement des délais de dégrèvement de l'exit tax)* : p. 10050 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-399 rectifié bis** *(Ajustement du régime de l'apport-cession)* : p. 10051

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-255 rectifié, n° I-370 rectifié octies, n° 589 rectifié ter et n° 2388 rectifié ter** *(Exonération de charges sociales portant sur le différentiel entre*

l'indemnité perçue au titre de l'abattage des animaux affectés à la reproduction d'un cheptel et la valeur nette à l'actif de ces animaux) : p. 10348 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-586 rectifié bis** *(Diminution, de 70 % à 50 %, de la part imposable de la déduction pour épargne de précaution (DEP))* : p. 10348 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2393 rectifié bis** *(Restriction des situations dans lesquelles l'éventuel excédent du bénéfice de l'année, établi par rapport à la moyenne triennale, est imposé au taux marginal d'imposition du revenu global de l'exploitant agricole)* : p. 10349 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-221 rectifié et n° I-590 rectifié** *(Exclusion de toute cession d'éléments de l'actif immobilisé dans l'appréciation des recettes permettant de bénéficier éventuellement des exonérations de plus-value de cession)* : p. 10349 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-180 rectifié bis** *(Instauration d'une réduction d'impôt sur le revenu visant à inciter l'investissement privé dans l'activité agricole)* : p. 10357 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-573 rectifié et n° I-2490 rectifié bis** *(Crédit d'impôt pour la stérilisation des chiens et des chats)* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1857 rectifié bis** *(Exclusion du crédit d'impôt « opérations forestières » du cumul possible de certains avantages fiscaux, actuellement plafonné à 10 000 euros, mentionnés à l'article 200-0 A du code général des impôts (CGI))* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1858 rectifié bis** *(Augmentation de 240 % des plafonds de prise en compte dans le calcul du bénéfice du crédit d'impôt « opérations forestières »)* : p. 10363 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1080 rectifié** *(Suppression de la surface minimale de parcelle forestière ouvrant droit au crédit d'impôt « opérations forestières »)* : p. 10363 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1401 et n° I-775** *(Majoration (de 25 à 40 %) du taux du crédit d'impôt « opérations forestières » pour des pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité)* : p. 10364 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2115 rectifié et n° I-776** *(Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois à des critères de résidence)* : p. 10364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-753** *(Restriction de l'accès au crédit d'impôt applicable au titre d'investissements forestiers pour les travaux sylvicoles intervenant à la suite d'une coupe rase)* : p. 10366 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1081 rectifié bis** *(Majoration de 33 % du crédit d'impôt pour les investissements sylvicoles)* : p. 10366 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1237 et n° I-1636 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les exploitants agricoles inscrits, dans les cinq années qui précèdent leur âge légal de départ à la retraite, au répertoire départemental unique des installations-transmissions)* : p. 10367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-778** *(Création d'un crédit d'impôt visant à inciter les agriculteurs à se former aux pratiques alternatives à l'usage des produits phytosanitaires)* : p. 10370 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-781** *(Restriction du bénéfice des droits forfaitaires d'enregistrement pour les cessions de parts de groupements agricoles)* : p. 10370 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-782** *(Modification des baux éligibles au « Dutreil agricole »)* : p. 10371 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1896** *(Réduction de l'avantage fiscal attaché au dispositif forestier « Sérot-Monichon »)* : p. 10371 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 10372 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1513 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) des bâtiments qui servent exclusivement et concomitamment à la culture et à la vente de produits horticoles)* : p. 10374 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-179 rectifié ter** *(Doublement de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les terrains agricoles non cultivés)* : p. 10374 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-555 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière pour les bâtiments agricoles à usage mixte sur le territoire de la collectivité de Corse)* : p. 10375 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-348 rectifié, n° I-1372 rectifié bis, n° I-1536 rectifié bis, n° I-1856 rectifié bis et n° I-2358** *(Majoration de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les exploitants agricoles)* : p. 10375 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1635 rectifié** *(Instauration de nouvelles modalités de dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) pour les jeunes agriculteurs)* : p. 10376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2275 et n° I-1212 rectifié** *(Rétrocession de terres à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) de Guyane)* : p. 10377 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1244 rectifié et n° I-1508 rectifié bis** *(Instauration d'une taxe à l'import de produits forestiers ou agricoles non durables)* : p. 10380 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1558** *(Création d'une taxe de 95 % sur le chiffre d'affaires moyen des élevages de saumons à système de recirculation en circuit fermé)* : p. 10381 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1031 rectifié ter** *(Création d'un crédit d'impôt pour dépenses de travaux réalisés en application des obligations légales de débroussaillement)* : p. 10383 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2402 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt sur les recettes provenant d'activités relevant du commerce équitable)* : p. 10384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1215 rectifié, n° I-1852 rectifié, n° I-2537 rectifié quater et n° I-2608 rectifié quater** *(Faculté pour les départements de relever le taux de la taxe additionnelle à la taxe de séjour de 10 % à 30 %)* : p. 10390 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1058 et n° 2476 rectifié** *(Créer une taxe additionnelle à la taxe de séjour pour financer les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10391 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-449 rectifié bis** *(Introduction d'une possibilité pour les collectivités d'outre-mer de majorer le taux de la taxe de séjour des recettes complémentaires pour contribuer au financement des conséquences négatives majeures sur le tourisme des évènements environnementaux et climatiques)* : p. 10392 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1584 rectifié bis** *(Clarification des règles de collecte et de reversement de la taxe de séjour par les professionnels)* : p. 10392 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2306 rectifié, n° I-477 rectifié bis et n° I-2335** *(Montant des taxes de séjour et renforcement des prérogatives des communes en la matière)* : p. 10394 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 -**

Amendement n° I-695 rectifié *(Création d'une taxe de séjour forfaitaire pour les croisiéristes)* : p. 10396 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-478 rectifié bis** *(Permettre aux communes qui le souhaitent de mettre en œuvre, à titre expérimental et pour une durée de deux ans à compter du 1er janvier 2026, un tarif proportionnel de la taxe de séjour et de la taxe de séjour forfaitaire)* : p. 10397 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 12 - Amendements n° I-183 rectifié bis, n° I-1760, n° I-2309, n° I-2371 rectifié bis et n° I-2382 rectifié bis** *(Élargissement du bénéfice du prêt à taux zéro à tous les acquéreurs d'un logement ancien dans le cadre d'un bail réel solidaire)* : p. 10398 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-298 rectifié et n° I-1283** *(Élargissement du champ du bail réel solidaire aux ménages éligibles au logement locatif intermédiaire)* : p. 10400 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-681 rectifié et n° I-2288 rectifié** *(Exonération de taxe de publicité foncière et de droits d'enregistrement pour les acquisitions d'immeubles effectuées par les organismes de foncier solidaire)* : p. 10401 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2292 rectifié et n° I-2293 rectifié** *(Taux de la participation de l'employeur à l'effort de construction (PEEC))* : p. 10402 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-571 rectifié bis, n° I-1398 rectifié, n° I-1835 rectifié, n° I-2017 rectifié ter, n° I-2322 rectifié et n° I-2365 rectifié quater** *(Participation au Fonds national des aides à la pierre (FNAP) des bailleurs à hauteur de 275 millions d'euros)* : p. 10403 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1866 rectifié et n° I-2463 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises construisant des logements pour leurs travailleurs saisonniers)* : p. 10404 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-692, n° I-1335 rectifié et n° I-1557** *(Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC))* : p. 10405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2296** *(Création d'une taxe sur les opérateurs de plateformes en ligne intervenant sur le marché de la location)* : p. 10407 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671** *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1416 et n° I-1757** *(Rehaussement de 30 % à 50 % du taux d'abattement dans le régime micro-foncier)* : p. 10423 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2302** *(Suppression de la qualification de bénéfices industriels et commerciaux des revenus issus de la location de meublés)* : p. 10424 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1417, n° I-2304, n° I-476 rectifié, n° I-1512 rectifié ter et n° I-2448** *(Imposition des locations meublées non professionnelles)* : p. 10424 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-491 rectifié sexies, n° I-720 rectifié, n° I-870 rectifié ter et n° I-1407 rectifié** *(Octroi, jusqu'en 2029, du bénéfice du classement « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux communes anciennement zones de revitalisation rurale (ZRR) ne remplissant pas les critères FRR)* : p. 10425 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-576 rectifié** *(Modification de la faculté préfectorale de rattrapage en zone France Ruralité Revitalisation (FRR) à l'échelle des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) ruraux)* : p. 10428 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-550 rectifié quater** *(Ouvrir les avantages des zones ruralités revitalisation (ZRR) et « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux médecins qui exercent au-delà de l'âge légal de départ à la retraite)* : p. 10429 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1693** *(Exclusion des professionnels de santé du bénéfice des avantages relatifs à l'installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur)* : p. 10429 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-696 et n° I-2291** *(Conditionnement de l'exonération des plus-values immobilières à une durée minimale de détention de cinq ans en tant que résidence principale)* : p. 10448 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1763 et n° I-2287** *(Prolongation pendant deux ans des exonérations sur les plus-values en cas d'engagement en faveur de la production de logements sociaux)* : p. 10449 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-187 rectifié bis** *(Soumission à l'impôt sur le revenu des fractions de plus-values immobilières excédant un seuil de 50 % du prix d'acquisition)* : p. 10450 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-186 rectifié bis, n° I-380 et n° I-649** *(Imposition sur les plus-values immobilières élevées)* : p. 10450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1286** *(Suppression de l'abattement pour durée de détention applicable aux plus-values de cession immobilières)* : p. 10454 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2553 rectifié et n° I-2652 rectifié bis** *(Prise en compte des revenus tirés de l'étranger dans l'appréciation des critères permettant de bénéficier du statut de loueur non professionnel)* : p. 10454 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1762** *(Prorogation de deux ans d'un abattement sur certaines plus-values immobilières ou issues de la vente de terrains à bâtir)* : p. 10455 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1362** *(Création d'un taux d'abattement à 75 % sur les plus-values de cession immobilières pour les ventes lorsque le cessionnaire s'engage à consacrer au moins 25 % de la surface habitable du programme à des logements sociaux ou intermédiaires)* : p. 10455 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2303 rectifié** *(Exonération de taxe sur les bureaux des locaux faisant l'objet d'un engagement de transformation en logement dans les quatre ans)* : p. 10455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1277 rectifié bis** *(Suppression de la possibilité d'exclure les biens mobiliers de l'assiette du droit d'enregistrement lors de la cession d'un bien immobilier)* : p. 10456 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-804 rectifié ter** *(Baisse des droits d'enregistrement pour les entreprises solidaires d'utilité sociale)* : p. 10457 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-97 rectifié quinquies, n° I-213 rectifié ter, n° I-234 rectifié quater, n° I-892 rectifié sexies, n° I-1307 rectifié bis, n° I-1323 rectifié bis, n° I-1837 rectifié quater, n° I-1324 rectifié, n° I-1758, n° I-1759, n° I-2559 rectifié bis, n° I-474 rectifié bis, n° I-475 rectifié bis, n° I-2193, n° I-2191, n° I-1766, n° I-623 rectifié ter et n° I-624 rectifié bis** *(Définition des gîtes ruraux et accroissement des seuils d'éligibilité au micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pour les gîtes et les chambres d'hôtes)* : p. 10457 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1666 rectifié et n° I-1278** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2028 de la réduction d'impôt Denormandie pour investissement locatif avec travaux)* : p. 10468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2298** *(Instauration d'une taxe annuelle sur les compléments de loyers dans les zones soumises à l'encadrement)* : p. 10469 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-292 rectifié bis** *(Élargissement à 7 ans du délai de l'engagement de revente pendant lequel une personne assujettie est exonérée de droits de mutation)* : p. 10470 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2307 rectifié** *(Création d'une contribution progressive sur les terrains constructibles volontairement laissés sans projet)* : p. 10470 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-609 rectifié quater** *(Création d'une taxe sur les terrains viabilisés non bâtis)* : p. 10471 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1330 rectifié** *(Institution d'une taxe sur les transactions immobilières d'immeubles de haut standing)* : p. 10471 - **Article additionnel après l'article 12 -**

Amendement n° I-2489 rectifié bis *(Recréation du versement pour sous-densité en le rendant obligatoire)* : p. 10472 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2046 rectifié, n° I-1869 et n° I-2368 rectifié bis** *(Extension du prêt à taux zéro en outre-mer aux logements anciens)* : p. 10472 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-527 rectifié, n° I-1281, n° I-1765 et n° I-2367 rectifié ter** *(Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro)* : p. 10473 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1802 rectifié ter** *(Possibilité d'accéder au prêt à taux zéro, sans être un primo-accédant, pour les personnes ayant la charge d'au moins trois enfants)* : p. 10475 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2459 rectifié** *(Augmentation des avantages de l'éco-prêt à taux zéro (éco-PTZ))* : p. 10475 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1036 rectifié bis, n° I-1040 rectifié quater, n° I-1549 rectifié quinquies, n° I-1593 rectifié bis, n° I-1610, n° I-1737 rectifié bis et n° I-2404 rectifié quater** *(Prolongation à 2027 de la possibilité d'imputer les déficits fonciers sur le revenu global à hauteur de 21 400 euros pour des dépenses de rénovation énergétique)* : p. 10476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1134 rectifié ter** *(Application pendant une durée de 5 ans du taux réduit à 0,70 % de taxe de publicité foncière ou de droit d'enregistrement pour l'achat d'un bien immobilier avec rénovation en centre-bourg des communes situées en zone peu dense)* : p. 10477 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2555 rectifié** *(Réduction de moitié de l'exonération de taxe foncière dont bénéficient les logements sociaux)* : p. 10477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1755, n° I-2308 et n° I-2374 rectifié bis** *(Prolongation jusqu'à la fin de 2028 du bénéficie de l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les opérations de logements locatifs sociaux)* : p. 10478 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2290 rectifié** *(Transformation du dispositif d'investissement locatif « Loc'Avantages » en crédit d'impôt et prolongation jusqu'en 2030)* : p. 10479 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1220 rectifié** *(Réduction d'impôt pour l'investissement locatif dans le secteur du Fort des Têtes à Briançon)* : p. 10480 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-2239** *(Création d'une taxe annuelle sur les aéronefs d'affaires possédés ou utilisés par les sociétés)* : p. 10523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-2456** *(Création d'une taxe sur les sièges vides dans les avions)* : p. 10524 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-416 rectifié, n° I-1722 rectifié bis, n° I-2321, n° I-758 rectifié bis, n° I-2407, n° I-498 rectifié bis, n° I-2207 rectifié ter, n° I-2240, n° I-2073 rectifié bis, n° I-123 rectifié, n° I-121 rectifié, n° I-122 rectifié, n° I-124 rectifié, n° I-323 rectifié bis et n° I-1540 rectifié bis** *(Taxe de solidarité sur les billets d'avion)* : p. 10524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-106 rectifié bis, n° I-894 et n° I-679** *(Exonération de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) pour les résidents de Corse et d'outre-mer)* : p. 10533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-597 rectifié et n° I-2520 rectifié bis** *(Exonérer de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) les vols de moins de 150 000 passagers par an qui assurent des liaisons aériennes soumises à obligation de service public)* : p. 10534 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-846 rectifié, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1949 rectifié bis et n° I-2575** *(Création d'une nouvelle classe d'aéroports dont le trafic est inférieur à un million de passagers par an et qui ne serait pas concernée par le transfert du solde déficitaire de ses missions de sûreté et de sécurité aéroportuaire au nouvel exploitant)* : p. 10536 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1064** *(Affecter 150 millions d'euros de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) au budget annexe « contrôle et exploitation aériens » (BACEA) pour financer les projets de recherche en matière de décarbonation du secteur aérien)* : p. 10537 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1293, n° I-1294 et n° I-446 rectifié** *(Taxe sur le transport aérien de marchandises)* : p. 10537 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1686 rectifié bis** *(Instauration d'un barème de nuit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 10539 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-110 rectifié** *(Prévoir que le seuil de 120 millions d'euros prévu par la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance soit apprécié à l'échelle de chaque infrastructure)* : p. 10539 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1776** *(Exclure de l'assiette de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance les contreparties obtenues auprès des usagers des infrastructures de transport pour la couverture des charges prévisionnelles de cette taxe)* : p. 10540 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1853 rectifié et n° I-2151** *(Affectation d'un tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance aux départements)* : p. 10540 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-417 rectifié bis, n° I-2078 rectifié ter, n° I-499 rectifié, n° I-1685 rectifié bis, n° I-225 rectifié et n° I-1061 rectifié** *(Suramortissement pour le renouvellement des flottes des compagnies aériennes)* : p. 10541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-421 rectifié bis, n° I-2076 rectifié bis et n° I-1063** *(Donner un effet rétroactif au crédit d'impôt en faveur de l'incorporation de carburants d'aviation durables)* : p. 10546 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1403** *(Précision visant à sécuriser la mise en œuvre du crédit d'impôt en faveur de l'incorporation de carburants d'aviation durables)* : p. 10546 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-2475, n° I-2224 et n° I-10** *(Majoration du montant des recettes issues des mises aux enchères de quotas carbone aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10547 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1967 rectifié ter, n° I-842 rectifié, n° I-1645 et n° I-1065** *(Utilisation des recettes issues de la mise aux enchères de quotas carbone)* : p. 10548 et suivantes - **Article 16** *(Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergie renouvelable dans les transports)* : p. 10550 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1150 rectifié bis, n° I-2493 rectifié et n° I-2580 rectifié ter** *(Clarification de l'exclusion du carburant alkylate du champ d'application de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-978 rectifié bis et n° I-1409 rectifié** *(Augmentation, de 2 à 3, du multiplicateur applicable à l'hydrogène renouvelable et extension de ce multiplicateur à l'hydrogène bas-carbone)* : p. 10556 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-971 rectifié, n° I-1190 rectifié bis, n° I-1577 rectifié bis, n° I-1687 rectifié et n° I-1842 rectifié ter** *(Extension aux fournisseurs d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone de la possibilité d'émettre des droits à minoration des objectifs fiscaux dans le cadre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10556 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-210 rectifié quater et n° I-606 rectifié ter** *(Divers ajustements de la taxe annuelle sur les engins maritimes à usage personnel (TAEMUP))* : p. 10557 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-252 rectifié ter, n° I-683, n° I-2473 et n° I-2225 rectifié** *(Taxe sur les billets de croisière ou la location de yachts)* : p. 10559 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1465 rectifié** *(Création d'une taxe sur les yachts)* : p. 10563 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2259 rectifié, n° I-956 rectifié bis, n° I-564 rectifié bis et n° I-2712** *(Majoration des taux applicables aux petites et moyennes entreprises (PME) dans le cadre du dispositif de suramortissement en faveur des navires verts)* : p. 10563 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1188 rectifié** *(Élargissement aux agriculteurs du dispositif de suramortissement pour*

l'acquisition d'engins non routiers neufs à faibles émissions) : p. 10565 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2361 rectifié ter, n° I-201 rectifié quater, n° I-1932 rectifié ter, n° I-1664 rectifié et n° I-2406 rectifié bis** *(Prolonger d'un an le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge bidirectionnelles)* : p. 10565 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-2455** *(Création d'une taxe sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux excédant 2 500 mètres carrés)* : p. 10567 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-705 rectifié, n° I-1051 rectifié et n° I-2474** *(Prolonger la possibilité pour les employeurs de contribuer à hauteur de 75 % à la prise en charge des abonnements de transport de leurs salariés)* : p. 10568 et suivantes - **Article 17** *(Mesures diverses de correction, clarification et coordination en matière de fiscalité sectorielle)* : p. 10569 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2249** *(Création d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition de vélos cargos professionnels)* : p. 10573 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2583 rectifié bis** *(Accélération du remboursement de TVA au profit des opérateurs de détaxe)* : p. 10574 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2678 rectifié** *(Transfert des créances juridictionnelles à la Direction générale des finances publiques (DGFIP))* : p. 10574 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-2162** *(Relèvement du taux de prélèvement sur les paris sportifs)* : p. 10575 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1037** *(Pérennisation des clubs de Jeux de Paris)* : p. 10575 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1586 rectifié** *(Contribution de 13,7 % prélevée sur tous les gains de jeux de hasard et d'argent d'un montant supérieur ou égal à 1 500 euros)* : p. 10576 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1554** *(Instauration d'un prélèvement complémentaire de 0,3 % sur le produit brut des jeux)* : p. 10577 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1207 rectifié** *(Contribution sur les revenus virtuels de type « coffre à butin »)* : p. 10577 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-2428 rectifié bis** *(Alignement de la fiscalité applicable au pécule des rugbymen)* : p. 10577 et suivantes - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1571 rectifié ter** *(Création d'une nouvelle redevance de l'eau pour la solidarité entre les bassins)* : p. 10589 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-2236 rectifié, n° I-1426, n° I-678 et n° I-786** *(Redevances pour pollution)* : p. 10591 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1135 rectifié bis** *(Instauration d'une redevance pour refroidissement industriel conduisant à une non-restitution)* : p. 10593 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-371 rectifié sexies, n° 1189 rectifié et n° I-1427 rectifié bis** *(Exonération de la redevance pour prélèvement de la ressource en eau pour la production d'énergie osmotique)* : p. 10593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-2234 rectifié et n° I-2319 rectifié bis** *(Redevances pour pollution liée aux micropolluants)* : p. 10594 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-682** *(Mise en place d'une taxe sur les bouteilles en plastique de petit format)* : p. 10623 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-685** *(Nouveau taux de la taxe sur la vente des produits phytopharmaceutiques)* : p. 10623 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-954 rectifié quater et n° I-1010 rectifié** *(Augmentation de la taxe sur les produits phytopharmaceutiques)* : p. 10624 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-2502 rectifié, n° I-1824 rectifié, n° I-988 rectifié ter, n° I-620 rectifié, n° I796 rectifié et n° I-950 rectifié** *(Moyens de contrôle des éco-organismes sur les entreprises)* : p. 10625 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-611 rectifié quater** *(Taxe en amont pour les produits textiles)* : p. 10629 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-1345 rectifié quater, n° I-2252 rectifié, n° I-694, n° I-1106 rectifié bis, n° I-1545 rectifié, n° I-1107 rectifié bis et n° I-2484** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont)* : p. 10629 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-194 rectifié, n° I-1108 rectifié bis, n° I-2232, n° I-1109 rectifié bis et n° I-2485** *(Mise en place d'une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) pour les éco-organismes qui n'atteignent pas leurs objectifs)* : p. 10633 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-544 rectifié** *(Affectation de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) perçue en Corse à la Corse)* : p. 10635 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2237** *(Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur les substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées)* : p. 10635 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1125 rectifié** *(Abattement de 30 % sur la taxe sur les activités polluantes (TGAP) pour les territoires ruraux)* : p. 10635 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2235** *(Affectation de taxe sur les activités polluantes (TGAP) pour les « territoires performants »)* : p. 10636 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1242 rectifié bis** *(Taxe sur l'importation d'espèces protégées)* : p. 10636 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1466** *(Création d'une taxe sur les jets privés en fonction de leurs émissions de CO2)* : p. 10637 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2454** *(Création d'un crédit d'impôt pour les dépenses de réparation engagées pour certains biens)* : p. 10638 - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article 22 (suite)** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-2396** *(Création d'une taxe sur les livraisons de biens opérées par certaines plateformes numériques de vente en ligne)* : p. 10650 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2572 rectifié bis** *(Création d'une taxe perçue sur la vente au détail de protoxyde d'azote destiné à un usage autre que médical ou professionnel)* : p. 10677 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° I-2573 rectifié et n° I-2574** *(Création d'une taxe sur la publicité sur l'alcool)* : p. 10679 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2256 rectifié** *(Exonération du rhum transporté sur des bateaux à voile depuis les outre-mer)* : p. 10680 et suivantes - **Article 24** *(Évolution de la taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande)* : p. 10681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1208** *(Taxe sur la publicité diffusée dans les jeux vidéo)* : p. 10683 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1350 rectifié, n° I-1662 rectifié et n° I-1402 rectifié ter** *(Extension de l'abattement de taxe sur la publicité télévisuelle pour les plus gros diffuseurs)* : p. 10684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1663 rectifié** *(Diminution du taux de la taxe sur la publicité télévisuelle)* : p. 10685 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2442 rectifié** *(Dispositif de lissage pour les revenus tirés de droits d'auteurs)* : p. 10686 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-937** *(Prorogation du crédit d'impôt pour la production d'œuvres d'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants)* : p. 10686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-16** *(Rationalisation de l'assiette et des taux des crédits d'impôt « cinéma » et « audiovisuel »)* : p. 10687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2439 rectifié bis** *(Hausse du taux du crédit d'impôt cinéma pour les productions de films à l'outre-mer)* : p. 10688 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1689 rectifié quater, n° I-2206 rectifié bis, n° I-2330, n° I-2334, n° I-2433 rectifié bis et n° I-2546 rectifié bis** *(Doublement du plafond du crédit d'impôt audiovisuel pour les œuvres d'animation)* : p. 10689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2438 rectifié** *(Exclusion du crédit d'impôt cinéma pour les entreprises dans laquelle ont exercé des auteurs de violences sexistes et sexuelles)* : p. 10690 - **Article additionnel après l'article 24 -**

Amendement n° I-2171 *(Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales)* : p. 10690 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-800 rectifié bis** *(Extension du bénéfice du crédit d'impôt international aux dépenses exposées après la date à laquelle ce crédit d'impôt est borné (clause « grand-père »))* : p. 10693 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2016 rectifié quinquies, n° I-2331 rectifié, n° I-2336 rectifié, n° I-2343 rectifié ter, n° I-2447 rectifié et n° I-2548 rectifié bis** *(Modification du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10693 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1526** *(Extension du crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques et de cirque)* : p. 10695 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2444 rectifié** *(Hausse du crédit d'impôt pour les spectacles en outre-mer)* : p. 10695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2437 rectifié bis, n° I-1295 rectifié ter, n° I-1527 et n° I-2359 rectifié** *(Conditions d'obtention de déductions fiscales pour les entreprises mécènes dans le domaine artistique)* : p. 10696 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-901 rectifié, n° I-284 rectifié bis et n° I-2166** *(Taxe sur le streaming musical)* : p. 10697 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-830 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt pour l'indépendance des médias)* : p. 10697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2436 rectifié bis** *(Crédit d'impôt au titre des prêts à taux zéro destinés à l'acquisition d'œuvres originales d'artistes vivants)* : p. 10698 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2676** *(Exonération de taxe sur les conventions d'assurance (TSCA) des contrats d'assurance de groupe souscrits au profit d'agents de la fonction publique hospitalière au titre d'une protection sociale complémentaire couvrant le risque de prévoyance)* : p. 10698 et suivantes - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1469** *(Exonération de TVA des 14,6 premiers mètres cubes d'eau)* : p. 10700 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-391 rectifié bis** *(Application du taux normal de TVA de 20 % à la fourniture des prothèses dentaires fabriquées en dehors de l'Union européenne)* : p. 10701 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-54 rectifié ter** *(Application du taux normal de TVA de 20 % à l'importation des prothèses dentaires)* : p. 10701 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1470** *(Exonération de TVA pour les achats de denrées par les associations d'aide alimentaire)* : p. 10702 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1318 rectifié quater, n° I-1606 rectifié ter et n° I-1950 rectifié bis** *(Exonération de TVA pour les services rendus à leurs adhérents par les syndicats de communes)* : p. 10702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2295, n° I-1530 rectifié bis, n° I-1782 et n° I-2294 rectifié** *(TVA des prestations d'hébergement)* : p. 10703 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1532 rectifié ter** *(Collecte de la TVA sur les meublés de tourisme par l'intermédiaire des opérateurs de plateforme)* : p. 10705 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2683** *(Suppression du dispositif d'exclusion du droit à déduction de la TVA concernant les dépenses pour des publicités)* : p. 10705 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-961 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % aux billets de train pour le transport des voyageurs)* : p. 10706

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 165 (2025-2026)]** - (3 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 10937 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévision de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques pour l'année 2025)* : p. 10937 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 48 et état A** *(Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)* : p. 11164 et suivantes - **Demande de seconde délibération** : p. 11164 et suivantes - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 septies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11200 et suivantes - **Article 48** *(Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)* : p. 11223 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2026, prévisions d'exécution 2025 et exécution 2024)* : p. 11241 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11648 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11655 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2025) - **État D** : p. 11656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendement n° II-1393** *(Obligation de justifier de la résidence sur le territoire national pour bénéficier de la majoration d'une pension de réversion au niveau du minimum vieillesse)* : p. 11657 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1394 et n° II-1442** *(Activation du bénéfice de la campagne double pour les pensions militaires liquidées avant le 30 juin 2024)* : p. 11658 - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1397 et n° II-1443** *(Possibilité d'actualiser le calcul des pensions des ouvriers des parcs et ateliers (OPA) ayant opté pour l'intégration dans la fonction publique territoriale à la nouvelle classification entrée en vigueur en 2019)* : p. 11658 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11667 et suivantes

Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11674 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12617 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 12620 et suivantes - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 54** *(Plafonds des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 12991 et suivantes - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article 58** *(Majoration des plafonds de report de crédits de paiement)* : p. 13002 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 59 - Amendement n° II-255 rectifié quater *(Répartition du produit communal de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) « nucléaire ou thermique » au prorata des surfaces d'emprise)* : p. 13006 - **Article 60** *(Garantie de l'État au bénéfice du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (Cojop) des Alpes 2030)* : p. 13006 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-155 rectifié** *(Réforme de la répartition de la redevance des sociétés de course hippique)* : p. 13008 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-2306** *(Prolongation jusqu'en 2035 du régime de garantie à l'export en faveur des chantiers navals)* : p. 13008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-2335** *(Minoration des plafonds de garantie de l'État à des emprunts de Bpifrance au secteur agricole avec, en parallèle, élargissement et prorogation d'un an du dispositif)* : p. 13009 - **Article 62** *(Sécurisation des prêts et dispositions relatives au financement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie)* : p. 13009 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-977 et n° II-2330** *(Accorder la garantie de l'État aux emprunts contractés par AgroParisTech au titre du financement du projet de regroupement de ses sites franciliens)* : p. 13010 - **Article 63** *(Souscription et augmentation de la part de la France au capital autorisé du Mécanisme européen de stabilité (MES))* : p. 13010 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1849** *(Ajustement relatif à l'affectation aux autorités organisatrices de la mobilité d'une fraction du produit des mises aux enchères de quotas carbone)* : p. 13011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1764 rectifié, n° II-1077 rectifié, n° II-110, n° II-1475, n° II-1474 et n° II-608 rectifié** *(Répartition de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) éolien ou photovoltaïque)* : p. 13012 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1199 rectifié et n° II-374** *(Répartition de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (Ifer) au sein du bloc communal (installation de transformateurs électriques))* : p. 13016 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-745 rectifié bis** *(Perception des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour les communes entre 3 500 et 4 999 habitants)* : p. 13016 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2325 rectifié** *(Transmission au Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC) d'informations fiscales ayant trait aux contestations portant sur les taxes affectées au CNC)* : p. 13017 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-305, n° II-1708 et n° II-1807** *(Perception de la fraction de TVA « taxe d'habitation sur les résidences principales » (THRP) pour les communes-communautés)* : p. 13017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1712** *(Intégration du prélèvement sur recettes finançant la compensation de la baisse des valeurs locatives des établissements industriels (PSR VLEI) dans la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) reversées à un syndicat mixte)* : p. 13018 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2131 et n° II-2336** *(Création d'un régime d'assurance contre les risques résultant des émeutes)* : p. 13019 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2307** *(Harmonisation du régime de sanction applicable aux gestionnaires publics quel que soit leur mode de rémunération)* : p. 13022 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2309** *(Pérennisation du dispositif de rupture conventionnelle dans la fonction publique et ajustements techniques)* : p. 13023 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-2329** *(Allongement de la durée maximale du congé pathologique prénatal pour les femmes enceintes dans la fonction publique de deux à trois semaines)* : p. 13024 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2204 et n° II-2305** *(Autorisation d'un abandon de créances sur la société Air France-KLM pour un montant de 728 M€)* : p. 13025 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-697, n° II-1051 rectifié bis et n° II-1050 rectifié** *(Dispositions diverses sur l'annexe budgétaire « Opérateurs » (jaune budgétaire) et sur la transmission du rapport d'activité de ces derniers)* : p. 13026 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-979 rectifié bis** *(Publication de la somme des dix plus importantes rémunérations brutes totales pour chaque autorité administrative indépendante et autorité publique indépendante)* : p. 13028 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2282 et n° II-2251** *(Création d'une annexe générale au projet de loi de finances (« jaune budgétaire ») dédiée aux aides publiques aux entreprises)* : p. 13028 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1787** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Italie)* : p. 13030 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1788** *(Demande de rapport sur la double imposition des retraités français résidant en Thaïlande)* : p. 13030 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 13031

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II)** - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV)** - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (V)** - (17 décembre 2025) : p. 13185 et suivantes

- **Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement** - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13347 et suivantes p. 13349 et suivantes

---

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la Commission nationale du patrimoine et de l'architecture jusqu'au 17 novembre 2025.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Engagements financiers de l'État **[n° 743 tome 2 annexe 13 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Sur les enjeux associés à la structure de détention de la dette de l'État **[n° 902 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Engagements financiers de l'État **[n° 139 tome 3 annexe 12 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Engagements financiers de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des finances) :* « Solutions hors marché, grand emprunt national : des modes de financement à envisager pour notre dette publique ? » - Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, économiste et seconde sous-gouverneure de la Banque de France, MM. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor, Benjamin Lemoine, sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO - université Paris-Dauphine), et Éric Monnet, économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Délivrance des visas - Communication.

Contrôle budgétaire - Enjeux associés à la structure de détention de la dette de l'État - Communication.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État » - Comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Questions diverses.

Réunion du vendredi 28 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État », et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Engagements financiers de l'État

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 218 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre Clermont-Ferrand et Paris - (2 avril 2025) : p. 4465 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de lutte contre la fraude aux arbitrages de dividendes - (25 juin 2025) : p. 7078 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-306 rectifié quater** *(Intégration des prestations et allocations sociales perçues dans le calcul de l'éligibilité et du montant des*

prestations sociales conditionnées à des ressources) : p. 9861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1924 et n° I-1267** *(Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus)* : p. 9899 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1319, n° I-1388 et n° I-1497** *(Rétablissement de l'exit tax dans sa version antérieure à la loi de finances pour 2019)* : p. 10047 et suivantes - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2126, n° I-2127 et n° I-703 rectifié** *(Assujettissement à la taxe sur les surfaces commerciales)* : p. 10145 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1310 rectifié quater** *(Majoration exceptionnelle de la réduction d'impôt pour les dons effectués au profit de la restauration du château de Chambord)* : p. 10329 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-186 rectifié bis, n° I-380 et n° I-649** *(Imposition sur les plus-values immobilières élevées)* : p. 10450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-417 rectifié bis, n° I-2078 rectifié ter, n° I-499 rectifié, n° I-1685 rectifié bis, n° I-225 rectifié et n° I-1061 rectifié** *(Suramortissement pour le renouvellement des flottes des compagnies aériennes)* : p. 10541 et suivantes - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-1532 rectifié ter** *(Collecte de la TVA sur les meublés de tourisme par l'intermédiaire des opérateurs de plateforme)* : p. 10705

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1509 rectifié bis, n° I-513 rectifié et n° I-508 rectifié** *(Possibilité d'appliquer des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) différenciés au sein d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI))* : p. 10873 et suivantes

- Suite de la discussion (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12585 et suivantes p. 12588 et suivantes

Engagements financiers de l'État

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12594 et suivantes

Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12601 et suivantes

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénatrice (Seine-Maritime)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis vice-présidente du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL).

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 351 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 444 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance du transport touristique cyclable **[n° 474 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Société - Transports**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 744 (2024-2025)] visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 201 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « L'Union européenne face à la nouvelle présidence Trump » - Audition de Mme Rosa Balfour, directrice de Carnegie Europe, M. Jérémie Gallon, directeur général Europe du cabinet McLarty Associates, Mmes Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, et Alexandra de Hoop Scheffer, présidente du German Marshall Fund of the United States, en présence des ambassadeurs en France des États membres de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Organisations professionnelles de la cybersécurité - Audition de Alliance pour la confiance numérique, Clusif, CyberCercle et CyberTaskForce.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Thierry Breton.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « IA : enjeux et perspectives pour les droits humains » : audition de MM. Bernard Benhamou et Jean-Marie Cavada.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition d'associations d'élus - Association des maires de France, association des départements de France, association des régions de France, intercommunalités de France et Métropole du Grand Paris.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de

l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(CS Cybersécurité) : Les autorités de régulation financière - Audition de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les entreprises de cyberdéfense - Audition d'Airbus, Orange et Thales.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) des 23 et 24 février 2025 - Communication.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

(commission des affaires européennes) : Programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(CE Commande publique) : Audition d'économistes - Mme Anne Perrot, inspectrice générale des finances, correspondante du Conseil d'analyse économique et M. Stéphane Saussier, professeur d'économie et de management public à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Politique d'achat du ministère des armées - Audition de M. Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration, de l'ingénieur général hors classe de l'armement Guilhem Reboul, directeur des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique à la direction générale de l'armement, et du commissaire général hors classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Alain Juillet, ancien haut responsable chargé de l'intelligence économique.

Audition de M. Philippe Latombe, député, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale « Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne » (juin 2021).

Audition de Mme Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques et de M. Yann Boulay, responsable des affaires publiques de France Digitale, avec des représentants des entreprises Explain, Doctrine et OpenClassrooms.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

(CE Commande publique) : Audition de M. Didier Trutt, président du conseil d'administration et du comité stratégique d'IN Groupe.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Laura Chaubard, directrice générale de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle à usage général - Examen de la proposition d'avis politique.

(CE Commande publique) : Audition de Mme Stéphanie Combes, directrice de la Plateforme des données de santé (Health Data Hub).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Les enjeux de la souveraineté numérique en matière de données publiques et le développement de solutions souveraines conformes aux besoins des personnes publiques - Audition de M. Thomas Balladur, président-directeur général d'Interstis, Maître Laurent Bidault, avocat, et Mme Emmanuelle Ertel, directrice générale de Tessi Innovation & Trust.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général adjoint de Docaposte, ancien directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Nicolas Guérin, secrétaire général d'Orange.

Audition de MM. Edward Jossa, président-directeur général de l'UGAP et Olivier Giannoni, directeur juridique de l'UGAP.

Audition de responsables ministériels des achats.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des déplacements effectués par la commission des affaires européennes au mois de mai 2025 - Communication.

Conférence des organes spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (COSAC) à Varsovie du 8 au 10 juin 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin,

directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne sur la protection des mineurs en ligne - Examen du rapport.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

(commission des affaires européennes) : Bilan des activités de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) depuis le deuxième trimestre 2025 - Communication.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vincent Guérend, directeur de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Déplacement d'une délégation de la commission à Londres les 27 et 28 octobre 2025 - Communication.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté technologique européenne** - (29 janvier 2025) : p. 1711 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? »** - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes - **Article 5** *(Missions et compétences de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information)* : p. 3632 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Stratégie nationale de cybersécurité)* : p. 3633 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 mars 2025) - **Article 9** *(Définition des entités « importantes » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3696 et suivantes - **Article 12** *(Enregistrement des entités « essentielles » et « importantes » auprès de l'Autorité nationale de sécurité des systèmes d'information)* : p. 3698 et suivantes - **Article 13** *(Absence d'application des dispositions du projet de loi aux entités soumises à des exigences équivalentes en application d'un acte juridique de l'Union européenne)* : p. 3700 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes - **Article 28** *(Devoir de coopération de la personne contrôlée et amende administrative en cas d'obstacle à un contrôle)* : p. 3719 et suivantes - **Article 37** *(Sanctions en cas de manquements aux obligations en matière de cybersécurité)* : p. 3729 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendements n° 15 rectifié septies et n° 44** *(Mention de la sécurisation des outils numériques dans un article du code du travail relatif aux conditions et à l'aménagement du poste de travail des travailleurs)* : p. 3732 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3749

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025** - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Pour garantir la sincérité du débat public, quelle mise en œuvre des politiques françaises et européennes de régulation des plateformes en ligne ? »** - (10 avril 2025) : p. 4938 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 530 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5017 et suivantes

- **Débat sur le thème de l'intelligence artificielle** - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté numérique et la situation de l'entreprise Visibrain** - (25 juin 2025) : p. 7080

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des jeunes contre l'usage des écrans** - (2 juillet 2025) : p. 7164 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus de la formation à la profession d'orthophoniste** - (4 novembre 2025) : p. 8305 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)]** - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes - **Article unique** *(Préserver les données publiques hébergées en nuage du risque de captation par des autorités publiques extra-européennes)* : p. 13215 et suivantes

- **Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes p. 13250 et suivantes - **Article 1er** *(Formation des professionnels en contact avec les enfants et messages de prévention sur les emballages ainsi que dans les publicités)* : p. 13262 et suivantes - **Article 2** *(Intégration de la politique de prévention des risques liés aux écrans au nombre des missions de la protection maternelle et infantile)* : p. 13265 - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 25** *(Interdiction de la publicité pour les appareils numériques adressée aux mineurs)* : p. 13267 - **Article 5** *(Définition d'un cadre sur les usages du numérique au sein de l'établissement dans le projet d'école ou d'établissement ainsi que dans leur règlement intérieur)* : p. 13268 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 30 rectifié bis** *(Accueils collectifs des mineurs)* : p. 13270 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 12** *(Enquête pluriannuelle)* : p. 13271 et suivantes - **Article 6** *(Campagne de sensibilisation dans les médias, sur internet ainsi que dans le secteur médical et éducatif sur les risques liés à une exposition excessive des enfants aux écrans et aux réseaux sociaux)* : p. 13272 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 36** *(Âge minimal pour l'accès aux réseaux sociaux)* : p. 13272 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 32** *(Application de la proposition de loi aux territoires d'outre-mer)* : p. 13276 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 13276 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13276 et suivantes

---

MOSCOVICI (Pierre)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat** - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

---

MOUILLER (Philippe)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 juillet 2025).

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge des personnes âgées et organisation de l'hôpital en Allemagne et au Danemark **[n° 243 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le régime de l'assurance-emploi au Canada **[n° 294 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Désignation de rapporteurs.

Mission d'information en Allemagne et au Danemark sur la prise en charge des personnes âgées et l'organisation des hôpitaux- Communication.

Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - Désignation des candidats à une commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Réunion constitutive.

(commission des affaires sociales) : Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition

de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Avis « La protection de l'enfance est en danger » du Conseil économique, social et environnemental - Audition de Mmes Josiane Bigot et Élisabeth Tomé-Gertheinrichs.

Mission au Canada sur la situation du travail et de l'emploi - Communication.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du lundi 3 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du lundi 17 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen des amendements de séance (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jean-Jacques Marette, animateur du conclave avec les partenaires sociaux sur les retraites.

Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Communication.

Mission d'information relative à la médecine de crise - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, facilitant l'exercice en France des médecins diplômés au Royaume-Uni ayant débuté leurs études avant le Brexit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : Bilan de l'application de la loi du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales, M. Nicolas Grivel, directeur

général de la Caisse nationale des allocations familiales, Mme Catherine Petit, cheffe du service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la direction générale de la cohésion sociale, et un représentant de la Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles.

L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Fédérations de complémentaires sur l'organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de MM. Alain Gautron, vice-président du Centre technique des institutions de prévoyance, Éric Chenut, président de la Fédération nationale de la mutualité française, un représentant de France Assureurs.

Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Nomination d'un vice-président de la commission des affaires sociales.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communications diverses.

Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Audition de Mmes Sylvaine Mazière Tauran, présidente, et Samira Ahayan, secrétaire générale, du Conseil national de l'ordre des infirmiers.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen des amendements au texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Désignation de rapporteures.

Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Alain Claeys, coauteur de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de Mmes Claudine Esper, présidente du comité de déontologie et vice-présidente du comité d'éthique, et Élisabeth Elefant, secrétaire du comité d'éthique, de l'Académie nationale de médecine.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition des docteurs Ségolène Perruchio, présidente, et Claire Fourcade, vice-présidente, de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition sur les enjeux éthiques et philosophiques de MM. Bernard-Marie Dupont, médecin, juriste, professeur d'éthique médicale, Jacques Ricot, philosophe, agrégé et docteur en philosophie, chercheur associé au département de philosophie de l'université de Nantes, formateur des personnels des soins palliatifs, et Francis Wolff, philosophe, professeur émérite de philosophie à l'école normale supérieure.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Désignation de rapporteurs.

Projet de loi de finances pour 2026 - Désignation de rapporteurs pour avis.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Conséquences des décisions jurisprudentielles récentes en matière de droit relatif aux congés payés - Audition de MM. Jean-Guy Huglo, conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation, Pierre Ramain, directeur général du travail, Mme France Henry-Labordère, directrice générale adjointe du Medef, responsable du pôle social, M. Éric Chevée, vice-président chargé des affaires sociales de la CPME, et Mme Laurence Breton-Kueny, vice-présidente déléguée de l'Association nationale des DRH et directrice des ressources humaines d'Afnor.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 38 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1465 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique** - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article 14** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 2895 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 2918 - **Article 22** *(Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles)* : p. 2930 et suivantes

- **Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)]** - (19 février 2025) - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3412 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat** - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 42 rectifié et n° 67** *(Demande de rapport sur les mesures d'attractivité à mettre en œuvre pour le métier d'infirmier)* : p. 5199 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 5208 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 41** *(Exclusion des formations infirmières de Parcoursup)* : p. 5219 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5222 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) : p. 5422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article 7** *(Expérimenter un recours simplifié aux contrats à durée déterminée (CDD) dans les centres de santé)* : p. 5460 et suivantes - **Article 8** *(Mieux évaluer les besoins de recrutement des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue))* : p. 5463 et suivantes - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 12** *(Assouplissement des règles applicables aux médecins propharmaciens)* : p. 5474 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- **Question orale sur la sécurisation de la route nationale 248** - (20 mai 2025) : p. 5728 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes - **Article 18** *(Représentation des professionnels mahorais au sein de l'union régionale des professionnels de santé de l'océan indien)* : p. 5837 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la certification des comptes de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) (II)** - (21 mai 2025) : p. 5901

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)]** - (4 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6223 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** *(Ajout de la promotion des études de médecine dans les lycées parmi les missions du service public de l'enseignement supérieur)* : p. 6739 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Organisation dans chaque département d'une première année d'accès aux études médicales et pharmaceutiques)* : p. 6740 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** *(Demande de rapport au Parlement sur l'opportunité d'une filière publique de préparation aux études de médecine pour lutter contre les déserts médicaux)* : p. 6742 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur la mise en place d'un dispositif de remise à niveau scientifique lors du premier cycle)* : p. 6743 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** *(Demande de rapport sur un projet d'option santé au lycée visant à préparer l'admission en premier cycle des études de santé)* : p. 6744 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 14** *(Demande de rapport sur les conditions de mise en œuvre et de financement d'un dispositif national de reconversion professionnelle pour les personnels soignants)* : p. 6745 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6746 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes p. 7269 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié** *(Rapport au Parlement évaluant le bilan de l'expérimentation du contrat de professionnalisation permettant d'acquérir un ou plusieurs blocs de compétences de certification professionnelle)* : p. 7278 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7279 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social** - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

MOUTCHOU (Naïma)
ministre de la transformation et la fonction publiques, de l'intelligence artificielle et du numérique
(du 5 octobre 2025 au 12 octobre 2025)
ministre des outre-mer
(à partir du 13 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi constitutionnelle relatif à la Nouvelle-Calédonie **[n° 23 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7789 et suivantes - **Question préalable** : p. 7794 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7805 - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Article 3** *(Entrée en vigueur de la loi organique au lendemain de la publication au Journal officiel de la République française)* : p. 7812 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 7813 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 119** *(Rôle de suivi des loyers résidentiels et commerciaux par les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR))* : p. 8092 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié** *(Avancement des négociations commerciales dans les outre-mer)* : p. 8093 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 1 rectifié, n° 46 et n° 142** *(Inclusion au sein du bouclier qualité prix (BQP) de produits distribués dans des emballages consignés ou réutilisables)* : p. 8106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 38 rectifié ter** *(Mise en valeur des produits inclus dans le bouclier qualité prix (BQP) dans les commerces à Saint-Martin)* : p. 8107 - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 87** *(Possibilité de réguler les prix en cas de situations anormales du marché ou de marges commerciales excessives)* : p. 8112 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 48** *(Doter les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) de la personnalité morale)* : p. 8112 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 106** *(Rapport sur les observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR), leurs moyens et leur personnalité morale)* : p. 8114 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 68** *(Précision sur l'encadrement des tarifs bancaires outre-mer)* : p. 8114 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 34 rectifié et n° 32 rectifié** *(Rapport sur la réglementation des prix des produits pétroliers)* : p. 8114 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 33 rectifié** *(Demande de rapport sur les tarifs réglementés des professions du droit outre-mer)* : p. 8115 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 35 rectifié** *(Rapport sur le coût des médicaments dans les outre-mer)* : p. 8116 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 30 rectifié** *(Remise d'un rapport sur la mise en place de centrales régionales d'approvisionnement et de stockage)* : p. 8123 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 88** *(Contrôle de la répercussion des baisses de fiscalité sur le niveau des prix de détail)* : p. 8123 - **Article 5 (texte supprimé par la commission)** *(Péréquation des frais d'approche)* : p. 8123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 49** *(Suppression du mécanisme de double taxation à la TVA applicable aux colis postaux échangés entre particuliers à destination et au départ des outre-mer)* : p. 8128 et suivantes - **Article 6** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8130 et suivantes - **Article 6 (suite)** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8133 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 65** *(Protection des entreprises qui subissent une rupture brutale d'une relation commerciale)* : p. 8134 et suivantes - **Article 6 quater (nouveau)** *(Partage d'informations couvertes par le secret fiscal et le secret des affaires entre les administrations de l'État, les collectivités d'outre-mer et les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR))* : p. 8135 et suivantes - **Article 7** *(Obligation pour les distributeurs de transmission d'informations sur les marges arrière aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8136 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 112 rectifié** *(Encadrement des taux de marges dans les situations d'oligopole)* : p. 8140 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 111** *(Plafonnement des marges pour les produits de première nécessité)* : p. 8141 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 66 rectifié** *(Plafonnement des marges arrière outre-mer)* : p. 8141 et suivantes - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 42 rectifié** *(Interdiction de toute clause d'exclusivité restreignant la liberté de fournisseurs de commercialiser leurs produits auprès de distributeurs)* : p. 8147 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 51** *(Sanctionner la discrimination commerciale que les acteurs intégrés verticalement (grossistes-importateurs disposant de leurs propres réseaux de distribution au détail) sont susceptibles d'exercer envers leurs clients concurrents)* : p. 8148 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 43 rectifié** *(Répartition équitable des budgets de coopération commerciale entre les différents magasins approvisionnés par un grossiste)* : p. 8149 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45 rectifié** *(Exclusion des coûts de commercialisation dans l'hexagone des conditions générales de ventes applicables aux produits vendus sur les territoires ultramarins)* : p. 8149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 39 rectifié** *(Transfert de certains coûts liés à l'éloignement des territoires ultramarins pris en charge par les distributeurs vers les fournisseurs)* : p. 8150 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 114** *(Liste des justifications pouvant expliquer des différences tarifaires entre l'hexagone et les territoires ultramarins)* : p. 8150 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 113 rectifié** *(Lutte contre les clauses contractuelles dissimulées ou externalisées qui permettent de contourner les obligations de transparence)* : p. 8151 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 67 rectifié** *(Obligation de dépôt des comptes par les commissaires aux comptes)* : p. 8153 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 71** *(Transmission de diverses informations par les entreprises aux préfets, à l'Insee et aux OPMR dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 8153 et suivantes -

Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 56 et 55 rectifié *(Conditionnement des aides publiques aux entreprises au respect de l'obligation de dépôt des comptes)* : p. 8154 et suivantes - **Article 10** *(Augmentation des moyens de l'Autorité de la concurrence)* : p. 8156 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 52** *(Possibilité pour l'Insee de saisir les services du ministère de l'économie dans les outre-mer lorsqu'une entreprise lui oppose le secret des affaires et régime de sanction de l'entreprise refusant de communiquer ou communiquant de manière incomplète)* : p. 8159 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 144 rectifié** *(Interdiction pour un groupe de distribution de disposer d'une part de marché supérieure à un seuil fixé par décret en Conseil d'État)* : p. 8159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 21** *(Interdiction des abus de position dominante dans les territoires ultramarins)* : p. 8160 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 115** *(Contrôle par l'Autorité de la concurrence des entreprises pratiquant une forme d'intégration verticale)* : p. 8161 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 116 et n° 44 rectifié bis** *(Obligation de séparation juridique et comptable des activités d'importation, de distribution et de logistique)* : p. 8161 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 135 rectifié** *(Interdiction des opérations pouvant entraîner une part de marché supérieure à 25 % pour une même enseigne de la grande distribution dans un territoire ultramarin)* : p. 8163 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 53 et n° 127 rectifié** *(Création d'une pratique anticoncurrentielle consistant en l'acquisition de licences de franchises ou d'enseignes nationales ou internationales dans le seul but d'en empêcher le déploiement local et la concurrence avec des commerces déjà existants)* : p. 8163 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 27** *(Non-application de la loi en Polynésie française)* : p. 8164 et suivantes - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence)* : p. 8165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 54, n° 132 rectifié, n° 128 rectifié, n° 129 rectifié et n° 131 rectifié** *(Interdiction du géoblocage à destination des outre-mer)* : p. 8166 et suivantes - **Article 13** *(Extension aux produits substituables du régime des produits identiques ou similaires importés dont les prix de vente outre-mer sont inférieurs à ceux pratiqués dans l'Hexagone)* : p. 8169 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes - **Article 14** *(Expérimentation d'un Small Business Act ultramarin)* : p. 8171 et suivantes - **Article 15** *(Expérimentation d'une obligation de sous-traitance au profit des petites entreprises dans le cadre des marchés publics outre-mer)* : p. 8172 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 60** *(Recours à l'économie circulaire dans le cadre des expérimentations visant à favoriser les TPE et PME ultramarines dans le cadre de la commande publique)* : p. 8173 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 57** *(Réservation de marchés publics au profit des entreprises de l'économie sociale et solidaire en outre-mer)* : p. 8174 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 108** *(Conditions d'évaluation de la loi)* : p. 8175 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre - *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8229 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8231 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds d'amorçage pour la reconstruction de Mayotte - (5 novembre 2025) : p. 8411 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en place du dispositif « Passeport pour le retour » - (26 novembre 2025) : p. 9743 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 p. 11304 et suivantes p. 11339 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte - (10 décembre 2025) : p. 12348

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi organisant une consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie - (10 décembre 2025) : p. 12348 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie - (10 décembre 2025) : p. 12352 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

MOUTON (Marie-Pierre)
sénatrice (Drôme)
NI, puis Les Républicains

Devenue sénateur le 21 octobre 2025 (en remplacement de Gilbert Bouchet, décédé le 20 octobre 2025).

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 novembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la hausse de la fiscalité - (5 novembre 2025) : p. 8415 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la maladie de Charcot et la parution des décrets d'application - (10 décembre 2025) : p. 12357 et suivantes

---

MULLER-BRONN (Laurence)
sénatrice (Bas-Rhin)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - famille.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge des personnes âgées et organisation de l'hôpital en Allemagne et au Danemark **[n° 243 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Pour un contrôle des crèches au service de la qualité de l'accueil des enfants **[n° 460 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Accès aux études de santé - Audition des conférences des doyens des universités.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan du développement de l'hôtel hospitalier - Audition de Mme Anne Hegoburu, sous-directrice de la prise en charge hospitalière et des parcours ville-hôpital à la direction générale de l'offre de soins et de M. Ayden Tajahmady, directeur de la stratégie et de la transformation à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jean-Jacques Marette, animateur du conclave avec les partenaires sociaux sur les retraites.

Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, auteur d'un rapport au Gouvernement intitulé « Coût des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions » (mai 2024).

(commission des affaires sociales) : Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Matthieu Schlesinger, vice-président d'Intercommunalités de France, maire d'Olivet et premier vice-président d'Orleans métropole.

(commission des affaires sociales) : L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Conséquences des décisions jurisprudentielles récentes en matière de droit relatif aux congés payés - Audition de MM. Jean-Guy Huglo, conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation, Pierre Ramain, directeur général du travail, Mme France Henry-Labordère, directrice générale adjointe du Medef, responsable du pôle social, M. Éric Chevée, vice-président chargé des affaires sociales de la CPME, et Mme Laurence Breton-Kueny, vice-présidente déléguée de l'Association nationale des DRH et directrice des ressources humaines d'Afnor.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et de M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de MM. Éric Blachon, président, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital et des agences régionales de santé face à la baisse des crédits de certaines spécialités - (29 janvier 2025) : p. 1715 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4392 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation particulière des assistants familiaux recrutés par les départements - (8 avril 2025) : p. 4720

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 88 rectifié quinquies, n° 18 rectifié, n° 26 rectifié quinquies, n° 35, n° 45 rectifié, n° 51 et n° 84** *(Reconnaissance des infirmiers scolaires comme une spécialité infirmière)* : p. 5205 et suivantes - **Article 1er quater** *(Expérimentation d'un accès direct aux infirmiers exerçant dans des structures d'exercice coordonné)* : p. 5208 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** *(Expérimentation de la mise en œuvre d'un schéma départemental d'organisation des soins)* : p. 5389 - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 103 rectifié bis** *(Rétablissement de l'obligation de garde pour les médecins de soins de moins de 55 ans)* : p. 5393 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du logement et le diagnostic de performance énergétique - (25 juin 2025) : p. 7089 et suivantes

- Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)] - (2 juillet 2025) - **Article 2** *(Généralisation des contrats collectifs à adhésion obligatoire en matière de prévoyance dans la fonction publique territoriale)* : p. 7198

- Question d'actualité au Gouvernement sur la présence de psychologues dans les établissements scolaires - (29 octobre 2025) : p. 8201 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1573 rectifié bis, n° 1185, n° 339 rectifié ter et n° 1543** *(Taxation des publicités alimentaires n'affichant par le Nutri-score)* : p. 9083 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Question orale sans débat sur la coopération transfrontalière en matière de flux migratoire - (2 décembre 2025) : p. 10737 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats*

de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque) : p. 12103 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Conseil et contrôle de l'État

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12332 et suivantes

- Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

---

NADILLE (Solanges)
sénatrice (Guadeloupe)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; puis membre le 1er avril 2025.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants le 15 janvier 2025 ; puis vice-présidente du 22 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-présidente du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge des personnes âgées et organisation de l'hôpital en Allemagne et au Danemark **[n° 243 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Anémone Cartier-Bresson, professeur de droit public à l'Université Paris Cité.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

(CE Aides publiques aux entreprises) : Audition de M. Louis Gallois, coprésident de La Fabrique de l'industrie.

Réunion du lundi 3 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Mathilde Lignot-Leloup, présidente de section de la première chambre de la Cour des comptes, et M. Jonathan Sapène, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Organisations syndicales de salariés - Audition de M. Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT, Mme Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale de la CGT, M. Loïk Tange, économiste, Mme Rachèle Barrion, MM. Éric Gautron, secrétaires confédéraux de FO, Nicolas Blanc, secrétaire national de la CFE-CGC, et Léonard Guillemot, conseiller confédéral de la CFTC.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de représentants de l'Association du corps préfectoral et de hauts fonctionnaires du ministère de l'intérieur.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Nicolas Bouzou, économiste et directeur d'Asterès, et Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP).

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Samuel Tual, vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Thibaut Fiévet, sous-directeur de la fiscalité douanière à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition conjointe de MM. Grégory Emery, directeur général de la santé (DGS), et Denis Robin, président du collège des directeurs généraux d'agences régionales de santé (ARS).

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la direction générale des entreprises - MM. Thomas Courbe, directeur général, Benjamin Nefussi, sous-directeur de la prospective, des études et de l'évaluation économique, Robin Baron, conseiller auprès du directeur général, et Mme Élodie Morival, secrétaire générale adjointe.

Audition du groupe Bernard Hayot - MM. Stéphane Hayot, directeur général, Olivier Huetz de Lemps, directeur de l'audit et du développement, et Bruno Fuster, directeur juridique.

Audition du groupe Parfait - MM. Robert Parfait, président, Philippe Jock, expert-comptable, Stéphane Mirande, directeur administratif et financier pour la distribution alimentaire, Kevin Parfait, directeur général, et Bernard Edouard, secrétaire général.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la politique du handicap outre-mer.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Manuel Marcias, auteur de l'étude de la Banque de France « Quelles perspectives pour le commerce extérieur des territoires français ultramarins ? ».

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Colloque sur la croissance des économies ultramarines.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Mme Véronique ROGER-LACAN, ambassadrice pour le Pacifique, représentante permanente de la France auprès de la Communauté du Pacifique et secrétaire permanente pour le Pacifique, dans le cadre du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 3 : bassin Pacifique.

Réunion du vendredi 19 décembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1465 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'eau en Guadeloupe** - (5 mars 2025) : p. 3264

- **Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)]** - (5 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Régime des droits exclusifs d'importation et interdiction des droits exclusifs de distribution des produits à marque de distributeur et de produits premiers prix)* : p. 3283 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3290 et suivantes

- **Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)]** - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes

- **Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes

- **Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports** - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025** - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les défis de l'école en Guadeloupe** - (18 mars 2025) : p. 3953 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- **Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion d'article après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Report des échéances de décence énergétique issues de la loi Climat et Résilience dans les territoires d'outre-mer)* : p. 4405 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'action de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) dans les territoires ultramarins)* : p. 4410

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 82** *(Ouverture de l'accès au Fichier national des comptes bancaires et assimilés (FICOBA) pour les agents de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF))* : p. 4502 - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 83** *(Élargissement des cas dans lesquels l'enregistrement de la déclaration d'activité d'un organisme de formation peut être refusé par l'autorité administrative)* : p. 4508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 84** *(Pouvoir de suspension des numéros d'activité d'organismes de formation en cas de méconnaissance de leur obligation ou d'indices de fraudes)* : p. 4509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis C - Amendement n° 105** *(Renforcement de l'échange d'informations entre organes chargés de contrôler les intervenants du champ de la formation professionnelle)* : p. 4514 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des contrôles et des sanctions en vue de lutter contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4558 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes** - *Commission mixte paritaire* **[n° 498 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4651 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 68** *(Obligation pour le médecin de s'assurer de la continuité des soins y compris la nuit, les week-ends et les jours fériés)* : p. 5395 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 43 rectifié** *(Obligation d'exercice d'une activité minimale en zone sous-dense par les médecins recrutés par les agences régionales de santé (ARS))* : p. 5470 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 41 rectifié** *(Demande de rapport sur l'application d'une durée annuelle minimale de continuité d'exercice en zone « sous-dense » aux personnels médicaux des agences régionales de santé (ARS))* : p. 5483

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6514 et suivantes

- **Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6554 et suivantes

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité aux Antilles** - (9 juillet 2025) : p. 7433 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de**

Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 1360 rectifié** *(Report de l'entrée en vigueur de la réforme des prestations d'incapacité permanente de la branche)* : p. 9549 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-472 rectifié quater et n° I-2427 rectifié** *(Clarifications sur l'application du taux réduit de TVA de 10 % aux logements locatifs intermédiaires)* : p. 10782 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2349 rectifié bis** *(Mesures de rationalisation fiscales liées à l'octroi de mer)* : p. 10789 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2445 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour certains locaux appartenant à des associations ou fondations sans but lucratif)* : p. 10846 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-1377** *(Extension au-delà des zones France Ruralités Revitalisation (FRR) de la faculté pour les communes d'exonérer de taxe d'habitation sur les résidences secondaires les meublés de tourisme et les chambres d'hôtes)* : p. 10847 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2449, n° I-1780, n° I-700, n° I-2639 rectifié bis, n° I-1201 et n° I-2617 rectifié bis** *(Taxe d'aménagement)* : p. 10864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-111 rectifié bis, n° I-1202, n° I-1741 rectifié bis et n° I-2619 rectifié bis** *(Décalage de l'exigibilité des acomptes de la taxe d'aménagement à la date réglementaire d'ouverture de chantier)* : p. 10876 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes p. 11341 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les enjeux de la santé mentale en outre-mer** - (17 décembre 2025) : p. 13178 et suivantes

- **Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes

---

NARASSIGUIN (Corinne)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 octobre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi organique [n° 876 (2024-2025)] visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 20 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 79 (2025-2026)]** (27 octobre 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Bilan de la mise en œuvre de la loi du 19 mai 2023 relative aux jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (vidéoprotection intelligente et sécurité privée) - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre d'État, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Rapport annuel du Défenseur des droits pour 2024 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 - Examen des amendements.

Réunion du lundi 27 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article 7** *(Dispositions relatives aux cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants)* : p. 1653 et suivantes - **Article 8** *(Expérimentation du recours au renseignement algorithmique en matière de criminalité organisée)* : p. 1656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 241** *(Prolongation de l'expérimentation des interceptions satellitaires)* : p. 1658 et suivantes - **Article 9** *(Extension de la définition de l'infraction de participation à une association de malfaiteurs et renforcement de sa répression)* : p. 1664 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 194** *(Renforcement des obligations à l'égard des vendeurs de cartes SIM prépayées)* : p. 1677 et suivantes

- Suite de la discussion (29 janvier 2025) - **Article 21** *(Extraterritorialité de la justice française dans le cadre de la lutte contre le narcotrafic en haute mer)* : p. 1731 et suivantes - **Article 23** *(Dispositions relatives à l'incarcération des narcotrafiquants)* : p. 1746 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 10** *(Obligation pour les futurs époux de nationalité étrangère de fournir la preuve de la régularité de leur séjour)* : p. 3120 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** *(Saisine automatique du procureur en cas d'absence de régularité de séjour aux fins de vérifier la sincérité de l'intention matrimoniale)* : p. 3121 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3127 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes - **Article 20** *(Durée de conservation des données collectées par les offices et les bureaux d'enregistrement des noms de domaines)* : p. 3713 et suivantes - **Article 21** *(Obligation de publication des données d'enregistrement d'un nom de domaine)* : p. 3714 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4253 et suivantes - **Question préalable** : p. 4255 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4259 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 4, n°11 et n° 18 rectifié** *(Rapport sur la mise en œuvre des dispositions restreignant l'accès à la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France introduites à Mayotte en 2018)* : p. 4267 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4589 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article**

additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce par Israël de nouvelles opérations militaires - (7 mai 2025) : p. 5311 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Entrée en vigueur)* : p. 5359

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes - **Article 2** *(Mesures de restriction du cadre juridique régissant les contrôles d'identité)* : p. 5617 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'une attestation aux personnes ayant fait l'objet d'un contrôle d'identité)* : p. 5618 et suivantes - **Article 4** *(Activation systématique du dispositif de caméras piétons lors des contrôles d'identité)* : p. 5623 et suivantes

- Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Suite de la discussion (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 2** *(Conditions de délivrance des cartes de séjour « liens personnels et familiaux » et « parent d'enfant français »)* : p. 5790 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Rapport d'évaluation des dispositions dérogatoires en matière d'immigration et de nationalité)* : p. 5792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 53** *(Précision que, pour la mise en œuvre du regroupement familial, la condition de disposer d'un logement normal s'entend à l'exclusion du logement édifié ou occupé sans droit ni titre ou relevant de l'habitat informel)* : p. 5796 et suivantes - **Article 7** *(Rétention administrative des mineurs accompagnant un adulte)* : p. 5801 et suivantes - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes - **Article 9** *(Vérification du droit au séjour préalable aux opérations de transmission de fonds à partir d'un versement d'espèces)* : p. 5812 et suivantes - **Article 15** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour la convergence du droit applicable en matière de droits sociaux à Mayotte)* : p. 5826 et suivantes - **Article 22** *(Création d'une zone franche globale)* : p. 5844 et suivantes - **Article 31** *(Réforme du régime électoral de l'organe délibérant de la collectivité de Mayotte)* : p. 5861 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7789 et suivantes - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 7813 et suivantes

- Question orale sans débat sur le traitement des enquêtes pour violences policières et les cellules de déontologie - (15 octobre 2025) : p. 7817 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre - *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8229 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8231 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-973 rectifié ter, n° I-607 rectifié ter et n° I-2607 rectifié quater** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les prestations de collecte, tri, lavage, désinfection, contrôle sanitaire, reconditionnement, stockage tampon et remise en circulation des contenants, ustensiles et vaisselle réemployables utilisés pour le service des repas des établissements d'enseignement et d'accueil des enfants de moins de six ans)* : p. 10762 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11842 et suivantes - **État B** : p. 11850 et suivantes - **État G** : p. 11866 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État G** : p. 11914 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12677 et suivantes - **État B** : p. 12687 et suivantes

NATUREL (Georges)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport à partir du 4 février 2025.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 3 février 2025.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi organique portant actualisation du corps électoral pour les élections au congrès et aux assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie **[n° 636 (2024-2025)]** (16 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Florence Rolland, présidente, et Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'ACCD'OM, Nadia Damardji, dirigeante d'Action Publique Conseil, et Serge Hoareau, président de l'Association des maires de La Réunion.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Colloque sur la croissance des économies ultramarines.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendements n° II-1220 et II-1298 rectifié ter** *(Reconstruction de bâtiments scolaires en Nouvelle-Calédonie)* : p. 110 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'ingérence de l'Azerbaïdjan en Nouvelle-Calédonie - (29 janvier 2025) : p. 1709 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie - (14 mai 2025) : p. 5513 et suivantes

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 7813 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (22 octobre 2025) - **Article 31 (texte non modifié par la commission)** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour adapter et étendre, dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie, les dispositions de la présente loi)* : p. 8023

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° I-1745 rectifié** *(Déploiement du paiement de proximité en Nouvelle-Calédonie)* : p. 10918

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes p. 11341 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-791 rectifié bis** *(Vérification de la régularité des personnes accueillies dans les centres d'hébergement et expulsion des irréguliers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) du parc d'hébergement après un mois)* : p. 11535

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie - (10 décembre 2025) : p. 12352 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1635 rectifié** *(Extension aux communes de Nouvelle-Calédonie du concours particulier « Bibliothèques » de la dotation générale de décentralisation (DGD))* : p. 12415

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (13 décembre 2025) - **État D** : p. 12901 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes - **Article additionnel après l'article 68 - Amendement n° II-260 rectifié ter** *(Fusion du Haut-commissariat à la stratégie et au plan et du Secrétariat général à la planification écologique)* : p. 12934 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-255 rectifié quater** *(Répartition du produit communal de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) « nucléaire ou thermique » au prorata des surfaces d'emprise)* : p. 13006 - **Article 62** *(Sécurisation des prêts et dispositions relatives au financement de la collectivité de Nouvelle-Calédonie)* : p. 13009 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-745 rectifié bis** *(Perception des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) pour les communes entre 3 500 et 4 999 habitants)* : p. 13016 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2131 et n° II-2336** *(Création d'un régime d'assurance contre les risques résultant des émeutes)* : p. 13019 et suivantes

---

NÉDÉLEC (Anne-Marie)
sénatrice (Haute-Marne)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants du 15 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 juillet 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 600 (2024-2025)] portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social **[n° 667 (2024-2025)]** (28 mai 2025) - **Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Fabriqué en France : la compétitivité patriotique **[n° 754 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social **[n° 838 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la représentation de la Commission européenne en France.

(délégation aux entreprises) : « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la Représentation de la Commission européenne en France.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Nicolas Bouzou, économiste et directeur d'Asterès, et Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP).

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Renault - MM. Jean-Dominique Senard, président, Bruno Vincent, directeur des affaires publiques, Philippe Farge, délégué régional, et Nicolas Tcheng, responsable des relations institutionnelles.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, facilitant l'exercice en France des médecins diplômés au Royaume-Uni ayant débuté leurs études avant le Brexit - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* « Fabriquer en France : est-ce encore possible ? ».

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre

du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises »- Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information « Le fabriqué en France ».

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes - **Article 4** *(Création d'un contrat de valorisation de l'expérience)* : p. 6214 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur une surveillante tuée par un collégien (II) - (11 juin 2025) : p. 6412 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 2** *(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés)* : p. 7581 - **Article 12** *(Reconnaissance d'une existence légale à l'instance paritaire Certif'Pro - Dispositions sur le financement des projets de transition/reconversion professionnelle)* : p. 7581 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes

NEUDER (Yannick)
ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargé de la santé et de l'accès aux soins
(jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait des prestations sociales aux personnes condamnées pour trafic de drogue - (22 janvier 2025) : p. 1188 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1465 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la dette de l'Algérie à l'égard de l'hôpital français - (29 janvier 2025) : p. 1711

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital et des agences régionales de santé face à la baisse des crédits de certaines spécialités - (29 janvier 2025) : p. 1715 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au scandale Nestlé et à l'influence privée dans les décisions de l'État - (5 février 2025) : p. 2051 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'accès à certains métiers pour les personnes atteintes de diabète - (11 février 2025) : p. 2588 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'évolution de la démographie médicale - (11 février 2025) : p. 2589

- Question orale sans débat sur la convention assurance maladie - Taxis - (11 février 2025) : p. 2589 et suivantes

- Question orale sans débat sur la quatrième année d'études en médecine générale - (11 février 2025) : p. 2590 et suivantes

- Question orale sans débat sur la pérennité de l'activité des centres de santé franciliens opérés par la Croix-Rouge française - (11 février 2025) : p. 2591 et suivantes

- Question orale sans débat sur les défaillances récurrentes d'accès aux soins dans la Nièvre - (11 février 2025) : p. 2592

- Question orale sans débat sur l'amélioration de l'accès aux soins psychologiques pour les jeunes - (11 février 2025) : p. 2592 et suivantes

- Question orale sans débat sur la revalorisation du régime indemnitaire des directeurs par intérim d'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes - (11 février 2025) : p. 2593 et suivantes

- Question orale sans débat sur les oubliés du Ségur - (11 février 2025) : p. 2594 et suivantes

- Question orale sans débat sur le décret d'application de la loi du 21 juin 2023 visant à faciliter le passage et l'obtention du permis de conduire - (11 février 2025) : p. 2595

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Article 9** *(Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)* : p. 2887 et suivantes - **Article 9 bis A** *(Réduction de l'assiette de la contribution sociale de solidarité pour les répartiteurs pharmaceutiques)* : p. 2890 - **Article 9 ter A (supprimé)** *(Taxation des publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 2891 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 15** *(Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)* : p. 2906 et suivantes - **Article 16** *(Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions)* : p. 2909 et suivantes - **Article 16 bis A** *(Amélioration de la coordination entre assurance maladie obligatoire et complémentaires santé en matière de lutte contre la fraude)* : p. 2911 et suivantes - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Article 16 bis C** *(Réforme du service du contrôle médical de l'assurance maladie)* : p. 2914 et suivantes - **Article 16 bis D** *(Responsabilisation des patients dans la prise de rendez-vous)* : p. 2915 et suivantes - **Article 17** *(Conventionnement des entreprises de taxis avec l'assurance maladie)* : p. 2918 et suivantes - **Article 17 bis A** *(Obligation d'équiper de dispositifs de géolocalisation et de systèmes de facturation intégrée les véhicules des transporteurs sanitaires)* : p. 2919 et suivantes - **Article 17 bis C (supprimé)** *(Demande de rapport sur la prise en charge anonymisée des frais de transport des mineures ou femmes en situation de violence intra-familiale souhaitant avoir recours à l'avortement)* : p. 2920 - **Article 17 bis D (supprimé)** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à la sécurité sociale à son retour sur le territoire français)* : p. 2921 - **Article 19** *(Lutter contre les pénuries de produits de santé)* : p. 2922 et suivantes - **Article 20** *(Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient)* : p. 2925 et suivantes - **Article 23 bis A (nouveau)** *(Précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français)* : p. 2936 et suivantes - **Article 24** *(Mieux prendre en compte le préjudice personnel en consacrant la dualité des prestations d'incapacité permanente de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP))* : p. 2937 et suivantes - **Article 24 bis** *(Renforcement de la procédure de recouvrement des indus et suppression de la réforme du tiers payant concernant le complément de libre choix du mode de garde « structure »)* : p. 2939 et suivantes - **Article 24 quater** *(Adaptation du droit des prestations familiales et extension de l'assurance vieillesse des aidants à Mayotte)* : p. 2941 et suivantes - **Article 25** *(Dotations et transferts des régimes obligatoires de base)* : p. 2942 et suivantes - **Article 26** *(Objectif de dépenses de la branche Maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 2943 - **Article 29** *(Objectif de dépenses de la branche Vieillesse)* : p. 2944 - **Article 30** *(Objectif de dépenses de la branche Famille)* : p. 2944 et suivantes - **Article 31** *(Objectif de dépenses de la branche Autonomie)* : p. 2945 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dépistage de l'amyotrophie spinale - (19 février 2025) : p. 3056

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcer la lutte contre les usages récréatifs du protoxyde d'azote)* : p. 3405 et suivantes - **Article 2** *(Sensibiliser aux dangers liés à l'usage détourné de protoxyde d'azote dans les collèges et les lycées)* : p. 3410 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Mention des usages détournés du protoxyde d'azote parmi les situations détectées par les missions locales pour l'insertion professionnelle et sociale des jeunes)* : p. 3412 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3412 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens diplômés hors Union européenne (I) - (12 mars 2025) : p. 3678

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens diplômés hors Union européenne (II) - (12 mars 2025) : p. 3678 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la recrudescence de certains cancers chez les jeunes - (12 mars 2025) : p. 3682 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la quatrième année d'internat en médecine générale - (26 mars 2025) : p. 4316 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination contre les méningocoques - (26 mars 2025) : p. 4321 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de prévention et la lutte contre les addictions - (26 mars 2025) : p. 4322

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'expérimentation pilote visant à remplacer les notices médicales papier par une notice de médicament numérique (EPI) - (29 avril 2025) : p. 5071 et suivantes

- Question orale sans débat sur le dépistage préventif organisé du cancer de la prostate - (29 avril 2025) : p. 5072 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation de l'apprentissage en France - (29 avril 2025) : p. 5073

- Question orale sans débat relative à l'impact de la situation frontalière sur l'offre de soins infirmiers en Haute-Savoie - (29 avril 2025) : p. 5073 et suivantes

- Question orale sans débat sur la sous-utilisation du fonds d'accessibilité - (29 avril 2025) : p. 5074

- Question orale sans débat sur la situation des crèches privées et l'urgence à mettre fin aux dérives constatées - (29 avril 2025) : p. 5075 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'absence de conclusion d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (CANSSM) - (29 avril 2025) : p. 5075 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir du site de cancérologie du Mittan à Montbéliard - (29 avril 2025) : p. 5076

- Question orale sans débat sur l'objectif de réduction de la pauvreté - (29 avril 2025) : p. 5076 et suivantes

- Question orale sans débat sur la pérennisation des haltes soins addictions (HSA) de Paris et Strasbourg - (29 avril 2025) : p. 5077 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation du secteur médical et l'avancement du projet de centre hospitalier universitaire en Guyane - (29 avril 2025) : p. 5078

- Question orale sans débat sur la réapparition du mouvement « pro-ana » vingt ans après le défi « skinnytok » - (29 avril 2025) : p. 5079

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'épidémie de chikungunya - (30 avril 2025) : p. 5129 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) - (30 avril 2025) : p. 5131 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la possibilité de travailler le 1er mai (I) - (30 avril 2025) : p. 5138

- Question d'actualité au Gouvernement sur la possibilité de travailler le 1er mai (II) - (30 avril 2025) : p. 5140 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis** *(Reconnaissance du statut d'infirmier coordonnateur)* : p. 5198 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 42 rectifié et n° 67** *(Demande de rapport sur les mesures d'attractivité à mettre en œuvre pour le métier d'infirmier)* : p. 5199 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 37 rectifié, n° 77 et n° 55 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'une quatrième année d'études infirmières)* : p. 5200 et suivantes - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 88 rectifié quinquies, n° 18 rectifié, n° 26 rectifié quinquies, n° 35, n° 45 rectifié, n° 51 et n° 84** *(Reconnaissance des infirmiers scolaires comme une spécialité infirmière)* : p. 5205 et suivantes - **Article 1er quater** *(Expérimentation d'un accès direct aux infirmiers exerçant dans des structures d'exercice coordonné)* : p. 5208 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 17 rectifié, n° 24 et n° 58** *(Reconnaissance d'exercices infirmiers spécialisés nécessitant un diplôme universitaire de niveau master)* : p. 5211 et suivantes - **Article 2** *(Ouvrir la reconnaissance de l'exercice des infirmiers de spécialité en tant que pratique avancée)* : p. 5212 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 86 rectifié ter et n° 87 rectifié ter** *(Création de procédures particulières pour l'exercice en tant qu'infirmier de psychiatrie pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen/Demande de rapport sur la création d'une spécialité de psychiatrie et de santé mentale)* : p. 5216 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 16 rectifié** *(Demande de rapport sur l'inscription au remboursement d'actes effectués par les infirmières puéricultrices dans les services de protection maternelle et infantile)* : p. 5218 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 41** *(Exclusion des formations infirmières de Parcoursup)* : p. 5219 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Harmonisation des conditions de facturation des indemnités kilométriques)* : p. 5221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 69** *(Participation des infirmiers à la constitution des dossiers de demande auprès des maisons départementales des personnes handicapées)* : p. 5222 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5222 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes - **Article 1er** *(Aggravation des peines encourues pour des faits de vol et de violences commis dans les locaux des établissements de santé ou à l'encontre des personnels de ces établissements)* : p. 5284 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** *(Possibilité pour le professionnel de santé de ne pas informer la famille en cas de signalement de violences ou de blessures sur des mineurs ou personnes vulnérables)* : p. 5288 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié** *(Anonymat du professionnel de santé dénonçant des violences intra-familiales)* : p. 5288 et suivantes - **Article 2** *(Extension du délit d'outrage aux professionnels de santé et des circonstances aggravantes lorsque le délit est commis dans un établissement de santé)* : p. 5289 et suivantes p. 5289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié** *(Sanction aggravée des actions contraires à la déontologie des professionnels)* : p. 5290 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 14 rectifié et n° 31 rectifié bis** *(Octroi au Conseil de l'ordre national des pharmaciens de la capacité de se constituer partie civile en cas d'outrage commis à l'encontre d'un pharmacien)* : p. 5290 et suivantes - **Article 2 bis (supprimé)** *(Possibilité, pour les professionnels de santé, de déclarer comme domicile l'adresse de leur ordre professionnel ou leur adresse*

professionnelle lorsqu'ils portent plainte) : p. 5291 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 35** *(Extension de la protection fonctionnelle à tous les cas où un agent public peut solliciter l'assistance d'un avocat en application du code de la procédure pénale)* : p. 5297 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire à La Réunion - (7 mai 2025) : p. 5307

- Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5323 et suivantes - **Article 7 bis A (nouveau)** *(Application de l'article 1er en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie)* : p. 5327 - **Article 8** *(Gage de recevabilité financière)* : p. 5327 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** *(Expérimentation de la mise en œuvre d'un schéma départemental d'organisation des soins)* : p. 5389 - **Article 2** *(Associer les élus au pilotage de la politique de santé)* : p. 5390 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 103 rectifié bis** *(Rétablissement de l'obligation de garde pour les médecins de soins de moins de 55 ans)* : p. 5393 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 68** *(Obligation pour le médecin de s'assurer de la continuité des soins y compris la nuit, les week-ends et les jours fériés)* : p. 5395 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes p. 5422 et suivantes - **Après l'article 3 - Amendement n° 72 rectifié** *(Interdiction des contrats visant la cession ou l'usage d'un droit au conventionnement, d'un droit au renouvellement du conventionnement, d'un droit à l'installation ou à l'exercice)* : p. 5441 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 84 rectifié ter** *(Rétablissement de l'agrément préalable des centres de santé généralistes)* : p. 5447 et suivantes - **Article 4** *(Simplifier l'ouverture de cabinets secondaires pour les médecins)* : p. 5449 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 13 rectifié ter** *(Suppression de la majoration de ticket modérateur pour les patients n'ayant pas pu désigner de médecin traitant)* : p. 5457 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 108** *(Interdiction aux médecins de pratiquer des dépassements d'honoraires en zone sur-dense)* : p. 5459 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter le remplacement d'un médecin concourant à l'accès aux soins en zone sous-dense)* : p. 5460 - **Article 7** *(Expérimenter un recours simplifié aux contrats à durée déterminée (CDD) dans les centres de santé)* : p. 5460 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 11 rectifié bis** *(Extension du dispositif expérimental de création d'antennes pharmaceutiques dans les communes déléguées en zone de montagne)* : p. 5462 et suivantes - **Article 8** *(Mieux évaluer les besoins de recrutement des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue))* : p. 5463 et suivantes - **Article 9** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5467 et suivantes - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 43 rectifié** *(Obligation d'exercice d'une activité minimale en zone sous-dense par les médecins recrutés par les agences régionales de santé (ARS))* : p. 5470 et suivantes - **Article 11** *(Favoriser le recours aux protocoles de coopération dans les structures d'exercice coordonné)* : p. 5471 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 119** *(Élargissement par décret des actes réalisés par les audioprothésistes)* : p. 5472 et suivantes - **Article 12** *(Prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens d'officine)* : p. 5473 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 109** *(Élargissement des aides conventionnelles hors territoires fragiles)* : p. 5473 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 118** *(Élargissement des compétences des préparateurs en pharmacie)* : p. 5474 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 12** *(Assouplissement des règles applicables aux médecins propharmaciens)* : p. 5474 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 116** *(Assouplissement des modalités d'ouverture de pharmacies d'officine par voie de création)* : p. 5476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 87 rectifié bis** *(Possibilité pour les orthoptistes de réaliser un bilan visuel à des patients de tous âges dans le cadre d'un protocole organisationnel)* : p. 5477 et suivantes - **Article 14** *(Revoir le modèle de financement de la formation et de l'activité des infirmiers en pratique avancée)* : p. 5478 et suivantes - **Article 15** *(Créer une participation financière à l'acquisition d'équipements et de logiciels permettant d'assister les médecins dans leur pratique quotidienne)* : p. 5479 et suivantes - **Article 16** *(Supprimer certains certificats médicaux peu utiles)* : p. 5481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 41 rectifié** *(Demande de rapport sur l'application d'une durée annuelle minimale de continuité d'exercice en zone « sous-dense » aux personnels médicaux des agences régionales de santé (ARS))* : p. 5483 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la psychiatrie et de la santé mentale en France - (4 juin 2025) : p. 6185 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des seniors - (4 juin 2025) : p. 6188

- Question d'actualité au Gouvernement sur la prolongation de l'accès rapide aux innovations thérapeutiques - (4 juin 2025) : p. 6189

- Question d'actualité au Gouvernement sur les pénuries de médicaments - (4 juin 2025) : p. 6191 et suivantes

- Question orale sur l'accompagnement des étudiants dans l'enseignement supérieur en France - (10 juin 2025) : p. 6269 et suivantes

- Question orale relative aux suppressions de postes dans le premier degré et le moratoire sur les décharges pour les directrices et directeurs d'école de l'académie de Paris - (10 juin 2025) : p. 6270

- Question orale sur le cadre réglementaire de l'accueil familial - (10 juin 2025) : p. 6271

- Question orale sur la hausse des cotisations pour les employeurs publics affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales - (10 juin 2025) : p. 6271 et suivantes

- Question orale sur la gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux - (10 juin 2025) : p. 6272 et suivantes

- Question orale sur les conséquences financières de la non-compensation de la prime Ségur pour les maisons d'accueil et de résidence pour l'autonomie (Marpa) - (10 juin 2025) : p. 6273 et suivantes

- Question orale sur l'accès limité aux traitements contre la drépanocytose - (10 juin 2025) : p. 6274

- Question orale sur le développement des traitements de nouvelle génération de la dépendance aux opioïdes - (10 juin 2025) : p. 6275

- Question orale sur la situation des urgences hospitalières dans le Calvados - (10 juin 2025) : p. 6275 et suivantes

- Question orale sur la prise en charge des molécules onéreuses - (10 juin 2025) : p. 6276 et suivantes

- Question orale sur le nouveau barème de sanctions concernant les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) - (10 juin 2025) : p. 6277 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur un numéro unique d'appel d'urgence - (18 juin 2025) : p. 6725 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** *(Ajout de la promotion des études de médecine dans les lycées parmi les missions du service public de l'enseignement supérieur)* : p. 6739 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Organisation dans chaque département d'une première année d'accès aux études médicales et pharmaceutiques)* : p. 6740 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** *(Demande de rapport au Parlement sur l'opportunité d'une filière publique de préparation aux études de médecine pour lutter contre les déserts médicaux)* : p. 6742 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur la mise en place d'un dispositif de remise à niveau scientifique lors du premier cycle)* : p. 6743 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** *(Demande de rapport sur un projet d'option santé au lycée visant à préparer l'admission en premier cycle des études de santé)* : p. 6744 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 14** *(Demande de rapport sur les conditions de mise en œuvre et de financement d'un dispositif national de reconversion professionnelle pour les personnels soignants)* : p. 6745 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6746 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6747 et suivantes

- Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 [n° 729 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6929 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les dangers sanitaires des pesticides - (2 juillet 2025) : p. 7157 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la baisse du plafond des remises sur les médicaments génériques pour les pharmaciens - (2 juillet 2025) : p. 7161

---

de NICOLAŸ (Louis-Jean)
sénateur (Sarthe)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : « Petites villes de demain » : mettre l'avenir au centre **[n° 40 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Aménagement du territoire - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Cohésion des territoires **[n° 143 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Aménagement du territoire - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Actualité de l'Union européenne et influence française après le renouvellement des institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Les défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Directive sur les dimensions et poids maximaux des véhicules autorisés en trafic national et international - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Modification du statut de protection du loup - Communication.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de M. Patrick Jeantet, président de la Fédération des industries ferroviaires (FIF), Mme Rachel Picard, présidente de Proxima, et M. Laurent Fourtune, président de Kevin Speed, membres de l'Association française du rail (Afra), M. Alexander Ernert, directeur des affaires publiques Europe de Trainline France, et Mme Solène Garcin-Berson, déléguée générale de l'Afra.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Nuisances sonores causées par les transports - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Programme Petites villes de demain - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de MM. Dominique Reynié, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique (Fondapol), Dylan Buffinton, prospectiviste et conseiller à la Fondation Jean-Jaurès, et Raphaël Doan, essayiste, sur « Quelles valeurs démocratiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » (et articles 66 et 67) et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux politiques des territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Publication de l'étude « Europe-Russie : Évaluation des rapports de force » - Audition de M. Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Avenir pour le commerce de proximité en milieu rural - Audition de M. Frédéric Gibert, responsable du programme Action cœur de ville et du plan commerce de la Banque des territoires, Mme Céline Massal, professeure agrégée de géographie, enseignante en classe préparatoire au lycée militaire de Saint-Cyr, M. Louis Pautrel, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), chargé du commerce, et un représentant de l'Association des maires de France (AMF).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendement n° 101 rectifié bis** *(Demande d'un rapport au Gouvernement concernant le bilan exhaustif de la catastrophe)* : p. 1968 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes

- Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? » - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11416 et suivantes

NOËL (Sylviane)
sénatrice (Haute-Savoie)
Les Républicains

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, du ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat et de la ministre de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la souveraineté alimentaire le 4 septembre 2025.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (26 juin 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 juillet 2025).

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire de la commission de concertation du commerce.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 14 (2024-2025)] visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien **[n° 424 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 328 (2024-2025)] visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 478 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 632 (2024-2025)] de simplification du droit de l'urbanisme et du logement **[n° 693 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement **[n° 826 (2024-2025)]** (3 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Économie **[n° 140 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Thillaud, directeur général de la Compagnie des Alpes.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la convention liant les médecins de montagne à l'assurance maladie et l'absence de reconnaissance financière des actes spécifiques aux urgences en milieu montagnard** - (18 février 2025) : p. 2969 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le programme d'éducation à la vie affective et relationnelle et à la sexualité** - (12 mars 2025) : p. 3681 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 70 rectifié quater, n° 112 rectifié ter, n° 127, n° 71 rectifié ter, n° 113 rectifié ter et n° 168 rectifié bis** *(Exemption de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour l'ensemble des « coups partis » autorisés avant 2021)* : p. 3856 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié quater** *(Exemption du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour les déclarations d'utilité publiques (DUP) et les déclarations de projet (DP) antérieures à 2021)* : p. 3859

- **Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes - **Article 1er** *(Introduction de définitions et de prescriptions générales concernant la rénovation énergétique et les travaux prioritaires adaptés au bâti ancien)* : p. 4164 et suivantes - **Article 2** *(Création de règles de performance énergétique et de diagnostic de performance énergétique (DPE) spécifiques au bâti ancien)* : p. 4168 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'un audit énergétique et patrimonial et prise en compte des spécificités du bâti ancien dans les objectifs de performance énergétique et environnementale des bâtiments)* : p. 4171 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 18 rectifié** *(Interdiction de l'isolation en saillie pour les constructions dont la façade est constituée de matériaux dont la liste est établie par décret à raison de leur caractère inflammable)* : p. 4174 - **Article 5** *(Majoration des aides en cas de rénovation énergétique respectueuse du bâti ancien ou impliquant l'acquisition et la pose de matériaux biosourcés et géosourcés)* : p. 4174 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 21 rectifié** *(Extension du label de la Fondation du patrimoine aux travaux de rénovation énergétique portant sur les parties intérieures des immeubles)* : p. 4176 et suivantes

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de l'avis de l'autorité de régulation des transports sur la fin de la gratuité de la portion d'autoroute A40 entre Annemasse et Saint-Julien-en-Genevois** - (25 mars 2025) : p. 4208

- **Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4384 et suivantes - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes - **Discussion d'article après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Report des échéances de décence énergétique issues de la loi Climat et Résilience dans les territoires d'outre-mer)* : p. 4405 - **Article 2** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'opportunité d'une révision du calcul du diagnostic de performance énergétique pour y inclure la notion de confort d'été)* : p. 4405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Élargissement des missions des sociétés publiques locales d'aménagement d'intérêt national à la maintenance et l'entretien des équipements, notamment en vue de la rénovation énergétique des logements en copropriété)* : p. 4409 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13 rectifié** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'action de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (Anah) dans les territoires ultramarins)* : p. 4410

- **Question orale sans débat relative à l'impact de la situation frontalière sur l'offre de soins infirmiers en Haute-Savoie** - (29 avril 2025) : p. 5073 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression de sapeurs-pompiers en Haute-Savoie** - (14 mai 2025) : p. 5508 et suivantes

- **Question orale sur les conséquences des fouilles archéologiques préventives dans les projets d'aménagements portés par les collectivités territoriales** - (10 juin 2025) : p. 6263 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article 1er B (nouveau)** *(Participation du public par voie électronique pour les projets de logement de grande ampleur dans les zones en déficit de logement)* : p. 6618 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er B - Amendement n° 178** *(Application de la servitude de résidence principale à tous les logements)* : p. 6619 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 14 rectifié** *(Suppression de la possibilité de déroger aux règles relatives à la fibre dans le cadre de surélévations)* : p. 6665 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 7 rectifié et n° 33 rectifié quater** *(Preuves de changement d'usage)* : p. 6665 et suivantes - **Article 2 ter** *(Assouplissement des conditions de modification des règles d'urbanisme contenues dans les documents des lotissements)* : p. 6666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° 187 et n° 233** *(Lotissements-jardins)* : p. 6668 - **Article 2 quinquies** *(Réduction des obligations de stationnement de véhicule motorisé en cas de réalisation de places de stationnement pour vélos)* : p. 6668 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 49 rectifié bis** *(Possibilité de déroger aux règles de stationnement pour les réhabilitations d'immeubles)* : p. 6671 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 29 rectifié bis** *(Fixation de la taille des parkings vélos dans les documents d'urbanisme)* : p. 6671 - **Article 2 sexies A (nouveau)** *(Parkings des logements locatifs sociaux)* : p. 6671 et suivantes - **Article 2 sexies B (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le PLU(i) d'exempter les logements locatifs intermédiaires d'obligations en matière de stationnement)* : p. 6672 et suivantes - **Article 2 sexies** *(Dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) pour les projets industriels ou logistiques)* : p. 6673 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 91 rectifié bis et n° 25 rectifié** *(Référence au code général des impôts pour la définition des projets industriels)* : p. 6674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° 89 rectifié** *(Rapport d'évaluation environnementale pour les plans et programmes (dont les documents d'urbanisme))* : p. 6675 - **Article 2 octies (texte supprimé par la commission)** *(Procédure intégrée accélérée de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal PLU(i) pour les projets de*

carrières) : p. 6675 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 88 rectifié** *(Suppression d'évaluation environnementale pour les révisions allégées et modifications simplifiées des plans locaux d'urbanisme)* : p. 6677 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 92 rectifié** *(Notion de secteur déjà urbanisé (loi Littoral))* : p. 6677 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 150 rectifié** *(Délais de réponse pour la création d'une zone à défendre (ZAD))* : p. 6678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 90 rectifié** *(Qualification de projet d'intérêt national majeur (PINM) pour les projets industriels concourant à l'aménagement du territoire)* : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 87 rectifié** *(Suppression du permis de construire au profit de la seule déclaration préalable)* : p. 6679 et suivantes - **Article 3** *(Permis d'aménager multisites pour les lotissements)* : p. 6680 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 17 rectifié et n° 34 rectifié ter** *(Notion d'assiette de projet)* : p. 6681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 81 rectifié ter** *(Alignement de la durée de validité des diverses autorisations nécessaires à un projet sur celle du permis de construire)* : p. 6682 et suivantes - **Article 3 bis BA (nouveau)** *(Certificat de projet pour les projets de logements)* : p. 6683 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 5 bis** *(Création d'une section du Code général des collectivités territoriales (CGCT) regroupant les dispositions statutaires applicables aux élus locaux)* : p. 7917 et suivantes - **Article 9 bis** *(Assimilation des temps d'absence de l'élu au titre de son mandat à une durée de travail effective pour la détermination des droits aux prestations sociales)* : p. 7934 et suivantes

- **Question orale sans débat relative aux conséquences de la réforme de la taxe d'aménagement sur les finances des collectivités territoriales et sur le modèle économique des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement** - (4 novembre 2025) : p. 8324 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-233 rectifié, n° I-361 rectifié ter et n° I-407 rectifié** *(Exigibilité de la taxe d'aménagement)* : p. 10868 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12360 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-43 rectifié ter** *(Réduction de la différence entre la pondération de la population des communes selon leur strate démographique)* : p. 12409 - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-37 rectifié ter** *(Absence de prise en compte, pour l'octroi d'une subvention, de la participation à une démarche contractuelle ou partenariale initiée par l'État)* : p. 12425 - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article additionnel après l'article 77 - Amendements n° II-1085 rectifié, n° II-312 rectifié bis et n° II-46 rectifié quater** *(Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC))* : p. 12444 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12831 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

NOUGEIN (Claude)
sénateur (Corrèze)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques **[n° 743 tome 2 vol. 1 annexe 15 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Compte d'affectation spéciale : gestion du patrimoine immobilier de l'État **[n° 743 tome 2 vol. 2 annexe 15 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques **[n° 139 tome 3 annexe 14 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Florence Peybernès, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Haute Autorité de l'audit.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* « L'actualité de la politique immobilière de l'État et le projet de création d'une foncière interministérielle » - Audition de M. Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'État.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 581 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1663 rectifié** *(Application d'un taux d'indemnisation de 90 %, en lieu et place du plein traitement, en matière d'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique)* : p. 589 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État

- (18 janvier 2025) - **État D** : p. 590 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-758** *(Création d'une foncière d'État)* : p. 598 et suivantes

Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 598 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1714 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (29 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 24 rectifié ter et n° 76 rectifié** *(Possibilité pour les agents des douanes d'être requis par commission rogatoire)* : p. 1735 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé) - Amendements n° 25 rectifié quater, n° 78 rectifié bis et n° 257** *(Renforcement des pouvoirs spéciaux d'enquête pour les agents des douanes afin de s'adapter aux nouveaux moyens de télécommunication des narcotrafiquants/Co-saisine de l'Office national anti-fraude (Onaf))* : p. 1771 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-597 rectifié et n° I-2520 rectifié bis** *(Exonérer de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) les vols de moins de 150 000 passagers par an qui assurent des liaisons aériennes soumises à obligation de service public)* : p. 10534 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11644 et suivantes

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11659 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1395 rectifié ter** *(Extension à trois jours du délai de carence pour*

l'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique de l'État) : p. 11665 et suivantes

Gestion des finances publiques

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11667 et suivantes

Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11674 et suivantes

NUNEZ (Laurent)
ministre de l'intérieur
(à partir du 13 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2025-646 du 16 juillet 2025 portant extension et adaptation des dispositions de la loi n° 2024-42 du 26 janvier 2024 pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française, en Nouvelle-Calédonie et dans les Terres australes et antarctiques françaises **[n° 22 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Outre-mer - Police et sécurité**.

Projet de loi relatif à l'extension des prérogatives, des moyens, de l'organisation et du contrôle des polices municipales et des gardes champêtres **[n° 97 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du ministre de l'intérieur en matière d'immigration - (22 octobre 2025) : p. 7990

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de maintien de l'ordre public - (12 novembre 2025) : p. 8521

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les réseaux islamistes - (12 novembre 2025) : p. 8521 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la qualification juridique des actes de sabotage sur le réseau ferré - (12 novembre 2025) : p. 8522 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les nouvelles formes de guerre - (12 novembre 2025) : p. 8523

- Question d'actualité au Gouvernement sur les commémorations des attentats du 13 novembre - (12 novembre 2025) : p. 8523 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au plan d'action de France Terre d'asile sur la politique migratoire - (12 novembre 2025) : p. 8527 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Mehdi Kessaci et l'état de la menace liée au narcotrafic - (19 novembre 2025) : p. 8748 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Mehdi Kessaci et le narcotrafic - (19 novembre 2025) : p. 8752 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation des services du ministère de l'intérieur - (19 novembre 2025) : p. 8759 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic à Marseille - (26 novembre 2025) : p. 9739 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité civile - (26 novembre 2025) : p. 9742 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) : p. 11676 et suivantes - **État B** : p. 11683 et suivantes

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11842 et suivantes - **État B** : p. 11850 et suivantes - **État G** : p. 11866 et suivantes - **Article additionnel après l'article 71 - Amendements n° II-18 et n° II-1414** *(Plafonnement des frais irrépétibles versés par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) aux avocats des demandeurs d'asile)* : p. 11868 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes - **État G** : p. 11914 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les 120 ans de la loi de 1905 - (10 décembre 2025) : p. 12345 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au 120e anniversaire de la loi sur la laïcité - (10 décembre 2025) : p. 12347 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les messages hostiles à la police à Lyon et à Marseille - (10 décembre 2025) : p. 12351 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'incendie criminel au lycée Champollion de Dijon - (17 décembre 2025) : p. 13175 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

OLIVIER (Jean-Baptiste)
sénateur (Paris)
Les Républicains

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 13 janvier 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 13 janvier 2025.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

OLLIVIER (Mathilde)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 1))
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'accès à l'allocation aux adultes handicapés pour les Français établis hors de France **[n° 238 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir aux agents des collectivités territoriales en poste à l'étranger un régime indemnitaire adapté à leurs conditions d'exercice **[n° 858 (2024-2025)]** (16 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à garantir une meilleure représentation des lycéens scolarisés au sein des établissements français à l'étranger aux instances de la vie lycéenne et au conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger **[n° 859 (2024-2025)]** (16 juillet 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un pôle dédié aux Français établis hors de France au sein d'une maison départementale des personnes handicapées **[n° 863 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à rendre efficient l'accès à la procréation médicalement assistée pour les Françaises de l'étranger **[n° 886 (2024-2025)]** (3 septembre 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter l'accès à l'interruption volontaire de grossesse à l'étranger **[n° 908 (2024-2025)]** (28 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « 20ème anniversaire de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées : quel bilan pour l'école inclusive ? » - Audition de Mmes Caroline Pascal, directrice générale de l'enseignement scolaire, Isabelle Saurat, déléguée interministérielle à l'accessibilité, MM. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées, et Thierry Bour, conseiller école inclusive et enseignement supérieur auprès du délégué interministériel à la stratégie nationale pour les troubles du neuro-développement.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Claudia Scherer-Effosse, directrice générale de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Actualité de l'Union européenne et influence française après le renouvellement des institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Thierry Breton.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Eva Nguyen Binh, présidente de l'Institut français.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen du jeudi 20 mars 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Pauline Carmona, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires européennes) : Plan européen pour vaincre le cancer - Examen du rapport d'information et de la proposition d'avis politique.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Modification du statut de protection du loup - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement sur les médicaments critiques - Communication et examen d'une proposition d'avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de MM. Mathieu Lefebvre, directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'intérieur, et Jamil Addou, sous-directeur des affaires européennes au ministère de l'intérieur.

Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Simplification de la politique agricole commune - Communication sur les négociations relatives à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021/2115 en ce qui concerne le système de conditionnalité, les types d'intervention sous la forme de paiements directs, les types d'intervention dans certains secteurs et dans le cadre du développement rural et les rapports annuels de performance, ainsi que le règlement (UE) 2021/2116 en ce qui concerne la gouvernance des données et de l'interopérabilité, la suspension des paiements liée à l'apurement annuel des performances et les contrôles et les sanctions.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Marta Kos, commissaire européenne à l'élargissement, en commun avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

(commission des affaires européennes) : Audition de M. Vincent Guérend, directeur de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la jeunesse et à la vie associative - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Publication de l'étude « Europe-Russie : Évaluation des rapports de force » - Audition de M. Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1967** *(Doublement du montant de contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) attribué à l'enseignement supérieur public)* : p. 797

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes p. 994 et suivantes

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes p. 1103 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Suspension de l'agrément d'une association sportive qui se soustrairait délibérément à ses obligations en matière de laïcité et de neutralité)* : p. 3020 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes - **Article 2** *(Prévention, détection et signalement des actes antisémites survenant dans l'enseignement supérieur)* : p. 3140 et suivantes - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3143 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des écosystèmes marins - (26 mars 2025) : p. 4313 et suivantes

- Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 530 (2024-2025)] - (28 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5017 et suivantes

- Question orale sur l'avenir des cétacés du parc Marineland d'Antibes - (20 mai 2025) : p. 5717 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières - *Commission mixte paritaire* **[n° 622 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6044 et suivantes p. 6044 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 63 rectifié** *(Élaboration par les clubs professionnels d'une stratégie de réduction de leur impact environnemental, en lien avec les fédérations, les ligues, les ministères et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe))* : p. 6312 - **Article 1er A (nouveau)** *(Renforcement des règles relatives à l'éthique et à la démocratie dans la gouvernance des fédérations sportives)* : p. 6313 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 61** *(Introduction d'un avis conforme de l'Agence française anticorruption (AFA) sur les contrats de délégation et les conventions de subdélégation)* : p. 6316 et suivantes - **Article 3** *(Association des supporters à la gouvernance)* : p. 6333 et suivantes - **Article 5** *(Modification des conditions de commercialisation des droits audiovisuels)* : p. 6339 - **Article 6** *(Création d'une société commerciale associant la fédération et les clubs)* : p. 6340 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vente d'armes à Israël par la France - (11 juin 2025) : p. 6406 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6554 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement de la protection des écosystèmes dans les aires marines protégées)* : p. 6565 et suivantes - **Article 2** *(Concilier les activités de pêche et la protection des écosystèmes marins)* : p. 6568 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur - *Commission mixte paritaire* **[n° 657 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6807 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)] - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 1er** *(Mise en place du livret de parcours inclusif)* : p. 6823 et suivantes p. 6827 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rapport annuel sur les politiques publiques en faveur de l'école inclusive)* : p. 6835 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23** *(Mise en place d'outils statistiques)* : p. 6837 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié ter** *(Demande de rapport au Parlement sur le bilan de l'expérimentation des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6837 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 26 rectifié** *(Garantie des conditions et délais d'octroi des aménagements)* : p. 6840 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article 5 (supprimé)** *(Autorisation pour les régions hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 d'accorder leur*

garantie financière au comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques) : p. 7017 et suivantes - **Article 6** *(Élaboration d'une charte du volontariat olympique et paralympique)* : p. 7021 et suivantes - **Article 7** *(Participation des parlementaires au sein du comité d'éthique et du comité des rémunérations du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver des Alpes françaises 2030)* : p. 7022 et suivantes - **Article 8** *(Assujettissement des personnes concourant à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 au contrôle de la Cour des comptes)* : p. 7023 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 80** *(Rapport de la Cour des comptes sur l'organisation, le coût et l'héritage des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP))* : p. 7024 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 86** *(Demande de rapport sur les contaminations accidentelles)* : p. 7027 - **Article 12** *(Participation par voie électronique du public aux décisions ayant une incidence sur l'environnement)* : p. 7027 et suivantes - **Article 13** *(Dispense de toute formalité d'urbanisme pour dix-huit mois et au titre du code du patrimoine pour les installations temporaires liées aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7032 et suivantes - **Article 14** *(Procédure de mise en compatibilité pour les opérations d'aménagement et de construction nécessaires aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7036 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 89 rectifié quater** *(Reconnaissance d'une raison impérative d'intérêt public majeur aux projets relatifs aux jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2030)* : p. 7038 et suivantes - **Article 15** *(Prise de possession anticipée des biens expropriés pour la réalisation des villages olympiques et des lieux de compétition)* : p. 7039 et suivantes - **Article 17** *(Permis à double état)* : p. 7040 et suivantes - **Article 18 bis (nouveau)** *(Non-comptabilisation de la consommation d'espaces occasionnée par les constructions et aménagements liés aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030 pour l'atteinte des objectifs fixés par la loi Climat et Résilience)* : p. 7044 et suivantes - **Article 19** *(Accueil de personnes accréditées, de salariés, de bénévoles ou de forces de sécurité dans les foyers de jeunes travailleurs et les logements sociaux vacants dans les départements hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7047 et suivantes - **Article 31** *(Inspection visuelle de véhicules souhaitant se rendre sur les lieux d'un grand évènement ou rassemblement)* : p. 7060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 67 rectifié** *(Encadrement des survols d'hélicoptères)* : p. 7063 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7070 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fragilisation du monde associatif et les menaces pesant sur ses libertés et ses moyens - (29 octobre 2025) : p. 8190 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1305** *(Demande de rapport sur l'ouverture d'un droit à cotiser au régime d'assurance vieillesse français par l'intermédiaire de la caisse des Français de l'étranger)* : p. 9685 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1309** *(Demande de rapport sur l'accès au minimum contributif des assurés ayant effectué une partie de leur carrière hors de France)* : p. 9686 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (27 novembre 2025) - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-998 rectifié** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % sur la margarine)* : p. 10762

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-1556, n° I-2160 rectifié et n° I-903** *(Contribution de vie étudiante et de campus)* : p. 11126 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11683 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11770 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes - **État G** : p. 12213 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 66 - Amendement n° II-1890** *(Expérimentation de l'extension du champ de la prise en charge par les aides sociales au bénéfice des Français de l'étranger)* : p. 12216

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12216 et suivantes p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes - **Article 1er** *(Formation des professionnels en contact avec les enfants et messages de prévention sur les emballages ainsi que dans les publicités)* : p. 13262 et suivantes - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 25** *(Interdiction de la publicité pour les appareils numériques adressée aux mineurs)* : p. 13267 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13276 et suivantes

OMAR OILI (Saïd)
sénateur (Mayotte)
RDPI, puis SER-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Vice-président de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la suppression des titres de séjour territorialisés à Mayotte **[n° 470 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Outre-mer - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Intervention de M. le sénateur Saïd Omar Oili sur Mayotte.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre des outre-mer.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Florence Rolland, présidente, et Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'ACCD'OM, Nadia Damardji, dirigeante d'Action Publique Conseil, et Serge Hoareau, président de l'Association des maires de La Réunion.

Réunion du lundi 10 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Luc Baeyens, directeur général de Sources Alma.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Thibaut Fiévet, sous-directeur de la fiscalité douanière à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-52 rectifié, n° II-347 rectifié bis, n° II-723 et n° II-1130** *(Rendre publique la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention publique du fonds vert)* : p. 955 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - **État D** : p. 958 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1865 et suivantes p. 1872 et suivantes - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 59 rectifié bis** *(Rapport sur la reforestation)* : p. 1897 et suivantes - **Article 6** *(Autorisation de reconstruire à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1908 et suivantes - **Article 2 (précédemment réservé)** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 1923 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendement n° 101 rectifié bis** *(Demande d'un rapport au Gouvernement concernant le bilan exhaustif de la catastrophe)* : p. 1968 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 158** *(Prêt à taux zéro pour le financement de travaux de reconstruction ou de réhabilitation des logements à Mayotte)* : p. 1971 et suivantes - **Article 18** *(Suspension du recouvrement des cotisations sociales)* : p. 1975 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 28** *(Accès à l'eau et aux produits de première nécessité à Mayotte, y compris dans les lieux et quartiers de vie informels - Garantie)* : p. 1983 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1991 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte - (19 mars 2025) : p. 4053 et suivantes

- Question orale sans débat sur la programmation des investissements avec calendrier sur Mayotte - (25 mars 2025) : p. 4203

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4259 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Suite de la discussion (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Autorité du préfet de Mayotte sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics)* : p. 5787 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 104, n° 6 rectifié, n° 19 rectifié bis et n° 151 rectifié** *(Suppression du visa territorialisé)* : p. 5793 et suivantes - **Article 3** *(Centralisation de l'établissement des actes de reconnaissance de paternité et de maternité dans la commune de Mamoudzou)* : p. 5798 et suivantes - **Article 10** *(Faciliter les opérations de résorption de l'habitat informel)* : p. 5814 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes - **Article 19** *(Application de la procédure de prise de possession anticipée pour la construction d'infrastructures essentielles à Mayotte)* : p. 5839 et suivantes - **Article 31** *(Réforme du régime électoral de l'organe délibérant de la collectivité de Mayotte)* : p. 5861 et suivantes - **Article 1er et rapport annexé** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5861 et suivantes

- Suite de la discussion (27 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5942 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 833 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote communes** : p. 7565 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte - (10 décembre 2025) : p. 12348

OUIZILLE (Alexandre)
sénateur (Oise)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Rapporteur de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Eaux en bouteille : Eaux minérales naturelles : préserver la pureté - Rapport **[n° 628 tome 1 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la CE Eaux en bouteille : Eaux minérales naturelles : préserver la pureté - Comptes rendus **[n° 628 tome 2 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mmes Marie Dupin, journaliste membre de la cellule investigation de France Info, et Pascale Pascariello, journaliste au pôle « Enquêtes » de Médiapart.

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Caractéristiques thérapeutiques des eaux minérales naturelles - Audition de Mme Marie-Pierre Sauvant-Rochat, responsable du laboratoire santé publique et environnement à l'université Clermont-Auvergne.

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Charles de Batz de Trenquelléon et Mme Frédérique Simon-Delavelle, auteurs du rapport intitulé Les eaux minérales naturelles et eaux de source : autorisation, traitement et contrôle de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Audition de Mme Sarah Lacoche, directrice générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Risques de pollution des sols et des nappes - Audition de M. Vincent Bessonneau, directeur du laboratoire d'étude et de recherche en environnement et santé, Mme Pauline Rousseau-Gueutin, responsable des enseignements en hydrologie-hydrogéologie à l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et M. Jean-Luc Boudenne, professeur des universités à l'université d'Aix-Marseille.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de MM. Benoît Vallet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), Matthieu Schuler, directeur général délégué du pôle « Sciences pour l'expertise » de l'Anses, et Mme Sophie Lardy-Fontan, directrice du laboratoire d'hydrologie de Nancy (LHN).

Audition de Mme Caroline Paquet, responsable technique des marchés « Agences régionales de santé » et « Eaux minérales » du groupe Carso - Laboratoire santé environnement hygiène de Lyon, et M. Yann Le Houedec, directeur général des activités pour la France d'Eurofins hydrologie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité et de M. Marc Collas, chef du service départemental des Vosges.

Audition de M. Grégory Emery, directeur général de la santé.

Audition de Mme Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Pollution de l'eau par les microplastiques - Audition de MM. Johnny Gasperi, directeur de recherche au laboratoire « eau et environnement » de l'université Gustave Eiffel, et Guillaume Duflos, directeur de recherche au laboratoire de sécurité des aliments de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Pollution de l'eau par les PFAS - Audition de M. Alby Schmitt, inspecteur général de l'environnement et du développement durable, co-auteur du rapport « Analyse des risques de présence de per- et polyfluoroalkyles (PFAS) dans l'environnement.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Associations de défense de l'environnement dans les Vosges - Audition de MM. Bernard Schmitt, président, et Jean-François Fleck, vice-président, de Vosges nature environnement et Mme Maïthé Muscat, co-présidente de Lorraine nature environnement.

Associations des consommateurs - Audition de Mme Ingrid Kragl, directrice de l'information de Foodwatch, M. François Carlier, directeur général, et Mme Selma Amimi, chargée de mission « alimentation et développement durable » de Consommation logement cadre de vie (CLCV), et M. Claude Rico, vice-président du Conseil national des associations familiales laïques.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* L'écosystème des eaux dans le Gard - Audition de M. Sébastien Ferra, directeur départemental des territoires du Gard, Mme Pascale Fortunat-Deschamps, maire de Vergèze, M. Thierry Agnel, président, et Mme Sophie Ressouche, responsable du pôle « eaux souterraines », de l'établissement public territorial de bassin de Vistre Vistrenque.

L'écosystème des eaux dans le Puy-de-Dôme - Audition de MM. Jean-Pierre Lunot, conseiller départemental du Puy-de-Dôme, Alexandre Verdier, président de la commission locale de l'eau Allier Aval, Laurent Thevenot, maire de Volvic, Guilhem Brun, directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme, et Joseph Kuchna, maire de Saint-Yorre.

L'écosystème des eaux dans les Vosges - Audition de M. Laurent Marcos, directeur départemental des territoires des Vosges, Mme Régine Begel, conseillère départementale, présidente de la commission locale de l'eau des Vosges, MM. Luc Gerecke, maire de Contrexéville et Franck Perry, maire de Vittel.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Les caractéristiques locales des exploitations des eaux minérales naturelles et des eaux de source en Bretagne - Audition de MM. Jean-Pierre Omnès, président de la commission locale de l'eau Arguenon-Baie de la Fresnaye, Michel Raffray, président du syndicat mixte Arguenon-Penthièvre (SMAP), Patrick Barraux, maire de Plancoët et Benoît Dufumier, directeur départemental des territoires et de la mer des Côtes-d'Armor (DDTM).

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est.

Audition de Mme Valérie Michel-Moreaux, préfète des Vosges.

Audition de Mme Virginie Cayré, inspectrice générale des affaires sociales, ancienne directrice générale de l'agence régionale de santé du Grand Est.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Didier Jaffre, directeur de l'agence régionale de santé Occitanie.

Audition de M. Jérôme Bonet, préfet du Gard.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Joël Mathurin, préfet du Puy-de-Dôme.

Audition de Mme Cécile Courrèges, directrice générale de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Jean-Hervé Chassaigne, président du groupe Ogeu.

Audition de M. Luc Baeyens, directeur général de Sources Alma.

Audition de MM. Jean-Claude Lacaze, président, et Didier Ramos, directeur général de la Société des eaux de Mont Roucous.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition conjointe de MM. Emmanuel Gerardin, directeur de la société des eaux de Volvic, et Frédéric Lebas, directeur de l'usine d'Évian.

Audition de M. Yves Le Breton, préfet de Haute-Savoie.

Audition de Mme Cathy Le Hec, directrice des sources d'eaux minérales - Danone Waters Europe.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Pierre Ricordeau, ancien directeur général de l'agence régionale de santé d'Occitanie.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Thomas Breton, sous-directeur du contentieux à la direction des affaires juridiques des ministères sociaux.

Audition de M. Yves Séguy, ancien préfet des Vosges.

Audition de Mme Marie-Françoise Lecaillon, ancienne préfète du Gard.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Charles Touboul Moracchini, ancien directeur des affaires juridiques des ministères sociaux.

Audition de M. Norbert Nabet, ancien conseiller chargé de la santé publique au cabinet du ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Joëlle Carmès, ancienne sous-directrice de la prévention des risques liés à l'environnement et à l'alimentation à la direction générale de la santé.

Audition de Mme Mathilde Merlo, cheffe du bureau de la qualité des eaux à la direction générale de la santé.

Saisine du Secrétaire général de l'Élysée d'une demande de transmission de documents.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Élise Noguera, directrice générale de l'agence régionale de santé de Bretagne.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Jérôme Salomon, ancien directeur général de la santé.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Luc Desbrun, directeur du site Nestlé Waters Vosges.

Audition de M. Philippe Fehrenbach, ancien directeur du site Nestlé Waters Gard.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Guillaume du Chaffaut, ancien directeur de cabinet adjoint du ministre de la santé (Mme Brigitte Bourguignon, MM. François Braun et Aurélien Rousseau).

Audition de Mme Mathilde Bouchardon, ancienne conseillère du ministre délégué à l'industrie (M. Roland Lescure).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. François Rosenfeld, ancien directeur de cabinet de la ministre déléguée chargée de l'industrie, Mme Agnès Pannier-Runacher.

Audition de M. Victor Blonde, ancien conseiller technique participations publiques, consommation et concurrence au cabinet de la Première ministre (Mme Élisabeth Borne).

Audition de Mme Lucile Poivert, ancienne conseillère santé et biens de consommation au cabinet de la ministre déléguée chargée de l'industrie (Mme Agnès Pannier-Runacher).

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Cédric Arcos, ancien conseiller technique santé au cabinet de la Première ministre (Mme Élisabeth Borne).

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Sophie Dubois, directrice générale de Nestlé Waters France d'avril 2018 à janvier 2025, présidente de Nestlé France.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Adrienne Brotons, ancienne directrice de cabinet du ministre de l'industrie.

Audition de Mme Muriel Lienau, responsable de la zone Emena (Europe, Middle East and North Africa) de Nestlé Waters de 2020 à 2023, présidente de Nestlé France de 2023 à 2025, actuelle présidente-directrice générale de Nestlé Waters.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Isabelle Epaillard, ancienne directrice adjointe de cabinet du ministre de la santé (François Braun) et ancienne directrice de cabinet de la ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé (Agnès Firmin Le Bodo).

Convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) - Audition de MM. Vincent Filhol, ancien magistrat, avocat et Nicolas Jeanne, professeur de droit pénal à l'université de Tours.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Nicolas Bouvier, consultant en relations publiques au cabinet Brunswick, représentant d'intérêts du groupe Nestlé.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. David Vivier, ancien directeur industriel chez Nestlé Waters.

Audition de M. Ronan Le Fanic, ancien directeur de Nestlé Waters Vosges, responsable technique et opérations de Nestlé Waters.

Communication du président et du rapporteur.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Jérôme Vidal, ancien conseiller « consommation et pratiques commerciales » au cabinet de Mme Olivia Grégoire, ministre déléguée chargée des entreprises, du tourisme et de la consommation.

Audition de M. Julien Didelot, directeur de la société Agrivair, chargée des mesures de protection des impluviums de Nestlé dans les Vosges.

Audition de M. Loïc Tanguy, ancien conseiller « consommation et pratiques commerciales » aux cabinets de MM. Alain Griset et Jean-Baptiste Lemoyne, successivement ministres délégués aux petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Roland Lescure, ancien ministre de l'industrie.

Audition de Mme Agnès Firmin Le Bodo, ancienne ministre déléguée chargée de l'organisation territoriale et des professions de santé, puis ministre de la santé.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, ancienne secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, puis ministre déléguée chargée de l'industrie.

Audition de Mme Yasmine Motarjemi, ancienne directrice monde de la sécurité alimentaire chez Nestlé (en téléconférence).

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Communication du rapporteur sur les documents reçus de la présidence de la République.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Laurent Freixe, directeur général du groupe Nestlé.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'action du Gouvernement face à la nouvelle vague de désindustrialisation frappant le département de l'Oise - (11 février 2025) : p. 2580 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat d'Aboubakar Cissé - (30 avril 2025) : p. 5132

- Question d'actualité au Gouvernement sur les eaux en bouteille (I) - (21 mai 2025) : p. 5893 et suivantes

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1359, n° I-652 et n° I-1747** *(Imposition des plus-values latentes sur les transmissions)* : p. 9989 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1317, n° I-654, n° I-481 rectifié ter, n° I-480 rectifié ter, n° I-242 rectifié, n° I-918, n° I-2649 rectifié, n° I-1358, n° I-1320, n° I-653, n° I-1322, n° I-245 rectifié, n° I-1805, n° I-1325, n° I-247 rectifié, n° I-1002, n° I-1290 et n° I-1291** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-803 rectifié ter, n° I-1616 rectifié, n° I-1617 rectifié bis, n° 341 rectifié bis, n° I-1339 rectifié bis, n° I-2348, n° I-785, n° I-2383 et n° I-182 rectifié bis** *(Réduction d'impôt ouverte pour les versements au capital d'entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus))* : p. 10289 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-744 rectifié bis et n° I-619 rectifié bis** *(Assiette de la contribution sur les eaux minérales)* : p. 10861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-710 rectifié** *(Instauration d'un agrément permettant aux établissements financiers qui en disposent de pratiquer l'exonération de retenue à la source dans le cadre de la lutte contre la fraude CumCum)* : p. 10907

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

OUZOULIAS (Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRCE-K

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 16, 21 janvier, 5, 13, 19 février, 4, 6, 11, 13, 20 mars, 1er, 2, 8, 10, 30 avril, 6, 13 mai, 3, 12, 17, 24 juin, 9 juillet, 15, 20, 28 octobre, 6, 12, 20, 21, 23, 28, 29, 30 novembre, 4, 10, 15 et 18 décembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur (21 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (25 juin 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre aux établissements privés sous contrat avec l'État les dispositions de la loi de 2004 encadrant le port de signes religieux **[n° 654 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Éducation**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport : Création et IA : de la prédation au partage de la valeur **[n° 842 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Claudia Scherer-Effosse, directrice générale de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « IA : enjeux et perspectives pour les droits humains » : audition de MM. Bernard Benhamou et Jean-Marie Cavada.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mise en œuvre du règlement européen sur l'intelligence artificielle en matière de rémunération des contenus culturels - Audition de Mme Alexandra Bensamoun, professeure de droit privé à l'université Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 19 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi d'habilitation à prendre par voie d'ordonnance les mesures permettant de transférer à l'État les personnels de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de

la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin, directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur l'intelligence artificielle (IA) et la création - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société » - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La sûreté des musées - Audition de MM. Patrice Faure, préfet de police de Paris, Jean-François Hébert, directeur général des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, et Jean-Baptiste Félicité, chef de l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la Presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conclusions de l'enquête administrative à la suite du vol survenu au musée du Louvre - Audition de MM. Noël Corbin, chef de l'inspection générale des affaires culturelles et Pascal Mignerey, chef de la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation - mission sécurité, sûreté et audit (Missa) du ministère de la culture.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes - **État B** : p. 346 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 349 et suivantes - **État B** : p. 350 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1989** *(Demande de rapport sur l'actualisation de la loi de programmation de la recherche)* : p. 797 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Organisation des travaux - (5 février 2025) : p. 2103

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3146 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3330 et suivantes - **Article 1er** *(Contenu de l'enseignement moral et civique)* : p. 3340 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes - **Article 2** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues ou signes manifestant une appartenance religieuse à l'ensemble des activités organisées par l'institution scolaire y compris en dehors du temps scolaire)* : p. 3347 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3358 et suivantes

- Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article 8** *(Définition des entités « essentielles » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3693 et suivantes - **Article 9** *(Définition des entités « importantes » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3696 et suivantes - **Article 14** *(Mise en place de mesures de cybersécurité par les entités « essentielles » et « importantes »)* : p. 3700 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 67** *(Principe de préférence pour les entreprises de cybersécurité françaises)* : p. 3704 et suivantes - **Article 16** *(Exigences de protection cyber supplémentaires pour les opérateurs d'importance vitale (OIV) et pour les administrations)* : p. 3705 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'embauche des travailleurs saisonniers - (19 mars 2025) : p. 4054 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes - **Article 2** *(Publicité des avis rendus par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4082 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un référentiel national des pratiques et des critères mis en œuvre par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4084 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une commission départementale d'examen des dossiers litigieux)* : p. 4086 et suivantes - **Article 4** *(Ajout de la réhabilitation des constructions existantes au champ de l'intérêt public associé à l'architecture)* : p. 4090 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4092 et suivantes

- Célébration de la Journée internationale de la francophonie - (20 mars 2025) : p. 4144

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil de scientifiques aux États-Unis - (26 mars 2025) : p. 4311 et suivantes

- Décès d'un ancien sénateur : M. Michel Fontaine, sénateur de La Réunion de 2011 à 2017 - (1er avril 2025) : p. 4383

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 60** *(Allongement de la durée de la discussion générale)* : p. 4795 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise [n° 900 (2022-2023)] - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- Débat sur le thème : « Pour garantir la sincérité du débat public, quelle mise en œuvre des politiques françaises et européennes de régulation des plateformes en ligne ? » - (10 avril 2025) : p. 4938 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 530 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5017 et suivantes

- **Débat sur le thème de l'intelligence artificielle** - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la visite du président syrien** - (7 mai 2025) : p. 5307 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des universités et de la recherche** - (7 mai 2025) : p. 5314 et suivantes

- **Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes - **Article 1er** *(Habilitation du Gouvernement à prendre une ordonnance pour l'intégration des personnels enseignants de Wallis et Futuna dans la fonction publique ainsi que la définition des modalités d'option entre le régime de retraite de la fonction publique et celui de la caisse des prestations sociales de Wallis et Futuna)* : p. 5667 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5668 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? »** - (28 mai 2025) : p. 6021 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 9 - Amendements n° 55 rectifié et n° 90** *(Constitution par une association d'une société dédiée au sport professionnel féminin)* : p. 6346 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 657 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6807 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 1er** *(Mise en place du livret de parcours inclusif)* : p. 6827 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** *(Instauration d'un droit des enfants en situation de handicap ou affectés par un trouble de la santé invalidant à être accueillis dans une structure adaptée)* : p. 6830 et suivantes - **Article 1er bis** *(Participation obligatoire de l'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) à l'évaluation des besoins de l'élève dans le cadre d'une demande à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH))* : p. 6831 et suivantes - **Article 1er ter** *(Obligation pour l'État d'affecter un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) dans un délai d'un mois à compter de la notification le prévoyant)* : p. 6833 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié ter** *(Demande de rapport au Parlement sur le bilan de l'expérimentation des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6837 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7** *(Mise en œuvre d'initiatives contribuant à la promotion de la paix)* : p. 7005 et suivantes - **Article 5 (supprimé)** *(Autorisation pour les régions hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 d'accorder leur garantie financière au comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques)* : p. 7017 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes

- **Reprise du mandat sénatorial d'anciens membres du Gouvernement** - (6 novembre 2025) : p. 8457

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- **Décès de Jean-François Humbert, ancien sénateur du Doubs** - (21 novembre 2025) : p. 8947

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-856, n° I-1011, n° I-1428 et n° I-1496** *(Attribution d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de contribuables célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge)* : p. 9882 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1268** *(Majoration du taux de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9900 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1001, n° I-2401 rectifié bis, n° I-1270 et n° I-1271** *(Déconjugalisation des dettes fiscales en cas de séparation)* : p. 9904 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes p. 9944 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) : p. 11539 et suivantes - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

PACCAUD (Olivier)
sénateur (Oise)
Les Républicains-A, puis Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité de bassin Seine-Normandie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur l'éducation prioritaire, une politique publique à repenser **[n° 575 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des enseignants de plus en plus irremplaçables : une politique à revoir **[n° 730 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Travail - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Enseignement scolaire **[n° 743 tome 2 annexe 14 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 221 (2024-2025)] visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets **[n° 49 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Environnement - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Enseignement scolaire **[n° 139 tome 3 annexe 13 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des finances) :* L'éducation prioritaire, une politique publique à repenser - Audition de MM. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, Jean-François Chanet, recteur de l'académie de Créteil, Christophe Géhin, chef du service du budget et des politiques éducatives territoriales à la direction générale de l'enseignement scolaire, et Patrick Haddad, vice-président de l'association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF) et maire de Sarcelles pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* L'actualité du secteur des jeux d'argent et de hasard - Audition de Mmes Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), Stéphane Pallez, présidente-directrice générale de FDJ United, et M. Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (AFJEL).

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2025 - (22 janvier 2025) : p. 1183 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite) - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 179** *(Demande de rapport évaluant les moyens alloués à la justice en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée au regard des missions et objectifs qui lui sont assignés)* : p. 1600 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat du jeune Élias par deux mineurs - (29 janvier 2025) : p. 1704 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1706 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les propos du Premier ministre relatifs à l'immigration - (29 janvier 2025) : p. 1707 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1714 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration d'une stratégie nationale de reconquête de la haie à horizon 2030 et 2050, d'un observatoire de la haie et d'une instance de concertation et de suivi chargés d'en assurer le suivi)* : p. 1809 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1814 et suivantes.

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à un humoriste islamiste sur une chaîne télévisée publique - (5 février 2025) : p. 2064 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences de la modification du régime fiscal des chambres d'hôtes - (18 février 2025) : p. 2961 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise démocratique et institutionnelle en France - (19 février 2025) : p. 3046 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (13 mars 2025) - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- Suite de la discussion (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine*

complémentaire de travail d'intérêt général) : p. 4287 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 50 rectifié septies** *(Très courtes peines pour les mineurs délinquants)* : p. 4327 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 60** *(Allongement de la durée de la discussion générale)* : p. 4795 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la lacune réglementaire concernant les engins de déplacement personnel motorisés** - (29 avril 2025) : p. 5084 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat d'Aboubakar Cissé** - (30 avril 2025) : p. 5132

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la possibilité de travailler le 1er mai (II)** - (30 avril 2025) : p. 5140 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (II)** - (30 avril 2025) : p. 5141 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat** - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif** - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la carte de l'éducation prioritaire** - (7 mai 2025) : p. 5313 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes

- **Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays »** - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le non-remplacement des enseignants dans les collèges et lycées** - (18 juin 2025) : p. 6722

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la vacance des locaux agricoles** - (8 juillet 2025) : p. 7319 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le besoin de protéger l'état de droit et l'indépendance de la justice** - (22 octobre 2025) : p. 7986 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier d'examen de la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (Trace)** - (29 octobre 2025) : p. 8195 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)]** - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8250 et suivantes - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8261 et suivantes p. 8263 p. 8264 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1** *(Faculté des maires et présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) « d'encourager » le développement des déchetteries mobiles)* : p. 8266 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 2** *(Faculté pour les collectivités compétentes en matière de gestion des déchets de mettre en place des dispositifs de gratification du tri)* : p. 8267 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la compétitivité des entreprises** - (5 novembre 2025) : p. 8411

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 8538 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Dette publique »** - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la polémique à l'université Lyon-II** - (26 novembre 2025) : p. 9741

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique carcérale** - (26 novembre 2025) : p. 9746 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-306 rectifié quater** *(Intégration des prestations et allocations sociales perçues dans le calcul de l'éligibilité et du montant des prestations sociales conditionnées à des ressources)* : p. 9861 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1524 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt « podcast »)* : p. 10328 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1031 rectifié ter** *(Création d'un crédit d'impôt pour dépenses de travaux réalisés en application des obligations légales de débroussaillement)* : p. 10383 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1215 rectifié, n° I-1852 rectifié, n° I-2537 rectifié quater et n° I-2608 rectifié quater** *(Faculté pour les départements de relever le taux de la taxe additionnelle à la taxe de séjour de 10 % à 30 %)* : p. 10390 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1333 rectifié ter** *(Élargissement des bénéficiaires du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11021 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) : p. 11536 et suivantes p. 11539 et suivantes - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12360 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-1825 rectifié ter** *(Départementalisation de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL))* : p. 12422 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III) - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

PANIFOUS (Laurent)
ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Conseil et contrôle de l'État

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12332 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes - **Article additionnel après l'article 68 - Amendement n° II-260 rectifié ter** *(Fusion du Haut-commissariat à la stratégie et au plan et du Secrétariat général à la planification écologique)* : p. 12934 et suivantes

---

PANNIER-RUNACHER (Agnès)
ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche
(jusqu'au 12 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait américain de l'accord de Paris** - (22 janvier 2025) : p. 1178 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réactions du Gouvernement face aux attaques répétées contre l'écologie en France comme à l'international** - (22 janvier 2025) : p. 1179 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'incident entre un chalutier français et un navire britannique dans le détroit du Pas-de-Calais** - (22 janvier 2025) : p. 1180 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les missions de l'Office français de la biodiversité** - (22 janvier 2025) : p. 1182 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assurabilité des risques climatiques** - (22 janvier 2025) : p. 1186 et suivantes

- **Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)]** - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration d'une stratégie nationale de reconquête de la haie à horizon 2030 et 2050, d'un observatoire de la haie et d'une instance de concertation et de suivi chargés d'en assurer le suivi)* : p. 1809 et suivantes - **Article 2** *(Consécration d'un label public unique de gestion durable des haies et de distribution durable de bois issu de haies gérées durablement)* : p. 1812 et suivantes - **Article 3** *(Trajectoire d'augmentation des approvisionnements des chaufferies collectives en bois issu de haies gérées et distribuées durablement au sein de la stratégie nationale de mobilisation de la biomasse (SNMB))* : p. 1814 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1814 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux inondations en Ille-et-Vilaine** - (5 février 2025) : p. 2057 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la défense de la filière pêche** - (11 février 2025) : p. 2595 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les conséquences de l'action mois sans pêche** - (11 février 2025) : p. 2596 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la nouvelle baisse de 50 % des aides au chauffage au bois domestique** - (11 février 2025) : p. 2597

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences du dérèglement climatique sur le littoral côtier** - (19 février 2025) : p. 3045 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission du secrétaire général à la planification écologique et les reculs du Gouvernement en la matière** - (19 février 2025) : p. 3048 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de mise en œuvre du fonds territorial climat** - (19 février 2025) : p. 3053 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes - **Article 1er** *(Campagnes de sensibilisation inter-filière portant sur les déchets indésirables exposés au risque d'incendie)* : p. 3368 et suivantes - **Article 2** *(Fonds d'indemnisation des dommages dus aux incendies causés par l'inflammation des piles et accumulateurs)* : p. 3369 et suivantes

- **Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes - **Article 1er** *(Simplifier la gestion des cours d'eau afin de mieux prévenir et gérer les inondations)* : p. 3382 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 21** *(Amendement de coordination avec la loi du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte, prévoyant des délais d'instruction et de consultation du public réduits)* : p. 3384 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** *(Clarification des procédures applicables aux travaux d'entretien des cours d'eau)* : p. 3384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** *(Réduction du délai d'autorisation des projets inscrits au Papi - Non inscription dans l'étude d'impact par les porteurs de projets des éléments figurant déjà dans le rapport sur les incidences environnementales du programme)* : p. 3386 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23** *(Accélération de la mise en œuvre des Papi par reconnaissance a priori d'une raison impérative d'intérêt public majeur (RIIPM) aux actions inscrites dans un Papi labellisé par l'État)* : p. 3386 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 9 rectifié** *(Demande de rapport sur les modalités de simplification de la procédure d'élaboration d'un programme d'actions de prévention des inondations (PAPI))* : p. 3387 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur le financement de la prévention des inondations)* : p. 3388 - **Article 3** *(Renforcer le soutien technique et administratif aux collectivités territoriales dans la*

gestion de l'après-crise) : p. 3388 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 17** *(Réduire le délai de consultation des élus locaux et des propriétaires concernés pour la réalisation des plans de prévention des risques naturels (PPRN))* : p. 3391 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3393 et suivantes

- Question orale sans débat sur le maintien des effectifs de terrain du maillage territorial de l'Office national des forêts (ONF) - (18 mars 2025) : p. 3961

- Question orale sans débat sur la mise en œuvre du fonds territorial climat figurant dans la loi de finances pour 2025 - (18 mars 2025) : p. 3961 et suivantes

- Question orale sans débat sur la défense des chasses traditionnelles du Sud-Ouest face à la Commission européenne - (18 mars 2025) : p. 3962 et suivantes

- Question orale sans débat sur la mise en œuvre des dispositifs de rénovation énergétique - (18 mars 2025) : p. 3963 et suivantes

- Question orale sans débat sur le financement apporté par la France au budget du programme de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) - (18 mars 2025) : p. 3964 et suivantes

- Question orale sans débat sur les inégalités salariales - (18 mars 2025) : p. 3965 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés rencontrées par les pêcheurs - (19 mars 2025) : p. 4049 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le traité international pour la protection de la haute mer et de la biodiversité marine - (19 mars 2025) : p. 4051 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les zones à faibles émissions - (2 avril 2025) : p. 4468 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la conférence nationale sur l'eau et la politique de l'eau - (2 avril 2025) : p. 4469 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les problématiques liées aux sargasses en Guadeloupe - (7 mai 2025) : p. 5303 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la contamination aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées (PFAS) de l'eau potable dans le Haut-Rhin - (14 mai 2025) : p. 5507 et suivantes

- Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Création d'un mécanisme de répartition des charges entre matériaux au sein de la filière à responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du bâtiment »)* : p. 5602 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié** *(Minoration supplémentaire des écocontributions)* : p. 5604 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat stratégique entre Londres et l'Union européenne en matière de pêche - (21 mai 2025) : p. 5897 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de la biodiversité et la lutte contre les pesticides - (28 mai 2025) : p. 5994 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur la filière pêche - (28 mai 2025) : p. 6001 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le problème du stockage des déchets du site de StocaMine - (28 mai 2025) : p. 6004 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 57 rectifié** *(Origine géographique des produits textiles)* : p. 6092 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié bis** *(Suppression du crédit d'impôt sur les invendus de la mode express)* : p. 6092 et suivantes - **Article 1er bis A** *(Échanges d'informations sur le respect des règles relatives à l'économie circulaire)* : p. 6093 - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 108 rectifié** *(Reprise des dons non utilisés par les éco-organismes)* : p. 6110 et suivantes - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 87** *(Interdiction de la publicité pour les produits fabriqués en violation des droits fondamentaux des travailleurs)* : p. 6117 - **Article 3 bis (nouveau)** *(Régulation de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6117 et suivantes - **Article 4** *(Sanction des manquements à l'obligation d'afficher un message d'information et à l'interdiction de publicité)* : p. 6120 et suivantes - **Article 5** *(Habilitation de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) à contrôler le respect de l'obligation d'afficher un message d'information et de l'interdiction de publicité)* : p. 6121 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 69** *(Sensibilisation aux impacts environnementaux dans le cadre de l'éducation à l'environnement)* : p. 6121 et suivantes - **Article 7 (non modifié par la commission)** *(Rapport au Parlement relatif à la mise en œuvre des mesures miroirs)* : p. 6122 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 113 rectifié quater** *(Taxe sur les petits colis de provenance extra-européenne)* : p. 6123 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 6124 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le réchauffement climatique - (25 juin 2025) : p. 7080 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la chasse au gibier d'eau - (25 juin 2025) : p. 7090 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les actions engagées par le Gouvernement en matière d'anticipation et d'adaptation aux épisodes caniculaires - (2 juillet 2025) : p. 7160 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les crédits consacrés à l'adaptation au changement climatique - (2 juillet 2025) : p. 7162 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'obligation légale de débroussaillement - (9 juillet 2025) : p. 7435 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des politiques d'adaptation des littoraux à l'érosion - (9 juillet 2025) : p. 7440

PANOSYAN-BOUVET (Astrid)
ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi
(jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-5** *(Ciblage des aides aux employeurs d'apprentis)* : p. 697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-639 et n° II-1120** *(Suppression de l'éligibilité des formations d'aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises (ACRE) au financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 698 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1113** *(Minoration des niveaux de prise en charge lorsque la formation s'effectue intégralement à distance)* : p. 698 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-6** *(Minoration des niveaux de prise en charge pour les formations de niveaux 6 et 7)* : p. 700 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1431 rectifié** *(Création d'un dispositif d'« activité partielle de longue durée rebond »)* : p. 700 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-211 rectifié** *(Rapport sur les spécificités du régime d'assurance chômage des travailleurs transfrontaliers)* : p. 703 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse du chômage - (29 janvier 2025) : p. 1708 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux travailleurs pauvres - (5 février 2025) : p. 2063 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Article 4** *(Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))* : p. 2869 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 6 quater** : p. 2882 - **Article 7** *(Rationalisation des exonérations de cotisations sociales pour les contrats d'apprentissage, les entreprises d'armement maritime, les jeunes entreprises innovantes et les jeunes entreprises de croissance)* : p. 2883 et suivantes - **Article 7 bis A** *(Plafonnement de la rémunération d'un apprenti exonérée de cotisations salariales)* : p. 2884

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état financier du système des retraites - (19 février 2025) : p. 3051

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3057 et suivantes - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes - **Article 3** *(Obligation d'une négociation annuelle relative aux salaires)* : p. 3072 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** *(Anticipation de l'entrée en vigueur des accords salariaux en outre-mer)* : p. 3073 et suivantes - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le respect de la réglementation dans le cadre de la fermeture des usines Michelin de Cholet et Vannes - (5 mars 2025) : p. 3262 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II) - (19 mars 2025) : p. 4046 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux annonces du Premier ministre sur l'âge légal de départ à la retraite et aux suites du « conclave » - (19 mars 2025) : p. 4048

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Question orale sans débat sur la mise en application de la circulaire du 22 novembre 1999 relative aux aspirations endotrachéales - (25 mars 2025) : p. 4192 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences d'un projet de décret menaçant le secteur de la petite enfance - (25 mars 2025) : p. 4193 et suivantes

- Question orale sans débat sur la création de résidences de répit partagé - (25 mars 2025) : p. 4194 et suivantes

- Question orale sans débat sur la diminution du niveau de prise en charge des contrats d'apprentissage prévue par décret - (25 mars 2025) : p. 4195

- Question orale sans débat sur la généralisation des déclarations préremplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité - (25 mars 2025) : p. 4196

- Question orale sans débat sur la police ou la gendarmerie : cas d'une portion de l'autoroute A1 en Île-de-France - (25 mars 2025) : p. 4196 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'attente du décret relatif à la bonification des trimestres des sapeurs-pompiers volontaires - (25 mars 2025) : p. 4197 et suivantes

- Question orale sans débat sur les indemnisations des communes, entreprises et habitants sinistrés par les inondations reconnues catastrophes naturelles - (25 mars 2025) : p. 4198

- Question orale sans débat sur les délais trop longs pour passer son permis de conduire - (25 mars 2025) : p. 4198 et suivantes

- Question orale sans débat sur les maternités et la défavorisation territoriale mettant en danger les femmes et leurs nourrissons - (8 avril 2025) : p. 4714 et suivantes

- Question orale sans débat sur la persistance de dysfonctionnements dans les données des assurés sociaux - (8 avril 2025) : p. 4715 et suivantes

- Question orale sans débat sur la parution de l'arrêté interministériel permettant la mise en place de la nouvelle version du Nutri-score - (8 avril 2025) : p. 4716

- Question orale sans débat sur les difficultés des missions locales dans la région Normandie - (8 avril 2025) : p. 4716 et suivantes

- Question orale sans débat sur le financement et l'avenir des hôpitaux publics en Seine-Saint-Denis - (8 avril 2025) : p. 4717 et suivantes

- Question orale sans débat sur un hommage national en mémoire des victimes du covid-19 - (8 avril 2025) : p. 4718 et suivantes

- Question orale sans débat sur le délai de traitement des dossiers par la maison départementale des personnes handicapées (MDPH) 92 - (8 avril 2025) : p. 4719 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation particulière des assistants familiaux recrutés par les départements - (8 avril 2025) : p. 4720

- Question orale sans débat sur la protection de l'enfance - (8 avril 2025) : p. 4720 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences de la réduction des contrats « parcours emploi compétences » (PEC) pour les collectivités territoriales - (8 avril 2025) : p. 4721 et suivantes

- Question orale sans débat sur la prise en charge des détenus en établissement de santé psychiatrique - (8 avril 2025) : p. 4722 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'aide au financement du permis de conduire pour les apprentis de moins de 18 ans - (8 avril 2025) : p. 4723

- Débat sur l'apprentissage - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés [n° 230 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5626 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1** *(Restriction de la définition des motifs économiques du licenciement et du périmètre d'appréciation)* : p. 5637 et suivantes - **Article 2** *(Sanction des licenciements économiques sans cause réelle et sérieuse)* : p. 5639 et suivantes

- Question orale sur la revalorisation des astreintes hospitalières - (20 mai 2025) : p. 5709

- Question orale sur la gestion des déchets d'activités de soins - (20 mai 2025) : p. 5709 et suivantes

- Question orale sur l'adaptation des critères d'éligibilité à l'aide aux apprentis pour financer leur permis à la récente réforme permettant de passer le permis de conduire dès l'âge de 17 ans - (20 mai 2025) : p. 5710 et suivantes

- Question orale sur la nécessité de réactiver la prépa-apprentissage - (20 mai 2025) : p. 5711

- Question orale sur le transport des élèves en situation de handicap - (20 mai 2025) : p. 5711 et suivantes

- Question orale sur la réglementation relative à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés par les organisateurs de festivals - (20 mai 2025) : p. 5712 et suivantes

- Question orale sur les coûts de l'archéologie préventive pour les collectivités territoriales - (20 mai 2025) : p. 5713

- Question orale sur le créole et la ratification de la charge européenne des langues régionales ou minoritaires par la France - (20 mai 2025) : p. 5713 et suivantes

- Question orale sur la désinformation relative au sida chez les jeunes - (20 mai 2025) : p. 5714 et suivantes

- Question orale sur la compensation de la suppression du fonds de soutien aux activités périscolaires - (20 mai 2025) : p. 5715

- Question orale sur la réglementation du balisage des zones de baignade - (20 mai 2025) : p. 5715 et suivantes

- Question orale sur la mise en œuvre de la filière à responsabilité du producteur des emballages professionnels - (20 mai 2025) : p. 5716 et suivantes

- Question orale sur l'avenir des cétacés du parc Marineland d'Antibes - (20 mai 2025) : p. 5717 et suivantes

- Question orale sur la mise en place d'un régime fiscal incitatif pour le HVO100 dans les secteurs professionnels maritime et fluvial - (20 mai 2025) : p. 5718

- Question orale sur la gestion des extractions judiciaires - (20 mai 2025) : p. 5718 et suivantes

- Question orale sur la communication du rapport d'évaluation des centres éducatifs fermés actuels - (20 mai 2025) : p. 5719 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes - **Article 1er** *(Négociation obligatoire sur l'emploi et le travail des séniors au niveau des branches)* : p. 6206 et suivantes - **Article 2** *(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés)* : p. 6207 et suivantes - **Article 3** *(Instauration de rendez-vous professionnels de mi-carrière et de préparation de la fin de carrière)* : p. 6211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 18 rectifié et 22 rectifié** *(Inscription dans les principes généraux de prévention de l'obligation d'écoute des salariés sur leurs conditions de travail)* : p. 6212 et suivantes - **Article 4** *(Création d'un contrat de valorisation de l'expérience)* : p. 6214 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6223 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) et le recul de l'âge de départ - (11 juin 2025) : p. 6416

- Question orale sans débat sur la réutilisation de matériel médical - (8 juillet 2025) : p. 7301 et suivantes

- Question orale sans débat sur la gestion des déchets d'activités de soins à risques infectieux - (8 juillet 2025) : p. 7302

- Question orale sans débat sur la fermeture des urgences nocturnes de l'hôpital de Magny-en-Vexin - (8 juillet 2025) : p. 7303

- Question orale sans débat sur le déploiement des traitements innovants dans la lutte contre les opioïdes - (8 juillet 2025) : p. 7303 et suivantes

- Question orale sans débat sur la signature de la convention d'objectifs et de gestion 2025-2028 de la Caisse autonome de sécurité sociale des mines (CANSSM) - (8 juillet 2025) : p. 7304 et suivantes

- Question orale sans débat sur la réforme des services autonomie à domicile (SAD) et les difficultés des services de soins infirmiers à domicile - (8 juillet 2025) : p. 7305 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences des arrêtés relatifs à l'exposition au radon dans les grottes touristiques - (8 juillet 2025) : p. 7306 et suivantes

- Question orale sans débat sur la modernisation du groupement hospitalier Novo - Pontoise, Beaumont-sur-Oise, Magny-en-Vexin - (8 juillet 2025) : p. 7307

- Question orale sans débat relative aux menaces sur l'avenir de l'Institut mutualiste Montsouris (IMM) - (8 juillet 2025) : p. 7307 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions de la délégation paritaire permanente des retraites - (9 juillet 2025) : p. 7431 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7571 et suivantes - **Article 2**

(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés) : p. 7581 - **Article 12** *(Reconnaissance d'une existence légale à l'instance paritaire Certif'Pro - Dispositions sur le financement des projets de transition/reconversion professionnelle)* : p. 7581 et suivantes

---

PANTEL (Guylène)
sénatrice (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le pouvoir préfectoral de dérogation : des solutions concrètes pour adapter les normes aux territoires **[n° 346 (2024-2025)]** (13 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à faciliter l'emploi des étrangers dans les secteurs d'activités en tension **[n° 865 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser l'organisation des scrutins en cas de candidature unique au second tour **[n° 867 (2024-2025)]** (23 juillet 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 899 (2024-2025)] créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 84 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique, sur le sujet du pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Matinée de sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales.

Réunion du vendredi 7 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Table ronde portant sur la mise en œuvre du pouvoir de dérogation aux normes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Audition de M. Nicolas Vignolles, délégué général du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (Sell), et Mme Vanessa Kaplan, déléguée générale du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - **État D** : p. 958 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (12 février 2025) - **Rappel au règlement** : p. 2766 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 660 rectifié** *(Autorisation des pulvérisations par drones)* : p. 2774

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Article 3** *(Création d'une commission départementale d'examen des dossiers litigieux)* : p. 4086 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste » - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes - **Article 3** *(Faculté de dérogation à certaines normes environnementales de nature législative pour préserver l'existence d'ouvrages hydrauliques)* : p. 6382 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6389 et suivantes

- Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? » - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires [n° 85 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8457 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 235 rectifié et n° 539 rectifié bis** *(Demande de rapport visant à apprécier l'impact des réformes adoptées sur les retraites des sapeurs-pompiers)* : p. 9683 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-251 rectifié** *(Création d'un compte courant rémunéré populaire)* : p. 10042

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) : p. 12531 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

---

PANUNZI (Jean-Jacques)
sénateur (Corse-du-Sud)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-74 rectifié** *(Limitation des reliquats de la dotation de continuité territoriale de Corse au seul bénéfice des infrastructures de transport)* : p. 1363 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des dépenses de défense - (12 mars 2025) : p. 3674 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) -

Article 1er *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modélisations budgétaires et l'évolution de la Corse - (25 juin 2025) : p. 7088 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 136 rectifié ter et n° 1843** *(Âge pour majoration des allocations familiales)* : p. 9535 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-1188 rectifié** *(Élargissement aux agriculteurs du dispositif de suramortissement pour l'acquisition d'engins non routiers neufs à faibles émissions)* : p. 10565 - **Article 20** *(Aménagement des redevances des agences de l'eau)* : p. 10578 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-371 rectifié sexies, n° 1189 rectifié et n° I-1427 rectifié bis** *(Exonération de la redevance pour prélèvement de la ressource en eau pour la production d'énergie osmotique)* : p. 10593 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-901 rectifié, n° I-284 rectifié bis et n° I-2166** *(Taxe sur le streaming musical)* : p. 10697

- Question orale sans débat sur le respect de la convention 2023-2027 entre l'État, la collectivité de Corse et l'université de Corse - (2 décembre 2025) : p. 10741

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-558 rectifié, n° I-383 rectifié, n° I-820 rectifié ter et n° 1648 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour compenser la non-indexation de la dotation de continuité territoriale en faveur de la Corse)* : p. 11027 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article 43** *(Prélèvement exceptionnel des soldes excédentaires de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 11140 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

PAOLI-GAGIN (Vanina)
sénateur (Aube)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic (2 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée (2 avril 2025).

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux missions d'exploration et d'utilisation des ressources spatiales **[n° 302 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires **[n° 457 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Améliorer la performance de l'enseignement supérieur : un contrat qui reste à honorer **[n° 723 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Recherche et enseignement supérieur **[n° 743 tome 2 annexe 24 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Quelles valeurs en 2050 ? Les valeurs dans le champ économique **[n° 10 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 855 (2024-2025)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune **[n° 51 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à ériger l'alignement des intelligences artificielles en objectif stratégique pour l'Europe **[n° 53 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Recherche et enseignement supérieur **[n° 139 tome 3 annexe 23 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition d'associations d'élus - Association des maires de France, association des départements de France, association des régions de France, intercommunalités de France et Métropole du Grand Paris.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Les autorités de régulation financière - Audition de l'Autorité des marchés financiers et de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Les entreprises de cyberdéfense - Audition d'Airbus, Orange et Thales.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des finances) :* « Solutions hors marché, grand emprunt national : des modes de financement à envisager pour notre dette publique ? » - Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, économiste et seconde sous-gouverneure de la Banque de France, MM. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor, Benjamin Lemoine, sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO - université Paris-Dauphine), et Éric Monnet, économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA et environnement ».

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* ARN extracellulaires - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de MM. Jérôme Batout, philosophe et économiste, et Emmanuel Constantin, essayiste.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de M. Antonin Bergeaud, économiste, lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2025, et de Mme Lauriane Mouysset, chercheuse en économie écologique, sur « Quelles valeurs économiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur - Communication.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Quel modèle économique pour 2050 ? - Audition de M. Philippe Dessertine, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « L'évolution des valeurs dans le champ économique à l'horizon 2050 ».

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 9 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) : p. 252 et suivantes

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1967** *(Doublement du montant de contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) attribué à l'enseignement supérieur public)* : p. 797

- Suite de la discussion (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article 5** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 55 rectifié bis** *(Rapport sur le bilan de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc))* : p. 1652

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 77 rectifié, n° 121 rectifié quinquies, n° 221 rectifié ter, n° 264 rectifié ter, n° 583 rectifié bis, n° 597 rectifié ter, n° 624 rectifié et n° 703 rectifié bis**

(Simplifications de l'enquête publique dans le cadre de l'autorisation environnementale et possibilité de relever les seuils entre procédures d'enregistrement et d'autorisation ICPE pour toutes les activités dès la promulgation de la loi) : p. 2744 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes

- Suite de la discussion (12 mars 2025) - **Article 27** *(Droits et obligations des agents chargés d'un contrôle de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et de la personne contrôlée)* : p. 3718 et suivantes - **Article 28** *(Devoir de coopération de la personne contrôlée et amende administrative en cas d'obstacle à un contrôle)* : p. 3719 et suivantes - **Article 29** *(Forme et prise en charge financière des contrôles)* : p. 3722 et suivantes - **Article 31** *(Ouverture d'une procédure à l'encontre de la personne contrôlée)* : p. 3725 et suivantes - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° 14 rectifié** *(Administration de la preuve du sinistre par l'assureur en cas d'attaques informatiques)* : p. 3745 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la commande publique dans le numérique - (7 mai 2025) : p. 5304 et suivantes

- Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? » - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 113 rectifié quater** *(Taxe sur les petits colis de provenance extra-européenne)* : p. 6123 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté numérique et la situation de l'entreprise Visibrain - (25 juin 2025) : p. 7080

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du métayage - (22 octobre 2025) : p. 7989 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 52 (2025-2026)] - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8213 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8250 et suivantes

- Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)] - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8273 et suivantes

- Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales » - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1193 rectifié quater, n° I-1137 rectifié bis et n° I-767 rectifié** *(Rétablissement du dispositif « jeunes docteurs » au sein du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1612 rectifié bis, n° I-1136 rectifié bis et n° I-1195 rectifié quater** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux frais liés aux brevets)* : p. 10125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1194 rectifié quater et n° I-1518 rectifié bis** *(Prorogation du crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (CICo))* : p. 10129 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2666 rectifié, n° I-1733 rectifié quater, n° I-237 rectifié ter, n° I-1279 et n° I-1516 rectifié** *(Crédit d'impôt au titre de l'investissement dans les industries vertes)* : p. 10131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1198 et n° I-1517 rectifié** *(Prorogation du volet fiscal du dispositif « jeunes entreprises innovantes » pour la fiscalité locale et recréation d'un volet d'exonération d'impôt sur les sociétés)* : p. 10142 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2115 rectifié et n° I-776** *(Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois à des critères de résidence)* : p. 10364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-769 rectifié et n° I-1654** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison)* : p. 10769 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12216 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-33** *(Modulation des droits d'inscription selon le revenu du foyer de rattachement des étudiants)* : p. 12300

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12340 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 77** *(Mise en œuvre du fonds de sauvegarde pour les départements en 2026)* : p. 12441 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

PAPIN (Serge)
ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la réforme de la franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée adoptée en loi de finances initiale pour 2025)* : p. 80567 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 80568 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de simplification de la vie économique - (29 octobre 2025) : p. 8197 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur Shein - (5 novembre 2025) : p. 8419 et suivantes

---

PARIGI (Paul Toussaint)
sénateur (Haute-Corse)
UC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article 8** *(Définition des entités « essentielles » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3693 et suivantes - **Article 14** *(Mise en place de mesures de cybersécurité par les entités « essentielles » et « importantes »)* : p. 3700 et suivantes - **Article 27** *(Droits et obligations des agents chargés d'un contrôle de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et de la personne contrôlée)* : p. 3718 et suivantes - **Article 31** *(Ouverture d'une procédure à l'encontre de la personne contrôlée)* : p. 3725 et suivantes - **Article 37** *(Sanctions en cas de manquements aux obligations en matière de cybersécurité)* : p. 3729 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des artisans pêcheurs - (4 juin 2025) : p. 6189 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-535 rectifié ter et n° I-821 rectifié quater** *(Prolongation du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) jusqu'au 31 décembre 2028)* : p. 10129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-536 rectifié bis** *(Élargissement du champ d'application du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC) aux investissements en lien avec le transport)* : p. 10130 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-537 rectifié bis** *(Relèvement du seuil d'effectifs en dessous duquel les entreprises peuvent bénéficier du taux majoré de 30 % du crédit d'impôt pour les investissements en Corse (CIIC)* : p. 10130 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-532 rectifié** *(Exonération d'impôt sur les sociétés pour les installations de production d'hydroélectricité exploitées en zones non interconnectées (ZNI))* : p. 10175 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-1568 et n° I-1494** *(Financement du système de péréquation en faveur du gaz de pétrole liquéfié (GPL) en Corse)* : p. 10192 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes - **Article 7** *(Réforme du régime d'aide fiscale à l'investissement productif outre-mer)* : p. 10231 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-555 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière pour les bâtiments agricoles à usage mixte sur le territoire de la collectivité de Corse)* : p. 10375 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-527 rectifié, n° I-1281, n° I-1765 et n° I-2367 rectifié ter** *(Rehaussement à 195 000 euros du montant maximal d'opération pour l'accès au prêt à taux zéro)* : p. 10473 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-558 rectifié, n° I-383 rectifié, n° I-820 rectifié ter et n° 1648 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour compenser la non-indexation de la dotation de continuité territoriale en faveur de la Corse)* : p. 11027 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes p. 12383 et suivantes

---

PARMENTIER-LECOCQ (Charlotte)
ministre déléguée auprès de la ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, chargée de l'autonomie et des personnes handicapées
(à partir du 13 octobre 2025)
ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap
(jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat relative à la publication d'un rapport d'évaluation de l'expérimentation de l'entreprise d'insertion par le travail indépendant - (14 janvier 2025) : p. 45 et suivantes

- Question orale sans débat relative au transport scolaire des élèves en situation de handicap - (14 janvier 2025) : p. 46 et suivantes

- Question orale sans débat relative à la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes publics - (14 janvier 2025) : p. 46 et suivantes

- Question orale sans débat sur le thème : « Assurer la protection des enfants dans le département de la Seine-Maritime » - (14 janvier 2025) : p. 47 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-2215 rectifié** *(Transfert de ressources aux communes au titre de la compétence en matière d'accueil du jeune enfant)* : p. 1244

- Question orale sans débat sur l'avenir des micro-crèches privées - (18 mars 2025) : p. 3936 et suivantes

- Question orale sans débat sur le budget départemental et la protection de l'enfance - (18 mars 2025) : p. 3937 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir du projet de regroupement hospitalo-universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord - (18 mars 2025) : p. 3938 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes (Ehpad) - (18 mars 2025) : p. 3939 et suivantes

- Question orale sans débat sur le soutien de l'État aux Ehpad publics - (18 mars 2025) : p. 3940

- Question orale sans débat sur l'accessibilité des processus électoraux aux personnes en situation de handicap - (18 mars 2025) : p. 3941

- Question orale sans débat sur la facturation des indemnités kilométriques des infirmiers dans les communes au territoire étendu - (18 mars 2025) : p. 3941 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir du service de psychiatrie et d'addictologie de l'hôpital Cochin à Paris - (18 mars 2025) : p. 3942 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences d'un potentiel ajournement de la généralisation du dépistage néonatal national de l'amyotrophie spinale - (18 mars 2025) : p. 3943 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux recommandations 2025 de la Haute Autorité de santé (HAS) sur la maladie de Lyme - (18 mars 2025) : p. 3944

- Question orale sans débat sur la reconnaissance officielle de la musicothérapie en tant que discipline médicale - (18 mars 2025) : p. 3944 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** *(Contribution des étrangers extracommunautaires dans l'économie nationale et importance des prestations sociales pour l'intégration des étrangers à la vie économique et sociale du pays - Rapport au Parlement)* : p. 4024 - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Maintien des conditions d'accès au RSA pour les parents isolés)* : p. 4028 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Évaluation des conséquences des mesures de la présente loi sur la pauvreté des enfants et des familles monoparentales - Rapport au Parlement)* : p. 4028 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des personnes en situation de handicap et la journée mondiale de la trisomie 21 - (19 mars 2025) : p. 4050 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (I) - (28 mai 2025) : p. 5999 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)] - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 1er** *(Mise en place du livret de parcours inclusif)* : p. 6823 et suivantes p. 6827 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** *(Instauration d'un droit des enfants en situation de handicap ou affectés par un trouble de la santé invalidant à être accueillis dans une structure adaptée)* : p. 6830 et suivantes - **Article 1er bis** *(Participation obligatoire de l'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) à l'évaluation des besoins de l'élève dans le cadre d'une demande à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH))* : p. 6831 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 49 rectifié** *(Instauration d'un droit des enfants en situation de handicap ou affectés par un trouble de la santé invalidant à être accueillis dans une structure adaptée)* : p. 6832 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rapport annuel sur les politiques publiques en faveur de l'école inclusive)* : p. 6835 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23** *(Mise en place d'outils statistiques)* : p. 6837 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10 rectifié ter** *(Demande de rapport au*

Parlement sur le bilan de l'expérimentation des pôles d'appui à la scolarité) : p. 6837 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la juste compensation par l'État des dépenses sociales des départements** - (24 juin 2025) : p. 6960 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la réingénierie de la profession de psychomotricien** - (24 juin 2025) : p. 6961

- **Question orale sans débat sur l'avenir du cannabis thérapeutique en France** - (24 juin 2025) : p. 6961 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la composition des conseils de famille** - (24 juin 2025) : p. 6962 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la pénurie de thanatopracteurs** - (24 juin 2025) : p. 6963 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la pertinence de la dérogation permettant des combats de coqs dans certaines régions de France, malgré leur caractère illégal dans le reste du territoire** - (24 juin 2025) : p. 6964

- **Question orale sans débat sur la sanctuarisation des crédits alloués à la surveillance biologique du territoire et le maintien du soutien au réseau des fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles** - (24 juin 2025) : p. 6964 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le projet d'arrêté modifiant le cadre applicable aux tirs de défense contre le loup** - (24 juin 2025) : p. 6965 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le refus d'indemnisation intégrale de la commune d'Issancourt-et-Rumel pour les préjudices et frais résultant d'une fouille ordonnée par la police judiciaire** - (24 juin 2025) : p. 6966 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les difficultés rencontrées par le secteur de l'insertion par l'activité économique à la suite de l'intégration des contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI) au périmètre du Ségur** - (24 juin 2025) : p. 6967

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes p. 7258 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 7265 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié** *(Rapport au Parlement évaluant le bilan de l'expérimentation du contrat de professionnalisation permettant d'acquérir un ou plusieurs blocs de compétences de certification professionnelle)* : p. 7278 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le numerus clausus de la formation à la profession d'orthophoniste** - (4 novembre 2025) : p. 8305 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les critères d'identification des intercommunalités vulnérables en matière d'accès aux soins** - (4 novembre 2025) : p. 8306

- **Question orale sans débat sur la situation des praticiens à diplôme hors Union européenne** - (4 novembre 2025) : p. 8306 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les délais de traitement des demandes de retraite pour les Français établis hors de France** - (4 novembre 2025) : p. 8307 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel** - (4 novembre 2025) : p. 8308 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la présence d'hexane dans les denrées alimentaires** - (4 novembre 2025) : p. 8309

- **Question orale sans débat relative au projet de décret revenant sur le remboursement intégral des cures thermales** - (4 novembre 2025) : p. 8309 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le risque de désertification pharmaceutique lié à la réforme des remises génériques** - (4 novembre 2025) : p. 8310 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicament Repatha et le traitement de l'hypercholestérolémie** - (4 novembre 2025) : p. 8311 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des consultations bucco-dentaires des personnes en situation de handicap et la mise en œuvre de la convention nationale des chirurgiens-dentistes 2023-2028** - (4 novembre 2025) : p. 8312

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le déremboursement des cures thermales** - (5 novembre 2025) : p. 8418 et suivantes

- **Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires [n° 85 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8457 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Article 2** *(Étendre l'accès des organismes de protection sociale aux bases de données patrimoniales)* : p. 8586 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 187 rectifié quater** *(Transmission obligatoire des actes de décès aux administrations concernées)* : p. 8589 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 216 rectifié sexies** *(Extension de l'accès au répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) au bénéfice des services préfectoraux)* : p. 8590 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 215 rectifié sexies** *(Inscription au sein du répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) des informations relatives aux avertissements, pénalités ou condamnations sanctionnant des cas de fraudes intentionnelles)* : p. 8591 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 183 rectifié bis** *(Extension de l'accès au fichier national des comptes bancaires (FICOBA) au bénéfice des organismes nationaux de protection sociale)* : p. 8592 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 15 rectifié octies et n° 204 rectifié ter** *(Responsabilisation des plateformes de services à la personne en cas de manquement des prestataires en matière de déclaration ou de paiement des cotisations et contributions sociales)* : p. 8592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 rectifié nonies** *(Communication d'informations nominatives détenues par l'administration fiscale au bénéfice des agents diplomatiques et consulaires)* : p. 8593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 185 rectifié ter** *(Publication annuelle par chaque organisme national de sécurité sociale d'un rapport présentant les montants de la fraude)* : p. 8594 et suivantes - **Article 4** *(Permettre aux caisses de sécurité sociale de mandater l'une d'entre elles pour déposer une plainte pénale unique et renforcer l'articulation de l'action pénale des organismes sociaux)* : p. 8595 et suivantes - **Article 5** *(Coordination de l'assurance maladie obligatoire et complémentaire en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8598 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 92 rectifié et n° 102** *(Mise en place d'un système de signalement commun à l'assurance maladie obligatoire et complémentaire)* : p. 8609 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 140 rectifié** *(Droit de communication de l'administration fiscale aux organismes complémentaires)* : p. 8611 - **Demande de réserve** : p. 8611 - **Article additionnel après l'article 5 (suite) - Amendement n° 129 rectifié quater** *(Possibilité de preuve d'existence par le biais d'autorités locales agréées)* : p. 8612 et

suivantes - **Article 6** *(Renforcement des prérogatives des services départementaux chargés du handicap et de l'autonomie en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8613 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié ter** *(Obligation du versement d'une prestation sociale par un département sur un compte en banque ouvert en Europe)* : p. 8616 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 131 rectifié bis** *(Possibilité d'échanger des informations en matière de lutte contre la fraude pour les agents de l'aviation civile)* : p. 8616 - **Article 7** *(Rendre obligatoire la géolocalisation des transporteurs sanitaires et des taxis conventionnés et le système électronique de facturation intégré)* : p. 8616 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 1256 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 1257 rectifié ter** *(Restriction des téléprescriptions d'arrêts de travail)* : p. 9430 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 284 rectifié bis, n° 1021 rectifié bis et n° 1478 rectifié bis** *(Possibilité de prescrire du télétravail pour les médecins)* : p. 9431 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 232 rectifié et n° 1096 rectifié bis** *(Automaticité de la suspension du versement des indemnités journalières en cas de contre-visite concluant à l'absence de justification de l'arrêt de travail)* : p. 9432 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 905** *(Demande de rapport sur les causes des arrêts maladie)* : p. 9433 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article 29 (supprimé)** *(Suppression du régime des ALD (affections de longue durée) non exonérantes)* : p. 9435 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 1325** *(Demande de rapport sur la déconjugalisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité)* : p. 9438 - **Article 30** *(Contribuer au financement de systèmes d'aide à la décision médicale)* : p. 9438 et suivantes - **Article 36** *(Réformer la tarification des établissements pour enfants et jeunes adultes en situation de handicap dans le cadre de la réforme « services et établissements : réforme pour une adéquation des financements aux parcours des personnes handicapées (SERAFIN-PH) »)* : p. 9491 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9496 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1856** *(Renforcement des sanctions applicables en cas de fausse déclaration de la part d'un établissement ou service médico-social (ESMS))* : p. 9496 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 819 rectifié, n° 1341 et n° 1669** *(Modulation du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) selon des indicateurs d'efficience)* : p. 9502 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1342 rectifié et n° 1731 rectifié** *(Conditionnement du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) au respect d'un plafond de rémunération)* : p. 9504 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1739 rectifié** *(Assouplissement de la procédure d'autorisation des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) à caractère expérimental)* : p. 9507 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1751** *(Conditionnement du financement des crèches à la publication d'indicateurs)* : p. 9508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1331** *(Demande de rapport sur le financement des revalorisations salariales dans le secteur médico-social)* : p. 9509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1242** *(Demande de rapport sur le financement des revalorisations salariales dans le secteur médico-social)* : p. 9510 - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 948** *(Demande de rapport sur la transparence financière des établissements ou services médico-sociaux (ESMS))* : p. 9510 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 376 rectifié, n° 421 rectifié ter, n° 443 rectifié quater et n° 1017 rectifié ter** *(Précision du contenu d'un rapport sur l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance des Ehpad)* : p. 9511 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1768 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'un fonds d'urgence pour les établissements ou services médico-sociaux (ESMS) en difficulté)* : p. 9512 et suivantes - **Article 37** *(Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin 2024 pour les départements)* : p. 9513 et suivantes - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 21 rectifié** *(Modalités de calcul du coefficient géographique appliqué aux outre-mer dans le cadre des concours de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) aux départements)* : p. 9517 et suivantes - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 1442** *(Demande de rapport sur les revalorisations « Ségur »)* : p. 9518 - **Article 38** *(Déduction des indemnisations versées par les assurances et fonds d'indemnisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH))* : p. 9518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 1330** *(Demande de rapport sur les heures de lien social pour les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA))* : p. 9521 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les mandataires judiciaires à la protection des majeurs** - (2 décembre 2025) : p. 10719

- **Question orale sans débat sur le calcul de l'allocation différentielle dans le cadre d'un congé parental d'une famille frontalière** - (2 décembre 2025) : p. 10720

- **Question orale sans débat sur le manque de moyens de la banque alimentaire** - (2 décembre 2025) : p. 10720 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'accompagnement des enfants orphelins à la suite d'un homicide conjugal** - (2 décembre 2025) : p. 10721 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la prise en compte du champ visuel pour l'attribution du forfait cécité dans le cadre de la prestation de compensation du handicap** - (2 décembre 2025) : p. 10722 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1269 rectifié ter** *(Suppression du bénéfice de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour les personnes incarcérées)* : p. 11757

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la préparation de l'État à la dénatalité** - (10 décembre 2025) : p. 12354 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la maladie de Charcot et la parution des décrets d'application** - (10 décembre 2025) : p. 12357 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026** - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12617 et suivantes

- Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les enjeux de la santé mentale en outre-mer - (17 décembre 2025) : p. 13178 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide sociale à l'enfance - (17 décembre 2025) : p. 13184 et suivantes

---

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 26 juin 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne **[n° 248 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 248 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne **[n° 376 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer **[n° 440 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de programmation [n° 544 (2024-2025)] pour la refondation de Mayotte **[n° 610 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Outre-mer **[n° 743 tome 2 annexe 20 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Soutien de l'État à l'investissement ultramarin : mieux écouter les collectivités **[n° 5 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Outre-mer **[n° 139 tome 3 annexe 20 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des finances) :* Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendement n° II-1976** *(Hausse du coût des compensations d'exonérations sociales des entreprises en outre-mer)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

- Question orale sans débat sur le thème : « Permettre l'exploitation des ressources naturelles de Guyane » - (11 février 2025) : p. 2584 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** *(Encadrement de la pratique des marges arrière outre-mer)* : p. 3281 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux conséquences du règlement européen 2023/1115 sur le développement agricole et énergétique guyanais - (25 mars 2025) : p. 4202 et suivantes

- Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation du secteur médical et l'avancement du projet de centre hospitalier universitaire en Guyane - (29 avril 2025) : p. 5078

- Projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières - *Commission mixte paritaire* **[n° 622 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6044 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des communes isolées de Guyane - (24 juin 2025) : p. 6979

- Question d'actualité au Gouvernement sur les forages en Guyane - (19 novembre 2025) : p. 8750 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'autorisation de découvert bancaire pour les entreprises ultramarines - (2 décembre 2025) : p. 10749 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11289 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes p. 11341 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12588 et suivantes

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
RDPI

Président du groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport à partir du 10 octobre 2025.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 9 octobre 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion en vue d'un accord consensuel sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie **[n° 876 (2024-2025)]** (13 août 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Livre et industries culturelles **[n° 144 tome 4 fasc. 4 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la création, à la transmission et à la démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite)** - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat du jeune Élias par deux mineurs** - (29 janvier 2025) : p. 1704 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1865 et suivantes p. 1872 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France sur la régulation de l'intelligence artificielle** - (12 février 2025) : p. 2728 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation internationale (I)** - (19 février 2025) : p. 3043 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission du secrétaire général à la planification écologique et les reculs du Gouvernement en la matière** - (19 février 2025) : p. 3048 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat** - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact économique et budgétaire des droits de douane américains** - (9 avril 2025) : p. 4840 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (I)** - (30 avril 2025) : p. 5139 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif** - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- **Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5668 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la certification des comptes de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) (I)** - (21 mai 2025) : p. 5894 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le partenariat stratégique entre Londres et l'Union européenne en matière de pêche** - (21 mai 2025) : p. 5897 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vente d'armes à Israël par la France - (11 juin 2025) : p. 6406 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les communes rurales - (11 juin 2025) : p. 6415

- Question d'actualité au Gouvernement sur les centres communaux d'action sociale - (11 juin 2025) : p. 6416 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les modélisations budgétaires et l'évolution de la Corse - (25 juin 2025) : p. 7088 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures visant à adapter la justice pénale au monde d'aujourd'hui - (2 juillet 2025) : p. 7155 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de budget pour 2026 et les conditions de leur examen - (22 octobre 2025) : p. 7984 et suivantes

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Article 5 (texte supprimé par la commission)** *(Péréquation des frais d'approche)* : p. 8123 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au budget 2026 - (29 octobre 2025) : p. 8192 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés de la médecine du travail - (29 octobre 2025) : p. 8195

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (24 novembre 2025) - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article 22 (suite)** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1208** *(Taxe sur la publicité diffusée dans les jeux vidéo)* : p. 10683 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-530 rectifié sexies, n° I-853 rectifié bis, n° I-2650 rectifié bis, n° I-109 rectifié bis, n° I-1341 rectifié, n° I-1405 rectifié bis, n° I-488 rectifié sexies, n° I-1284 et n° I-2034 rectifié ter** *(Exonération des locaux destinés à l'hébergement de travailleurs saisonniers de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires)* : p. 10840 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole (I) - (17 décembre 2025) : p. 13172 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'accès au label « Reconnu garant de l'environnement » pour les artisans - (17 décembre 2025) : p. 13176

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II) - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

PATRU (Anne-Sophie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (20 mai 2025).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 430 (2023-2024)] visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé **[n° 562 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé **[n° 638 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 854 (2024-2025)] portant création d'un statut de l'élu local **[n° 33 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Table ronde réunissant des membres d'associations d'élus et du Comité national consultatif des personnes handicapées.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Frédéric Sanaur, directeur général de l'Agence nationale du sport.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque postale portant sur la mission de service public d'accessibilité bancaire et la présence de La Banque postale dans les territoires.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 14** *(Refonte du régime des « repentis »)* : p. 1680 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux inondations en Ille-et-Vilaine - (5 février 2025) : p. 2057 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes

- Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes - **Article 1er** *(Aggravation des peines encourues pour des faits de vol et de violences commis dans les locaux des établissements de santé ou à l'encontre des personnels de ces établissements)* : p. 5284 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** *(Possibilité pour le professionnel de santé de ne pas informer la famille en cas de signalement de violences ou de blessures sur des mineurs ou personnes vulnérables)* : p. 5288 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié** *(Anonymat du professionnel de santé dénonçant des violences intra-familiales)* : p. 5288 et suivantes - **Article 2** *(Extension du délit d'outrage aux professionnels de santé et des circonstances aggravantes lorsque le délit est commis dans un établissement de santé)* : p. 5289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié** *(Sanction aggravée des actions contraires à la déontologie des professionnels)* : p. 5290 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 14 rectifié et n° 31 rectifié bis** *(Octroi au Conseil de l'ordre national des pharmaciens de la capacité de se constituer partie civile en cas d'outrage commis à l'encontre d'un pharmacien)* : p. 5290 et suivantes - **Article 2 bis (supprimé)** *(Possibilité, pour les professionnels de santé, de déclarer comme domicile l'adresse de leur ordre professionnel ou leur adresse professionnelle lorsqu'ils portent plainte)* : p. 5291 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 35** *(Extension de la protection fonctionnelle à tous les cas où un agent public peut solliciter l'assistance d'un avocat en application du code de la procédure pénale)* : p. 5297 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6747 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (9 juillet 2025) : p. 7442

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié** *(Plafonnement des indemnités versées aux élus locaux lorsque ces derniers les cumulent à la hauteur de l'indemnité d'un parlementaire)* : p. 7904 et suivantes - **Article 4** *(Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État)* : p. 7914 et suivantes - **Article 7 (texte non modifié par la commission)** *(Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion des commissions du conseil municipal)* : p. 7924 et suivantes - **Article 7 ter** *(Possibilité de recourir à la visioconférence pour les réunions des bureaux des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative des agriculteurs anciennement élus locaux)* : p. 7937 et suivantes - **Article 3 bis (précédemment réservé)** *(Possibilité de transférer à la Caisse des dépôts et consignations la gestion des régimes de retraite facultatifs par rente des élus locaux)* : p. 7941 - **Article 26 (priorité)** *(Accompagnement à la reconversion professionnelle des anciens élus locaux)* : p. 7941 et suivantes - **Article 10** *(Création d'un label « employeur partenaire de la démocratie locale »)* : p. 7951 et suivantes - **Article 12** *(Création d'un statut de l'élu étudiant)* : p. 7959 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 162** *(Conclusion de conventions entre les collectivités et les établissements d'enseignement supérieur au sujet de la disponibilité des élus étudiants)* : p. 7961 et suivantes - **Article 12 bis** *(Absence de sanctions financières à l'encontre des étudiants boursiers en raison d'absences liées à l'exercice de leur mandat)* : p. 7962 - **Article 14** *(Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local)* : p. 7965 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Article 17** *(Cumul des indemnités journalières et des indemnités de fonction)* : p. 7997 et suivantes - **Article 17 bis (supprimé)** *(Possibilité pour une conseillère municipale en congé maternité de donner pouvoir à un autre élu pour voter en son nom à plus de trois séances consécutives du conseil municipal)* : p. 8000 et suivantes - **Article 25** *(Validation des acquis de l'expérience des élus locaux et création d'un mécanisme de certification)* : p. 8021 et suivantes

- Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 8 bis (nouveau)** *(Expérimentation permettant aux chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole d'opter pour que leurs cotisations soient calculées sur la base d'une estimation de leurs revenus professionnels de l'année en cours)* : p. 8913 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-240 rectifié** *(Limitation du bénéfice du revenu de solidarité active (RSA) à vingt-quatre mois pour les auto-entrepreneurs)* : p. 11756

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11770 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12340 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (10 décembre 2025) : p. 12359

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le Nord de l'Europe : nouveau centre de gravité ? **[n° 849 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Sécurités : Gendarmerie nationale **[n° 141 tome 11 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Les enjeux stratégiques du flanc nord de l'Europe et de l'Arctique - Audition de M. Hervé Baudu, professeur à l'École nationale supérieure maritime, chercheur spécialiste de l'Arctique.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord-cadre entre le gouvernement de la République française et les Nations unies portant sur les arrangements relatifs aux privilèges et immunités ainsi que d'autres questions afférentes aux réunions des Nations unies tenues sur le territoire français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Les enjeux stratégiques du Nord de l'Europe - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Échange de vues sur l'organisation d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, consacré à la défense nationale.

Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes

PAUMIER (Jean-Gérard)
sénateur (Indre-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Conseil des musées de France.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jérémie Boroy, président du Conseil national consultatif des personnes handicapées (CNCPH).

Présentation du rapport d'information sur l'adaptation des modes d'action de l'État dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'institutions.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de Mme Johanne Peyre, présidente de l'autorité polynésienne de la concurrence.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Étude sur la coopération et intégration régionales des outre-mer - Audition de Nathalie Estival-Broadhurst, directrice Amérique et Caraïbes, ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Questions diverses.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Manuel Marcias, auteur de l'étude de la Banque de France « Quelles perspectives pour le commerce extérieur des territoires français ultramarins ? ».

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Réunion du mardi 18 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La crise des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Audition de M. Joël Baud-Grasset, président de la Fédération nationale des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (FNCAUE), Mme Delphine Christophe, directrice générale des patrimoines et de l'architecture du ministère de la culture, MM. Vincent Montrieux, adjoint au directeur de l'habitat, de l'urbanisme et des paysages du ministère de la transition écologique, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale du ministère de l'économie et des finances.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence des Cars, présidente-directrice du musée du Louvre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **Motion d'ordre** : p. 371 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les financements publics des laboratoires départementaux d'analyse - (12 mars 2025) : p. 3680

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une commission départementale d'examen des dossiers litigieux)* : p. 4086 et suivantes

- Question orale sans débat sur la généralisation des déclarations préremplies de ressources pour l'attribution du revenu de solidarité active (RSA) et de la prime d'activité - (25 mars 2025) : p. 4196

- Question orale sur la troisième programmation pluriannuelle de l'énergie et les conséquences sur les collectivités candidates - (20 mai 2025) : p. 5733 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-414 rectifié, n° I-1560 rectifié ter, n° I-1602 rectifié ter et n° I-1707 rectifié bis** *(Garantir l'éligibilité des prestations de portage de repas à domicile au crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10303 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

PELLEVAT (Cyril)
sénateur (Haute-Savoie)
Les Républicains-R, puis Les Indépendants

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes bénéficiant de la première fraction de la dotation de solidarité rurale de la conserver lorsque la commune chef-lieu du canton atteint une population de 10 000 habitants en raison d'une fusion en commune nouvelle **[n° 381 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au mécanisme de protection civile de l'Union et au soutien de l'Union en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence sanitaire, et abrogeant la décision nº 1313/2013/UE - COM(2025) 548 final **[n° 115 (2025-2026)]** (6 novembre 2025) - **Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Directive sur les dimensions et poids maximaux des véhicules autorisés en trafic national et international - Examen de la proposition de résolution européenne.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Philippe Pascal, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général du groupe Aéroports de Paris (ADP).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Modification du statut de protection du loup - Communication.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, et Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP30 - Audition de Mmes Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature et Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice agréée du Danemark en France et à Monaco.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif au mécanisme de protection civile de l'Union en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence sanitaire, et abrogeant la décision n°1313/2013/UE (mécanisme de protection civile de l'Union européenne).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes - **Article 2** *(Fonds d'indemnisation des dommages dus aux incendies causés par l'inflammation des piles et accumulateurs)* : p. 3369 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'application de la loi visant à renforcer les outils de régulation des meublés de tourisme dans les territoires de montagne - (18 mars 2025) : p. 3955 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les rodéos urbains - (14 mai 2025) : p. 5503 et suivantes

- Question orale sur la fin de la gratuité de l'autoroute A40 sur le tronçon reliant Annemasse à Saint-Julien-en-Genevois - (10 juin 2025) : p. 6264

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6554 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (24 juin 2025) : p. 7071

- Question orale sans débat sur l'avenir du pacte Dutreil à la lumière des recommandations de la Cour des comptes - (4 novembre 2025) : p. 8326 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? » - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union

européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

---

PERNOT (Clément)
sénateur (Jura)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique,

de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Problématique des impayés de l'eau et les moyens d'y remédier - Audition de MM. Arnaud Bazire, directeur général de Suez Eau France, Patrick Ferraris, président du syndicat des eaux de la plaine et des collines du Catelan, Nicolas Garnier, délégué général de l'association AMORCE, et Régis Taisne, chef du département Cycle de l'eau de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Romain Colas, maire de Boussy-Saint-Antoine, vice-président de l'Association des petites villes de France (en téléconférence).

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Éric Woerth, député de l'Oise, ancien ministre, auteur du rapport « Décentralisation : le temps de la confiance ».

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises »- Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises » - Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(MI intercommunalité) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Pour l'efficacité de la Gemapi : des territoires solidaires » - Présentation du rapport d'information et échanges.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des gens du voyage - (9 juillet 2025) : p. 7434

- Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile » - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

---

PERRIN (Cédric)
sénateur (Territoire de Belfort)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la délégation parlementaire au renseignement ; puis membre le 10 janvier 2025 ; puis président le 15 janvier 2025 ; nouvelle nomination le 28 janvier 2025 ; nouvelle nomination le 29 janvier 2025 ; puis membre le 17 novembre 2025.

Membre de la commission parlementaire d'évaluation de la politique du Gouvernement d'exportation de matériels de guerre le 8 janvier 2025 ; puis président le 9 janvier 2025.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (14 mai 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 491 (2024-2025)] autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti **[n° 619 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur **[n° 99 (2025-2026)]** (30 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Le Plateau des Guyanes : affirmer la France comme un acteur régional clé **[n° 135 (2025-2026)]** (19 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « L'Union européenne face à la nouvelle présidence Trump » - Audition de Mme Rosa Balfour, directrice de Carnegie Europe, M. Jérémie Gallon, directeur général Europe du cabinet McLarty Associates, Mmes Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, et Alexandra de Hoop Scheffer, présidente du German Marshall Fund of the United States, en présence des ambassadeurs en France des États membres de l'Union européenne.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Titus Corlatean, président de la commission des affaires étrangères du Sénat roumain.

Situation en Syrie - Audition de M. Fabrice Balanche, chercheur, maître de conférences à l'université Lyon 2.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix et militante iranienne pour les droits des femmes et pour les droits humains.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Projet de Contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'Institut français (2024-2026) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Clément Aglietta, co-fondateur et président de la société Edda, sur les enjeux de l'intelligence artificielle.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Adlene Mohammedi, chercheur et enseignant en géopolitique, spécialiste du monde arabe, sur les relations entre la France et l'Algérie.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de la résolution n° 259 portant modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de permettre l'élargissement de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et l'Observatoire du réseau d'antennes d'un kilomètre carré (SKAO) relatif à l'adhésion de la France à l'Observatoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Marcos Perestrello de Vasconcellos, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mmes Cristina Gherasimov, vice-première ministre pour l'intégration européenne de la République de Moldova et Ina Coseru, présidente de la commission de la politique étrangère et de l'intégration européenne du Parlement de la République de Moldova.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Stéphane Audoin-Rouzeau, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, spécialiste du phénomène guerrier à l'époque contemporaine.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Mission de la 79ème session de l'Assemblée générale des Nations-Unies - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Les enjeux stratégiques du flanc nord de l'Europe et de l'Arctique - Audition de M. Hervé Baudu, professeur à l'École nationale supérieure maritime, chercheur spécialiste de l'Arctique.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Bilan annuel de l'application des lois (année parlementaire 2023-2024) - Communication.

Mission commune d'information sur la nouvelle donne du commerce international - Désignation de rapporteurs.

Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030 - Crédits de la mission « Défense » - Présentation des conclusions.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre et du général-major Jean-Pol Baugnée, chef de la composante Terre de l'armée belge (à huis clos).

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

L'avenir du partenariat stratégique entre la France et l'Inde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. Mme Hala Abou Hassira, cheffe de la mission de Palestine en France.

Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Panama et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Panama - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des lois) : Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Rapport d'activité 2024 - Audition de M. Vincent Mazauric, président de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Examen du rapport d'information sur la mission en République tchèque et en Slovaquie.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Audition du général d'armée aérienne Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Hommage à un commissaire.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant l'approbation de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Macédoine du Nord - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de MM. Nicolas Roche, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'Anssi et Marc-Antoine Brillant, chef du service Viginum.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine (à huis clos).

Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission d'information sur le plateau des Guyanes - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, autorisant la ratification de plusieurs conventions-cadres relatives aux bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, aux contrôles en cours de route et aux gares communes ou d'échange - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 - Action de la France en Europe et dans le monde - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 209 - Solidarité à l'égard des pays en développement - Programme 110 - Aide économique et financière au développement - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programme 844 - France Médias Monde - Programme 847 - TV5 Monde - Programme 848 - Programme de transformation - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » - Programme 152 - Gendarmerie nationale - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de résolution européenne en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen des motions et des amendements de séance.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Retour d'expérience sur l'exercice Vulcain 2025 - Présentation par les colonels de l'armée de terre Philippe Le Duc et Emmanuel Cole.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes - **État B** : p. 541 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes p. 1265 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 241** *(Prolongation de l'expérimentation des interceptions satellitaires)* : p. 1658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 73 rectifié ter** *(Accès au contenu des messageries cryptées)* : p. 1659 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à l'Ukraine - (19 février 2025) : p. 3050 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti [n° 620 (2024-2025)] - (21 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5907 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12468 et suivantes - **État B** : p. 12479 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

---

PERRION (Maurice)
sénateur (Loire-Atlantique)
UC

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 23 janvier 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport jusqu'au 23 janvier 2025.

PERROT (Évelyne)
sénatrice (Aube)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » du 26 mars 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La lutte contre la vie chère outre-mer : pansements ou vrais remèdes ? **[n° 514 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Florence Rolland, présidente, et Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'ACCD'OM, Nadia Damardji, dirigeante d'Action Publique Conseil, et Serge Hoareau, président de l'Association des maires de La Réunion.

Audition de Jocelyn Cavillot, vice-président de l'OPMR de La Réunion.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le marché automobile.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le prix des carburants.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jacques Maire, président de la Compagnie française des expositions (COFREX) et Commissaire général pour la France de l'Exposition universelle Osaka 2025 au Japon.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Stéphane Retterer, président de l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Thibaut Fiévet, sous-directeur de la fiscalité douanière à la Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI).

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Sébastien Martin, président d'Intercommunalités de France, premier vice-président du conseil départemental de Saône-et-Loire et président du Grand Chalon.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Étude sur la coopération et intégration régionales des outre-mer - Audition de Nathalie Estival-Broadhurst, directrice Amérique et Caraïbes, ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF).

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Olivier Jacob, directeur général des outre-mer.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes, senior research fellow au Soufan Center à New York.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de notes verbales entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Moldavie relatif à l'échange de permis de conduire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Retour d'expérience sur l'exercice Vulcain 2025 - Présentation par les colonels de l'armée de terre Philippe Le Duc et Emmanuel Cole.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise [n° 900 (2022-2023)] - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la possibilité de travailler le 1er mai (I) - (30 avril 2025) : p. 5138

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes

---

PETRUS (Annick)
sénatrice (Saint-Martin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 568 (2024-2025)] visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail **[n° 716 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer le contrôle des établissements privés hors contrat et à garantir les droits des élèves **[n° 794 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Politique du handicap outre-mer : faux départ et course de fond **[n° 821 (2024-2025)]** (3 juillet 2025) - **Outre-mer - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'associations.

Tables rondes sur la politique du handicap à La Réunion - les représentants d'institutions.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le fret maritime.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis-et-Futuna.

Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Polynésie française.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 28 février 2023 créant une aide universelle d'urgence pour les victimes de violences conjugales - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration de la Caisse nationale des allocations familiales, M. Nicolas Grivel, directeur général de la Caisse nationale des allocations familiales, Mme Catherine Petit, cheffe du service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la direction générale de la cohésion sociale, et un représentant de la Fédération nationale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée au handisport.

(commission des affaires sociales) : Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée à la Guyane.

La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée à la Martinique.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Olivier Jacob, directeur général des outre-mer.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la politique du handicap outre-mer.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du jeudi 10 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique - Audition de S.E. M. Louino Volcy, ambassadeur d'Haïti en France, accompagné de M. Ricardo Lambert, responsable communication de l'ambassade d'Haïti en France.

Étude sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique - Audition de M. Arnaud Mentré, ambassadeur chargé de la coopération régionale dans la zone Atlantique.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1872 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sécuritaire à Saint-Martin - (12 février 2025) : p. 2732 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise

[n° 900 (2022-2023)] - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- **Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 598 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5542 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 38 rectifié ter** *(Mise en valeur des produits inclus dans le bouclier qualité prix (BQP) dans les commerces à Saint-Martin)* : p. 8107 - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux dans les outre-mer** - (19 novembre 2025) : p. 8760

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 2 rectifié quater, n° 578 rectifié ter, n° 961 rectifié quater, n° 1354 rectifié et n° 932 rectifié** *(Possibilité pour les employeurs et indépendants ultramarins de conclure avec les organismes de recouvrement des plans d'apurement de leurs dettes de cotisations et contributions sociales)* : p. 8841 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes - **Article 8 septies (nouveau)** *(Extension aux entreprises de plus de 250 salariés du dispositif de déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les heures supplémentaires)* : p. 8935 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article 43** *(Rationaliser et simplifier le cumul emploi-retraite)* : p. 9554 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes

---

PHINERA-HORTH (Marie-Laure)
sénatrice (Guyane)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du Haut Comité de la qualité du service dans les transports.

Membre titulaire du conseil d'administration du Fonds national des aides à la pierre.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de Florence Rolland, présidente, et Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'ACCD'OM, Nadia Damardji, dirigeante d'Action Publique Conseil, et Serge Hoareau, président de l'Association des maires de La Réunion.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* La politique du handicap outre-mer - Table ronde consacrée au handisport.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la politique du handicap outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (28 janvier 2025) : p. 1580

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1942 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes - **Article 1er** *(Adaptations relatives à l'interdiction du paiement pour flux d'ordres, à l'élargissement du champ des autorités auxquelles l'Autorité des marchés financiers doit transmettre des comptes rendus de transactions, à l'établissement d'un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés de capitaux et la durabilité, aux obligations vertes européennes et à la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité, et aux marchés de crypto-actifs)* : p. 3438 et suivantes - **Article 26 (suite)** *(Diverses dispositions relatives aux énergies renouvelables)* : p. 3510 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4094 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le narcotrafic - (2 avril 2025) : p. 4461 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) - **Explications de vote communes** : p. 5010 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? » - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes

- Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 108 rectifié** *(Reprise des dons non utilisés par les éco-organismes)* : p. 6110 et suivantes

- Question orale sur l'accès limité aux traitements contre la drépanocytose - (10 juin 2025) : p. 6274

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] (suite) - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes

---

PIEDNOIR (Stéphane)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur (21 mai 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Vol spatial habité - Compte rendu de l'audition publique du 13 mars 2025 et de la présentation des conclusions du 3 avril 2025 **[n° 517 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Réunion du Conseil scientifique du 15 mai 2025 **[n° 739 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La géoingénierie **[n° 43 (2025-2026)]** (16 octobre 2025) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Enseignement supérieur **[n° 144 tome 5 fasc. 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Présentation du projet de règlement intérieur de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR).

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Présentation plénière dans le cadre du partenariat Office-Académies au cours de laquelle seront présentés quatre rapports récents des Académies.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

(CE Délinquance financière) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Délinquance financière) :* Les aspects économiques du blanchiment et le financement de la criminalité organisée - Audition de Mmes Clotilde Champeyrache, maître de conférences en économie à l'Université Paris 8 et au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), et Emma Louise Blondes, doctorante en criminologie à la London School of Economics (LSE).

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport - Examen des amendements au texte de la commission.

(CE Délinquance financière) : Audition de Mme Claire Balva, entrepreneure, spécialiste des cryptoactifs et M. Alexandre Stachtchenko, entrepreneur, spécialiste des enjeux relatifs aux cryptoactifs.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la sciences - Audition publique.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur le vol spatial habité.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur l'avenir des réseaux électriques : perspectives scientifiques et technologiques.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Communication de Philippe Bolo sur son déplacement à Busan dans le cadre des négociations sur le traité international sur la pollution plastique.

Examen des conclusions de l'audition publique sur « L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science ».

Examen des conclusions de l'audition publique sur le vol spatial habité.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Réunion du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition M. Pierre-Marie Abadie, président de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR), sur le rapport sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2024.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur les réseaux électriques.

Examen du rapport sur les protéines et l'alimentation.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Communication sur la réunion du Conseil scientifique.

Examen de la note scientifique sur les nouvelles techniques génomiques (NTG).

Examen de la note scientifique sur neurosciences et éducation.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition de Mme Saida Laârouchi Engström, présidente de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE2), sur le dernier rapport annuel de la Commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* « XX=XY, féminiser les sciences, dynamiser la société » - Présentation du rapport de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur la géoingénierie.

Examen de la note scientifique sur le Futur collisionneur circulaire (FCC).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur « Science et sport ».

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à l'enseignement scolaire - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur les aspects technologiques de l'évolution du mix énergétique.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE2) sur son rapport relatif au dossier de demande d'autorisation de création du centre Cigéo.

Audition de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR) sur son avis n° 2025-AV-016 relatif à la demande d'autorisation de création de Cigéo.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur le don d'organes et de gamètes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 3** *(Exemption de toute formalité d'urbanisme pour les structures temporaires à usage d'hébergement d'urgence pour une durée de deux ans)* : p. 1899 et suivantes - **Article 6** *(Autorisation de reconstruire à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1908 et suivantes - **Article 6 bis** *(Simplification de procédures pour la reconstruction des réseaux de téléphonie mobile)* : p. 1913 et suivantes - **Article 11** *(Dérogations à l'obligation de publicité et de mise en concurrence préalables pour la passation des marchés publics)* : p. 1929 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Article additionnel après l'article 13 bis AA - Amendement n° 35 rectifié bis** *(Obligation pour les titulaires d'un marché public de sous-traiter une partie de l'exécution du marché à des entreprises établies en France et utilisant des matériaux biosourcés ou bas-carbone)* : p. 1960 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux manifestations sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse - (5 février 2025) : p. 2061 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 27 rectifié quinquies** *(Demande de rapport)* : p. 3017 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Suspension de l'agrément d'une association sportive qui se soustrairait délibérément à ses obligations en matière de laïcité et de neutralité)* : p. 3020 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** *(Renforcement des contraintes d'honorabilité)* : p. 3026 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la filière photovoltaïque - (5 mars 2025) : p. 3269 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Article 1er** *(Contenu de l'enseignement moral et civique)* : p. 3340 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes

- Question orale sans débat sur la diminution du niveau de prise en charge des contrats d'apprentissage prévue par décret - (25 mars 2025) : p. 4195

- Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 82** *(Possibilité pour les groupes d'opposition ou minoritaires de formuler des propositions d'auditions auprès des rapporteurs)* : p. 4775 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 4859

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? » - (28 mai 2025) : p. 6021 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article 8** *(Renforcement de l'éthique et prévention des conflits d'intérêts)* : p. 6344 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7334 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7344 et suivantes p. 7344 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7388 et suivantes - **Article 12** *(Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie)* : p. 7394 et suivantes - **Article 16 bis** *(Ajout d'une possibilité de requalification par l'autorité administrative en stocks stratégiques les matières radioactives mentionnées à l'article L. 542- 13- 2 du code de l'environnement)* : p. 7404 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la polémique à l'université Lyon-II - (26 novembre 2025) : p. 9741

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1987 rectifié bis et n° I-791 rectifié** *(Mécanisme de suramortissement pour les investissements relatifs à la fibre optique / Alignement de toutes les déclarations professionnelles sur une date unique pour les exercices clos au 31 décembre)* : p. 10103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2629 rectifié bis** *(Conditionnement du crédit d'impôt recherche (CIR) à l'obligation pendant une période de dix ans de localiser en France les activités de production en lien avec le bénéfice du CIR)* : p. 10123 - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12216 et suivantes p. 12220 p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes

PILLEFER (Bernard)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité le 19 février 2025 ; puis vice-président du 18 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes le 13 novembre 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 242 (2024-2025)] visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 591 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Environnement**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Joël Ruffy, responsable du pôle juridique et institutionnel de l'Association Amorce.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Bertrand Hauchecorne, membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Jean-François Vigier, maire de Bures-sur-Yvette, vice-président de l'Autorité des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), et Mme Gwenola Stephan, responsable de la mission transition écologique de l'AMF.

Audition de MM. François Thomazeau, directeur des programmes collectivités locales et adaptation au changement climatique de l'Institut de l'économie pour le climat, et Luc-Alain Vervisch, directeur des études et de la recherche à la Banque Postale.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Jean-Léonce Dupont, président du conseil départemental du Calvados, président de la commission finances et fiscalité locales de l'Assemblée des départements de France (ADF).

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Première table ronde : Ruralités et transitions économiques et démographiques.

Troisième table ronde : Ruralités et transitions sociales et culturelles.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 125 rectifié quater** *(Alignement des formalités relatives à la cessation d'activité d'ICPE des exploitations soumises à autorisation sur celles relatives aux exploitations sous déclaration)* : p. 2750 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 128 rectifié quater** *(Arrêté d'enregistrement ICPE et décision relative au permis de construire rendues conjointement par le préfet)* : p. 2750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 127 rectifié quater** *(Allègement des formalités de cessation d'activité ICPE pour les élevages de plus faible taille en supprimant l'obligation de fournir des attestations sites et sols pollués)* : p. 2751 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 280 rectifié ter, n° 457 rectifié ter, n° 516 rectifié ter, n° 651 rectifié ter, n° 772 rectifié quater et n° 783 rectifié quinquies** *(Inclusion d'un repérage des établissements d'élevage situés dans le périmètre au sein de l'étude d'impact des projets d'ouvrages de production et de stockage d'électricité)* : p. 2752 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 122 rectifié quater** *(Prise en compte des spécificités des projets des exploitations agricoles dans les procédures ICPE)* : p. 2753 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 129 rectifié quater** *(Prise en compte des spécificités des projets d'élevage dans les procédures ICPE)* : p. 2754 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 126 rectifié quater** *(Absence de nécessité de recourir à un architecte pour les permis de construire des bâtiments agricoles)* : p. 2754 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes - **Article 2** *(Fonds d'indemnisation des dommages dus aux incendies causés par l'inflammation des piles et accumulateurs)* : p. 3369 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Article 1er** *(Renforcer la lutte contre les usages récréatifs du protoxyde d'azote)* : p. 3405 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 39 bis (nouveau)** *(Application du calendrier européen d'interdiction du polystyrène non recyclable)* : p. 3542 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article 8** *(Définition des entités « essentielles » du point de vue de la sécurité des systèmes d'information)* : p. 3693 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 87 rectifié bis** *(Imputation à un compte foncier national de la consommation d'espaces naturels, agricoles et*

forestiers (Enaf) induite par l'agrandissement d'un établissement médico-social) : p. 3860 et suivantes - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes

- **Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Création d'un mécanisme de répartition des charges entre matériaux au sein de la filière à responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du bâtiment »)* : p. 5602 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7 rectifié** *(Minoration supplémentaire des écocontributions)* : p. 5604 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9169 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) - **État D** : p. 12112 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

PLA (Sebastien)
sénateur (Aude)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la possibilité de déclassement des biens appartenant au domaine public fluvial du canal du Midi **[n° 312 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à allonger les délais de résiliation des marchés publics d'assurance pour les collectivités territoriales **[n° 555 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 414 (2024-2025)] instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées **[n° 646 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La viticulture, une filière d'avenir : l'urgence de l'union ! **[n° 96 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (11 février 2025) - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la mise en œuvre du fonds territorial climat figurant dans la loi de finances pour 2025** - (18 mars 2025) : p. 3961 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- **Question orale sans débat sur la demande de reconnaissance en faveur des acteurs de la sécurité civile mobilisés au secours des Audois durant les incendies de l'été 2025** - (4 novembre 2025) : p. 8317 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1121 rectifié bis** *(Élargissement du dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) aux coopératives vinicoles)* : p. 8991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 561 rectifié bis et n° 1517** *(Élargissement de l'assiette de la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcooliques et suppression du plafond de la contribution)* : p. 9055 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1572, n° 452 rectifié et n° 914**

rectifié *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques)* : p. 9062 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2361 rectifié ter, n° I-201 rectifié quater, n° I-1932 rectifié ter, n° I-1664 rectifié et n° I-2406 rectifié bis** *(Prolonger d'un an le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge bidirectionnelles)* : p. 10565 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° I-2573 rectifié et n° I-2574** *(Création d'une taxe sur la publicité sur l'alcool)* : p. 10679 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-63 rectifié quater, n° I-2366 rectifié bis, n° I-2563 rectifié quater, n° I-357 rectifié ter, n° I-559 rectifié quater, n° I-1665 rectifié bis, n° I-1720 rectifié bis, n° I-1830 rectifié bis, n° I-2405 rectifié bis, n° I-358 rectifié bis, n° I-1076 rectifié quinquies, n° I-1119 rectifié bis, n° I-1491 rectifié quater, n° I-1721 rectifié bis et n° I-1831 rectifié bis** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12735 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

PLUCHET (Kristina)
sénatrice (Eure)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de financement des infrastructures de transport de France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 747 (2024-2025)] visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc national et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) **[n° 41 (2025-2026)]** (15 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Extinction des réseaux 2G et 3G - Audition de MM. Brice Alzon, président de la Fédération du service aux particuliers (FESP), Patrick Chaize, sénateur et président du conseil d'administration de l'Association nationale des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca), Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms, Franck Tarrier, directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), Mme Lénaïg Catz, directrice de projet de l'économie numérique à la Direction générale des entreprises (DGE), et Brice Brandenburg, responsable des affaires publiques et de la communication institutionnelle de l'alliance des Industries du génie numérique énergétique et sécuritaire (IGNES).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP30 - Audition de Mmes Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature et Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice agréée du Danemark en France et à Monaco.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)]** - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2610 et suivantes - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 2643 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 284 rectifié bis** *(Création d'un rescrit environnemental)* : p. 2653

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les entraves normatives et la hausse du coût des fertilisants subies par les agriculteurs - (21 mai 2025) : p. 5904 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accord de libre-échange et le sacrifice de l'agriculture française et européenne - (12 novembre 2025) : p. 8525 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des négociations sur le Mercosur - (17 décembre 2025) : p. 13186 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13325 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 13328

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Premier vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Président de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (19 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité de bassin Loire-Bretagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Le pouvoir préfectoral de dérogation : des solutions concrètes pour adapter les normes aux territoires **[n° 346 (2024-2025)]** (13 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Pour l'efficacité de la GEMAPI : des territoires solidaires **[n° 793 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi tendant à ce que le régime de quorum appliqué aux syndicats mixtes fermés soit aligné sur celui appliqué aux syndicats mixtes ouverts **[n° 74 (2025-2026)]** (27 octobre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'étude d'option sur l'urgence d'un financement solidaire pour la GEMAPI **[n° 215 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Laurent Hénart, candidat proposé par le Président de la République, aux fonctions de président du conseil d'administration de l'établissement public de l'État dénommé Voies navigables de France (VNF).

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique, sur le sujet du pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Matinée de sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales.

Réunion du vendredi 7 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Table ronde portant sur la mise en œuvre du pouvoir de dérogation aux normes.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif au pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à la compétence « Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ».

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Programme Petites villes de demain - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Ambition France Transports : quel bilan ? » - Présentation du rapport de la conférence Ambition France Transports.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Pour l'efficacité de la Gemapi : des territoires solidaires » - Présentation du rapport d'information et échanges.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Avenir pour le commerce de proximité en milieu rural - Audition de M. Frédéric Gibert, responsable du programme Action cœur de ville et du plan commerce de la Banque des territoires, Mme Céline Massal, professeure agrégée de géographie, enseignante en classe préparatoire au lycée militaire de Saint-Cyr, M. Louis Pautrel, vice-président de l'Association des maires ruraux de France (AMRF), chargé du commerce, et un représentant de l'Association des maires de France (AMF).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 2643 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 3 rectifié bis et n° 41** *(Possibilité pour les communes membres d'une communauté de communes qui n'ont pas encore transféré les compétences eau et assainissement de conserver ces compétences)* : p. 2771 et suivantes

- Question orale sans débat sur les zones France Ruralités Revitalisation dans le Cher : combler les zones d'ombre pour une équité territoriale - (25 mars 2025) : p. 4205 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes - **Article 1er** *(Pouvoir du préfet de déroger aux normes réglementaires)* : p. 6373 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6389 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7169 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de simplification de la vie économique - (29 octobre 2025) : p. 8197 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 20 bis (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9296 et suivantes - **Article 20 ter (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9298 - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile » - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-998 rectifié** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % sur la margarine)* : p. 10762 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-757 rectifié bis** *(Création d'une contribution aux infrastructures communales)* : p. 10817 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-997, n° I-86 rectifié quinquies, n° I-1046 rectifié ter, n° I-1049 rectifié ter et n° I-1023 rectifié** *(Transfert d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements)* : p. 10827 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12360 et suivantes

PONCET MONGE (Raymonde)
sénatrice (Rhône)
GEST

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe jusqu'au 11 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Sécurité sociale : la boîte à outils du Sénat **[n° 901 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jean-Jacques Marette, animateur du conclave avec les partenaires sociaux sur les retraites.

Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Audition de M. Mathieu Bellahsen, psychiatre, auteur d'un ouvrage intitulé Abolir la contention.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative au droit à l'aide à mourir - Désignation de rapporteurs.

Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la

protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Conséquences des décisions jurisprudentielles récentes en matière de droit relatif aux congés payés - Audition de MM. Jean-Guy Huglo, conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation, Pierre Ramain, directeur général du travail, Mme France Henry-Labordère, directrice générale adjointe du Medef, responsable du pôle social, M. Éric Chevée, vice-président chargé des affaires sociales de la CPME, et Mme Laurence Breton-Kueny, vice-présidente déléguée de l'Association nationale des DRH et directrice des ressources humaines d'Afnor.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et de M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de MM. Éric Blachon, président, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Damien Ientile, directeur de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communication de la Cour des comptes relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen des motions.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 5 rectifié bis** *(Suppression du plafond d'utilisation des titres auprès des restaurateurs)* : p. 34 et suivantes - **Article unique** *(Prolongation jusqu'au 31 décembre 2026 de la dérogation d'utilisation des titres-restaurant)* : p. 35 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1431 rectifié** *(Création d'un dispositif d'« activité partielle de longue durée rebond »)* : p. 700 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes - **État G** : p. 1241 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)]** - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 169** *(Reconstruction des bâtiments et installations agricoles mahorais détruits par le cyclone Chido - Avis conforme de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF - Levée temporaire)* : p. 1921 et suivantes - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes - **Article 15** *(Versement de subventions et de financements par les collectivités territoriales et leurs groupements)* : p. 1963 - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendement n° 101 rectifié bis** *(Demande d'un rapport au Gouvernement concernant le bilan exhaustif de la catastrophe)* : p. 1968 et suivantes - **Article 18** *(Suspension du recouvrement des cotisations sociales)* : p. 1975 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 28** *(Accès à l'eau et aux produits de première nécessité à Mayotte, y compris dans les lieux et quartiers de vie informels - Garantie)* : p. 1983 et suivantes - **Article 21** *(Maintien des droits à prestations versées par la caisse de sécurité sociale de Mayotte)* : p. 1985 et suivantes - **Article 27 (supprimé)** *(Rapport au Parlement sur la convergence sociale)* : p. 1988 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1991 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025** - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]**

Première partie :

- (17 février 2025) - **Article 2** *(Rectification de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 2865 et suivantes - **Article 3** *(Alignement de l'effort contributif des non-salariés agricoles sur celui des travailleurs indépendants)* : p. 2867 et suivantes - **Article 4** *(Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))* : p. 2869 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 14** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 2895 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 16 bis D** *(Responsabilisation des patients dans la prise de rendez-vous)* : p. 2915 et suivantes - **Article 17 bis D (supprimé)** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à la sécurité sociale à son retour sur le territoire français)* : p. 2921 - **Article 21 quater** *(Aide exceptionnelle pour les établissements d'hébergement pour personnes âgées en difficulté financière)* : p. 2929 et suivantes - **Article 23 bis A (nouveau)** *(Précision de l'obligation incombant aux bénéficiaires de pensions de vieillesse résidant à l'étranger de justifier annuellement de leur existence par la production d'un certificat de vie délivré par le consulat français)* : p. 2936 et suivantes - **Article 24 quater** *(Adaptation du droit des prestations familiales et extension de l'assurance vieillesse des aidants à Mayotte)* : p. 2941 et suivantes - **Article 29** *(Objectif de dépenses de la branche Vieillesse)* : p. 2944 - **Article 30** *(Objectif de dépenses de la branche Famille)* : p. 2944 et suivantes - **Article 31** *(Objectif de dépenses de la branche Autonomie)* : p. 2945 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- **Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)]** - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3057 et suivantes - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inadéquation de l'étiquetage nutritionnel aux produits traditionnels tels que le fromage au lait cru** - (5 mars 2025) : p. 3269

- **Question orale sans débat sur le financement apporté par la France au budget du programme de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)** - (18 mars 2025) : p. 3964 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (19 mars 2025) : p. 4045 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux annonces du Premier ministre sur l'âge légal de départ à la retraite et aux suites du « conclave »** - (19 mars 2025) : p. 4048

- **Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? »** - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article 2** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations et modification des possibilités de saisine de Tracfin)* : p. 4491 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce par Israël de nouvelles opérations militaires** - (7 mai 2025) : p. 5311 et suivantes

- **Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés [n° 230 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5626 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes - **Article 15** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour la convergence du droit applicable en matière de droits sociaux à Mayotte)* : p. 5826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 75** *(Demande de rapport sur la mise en œuvre de la convergence sociale)* : p. 5833 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 115** *(Demande de rapport sur les conditions et les effets de la convergence du Smic mahorais par rapport au Smic de droit commun)* : p. 5833 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 -**

Amendement n° 143 *(Demande de rapport sur l'instauration d'une première année d'études médicales et pharmaceutiques à Mayotte)* : p. 5837

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes - **Article 2** *(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés)* : p. 6207 et suivantes - **Article 3** *(Instauration de rendez-vous professionnels de mi-carrière et de préparation de la fin de carrière)* : p. 6211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 18 rectifié et 22 rectifié** *(Inscription dans les principes généraux de prévention de l'obligation d'écoute des salariés sur leurs conditions de travail)* : p. 6212 et suivantes - **Article 4** *(Création d'un contrat de valorisation de l'expérience)* : p. 6214 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6223 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la crise au Proche-Orient - (11 juin 2025) : p. 6411

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes

- Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 [n° 729 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6929 et suivantes - **Article 1er** *(Approbation des tableaux d'équilibre des régimes obligatoires de base de la sécurité sociale (Robss) et du fonds de solidarité vieillesse (FSV))* : p. 6943 et suivantes

- Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)] - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes - **Article 1er** *(Caractéristiques des peines d'emprisonnement ferme et modalités de leur aménagement ab initio par le tribunal correctionnel)* : p. 7141 et suivantes - **Article 2** *(Conditionnement des mesures d'aménagement de peine aux garanties de réinsertion du condamné)* : p. 7143 et suivantes - **Article 6 (supprimé)** *(Rapport concernant l'impact de cette proposition de loi sur la récidive et sur la surpopulation carcérale)* : p. 7146 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7147 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les dangers sanitaires des pesticides - (2 juillet 2025) : p. 7157 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7236 et suivantes - **Question préalable** : p. 7240 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes p. 7258 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 7265 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conclusions de la délégation paritaire permanente des retraites - (9 juillet 2025) : p. 7431 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 229** *(Demande de rapport sur le coût et les mécanismes de l'évasion fiscale)* : p. 8551 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 235** *(Demande de rapport sur l'évaluation du montant de la fraude fiscale)* : p. 8553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 23** *(Demande de rapport sur les moyens de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF), des douanes et de la direction générale des finances publiques (DGFiP) en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8569 et suivantes - **Article 2** *(Étendre l'accès des organismes de protection sociale aux bases de données patrimoniales)* : p. 8586 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 216 rectifié sexies** *(Extension de l'accès au répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) au bénéfice des services préfectoraux)* : p. 8590 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 185 rectifié ter** *(Publication annuelle par chaque organisme national de sécurité sociale d'un rapport présentant les montants de la fraude)* : p. 8594 et suivantes - **Article 4** *(Permettre aux caisses de sécurité sociale de mandater l'une d'entre elles pour déposer une plainte pénale unique et renforcer l'articulation de l'action pénale des organismes sociaux)* : p. 8595 et suivantes - **Article 5** *(Coordination de l'assurance maladie obligatoire et complémentaire en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8598 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 92 rectifié et n° 102** *(Mise en place d'un système de signalement commun à l'assurance maladie obligatoire et complémentaire)* : p. 8609 et suivantes - **Article 6** *(Renforcement des prérogatives des services départementaux chargés du handicap et de l'autonomie en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8613 et suivantes - **Article 7** *(Rendre obligatoire la géolocalisation des transporteurs sanitaires et des taxis conventionnés et le système électronique de facturation intégré)* : p. 8616 et suivantes

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article 8** *(Lutter contre les fraudes fiscales et sociales dans le secteur des transports publics particuliers de personnes)* : p. 8626 et suivantes - **Article 10** *(Extension du droit de communication aux agents de l'assurance maladie chargés de la lutte contre la fraude)* : p. 8641 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 198** *(Instauration d'un cadre légal pour les sociétés éphémères)* : p. 8650 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 109** *(Ajout d'une mission de la CNAM en matière de sanction des déclarations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP))* : p. 8651 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 107** *(Refus de délivrance d'attestation relative aux obligations déclaratives et de paiement)* : p. 8654 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 108** *(Demande de rapport relatif à l'évaluation des procédures déclaratives des accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP))* : p. 8656 - **Article 13** *(Obligation de versement de l'indemnisation chômage sur un compte bancaire domicilié dans l'espace unique de paiement en euros de l'Union européenne et obligation de se présenter aux épreuves en cas de mobilisation du compte personnel de formation)* : p. 8656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 186 rectifié bis** *(Mise en place d'une vérification annuelle de résidence réelle en France pour certaines prestations soumises à la condition de résidence stable et effective en France)* : p. 8664 et suivantes - **Article 14** *(Renforcement du cadre répressif en matière sociale concernant les revenus issus d'activités illicites)* : p. 8665 et suivantes - **Article 16 bis (nouveau)** *(Respect des principes républicains et des conditions de diplôme par les organismes de formation professionnelle)* : p. 8670 et suivantes - **Article 17** *(Levée de l'interdiction du cumul des sanctions conventionnelles et financières, extension du domaine de contrôle et renforcement*

des mesures de lutte contre la sur-prescription) : p. 8672 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 106 rectifié et n° 88** *(Transformation de la faculté pour le directeur de la CPAM d'annuler la prise en charge partielle ou totale des cotisations sociales sur les revenus fraudés en obligation d'annulation totale en cas de fraude du professionnel de santé)* : p. 8675 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 171 rectifié bis** *(Extension du champ des sanctions financières de l'assurance maladie en récupérant les indus pour les prescriptions non conformes)* : p. 8676 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 115** *(Augmentation des majorations de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8677 et suivantes - **Article 17 ter (nouveau)** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés ayant été condamnés pour fraude à l'assurance maladie)* : p. 8679 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 94** *(Déremboursement de l'ensemble des prescriptions de tous les médecins déconventionnés)* : p. 8682 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes - **Article 25** *(Pouvoir de contrainte de la Caisse des dépôts et consignations)* : p. 8694 et suivantes - **Article 27** *(Renforcement des moyens de recouvrement des fraudes aux allocations de chômage)* : p. 8695 et suivantes - **Article 28 (nouveau)** *(Droit d'information de France Travail et suspension conservatoire des allocations versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8698 et suivantes - **Article 29 (nouveau)** *(Suspension conservatoire des prestations sociales versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8702 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 8777 et suivantes - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8782 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article liminaire (supprimé)** *(État des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale)* : p. 8813 et suivantes - **Article 1er (supprimé)** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 8814 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Rectification de la contribution des régimes d'assurance maladie au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS))* : p. 8826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 998 rectifié** *(Déduction au sein de l'assiette sociale des non salariés agricoles de la provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes pour la campagne de revenus de l'année 2025)* : p. 8828 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1166 et n° 999** *(Hausse des taux de majoration appliqués au redressement de cotisations sociales en cas de récidive de travail dissimulé)* : p. 8831 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1001 et n° 802 rectifié** *(Création d'une obligation de déclaration à la charge des entreprises dont il existe des indices qu'elles pourraient être éphémères)* : p. 8834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1313** *(Demande de rapport sur une reprise de dette supplémentaire de la sécurité sociale par la Caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES))* : p. 8844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 1140** *(Demande de rapport)* : p. 8861 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Subordination de l'affiliation des bailleurs à métayage au régime des non-salariés agricoles à une participation effective à l'activité de l'exploitation agricole)* : p. 8862 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 1142** *(Augmentation des pénalités financières pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs de réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)* : p. 8867 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article 6 ter (nouveau)** *(Extension de la règle de lissage du revenu pris en compte dans le cas des allocations chômage et des pensions de retraite et d'invalidité pour la détermination du taux de contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8875 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 1286 rectifié bis** *(Application de la fiscalité applicable aux contrats solidaires et responsables pour des contrats couvrant un socle de garanties essentielles)* : p. 8876 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 166 rectifié ter, n° 931 rectifié et n° 1485** *(Taux réduit de taxe solidarité additionnelle pour les contrats de complémentaire santé non aidés)* : p. 8883 et suivantes - **Article 7 ter (nouveau)** *(Soumission des contrats de complémentaire santé à destination des agriculteurs retraités à un taux réduit de taxe de solidarité additionnelle)* : p. 8885 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1672** *(Réduction des allégements généraux de cotisations patronales pour les branches ayant des minima de salaire inférieurs au Smic)* : p. 8891 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1153, n° 1670 et n° 929** *(Taxation des retraites chapeau)* : p. 8894 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 903, n° 902 et n° 953** *(Imposition de divers compléments de salaire)* : p. 8896 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 952** *(Imposition des ruptures conventionnelles collectives au forfait social au taux de 8 %)* : p. 8898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 904** *(Passage du taux normal du forfait social de 20 % à 30 %)* : p. 8899 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Taxation des compléments de salaire)* : p. 8901 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 (suite) - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Assujettissement aux cotisations sociales du rachat d'action)* : p. 8905 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1155** *(Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie)* : p. 8926 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 134 rectifié bis** *(Extension aux syndicats mixtes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de l'exonération de la cotisation d'assurance vieillesse pour les aides à domicile ayant qualité d'agents titulaires en fonction dans un centre communal d'action sociale (CCAS))* : p. 8928 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1029** *(Gel du barème des allégements généraux en 2026)* : p. 8929 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1168** *(Remboursement du montant de la réduction de cotisations patronales si le juge constate que le licenciement pour motif économique ou les suppressions d'emploi sont dépourvus de cause réelle et sérieuse)* : p. 8931 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1157** *(Augmentation d'un point des cotisations employeurs d'assurance vieillesse)* : p. 8932 et suivantes - **Article 8 septies (nouveau)** *(Extension aux entreprises de plus de 250 salariés du dispositif de déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les heures supplémentaires)* : p. 8933 et suivantes p. 8935 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 133 rectifié quinquies** *(Passage à 9,2 % du taux de contribution*

sociale généralisée (CSG) applicable aux allocations chômage, aux indemnités journalières et aux pensions de retraite et d'invalidité) : p. 8959 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 347 rectifié, n° 1303, n° 348 et n° 1518 rectifié quater** *(Transfert de contribution sociale généralisée (CSG) de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) vers la Caisse des Français de l'étranger)* : p. 8962 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1673 et n° 928** *(Plafonnement à une fois le Pass de l'abattement de 1,75 % sur l'assiette de la contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8966 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1490 et n° 1759 rectifié** *(Instauration d'une contribution sociale généralisée (CSG) progressive sur les revenus d'activité)* : p. 8970 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 octies - Amendement n° 1040 rectifié ter** *(Possibilité pour les travailleurs indépendants de se verser une prime défiscalisée)* : p. 8973 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1121 rectifié bis** *(Élargissement du dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) aux coopératives vinicoles)* : p. 8991 et suivantes - **Article 9 septies (nouveau)** *(Réintégration de certaines entreprises d'armement maritime dans le dispositif d'exonération de contributions sociales)* : p. 8998 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 879** *(Application au parrainage sportif de la taxe sur les dépenses de publicité des opérateurs de jeux)* : p. 9053 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 854 rectifié et n° 1700 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires destinés aux nourrissons contenant des sucres ajoutés)* : p. 9077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1230, n° 1367 et n° 1693** *(Taxation des publicités pour les aliments riches en sucre, sel ou matières grasses)* : p. 9082 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1573 rectifié bis, n° 1185, n° 339 rectifié ter et n° 1543** *(Taxation des publicités alimentaires n'affichant par le Nutri-score)* : p. 9083 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1025** *(Création d'une contribution exceptionnelle sur les dividendes)* : p. 9120 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1027** *(Création d'une contribution exceptionnelle sur les successions et donations)* : p. 9123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 920** *(Instauration d'une contribution patrimoniale exceptionnelle de solidarité aux régimes de retraite pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9124 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 924 et n° 1167** *(Malus pour l'entreprise donneuse d'ordres lorsque l'entreprise sous-traitante dépasse un certain taux de sinistralité)* : p. 9132 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1138, n° 1318 et n° 1642** *(Augmentation du taux de cotisation des plus hauts revenus pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9135 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 955** *(Demande de rapport relatif à l'impact sur les comptes de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) d'une taxe sur les salaires versés aux agents contractuels)* : p. 9139 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article 12** *(Clarifier les transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale (« article-tuyau »))* : p. 9149 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 1149, n° 1652 rectifié, n° 1641, n° 1781 rectifié, n° 1150, n° 165 rectifié ter, n° 922 rectifié et n° 933 rectifié** *(Taxe sur les salaires pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics)* : p. 9153 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1147 et n° 1655** *(Création d'une contribution de solidarité des actionnaires)* : p. 9182 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1053 et n° 1674** *(Extension de l'assiette de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA))* : p. 9183 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 538 rectifié bis** *(Création d'une contribution sur la transmission de patrimoine)* : p. 9184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1654 rectifié et n° 1031** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9185 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1030 rectifié et n° 1663** *(Création d'une cotisation patronale affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA))* : p. 9186 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 12 quater (nouveau)** *(Exclusion des micro-commerçants du dispositif de précompte des cotisations sociales par les plateformes)* : p. 9194 et suivantes - **Article 12 septies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le Gouvernement de minorer la compensation à l'Unédic des allégements généraux de cotisations patronales)* : p. 9196 et suivantes - **Article 13** *(Approbation du montant de la compensation des exonérations mentionné à l'annexe 4)* : p. 9199 et suivantes - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les*

retraites) : p. 9200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1455 rectifié bis** *(Suppression de la subvention de 1,4 milliard d'euros par an versée par le Fonds de réserve pour les retraites à la Cades)* : p. 9203 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 1062** *(Demande de rapport sur le délai d'exploitation minimal pour l'éligibilité au conventionnement avec l'assurance maladie)* : p. 9264 - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article 26** *(Renforcer la taxation des dépassements d'honoraires)* : p. 9389 et suivantes - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 905** *(Demande de rapport sur les causes des arrêts maladie)* : p. 9433 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article 29 (supprimé)** *(Suppression du régime des ALD (affections de longue durée) non exonérantes)* : p. 9435 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 1325** *(Demande de rapport sur la déconjugalisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité)* : p. 9438 - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 36** *(Réformer la tarification des établissements pour enfants et jeunes adultes en situation de handicap dans le cadre de la réforme « services et établissements : réforme pour une adéquation des financements aux parcours des personnes handicapées (SERAFIN-PH) »)* : p. 9491 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 819 rectifié, n° 1341 et n° 1669** *(Modulation du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) selon des indicateurs d'efficience)* : p. 9502 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1342 rectifié et n° 1731 rectifié** *(Conditionnement du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) au respect d'un plafond de rémunération)* : p. 9504 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 1331** *(Demande de rapport sur le financement des revalorisations salariales dans le secteur médico-social)* : p. 9509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 948** *(Demande de rapport sur la transparence financière des établissements ou services médico-sociaux (ESMS))* : p. 9510 et suivantes - **Article 37** *(Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin 2024 pour les départements)* : p. 9513 et suivantes - **Article 38** *(Déduction des indemnisations versées par les assurances et fonds d'indemnisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH))* : p. 9518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 1330** *(Demande de rapport sur les heures de lien social pour les bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA))* : p. 9521 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1243** *(Donner l'exclusivité des allocations familiales aux foyers dont au moins l'un des parents est de nationalité française)* : p. 9533 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 1752 et n° 960** *(Lancement d'une expérimentation sur la mise en place d'un prix-plancher du berceau en crèches)* : p. 9537 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 910** *(Demande de rapport)* : p. 9539 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 958** *(Demande de rapport)* : p. 9540 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1345** *(Demande de rapport)* : p. 9540 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1346** *(Demande de rapport)* : p. 9541 - **Article 39 (précédemment réservé)** *(Réforme des conditions de reconnaissance des maladies professionnelles)* : p. 9541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 988** *(Actualisation des tableaux de maladies professionnelles par décret dans les trois mois suivant un avis ou un rapport en ce sens de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail)* : p. 9548 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 906** *(Demande de rapport sur l'attribution de taux de cotisation AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles) à la branche vieillesse)* : p. 9549 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 947** *(Demande de rapport sur la possibilité de créer un tableau spécial relatif au syndrome d'épuisement professionnel)* : p. 9552 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 981** *(Demande de rapport sur la procédure déclarative des AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9553

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45** *(Réduire les inégalités entre les femmes et les hommes à la retraite)* : p. 9652 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 158 rectifié bis, n° 380 rectifié, n° 426 rectifié quater, n° 448 rectifié quinquies, n° 528 rectifié bis, n° 1068 et n° 1113 rectifié quinquies** *(Obligation de réexamen des règles de calcul de la compensation démographique dont bénéficie la Caisse de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) tous les cinq ans)* : p. 9674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 969 rectifié, n° 1248 et n°1249** *(Contrôle des retraités percevant une pension française à l'étranger)* : p. 9676 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 911** *(Demande de rapport sur les effets de la perte financière de l'Agirc Arrco due aux exonérations de cotisations sur les salaires inférieurs à 1,6 Smic et le mécanisme de compensation des régimes spéciaux fermés)* : p. 9684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1309** *(Demande de rapport sur l'accès au minimum contributif des assurés ayant effectué une partie de leur carrière hors de France)* : p. 9686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1348** *(Demande de rapport sur les conditions d'une déconjugalisation de l'allocation de solidarité aux personnes âgées)* : p. 9687 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes - **Article 50** *(Transferts à la charge de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9703 et suivantes - **Article 51** *(Objectif de dépenses de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9705 et suivantes - **Article 52** *(Objectif de dépenses de la branche vieillesse)* : p. 9706 et suivantes - **Article 53** *(Objectif de dépenses de la branche famille)* : p. 9707 et suivantes - **Article 54** *(Objectif de dépenses de la branche autonomie)* : p. 9708 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2654 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les fournisseurs de service d'assistance par intelligence artificielle)* : p. 10166 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1241** *(Amortisseur sur la fiscalité du gaz)* : p. 10197 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-1818, n° I-1874, n° I-2037 rectifié bis et n° I-660** *(Extension du crédit d'impôt aux opérations d'accession à la propriété outre-mer)* : p. 10244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes - **Article 79** *(Suppression de la prise en compte de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) en revenu professionnel dans le calcul de la prime d'activité)* : p. 11754 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1243 rectifié bis** *(Plafonnement du montant total des prestations sociales que peut percevoir un même bénéficiaire à 70 % du SMIC)* : p. 11756 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1269 rectifié ter** *(Suppression du bénéfice de l'allocation aux adultes handicapés (AAH) pour les personnes incarcérées)* : p. 11757

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13161

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13311 et suivantes

---

POUMIROL (Émilienne)
sénatrice (Haute-Garonne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la possibilité de déclassement des biens appartenant au domaine public fluvial du canal du Midi **[n° 312 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Pour un contrôle des crèches au service de la qualité de l'accueil des enfants **[n° 460 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à déclarer Francisco Franco indigne de la Légion d'honneur **[n° 137 (2025-2026)]** (19 novembre 2025) - **Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 501 (2024-2025)] visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 228 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances - Examen du rapport d'information.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Marine Jeantet, proposée aux fonctions de directrice générale de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Audition de Mmes Sylvaine Mazière Tauran, présidente, et Samira Ahayan, secrétaire générale, du Conseil national de l'ordre des infirmiers.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* La santé mentale et la psychiatrie en France - Audition de M. Raphaël Gaillard, professeur en psychiatrie à l'université Paris Cité.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 20 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Damien Ientile, directeur de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Seconde délibération sur un amendement à l'article 21.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Adoption du programme de travail de la session 2025-2026.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes - **État B** : p. 557 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au budget de la France - (5 février 2025) : p. 2059 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux travailleurs pauvres - (5 février 2025) : p. 2063 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article 3** *(Alignement de l'effort contributif des non-salariés agricoles sur celui des travailleurs indépendants)* : p. 2867 et suivantes - **Article 4** *(Pérennisation de l'exonération en faveur des employeurs agricoles de travailleurs occasionnels et de demandeurs d'emploi (TO-DE))* : p. 2869 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 9 ter A (supprimé)** *(Taxation des publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 2891 et suivantes - **Article 14** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 2895 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 16** *(Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions)* : p. 2909 et suivantes - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Article 16 bis C** *(Réforme du service du contrôle médical de l'assurance maladie)* : p. 2914 et suivantes - **Article 16 bis D** *(Responsabilisation des patients dans la prise de rendez-vous)* : p. 2915 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à une demande de débat au Parlement sur la situation de l'Ukraine - (19 février 2025) : p. 3046

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes

- Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 40** *(Reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie)* : p. 3543 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens diplômés hors Union européenne (I) - (12 mars 2025) : p. 3678

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** *(Contribution des étrangers extracommunautaires dans l'économie nationale et importance des prestations sociales pour l'intégration des étrangers à la vie économique et sociale du pays - Rapport au Parlement)* : p. 4024 - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Évaluation des conséquences des mesures de la présente loi sur la pauvreté des enfants et des familles monoparentales - Rapport au Parlement)* : p. 4028 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de la trêve hivernale - (2 avril 2025) : p. 4464 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5369 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 3 - Amendement n° 103**

rectifié bis *(Rétablissement de l'obligation de garde pour les médecins de soins de moins de 55 ans)* : p. 5393 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes p. 5422 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 111** *(Mise en place d'une mission de service public de solidarité territoriale)* : p. 5442 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 84 rectifié ter** *(Rétablissement de l'agrément préalable des centres de santé généralistes)* : p. 5447 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes - **Article 11** *(Favoriser le recours aux protocoles de coopération dans les structures d'exercice coordonné)* : p. 5471 et suivantes - **Article 12** *(Prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens d'officine)* : p. 5473 - **Article 14** *(Revoir le modèle de financement de la formation et de l'activité des infirmiers en pratique avancée)* : p. 5478 et suivantes - **Article 15** *(Créer une participation financière à l'acquisition d'équipements et de logiciels permettant d'assister les médecins dans leur pratique quotidienne)* : p. 5479 et suivantes - **Article 16** *(Supprimer certains certificats médicaux peu utiles)* : p. 5481 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pénuries de médicaments** - (4 juin 2025) : p. 6191 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)]** - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 3** *(Ajout de la promotion des études de médecine dans les lycées parmi les missions du service public de l'enseignement supérieur)* : p. 6739 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Organisation dans chaque département d'une première année d'accès aux études médicales et pharmaceutiques)* : p. 6740 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** *(Demande de rapport au Parlement sur l'opportunité d'une filière publique de préparation aux études de médecine pour lutter contre les déserts médicaux)* : p. 6742 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur la mise en place d'un dispositif de remise à niveau scientifique lors du premier cycle)* : p. 6743 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 7** *(Demande de rapport sur un projet d'option santé au lycée visant à préparer l'admission en premier cycle des études de santé)* : p. 6744 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une voie unique d'accès aux études de santé)* : p. 7866 et suivantes - **Article 2** *(Expérimentation d'un accès direct aux études de pharmacie)* : p. 7868 et suivantes - **Article 3** *(Extension et renforcement des options santé)* : p. 7871 et suivantes - **Article 5** *(Statuts applicables aux maîtres de stage universitaires en médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie)* : p. 7874 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter la mise en œuvre de la réforme du troisième cycle de médecine générale)* : p. 7876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 18 et n° 19** *(Accès pour les médecins titulaires d'un diplôme d'études spécialisées à une autre spécialité médicale par le biais d'une validation partielle des acquis de formation et d'expérience - Opportunité et demande de rapport au Parlement)* : p. 7877 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7879

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1166 et n° 999** *(Hausse des taux de majoration appliqués au redressement de cotisations sociales en cas de récidive de travail dissimulé)* : p. 8831 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1769** *(Inclusion des attributions gratuites d'actions dans l'assiette de cotisations sociales et de la contribution sociale généralisée (CSG))* : p. 8892 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 952** *(Imposition des ruptures conventionnelles collectives au forfait social au taux de 8 %)* : p. 8898 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 1683** *(Extension aux aides à domicile fonctionnaires de l'exonération de cotisations employeur dont bénéficient certaines structures dans le cas des contractuels)* : p. 8900 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 134 rectifié bis** *(Extension aux syndicats mixtes et aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de l'exonération de la cotisation d'assurance vieillesse pour les aides à domicile ayant qualité d'agents titulaires en fonction dans un centre communal d'action sociale (CCAS))* : p. 8928

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° 1121 rectifié bis** *(Élargissement du dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) aux coopératives vinicoles)* : p. 8991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1694** *(Instauration d'une nouvelle taxe à la charge des entreprises pharmaceutiques)* : p. 9036 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1658** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les superprofits)* : p. 9125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 1149, n° 1652 rectifié, n° 1641, n° 1781 rectifié, n° 1150, n° 165 rectifié ter, n° 922 rectifié et n° 933 rectifié** *(Taxe sur les salaires pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics)* : p. 9153 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 384 rectifié ter, n° 418 rectifié ter, n° 440 rectifié quater et n° 1707** *(Transfert de 350 M€ de la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) vers les départements)* : p. 9162 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 12 ter (nouveau)** *(Annuler la participation de l'assurance maladie à la prise en charge des cotisations des professionnels de santé en cas de fraude)* : p. 9194 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1455 rectifié bis** *(Suppression de la subvention de 1,4 milliard d'euros par an versée par le Fonds de réserve pour les retraites à la Cades)* : p. 9203 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 778 rectifié** *(Exclusion de la prise en charge des conséquences d'actes de chirurgie esthétique réalisés hors Union européenne)* : p. 9234 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1742** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la politique de prévention en santé)* : p. 9289 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 1256 rectifié bis, n° 222 rectifié bis et n° 1257 rectifié ter** *(Restriction des téléprescriptions d'arrêts de travail)* : p. 9430 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 841 rectifié, n° 843 rectifié et n° 1240** *(Délivrance à l'unité des médicaments)* : p.9461 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article 34** *(Réforme des accès dérogatoires au médicament et intégration des tarifs de nouveaux pays dans la fixation des prix des produits de santé)* : p.9469 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1726** *(Publication uniformisée des données en vie réelle recueillies au titre de l'accès précoce)* : p. 9475 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1617** *(Prise en compte des investissements en recherche et développement et du caractère public du financement de cette recherche dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9477 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 819 rectifié, n° 1341 et n° 1669** *(Modulation du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) selon des indicateurs d'efficience)* : p. 9502 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 235 rectifié et n° 539 rectifié bis** *(Demande de rapport visant à apprécier l'impact des réformes adoptées sur les retraites des sapeurs-pompiers)* : p. 9683 et suivantes - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes p. 9693 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-2106, n° 2512 rectifié bis et n° I-2513 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour compenser la hausse des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 11015 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

PRIMAS (Sophie)
ministre déléguée auprès du Premier ministre, porte-parole du Gouvernement
(jusqu'au 4 octobre 2025)
sénateur (Yvelines)
NI, puis Les Républicains
(à partir du 10 octobre 2025)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 10 octobre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 21 octobre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Cohésion des territoires - Logement et ville **[n° 139 tome 3 vol. 1 annexe 5 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Aménagement du territoire - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Communication.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la politique de la ville de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au logement de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 66 et 67) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la prolifération des armes fabriquées à l'aide d'imprimantes 3D - (11 février 2025) : p. 2600

- Question orale sans débat sur les moyens pour la sécurité et la tranquillité publique en Val-de-Marne - (11 février 2025) : p. 2600 et suivantes

- Question orale sans débat sur les couteaux de poche traditionnels et le port d'un outil utilitaire de la vie rurale - (11 février 2025) : p. 2601 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir de la police municipale - (11 février 2025) : p. 2602 et suivantes

- Question orale sans débat sur la création d'une brigade de sécurisation des transports en commun au Mans - (11 février 2025) : p. 2603

- Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des écosystèmes marins - (26 mars 2025) : p. 4313 et suivantes

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes - **Article 2** *(Mesures de restriction du cadre juridique régissant les contrôles*

d'identité) : p. 5617 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'une attestation aux personnes ayant fait l'objet d'un contrôle d'identité)* : p. 5618 et suivantes - **Article 4** *(Activation systématique du dispositif de caméras piétons lors des contrôles d'identité)* : p. 5623 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les entraves normatives et la hausse du coût des fertilisants subies par les agriculteurs - (21 mai 2025) : p. 5904 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des artisans pêcheurs - (4 juin 2025) : p. 6189 et suivantes

- Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)] - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants p. 6229 et suivants - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6238 et suivants

- Question orale sur les dysfonctionnements de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger dans le versement des bourses - (10 juin 2025) : p. 6261 et suivantes

- Question orale sur la suppression du tarif « Livres et brochures » de La Poste - (10 juin 2025) : p. 6262 et suivantes

- Question orale sur l'audiovisuel public - (10 juin 2025) : p. 6263

- Question orale sur les conséquences des fouilles archéologiques préventives dans les projets d'aménagements portés par les collectivités territoriales - (10 juin 2025) : p. 6263 et suivantes

- Question orale sur la fin de la gratuité de l'autoroute A40 sur le tronçon reliant Annemasse à Saint-Julien-en-Genevois - (10 juin 2025) : p. 6264

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique environnementale - (11 juin 2025) : p. 6413 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6514 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié** *(Obligation de création d'une liste nationale de contrôle de la présence de métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine)* : p. 6527 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la nomination du président-directeur général du groupe La Poste - (2 juillet 2025) : p. 7167

- Question orale sans débat sur les actes de violence contre les sapeurs-pompiers dans l'Oise - (8 juillet 2025) : p. 7326 et suivantes

- Question orale sans débat sur les sapeurs-pompiers - (8 juillet 2025) : p. 7327

- Question orale sans débat sur la dégradation des conditions de travail des chauffeurs de taxi accentuée par la concurrence déloyale des plateformes VTC - (8 juillet 2025) : p. 7328

- Question orale sans débat sur la demande du bilan financier de la lutte contre l'immigration à Mayotte de 2022, 2023 et 2024 - (8 juillet 2025) : p. 7328 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'amélioration des relations entre maires et services de renseignement territorial - (8 juillet 2025) : p. 7329 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur Shein - (5 novembre 2025) : p. 8419 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 235** *(Demande de rapport sur l'évaluation du montant de la fraude fiscale)* : p. 8553 et suivantes

- Suite de la discussion (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 1er (supprimé)** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 8814 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1153, n° 1670 et n° 929** *(Taxation des retraites chapeau)* : p. 8894 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 8 (suite) - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Assujettissement aux cotisations sociales du rachat d'action)* : p. 8905 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 561 rectifié bis et n° 1517** *(Élargissement de l'assiette de la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcooliques et suppression du plafond de la contribution)* : p. 9055 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 725 rectifié sexies** *(Subordination de l'installation en zones sur-dense à la conclusion d'un engagement territorial de santé)* : p. 9356 - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 863** *(Demande de rapport sur le protocole d'accord sur la maîtrise des dépenses dans le champ du transport sanitaire)* : p. 9356 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité civile - (26 novembre 2025) : p. 9742 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178**

rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919 *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-2126, n° I-2127 et n° I-703 rectifié** *(Assujettissement à la taxe sur les surfaces commerciales)* : p. 10145 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1984 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les entreprises utilisant des infrastructures numériques)* : p. 10158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° I-1569 rectifié ter** *(Abaisser à 0,5 euro par MWh le tarif de l'accise sur l'électricité appliqué aux entreprises électro-sensibles de l'industrie agroalimentaire)* : p. 10198 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1558** *(Création d'une taxe de 95 % sur le chiffre d'affaires moyen des élevages de saumons à système de recirculation en circuit fermé)* : p. 10381 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-298 rectifié et n° I-1283** *(Élargissement du champ du bail réel solidaire aux ménages éligibles au logement locatif intermédiaire)* : p. 10400 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-571 rectifié bis, n° I-1398 rectifié, n° I-1835 rectifié, n° I-2017 rectifié ter, n° I-2322 rectifié et n° I-2365 rectifié quater** *(Participation au Fonds national des aides à la pierre (FNAP) des bailleurs à hauteur de 275 millions d'euros)* : p. 10403 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-1550 rectifié ter, n° I-1769 rectifié bis, n° I-2414 rectifié sexies, n° I-2487 rectifié, n° I-2655 rectifié, n° I-349 rectifié ter, n° I-1756 rectifié et n° I-2671** *(Création d'un statut du bailleur privé prévoyant un mécanisme d'amortissement des biens acquis en vue d'une location nue)* : p. 10407 et suivantes p. 10407 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1693** *(Exclusion des professionnels de santé du bénéfice des avantages relatifs à l'installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur)* : p. 10429 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1466** *(Création d'une taxe sur les jets privés en fonction de leurs émissions de CO2)* : p. 10637 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1652, n° I-1382 rectifié, n° I-216 rectifié, n° I-1240, n° I-1411 rectifié et n° I-2125** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid)* : p. 10757 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2674** *(Application des plafonds de ressources du prêt social de location-accession pour les opérations d'accession sociale dans les quartiers de la politique de la ville)* : p. 10770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2499 rectifié ter** *(Raccourcissement du délai à partir duquel est autorisée la vente de logements en accession sans paiement du complément d'impôt en matière de TVA)* : p. 10783

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-819 rectifié** *(Extension du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses exposées pour la résorption des décharges littorales sur le domaine public maritime)* : p. 11005 et suivantes - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-833 rectifié bis et n° I-968 rectifié bis** *(Extension du mécénat d'entreprise à la rénovation du patrimoine remarquable des gares ferroviaires)* : p. 11127 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11416 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 11420 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes - **Article 66** *(Report de la date limite d'engagement du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU))* : p. 11533 - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-791 rectifié bis** *(Vérification de la régularité des personnes accueillies dans les centres d'hébergement et expulsion des irréguliers faisant l'objet d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) du parc d'hébergement après un mois)* : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 67 - Amendement n° II-934** *(Exclusion du bénéfice de la réduction de loyer de solidarité pour les foyers ne bénéficiant pas de l'aide personnalisée au logement)* : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 67 - Amendements n° II-867 rectifié et n° II-976** *(Maintien jusqu'au 31 juillet 2026 de la dérogation permettant d'engager les crédits de la politique de la ville dans les collectivités ultra-marines où les contrats de ville n'ont pas encore été signés)* : p. 11535 et suivantes - **Article additionnel après l'article 67 -**

Amendement n° II-967 rectifié *(Demande de rapport sur le transfert de la liquidation des taxes d'urbanisme)* : p. 11536

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'électricité en France - (10 décembre 2025) : p. 12346 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **État A** *(Voies et moyens)* : p.13059 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

PUISSAT (Frédérique)
sénateur (Isère)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants du 15 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (8 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le régime de l'assurance-emploi au Canada **[n° 294 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 600 (2024-2025)] portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social **[n° 667 (2024-2025)]** (28 mai 2025) - **Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social **[n° 838 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 24 (2025-2026)] relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales **[n° 111 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Travail, emploi et administration des ministères sociaux **[n° 142 tome 6 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Mission au Canada sur la situation du travail et de l'emploi - Communication.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Efficacité du contrôle des établissements d'accueil du jeune enfant et ses éventuelles défaillances - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Lutte contre le travail illégal - Audition de M. le général José-Manuel Montull, commandant de l'Office central de lutte contre le travail illégal, Mme Anouk Lavaure, directrice générale adjointe du travail et M. Emmanuel Dellacherie, directeur du recouvrement et du contrôle de l'Urssaf Caisse nationale.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins

dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Conséquences des décisions jurisprudentielles récentes en matière de droit relatif aux congés payés - Audition de MM. Jean-Guy Huglo, conseiller doyen de la chambre sociale de la Cour de cassation, Pierre Ramain, directeur général du travail, Mme France Henry-Labordère, directrice générale adjointe du Medef, responsable du pôle social, M. Éric Chevée, vice-président chargé des affaires sociales de la CPME, et Mme Laurence Breton-Kueny, vice-présidente déléguée de l'Association nationale des DRH et directrice des ressources humaines d'Afnor.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation des travaux de la commission.

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 38 et suivantes

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la défense du service public - (22 janvier 2025) : p. 1178 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le retrait des prestations sociales aux personnes condamnées pour trafic de drogue - (22 janvier 2025) : p. 1188 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel**

après l'article 55 - Amendement n° II-809 rectifié *(Faculté pour les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de reverser à leurs communes membres les montants du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) et de la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP))* : p. 1353 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement** - (29 janvier 2025) : p. 1714 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à sa position sur le « zéro artificialisation nette » (ZAN)** - (5 février 2025) : p. 2061

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux travailleurs pauvres** - (5 février 2025) : p. 2063 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (5 février 2025) - **Rappels au règlement** : p. 2066 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)]** - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes

- **Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)]** - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** *(Anticipation de l'entrée en vigueur des accords salariaux en outre-mer)* : p. 3073 et suivantes - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)]** - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4001 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Mise au point au sujet de votes** - (18 mars 2025) : p. 4032

- **Question orale sans débat sur la revue de la grille d'indemnisation relative aux attaques du loup pour prendre en compte les animaux en gestation** - (25 mars 2025) : p. 4200 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4253 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Rappels au règlement** : p. 4859

- **Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? »** - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- **Débat sur l'apprentissage** - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (10 avril 2025) : p. 4926

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Article 1er** *(Donner aux départements un rôle de coordination des actions en matière d'amélioration de l'accès aux soins et améliorer l'évaluation de la démographie des professions de santé)* : p. 5379 et suivantes - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 1er et rapport annexé** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5861 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)]** - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes - **Article 1er** *(Négociation obligatoire sur l'emploi et le travail des séniors au niveau des branches)* : p. 6206 et suivantes - **Article 2** *(Création d'une obligation quadriennale de négociation relative aux salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés)* : p. 6207 et suivantes - **Article 3** *(Instauration de rendez-vous professionnels de mi-carrière et de préparation de la fin de carrière)* : p. 6211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 18 rectifié et 22 rectifié** *(Inscription dans les*

principes généraux de prévention de l'obligation d'écoute des salariés sur leurs conditions de travail) : p. 6212 et suivantes - **Article 4** *(Création d'un contrat de valorisation de l'expérience)* : p. 6214 et suivantes

- **Question orale sur les difficultés des aviculteurs face à la salmonelle** - (10 juin 2025) : p. 6280 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Article 18 bis (nouveau)** *(Non-comptabilisation de la consommation d'espaces occasionnée par les constructions et aménagements liés aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030 pour l'atteinte des objectifs fixés par la loi Climat et Résilience)* : p. 7044 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7070 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7170 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la crise d'attractivité de la médecine du travail dans la fonction publique territoriale** - (8 juillet 2025) : p. 7324 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement** - *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 7477 et suivantes

- **Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social** - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7571 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 27 (priorité)** *(Sécurisation de la situation de l'élu local privé d'activité professionnelle à l'issue de son mandat)* : p. 7946 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier d'examen de la proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux (Trace)** - (29 octobre 2025) : p. 8195 et suivantes

- **Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation »** - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8532 et suivantes - **Question préalable** : p. 8538 et suivantes - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 187 rectifié quater** *(Transmission obligatoire des actes de décès aux administrations concernées)* : p. 8589 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 216 rectifié sexies** *(Extension de l'accès au répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) au bénéfice des services préfectoraux)* : p. 8590 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 215 rectifié sexies** *(Inscription au sein du répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) des informations relatives aux avertissements, pénalités ou condamnations sanctionnant des cas de fraudes intentionnelles)* : p. 8591 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 183 rectifié bis** *(Extension de l'accès au fichier national des comptes bancaires (FICOBA) au bénéfice des organismes nationaux de protection sociale)* : p. 8592 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 15 rectifié octies et n° 204 rectifié ter** *(Responsabilisation des plateformes de services à la personne en cas de manquement des prestataires en matière de déclaration ou de paiement des cotisations et contributions sociales)* : p. 8592 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 5 rectifié nonies** *(Communication d'informations nominatives détenues par l'administration fiscale au bénéfice des agents diplomatiques et consulaires)* : p. 8593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 185 rectifié ter** *(Publication annuelle par chaque organisme national de sécurité sociale d'un rapport présentant les montants de la fraude)* : p. 8594 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 10 bis (nouveau)** : p. 8643 - **Article 10 ter (nouveau)** *(Sanction du délit d'entrave au droit de communication des juridictions financières)* : p. 8643 et suivantes - **Article 11** *(Possibilité de recourir à des identités d'emprunt dans le cadre du contrôle de la formation professionnelle)* : p. 8646 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 210 rectifié ter et n° 271 rectifié** *(Extension du contrôle administratif et financier à certains organismes paritaires)* : p. 8646 et suivantes - **Article 12** *(Renforcement de la lutte contre la fraude, les fautes et abus aux risques professionnels)* : p. 8647 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 198** *(Instauration d'un cadre légal pour les sociétés éphémères)* : p. 8650 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 109** *(Ajout d'une mission de la CNAM en matière de sanction des déclarations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP))* : p. 8651 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 250 rectifié et n° 270 rectifié** *(Possibilité d'anonymat dans le cadre de certaines enquêtes de l'inspection du travail)* : p. 8651 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 107** *(Refus de délivrance d'attestation relative aux obligations déclaratives et de paiement)* : p. 8654 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 rectifié quater et 152 rectifié quater** *(Précision de la périodicité des contrôles en cas de mi-temps thérapeutique)* : p. 8654 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 249** *(Partage des informations relatives au parcours de formation des bénéficiaires dans le but de lutter contre la fraude)* : p. 8655 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 108** *(Demande de rapport relatif à l'évaluation des procédures déclaratives des accidents du travail et maladies professionnelles (AT/MP))* : p. 8656 - **Article 13** *(Obligation de versement de l'indemnisation chômage sur un compte bancaire domicilié dans l'espace unique de paiement en euros de l'Union européenne et obligation de se présenter aux épreuves en cas de mobilisation du compte personnel de formation)* : p. 8656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 211 rectifié ter et n° 273 rectifié bis** *(Instauration d'une majoration aux sommes indûment versées par la Caisse des dépôts et consignations et réclamées par celle-ci dans le cadre d'un recouvrement)* : p. 8662 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié ter et n° 272 rectifié** *(Extension de la consultation du répertoire de gestion des carrières unique (RGCU) pour la gestion du compte personnel de formation)* : p. 8663 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 186 rectifié bis** *(Mise en place d'une vérification annuelle de résidence réelle en France pour certaines prestations soumises à la condition de résidence stable et effective en France)* : p. 8664 et suivantes - **Article 14**

(Renforcement du cadre répressif en matière sociale concernant les revenus issus d'activités illicites) : p. 8665 et suivantes - **Article 16** *(Création d'un dispositif de sanctions administratives des organismes de formation professionnelle)* : p. 8668 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 184 rectifié bis** *(Possibilité de recours à l'anonymat pour les agents de contrôle de la formation professionnelle)* : p. 8670 - **Article 16 bis (nouveau)** *(Respect des principes républicains et des conditions de diplôme par les organismes de formation professionnelle)* : p. 8670 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 115** *(Augmentation des majorations de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8677 et suivantes - **Article 21** *(Renforcer l'efficacité des mesures conservatoires dans la procédure dite de « flagrance sociale » et supprimer le caractère suspensif de l'opposition à contrainte en cas de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 135** *(Extension de l'obligation de communication entre les organismes de sécurité sociale et administrations de l'État aux organismes et administrations européens)* : p. 8686 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 bis (nouveau) - Amendements n° 300 et n° 305** *(Précision de la mission de lutte contre la fraude de la Caisse centrale de Mutualité sociale agricole)* : p. 8692 et suivantes - **Article 24** : p. 8693 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Renforcement du recouvrement des indus frauduleux de RSA et des conditions de cumul avec des revenus d'auto-entrepreneur)* : p. 8694 - **Article 25** *(Pouvoir de contrainte de la Caisse des dépôts et consignations)* : p. 8694 et suivantes - **Article 27** *(Renforcement des moyens de recouvrement des fraudes aux allocations de chômage)* : p. 8695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° 67 rectifié quater, n° 80 rectifié, n° 87 rectifié quater et n° 161 rectifié ter** *(Possibilité pour les organismes gestionnaires d'un régime spécial de recouvrer la pénalité financière par voie de contrainte)* : p. 8697 et suivantes - **Article 28 (nouveau)** *(Droit d'information de France Travail et suspension conservatoire des allocations versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8698 et suivantes - **Article 29 (nouveau)** *(Suspension conservatoire des prestations sociales versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 243 rectifié bis** *(Devoir d'accompagnement déclaratif des assurés des organismes de sécurité sociale)* : p. 8703 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 172 rectifié** *(Précision de délai et moyens de preuve liés à une action en recouvrement)* : p. 8704 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8782 et suivantes - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 3 (supprimé)** *(Rectification de la contribution des régimes d'assurance maladie au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS))* : p. 8826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1166 et n° 999** *(Hausse des taux de majoration appliqués au redressement de cotisations sociales en cas de récidive de travail dissimulé)* : p. 8831 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1001 et n° 802 rectifié** *(Création d'une obligation de déclaration à la charge des entreprises dont il existe des indices qu'elles pourraient être éphémères)* : p. 8834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 166 rectifié ter, n° 931 rectifié et n° 1485** *(Taux réduit de taxe solidarité additionnelle pour les contrats de complémentaire santé non aidés)* : p. 8883 et suivantes - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes - **Article 8 ter (nouveau)** *(Ajustement et pérennisation du régime social des outils de fidélisation des salariés par leur association au capital)* : p. 8917 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 347 rectifié, n° 1303, n° 348 et n° 1518 rectifié quater** *(Transfert de contribution sociale généralisée (CSG) de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) vers la Caisse des Français de l'étranger)* : p. 8962 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article 12** *(Clarifier les transferts financiers au sein des administrations de sécurité sociale (« article-tuyau »))* : p. 9149 et suivantes - **Article 12 septies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le Gouvernement de minorer la compensation à l'Unédic des allégements généraux de cotisations patronales)* : p. 9196 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 750 rectifié** *(Restriction des conditions de justification de résidence principale)* : p. 9263 - **Article 18 quater (nouveau)** *(Demande de rapport sur le forfait patient urgences (FPU))* : p. 9265 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 9296 - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 969 rectifié, n° 1248 et n°1249** *(Contrôle des retraités percevant une pension française à l'étranger)* : p. 9676 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 décembre 2025) : p. 10924

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11644 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11683 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-240 rectifié** *(Limitation du bénéfice du revenu de solidarité active (RSA) à vingt-quatre mois pour les auto-entrepreneurs)* : p. 11756

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11758 et suivantes p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 80** *(Suppression de l'aide au permis de conduire pour les apprentis)* : p. 11823 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes p. 11824 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II) - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (V) - (17 décembre 2025) : p. 13185 et suivantes

---

RAMBAUD (Didier)
sénateur (Isère)
RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Culture **[n° 743 tome 2 annexe 8 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Culture **[n° 139 tome 3 annexe 7 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, portant approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Réunion du vendredi 12 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Culture » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) : p. 331 et suivantes - **État B** : p. 350 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Question orale sans débat sur les difficultés des élus locaux face aux implantations d'antennes 5G - (8 avril 2025) : p. 4727 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article 2** *(Possibilité de mettre un terme à la subdélégation octroyée à une ligue professionnelle)* : p. 6324 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Dispositions transitoires)* : p. 6356 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés de recouvrement de la taxe d'aménagement par les communes - (4 novembre 2025) : p. 8325 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12633 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

RAMIA (Salama)
sénatrice (Mayotte)
RDPI

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre des outre-mer le 9 avril 2025 ; fin de mission le 7 octobre 2025.

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 5 novembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 5 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte (27 mars 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'urgence pour Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 10 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commissions mixtes paritaires chargées de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte et du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendements n° II-1220 et II-1298 rectifié ter** *(Reconstruction de bâtiments scolaires en Nouvelle-Calédonie)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte - (22 janvier 2025) : p. 1180 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1872 et suivantes - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article 1er bis** *(Rapport d'activité de l'établissement public*

chargé de la reconstruction de Mayotte) : p. 1895 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes - **Article 7** *(Accélération de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les reconstructions ou réparations à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1918 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes - **Article 15** *(Versement de subventions et de financements par les collectivités territoriales et leurs groupements)* : p. 1963 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 158** *(Prêt à taux zéro pour le financement de travaux de reconstruction ou de réhabilitation des logements à Mayotte)* : p. 1971 et suivantes - **Article 18** *(Suspension du recouvrement des cotisations sociales)* : p. 1975 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1991 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4259 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4272

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes - **Article 2** *(Obligation de déférer aux convocations du juge des enfants statuant en matière d'assistance éducative, assortie d'une amende civile)* : p. 4292 et suivantes - **Article 3** *(Extension du régime de responsabilité civile solidaire des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs)* : p. 4295 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article 5 (supprimé)** *(Dérogations au principe d'atténuation des peines pour les mineurs âgés de seize à dix-huit ans)* : p. 4334 et suivantes - **Article 6** *(Remplacement du recueil de renseignements socio-éducatifs par une note actualisée)* : p. 4338 et suivantes - **Article 9 (supprimé)** *(Systématisation de la proposition de mesures de réparation et possibilité de ne pas prononcer de mesures éducatives en cas de condamnation pour des faits de faible gravité)* : p. 4340 et suivantes - **Article 10 (supprimé)** *(Possibilité de prononcer un sursis à statuer sur la sanction en cas d'appel sur la décision de culpabilité)* : p. 4341 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 28 rectifié quater et n° 40 rectifié** *(Augmentation expérimentale du nombre d'assesseurs)* : p. 4345 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4346 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4589 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- **Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale** - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Autorité du préfet de Mayotte sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics)* : p. 5787 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 104, n° 6 rectifié, n° 19 rectifié bis et n° 151 rectifié** *(Suppression du visa territorialisé)* : p. 5793 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 49** *(Suppression de la référence à l'agence régionale de santé de l'océan indien dans le code de la sécurité sociale)* : p. 5837 - **Article 19** *(Application de la procédure de prise de possession anticipée pour la construction d'infrastructures essentielles à Mayotte)* : p. 5839 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 23 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 55 rectifié** *(Extension du seuil d'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à 3,5 SMIC)* : p. 5845 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 5 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié bis et n° 54 rectifié** *(Suppression de l'effet cliquet de l'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE))* : p. 5847 et suivantes - **Article 1er et rapport annexé** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5861 et suivantes

- **Suite de la discussion** (27 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5942 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé** - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement** - *Commission mixte paritaire* **[n° 827 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7480 et suivantes

- **Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte** - *Commission mixte paritaire* **[n° 833 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote communes** : p. 7565 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Article 3** *(Encadrement de la réglementation des prix des produits de première nécessité et pouvoir de saisine des préfets par les présidents des observatoires des prix, des marges et des revenus (OPMR) en cas de variations excessives des prix)* : p. 8107 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonds d'amorçage pour la reconstruction de Mayotte** - (5 novembre 2025) : p. 8411 et suivantes

- **Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment [n° 95 (2025-2026)]** - (5 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8421 et suivantes

RAPIN (Jean-François)
sénateur (Pas-de-Calais)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Président de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre du groupe de suivi de la nouvelle relation euro-britannique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire **[n° 266 (2024-2025)]** (23 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 248 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne **[n° 376 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer - Société - Union européenne**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative au programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - COM(2025) 45 final **[n° 471 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 457 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à promouvoir la recherche fondamentale et l'innovation de rupture dans le domaine des ARN extracellulaires et des vésicules extracellulaires **[n° 511 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Le bilan des positions européennes du Sénat (2023-2024) **[n° 627 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Recherche et enseignement supérieur **[n° 743 tome 2 annexe 24 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement public de la recherche aéronautique civile **[n° 846 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur **[n° 99 (2025-2026)]** (30 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Recherche et enseignement supérieur **[n° 139 tome 3 annexe 23 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité - Éducation**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2026 - COM(2025) 870 final **[n° 237 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « L'Union européenne face à la nouvelle présidence Trump » - Audition de Mme Rosa Balfour, directrice de Carnegie Europe, M. Jérémie Gallon, directeur général Europe du cabinet McLarty Associates, Mmes Nicole Gnesotto, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, et Alexandra de Hoop Scheffer, présidente du German Marshall Fund of the United States, en présence des ambassadeurs en France des États membres de l'Union européenne.

(commission des finances) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Actualité de l'Union européenne et influence française après le renouvellement des institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne.

Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Thierry Breton.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « IA : enjeux et perspectives pour les droits humains » : audition de MM. Bernard Benhamou et Jean-Marie Cavada.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Union pour l'épargne et l'investissement - Audition de M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Examen du rapport.

Situation politique en Géorgie - Communication.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (DDADUE) - Communication.

Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Communication.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de résolution européenne sur l'intégration régionale des régions ultrapériphériques (RUP) de l'Union européenne - Examen du rapport.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de

Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la représentation de la Commission européenne en France.

(délégation aux entreprises) : « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la Représentation de la Commission européenne en France.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Groupe de contrôle parlementaire conjoint d'Europol (GCPC) des 23 et 24 février 2025 - Communication.

Proposition de réforme du Règlement du Sénat - Communication.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des finances) :* Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Questions diverses.

Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Programme de travail de la Commission européenne pour 2025 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

(commission des finances) : Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 17 et 18 février 2025 à Bruxelles - Compte-rendu.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen du jeudi 20 mars 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* ARN extracellulaires - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne et avis politique.

Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vladimir Kara-Mourza, vice-président de la Fondation Russie libre, ancien prisonnier politique russe.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne 2028-2034 et impact d'un éventuel élargissement - Audition de Mmes Eulalia Rubio, chercheuse à l'Institut Jacques Delors, et Élise Régnier, chercheuse à l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des positions européennes du Sénat en 2023-2024 - Examen du rapport d'information.

Code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle à usage général - Examen de la proposition d'avis politique.

Questions diverses.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Action de sécurité pour l'Europe - Communication.

Désignation de rapporteurs.

L'aide alimentaire et le Fonds social européen + (FSE+) dans la perspective du prochain cadre financier pluriannuel - Audition de MM. Jean-Benoît Dujol, directeur général de la cohésion sociale (DGCS), Patrice Douret, président des Restos du Coeur, Louis Cantuel, responsable du pôle institutionnel et stratégique des Restos du Coeur, Mme Barbara Mauvilain, responsable du pôle des relations institutionnelles de la Fédération française des banques alimentaires, M. Philippe Da Costa, président de la Croix-Rouge française, Mmes Charlotte Guiffard, directrice de l'inclusion de la Croix-Rouge française, Joëlle Bottalico, secrétaire générale adjointe du Secours populaire français, et Mathilde Courcy, responsable du service « financements et dotations publiques » du Secours populaire français.

Questions diverses.

(commission des finances) : Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des déplacements effectués par la commission des affaires européennes au mois de mai 2025 - Communication.

Conférence des organes spécialisés dans les affaires de l'Union européenne (COSAC) à Varsovie du 8 au 10 juin 2025 - Communication.

Examen de notes d'actualité.

Nomination de rapporteur.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Modification du statut de protection du loup - Communication.

Préparation du cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Désignation d'un membre du Bureau.

Désignation d'un rapporteur.

Étude sur la subsidiarité, la proportionnalité et le rôle des parlements nationaux dans le processus législatif européen - Audition de Mme Diane Fromage, professeur de droit européen à l'Université de Salzbourg.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union (contrôle de la conformité du texte COM(2025) 101 final au principe de subsidiarité) - Communication et proposition de résolution européenne portant avis motivé.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - « Quel bilan pour le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) ? » - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe.

Proposition de règlement sur les médicaments critiques - Communication et examen d'une proposition d'avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. François-Xavier Bellamy, député européen.

Proposition de résolution européenne sur la protection des mineurs en ligne - Examen du rapport.

Propositions de révision des directives CSRD et CS3D - Communication et examen d'une proposition d'avis politique.

Questions diverses.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. François-Xavier Bellamy, député européen.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Désignations de rapporteurs.

Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bilan des activités de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) depuis le deuxième trimestre 2025 - Communication.

Politique européenne en matière de terres rares - Communication de M. Pascal Allizard.

Programme de travail.

(commission des finances) : Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de MM. Mathieu Lefebvre, directeur des affaires européennes et internationales au ministère de l'intérieur, et Jamil Addou, sous-directeur des affaires européennes au ministère de l'intérieur.

Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen, vice-président exécutif de la Commission européenne chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Désignation d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Réunion conjointe avec une délégation de la commission des politiques de l'Union européenne du Sénat italien.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Désignations de rapporteurs.

Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) nº 1308/2013 en ce qui concerne le programme en faveur de la consommation de fruits, de légumes et de lait à l'école (« programme de l'UE à destination des écoles »), les interventions sectorielles, la création d'un secteur des protéagineux, les exigences applicables au chanvre, la possibilité d'instaurer des normes de commercialisation applicables au fromage, aux protéagineux et à la viande, l'application de droits à l'importation additionnels, les règles relatives à la disponibilité des approvisionnements en situation d'urgence et de crise grave, et les garanties - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité.

Simplification de la politique agricole commune - Communication sur les négociations relatives à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021/2115 en ce qui concerne le système de conditionnalité, les types d'intervention sous la forme de paiements directs, les types d'intervention dans certains secteurs et dans le cadre du développement rural et les rapports annuels de performance, ainsi que le règlement (UE) 2021/2116 en ce qui concerne la gouvernance des données et de l'interopérabilité, la suspension des paiements liée à l'apurement annuel des performances et les contrôles et les sanctions.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 30 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Marta Kos, commissaire européenne à l'élargissement, en commun avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale.

Mission d'observation électorale en Moldavie au titre des assemblées parlementaires de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et du Conseil de l'Europe - Communication.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Michael Wimmer, directeur en charge de la simplification, de la mise en œuvre et de l'application au sein du secrétariat général de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Désignations de rapporteurs et questions diverses.

Proposition de règlement relatif à l'établissement d'un cadre visant à renforcer la disponibilité et la sécurité de l'approvisionnement en médicaments critiques ainsi que la disponibilité et l'accessibilité des médicaments d'intérêt commun, et modifiant le règlement (UE) 2024/795 (médicaments critiques) - COM(2025) 102 final - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Proposition de résolution européenne au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement relatif au mécanisme de protection civile de l'Union en matière de préparation et de réaction aux situations d'urgence sanitaire, et abrogeant la décision n°1313/2013/UE (mécanisme de protection civile de l'Union européenne).

Réunion du Conseil européen du jeudi 23 octobre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vincent Guérend, directeur de l'Union européenne au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Déplacement d'une délégation de la commission à Londres les 27 et 28 octobre 2025 - Communication.

Prise en compte des outre-mer dans les négociations relatives aux textes européens et au cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition de M. Benoît Lombrière, délégué général adjoint d'Eurodom.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne - Communication.

Proposition de règlement établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil (COM(2025) 101 final), la proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'établissement d'une liste des pays d'origine sûrs au niveau de l'Union (COM(2025) 186 final) et la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2024/1348 en ce qui concerne l'application du concept de « pays tiers sûrs » (COM(2025) 259 final) - Examen de la proposition de résolution européenne.

Proposition de résolution européenne visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Pacte pour la Méditerranée - Communication.

Proposition d'avis politique relatif à la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant les documents d'immatriculation des véhicules et les données relatives à l'immatriculation consignées dans les registres nationaux des véhicules, abrogeant la directive 1999/37/CE du Conseil (COM(2025) 179 final) et sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2014/45/UE relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques et la directive 2014/47/UE relative au contrôle technique routier des véhicules utilitaires circulant dans l'Union (COM(2025) 180 final) - Examen du rapport d'information et de la proposition d'avis politique.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Bouclier européen pour la démocratie - Audition de M. Marc-Antoine Brillant, chef du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum) au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN).

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Publication de l'étude « Europe-Russie : Évaluation des rapports de force » - Audition de M. Élie Tenenbaum, directeur du Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Réunion du mardi 9 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche - Saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benoît Cœuré, président de l'Autorité de la concurrence.

Débat préalable à la prochaine réunion du Conseil européen - Organisation des travaux.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche - Désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

Propositions de règlement et de directive relatifs aux petites entreprises à moyenne capitalisation - Examen du rapport et de la proposition d'avis politique.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1989** *(Demande de rapport sur l'actualisation de la loi de programmation de la recherche)* : p. 797 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'incident entre un chalutier français et un navire britannique dans le détroit du Pas-de-Calais - (22 janvier 2025) : p. 1180 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes - **Article 1er** *(Consultation du Parlement préalablement à la désignation par les autorités françaises du candidat pressenti au poste de commissaire européen)* : p. 3247 et suivantes - **Article 2** *(Consultation du Parlement préalablement à la désignation par les autorités françaises du candidat pressenti au poste de membre de la Cour des comptes européenne)* : p. 3249 et suivantes - **Article 3** *(Consultation du Parlement préalablement à la nomination par le Gouvernement de tout candidat à la fonction de juge ou d'avocat général de la Cour de justice de l'Union européenne ou de juge du Tribunal de l'Union européenne)* : p. 3250 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes - **Article 1er** *(Simplifier la gestion des cours d'eau afin de mieux prévenir et gérer les inondations)* : p. 3382 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3393 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 20 et 21 mars 2025 - (17 mars 2025) : p. 3901 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du déplacement du ministre de l'intérieur dans le Pas-de-Calais - (19 mars 2025) : p. 4054

- Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des écosystèmes marins - (26 mars 2025) : p. 4313 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article 19** *(Travaux du Sénat relatifs aux affaires européennes)* : p. 4806 et suivantes

- Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025 - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (21 novembre 2025) - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 6 rectifié quater, n° 9 rectifié bis, n° 10 rectifié bis et n° 7 rectifié quinquies** *(Exemption des produits relevant du secteur de l'audition du champ d'application des mesures d'encadrement des remises commerciales et du taux de marge)* : p. 9043

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 541 rectifié ter, n° 1143 et n° 1679** *(Malus sur les cotisations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) des employeurs n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour éliminer un risque avéré de maladies professionnelles)* : p. 9131 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-787 rectifié bis et n° I-1834 rectifié quinquies** *(Obligation de cession par l'État de 2 % du capital d'EDF dans un délai de six mois)* : p. 10169 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12216 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13122 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 13130 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des négociations sur le Mercosur - (17 décembre 2025) : p. 13186 et suivantes

RAVIER (Stéphane)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'attribution des crédits, le remboursement des prêts et la traçabilité des fonds octroyés par l'Agence française de développement **[n° 383 (2024-2025)]** (25 février 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à étendre la mention « Mort pour le service de la Nation » aux soldats décédés accidentellement durant des exercices opérationnels, des entraînements militaires ou une opération intérieure **[n° 640 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Anciens combattants - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à interdire le port du burkini sur les plages et dans les piscines publiques **[n° 856 (2024-2025)]** (16 juillet 2025) - **Société - Sports**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à protéger les traditions de Noël dans la loi de 1905 **[n° 198 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Culture - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite)** - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1951 et suivantes

- **Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France et de l'Union européenne face à la nouvelle présidence Trump** - (5 février 2025) : p. 2053 et suivantes

- **Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)]** - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9** *(Contribution des étrangers extracommunautaires dans l'économie nationale et importance des prestations sociales pour l'intégration des étrangers à la vie économique et sociale du pays - Rapport au Parlement)* : p. 4024 - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes

- **Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense** - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au professeur empêché de faire cours à l'université Lumière-Lyon-II** - (9 avril 2025) : p. 4838

- **Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste »** - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les Frères musulmans à Marseille** - (28 mai 2025) : p. 6005 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6140 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vente d'armes à Israël par la France** - (11 juin 2025) : p. 6406 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7414 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prisonniers Français détenus à l'étranger** - (9 juillet 2025) : p. 7432 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive** - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le besoin de protéger l'état de droit et l'indépendance de la justice - (22 octobre 2025) : p. 7986 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

---

RAYNAL (Claude)
sénateur (Haute-Garonne)
SER

NOMINATIONS

Président de la commission des finances.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité chargé du suivi des mesures de soutien financier aux entreprises confrontées à l'épidémie de covid-19 et aux perturbations économiques engendrées par les conséquences de l'agression de la Russie contre l'Ukraine.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (31 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025) ; nouvelle nomination ; président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (27 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025) ; nouvelle nomination ; vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (19 décembre 2025).

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre ès qualités du Comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la possibilité de déclassement des biens appartenant au domaine public fluvial du canal du Midi **[n° 312 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État **[n° 743 tome 2 annexe 21 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État **[n° 139 tome 3 annexe 21 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Compte-rendu de la Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 3 et 4 octobre 2024 à Budapest.

Programme de contrôle de la commission pour 2025 - Communication.

Projet de loi de finances pour 2025 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et le compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Aide publique au développement » et le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Culture » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Défense » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Engagements financiers de l'État », et les comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Outre-mer » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Médias, livre et industries culturelles », « Audiovisuel public » et le compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 » - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 20 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 60), budget annexe « Contrôle et exploitation aériens », et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Cohésion des territoires » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des finances) :* Actualisation du programme de contrôle de la commission.

Projet de loi de finances pour 2025 - Articles non rattachés du projet de loi de finances pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Articles non rattachés du projet de loi de finances pour 2025 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Union pour l'épargne et l'investissement - Audition de M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des finances) :* Missions, financement et contrôle par l'État des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration - Audition, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des finances) :* « Solutions hors marché, grand emprunt national : des modes de financement à envisager pour notre dette publique ? » - Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, économiste et seconde sous-gouverneure de la Banque de France, MM. Antoine Deruennes, directeur général de l'Agence France Trésor, Benjamin Lemoine, sociologue, chercheur au CNRS et à l'Institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales (IRISSO - université Paris-Dauphine), et Éric Monnet, économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et professeur à l'École d'économie de Paris.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Questions diverses.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de M. Vincent Bony, maire de Rive-de-Gier, Mme Charlotte Goujon, maire de Petit-Quevilly, MM. Didier Lechien, maire de Dinan, Stéphane Leyenberger, maire de Saverne, Sébastien Olharan, maire de

Breil-sur-Roya, et Christophe Reynier-Duval, maire de Caderousse.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des finances) :* « Assurances des collectivités territoriales : un an après le rapport du Sénat, quelles avancées ? » - Audition de MM. Patrick Blanchard, directeur général de SMACL Assurances, Arnaud Chneiweiss, médiateur de l'assurance, Sylvain Merlus, directeur général adjoint en charge de l'assurance dommages et vie France à Groupama Assurances Mutuelles, et Édouard Vieillefond, directeur général de la Caisse centrale de réassurance.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des finances) :* Gestion de l'eau potable et de l'assainissement en outre-mer - Audition de Mme Catherine Démier, présidente de chambre maintenue à la Cour des comptes, MM. Ferdy Louisy, président du syndicat mixte de gestion de l'eau et de l'assainissement de Guadeloupe (SMGEAG) et Najib Mahfoudhi, coordonnateur interministériel du Plan eau-DOM, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 17 et 18 février 2025 à Bruxelles - Compte-rendu.

Questions diverses.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Florence Peybernès, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Haute Autorité de l'audit.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements aux articles délégués au fond sur le texte de la commission des affaires économiques.

Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des finances) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Contrôle budgétaire - L'incidence du taux d'emploi des seniors sur l'équilibre financier du système de retraite - Communication.

Contrôle budgétaire - Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire -- Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des finances) :* L'impact macroéconomique de la politique commerciale américaine, en particulier sur l'économie et les finances publiques de la France - Audition de M. Thomas Grjebine, économiste, responsable du programme « Macroéconomie et finance internationales » au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII), Mme Isabelle Méjean, économiste, membre du Conseil d'analyse économique, et M. Raul Sampognaro, économiste au département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Olivier Sichel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Julien Rencki, préalable à son renouvellement en tant que directeur général du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (FGAO).

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La contractualisation à la performance dans l'enseignement supérieur - Communication.

Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du lundi 23 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Contrôle sur pièces et sur place effectué le 19 juin 2025 sur les modalités d'application de l'article 96 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025 visant à mettre un terme aux opérations frauduleuses d'arbitrages de dividendes dites « CumCum », en application de l'article 57 de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique - Communication.

L'actualité du secteur des jeux d'argent et de hasard - Audition de Mmes Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), Stéphane Pallez, présidente-directrice générale de FDJ United, et M. Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (AFJEL).

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - « Quel bilan pour le Fonds national des aides à la pierre (FNAP) ? » - Communication.

Contrôle budgétaire - Fonds national d'aménagement et de développement du territoire (FNADT) - Communication.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La politique de l'État en faveur de la filière du livre - Communication.

Contrôle budgétaire - Les unités d'élite de la gendarmerie et de la police nationales - Communication.

Contrôle budgétaire - L'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - La transformation du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Céréma), un modèle de mutualisation en devenir ? - Communication.

Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'aide médicale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités territoriales - Communication.

Contrôle budgétaire - Le financement public de la recherche aéronautique civile - Communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Conférence interparlementaire prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) au sein de l'Union économique et monétaire des 29 et 30 septembre 2025 à Billund - Compte-rendu.

Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune - Examen du rapport et du texte de commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Actualisation du programme de contrôle de la commission.

Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Projet de loi de finances pour 2026 - Les perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de MM. Éric Heyer, directeur du département Analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Olivier Redoulès, directeur des études de

l'Institut Rexecode et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Audition de Mme Catherine Deroche, préalable à sa nomination par le président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques, en application de l'article 1er de la loi du 6 décembre 2021 portant diverses dispositions relatives au Haut Conseil des finances publiques et à l'information du Parlement sur les finances publiques.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) - Communication.

Contrôle budgétaire - Prise en compte des questions migratoires dans la politique de développement - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Participation de la France au budget de l'Union européenne » (article 45) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 79) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » (et articles 66 et 67) et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Organisation des travaux de la commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Accueil d'un nouveau commissaire et désignation d'un rapporteur spécial.

Contrôle budgétaire - Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Communication.

Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen des amendements de séance aux articles délégués au fond au texte de la commission des affaires sociales.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Désignation d'un membre du bureau.

Désignation par le Président du Sénat de M. Jérôme Bascher à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations - Avis public, en application de l'article L. 518-4 du code monétaire et financier.

Projet de loi de finances pour 2026 - Article liminaire et article 45 - Examen des motions et amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Vote sur les articles 76 et 77, précédemment examinés et réservés.

Projet de loi de finances pour 2026 - Seconde partie - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Article liminaire - Suite de l'examen des amendements de séance.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025.

Réunion du vendredi 28 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission des finances) :* Organisation des travaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre (article 48).

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Organisation des travaux.

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 66 et 67) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et article 79) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Tome III du rapport général - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du lundi 8 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69), compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » et budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 9 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Action extérieure de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Aide publique au développement » et compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications

officielles et information administrative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Engagements financiers de l'État », et comptes de concours financiers « Accords monétaires internationaux » et « Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72, 73, 74, 75, 76 et 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, d'information, de transport, de santé, d'agriculture et de pêche - Saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Réunion du vendredi 12 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Articles non rattachés aux crédits des missions de la seconde partie - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Culture » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » et compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen des amendements de séance.

Questions diverses.

Réunion du lundi 15 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des amendements du Gouvernement de coordination à l'article d'équilibre et à l'article liminaire.

Réunion du vendredi 19 décembre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi spéciale - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 - Motion d'ordre - (14 janvier 2025) : p. 23

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Engagements financiers de l'État

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 218 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-785 rectifié et n° II-937** : p. 242 et suivantes

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) - **Organisation des travaux** : p. 261

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **Organisation des travaux** : p. 349 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **Motion d'ordre** : p. 371

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **Organisation des travaux** : p. 994

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel après l'article 56 - Amendement n° II-1866** *(« Budget vert » des collectivités territoriales)* : p. 1356 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 1371

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat** - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- **Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029** - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession** - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité)* : p. 5172 et suivantes

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques** - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025** - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes - **État B** *(Répartition des crédits pour 2025 ouverts/annulés, par mission et programme, au titre du budget général)* : p. 9606 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 9832

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 9955 et suivantes p. 9993 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1993 rectifié** *(Ajustement du régime de l'apport-cession)* : p. 10013

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2526 rectifié ter et n° I- 2527 rectifié ter** *(Remplacement de la taxe sur les rachats d'actions par une majoration d'un cinquième de l'imposition des bénéfices des entreprises procédant à des rachats d'actions)* : p. 10036 et suivantes - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Organisation des travaux** : p. 10300 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2684, n° I-2328, n° I-721 rectifié bis, n° I-1165 rectifié bis, n° I-1832 rectifié ter, n° I-2189 rectifié, n° I-920, n° I-338 rectifié bis, n° 2030 rectifié, n° I-336 rectifié bis, n° I-2029, n° I-2190 et n° I-2544 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10801 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-799, n° I-932 rectifié et n° I-2462 rectifié bis** *(Prorogation de l'expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA))* : p. 10893 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° I-616 rectifié, n° I-2083 rectifié bis et n° I-1968 rectifié** *(Augmentation du taux de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance)* : p. 11048 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Demande de seconde délibération** : p. 11164 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Demande de priorité** : p. 12434 - **Organisation des travaux** : p. 12441

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12575 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12585 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12596 et suivantes

Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12601 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes - **État G** : p. 12913 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Demande de coordination** : p. 13031

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

REBSAMEN (François)
ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation (jusqu'au 4 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse **[n° 552 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2025-453 du 23 mai 2025 relative à la transformation de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte et n° 2025-454 du 23 mai 2025 portant diverses mesures d'adaptations et de dérogations temporaires aux règles de construction à Mayotte afin d'accélérer sa reconstruction à la suite du passage du cyclone Chido **[n° 819 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Outre-mer**.

Projet de loi constitutionnelle pour une Corse autonome au sein de la République **[n° 869 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Projet de loi portant ratification de l'ordonnance n° 2025-526 du 12 juin 2025 relative à la généralisation du compte financier unique **[n° 880 (2024-2025)]** (27 août 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-71 rectifié et n° II-741 rectifié** : p. 232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-810 rectifié** : p. 233 - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-197 rectifié et n° II-645 rectifié** : p. 233 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-73 rectifié et n° II-263 rectifié ter** : p. 234 et suivantes - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-598 rectifié et n° II-929** : p. 234 et suivantes - **Article 62** *(Répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC))* : p. 236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-62 rectifié, n° II-124 rectifié et n° II-1132** : p. 237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-352 rectifié bis et n° II-695 rectifié** : p. 238 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-946** : p. 238 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-785 rectifié et n° II-937** : p. 242 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-730 et n° II-936 rectifié** : p. 243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-111 rectifié quinquies et n° II-1598 rectifié** : p. 244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-945 rectifié** : p. 246 - **Article 63** *(Répartition des produits des taxes afférentes aux laboratoires géologiques et aux centres de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde destinés au stockage de déchets radioactifs de haute activité et de moyenne activité à vie longue (Cigéo))* : p. 246 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1597** : p. 249 et suivantes - **État D** : p. 250 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le budget 2025 - (22 janvier 2025) : p. 1183 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la pollution des canalisations d'eau - (22 janvier 2025) : p. 1189 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1706 et suivantes p. 1714 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconstruction durable à Mayotte - (5 février 2025) : p. 2052 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à sa position sur le « zéro artificialisation nette » (ZAN)** - (5 février 2025) : p. 2061

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le zéro artificialisation nette (ZAN)** - (5 mars 2025) : p. 3266

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article 1er (suite)** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 170 rectifié** *(Prise en compte des enjeux de transition écologique dans la territorialisation des objectifs de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) au sein des schémas de cohérence territoriale (Scot))* : p. 3796 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 20 rectifié bis et n° 28** *(Expérimentation d'un diagnostic de la qualité et de la santé des sols dans les documents d'urbanisme)* : p. 3800 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 2 (suite)** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3823 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 51 rectifié bis et n° 167** *(Prise en compte des Scot interrégionaux dans les documents régionaux)* : p. 3825 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 19** *(Exemption du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour les communes de montagne)* : p. 3825 et suivantes - **Article 3** *(Dates de modification des documents de planification et d'urbanisme pour y intégrer les objectifs de réduction de l'artificialisation)* : p. 3826 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 111 rectifié bis** *(Exemption du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour les opérations d'aménagement engagées avant 2021)* : p. 3856 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 70 rectifié quater, n° 112 rectifié ter, n° 127, n° 71 rectifié ter, n° 113 rectifié ter et n° 168 rectifié bis** *(Exemption de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour l'ensemble des « coups partis » autorisés avant 2021)* : p. 3856 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 14 rectifié quater** *(Exemption du décompte de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour les déclarations d'utilité publiques (DUP) et les déclarations de projet (DP) antérieures à 2021)* : p. 3859 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 26 rectifié bis** *(Mutualisation à l'échelle régionale pour les aires d'accueil de gens du voyage)* : p. 3859 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 87 rectifié bis** *(Imputation à un compte foncier national de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) induite par l'agrandissement d'un établissement médico-social)* : p. 3860 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 134 rectifié et n° 135 rectifié** *(Imputation à un compte national des bornes de recharge électriques)* : p. 3861 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 22 rectifié et n° 125** *(Plateformes de recyclage des déchets considérées comme projets d'envergure régionale ou projets d'intérêt intercommunal)* : p. 3861 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 92 rectifié bis et n° 145 rectifié** *(Définition des projets industriels pouvant être qualifiés de Pene (Projets d'envergure nationale ou européenne))* : p. 3862 - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation des charges départementales** - (26 mars 2025) : p. 4320 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité locale (I)** - (30 avril 2025) : p. 5139 et suivantes

- **Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes - **Article 1er** *(Création d'un nouvel établissement public local)* : p. 6059 et suivantes - **Article 4** *(Dispositions transitoires et entrée en vigueur)* : p. 6061 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6062 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les agences de l'eau et la loi assouplissant les compétences « eau et assainissement »** - (11 juin 2025) : p. 6409 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les centres communaux d'action sociale** - (11 juin 2025) : p. 6416 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense du pavillon aérien français** - (18 juin 2025) : p. 6720

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la ligne nouvelle Paris-Normandie** - (18 juin 2025) : p. 6724 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu local** - (25 juin 2025) : p. 7086 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modélisations budgétaires et l'évolution de la Corse** - (25 juin 2025) : p. 7088 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise du logement et le diagnostic de performance énergétique** - (25 juin 2025) : p. 7089 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (9 juillet 2025) : p. 7429 et suivantes

REDON-SARRAZY (Christian)
sénateur (Haute-Vienne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité le 19 février 2025 ; puis vice-président du 18 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (6 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (12 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (26 juin 2025).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer la santé animale **[n° 910 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Économie **[n° 140 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi relative à l'exercice de la démocratie agricole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du lundi 10 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA et environnement ».

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Joël Ruffy, responsable du pôle juridique et institutionnel de l'Association Amorce.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Antoine Pellion, secrétaire général à la planification écologique (SGPE).

Audition de professeurs de droit - MM. Aurélien Baudu, professeur à l'université de Lille, Xavier Cabannes, professeur à l'université Paris Cité et Mme Géraldine Chavrier, professeure à l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Boris Ravignon, président d'Ardenne Métropole, maire de Charleville-Mézières et vice-président chargé des finances d'Intercommunalités de France.

Audition de M. François de Mazières, maire de Versailles, président de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et membre de France urbaine.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Michel Ménard, président de l'association Départements Solidaires.

Audition de professeurs de droit - Mme Céline Viessant, professeur des universités, membre du Centre d'études fiscales et financières (UR 891), secrétaire générale de la Société française de finances publiques, université d'Aix-Marseille, MM. Matthieu Houser, maître de conférences habilité à diriger des recherches (HDR) en droit public, directeur de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), université de Franche-Comté, et Matthieu Conan, professeur de droit public à l'École de droit de la Sorbonne (EDS) - université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration, et Mme Patricia Blanc, directrice générale déléguée, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de MM. Bruno Arcadipane, président, Bruno Lindowna, vice-président, et Mme Nadia Bouyer, directrice générale d'Action Logement.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la ville.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition de M. Matthieu Louvot, directeur de la stratégie d'Airbus.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Luc Julia, concepteur de l'assistant vocal Siri et spécialiste de l'intelligence artificielle, directeur scientifique de Renault.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Enjeux de la consolidation dans le secteur des télécommunications - Audition de MM. Marc Bourreau, professeur d'économie à l'école Télécom Paris, et Thierry Penard, professeur d'économie à l'université de Rennes-I.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

(commission des finances) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » (et articles 70 et 71) - Compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Économie » - Volets « Consommation, commerce, artisanat et tourisme », « Postes, télécommunication et économie numérique » et « Industrie » - Examen des rapports pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Vincent Jeanbrun, ministre de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jean-François Fallacher, directeur général d'Eutelsat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1244 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 315 rectifié ter** *(Obligation d'un débat et d'un vote au Parlement relatifs à l'élaboration du plan stratégique national (PSN))* : p. 2134

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole [n° 291 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2394 et suivantes - **Article 1er** *(Possibilité pour les administrateurs de coopératives agricoles ayant choisi la vente de produits phytopharmaceutiques d'être élus au bureau des chambres d'agriculture, avec obligation de déport sur les délibérations relatives à ces produits)* : p. 2402 et suivantes - **Article 1er bis A** *(Consécration législative du règlement intérieur des chambres et de la publication de leurs procès-verbaux)* : p. 2404 et suivantes - **Article 2** *(Diverses dispositions ajustant les modalités des élections à la Mutualité sociale agricole (MSA) afin de permettre son bon déroulement et de corriger certaines irrégularités)* : p. 2406

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Article 1er quater** *(Mise à disposition d'une méthodologie d'affichage de l'origine des produits alimentaires)* : p. 2408 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendement n° 317 rectifié ter** *(Remise d'un rapport détaillant la stratégie gouvernementale de lutte contre l'importation illégale de produits viticoles)* : p. 2412 - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes - **Article 3** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Question orale sans débat sur les projets de l'État en termes de desserte des aéroports régionaux et d'aménagement du territoire - (11 février 2025) : p. 2604

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (11 février 2025) - **Article 12 (suppression maintenue)** *(Conditions de création de groupements fonciers agricoles d'investissement)* : p. 2624 et suivantes - **Article 12 bis** *(Possibilités d'activités complémentaires pour les sociétés agricoles)* : p. 2627 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 quater (nouveau)** *(Exclusion des constructions, ouvrages, installations ou aménagements nécessaires à l'activité agricole du décompte des terres artificialisées, pour toute surface agricole)* : p. 2699 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article 17** *(Non-opposition du principe de non-régression environnementale à la modification de la nomenclature d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour la valorisation des sous-produits lainiers et habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour modifier la déclaration et l'autorisation ICPE et Iota dans le domaine de l'aquaculture)* : p. 2764 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (13 février 2025) : p. 2796

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mars 2025) - **Article 1er (suite)** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 51 rectifié bis et n° 167** *(Prise en compte des Scot interrégionaux dans les documents régionaux)* : p. 3825 - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 54 rectifié bis, n° 70 rectifié quater, n° 112 rectifié ter, n° 127, n° 71 rectifié ter, n° 113 rectifié ter et n° 168 rectifié bis** *(Exemption de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (Enaf) pour l'ensemble des « coups partis » autorisés avant 2021)* : p. 3856 et suivantes - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- Suite de la discussion (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- Question orale sans débat sur la suppression du fonds de soutien aux temps d'activités périscolaires - (8 avril 2025) : p. 4735 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les réponses française et européenne aux droits de douane américains - (9 avril 2025) : p. 4835 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6244 et suivants

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'expérimentation de collecte des déchets en Haute-Vienne - (24 juin 2025) : p. 6978

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Article 13** *(Dispense de toute formalité d'urbanisme pour dix-huit mois et au titre du code du patrimoine pour les installations temporaires liées aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030)* : p. 7032 et suivantes - **Article 17** *(Permis à double état)* : p. 7040 et suivantes - **Article 18 bis (nouveau)** *(Non-comptabilisation de la consommation d'espaces occasionnée par les constructions et aménagements liés aux jeux Olympiques et Paralympiques 2030 pour l'atteinte des objectifs fixés par la loi Climat et Résilience)* : p. 7044 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7414 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Question orale sans débat sur la ventilation du « fonds friches » - (4 novembre 2025) : p. 8315 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-192 rectifié et n° I-1087 rectifié** *(Application d'un taux réduit de TVA de 5,5 % à la fourniture de chaleur issue de combustibles solides de récupération (CSR))* : p. 10759 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-285 rectifié bis et n° I-2495 rectifié ter** *(Intégration de la constructibilité dans la détermination des valeurs locatives cadastrales des terrains)* : p. 10838 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-127 rectifié bis, n° I-1151 rectifié bis, n° I-2007, n° I-2143, n° I-333 rectifié bis et n° I-1131 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les immeubles loués par une collectivité pour la part qu'elle se paie à elle-même)* : p. 10843 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes

- Suite de la discussion (4 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12831 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes - **Article 71** *(Dissolution de l'Institut national de la consommation (INC))* : p. 12900 et suivantes

---

REICHARDT (André)
sénateur (Bas-Rhin)
Les Républicains-A

Démissionnaire le 30 septembre 2025.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2025.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 229 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 310 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union, et abrogeant la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil, la directive 2001/40/CE du Conseil et la décision 2004/191/CE du Conseil - COM(2025) 101 final **[n° 795 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence polonaise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. M. Jan Emeryk Rooeciszewski, ambassadeur de la République de Pologne en France.

(commission des lois) : Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(CE Délinquance financière) :* Réunion constitutive.

(commission des lois) : Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Situation politique en Géorgie - Communication.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés - Examen du rapport.

(CE Délinquance financière) : Les aspects économiques du blanchiment et le financement de la criminalité organisée - Audition de Mmes Clotilde Champeyrache, maître de conférences en économie à l'Université Paris 8 et au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM), et Emma Louise Blondes, doctorante en criminologie à la London School of Economics (LSE).

Les aspects juridiques du blanchiment et le financement de la criminalité organisée - Audition de Mmes Éliane Houlette, ancienne procureure de la République financière, Raphaële Parizot, professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialité droit privé et sciences criminelles, Chantal Cutajar, maître de conférences à l'Université de Strasbourg, spécialité prévention et répression de la criminalité organisée et M. Marc Segonds, professeur à l'Université Toulouse Capitole, spécialité droit privé et sciences criminelles.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de

transport, de santé et de circulation des personnes (DDADUE) - Communication.

Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Communication.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Florian Colas, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI) et Mme Corinne Cléostrate, sous-directrice des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude de la direction générale des douanes et des droits indirects.

(commission des lois) : L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* Souveraineté numérique de l'Union européenne - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne n° 351 (2024-2025) et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* ARN extracellulaires - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne et avis politique.

Bilan semestriel de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) - Communication.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Laureline Peyrefitte, directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Julie Couturier, présidente du Conseil national des barreaux, et M. David Lévy, membre élu du Conseil national des barreaux (À huis clos).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Déplacement d'une délégation de la commission des affaires européennes en Estonie les 24 et 25 mars 2025 - Communication.

Politique commune de la pêche - Examen de la proposition d'avis politique valant contribution à la consultation publique lancée par la Commission européenne.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Romain Roussel, sous-directeur industrie, santé et logement de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et Mme Sonia Sbaa, cheffe de la Cellule de renseignement anti-fraudes économiques (CRAFE) de la DGCCRF, et M. Éric Le Cam, adjoint à la cheffe de la CRAFE.

Audition de MM. Pierre-Jean Meyssan et Jérôme Fehrenbach, premier vice-président et directeur général du Conseil supérieur du notariat (CSN), et Loïc Cantin, président de la Fédération nationale de l'immobilier (FNAIM).

Audition de Mme Delphine Sarfati-Sobreira, directrice générale de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété intellectuelle (Unifab).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires européennes) :* Code de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle à usage général - Examen de la proposition d'avis politique.

(commission des lois) : Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

(commission des lois) : Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, ministre de la justice.

Audition de Mme Isabelle Jégouzo, directrice de l'Agence française anticorruption.

Audition de Mmes Vanessa Perrée, directrice générale de l'Agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc), et Sylvie Marchelli, sous-directrice opérationnelle de l'Agrasc.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

(commission des lois) : Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Audition de Mme Marie Barsacq, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Modification du statut de protection du loup - Communication.

Préparation du cadre financier pluriannuel 2028-2034 - Examen de la proposition d'avis politique.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(CE Délinquance financière) :* Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(commission des affaires européennes) : »* L'Union européenne face au défi de sa

souveraineté énergétique » - Audition de M. Nicolas Berghmans, directeur du programme Nouvelles politiques industrielles à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Mme Clara Calipel, chercheuse, Investissements climat européens à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), M. Dominique Jamme, directeur général des services de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), et Mme Mechthild Wörsdörfer, directrice générale adjointe de la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant un système commun en matière de retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier dans l'Union (contrôle de la conformité du texte COM(2025) 101 final au principe de subsidiarité) - Communication et proposition de résolution européenne portant avis motivé.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (5 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2025** - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mariages blancs** - (12 février 2025) : p. 2730 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (12 février 2025) - **Article 18** *(Extension des compétences des départements en matière de production, transport et stockage de l'eau potable)* : p. 2768 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes

- **Mises au point au sujet de votes** - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 1er (suite)** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3792 et suivantes - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Article 1er** *(Extension du régime dérogatoire de rétention administrative aux étrangers ayant fait l'objet d'une condamnation pénale au titre de certaines infractions graves)* : p. 3994 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 26 rectifié et n° 34 rectifié quinquies** *(Exclusion des indus de Revenu de solidarité active (RSA) obtenus de manière frauduleuse de toute remise, rééchelonnement ou effacement)* : p. 4490 et suivantes - **Article 2** *(Renforcement des échanges d'informations entre administrations et modification des possibilités de saisine de Tracfin)* : p. 4491 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 7 rectifié quinquies** *(Possibilité pour les résultats des contrôles réalisés par les caisses de sécurité sociale d'être opposables sur l'ensemble des risques)* : p. 4499 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quater - Amendement n° 3 rectifié septies** *(Renforcement des sanctions pénales applicables en cas d'escroquerie aux finances publiques réalisée en bande organisée)* : p. 4506 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport sur les Frères musulmans** - (21 mai 2025) : p. 5902 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le problème du stockage des déchets du site de StocaMine** - (28 mai 2025) : p. 6004 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'exonération de la taxe sur le foncier non bâti pour les communes rurales** - (11 juin 2025) : p. 6415

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des gens du voyage** - (18 juin 2025) : p. 6723 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025** - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

RENAUD-GARABEDIAN (Évelyne)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 24 novembre 2025.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants du 15 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 199 (2024-2025)] visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer **[n° 369 (2024-2025)]** (19 février 2025) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle donne du commerce international **[n° 235 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Anémone Cartier-Bresson, professeur de droit public à l'Université Paris Cité.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de MM. Marc Auberger, inspecteur général des finances et Ilyes Bennaceur, inspecteur des finances adjoint.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Nicolas Bouzou, économiste et directeur d'Asterès, et Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Michelin - MM. Florent Menegaux, président de la gérance du groupe, Christophe Moriceau, directeur de la recherche avancée, Alexander Law, directeur du développement social, Xavier Durand, directeur des affaires fiscales et douanières, et Mme Fabienne Goyeneche, directrice des affaires publiques.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Auchan Retail - MM. Guillaume Darrasse, directeur général, et Guillaume Gardillou, directeur des affaires publiques.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Sanofi - M. Charles Wolf, directeur France et directeur général vaccins France, Mme Agnès Perré, directrice financière France, MM. Philippe Charreau, directeur industriel France, et Jacques Volckmann, vice-président recherche et développement France.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe d'Ornano, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti).

Réunion du mardi 22 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Atos - M. Philippe Salle, président-directeur général.

Audition d'EDF - MM. Luc Rémont, président-directeur général, et Bertrand Le Thiec, directeur des affaires publiques.

Audition du Medef - M. Patrick Martin, président, Mmes France Henry-Labordère, directrice générale adjointe en charge des affaires sociales et Christine Lepage, directrice générale adjointe en charge de l'économie.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Audition d'Onet - Mmes Émilie de Lombarès, présidente du directoire, Julie Champourcin, directrice des comptabilités, fiscalité et financement, et M. Steve Berteaux, directeur expertises de la masse salariale.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de CMA-CGM - MM. Rodolphe Saadé, président-directeur général, et Ramon Fernandez, directeur financier.

Audition de Danone - M. Antoine Bernard de Saint-Affrique, président-directeur général.

Audition d'Unilever France - M. Nicolas Liabeuf, président, et Mme Amélie Soriano-Johnston, directrice financière.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Thillaud, directeur général de la Compagnie des Alpes.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de LVMH - MM. Bernard Arnault, président-directeur général, Stéphane Bianchi, directeur général adjoint, Mme Cécile Cabanis, directrice financière, et M. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Jacques Landriot, président de la Confédération générale des sociétés coopératives et participatives.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Lactalis - M. Emmanuel Besnier, président-directeur général.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault aviation.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

(commission des affaires économiques) : Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Jacques Andrieu, directeur de l'ODEADOM, dans le cadre du rapport d'information sur les enjeux pour les outre-mer du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2028-2034).

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Filières de producteurs - Audition de MM. Stéphane Joandel, secrétaire général de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL), Ronan Collet, producteur de tomates et membre du conseil d'administration de Légumes de France, Mickaël Mazenod, arboriculteur et membre du conseil d'administration de la Fédération nationale des producteurs de fruits (FNPF), et Bruno Darnaud, président de la Gouvernance économique des fruits et légumes (Gefel).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 994 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes - **Article 1er** *(Obligations de transparence pour les entreprises dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3280 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** *(Encadrement de la pratique des marges arrière outre-mer)* : p. 3281 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Régime des droits exclusifs d'importation et interdiction des droits exclusifs de distribution des produits à marque de distributeur et de produits premiers prix)* : p. 3283 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 13 rectifié et n° 3 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3289 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la

fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 52 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8213 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la situation du réseau de l'enseignement français en Espagne** - (4 novembre 2025) : p. 8332

- **Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 347 rectifié, n° 1303, n° 348 et n° 1518 rectifié quater** *(Transfert de contribution sociale généralisée (CSG) de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) vers la Caisse des Français de l'étranger)* : p. 8962 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1648, n° 345 rectifié bis et n° 344 rectifié bis** *(Exonération de contribution sociale généralisée (CSG) et de contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS))* : p. 8967 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2345 et n° I-2416 rectifié** *(Prestations compensatoires pour les non-résidents)* : p. 9884 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2344, n° I-2415 rectifié et n° 2558 rectifié** *(Ouverture aux contribuables non-résidents de la réduction d'impôt aux dons)* : p. 10323 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-792 rectifié ter, n° I-1696 rectifié septies, n° I-1771 rectifié quater et n° I-2384 rectifié bis** *(Suppression de la déclaration annuelle de la DAS2 comme déclaration annuelle au profit d'une transmission sur demande de l'administration fiscale)* : p. 10910 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes

RETAILLEAU (Bruno)
ministre d'État, ministre de l'intérieur
(jusqu'au 12 octobre 2025)
sénateur (Vendée)
Les Républicains
(à partir du 13 novembre 2025)

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 13 novembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport à partir du 14 novembre 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative le 13 novembre 2025.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Mayotte** - (22 janvier 2025) : p. 1180 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les influenceurs algériens** - (22 janvier 2025) : p. 1187 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 179** *(Demande de rapport évaluant les moyens alloués à la justice en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée au regard des missions et objectifs qui lui sont assignés)* : p. 1600 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article 7** *(Dispositions relatives aux cellules de renseignement opérationnel sur les stupéfiants)* : p. 1653 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 104** *(Missions de l'administration des douanes)* : p. 1656 - **Article 8** *(Expérimentation du recours au renseignement algorithmique en matière de criminalité organisée)* : p. 1656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 70 rectifié ter et n° 241** *(Prolongation de l'expérimentation des interceptions satellitaires)* : p. 1658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 73 rectifié ter** *(Accès au contenu des messageries cryptées)* : p. 1659 et suivantes - **Article 12** *(Renforcement des moyens de lutte contre la diffusion de contenus liés au trafic de stupéfiants dans l'espace numérique)* : p. 1675 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 194** *(Renforcement des obligations à l'égard des vendeurs de cartes SIM prépayées)* : p. 1677 et suivantes

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2025) - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** *(Demande de réserve de l'article 16)* : p. 1718 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 59 rectifié et n° 245** *(Extension des rôles susceptibles d'être joués par les officiers de police judiciaire infiltrés)* : p. 1719 et suivantes - **Article 22** *(Lutte contre la corruption liée au narcotrafic dans les administrations sensibles ainsi que dans les ports et les aéroports)* : p. 1736 et suivantes - **Article 24** *(Création d'une interdiction administrative de paraître sur les lieux de trafic de stupéfiants)* : p. 1758 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 152 rectifié quinquies** *(Rapport sur la gestion du parc locatif public par le bailleur social qui doit faire face à des troubles de*

jouissance portant une atteinte à l'ordre public) : p. 1761 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 180** *(Rapport sur le trafic de stupéfiants en zone rurale)* : p. 1762 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 109** *(Demande de rapport évaluant les relations diplomatiques de la France dans la lutte contre le narcotrafic avec les pays étrangers concernés)* : p. 1763 - **Article 16 (précédemment réservé)** : p. 1763 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 97** *(Emploi d'IMSI (International Mobile Subscriber Identity) catcher dans les lieux privés)* : p. 1770 - **Article additionnel après l'article 16 (précédemment réservé) - Amendement n° 267** *(Autorisation d'installation du dispositif de surveillance International Mobile Subscriber Identity (IMSI) catcher dans les lieux privés dans le cadre du renseignement)* : p. 1770 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé) - Amendements n° 25 rectifié quater, n° 78 rectifié bis et n° 257** *(Renforcement des pouvoirs spéciaux d'enquête pour les agents des douanes afin de s'adapter aux nouveaux moyens de télécommunication des narcotrafiquants/Co-saisine de l'Office national anti-fraude (Onaf))* : p. 1771 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Fin de section** : p. 1952 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sécuritaire à Saint-Martin - (12 février 2025) : p. 2732 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Mulhouse et la sécurité des Français - (5 mars 2025) : p. 3264 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fusillade en Avignon - (5 mars 2025) : p. 3268 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les suites du déplacement du ministre de l'intérieur dans le Pas-de-Calais - (19 mars 2025) : p. 4054

- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le narcotrafic - (2 avril 2025) : p. 4461 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic dans les Caraïbes - (9 avril 2025) : p. 4839 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le sort des brigades de gendarmerie créées par la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur - (9 avril 2025) : p. 4843 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - *Commission mixte paritaire* **[n° 535 (2024-2025)]** - (28 avril 2025) : p. 4961 et suivantes - **Article 3** *(Renforcement de la lutte contre le blanchiment)* : p. 5005 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5334 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5339 et suivantes - **Question préalable** : p. 5342 et suivantes - **Article 1er** *(Extension des missions de l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii) à l'information juridique en rétention administrative et en zone d'attente et renforcement des garanties juridiques en zone d'attente)* : p. 5353 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Coordination outre-mer)* : p. 5357 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Entrée en vigueur)* : p. 5359 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5359 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5369 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les rodéos urbains - (14 mai 2025) : p. 5503 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'agression de sapeurs-pompiers en Haute-Savoie - (14 mai 2025) : p. 5508 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité et la lutte contre la criminalité organisée à Fort-de-France - (14 mai 2025) : p. 5509 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les violences dans les outre-mer du bassin caribéen - (14 mai 2025) : p. 5516

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport sur les Frères musulmans - (21 mai 2025) : p. 5902 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre l'immigration illégale dans les Alpes - (21 mai 2025) : p. 5905 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Hichem Miraoui (I) - (4 juin 2025) : p. 6186

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Hichem Miraoui (II) - (4 juin 2025) : p. 6186 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les dégradations et actes antisémites - (4 juin 2025) : p. 6190 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression du bouclier de sécurité régional - (2 juillet 2025) : p. 7161 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'insécurité aux Antilles - (9 juillet 2025) : p. 7433 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Extension du régime de rétention administrative prévu par l'article L. 742-6 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA))* : p. 7451 et suivantes - **Article 2 (texte non modifié par la commission)** *(Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention administrative)* : p. 7454 et suivantes - **Article 2 bis (texte non modifié par la commission)** *(Prises d'empreintes digitales et de photographies sans le consentement de l'étranger placé en rétention administrative)* : p. 7455 et suivantes - **Article 3 bis (texte non modifié par la commission)** *(Placement en rétention administrative des demandeurs d'asile)* : p. 7457 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7458 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes p. 9658 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9782 et suivantes

- Suite de la discussion (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-297 rectifié, n° I-43 rectifié ter, n° I-178 rectifié, n° I-214 rectifié bis, n° I-239 rectifié ter et n° I-1919** *(Prorogation de l'exonération fiscale et sociale sur les pourboires jusqu'en 2026)* : p. 9906 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes

REYNAUD (Hervé)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 29 (2024-2025)] tendant à supprimer certains comités, structures, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée **[n° 239 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 416 (2024-2025)] portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 663 (2024-2025)]** (28 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 877 (2024-2025)] pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment **[n° 86 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif au pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Laurent Dejoie, représentant des Régions de France, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire et Mme Véronique Pouzadoux, vice-présidente de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, maire de Gannat.

(CE Délinquance financière) : Audition de MM. Fabrice Arfi, journaliste (Médiapart) et Frédéric Ploquin, journaliste (indépendant).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Florian Colas, directeur général des douanes et droits indirects (DGDDI) et Mme Corinne Cléostrate, sous-directrice des affaires juridiques et de la lutte contre la fraude de la direction générale des douanes et des droits indirects.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Samuel Tual, vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Christian Charpy, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes, accompagné de M. Jean-Pierre Viola, président de section à la quatrième chambre, conseiller maître, s'agissant du rapport remis à la commission des finances de l'Assemblée nationale sur le sujet de la déterritorialisation de l'impôt.

Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Sylvain Waserman, président, Mme Patricia Blanc et M. Baptiste Perrissin-Fabert, directeurs généraux délégués de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Laureline Peyrefitte, directrice des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Giry, présidente-directrice générale, MM. Vincent Cottet et Thibault Cantat, directeurs généraux délégués de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

(délégation aux collectivités territoriales) : Audition de Madame Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Jérôme Fournier, chef de service et adjoint à la directrice à la direction des sports, Franck Laudillay, sous-directeur du pilotage et de l'animation des réseaux du sport, Omar Mokeddem, chef de la mission financière, Mme Élisabeth Gaillard-Giraudet, adjointe au chef du bureau des services territoriaux et de l'Agence nationale du sport, et M. Joris Rivière, adjoint au chef du bureau des établissements du sport.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de MM. Frédéric Baab, procureur européen, Emmanuel Chirat, et Mme Anaïs Taïbi-Lecœur, procureurs européens délégués.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Corinne Simon, préfète déléguée auprès du préfet de police des Bouches-du-Rhône.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Laurent Marcangeli, ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Alain Espinasse, candidat proposé par le

Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides.

Mission d'information sur les polices municipales - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque postale portant sur la mission de service public d'accessibilité bancaire et la présence de La Banque postale dans les territoires.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(CE Délinquance financière) :* Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à la compétence « Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ».

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Rapport au parlement sur les jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen des amendements au texte de la commission des finances.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Cour des comptes et autres juridictions financières » et « Conseil d'État et autres juridictions administratives » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article 1er** *(Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs)* : p. 1840 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 30 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC))* : p. 1841 et suivantes - **Article 2** *(Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives)* : p. 1842 et suivantes - **Article 4** *(Commission nationale d'autorisation d'exercice pour la profession de conseiller en génétique)* : p. 1843 - **Article 6** *(Comité de suivi et de proposition de la convention visant à améliorer l'accès à l'emprunt et à l'assurance des personnes présentant un risque de santé aggravé (AERAS))* : p. 1844 - **Article 7** *(Comité du secret statistique)* : p. 1844 et suivantes - **Article 8** *(Comités ministériels de transaction)* : p. 1846 - **Article 9** *(Commission d'examen des pratiques commerciales)* : p. 1846 et suivantes - **Article 10** *(Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire)* : p. 1847 et suivantes - **Article 13** *(Conseil national de la médiation)* : p. 1848 et suivantes - **Article 15** *(Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle)* : p. 1849 et suivantes - **Article 18** *(Observatoire national de la politique de la ville)* : p. 1850 et suivantes - **Article 19** *(Commission supérieure nationale du personnel des industries électriques et gazières)* : p. 1851 - **Article 20** *(Commission des droits d'auteur et des droits voisins)* : p. 1851 et suivantes - **Article 21** *(Commission de la rémunération équitable)* : p. 1852 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 5** *(Supprimer le Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens)* : p. 1853 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 6** *(Suppression de l'Observatoire de l'alimentation)* : p. 1853 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1854 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1854 et suivantes

- Question orale sans débat sur la convention assurance maladie - Taxis - (11 février 2025) : p. 2589 et suivantes

- Proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports - *Commission mixte paritaire* **[n° 410 (2024-2025)]** - (17 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3895 et suivantes

- Question orale sur le transport des élèves en situation de handicap - (20 mai 2025) : p. 5711 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6432 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** *(Autorisation de dérogation au calendrier annuel d'entretien des cours d'eau afin de permettre des mesures de prévention contre les inondations)* : p. 6447 et suivantes

- Question orale sans débat sur les moyens affectés à l'entretien des voiries communales - (8 juillet 2025) : p. 7317 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes

- Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment [n° 95 (2025-2026)] - (5 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8421 et suivantes - **Article 3** *(Justification de l'origine des fonds apportés pour l'acquisition d'une entreprise par voie amiable)* : p. 8437 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 1 rectifié bis** *(Immatriculation des associations ayant une activité économique*

au registre des commerces et des sociétés (RCS)) : p. 8441 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (24 novembre 2025) - **Article 37** *(Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin 2024 pour les départements)* : p. 9513 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2392 rectifié bis** *(Modification du régime dérogatoire de l'indemnisation des dommages causés aux récoltes par des événements climatiques)* : p. 10346 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-255 rectifié, n° I-370 rectifié octies, n° 589 rectifié ter et n° 2388 rectifié ter** *(Exonération de charges sociales portant sur le différentiel entre l'indemnité perçue au titre de l'abattage des animaux affectés à la reproduction d'un cheptel et la valeur nette à l'actif de ces animaux)* : p. 10348 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-2393 rectifié bis** *(Restriction des situations dans lesquelles l'éventuel excédent du bénéfice de l'année, établi par rapport à la moyenne triennale, est imposé au taux marginal d'imposition du revenu global de l'exploitant agricole)* : p. 10349 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-2681 rectifié, n° I-554 rectifié, n° I-89 rectifié quinquies, n° I-305 rectifié sexies, n° I-1815 rectifié bis, n° I-497 rectifié bis, n° I-625 rectifié bis, n° I-1798 rectifié ter, n° I-1871 rectifié quater, n° I-304 rectifié quater, n° I-107 rectifié bis, n° I-67 rectifié quater, n° I-204 rectifié ter, n° I-457 rectifié bis, n° I-626 rectifié ter et n° I-1787 rectifié bis** *(Imposition des résidences para-hôtelières)* : p. 10464 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-2361 rectifié ter, n° I-201 rectifié quater, n° I-1932 rectifié ter, n° I-1664 rectifié et n° I-2406 rectifié bis** *(Prolonger d'un an le crédit d'impôt en faveur des bornes de recharge bidirectionnelles)* : p. 10565 et suivantes

- **Question orale sans débat sur une pétition des élus de la Loire pour sauver l'action publique de proximité** - (2 décembre 2025) : p. 10744 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

---

RICHARD (Olivia)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 1))
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » le 26 mars 2025 ; puis vice-présidente du 8 avril 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une tolérance zéro face à la haine et aux violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+ **[n° 495 (2024-2025)]** (31 mars 2025) - **Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 552 (2024-2025)] portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse **[n° 644 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 8 (2025-2026)] relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 199 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix et militante iranienne pour les droits des femmes et pour les droits humains.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Aurore Bergé, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur le thème - Des femmes scientifiques aux parcours modèles et inspirants.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur le concept de contrôle coercitif et son application judiciaire.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Sylvie Retailleau, ancienne ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, professeure à l'Université Paris Saclay-PSL.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI Services publics) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Johan Theuret et Mme Émilie Agnoux, de l'association Le Sens du service public.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Pauline Carmona, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Claire Hédon, défenseure des droits.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

(commission des lois) : Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Maîtres Stéphane Babonneau et Antoine Camus, avocats de Gisèle Pelicot.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du lundi 2 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des affaires sociales) : Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Olivier Jacob, directeur général des outre-mer.

Audition de Mme Marie-Agnès Petit, présidente du département de la Haute-Loire (association Départements de France).

Réunion du mardi 16 septembre 2025 *(MI Services publics) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 2 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Lauréats du prix de la délégation et programme prévisionnel pour la session 2025-2026.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les sciences.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de M. Adrien Taquet et Mme Anne-Hélène Moncany sur le rapport "Parcours des mineurs auteurs de violences sexuelles".

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Audition de M. Nicolas Vignolles, délégué général du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (Sell), et Mme Vanessa Kaplan, déléguée générale du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV).

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Présentation par MM. Arnaud Bazin et Pierre Barros, rapporteurs spéciaux de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances, du rapport d'information n° 814 du 2 juillet 2025, fait au nom de la commission des finances, sur l'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur la montée en puissance des mouvements et réseaux masculinistes dans le monde.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde de chercheuses et chercheur sur les mouvements masculinistes.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Table ronde de chercheuses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes p. 994 et suivantes

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4144 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 500 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4589 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8 rectifié bis** *(Prévoir l'enregistrement de l'audition de la victime majeure d'un viol ou d'agressions sexuelles, sous réserve de son accord)* : p. 4681 et suivantes - **Article 5** *(Circonstances aggravantes du viol)* : p. 4691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 42** *(Complétude du dispositif de détection des abus sexuels commis à l'encontre des enfants - Formation systématique de l'ensemble des professionnels à leur contact)* : p. 4694 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4695 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France [n° 596 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5529 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes - **Article 1er** *(Création d'un nouvel établissement public local)* : p. 6059 et suivantes - **Article 4** *(Dispositions transitoires et entrée en vigueur)* : p. 6061 et suivantes

- Question orale sur les dysfonctionnements de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger dans le versement des bourses - (10 juin 2025) : p. 6261 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les relations avec l'Iran - (25 juin 2025) : p. 7087 et suivantes

- Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégation spéciale)* : p. 7902 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris - (5 novembre 2025) : p. 8409 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11432 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes p. 11702 et suivantes - **État G** : p. 11752 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes - **État G** : p. 12213 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12383 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12677 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes - **Article unique** *(Préserver les données publiques hébergées en nuage du risque de captation par des autorités publiques extra-européennes)* : p. 13215 et suivantes

RICHER (Marie-Pierre)
sénatrice (Cher)
Les Républicains-R

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission nationale indépendante de reconnaissance et de réparation des préjudices subis par les harkis, les autres personnes rapatriées d'Algérie anciennement de statut civil de droit local et les membres de leurs familles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » le 26 mars 2025 ; puis vice-présidente du 8 avril 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Loi handicap : 20 ans après, quel bilan ? **[n° 306 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Exposé général **[n° 131 tome 1 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Examen des articles **[n° 131 tome 2 fasc. 1 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - Examen des articles **[n° 131 tome 2 fasc. 2 (2025-2026)]** (15 novembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI Services publics) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Matthieu Delouvrier : présentation du baromètre annuel de l'Institut Paul Delouvrier sur « Les services publics vus par les Français et les usagers ».

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* La santé mentale et la psychiatrie en France - Audition de M. Raphaël Gaillard, professeur en psychiatrie à l'université Paris Cité.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Claire Hédon, défenseure des droits.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(MI Services publics) :* Les services publics dans les « Cahiers de doléances » - Audition de Mme Marie-Vic Ozouf-Marignier, géographe, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

(commission des affaires sociales) : La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de France Urbaine représentée par M. Jean-Luc Tillard, vice-président de la communauté urbaine d'Arras en charge du développement des solidarités et préventions.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Juliette Méadel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, d'approbation des comptes de la sécurité sociale de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du mardi 16 septembre 2025 *(MI Services publics) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Communautés professionnelles territoriales de santé - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]**

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 24** *(Mieux prendre en compte le préjudice personnel en consacrant la dualité des prestations d'incapacité permanente de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP))* : p. 2937 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la baisse du plafond des remises sur les médicaments génériques pour les pharmaciens - (2 juillet 2025) : p. 7161

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (24 novembre 2025) - **Article 39 (précédemment réservé)** *(Réforme des conditions de reconnaissance des maladies professionnelles)* : p. 9541 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 (précédemment réservé) - Amendement n° 540 rectifié bis** *(Inclusion des agents chimiques dangereux dans les facteurs de pénibilité pris en compte par le fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle)* : p. 9547 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 988** *(Actualisation des tableaux de maladies professionnelles par décret dans les trois mois suivant un avis ou un rapport en ce sens de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail)* : p. 9548 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 906** *(Demande de rapport sur l'attribution de taux de cotisation AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles) à la branche vieillesse)* : p. 9549 - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 1360 rectifié** *(Report de l'entrée en vigueur de la réforme des prestations d'incapacité permanente de la branche)* : p. 9549 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 927 rectifié bis** *(Demande de rapport sur les aides à la prévention concernant les AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9551 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 947** *(Demande de rapport sur la possibilité de créer un tableau spécial relatif au syndrome d'épuisement professionnel)* : p. 9552 et suivantes - **Article additionnel après l'article 39 - Amendement n° 981** *(Demande de rapport sur la procédure déclarative des AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9553 - **Article 40 (précédemment réservé)** *(Institution d'un capital décès pour les ayants droit des non-salariés agricoles décédés consécutivement à un sinistre professionnel)* : p. 9553 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 50** *(Transferts à la charge de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9703 et suivantes - **Article 51** *(Objectif de dépenses de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9705 et suivantes

---

RIETMANN (Olivier)
sénateur (Haute-Saône)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants le 15 janvier 2025 ; puis président du 22 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (6 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire **[n° 266 (2024-2025)]** (23 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 274 (2024-2025)] contre toutes les fraudes aux aides publiques **[n° 468 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques **[n° 569 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Fonction publique - Police et sécurité - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la CE Aides publiques aux entreprises : Transparence et évaluation des aides publiques aux entreprises : une attente démocratique, un gage d'efficacité économique - Rapport **[n° 808 tome 1 (2024-2025)]** (1er juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Aides publiques aux entreprises : Transparence et évaluation des aides publiques aux entreprises : une attente démocratique, un gage d'efficacité économique - Comptes rendus **[n° 808 tome 2 (2024-2025)]** (1er juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Aides publiques aux entreprises : Transparence et évaluation des aides publiques aux entreprises : une attente démocratique, un gage d'efficacité économique - Comptes rendus **[n° 808 tome 3 (2024-2025)]** (1er juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à réduire les retards de paiement afin de lutter contre les défaillances d'entreprises **[n° 83 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Anémone Cartier-Bresson, professeur de droit public à l'Université Paris Cité.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Louis Gallois, coprésident de La Fabrique de l'industrie.

Institut national de la statistique et des études économiques - Audition de MM. Sylvain Moreau, directeur des statistiques d'entreprises, Pierre Biscourp, chef du département des synthèses sectorielles, Vincent Hecquet, chef de la division industrie et agriculture, et Gérard Moreau, chef de la division profilage et traitement des grandes unités.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Evens Salies, économistes à l'Observatoire français des conjonctures économiques, et Olivier Redoulès, économiste et directeur des études de Rexecode.

Audition de MM. Marc Auberger, inspecteur général des finances et Ilyes Bennaceur, inspecteur des finances adjoint.

Audition de MM. Maxime Combes et Olivier Petitjean, coauteurs de l'ouvrage Un Pognon de dingue mais pour qui ? L'Argent magique de la pandémie (2022).

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de MM. Laurent Cordonnier et Jordan Melmies, économistes et co-auteurs du rapport collectif « Un capitalisme sous perfusion » (2022) du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques et de l'Institut de recherches économiques et sociales.

Réunion du lundi 3 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Mathilde Lignot-Leloup, présidente de section de la première chambre de la Cour des comptes, et M. Jonathan Sapène, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Organisations syndicales de salariés - Audition de M. Luc Mathieu, secrétaire national de la CFDT, Mme Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale de la CGT, M. Loïk Tange, économiste, Mme Rachèle Barrion, MM. Éric Gautron, secrétaires confédéraux de FO, Nicolas Blanc, secrétaire national de la CFE-CGC, et Léonard Guillemot, conseiller confédéral de la CFTC.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la représentation de la Commission européenne en France.

(délégation aux entreprises) : « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la Représentation de la Commission européenne en France.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la direction générale du Trésor - Mme Claire Cheremetinski, directrice générale adjointe.

Audition de M. Nicolas Bouzou, économiste et directeur d'Asterès, et Mme Agnès Verdier-Molinié, directrice de la Fondation pour la recherche sur les administrations et les politiques publiques (iFRAP).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Direction générale des finances publiques - Audition de M. Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, Mme Carole Maudet, sous-directrice, adjointe et chef par intérim de la sécurité juridique et du contrôle fiscal, M. Nicolas Chayvialle, sous-directeur de la fiscalité directe des entreprises, Mme Caroline Pereira, adjointe au chef de bureau animation de la fiscalité des professionnels, au service de la gestion fiscale, et M. Hugo Jacquemin, adjoint à la cheffe du bureau coordination et synthèse.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Auchan Retail - MM. Guillaume Darrasse, directeur général, et Guillaume Gardillou, directeur des affaires publiques.

Audition de Bpifrance - M. Nicolas Dufourcq, directeur général, et Mme Sophie Rémont, directrice de l'expertise et des programmes de la direction de l'innovation.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 24 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Google France - MM. Sébastien Missoffe, directeur général, et Benoît Tabaka, secrétaire général.

Audition de Renault - MM. Jean-Dominique Senard, président, Bruno Vincent, directeur des affaires publiques, Philippe Farge, délégué régional, et Nicolas Tcheng, responsable des relations institutionnelles.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Sanofi - M. Charles Wolf, directeur France et directeur général vaccins France, Mme Agnès Perré, directrice financière France, MM. Philippe Charreau, directeur industriel France, et Jacques Volckmann, vice-président recherche et développement France.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ArcelorMittal - M. Alain Le Grix de la Salle, président, Mme Audrey Gies, directrice fiscale France, MM. Bertrand Chauvet, directeur de la coordination RH France et Stéphane Delpeyroux, directeur des affaires publiques.

Audition de la direction générale des entreprises - MM. Thomas Courbe, directeur général, Benjamin Nefussi, sous-directeur de la prospective, des études et de l'évaluation économique, Robin Baron, conseiller auprès du directeur général, et Mme Élodie Morival, secrétaire générale adjointe.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du lundi 7 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Vinci - MM. Xavier Huillard, président-directeur général et Christian Labeyrie, directeur général adjoint.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ExxonMobil France - MM. Charles Amyot, président-directeur général, Jean-Claude Marcelin, directeur administratif et financier et Jean-Philippe Petit, directeur des affaires publiques.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de BlackRock France, Belgique et Luxembourg - M. Jean-François Cirelli, président.

Audition du secrétariat général aux affaires européennes - M. Emmanuel Puisais-Jauvin, secrétaire général aux affaires européennes.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Engie - Mmes Catherine MacGregor, directrice générale, et Laurence Jaton, vice-présidente chargée de la direction financière du corporate et fiscale du groupe.

Réunion du mardi 22 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Airbus - MM. Guillaume Faury, directeur général d'Airbus, Didier Loiselet, directeur comptable et consolidation, et Fabien Menant, directeur des affaires publiques.

Audition d'Atos - M. Philippe Salle, président-directeur général.

Audition de Mme Carole Delga, présidente, et de M. Yoann Iacono, directeur général délégué chargé de la transformation économique, de la souveraineté industrielle, de la recherche, de l'enseignement supérieur, de l'emploi, de la formation et des métiers de demain, du conseil régional d'Occitanie (en visioconférence).

Audition d'EDF - MM. Luc Rémont, président-directeur général, et Bertrand Le Thiec, directeur des affaires publiques.

Audition du Medef - M. Patrick Martin, président, Mmes France Henry-Labordère, directrice générale adjointe en charge des affaires sociales et Christine Lepage, directrice générale adjointe en charge de l'économie.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Audition d'Onet - Mmes Émilie de Lombarès, présidente du directoire, Julie Champourcin, directrice des comptabilités, fiscalité et financement, et M. Steve Berteaux, directeur expertises de la masse salariale.

Audition d'Orange - Mme Christel Heydemann, directrice générale, MM. Nicolas Guérin, secrétaire général, et Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Bruno Le Maire, ancien ministre.

Réunion du lundi 12 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de CMA-CGM - MM. Rodolphe Saadé, président-directeur général, et Ramon Fernandez, directeur financier.

Audition de Danone - M. Antoine Bernard de Saint-Affrique, président-directeur général.

Audition d'Unilever France - M. Nicolas Liabeuf, président, et Mme Amélie Soriano-Johnston, directrice financière.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'Accor - M. Sébastien Bazin, président-directeur général.

Audition de Kering - MM. François-Henri Pinault, président-directeur général, Jean-Marc Duplaix, directeur général adjoint, et Mme Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable et des affaires institutionnelles.

Audition de la SNCF - MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général, Philippe Massin, directeur financier, et Mme Carole Desnost, directrice technologies, innovation et projets.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne - M. Olivier Guersent, directeur général en visioconférence.

(commission des affaires économiques) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

(délégation aux entreprises) : « Fabriquer en France : est-ce encore possible ? ».

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de LVMH - MM. Bernard Arnault, président-directeur général, Stéphane Bianchi, directeur général adjoint, Mme Cécile Cabanis, directrice financière, et M. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux entreprises) :* Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises »- Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Table ronde « Les enjeux du coût de l'énergie pour les entreprises » - Audition de MM. Patrick Maillard, président de l'Union des métiers du bois, Dominique Weber, président du comité stratégique de la filière bois, Frédéric Coirier, président-directeur général du groupe Poujoulat, et Philippe Denavit, président du groupe Malvaux.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Lactalis - M. Emmanuel Besnier, président-directeur général.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information « Le fabriqué en France ».

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information sur le thème : « Assurances, énergies : les nouvelles contraintes des entreprises ».

Réunion du mardi 14 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Stéphane Séjourné, commissaire européen chargé de la prospérité et de la stratégie industrielle.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits du compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 220 et suivantes

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Gestion des finances publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 592 et suivantes

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-5** *(Ciblage des aides aux employeurs d'apprentis)* : p. 697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1431 rectifié** *(Création d'un dispositif d'« activité partielle de longue durée rebond »)* : p. 700 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel après l'article 55 - Amendement n° II-2226** *(Octroi de la garantie de l'État à la société Bpifrance au titre du fonds de garantie visant à couvrir les pertes finales de prêts accordés par des établissements financiers à des entreprises agricoles immatriculées en France)* : p. 1355 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 511 rectifié** *(Mise en place de quotas pour les acteurs locaux du commerce alimentaire)* : p. 2134 et suivantes

- Question orale sans débat sur la quatrième année d'études en médecine générale - (11 février 2025) : p. 2590 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (11 février 2025) - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 bis** *(Extension aux forêts publiques du champ de l'exemption à la compensation du défrichement prévue pour les boisements de moins de 40 ans)* : p. 2694 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 175** *(Assujettissement à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités visant à mettre en place des retenues collinaires de 75 000 mètres cubes d'eau)* : p. 2751 et suivantes - **Article 18** *(Extension des compétences des départements en matière de production, transport et stockage de l'eau potable)* : p. 2768 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes - **Article 12 (texte non modifié par la commission)** *(Corrections dans l'ordonnance n° 2023-1142 du 6 décembre 2023 liées à la transposition de la directive CSRD)* : p. 3475 et suivantes - **Article 22** *(Renforcement des sanctions et des exigences en matière d'intégrité et de transparence des marchés de gros)* : p. 3501 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- Question orale sans débat sur la création de résidences de répit partagé - (25 mars 2025) : p. 4194 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4473 et suivantes p. 4477 et suivantes - **Article 1er** *(Introduction d'une possibilité de suspension de l'octroi ou du versement d'une aide publique en cas de suspicion de fraude)* : p. 4488 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 26 rectifié et n° 34 rectifié quinquies** *(Exclusion des indus de Revenu de solidarité active (RSA) obtenus de manière frauduleuse de toute remise, rééchelonnement ou effacement)* : p. 4490 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 83** *(Élargissement des cas dans lesquels l'enregistrement de la déclaration d'activité d'un organisme de formation peut être refusé par l'autorité administrative)* : p. 4508 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 84** *(Pouvoir de suspension des numéros d'activité d'organismes de formation en cas de méconnaissance de leur obligation ou d'indices de fraudes)* : p. 4509 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis AB - Amendement n° 43** *(Demande de rapport au Gouvernement sur les moyens*

dédiés à la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF)) : p. 4510 et suivantes - **Article 3 bis A** *(Accès de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) et des organismes accrédités chargés de la certification des diagnostiqueurs à l'Observatoire « DPE-Audits »)* : p. 4511 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité de mandataires administratifs ou financiers au profit des bénéficiaires de MaPrimeRénov')* : p. 4512 et suivantes - **Article 3 bis** *(Création d'un annuaire des diagnostiqueurs)* : p. 4516 - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 (précédemment réservé) - Amendement n° 120** *(Obligation des sites internet proposant des travaux de rénovation énergétique d'inclure un lien vers la plateforme France Rénov')* : p. 4554 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 97 rectifié** *(Mise en place de filtre anti spams SMS et alignement des conditions d'inscription des lignes mobiles et fixes dans les annuaires)* : p. 4555 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 123, n° 100, n° 104 rectifié ter et n° 99 rectifié** *(Création d'une nouvelle catégorie de numéros pour des organisations d'intérêt public dans le cadre du plan national de numérotation/Interdiction d'utilisation de numéros dans le cadre des appels de prospection commerciale/Exception à l'interdiction d'utilisation de numéros pour les appels en vue de la réalisation de sondages)* : p. 4555 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des contrôles et des sanctions en vue de lutter contre la fraude aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4558 et suivantes - **Article 5** *(Application de contrôles par photos ou par vidéos à certaines opérations relatives aux certificats d'économies d'énergie (C2E))* : p. 4560 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 118 rectifié** *(Assujettissement des aides publiques et parapubliques à la rénovation énergétique à la réalisation d'un contrôle, durant ou après les travaux)* : p. 4561 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119** *(Assujettissement des aides publiques et parapubliques à la rénovation énergétique à la réalisation de deux diagnostics de performance énergétique (DPE), avant et après les travaux)* : p. 4563 et suivantes - **Article 8 (nouveau)** *(Renforcement de la constatation à distance des fraudes commises sur les compteurs communicants par les agents habilités des gestionnaires des réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz naturel)* : p. 4564 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 131** *(Attribution aux réseaux consulaires d'un accès au répertoire national commun aux organismes chargés de la gestion d'un régime obligatoire de sécurité sociale)* : p. 4566 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 140** *(Ouverture à différentes administrations d'une possibilité de saisine de la Caisse des dépôts et des consignations pour la suspension conservatoire des paiements au titre du compte personnel formation (CPF))* : p. 4567 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 139** *(Renforcement des contrôles de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), de l'inspection générale des finances (IGF) et de l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) sur les personnes morales réalisant des missions de service public dans les champs du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle)* : p. 4567 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4568

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- **Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques** - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Examen des conclusions de la commission mixte paritaire** : p. 5914 et suivantes - **Article 2** *(Amendements de coordination ou rédactionnels)* : p. 5932

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la compétitivité des entreprises** - (5 novembre 2025) : p. 8411

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 244 rectifié, n° 227 rectifié, n° 158 rectifié et n° 37 rectifié bis** *(Sanctions complémentaires pour les personnes condamnées pour fraude fiscale ou sociale)* : p. 8570 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article 23** *(Report du financement de la protection sociale complémentaire pour les agents de la fonction publique hospitalière)* : p. 9375 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1342 rectifié et n° 1731 rectifié** *(Conditionnement du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) au respect d'un plafond de rémunération)* : p. 9504 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article 46** *(Dotation de l'assurance maladie au Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé)* : p. 9688 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2123** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu à l'ensemble des marins sous pavillon français)* : p. 9870 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de*

mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique) : p. 9986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1317, n° I-654, n° I-481 rectifié ter, n° I-480 rectifié ter, n° I-242 rectifié, n° I-918, n° I-2649 rectifié, n° I-1358, n° I-1320, n° I-653, n° I-1322, n° I-245 rectifié, n° I-1805, n° I-1325, n° I-247 rectifié, n° I-1002, n° I-1290 et n° I-1291** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1803, n° I-161 rectifié quater, n° I-382 rectifié bis, n° I-1327, n° 1326, n° I-1321, n° I-248 rectifié, n° I-1902, n° I-650, n° I-651, n° I-1804, n° I-1328, n° I-1899, n° I-246 rectifié, n° I-1003 rectifié, n° I-249 rectifié, n° I-636 rectifié bis et n° I-1298 rectifié ter** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2670 rectifié et n° I-2364 rectifié bis** *(Droits de mutation sur les crypto-actifs)* : p. 10040 et suivantes - **Article 4** *(Prorogation en 2026 avec division par deux des taux de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises)* : p. 10051 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1917 rectifié ter, n° I-1450, n° I-1919 rectifié ter, n° I-665 rectifié, n° I-1918 rectifié ter, n° I-2478 rectifié, n° I-1456 rectifié, n° I-2479 rectifié, n° I-232 rectifié bis et n° I-664 rectifié** *(Taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)* : p. 10070 et suivantes - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 2141 et n° I-1727** *(Dispositif « IP box »)* : p. 10106 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-1386 rectifié bis et n° I-2057 rectifié quater** *(Faire en sorte qu'EDF s'acquitte de la taxe de répartition des coûts du mécanisme de capacité en lieu et place des entreprises locales de distribution (ELD) afin que les incidences de cette taxe soient mieux réparties entre ces dernières)* : p. 10195 et suivantes - **Article 19 (priorité)** *(Majoration du tarif de l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) pour les centrales de production d'énergie électrique d'origine photovoltaïque installées avant 2021)* : p. 10200 et suivantes - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 5 (suite)** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10221 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1693** *(Exclusion des professionnels de santé du bénéfice des avantages relatifs à l'installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur)* : p. 10429 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-97 rectifié quinquies, n° I-213 rectifié ter, n° I-234 rectifié quater, n° I-892 rectifié sexies, n° I-1307 rectifié bis, n° I-1323 rectifié bis, n° I-1837 rectifié quater, n° I-1324 rectifié, n° I-1758, n° I-1759, n° I-2559 rectifié bis, n° I-474 rectifié bis, n° I-475 rectifié bis, n° I-2193, n° I-2191, n° I-1766, n° I-623 rectifié ter et n° I-624 rectifié bis** *(Définition des gîtes ruraux et accroissement des seuils d'éligibilité au micro-BIC (bénéfices industriels et commerciaux) pour les gîtes et les chambres d'hôtes)* : p. 10457 et suivantes - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-971 rectifié, n° I-1190 rectifié bis, n° I-1577 rectifié bis, n° I-1687 rectifié et n° I-1842 rectifié ter** *(Extension aux fournisseurs d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone de la possibilité d'émettre des droits à minoration des objectifs fiscaux dans le cadre de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10556 et suivantes - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12596 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12622 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) - **État D** : p. 12815 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12837 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

RIST (Stéphanie)
ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées
(à partir du 13 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales **[n° 24 (2025-2026)]** (14 octobre 2025) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4** *(Demande de rapport sur les conditions de stage et de rémunération des internes et des externes en médecine)* : p. 7872 et suivantes - **Article 4** *(Territorialisation des procédures de répartition des postes d'internat et d'affectation des internes)* : p. 7874 - **Article 5** *(Statuts applicables aux maîtres de stage universitaires en médecine, maïeutique, odontologie et pharmacie)* : p. 7874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 11 et n° 23** *(Inclusion d'un enseignement à la déontologie médicale dans la formation du troisième cycle de médecine)* : p. 7875 et suivantes - **Article 6** *(Faciliter la mise en œuvre de la réforme du troisième cycle de médecine générale)* : p. 7876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 18 et n° 19** *(Accès pour les médecins titulaires d'un diplôme d'études spécialisées à une autre spécialité médicale par le biais d'une validation partielle des acquis de formation et d'expérience - Opportunité et demande de rapport au Parlement)* : p. 7877 et suivantes - **Intitulé du chapitre** : p. 7878 - **Article additionnel avant l'article 7 - Amendements n° 25** *(Amendement de coordination légistique concernant les collectivités d'outre-mer)* : p. 7878 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés de la médecine du travail** - (29 octobre 2025) : p. 8195

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la garantie et l'accélération de l'application des décrets relatifs à la prévention du cancer de sein** - (29 octobre 2025) : p. 8200 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (12 novembre 2025) : p. 8526 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8532 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 8** *(Lutter contre les fraudes fiscales et sociales dans le secteur des transports publics particuliers de personnes)* : p. 8626 et suivantes - **Article 10 ter (nouveau)** *(Sanction du délit d'entrave au droit de communication des juridictions financières)* : p. 8643 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 240** *(Obligation de transmission des comptes consolidés pour les groupes d'établissements de santé)* : p. 8644 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 303** *(Autorisation d'accès direct au système d'immatriculation des véhicules au bénéfice des agents de l'Urssaf)* : p. 8646 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 308, n° 62 rectifié, n° 79, n° 86 rectifié ter et n° 160 rectifié bis** *(Possibilité pour les caisses de sécurité sociale des régimes spéciaux de prononcer des sanctions financières)* : p. 8648 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 rectifié quater et 152 rectifié quater** *(Précision de la périodicité des contrôles en cas de mi-temps thérapeutique)* : p. 8654 et suivantes - **Article 17** *(Levée de l'interdiction du cumul des sanctions conventionnelles et financières, extension du domaine de contrôle et renforcement des mesures de lutte contre la sur-prescription)* : p. 8672 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 106 rectifié et n° 88** *(Transformation de la faculté pour le directeur de la CPAM d'annuler la prise en charge partielle ou totale des cotisations sociales sur les revenus fraudés en obligation d'annulation totale en cas de fraude du professionnel de santé)* : p. 8675 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 171 rectifié bis** *(Extension du champ des sanctions financières de l'assurance maladie en récupérant les indus pour les prescriptions non conformes)* : p. 8676 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 115** *(Augmentation des majorations de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8677 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 12 rectifié decies** *(Demande de rapport au Parlement sur le répertoire national inter-régime des bénéficiaires de l'assurance maladie et le nombre de bénéficiaires de carte vitale par classes d'âge)* : p. 8678 et suivantes - **Article 17 ter (nouveau)** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés ayant été condamnés pour fraude à l'assurance maladie)* : p. 8679 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 38 rectifié quater, n° 91 rectifié, n° 264 rectifié septies et n° 274 rectifié septies** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 8680 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 94** *(Déremboursement de l'ensemble des prescriptions de tous les médecins déconventionnés)* : p. 8682 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 95** *(Échanges d'informations entre les praticiens conseils du service du contrôle médical et les praticiens conseils des organismes de prévoyance et mutuelles)* : p. 8683 et suivantes - **Article 21** *(Renforcer l'efficacité des mesures conservatoires dans la procédure dite de « flagrance sociale » et supprimer le caractère suspensif de l'opposition à contrainte en cas de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 135** *(Extension de l'obligation de communication entre les organismes de sécurité sociale et administrations de l'État aux organismes et administrations européens)* : p. 8686 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 bis (nouveau) - Amendements n° 300 et n° 305** *(Précision de la mission de lutte contre la fraude de la Caisse centrale de Mutualité sociale agricole)* : p. 8692 et suivantes - **Article 24** : p. 8693 et suivantes - **Article 29 (nouveau)** *(Suspension conservatoire des prestations sociales versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 243 rectifié bis** *(Devoir d'accompagnement déclaratif des assurés des organismes de sécurité sociale)* : p. 8703 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 172 rectifié** *(Précision de délai et moyens de preuve liés à une action en recouvrement)* : p. 8704 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les déserts médicaux** - (19 novembre 2025) : p. 8756 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) pour 2026 et la fermeture de services dans les hôpitaux** - (19 novembre 2025) : p. 8757

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté française en matière de médicaments et la présence de pharmacies sur le territoire** - (19 novembre 2025) : p. 8758 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des hôpitaux dans les outre-mer** - (19 novembre 2025) : p. 8760

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8782 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 1286 rectifié bis** *(Application de la fiscalité applicable aux contrats solidaires et responsables pour des contrats couvrant un socle de garanties essentielles)* : p. 8876 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 166 rectifié ter, n° 931 rectifié et n° 1485** *(Taux réduit de taxe solidarité additionnelle pour les contrats de complémentaire santé non aidés)* : p. 8883 et suivantes - **Article 7 bis (nouveau)** *(Instauration de niches sociale et fiscale en faveur de coopératives pharmaceutiques)* : p. 8884 et suivantes - **Article 7 ter (nouveau)** *(Soumission des contrats de complémentaire santé à destination des agriculteurs retraités à un taux réduit de taxe de solidarité additionnelle)* : p. 8885 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 ter - Amendements n° 780 rectifié ter, n° 1361 rectifié quater et n° 390 rectifié bis** *(Mutualisation des coûts des maladies professionnelles à effet différé en faveur des bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur handicapé)* : p. 8886 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1687** *(Création d'une nouvelle part sur la taxe de « vente en gros » des spécialités remboursables)* : p. 9035 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1694** *(Instauration d'une nouvelle taxe à la charge des entreprises pharmaceutiques)* : p. 9036 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 192 rectifié et n° 1594 rectifié** *(Exclusion des exploitants de greffons tissulaires d'origine humaine de la clause de sauvegarde)* : p. 9037 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 1699** *(Création d'une taxe sur l'exportation parallèle de médicaments remboursés)* : p. 9038 et suivantes - **Article 10 bis (nouveau)** *(Exclusion des médicaments génériques et biosimilaires du calcul de la clause de sauvegarde)* : p. 9039 - **Article 10 ter (nouveau)** *(Introduction d'un critère de territorialité dans le calcul de la clause de sauvegarde)* : p. 9039 et suivantes - **Article 11** *(Instaurer un mécanisme d'acompte des remises relatives aux produits de santé)* : p. 9040 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 6 rectifié quater, n° 9 rectifié bis, n° 10 rectifié bis et n° 7 rectifié quinquies** *(Exemption des produits relevant du secteur de l'audition du champ d'application des mesures d'encadrement des remises commerciales et du taux de marge)* : p. 9043 - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes - **Article 11 quater (nouveau)** *(Ajustement de la contribution sur les dépenses de publicité des jeux d'argent et de hasard)* : p. 9053 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 879** *(Application au parrainage sportif de la taxe sur les dépenses de publicité des opérateurs de jeux)* : p. 9053 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 522 rectifié bis** *(Taxation des dépenses de publicité des jeux d'argent et de hasard)* : p. 9054 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 561 rectifié bis et n° 1517** *(Élargissement de l'assiette de la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcooliques et suppression du plafond de la contribution)* : p. 9055 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 212 rectifié** *(Limitation de la revalorisation automatique des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1572, n° 452 rectifié et n° 914 rectifié** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques)* : p. 9062 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1698** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 9065 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9067 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1702** *(Taxation des aliments transformés contenant des additifs alimentaires à risques)* : p. 9075 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 854 rectifié et n° 1700 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires destinés aux nourrissons contenant des sucres ajoutés)* : p. 9077 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 542 rectifié bis et n° 1705** *(Taxation de boissons énergisantes)* : p. 9080 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1704** *(Taxation des dépenses de publicité en faveur de certains produits alimentaires)* : p. 9081 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1230, n° 1367 et n° 1693** *(Taxation des publicités pour les aliments riches en sucre, sel ou matières grasses)* : p. 9082 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1573 rectifié bis, n° 1185, n° 339 rectifié ter et n° 1543** *(Taxation des publicités alimentaires n'affichant par le Nutri-score)* : p. 9083 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 815 rectifié** *(Demande de rapport portant sur l'impact de la taxe sur les boissons sucrées)* : p. 9087 - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 182 rectifié et n° 181 rectifié** *(Fiscalisation et encadrement de la vente des produits du vapotage)* : p. 9087 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1575 rectifié bis** *(Augmentation soutenue de la fiscalité relative au tabac jusqu'à 2032)* : p. 9094 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article 11 sexies (nouveau)** *(Fixation par la loi du plafond des remises commerciales)* : p. 9112 et suivantes - **Article 11 septies (nouveau)** *(Contribution spécifique sur les entreprises qui importent, produisent ou commercialisent de l'hexane)* : p. 9114 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 923 et n° 1148** *(Proposition de création d'une contribution exceptionnelle sur les fonds de pension pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9119 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1025** *(Création d'une contribution exceptionnelle sur les dividendes)* : p. 9120 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1749 rectifié** *(Création d'une cotisation sur les dividendes versés par les établissements et services médico-sociaux (ESMS) privés lucratifs)* : p. 9121 et suivantes p. 9121 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1027** *(Création d'une contribution exceptionnelle sur les successions et donations)* : p. 9123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 920** *(Instauration d'une contribution patrimoniale exceptionnelle de solidarité aux régimes de retraite pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9124 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1152** *(Création d'une contribution sur les plateformes de mise en relation par voie électronique)* : p. 9125 - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1658** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les superprofits)* : p. 9125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1561** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les bénéfices des sociétés pétrolières)* : p. 9127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1159** *(Création d'une contribution spécifique sur les*

établissements d'accueil de jeunes enfants privés lucratifs) : p. 9128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 541 rectifié ter, n° 1143 et n° 1679** *(Malus sur les cotisations d'accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP) des employeurs n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour éliminer un risque avéré de maladies professionnelles)* : p. 9131 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 924 et n° 1167** *(Malus pour l'entreprise donneuse d'ordres lorsque l'entreprise sous-traitante dépasse un certain taux de sinistralité)* : p. 9132 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1165** *(Majoration de 10% des cotisations employeur des entreprises comptant dans leurs effectifs au moins 20% de salariés à temps partiel)* : p. 9134 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1138, n° 1318 et n° 1642** *(Augmentation du taux de cotisation des plus hauts revenus pour financer la Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav))* : p. 9135 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 955** *(Demande de rapport relatif à l'impact sur les comptes de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) d'une taxe sur les salaires versés aux agents contractuels)* : p. 9139 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 215 rectifié bis** *(Révision du mode de calcul de la pension de retraite des fonctionnaires)* : p. 9140 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 799 rectifié ter, n° 1710 rectifié, n° 800 rectifié ter, n° 1128 rectifié bis, n° 419 rectifié quinquies, n° 441 rectifié quinquies, n° 869 rectifié ter, n° 1086 rectifié bis, n° 951 rectifié, n° 1170 rectifié, n° 1671 rectifié, n° 1681 rectifié, n° 1160 rectifié, n°1161 rectifié et n° 940 rectifié** *(Dispositions diverses relatives aux transferts aux départements et aux allègements généraux)* : p. 9173 et suivantes - **Demande de réserve** : p. 9181 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1147 et n° 1655** *(Création d'une contribution de solidarité des actionnaires)* : p. 9182 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1053 et n° 1674** *(Extension de l'assiette de la contribution de solidarité pour l'autonomie (CSA))* : p. 9183 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 538 rectifié bis** *(Création d'une contribution sur la transmission de patrimoine)* : p. 9184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1654 rectifié et n° 1031** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9185 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1030 rectifié et n° 1663** *(Création d'une cotisation patronale affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA))* : p. 9186 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 12 ter (nouveau)** *(Annuler la participation de l'assurance maladie à la prise en charge des cotisations des professionnels de santé en cas de fraude)* : p. 9194 - **Article 12 quater (nouveau)** *(Exclusion des micro-commerçants du dispositif de précompte des cotisations sociales par les plateformes)* : p. 9194 et suivantes - **Article 12 sexies (nouveau)** *(Instauration d'une cotisation obligatoire pour les ressortissants extracommunautaires titulaires d'un visa de long séjour)* : p. 9195 et suivantes - **Article 12 octies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité de fixer par décret le montant de la contribution d'équilibre aux régimes spéciaux fermés versée par les régimes de retraite complémentaire et le régime général)* : p. 9197 - **Article 12 nonies (nouveau)** *(Augmentation des majorations de redressement pour travail dissimulé)* : p. 9198 - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les retraites)* : p. 9200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1455 rectifié bis** *(Suppression de la subvention de 1,4 milliard d'euros par an versée par le Fonds de réserve pour les retraites à la Cades)* : p. 9203 et suivantes - **Article 14 (précédemment réservé)** *(Tableau d'équilibre 2026)* : p. 9205 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes - **Article 17 (supprimé) (suite)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9225 - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1863** *(Possibilité de paiement direct des participations forfaitaires et franchises auprès du professionnel de santé)* : p. 9231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1251 et n° 1284** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à l'assurance maladie à son retour sur le territoire français)* : p. 9232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 778 rectifié** *(Exclusion de la prise en charge des conséquences d'actes de chirurgie esthétique réalisés hors Union européenne)* : p. 9234 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1338 rectifié bis** *(Suppression de la complémentaire santé solidaire gratuite)* : p. 9257 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 159 rectifié septies** *(Impossibilité de prise en charge, par l'assurance maladie, des actes de psychanalyse ou reposant sur des fondements théoriques psychanalytiques)* : p. 9259 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1383** *(Demande de rapport sur le rattachement des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État (AME) à l'assurance maladie obligatoire)* : p. 9261 et suivantes - **Article 18 bis (nouveau)** *(Subordination de la prise en charge des lentilles de contact à la télétransmission d'un acte de remise)* : p. 9262 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 750 rectifié** *(Restriction des conditions de justification de résidence principale)* : p. 9263 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 766 rectifié bis** *(Demande de rapport au Parlement sur les contrôles de résidence)* : p. 9263 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 1062** *(Demande de rapport sur le délai d'exploitation minimal pour l'éligibilité au conventionnement avec l'assurance maladie)* : p. 9264 - **Article 18 ter (nouveau)** *(Expérimentation de la prise en charge des actes de prélèvements consécutifs aux sévices sexuels subis)* : p. 9264 et suivantes - **Article 18 quater (nouveau)** *(Demande de rapport sur le forfait patient urgences (FPU))* : p. 9265 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1269 rectifié** *(Consultation préalable d'un médecin spécialiste avant admission d'un patient en affection de longue durée (ALD) pour les ALD hors liste)* : p. 9273 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1436** *(Restriction du champ du fonds d'intervention régional)* : p. 9289 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 1742** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la politique de prévention en santé)* : p. 9289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 555 rectifié bis et n° 856 rectifié bis** *(Demande de rapport sur l'impact de l'obésité sur les branches de sécurité sociale)* : p. 9293 et suivantes - **Article 20 bis (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par*

les médecins dans les cabinets de ville) : p. 9296 et suivantes - **Article 20 ter (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9298 - **Article 20 quater (nouveau)** *(Application du tiers payant sur la part obligatoire pour les séances prises en charge dans le cadre de « Mon soutien psy »)* : p. 9298 - **Article 20 quinquies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9298 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 20 septies (nouveau)** *(Élargissement de l'expérimentation de la prise en charge des tests de détection de la soumission chimique)* : p. 9306 - **Article 20 octies (nouveau)** *(Demande de rapport sur le bilan du dispositif « Mon soutien psy »)* : p. 9306 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 451 rectifié bis et n° 1479 rectifié bis** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers payant pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 9307 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 861 rectifié bis et n° 1480 rectifié** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés condamnés pour une fraude à l'assurance maladie)* : p. 9308 et suivantes - **Article 20 nonies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9309 - **Article 20 decies (nouveau)** *(Demande de rapport sur le parcours de soins après le traitement d'un cancer)* : p. 9309 - **Article 20 undecies (nouveau)** *(Demande de rapport sur les financements attribués aux centres d'études et de conservations des œufs et du sperme (Cécos))* : p. 9310 - **Article 20 duodecies (nouveau)** *(Rapport sur la mise en place des bilans de santé pour les mineurs pris en charge par l'aide sociale à l'enfance)* : p. 9310 - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 1806 et n° 1825** *(Extension à Mayotte de la compétence des infirmiers pour rédiger les certificats de décès)* : p. 9335 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 1312** *(Précision des modalités de recouvrement des indus versés aux professionnels de santé libéraux par les centres médico-psychologiques)* : p. 9335 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1606** *(Suppression du délai de carence avant un nouveau conventionnement en cas de sortie de la convention)* : p. 9350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1555 rectifié** *(Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense)* : p. 9351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 876** *(Mise en place d'une convention spécifique pour les infirmiers en pratique avancée)* : p. 9352 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1197** *(Mise en œuvre de négociations conventionnelles relatives aux soins à domicile)* : p. 9352 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1194** *(Demande de rapport sur l'opportunité d'étendre le forfait additionnel spécifique aux départements et régions d'outre-mer)* : p. 9353 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1558 rectifié bis** *(Possibilité d'adapter aux besoins des zones de revitalisation rurale la réglementation applicable aux transports sanitaires)* : p. 9353 et suivantes - **Article 21 quater (nouveau)** *(Suppression du contrat de début d'exercice)* : p. 9355 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 725 rectifié sexies** *(Subordination de l'installation en zones sur-dense à la conclusion d'un engagement territorial de santé)* : p. 9356 - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 863** *(Demande de rapport sur le protocole d'accord sur la maîtrise des dépenses dans le champ du transport sanitaire)* : p. 9356 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 963 rectifié bis** *(Demande de rapport sur la revalorisation des coefficients géographiques outre-mer)* : p. 9357 et suivantes - **Article 21 sexies (nouveau)** *(Extension des compétences des orthoprothésistes, podo-orthésistes et orthopédistes-orthésistes)* : p. 9358 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendements n° 1089 rectifié et n° 1311** *(Exercice sur adressage des ergothérapeutes)* : p. 9359 - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendement n° 548** *(Demande de rapport sur la reconnaissance des perfusionnistes comme spécialité infirmière)* : p. 9359 et suivantes - **Article 21 septies (nouveau)** *(Soumission de la pratique de la médecine esthétique à un régime d'autorisation préalable de l'agence régionale de santé)* : p. 9360 et suivantes - **Article 21 octies (nouveau)** *(Délégation encadrée de tâches aux auxiliaires médicaux du service du contrôle médical du régime agricole)* : p. 9362 et suivantes - **Article 21 nonies (nouveau)** *(Modification de la demande de rapport de la LFSS 2025 sur le bilan de l'article 33 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation)* : p. 9363 et suivantes - **Article 21 decies (nouveau)** *(Expérimenter la désignation d'une équipe de soins traitante par l'assuré dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante)* : p. 9364 - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1216 rectifié et n° 1585 rectifié bis** *(Renforcement des contrôles financiers des groupes d'établissements de santé)* : p. 9369 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 816 rectifié bis** *(Extension à l'intervention des professionnels de santé libéraux au sein des établissements de santé de la procédure de récupération des indus pour double facturation)* : p. 9370 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 962 rectifié bis** *(Prise en compte de certaines contraintes géographiques et sanitaires dans le financement des établissements de santé)* : p. 9371 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 872 rectifié bis** *(Demande de rapport sur le cadre juridique de récupération de la double facturation dans le cas d'un enfant bénéficiant d'un suivi en libéral et en centre médico-psychologique (CMP))* : p. 9373 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1200** *(Demande de rapport sur l'évolution de la tarification des soins critiques)* : p. 9373 et suivantes - **Article 22 bis (nouveau)** *(Réforme de la tarification de l'activité libérale au sein des établissements publics de santé)* : p. 9374 et suivantes - **Article 22 ter (nouveau)** *(Réforme de la tarification de l'activité libérale au sein des établissements publics de santé)* : p. 9375 - **Article 23** *(Report du financement de la protection sociale complémentaire pour les agents de la fonction publique hospitalière)* : p. 9375 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 264 rectifié bis** *(Précision du contenu des accords triennaux conclus entre l'assurance maladie et les syndicats représentatifs des laboratoires privés d'analyses médicales)* : p. 9384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 1771** *(Demande de rapport permettant d'objectiver les frais particuliers grevant le coût des médicaments distribués dans les départements et les régions d'outre-mer)* : p. 9385 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Réduction unilatérale des tarifs par le ministre en charge de la santé en cas de rentabilité excessive constatée dans un secteur)* : p. 9386 - **Article 25** *(Mieux réguler les dépenses dans le secteur des soins dentaires)* : p. 9386 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1559 rectifié bis** *(Prise en compte des caractéristiques des zones de revitalisation rurale dans la définition des objectifs et mesures correctrices prévues par les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9387 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1081 rectifié bis** *(Rapport au Parlement sur la santé bucco-dentaire)* : p. 9388 - **Article 25 bis (nouveau)** *(Insertion de l'ophtalmologie et des soins dentaires dans les accords de maîtrise des dépenses)* : p. 9388 et suivantes - **Article 26** *(Renforcer la taxation des dépassements d'honoraires)* : p. 9389 et suivantes - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes - **Article 26 ter (nouveau)** *(Mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature et d'une revalorisation des soins remboursés)* : p. 9393 - **Article 26 quater (nouveau)** *(Mise en œuvre d'une nouvelle nomenclature et d'une revalorisation des soins remboursés)* : p. 9393 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 26 quater - Amendement n° 1204 *(Suppression du remboursement des actes et prestations des médecins de secteur 3)* : p. 9394

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 27** *(Favoriser l'efficience, la pertinence et la qualité des activités des établissements de santé)* : p. 9410 et suivantes - **Article 27 bis (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9417 et suivantes - **Article 27 ter (nouveau)** *(Plafonnement des dépenses liées à la rémunération de professionnels intérimaires ou contractuels au sein des établissements publics de santé ou médico-sociaux)* : p. 9418 et suivantes - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 842 rectifié bis** *(Création d'une condition d'interopérabilité des systèmes d'information en santé pour bénéficier de subventions)* : p. 9449 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 841 rectifié, n° 843 rectifié et n° 1240** *(Délivrance à l'unité des médicaments)* : p.9461 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article 34** *(Réforme des accès dérogatoires au médicament et intégration des tarifs de nouveaux pays dans la fixation des prix des produits de santé)* : p.9469 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1726** *(Publication uniformisée des données en vie réelle recueillies au titre de l'accès précoce)* : p. 9475 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20 rectifié** *(Prise en compte de critères socio-économiques, organisationnels et industriels dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9475 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 296 rectifié bis** *(Intégration de critères environnementaux dans la détermination des prix des produits de santé)* : p. 9476 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1617** *(Prise en compte des investissements en recherche et développement et du caractère public du financement de cette recherche dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9477 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 18 rectifié ter** *(Modulation du taux de prise en charge en fonction de l'origine des dispositifs médicaux)* : p. 9478 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 144 rectifié sexies et n° 826 rectifié ter** *(Prise en charge des dispositifs médicaux optiques et dentaires sur une base de trois ans)* : p. 9480 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 171 rectifié bis et n° 307 rectifié quinquies** *(Prise en compte du lieu de production dans la fixation des tarifs des dispositifs médicaux inscrits en ligne générique)* : p. 9481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 170 rectifié ter, n° 305 rectifié ter et n° 1535 rectifié quater** *(Prise en compte de l'implantation des sites de production pour la fixation des tarifs de responsabilité des dispositifs médicaux)* : p. 9482 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1357** *(Demande de rapport sur le 100 % santé)* : p. 9482 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 839 rectifié bis** *(Organisation d'une gestion dynamique des stocks d'urgence)* : p. 9486 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 317 rectifié bis** *(Adaptation de la période prise en compte pour le calcul des stocks de sécurité de médicaments à constituer)* : p. 9490 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1295 rectifié** *(Autorisation d'utilisation par les entreprises pharmaceutiques de leur stock de sécurité de médicaments)* : p. 9491 - **Article 41** *(Optimiser le recouvrement des pensions alimentaires)* : p. 9522 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 411 rectifié et n° 779 rectifié** *(Prise en charge par la branche famille des dépenses d'un nouveau-né en maternité)* : p. 9532 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 130 rectifié ter** *(Création d'une condition de durée de résidence pour le versement de prestations familiales)* : p. 9533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 129 rectifié ter** *(Exclusion du versement des allocations familiales pour les enfants dont l'âge est supérieur à 18 ans)* : p. 9534 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 131 rectifié quater** *(Fin du versement des allocations familiales à partir du troisième enfant)* : p. 9535 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 136 rectifié ter et n° 1843** *(Âge pour majoration des allocations familiales)* : p. 9535 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 1379 et n° 1842** *(Ajustement des règles de prise en compte des indemnités de fin de contrat pour le calcul du complément de libre choix du mode de garde)* : p. 9536 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 1380 et n° 1841** *(Disposition visant à étendre le déploiement du dispositif Pajemploi+ pour lutter contre les impayés d'assistantes maternelles)* : p. 9536 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1712 rectifié** *(Dispositif visant à permettre le versement du complément du mode de garde aux assistantes familiales pour leur régler la dette salariale des débiteurs)* : p. 9536 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 1752 et n° 960** *(Lancement d'une expérimentation sur la mise en place d'un prix-plancher du berceau en crèches)* : p. 9537 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 910** *(Demande de rapport)* : p. 9539 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 958** *(Demande de rapport)* : p. 9540 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1345** *(Demande de rapport)* : p. 9540 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1346** *(Demande de rapport)* : p. 9541

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 46** *(Dotation de l'assurance maladie au Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé)* : p. 9688 et suivantes - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes - **Article 48** *(Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 9692 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes - **Article 50** *(Transferts à la charge de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9703 et suivantes - **Article 53** *(Objectif de dépenses de la branche famille)* : p. 9707 et suivantes - **Article 54** *(Objectif de dépenses de la branche autonomie)* : p. 9708 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9709 et suivantes - **Demande de coordination** : p. 9711 - **Article liminaire (pour coordination)** *(Prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale pour les années 2025 et 2026)* : p. 9711 et suivantes - **Article 17 (pour coordination)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9714 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) : p. 12531 et suivantes - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes - **Article additionnel après l'article 78 - Amendements n° II-29 et n° II-**

1413 *(Réforme de l'aide médicale de l'État (AME))* : p. 12564 et suivantes - **Article additionnel après l'article 78 - Amendement n° II-380 rectifié bis** *(Demande de rapport sur les investissements immobiliers dans les hôpitaux ultramarins)* : p. 12565

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes - **Article 1er** *(Formation des professionnels en contact avec les enfants et messages de prévention sur les emballages ainsi que dans les publicités)* : p. 13262 et suivantes - **Article 2** *(Intégration de la politique de prévention des risques liés aux écrans au nombre des missions de la protection maternelle et infantile)* : p. 13265 - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 25** *(Interdiction de la publicité pour les appareils numériques adressée aux mineurs)* : p. 13267

- Question orale sans débat relative à l'exonération de la taxe sur les salaires au bénéfice des entreprises à but d'emploi - (23 décembre 2025) : p. 13343 et suivantes

- Question orale sans débat sur la multiplication des agressions et des intimidations visant les librairies indépendantes - (23 décembre 2025) : p. 13344

- Question orale sans débat sur la restitution des restes humains à l'Algérie - (23 décembre 2025) : p. 13344 et suivantes

- Question orale sans débat sur la classification des pansements oxygénants - (23 décembre 2025) : p. 13345 et suivantes

- Question orale sans débat sur les défaillances de l'aide sociale à l'enfance (ASE) à Paris et l'urgence à renforcer la protection des mineurs en danger - (23 décembre 2025) : p. 13346 et suivantes

---

ROBERT (Sylvie)
sénatrice (Ille-et-Vilaine)
SER

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 16, 21, 23, 28, 30 janvier, 4, 6, 10, 18 février, 5, 6, 19, 26 mars, 10 avril, 5, 12, 20 mai, 2, 5, 10, 12, 18, 23 juin, 2, 3 juillet, 15, 21 octobre, 4, 13, 20, 21, 23, 28 novembre, 1er, 3, 8, 11, 12, 13 et 18 décembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche jusqu'au 1er février 2025.

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Conséquences pour la création cinématographique des nouveaux engagements des diffuseurs au titre de la chronologie des médias - Audition de MM. Pierre Jolivet, président la Société civile des auteurs, réalisateurs et producteurs (ARP), Alain Sussfeld, ex-directeur général du groupe Union générale cinématographique (UGC), Mme Sidonie Dumas, directrice générale de Gaumont, du Bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC), MM. Stéphane Demoustier, membre du conseil d'administration de la Société des réalisatrices et réalisateurs de films (SRF) et co-président, Marc Missonnier, président de l'Union des producteurs de cinéma (UPC), et Édouard Mauriat, président du collège long métrage du syndicat des producteurs indépendants (SPI), du Bureau de liaison des organisations du cinéma (BLOC).

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Laurence Tison-Vuillaume, présidente de la SAS pass Culture.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mise en œuvre du règlement européen sur l'intelligence artificielle en matière de rémunération des contenus culturels - Audition de Mme Alexandra Bensamoun, professeure de droit privé à l'université Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'éducation artistique et culturelle - Audition de M. Emmanuel Ethis, délégué interministériel à l'éducation artistique et culturelle, Mme Julie Benetti, rectrice de l'académie de Paris, et M. Vincent Moisselin, directeur du Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles (Syndeac).

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Situation des festivals après la concertation nationale et la saison estivale 2025 - Audition de Mmes Alexandra Bobes, directrice de France Festivals, Aurélie Foucher, directrice déléguée aux politiques culturelles et aux relations institutionnelles de Scène Ensemble, et Sylvie Hugues, présidente du réseau LUX, M. Stéphane Krasniewski, président du Syndicat des musiques actuelles, et Mme Malika Séguineau, directrice générale d'Ekhoscènes.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur la mise en œuvre de la loi du 21 mai 2021 relative à la protection patrimoniale des langues régionales, dite loi Molac - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

(commission des lois) : Risques de manipulations numériques en période électorale - Audition de M. Laurent Cordonier, directeur de la recherche de la Fondation Descartes, Mme Anne-Sophie Dhiver, cheffe adjointe du service de vigilance et de protection contre les ingérences numériques étrangères (Viginum), MM. Benoît Loutrel, membre du collège de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom), Hugues Moutouh, secrétaire général du ministère de l'intérieur, et Paul Hébert, directeur adjoint de l'accompagnement juridique de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil).

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au Livre et aux industries culturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 346 et suivantes - **Organisation des travaux** : p. 349 et suivantes - **État B** : p. 350 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes - **Motion d'ordre** : p. 371 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 378 et suivantes

Audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 386 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Article 2** *(Commission nationale consultative de prévention des violences lors des manifestations sportives)* : p. 1842 et suivantes - **Article 15** *(Haut Conseil de l'éducation artistique et culturelle)* : p. 1849 et suivantes - **Article 20** *(Commission des droits d'auteur et des droits voisins)* : p. 1851 et suivantes

- Question orale sans débat sur le soutien à la mytiliculture et la lutte contre la prédation - (18 février 2025) : p. 2973 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Suspension de l'agrément d'une association sportive qui se soustrairait délibérément à ses obligations en matière de laïcité et de neutralité)* : p. 3020 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Décès d'un ancien sénateur : M. François Trucy, sénateur du Var de 1986 à 2004 - (26 mars 2025) : p. 4324

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'inapplicabilité du décret relatif à la prévention des risques liés aux bruits et aux sons amplifiés - (29 avril 2025) : p. 5083 et suivantes

- Convocation du Parlement en session extraordinaire - (12 juin 2025) : p. 6491

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes p. 7705 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1524 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt « podcast »)* : p. 10328 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1310 rectifié quater** *(Majoration exceptionnelle de la réduction d'impôt pour les dons effectués au profit de la restauration du château de Chambord)* : p. 10329 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 24** *(Évolution de la taxe sur les services d'accès à des contenus audiovisuels à la demande)* : p. 10681 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-16** *(Rationalisation de l'assiette et des taux des crédits d'impôt « cinéma » et « audiovisuel »)* : p. 10687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1689 rectifié quater, n° I-2206 rectifié bis, n° I-2330, n° I-2334, n° I-2433 rectifié bis et n° I-2546 rectifié bis** *(Doublement du plafond du crédit d'impôt audiovisuel pour les œuvres d'animation)* : p. 10689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2171** *(Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales)* : p. 10690 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2016 rectifié quinquies, n° I-2331 rectifié, n° I-2336 rectifié, n° I-2343 rectifié ter, n° I-2447 rectifié et n° I-2548 rectifié bis** *(Modification du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10693 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1526** *(Extension du crédit d'impôt en faveur des représentations théâtrales d'œuvres dramatiques et de cirque)* : p. 10695 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2437 rectifié bis, n° I-1295 rectifié ter, n° I-1527 et n° I-2359 rectifié** *(Conditions d'obtention de déductions fiscales pour les entreprises mécènes dans le domaine artistique)* : p. 10696 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir des écoles d'art territoriales - (2 décembre 2025) : p. 10741 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-871 rectifié et n° I-2441 rectifié bis** *(Extension de la réduction d'impôt sur les sociétés aux dons consentis aux sociétés publiques locales pour leurs activités à caractère culturel)* : p. 11128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-743 et n° I-940** *(Financement de l'audiovisuel public)* : p. 11129 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12585

Culture

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12648 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 36** *(Âge minimal pour l'accès aux réseaux sociaux)* : p. 13272 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13276 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13294 et suivantes

---

ROCHETTE (Pierre Jean)
sénateur (Loire)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant la transposition des dispositions de l'Accord de Paris dans la Charte de l'environnement **[n° 267 (2024-2025)]** (24 janvier 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de M. Emmanuel Roux, président de la chambre régionale des comptes de Bourgogne-Franche-Comté, sur l'audit flash relatif à l'assurabilité des collectivités territoriales de cette région pour les exercices 2022 et 2023.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Extinction des réseaux 2G et 3G - Audition de MM. Brice Alzon, président de la Fédération du service aux particuliers (FESP), Patrick Chaize, sénateur et président du conseil d'administration de l'Association nationale des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (Avicca), Romain Bonenfant, directeur général de la Fédération française des télécoms, Franck Tarrier, directeur Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep), Mme Lénaïg Catz, directrice de projet de l'économie numérique à la Direction générale des entreprises (DGE), et Brice Brandenburg, responsable des affaires publiques et de la communication institutionnelle de l'alliance des Industries du génie numérique énergétique et sécuritaire (IGNES).

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque postale portant sur la mission de service public d'accessibilité bancaire et la présence de La Banque postale dans les territoires.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de M. Patrick Jeantet, président de la Fédération des industries ferroviaires (FIF), Mme Rachel Picard, présidente de Proxima, et M. Laurent Fourtune, président de Kevin Speed, membres de l'Association française du rail (Afra), M. Alexander Ernert, directeur des affaires publiques Europe de Trainline France, et Mme Solène Garcin-Berson, déléguée générale de l'Afra.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Nuisances sonores causées par les transports - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Ambition France Transports : quel bilan ? » - Présentation du rapport de la conférence Ambition France Transports.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :*

Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux transports ferroviaires, fluviaux et maritimes - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 46 rectifié septies** *(Peine complémentaire de suspension du permis de conduire et de confiscation du véhicule des narcotrafiquants)* : p. 1670 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 111 rectifié quinquies** *(Protection des interprètes)* : p. 1692 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'obligation d'installations d'itinéraires cyclables - (18 mars 2025) : p. 3959 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3966 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes

- Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'entreprise Verney-Carron - (9 avril 2025) : p. 4833 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? » - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- Question orale sans débat relative à la coupe budgétaire sur le dispositif national d'accompagnement des projets et des initiatives des coopératives d'utilisation de matériel agricole - (29 avril 2025) : p. 5094

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5582 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports [n° 722 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6786 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la chasse au gibier d'eau - (25 juin 2025) : p. 7090 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (22 octobre 2025) - **Après l'article 22** : p. 8017 et suivantes - **Article 24 bis** *(Pré-remplissage des déclarations d'intérêts par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP))* : p. 8018 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 153 rectifié quater et 152 rectifié quater** *(Précision de la périodicité des contrôles en cas de mi-temps thérapeutique)* : p. 8654 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article 1er (supprimé)** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 8814 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2449, n° I-1780, n° I-700, n° I-2639 rectifié bis, n° I-1201 et n° I-2617 rectifié bis** *(Taxe d'aménagement)* : p. 10864 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-111 rectifié bis, n° I-1202, n° I-1741 rectifié bis et n° I-2619 rectifié bis** *(Décalage de l'exigibilité des acomptes de la taxe d'aménagement à la date réglementaire d'ouverture de chantier)* : p. 10876 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-962 rectifié et n° I-1057 rectifié** *(Supprimer la condition de l'organisation d'un service régulier de transport public de personnes pour pouvoir lever du versement mobilité)* : p. 10884 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Transformation et fonction publiques

- (6 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1395 rectifié ter** *(Extension à trois jours du délai de carence pour l'indemnisation des arrêts maladie dans la fonction publique de l'État)* : p. 11665 et suivantes

Administration générale et territoriale de l'État

- (6 décembre 2025) : p. 11676 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1243 rectifié bis** *(Plafonnement du montant total des prestations sociales que peut percevoir un même bénéficiaire à 70 % du SMIC)* : p. 11756 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 80** *(Suppression de l'aide au permis de conduire pour les apprentis)* : p. 11823 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1227 rectifié, n° II-1318 rectifié, n° II-1371 rectifié et n° II-1384 rectifié bis** *(Prorogation de six mois de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »)* : p. 11829 et suivantes

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) : p. 11842 et suivantes

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes - **Article 2** *(Allongement de la durée de conservation des données collectées par les dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI))* : p. 13198 et suivantes - **Article 3** *(Intégration systématique de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) sur les systèmes de vidéoprotection à compter du 1er janvier 2028)* : p. 13200 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes

---

ROHFRITSCH (Teva)
sénateur (Polynésie française)
RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes ; puis vice-président le 26 juin 2025.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de la sûreté dans les transports (19 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

Membre titulaire du Comité national de l'Initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant adaptation et modernisation des dispositions du code général des collectivités territoriales applicables en Polynésie française **[n° 249 (2024-2025)]** (21 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La lutte contre la vie chère outre-mer : pansements ou vrais remèdes ? **[n° 514 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Outre-mer **[n° 145 tome 3 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La croissance des économies ultramarines **[n° 222 (2025-2026)]** (13 décembre 2025) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur l'aide au fret.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le fret maritime.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de M. Stéphane Retterer, président de l'autorité de la concurrence de la Nouvelle-Calédonie.

Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Audition de Mme Johanne Peyre, présidente de l'autorité polynésienne de la concurrence.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Polynésie française.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Suite de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Colloque sur la croissance des économies ultramarines.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1265 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendements n° II-1399 rectifié et n° II-2207** *(Extension du délai de dépôt des demandes d'indemnisation des ayants-droits des victimes des essais nucléaires français)* : p. 1271 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 13 rectifié et n° 3 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3289 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5528 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les engagements pris lors de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc) - (11 juin 2025) : p. 6408 et suivantes

- Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025 - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - *Deuxième lecture* **[n° 845 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7442 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 27** *(Non-application de la loi en Polynésie française)* : p. 8164 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11289 et suivantes - **État B** : p. 11339 et suivantes

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

ROIRON (Pierre-Alain)
sénateur (Indre-et-Loire)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-président du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant urgence pour Mayotte - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

Organisations syndicales représentatives de fonctionnaires de l'État - Audition de Mmes Marie-Christine Caraty, vice-présidente fédérale, et Valérie Boye, déléguée fédérale, de la Confédération française de l'encadrement - Confédération générale des cadres (CFE-CGC), Ophélie Gath, secrétaire nationale de l'Union syndicale Solidaires, un représentant de l'Union fédérale des syndicats de l'État - Confédération générale du travail (UFSE-CGT) et un représentant de la Fédération syndicale unitaire (FSU).

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Frédéric Sanaur, directeur général de l'Agence nationale du sport.

La démarche de fusion d'opérateurs - Audition de MM. Christophe Aubel, directeur général délégué de l'Office français de la biodiversité, ancien directeur général de l'Agence française de la biodiversité (en visioconférence), Christian Charpy, président de chambre à la Cour des comptes, ancien directeur général de Pôle emploi et Roch-Olivier Maistre, président de chambre à la Cour des comptes, ancien président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (Arcom) et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les orientations du ministère en matière de justice pénale, de justice civile et d'organisation pénitentiaire - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Audition de Mme Marie Barsacq, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

(commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-71 rectifié et n° II-741 rectifié** : p. 232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-62 rectifié, n° II-124 rectifié et n° II-1132** : p. 237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-945 rectifié** : p. 246

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 2 (précédemment réservé)** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 1923 et suivantes - **Article 11** *(Dérogations à l'obligation de publicité et de mise en concurrence préalables pour la passation des marchés publics)* : p. 1929 et suivantes - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- Suite de la discussion (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Harmonisation du mode de désignation des conseillers communautaires)* : p. 3589 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié, n° 13 rectifié ter, n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié quater et n° 24 rectifié ter** *(Prolongation de la période transitoire au cours de laquelle le conseil municipal des communes nouvelles bénéficie d'un effectif dérogatoire supérieur)* : p. 3598 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Question orale sans débat sur la stratégie nationale pour l'accueil pérenne de chercheurs contraints de quitter les États-Unis - (29 avril 2025) : p. 5086 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)] - (3 juin 2025) - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes - **Article 3** *(Faculté de dérogation à certaines normes environnementales de nature législative pour préserver l'existence d'ouvrages hydrauliques)* : p. 6382 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 13, n° 12 et n° 14** *(Dérogation à l'obligation de créer un conseil de développement dans les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) de plus de 50 000 habitants/à l'obligation d'organiser la caisse des écoles sous forme d'établissement public/à l'obligation de créer un conseil citoyen)* : p. 6385 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6389 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique environnementale - (11 juin 2025) : p. 6413 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article 3** *(Dérogations aux interdictions et restrictions en matière de publicité)* : p. 7007 et suivantes - **Article 17** *(Permis à double état)* : p. 7040 et suivantes - **Article 31** *(Inspection visuelle de véhicules souhaitant se rendre sur les lieux d'un grand évènement ou rassemblement)* : p. 7060 et suivantes - **Article 34** *(Interdiction de paraître dans des lieux sur lesquels se déroulent des grands évènements)* : p. 7064 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (11 juillet 2025) - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 14** *(Formation des élus locaux et des candidats à un mandat électif local)* : p. 7965 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Article 18** *(Clarification du régime de la prise illégale d'intérêt)* : p. 8002 et suivantes - **Article 18 bis A** *(Clarification des conditions du conflit d'intérêts pour les élus chargés de représenter une collectivité territoriale)* : p. 8005 et suivantes - **Article 24 bis** *(Pré-remplissage des déclarations d'intérêts par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP))* : p. 8018 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 8024 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation » - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1159** *(Création d'une contribution spécifique sur les établissements d'accueil de jeunes enfants privés lucratifs)* : p. 9128 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 1216 rectifié et n° 1585 rectifié bis** *(Renforcement des contrôles financiers des groupes d'établissements de santé)* : p. 9369 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article 27** *(Ajustement de la mise en œuvre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels et de la révision des valeurs locatives des locaux d'habitation)* : p. 10798 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-997, n° I-86 rectifié quinquies, n° I-1046 rectifié ter, n° I-1049 rectifié ter et n° I-1023 rectifié** *(Transfert d'une part du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) reversé aux organismes de sécurité sociale vers les départements)* : p. 10827 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes -

Article 36 *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12360 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes p. 12405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1468** *(Concentration de la progression de la dotation de solidarité urbaine (DSU) sur les communes les plus pauvres)* : p. 12408 et suivantes - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-1825 rectifié ter** *(Départementalisation de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL))* : p. 12423 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes - **Article 77** *(Mise en œuvre du fonds de sauvegarde pour les départements en 2026)* : p. 12441 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

ROJOUAN (Bruno)
sénateur (Allier)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 494 (2024-2025)] visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 574 (2024-2025)]** (6 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Samuel Tual, vice-président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Communication sur les déserts médicaux.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Tabarot, ministre des transports.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux travailleurs pauvres** - (5 février 2025) : p. 2063 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le renforcement de la filière aluminium en France** - (18 février 2025) : p. 2960 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes

- **Question orale sur les difficultés d'installation des jeunes agriculteurs dans les territoires ruraux** - (20 mai 2025) : p. 5721 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la contribution des collectivités locales au budget 2026** - (24 juin 2025) : p. 6972

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'arrêté de péril imminent** - (4 novembre 2025) : p. 8336 et suivantes

---

ROMAGNY (Anne-Sophie)
sénatrice (Marne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants le 15 janvier 2025 ; puis vice-présidente du 22 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 juin 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Prise en charge des personnes âgées et organisation de l'hôpital en Allemagne et au Danemark **[n° 243 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 420 (2024-2025)] sur la profession d'infirmier **[n° 557 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi sur la profession d'infirmier **[n° 679 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Opioïdes en France : état des lieux, risques émergents et stratégies de prévention **[n° 848 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Audition de Mme Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et du handicap.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Anémone Cartier-Bresson, professeur de droit public à l'Université Paris Cité.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de l'application de la loi du 11 février 2005 - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de MM. Marc Auberger, inspecteur général des finances et Ilyes Bennaceur, inspecteur des finances adjoint.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de MM. Laurent Cordonnier et Jordan Melmies, économistes et co-auteurs du rapport collectif « Un capitalisme sous perfusion » (2022) du Centre lillois d'études et de recherches sociologiques et économiques et de l'Institut de recherches économiques et sociales.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(commission des affaires européennes) :* « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la représentation de la Commission européenne en France.

(délégation aux entreprises) : « Agenda européen : quels enjeux pour les entreprises ? » - Audition de M. Laurent Bataille, président de Schneider Electric France, représentant l'Association française des entreprises privées (AFEP), Mmes Sylvie Grandjean, directrice générale du groupe REDEX, vice-présidente du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (M-ETI) et Isabelle Maquet, conseillère économique à la Représentation de la Commission européenne en France.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Michelin - MM. Florent Menegaux, président de la gérance du groupe, Christophe Moriceau, directeur de la recherche avancée, Alexander Law, directeur du développement social, Xavier Durand, directeur des affaires fiscales et douanières, et Mme Fabienne Goyeneche, directrice des affaires publiques.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Thibaut Guilluy, directeur général de France Travail, sur la situation de l'emploi.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Sanofi - M. Charles Wolf, directeur France et directeur général vaccins France, Mme Agnès Perré, directrice financière France, MM. Philippe Charreau, directeur industriel France, et Jacques Volckmann, vice-président recherche et développement France.

(commission des affaires sociales) : L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ArcelorMittal - M. Alain Le Grix de la Salle, président, Mme Audrey Gies, directrice fiscale France, MM. Bertrand Chauvet, directeur de la coordination RH France et Stéphane Delpeyroux, directeur des affaires publiques.

Réunion du lundi 7 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Vinci - MM. Xavier Huillard, président-directeur général et Christian Labeyrie, directeur général adjoint.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition d'ExxonMobil France - MM. Charles Amyot, président-directeur général, Jean-Claude Marcelin, directeur administratif et financier et Jean-Philippe Petit, directeur des affaires publiques.

(commission des affaires sociales) : Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Audition de Mmes Sylvaine Mazière Tauran, présidente, et Samira Ahayan, secrétaire générale, du Conseil national de l'ordre des infirmiers.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de la Direction générale de la concurrence de la Commission européenne - M. Olivier Guersent, directeur général en visioconférence.

(commission des affaires sociales) : Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de LVMH - MM. Bernard Arnault, président-directeur général, Stéphane Bianchi, directeur général adjoint, Mme Cécile Cabanis, directrice financière, et M. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général.

(commission des affaires sociales) : Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - Audition de Mme Astrid Panosyan-Bouvet, ministre auprès de la ministre du travail, de la santé, de la solidarité et des familles, chargée du travail et de l'emploi.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Xavier Bertrand, président du conseil régional des Hauts-de-France.

(commission des lois) : Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information sur le thème : « Assurances, énergies : les nouvelles contraintes des entreprises ».

(commission des affaires sociales) : L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Alain Claeys, coauteur de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour

2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 647 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1431 rectifié** *(Création d'un dispositif d'« activité partielle de longue durée rebond »)* : p. 700 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- Question orale sans débat sur le niveau de pollution résultant de l'exploitation militaire du site du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives de Moronvilliers - (18 février 2025) : p. 2965 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture - *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3148 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article 1er ter (nouveau)** *(Harmonisation et adaptation des règles relatives à la désignation des adjoints au maire)* : p. 3590 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3750 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation des charges départementales - (26 mars 2025) : p. 4320 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes

- Question orale sans débat sur les délais de traitement et de paiement des dossiers « MaPrimeRénov' » et « certificats d'économies d'énergie » (C2E) - (8 avril 2025) : p. 4737 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Débat sur l'apprentissage - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er ter** *(Conditionner la reprise d'activité des infirmiers à une évaluation des compétences)* : p. 5202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 88 rectifié quinquies, n° 18 rectifié, n° 26**

rectifié quinquies, n° 35, n° 45 rectifié, n° 51 et n° 84 *(Reconnaissance des infirmiers scolaires comme une spécialité infirmière)* : p. 5205 et suivantes - **Article 2** *(Ouvrir la reconnaissance de l'exercice des infirmiers de spécialité en tant que pratique avancée)* : p. 5212 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 86 rectifié ter et n° 87 rectifié ter** *(Création de procédures particulières pour l'exercice en tant qu'infirmier de psychiatrie pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen/Demande de rapport sur la création d'une spécialité de psychiatrie et de santé mentale)* : p. 5216 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 16 rectifié** *(Demande de rapport sur l'inscription au remboursement d'actes effectués par les infirmières puéricultrices dans les services de protection maternelle et infantile)* : p. 5218 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 41** *(Exclusion des formations infirmières de Parcoursup)* : p. 5219 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Harmonisation des conditions de facturation des indemnités kilométriques)* : p. 5221 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 69** *(Participation des infirmiers à la constitution des dossiers de demande auprès des maisons départementales des personnes handicapées)* : p. 5222

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (13 mai 2025) - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes

- **Question orale sur la dérogation au calendrier d'intervention pour l'entretien des rivières** - (10 juin 2025) : p. 6265 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** *(Autorisation de dérogation au calendrier annuel d'entretien des cours d'eau afin de permettre des mesures de prévention contre les inondations)* : p. 6447 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à la viticulture sud-africaine (II)** - (2 juillet 2025) : p. 7167 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes - **Article 8** *(Extension de la durée maximale du congé électif)* : p. 7930 et suivantes - **Article 27 (priorité)** *(Sécurisation de la situation de l'élu local privé d'activité professionnelle à l'issue de son mandat)* : p. 7946 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 bis - Amendement n° 7 rectifié bis** *(Créer un renvoi au sein du code du travail vers les dispositions du code général des collectivités territoriales traitant des garanties des salariés élus locaux)* : p. 7950 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les maladies infectieuses bovines** - (22 octobre 2025) : p. 7992 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement de la souveraineté industrielle de la France** - (12 novembre 2025) : p. 8531 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article 4** *(Permettre aux caisses de sécurité sociale de mandater l'une d'entre elles pour déposer une plainte pénale unique et renforcer l'articulation de l'action pénale des organismes sociaux)* : p. 8595 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 13** *(Obligation de versement de l'indemnisation chômage sur un compte bancaire domicilié dans l'espace unique de paiement en euros de l'Union européenne et obligation de se présenter aux épreuves en cas de mobilisation du compte personnel de formation)* : p. 8656 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article 5 bis (nouveau)** *(Subordination de l'affiliation des bailleurs à métayage au régime des non-salariés agricoles à une participation effective à l'activité de l'exploitation agricole)* : p. 8862 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes

- **Mise au point au sujet de votes** - (22 novembre 2025) : p. 9149

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite)** - (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20 rectifié** *(Prise en compte de critères socio-économiques, organisationnels et industriels dans la fixation des prix du médicament)* : p. 9475 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 144 rectifié sexies et n° 826 rectifié ter** *(Prise en charge des dispositifs médicaux optiques et dentaires sur une base de trois ans)* : p. 9480 et suivantes - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 376 rectifié, n° 421 rectifié ter, n° 443 rectifié quater et n° 1017 rectifié ter** *(Précision du contenu d'un rapport sur l'expérimentation de la fusion des sections soins et dépendance des Ehpad)* : p. 9511 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (25 novembre 2025) : p. 9720

- **Question orale sans débat sur une nouvelle nomenclature des communes rurales et urbaines** - (2 décembre 2025) : p. 10745 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2628 rectifié** *(Transfert aux départements de la taxe sur les certificats d'immatriculation)* : p. 10877 et suivantes - **Article 28** *(Modification des obligations en matière de facturation électronique et de transmission électronique de données)* : p. 10898 et suivantes - **Article 29** *(Modernisation et simplification de la gestion fiscale)* : p. 10913 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 33** *(Maîtrise de la dynamique de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) affectée aux collectivités locales et abondement du fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11007 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026** - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- **Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)]** - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

---

ROS (David)
sénateur (Essonne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur (21 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche le 10 mars 2025.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » du 26 mars 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : La science dans la mêlée pour une nation sportive **[n° 121 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Sports**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du lundi 27 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Coralie Chevallier, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la sciences - Audition publique.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Réunion du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Agence française de lutte contre le dopage - Audition de Mme Béatrice Bourgeois, présidente, et M. Jérémy Roubin, secrétaire général.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur le Futur collisionneur circulaire (FCC).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur « Science et sport ».

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au sport - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur les aspects technologiques de l'évolution du mix énergétique.

Réunion du mardi 2 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes - **État B** : p. 738 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'intelligence artificielle et l'éducation - (12 février 2025) : p. 2729 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur [n° 336 (2024-2025)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3128 et suivantes p. 3139 - **Article 3** *(Adaptation de la procédure disciplinaire à la poursuite des faits d'antisémitisme, de racisme, de violence et de discrimination)* : p. 3141 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 3143 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3146 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (20 février 2025) : p. 3147

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des universités et de la recherche - (7 mai 2025) : p. 5314 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quelle politique de protection et d'accompagnement des élèves dans les établissements scolaires, avec quelles modalités de contrôle ? » - (28 mai 2025) : p. 6021 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les centres communaux d'action sociale - (11 juin 2025) : p. 6416 et suivantes

- Proposition de loi relative à la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, les discriminations, les violences et la haine dans l'enseignement supérieur - *Commission mixte paritaire* **[n° 657 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6807 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Suite de la discussion (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1193 rectifié quater, n° I-1137 rectifié bis et n° I-767 rectifié** *(Rétablissement du dispositif « jeunes docteurs » au sein du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1612 rectifié bis, n° I-1136 rectifié bis et n° I-1195 rectifié quater** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux frais liés aux brevets)* : p. 10125 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-1135 rectifié bis** *(Instauration d'une redevance pour refroidissement industriel conduisant à une non-restitution)* : p. 10593 - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2010 rectifié** *(Fixation d'un prix minimum par unité d'alcool)* : p. 10678 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° I-2573 rectifié et n° I-2574** *(Création d'une taxe sur la publicité sur l'alcool)* : p. 10679 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13250 et suivantes - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes - **Article 5** *(Définition d'un cadre sur les usages du numérique au sein de l'établissement dans le projet d'école ou d'établissement ainsi que dans leur règlement intérieur)* : p. 13268 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Intégration de la prévention aux risques d'une exposition non raisonnée des élèves aux écrans et de l'« addiction » aux réseaux sociaux dans les missions du service public de l'éducation nationale)* : p. 13271 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 12** *(Enquête pluriannuelle)* : p. 13271 et suivantes

---

ROSSIGNOL (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge - enfance.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Rapport **[n° 650 tome 1 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la commission des lois : Prévention de la récidive du viol : prendre en charge les auteurs pour éviter de nouvelles victimes - Comptes rendus **[n° 650 tome 2 (2024-2025)]** (21 mai 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Montée en puissance des mouvements masculinistes dans le monde - Actes du colloque du 27 novembre 2025 **[n° 192 (2025-2026)]** (9 décembre 2025) - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Narges Mohammadi, prix Nobel de la paix et militante iranienne pour les droits des femmes et pour les droits humains.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Avis « La protection de l'enfance est en danger » du Conseil économique, social et environnemental - Audition de Mmes Josiane Bigot et Élisabeth Tomé-Gertheinrichs.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition d'experts psychiatres et psychologues.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur le concept de contrôle coercitif et son application judiciaire.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

(commission des affaires sociales) : Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans les études et carrières scientifiques.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Examen du rapport de la présidente Dominique Vérien sur le déplacement de la délégation à New-York dans le cadre de la 69e Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW69), du 9 au 14 mars 2025.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du jeudi 2 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Lauréats du prix de la délégation et programme prévisionnel pour la session 2025-2026.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et de M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de M. Adrien Taquet et Mme Anne-Hélène Moncany sur le rapport "Parcours des mineurs auteurs de violences sexuelles".

Réunion du samedi 22 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen d'un sous-amendement.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur la montée en puissance des mouvements et réseaux masculinistes dans le monde.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation des travaux.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde de chercheuses et chercheur sur les mouvements masculinistes.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite)** - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Gestion des finances publiques

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 592 et suivantes

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1191 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)]** - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté technologique européenne** - (29 janvier 2025) : p. 1711 et suivantes

- **Mises au point au sujet de votes** - (5 février 2025) : p. 2065

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à une demande de débat au Parlement sur la situation de l'Ukraine** - (19 février 2025) : p. 3046

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Question préalable** : p. 4012 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Évaluation des conséquences des mesures de la présente loi sur la pauvreté des enfants et des familles monoparentales - Rapport au Parlement)* : p. 4028 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les difficultés d'embauche des travailleurs saisonniers** - (19 mars 2025) : p. 4054 et suivantes

- **Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4144 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4154 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes - **Article 2** *(Obligation de déférer aux convocations du juge des enfants statuant en matière d'assistance éducative, assortie d'une amende civile)* : p. 4292 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 50 rectifié septies** *(Très courtes peines pour les mineurs délinquants)* : p. 4327 et suivantes - **Article 5 (supprimé)** *(Dérogations au principe d'atténuation des peines pour les mineurs âgés de seize à dix-huit ans)* : p. 4334 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 28 rectifié quater et n° 40 rectifié** *(Augmentation expérimentale du nombre d'assesseurs)* : p. 4345 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4346 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4347 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le courrier adressé par l'administration américaine à des entreprises françaises** - (2 avril 2025) : p. 4466 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen** - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8 rectifié bis** *(Prévoir l'enregistrement de l'audition de la victime majeure d'un viol ou d'agressions sexuelles, sous réserve de son accord)* : p. 4681 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes - **Article 5** *(Circonstances aggravantes du viol)* : p. 4691 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4695 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la protection de l'enfance** - (9 avril 2025) : p. 4838 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif** - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum sur les finances publiques** - (7 mai 2025) : p. 5309 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces du Président de la République** - (14 mai 2025) : p. 5505

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique environnementale** - (11 juin 2025) : p. 6413 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'abrogation de la réforme des retraites** - (25 juin 2025) : p. 7082 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dangers sanitaires des pesticides** - (2 juillet 2025) : p. 7157 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du complément de libre choix du mode de garde** - (2 juillet 2025) : p. 7166 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'usage du numérique à l'école** - (8 juillet 2025) : p. 7309 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la pauvreté des parents isolés** - (9 juillet 2025) : p. 7434 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intoxication alimentaire dans l'Aisne** - (9 juillet 2025) : p. 7437 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7598 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7606 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7608 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dermatose nodulaire** - (29 octobre 2025) : p. 8199 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles** - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8497 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8507 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 115** *(Augmentation des majorations de redressement pour travail dissimulé)* : p. 8677 et suivantes - **Article 17 ter (nouveau)** *(Suspension temporaire du tiers payant pour les assurés ayant été condamnés pour fraude à l'assurance maladie)* : p. 8679 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les forages en Guyane** - (19 novembre 2025) : p. 8750 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes - **Question préalable** : p. 8777 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 octies - Amendement n° 1040 rectifié ter** *(Possibilité pour les travailleurs indépendants de se verser une prime défiscalisée)* : p. 8973 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 340 rectifié, n° 764 rectifié et n° 949** *(Exonération de cotisations patronales sur la mise à disposition d'une voiture pour les intervenants à domicile)* : p. 9002 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1251 et n° 1284** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à l'assurance maladie à son retour sur le territoire français)* : p. 9232 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 778 rectifié** *(Exclusion de la prise en charge des conséquences d'actes de chirurgie esthétique réalisés hors Union européenne)* : p. 9234 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1338 rectifié bis** *(Suppression de la complémentaire santé solidaire gratuite)* : p. 9257 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 159 rectifié septies** *(Impossibilité de prise en charge, par l'assurance maladie, des actes de psychanalyse ou reposant sur des fondements théoriques psychanalytiques)* :

p. 9259 et suivantes - **Article 18 ter (nouveau)** *(Expérimentation de la prise en charge des actes de prélèvements consécutifs aux sévices sexuels subis)* : p. 9264 et suivantes - **Article 18 quater (nouveau)** *(Demande de rapport sur le forfait patient urgences (FPU))* : p. 9265 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1342 rectifié et n° 1731 rectifié** *(Conditionnement du financement des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) au respect d'un plafond de rémunération)* : p. 9504 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes p. 9523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° 136 rectifié ter et n° 1843** *(Âge pour majoration des allocations familiales)* : p. 9535 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (II) - (26 novembre 2025) : p. 9736

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-757 rectifié bis** *(Création d'une contribution aux infrastructures communales)* : p. 10817 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) : p. 12531 et suivantes - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide sociale à l'enfance - (17 décembre 2025) : p. 13184 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (V) - (17 décembre 2025) : p. 13185 et suivantes

---

ROUX (Jean-Yves)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à faciliter l'exercice en France des médecins formés au Royaume-Uni **[n° 705 (2024-2025)]** (5 juin 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Pour l'efficacité de la GEMAPI : des territoires solidaires **[n° 793 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à faciliter l'emploi des étrangers dans les secteurs d'activités en tension **[n° 865 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Travail**.

Proposition de loi visant à rationaliser l'organisation des scrutins en cas de candidature unique au second tour **[n° 867 (2024-2025)]** (23 juillet 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi créant la profession d'assistant en santé bucco-dentaire **[n° 899 (2024-2025)]** (23 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'étude d'option sur l'urgence d'un financement solidaire pour la GEMAPI **[n° 215 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Communication suite à l'adoption définitive de la proposition de loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à la compétence « Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations ».

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Programme Petites villes de demain - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Tabarot, ministre des transports.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la prévention des risques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Pour l'efficacité de la Gemapi : des territoires solidaires » - Présentation du rapport d'information et échanges.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1706 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- Question orale sans débat sur le projet de suppression du délégué militaire départemental adjoint dans les Alpes de Haute-Provence - (18 mars 2025) : p. 3945 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir des moyens de secours héliportés dans les Alpes-de-Haute-Provence - (29 avril 2025) : p. 5085 et suivantes

- Question orale sur les travaux de consolidation de la route départementale RD900 - (10 juin 2025) : p. 6260

- Question orale sans débat sur les difficultés d'application des obligations légales de débroussaillement pour les communes forestières et les conséquences pour la prévention des feux de forêt - (4 novembre 2025) : p. 8319 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation budgétaire et l'aménagement du territoire - (19 novembre 2025) : p. 8752

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-173 rectifié ter** *(Suppression de l'exonération ou réduction de TSCA pour l'aviation, le transport maritime et les poids lourds)* : p. 10821

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-181 rectifié bis** *(Avance sur l'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) sur les dépenses de débroussaillement)* : p. 11006 - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Immigration, asile et intégration

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11850 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) - **État D** : p. 12112 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12340 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12405 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

---

RUEL (Jean-Marc)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

Démissionnaire le 10 juillet 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 11 juillet 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; puis vice-président le 23 janvier 2025.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 13 rectifié et n° 3 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3289 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur Saint-Pierre-et-Miquelon face aux droits de douane américains - (9 avril 2025) : p. 4834 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (19 mai 2025) : p. 5658

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au sommet sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie - (2 juillet 2025) : p. 7156 et suivantes

---

RUELLE (Jean-Luc)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Expertise France.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Réinvestir la relation France-Amérique du Sud : les cas du Brésil et du Pérou **[n° 850 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un répertoire national des personnes inéligibles **[n° 884 (2024-2025)]** (2 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes, de la commission des affaires économiques et de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : La nouvelle donne du commerce international **[n° 235 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Clément Aglietta, co-fondateur et président de la société Edda, sur les enjeux de l'intelligence artificielle.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Prospective du partenariat stratégique France-Inde - Audition de Mmes Sylvia Malinbaum, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IFRI et Melissa Levaillant, directrice générale de SELDON Conseil et chercheure au Conseil européen pour les relations internationales.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « L'Égypte : traverser la tempête géopolitique » - Examen du rapport d'information.

Audition de M. Jacques Maire, président de la Compagnie française des expositions (COFREX) et Commissaire général pour la France de l'Exposition universelle Osaka 2025 au Japon.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Projet de loi autorisant l'approbation de la résolution n° 259 portant modification de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement afin de permettre l'élargissement de son champ d'action géographique à l'Afrique subsaharienne et à l'Irak - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Marcos Perestrello de Vasconcellos, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition d'acheteurs publics - MM. Jean-Luc Baras, président du Conseil national des achats (CNA), Alain Bénard, président de l'association des acheteurs publics (AAP), et Jean-Marc Peyrical, président de l'association pour l'achat dans les services publics (APASP).

Politique d'achat du ministère des armées - Audition de M. Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration, de l'ingénieur général hors classe de l'armement Guilhem Reboul, directeur des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique à la direction générale de l'armement, et du commissaire général hors classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Matthieu Schlesinger, vice-président d'Intercommunalités de France, maire d'Olivet et premier vice-président d'Orleans métropole.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Christophe Lutundula Apala Pen'Apala, président de la commission des relations extérieures du Sénat de la République démocratique du Congo.

Audition de M. Christophe Poinssot, directeur général délégué du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Alain Juillet, ancien haut responsable chargé de l'intelligence économique.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Frédéric Trojani, ancien directeur général de l'entreprise Surys.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vladimir Kara-Mourza, vice-

président de la Fondation Russie libre, ancien prisonnier politique russe.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Dimitri Minic, chercheur à l'IFRI, sur la vision stratégique de la Russie.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Aliénor Courvalin, secrétaire générale, M. Maxime Papillon, responsable des achats publics, et M. Jean-Baptiste Lapeyrie, directeur de l'expertise, de l'innovation et de l'international de l'Agence du numérique en santé.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Les enjeux stratégiques du flanc nord de l'Europe et de l'Arctique - Audition de M. Hervé Baudu, professeur à l'École nationale supérieure maritime, chercheur spécialiste de l'Arctique.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Christian Brassac, vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg, en charge de la commande publique responsable.

Audition de Mme Nathalie Carrasco, présidente de l'École nationale supérieure (ENS) Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Gaël Menu, directeur général de SCC France, et de Mme Sylvie Wethli, directrice commerciale de SCC France, entreprise titulaire du marché « multi-éditeurs » de l'Union des groupements d'achats publics (Ugap).

Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Jean-Marc Morandi, élu, et Mme Dominique Moreno, responsable du pôle des politiques territoriales et régionales de la chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France.

Audition de M. Nicolas Guérin, secrétaire général d'Orange.

Audition de M. Thomas Pillot, chef du service de la protection des consommateurs et de la régulation des marchés, Mmes Carla Deveille-Fontinha, sous-directrice des affaires juridiques et des politiques de concurrence et de consommation, et Stéphanie Deguilly-Lepage, cheffe du bureau « Politique et droit de la concurrence » de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Audition de MM. Edward Jossa, président-directeur général de l'UGAP et Olivier Giannoni, directeur juridique de l'UGAP.

Audition de responsables ministériels des achats.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Anton Carniaux, directeur des affaires publiques et juridiques, et Pierre Lagarde, directeur technique du secteur public, de Microsoft France.

Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. M. Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « Brésil et Pérou : des partenariats nécessaires dans l'hémisphère Sud » - Examen du rapport d'information.

Les enjeux stratégiques du Nord de l'Europe - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, secrétaire générale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Mission d'information sur le plateau des Guyanes - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Monténégro relatif à la coopération dans le domaine de la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Programme Équipement des forces - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Retour d'expérience sur l'exercice Vulcain 2025 - Présentation par les colonels de l'armée de terre Philippe Le Duc et Emmanuel Cole.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif au livre blanc de la Commission européenne sur la défense - (8 avril 2025) : p. 4746 et suivantes

- Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire [n° 530 (2024-2025)] - (28 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5017 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les partenariats internationaux avec la Syrie et le Gabon - (7 mai 2025) : p. 5315 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'annulation du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - (8 juillet 2025) : p. 7322 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sécuritaire au Mali - (26 novembre 2025) : p. 9745 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

RUFO (Alice)
ministre déléguée auprès de la ministre des armées et des anciens combattants (à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Débat sur la lutte contre le narcotrafic et la criminalité organisée et vote sur une déclaration du Gouvernement - (17 décembre 2025) : p. 13217 et suivantes

---

SAINT-MARTIN (Laurent)
ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et des Français de l'étranger (jusqu'au 4 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur l'accroissement des demandes de certificat de nationalité française exigées par l'administration consulaire à l'étranger - (11 février 2025) : p. 2598

- Question orale sans débat sur l'arsenal juridique concernant les squatteurs - (11 février 2025) : p. 2598 et suivantes

- Question orale sans débat sur les effectifs du tribunal judiciaire de Tarascon - (11 février 2025) : p. 2599 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces de taxes des États-Unis et à l'enquête antidumping chinoise sur les vins et spiritueux - (19 mars 2025) : p. 4052 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre commerciale avec les États-Unis - (19 mars 2025) : p. 4056 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza (II) - (21 mai 2025) : p. 5894

- Question d'actualité au Gouvernement sur les ingérences chinoises en métropole et en outre-mer - (21 mai 2025) : p. 5899 et suivantes

---

SAINT-PÉ (Denise)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques) UC

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition à l'occasion du 20e anniversaire de la Charte de l'environnement.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de

la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, et Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

Enjeux de la lutte contre le changement climatique à l'heure de la COP30 - Audition de Mmes Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature et Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice agréée du Danemark en France et à Monaco.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Tabarot, ministre des transports.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Présentation du rapport d'information sur l'avenir des concessions hydroélectriques, fait au nom de la commission des affaires économiques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat relative à la modernisation des lignes ferroviaires des Pyrénées-Atlantiques - (14 janvier 2025) : p. 43 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article 60** : p. 946 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) - **État D** : p. 958 et suivantes

- Question orale sans débat sur la défense des chasses traditionnelles du Sud-Ouest face à la Commission européenne - (18 mars 2025) : p. 3962 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Débat sur le thème : « Avenir du groupe La Poste » - (27 mai 2025) : p. 5967 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7344 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7388 et suivantes - **Article 12** *(Actualisation du contenu de la prochaine loi quinquennale sur l'énergie)* : p. 7394 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1533 rectifié bis et n° I-1534 rectifié bis** *(Porter de deux à trois ans avant ou après la cession d'une entreprise le délai pour faire valoir ses droits à la retraite tout en bénéficiant de l'exonération des plus-values de cession pour tout fonds de commerce)* : p. 10012 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1535 rectifié bis** *(Exonération des plus-values sur les cessions d'officines pharmaceutiques dès lors que le cédant procède, sous trois ans, à un réinvestissement d'au moins 30 % de cette plus-value dans l'officine cédée)* : p. 10012 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-787 rectifié bis et n° I-1834 rectifié quinquies** *(Obligation de cession par l'État de 2 % du capital d'EDF dans un délai de six mois)* : p. 10169 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° I-115 rectifié bis, n° I-1386 rectifié bis et n° I-2057 rectifié quater** *(Faire en sorte qu'EDF s'acquitte de la taxe de répartition des coûts du mécanisme de capacité en lieu et place des entreprises locales de distribution (ELD) afin que les incidences de cette taxe soient mieux réparties entre ces dernières)* : p. 10195 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-1384 rectifié** *(Création de deux nouvelles impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) relatives au transport et au stockage d'hydrogène ainsi qu'au transport et au stockage géologique de dioxyde de carbone)* : p. 10203 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° I-1045 rectifié quinquies, n° I-1406 rectifié ter, n° I-1933 rectifié quater et n° I-2613 rectifié quater** *(Extension au biocarburant Huile Végétale Hydrotraitée (HVO) du tarif particulier d'accise appliqué au biocarburant B100)* : p. 10227

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-253 rectifié, n° I-526 rectifié et n° I-1691 rectifié ter** *(Éligibilité à la réduction d'impôt des dons des particuliers en faveur des formations musicales de Radio France)* : p. 10320 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

SALMON (Daniel)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis vice-président du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science - Compte rendu de l'audition publique du 20 février 2025 et de la présentation des conclusions du 3 avril 2025 **[n° 516 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Note scientifique de l'Office, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Adaptation des réseaux électriques : enjeux technologiques et scientifiques **[n° 707 (2024-2025)]** (5 juin 2025) - **Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 16 janvier 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Présentation du projet de règlement intérieur de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR).

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale,

d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Présentation plénière dans le cadre du partenariat Office-Académies au cours de laquelle seront présentés quatre rapports récents des Académies.

Réunion du lundi 27 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi relative à l'exercice de la démocratie agricole - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la sciences - Audition publique.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Éric Schahl, conseiller régional d'Île-de-France, représentant de l'association Régions de France.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur le vol spatial habité.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. François Adam, directeur des achats de l'État au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition d'économistes - Mme Anne Perrot, inspectrice générale des finances, correspondante du Conseil d'analyse économique et M. Stéphane Saussier, professeur d'économie et de management public à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur l'avenir des réseaux électriques : perspectives scientifiques et technologiques.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Matthieu Schlesinger, vice-président d'Intercommunalités de France, maire d'Olivet et premier vice-président d'Orleans métropole.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Clémence Olsina, directrice des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen des conclusions de l'audition publique sur « L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la science ».

Examen des conclusions de l'audition publique sur le vol spatial habité.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Philippe Latombe, député, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale « Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne » (juin 2021).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Conséquences de la fermeture de la pêche dans le golfe de Gascogne un mois par an, de 2024 à 2026 et solutions alternatives à cette interdiction - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Aliénor Courvalin, secrétaire générale, M. Maxime Papillon, responsable des achats publics, et M. Jean-Baptiste Lapeyrie, directeur de l'expertise, de l'innovation et de l'international de l'Agence du numérique en santé.

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Problématique des achats publics dans le secteur hospitalier - Audition de Mmes Marie Daudé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS), Véronique Chasse, cheffe de la mission achats en santé à la DGOS, M. Dominique Legouge, directeur général du Réseau des acheteurs hospitaliers (Resah), Mmes Angélique Dizier, directrice générale adjointe en charge de la coordination des activités d'achat centralisé du Resah, Cécile Chevance, responsable du pôle « offres » de la Fédération hospitalière de France (FHF), MM. Jean-François Husson, chargé de mission à

la FHF, et Walid Ben Brahim, directeur général de l'Union des Hôpitaux pour les Achats (UniHA).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Frédéric Bredillot, membre du directoire, Benoit Dupuis, directeur des marchés et du pilotage contractuel, membre du Comex, et Deniz Boy, directeur des affaires publiques, de la Société des grands projets (SGP).

(commission des affaires économiques) : Audition de M. Dominique Thillaud, directeur général de la Compagnie des Alpes.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Réunion du Conseil scientifique.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Emmanuelle Ledoux, directrice générale de l'Institut national de l'économie circulaire.

Les enjeux de la souveraineté numérique en matière de données publiques et le développement de solutions souveraines conformes aux besoins des personnes publiques - Audition de M. Thomas Balladur, président-directeur général d'Interstis, Maître Laurent Bidault, avocat, et Mme Emmanuelle Ertel, directrice générale de Tessi Innovation & Trust.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition M. Pierre-Marie Abadie, président de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR), sur le rapport sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2024.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de responsables ministériels des achats.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Matthieu Louvot, directeur de la stratégie d'Airbus.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur les réseaux électriques.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Contournements de la loi n° 2021-1539 du 30 novembre 2021 en matière de vente de chiens et de chats - Examen du rapport d'information et vote sur les propositions.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur les nouvelles techniques génomiques (NTG).

Examen de la note scientifique sur neurosciences et éducation.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de représentants syndicaux - MM. Nicolas Blanc, secrétaire national à la transition économique, de la confédération française de l'encadrement-confédération générale des cadres (CFE-CGC), Cyril Chabanier, président de la confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), Mme Fabienne Rouchy, secrétaire confédérale de la confédération générale du travail (CGT), M. Loïc Tange, conseiller confédéral de la confédération générale du travail (CGT), Mme Patricia Drevon, secrétaire confédérale en charge de l'organisation, des affaires juridiques et des outre-mer, et M. Valentin Rodriguez, secrétaire général de la fédération des métaux, de Force ouvrière.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Salleron, président de la Fédération française du bâtiment.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* L'avenir de la filière automobile - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 octobre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen de la note scientifique sur la géoingénierie.

Examen de la note scientifique sur le Futur collisionneur circulaire (FCC).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique.

Enjeux de la consolidation dans le secteur des télécommunications - Audition de MM. Marc Bourreau, professeur d'économie à l'école Télécom Paris, et Thierry Penard, professeur d'économie à l'université de Rennes-I.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Pierre-André de Chalendar, président de l'Institut de l'entreprise.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur « Science et sport ».

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Examen du rapport sur les aspects technologiques de l'évolution du mix énergétique.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Industrie textile - Audition de MM. Olivier Ducatillon, président de l'Union des industries textiles (UIT), Yohann Petiot, directeur général de l'Alliance du commerce, et Yann Rivoallan, président de la Fédération française du prêt-à-porter féminin.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* La nouvelle donne du commerce international - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 507 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2025) : p. 1244 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 1489 et suivantes - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes - **Article 6** *(Invitation à suivre une procédure administrative plutôt que judiciaire en cas de primo-infraction environnementale ou d'infraction causant un faible préjudice environnemental)* : p. 1557 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration d'une stratégie nationale de reconquête de la haie à horizon 2030 et 2050, d'un observatoire de la haie et d'une instance de concertation et de suivi chargés d'en assurer le suivi)* : p. 1809 et suivantes - **Article 2** *(Consécration d'un label public unique de gestion durable des haies et de distribution durable de bois issu de haies gérées durablement)* : p. 1812 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1814 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes - **Intitulé du titre Ier** *(Ériger l'agriculture au rang d'intérêt fondamental de la Nation et reconquérir notre souveraineté alimentaire)* : p. 2016 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) - **Rappels au règlement** : p. 2066 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes - **Article 1er bis (non modifié)** *(Ajout de l'agriculture dans les intérêts fondamentaux de la Nation au sens du code pénal)* : p. 2137 et suivantes

- Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole [n° 291 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2394 et suivantes - **Article 1er** *(Possibilité pour les administrateurs de coopératives agricoles ayant choisi la vente de produits phytopharmaceutiques d'être élus au bureau des chambres d'agriculture, avec obligation de déport sur les délibérations relatives à ces produits)* : p. 2402 et suivantes - **Article 1er bis A** *(Consécration législative du règlement intérieur des chambres et de la publication de leurs procès-verbaux)* : p. 2404 et suivantes - **Article 1er ter** *(Demande de rapport sur l'opportunité d'adopter un mode de scrutin à la proportionnelle intégrale pour les élections aux chambres d'agriculture)* : p. 2405 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Article 1er quater** *(Mise à disposition d'une méthodologie d'affichage de l'origine des produits alimentaires)* : p. 2408 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 789 rectifié bis** *(Financement du plan d'action stratégique pour l'anticipation du potentiel retrait européen des substances actives et le développement de techniques alternatives pour la protection des cultures (PARSADA))* : p. 2416 et suivantes - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes - **Article 3** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 3 bis** *(Promotion de la haie et de l'agroforesterie dans les missions des établissements d'enseignement, de formation et de recherche et développement agricole)* : p. 2472 et suivantes - **Article 5** *(Création du « Bachelor Agro »)* : p. 2477 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 8 bis (texte supprimé par la commission)** *(Réintégration d'objectifs de développement des surfaces cultivées en agriculture biologique et en légumineuses dans la loi)* : p. 2520 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2521 et suivantes p. 2526 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) : p. 2610 et suivantes - **Article 10 bis** *(Période de droit à l'essai d'un an, renouvelable une fois, et réversible, pour tester l'association d'agriculteurs dans une forme sociétaire (Gaec ou autre))* : p. 2620 et suivantes - **Article 12 (suppression maintenue)** *(Conditions de*

création de groupements fonciers agricoles d'investissement) : p. 2624 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 702 rectifié** *(Possibilité pour les groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) de réaliser des assolements en commun)* : p. 2630 et suivantes - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 2644 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 2 rectifié ter** *(Dispositif contraventionnel relatif aux vignes en friches)* : p. 2650 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 532 rectifié** *(Introduction de la proposition de loi en faveur de la gestion durable et la reconquête des haies dans sa version adoptée au Sénat)* : p. 2689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 442 rectifié ter** *(Définition scientifique et reconnaissance des externalités positives de l'agriculture afin de conforter l'agroécologie)* : p. 2693 et suivantes - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° 199 rectifié quater** *(Assujettissement à autorisation des défrichements de bois et forêts même pour des surfaces en dessous de quatre hectares)* : p. 2698 et suivantes - **Article 14 quater (nouveau)** *(Exclusion des constructions, ouvrages, installations ou aménagements nécessaires à l'activité agricole du décompte des terres artificialisées, pour toute surface agricole)* : p. 2699 et suivantes p. 2699 et suivantes - **Article 14 quinquies (nouveau)** *(Espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés au sein de la zone urbaine ou à urbaniser, à la charge de l'aménageur)* : p. 2704 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 77 rectifié, n° 121 rectifié quinquies, n° 221 rectifié ter, n° 264 rectifié ter, n° 583 rectifié bis, n° 597 rectifié ter, n° 624 rectifié et n° 703 rectifié bis** *(Simplifications de l'enquête publique dans le cadre de l'autorisation environnementale et possibilité de relever les seuils entre procédures d'enregistrement et d'autorisation ICPE pour toutes les activités dès la promulgation de la loi)* : p. 2744 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 175** *(Assujettissement à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités visant à mettre en place des retenues collinaires de 75 000 mètres cubes d'eau)* : p. 2751 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 280 rectifié ter, n° 457 rectifié ter, n° 516 rectifié ter, n° 651 rectifié ter, n° 772 rectifié quater et n° 783 rectifié quinquies** *(Inclusion d'un repérage des établissements d'élevage situés dans le périmètre au sein de l'étude d'impact des projets d'ouvrages de production et de stockage d'électricité)* : p. 2752 et suivantes - **Article 17 bis (nouveau)** *(Consécration et définition des étangs piscicoles, reconnaissance des services écosystémiques qu'ils rendent et, à ce titre, de la possibilité d'un soutien spécifique)* : p. 2767 et suivantes - **Article 19 bis B (nouveau)** *(Missions et pouvoirs de Chambres d'agriculture France au sein du réseau des chambres d'agriculture)* : p. 2776

- **Proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole** - *Commission mixte paritaire* **[n° 323 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2798 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes p. 2976 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes p. 3829 et suivantes - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4001 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes

- **Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions)* : p. 4422 et suivantes - **Article 2** *(Application de l'interdiction de revente à perte à la vente des produits vendus sous marque de distributeur)* : p. 4432 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4435 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)]** - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4878 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 10** *(Faciliter les opérations de résorption de l'habitat informel)* : p. 5814 et suivantes - **Article 11** *(Visites domiciliaires aux fins de saisies d'armes)* : p. 5820 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de la biodiversité et la lutte contre les pesticides** - (28 mai 2025) : p. 5994 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? »** - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- **Question orale sur les suppressions de postes dans l'enseignement agricole public** - (10 juin 2025) : p. 6279 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-**

2025)] - (11 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6479 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6514 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6526 et suivantes - **Article 2** *(Régime des sanctions pour violation de l'interdiction de stocker et d'utiliser des produits phytosanitaires au sein de certaines zones)* : p. 6528 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- **Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6554 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Article 4** *(Renforcement des sanctions en cas de travaux illégaux et réduction des délais de recours contre les autorisations d'urbanisme)* : p. 6689 et suivantes

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7170 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 1er** *(Consécration des grands principes de notre système énergétique parmi les objectifs énergétiques généraux figurant à l'article L. 100-2 du code de l'énergie)* : p. 7344 et suivantes - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes - **Article 4** *(Renforcement des flexibilités parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7360 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement de l'accompagnement des rénovations énergétiques parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7388 et suivantes - **Article 16 bis** *(Ajout d'une possibilité de requalification par l'autorité administrative en stocks stratégiques les matières radioactives mentionnées à l'article L. 542- 13- 2 du code de l'environnement)* : p. 7404 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article 5 (texte supprimé par la commission)** *(Péréquation des frais d'approche)* : p. 8123 et suivantes - **Article 8** *(Interdiction des conditions générales de vente et conditions commerciales discriminatoires des fournisseurs au seul motif que les produits auraient pour destination finale les outre-mer et instauration d'une obligation d'information sur les prix convenus)* : p. 8143 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile »** - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1401 et n° I-775** *(Majoration (de 25 à 40 %) du taux du crédit d'impôt « opérations forestières » pour des pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité)* : p. 10364 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2115 rectifié et n° I-776** *(Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois à des critères de résidence)* : p. 10364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-753** *(Restriction de l'accès au crédit d'impôt applicable au titre d'investissements forestiers pour les travaux sylvicoles intervenant à la suite d'une coupe rase)* : p. 10366 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-778** *(Création d'un crédit d'impôt visant à inciter les agriculteurs à se former aux pratiques alternatives à l'usage des produits phytosanitaires)* : p. 10370 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-781** *(Restriction du bénéfice des droits forfaitaires d'enregistrement pour les cessions de parts de groupements agricoles)* : p. 10370 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-782** *(Modification des baux éligibles au « Dutreil agricole »)* : p. 10371 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1558** *(Création d'une taxe de 95 % sur le chiffre d'affaires moyen des élevages de saumons à système de recirculation en circuit fermé)* : p. 10381 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-692, n° I-1335 rectifié et n° I-1557** *(Création d'une taxe sur les exploitants de plateformes de locations touristiques de courte durée affectée au fonds érosion côtière (FEC))* : p. 10405 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-2457 et n° I-684 rectifié** *(Augmentation du tarif de la taxe sur la distance parcourue sur le réseau autoroutier concédé)* : p. 10516 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 43** *(Prélèvement exceptionnel des soldes excédentaires de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 11140 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12730 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) - **État D** : p. 12815 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13311 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13225 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un registre national centralisé de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques)* : p. 13329 et suivantes

---

SAURY (Hugues)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation de l'aide publique au développement le 18 avril 2025.

Membre titulaire de la Commission du secret de la défense nationale.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 8 avril 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 33 (2024-2025)] relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité **[n° 393 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Défense - Entreprises - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Avenir du partenariat stratégique France-Inde **[n° 811 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 651 (2024-2025)] autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Panama **[n° 817 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Défense : Équipement des forces **[n° 141 tome 8 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Défense - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Organisations professionnelles de la cybersécurité - Audition de Alliance pour la confiance numérique, Clusif, CyberCercle et CyberTaskForce.

Réunion du lundi 27 janvier 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition d'associations d'élus - Association des maires de France, association des départements de France, association des régions de France, intercommunalités de France et Métropole du Grand Paris.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Prospective du partenariat stratégique France-Inde - Audition de Mmes Sylvia Malinbaum, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IFRI et Melissa Levaillant, directrice générale de SELDON Conseil et chercheure au Conseil européen pour les relations internationales.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Marcos Perestrello de Vasconcellos, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Gérard Mestrallet, envoyé spécial du Président de la République pour le corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe (Imec).

Audition de M. Stéphane Audoin-Rouzeau, historien, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, spécialiste du phénomène guerrier à l'époque contemporaine.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI Services publics) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Matthieu Delouvrier : présentation du baromètre annuel de l'Institut Paul Delouvrier sur « Les services publics vus par les Français et les usagers ».

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Jean-Denis Combrexelle, conseiller d'État honoraire, auteur de « Les normes à l'assaut de la démocratie » (2024).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(MI Services publics) :* Les services publics dans les « Cahiers de doléances » - Audition de Mme Marie-Vic Ozouf-Marignier, géographe, directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Juliette Méadel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ville.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault aviation.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Audition de M. Romaric Roignan, directeur d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Audition de M. Éric Trappier, président-directeur général de Dassault Aviation.

(MI Services publics) : Audition de M. Laurent Marcangeli, ministre de l'action publique, de la fonction publique et de la simplification.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre des armées.

L'avenir du partenariat stratégique entre la France et l'Inde - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Panama et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Panama - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 septembre 2025 *(MI Services publics) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Wassim Nasr, journaliste à France 24, spécialiste des mouvements djihadistes, senior research fellow au Soufan Center à New York.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Audition du général d'armée aérienne Jérôme Bellanger, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de l'amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine (à huis clos).

Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée aérienne Fabien Mandon, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Programme Équipement des forces - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes - **État B** : p. 541 et suivantes

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-947, n° II-950, n° II-2096 rectifié bis, n° II-948 et n° II-138 rectifié** *(Affectation aux communes de la fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) relative à l'éolien y compris en cas de renouvellement d'une installation)* : p. 1359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-2036 rectifié bis** *(Remise d'un rapport du Gouvernement sur le recours aux prestations de conseil)* : p. 1367 et suivantes

- Question orale sans débat sur les pertes financières des communes liées à l'extension des bases aériennes - (11 février 2025) : p. 2580

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes - **Article 1er** *(Consultation du Parlement préalablement à la désignation par*

les autorités françaises du candidat pressenti au poste de commissaire européen) : p. 3247 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes - **Article 1er** *(Transposition de la directive (UE) 2022/2557 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience des entités critiques (REC))* : p. 3622 et suivantes - **Article 6** *(Définitions)* : p. 3641

- Suite de la discussion (12 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 1 rectifié quinquies** *(Interdiction de contraindre les messageries instantanées à installer des dispositifs de portes dérobées)* : p. 3706 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6360 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des mandataires judiciaires à la protection des majeurs exerçant à titre individuel - (4 novembre 2025) : p. 8308 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12462 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1764 rectifié, n° II-1077 rectifié, n° II-110, n° II-1475, n° II-1474 et n° II-608 rectifié** *(Répartition de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) éolien ou photovoltaïque)* : p. 13012 et suivantes

---

SAUTAREL (Stéphane)
sénateur (Cantal)
Les Républicains-A, puis Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis vice-président du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations (12 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025).

Membre titulaire du comité des finances locales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à permettre au Président de la République nouvellement élu de dissoudre l'Assemblée nationale dans l'année qui suit une précédente dissolution **[n° 608 (2024-2025)]** (13 mai 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Relations avec les collectivités territoriales **[n° 743 tome 2 annexe 26 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer la gestion des biens des sections de commune **[n° 782 (2024-2025)]** (25 juin 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Quelles valeurs en 2050 ? Les valeurs dans le champ économique **[n° 10 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 877 (2024-2025)] pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment **[n° 94 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Justice - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et ses conséquences financières **[n° 119 (2025-2026)]** (12 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Relations avec les collectivités territoriales **[n° 139 tome 3 annexe 25 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à faciliter la création et le fonctionnement des communes nouvelles **[n° 251 (2025-2026)]** (26 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « IA, territoires et proximité ».

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Florence Peybernès, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente de la Haute Autorité de l'audit.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des finances) :* Soutiens publics en faveur du déploiement de la fibre optique - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes de Mme Carine Camby, présidente de la première chambre de la Cour des comptes, MM. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), Antoine Jourdan, sous-directeur des communications électroniques et des postes à la Direction générale des entreprises, et Mme Laure de La Raudière, présidente de l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (Arcep).

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de MM. Jérôme Batout, philosophe et économiste, et Emmanuel Constantin, essayiste.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de M. Antonin Bergeaud, économiste, lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2025, et de Mme Lauriane Mouysset, chercheuse en économie écologique, sur « Quelles valeurs économiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Quel modèle économique pour 2050 ? - Audition de M. Philippe Dessertine, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les unités d'élite de la gendarmerie et de la police nationales - Communication.

Contrôle budgétaire - L'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

(commission des finances) : Contrôle budgétaire - La transformation du Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Céréma), un modèle de mutualisation en devenir ? - Communication.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Extension de la capacité

d'accueil des centres de rétention administrative - Communication.

Contrôle budgétaire - Frais de justice - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour l'année 2026 - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Examen du rapport « L'évolution des valeurs dans le champ économique à l'horizon 2050 ».

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Les perspectives de l'économie française et la situation des finances publiques - Audition de MM. Éric Heyer, directeur du département Analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Olivier Redoulès, directeur des études de l'Institut Rexecode et Mme Natacha Valla, présidente du Conseil national de productivité (CNP).

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72 à 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Vote sur les articles 76 et 77, précédemment examinés et réservés.

Réunion du vendredi 28 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 72, 73, 74, 75, 76 et 77) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à prolonger la dérogation d'usage des titres-restaurant pour tout produit alimentaire [n° 183 (2024-2025)] - (14 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 23 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article 62** *(Répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC))* : p. 236 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-62 rectifié, n° II-124 rectifié et n° II-1132** : p. 237 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-352 rectifié bis et n° II-695 rectifié** : p. 238 - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-946** : p. 238 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-785 rectifié et n° II-937** : p. 242 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-730 et n° II-936 rectifié** : p. 243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-111 rectifié quinquies et n° II-1598 rectifié** : p. 244 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-945 rectifié** : p. 246 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1597** : p. 249 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1103 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-947, n° II-950, n° II-2096 rectifié bis, n° II-948 et n° II-138 rectifié** *(Affectation aux communes de la fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) relative à l'éolien y compris en cas de renouvellement d'une installation)* : p. 1359 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (28 janvier 2025) : p. 1580

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- Question orale sans débat sur le concours de sixième année des étudiants en médecine - (11 février 2025) : p. 2586

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 14**

(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies) : p. 2660 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la suppression de classes de primaire en zone rurale - (12 février 2025) : p. 2734

- Proposition de loi visant à assouplir la gestion des compétences « eau » et « assainissement » - *Deuxième lecture* **[n° 487 (2024-2025)]** - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4436 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes

- Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029 - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes

- Question orale sur les redevances liées aux concessions hydroélectriques - (20 mai 2025) : p. 5735 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les fermetures de classes - (21 mai 2025) : p. 5898 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter la transformation des bâtiments de destination autre qu'habitation en habitations - *Commission mixte paritaire* **[n° 643 (2024-2025)]** - (5 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6244 et suivants

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article 1er** *(Pouvoir du préfet de déroger aux normes réglementaires)* : p. 6373 et suivantes

- Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes

- Question orale sans débat sur la carte scolaire 2025-2026 du Cantal - (24 juin 2025) : p. 6974 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Article 5 (supprimé)** *(Autorisation pour les régions hôtes des jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de 2030 d'accorder leur garantie financière au comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques)* : p. 7017 et suivantes

- Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales » - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment [n° 95 (2025-2026)] - (5 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8421 et suivantes - **Article 1er (supprimé)** *(Obligation d'effectuer une déclaration de soupçon à Tracfin lorsqu'une société présente les caractéristiques d'une société éphémère)* : p. 8435 et suivantes - **Article 5** *(Définition du compte rebond et obligation de mise en œuvre de mesures de vigilance renforcées et de déclaration en cas de soupçon)* : p. 8438 - **Article 7** *(Définition législative du terme de néobanque et obligation pour ces dernières de faire l'objet d'un audit externe annuel)* : p. 8439 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 5** *(Demande de rapport sur les risques liés à l'utilisation d'actifs numériques et des techniques d'anonymisation de ces derniers)* : p. 8439 et suivantes

- Débat sur le thème : « Dette publique » - (18 novembre 2025) : p. 8725 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la baisse des moyens accordés par l'État aux collectivités territoriales - (19 novembre 2025) : p. 8749 et suivantes

- Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)] - (25 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 9576 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-322 rectifié bis** *(Suppression de niches fiscales)* : p. 10224 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-803 rectifié ter, n° I-1616 rectifié, n° I-1617 rectifié bis, n° 341 rectifié bis, n° I-1339 rectifié bis, n° I-2348, n° I-785, n° I-2383 et n° I-182 rectifié bis** *(Réduction d'impôt ouverte pour les versements au capital d'entreprises solidaires d'utilité sociale (Esus))* : p. 10289 et suivantes p. 10289 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-48 rectifié, n° I-205 rectifié ter, n° I-328 rectifié bis, n° I-591 rectifié et n° I-1101 rectifié ter** *(Prorogation jusque fin 2026 du crédit d'impôt « Haute valeur environnementale »)* : p. 10378 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-416 rectifié, n° I-1722 rectifié bis, n° I-2321, n° I-758 rectifié bis, n° I-2407, n° I-498 rectifié bis, n° I-2207 rectifié ter, n° I-2240, n° I-2073 rectifié bis, n° I-123 rectifié, n° I-121 rectifié, n° I-122 rectifié, n° I-124 rectifié, n° I-323 rectifié bis et n° I-1540 rectifié bis** *(Taxe de solidarité sur les billets d'avion)* : p. 10524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-597 rectifié et n° I-2520 rectifié bis** *(Exonérer de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) les vols de moins de 150 000 passagers par an qui assurent des liaisons aériennes soumises à obligation de service public)* : p. 10534 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-846 rectifié, n° I-1607 rectifié bis, n° I-1949 rectifié bis et n° I-2575** *(Création d'une nouvelle classe d'aéroports dont le trafic est inférieur à un million de passagers par an et qui ne serait pas concernée par le transfert du solde déficitaire de ses missions de sûreté et de sécurité aéroportuaire au nouvel exploitant)* : p. 10536 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-2475, n° I-2224 et n° I-10** *(Majoration du montant des recettes issues des mises aux enchères de quotas carbone aux autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10547 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1318 rectifié quater, n° I-1606 rectifié ter et n° I-1950 rectifié bis** *(Exonération de TVA pour les services rendus à leurs adhérents par les syndicats de communes)* : p. 10702 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2684, n° I-**

2328, n° I-721 rectifié bis, n° I-1165 rectifié bis, n° I-1832 rectifié ter, n° I-2189 rectifié, n° I-920, n° I-338 rectifié bis, n° 2030 rectifié, n° I-336 rectifié bis, n° I-2029, n° I-2190 et n° I-2544 rectifié bis *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10801 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2299, n° I-608 rectifié ter, n° I-2281, n° I-2282, n° I-1705, n° I-1400, n° I-2284, n° I-1164, n° I-2285, n° I-2286, n° I-697, n° I-1777, n° 128 rectifié bis, n° I-334 rectifié bis, n° I-2008, n° I-2172 et n° I-2542 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10810 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2019 rectifié bis** *(Décalage des délais de délibération pour instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants ou la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour certaines communes nouvelles)* : p. 10820 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-126 rectifié ter, n° I-150 rectifié, n° I-332 rectifié ter, n° I-807 rectifié ter, n° I-2142 rectifié et n° I-2592 rectifié bis** *(Exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les immeubles loués par des collectivités pour la part qu'elles paient à elles-mêmes)* : p. 10836 et suivantes p. 10836 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-127 rectifié bis, n° I-1151 rectifié bis, n° I-2007, n° I-2143, n° I-333 rectifié bis et n° I-1131 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les immeubles loués par une collectivité pour la part qu'elle se paie à elle-même)* : p. 10843 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1608 rectifié bis et n° I-1951 rectifié bis** *(Présomption d'usage professionnel pour les locaux situés dans le même établissement public de coopération intercommunale (EPCI) que la résidence principale)* : p. 10846 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-331 rectifié bis, n° I-392 rectifié bis, n° I-722, n° I-1166 rectifié, n° I-1415 et n° I-1838 rectifié quinquies** *(Assouplissement de la liaison du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) lorsque celui-ci est inférieur à la moyenne départementale)* : p. 10871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-335 rectifié bis, n° I-2174 rectifié, n° 2543 rectifié bis et n° I-129 rectifié ter** *(Modification du délai de délibération en matière de fiscalité locale)* : p. 10874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-325 rectifié ter, n° I-542 rectifié ter, n° I-1642 et n° I-2531 rectifié ter** *(Augmentation du tarif plafond de la taxe régionale sur les cartes grises)* : p. 10878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-130 rectifié bis, n° I-337 rectifié bis et n° I-2176 rectifié bis** *(Modification du délai de délibération pour instituer la taxe locale sur la publicité extérieure)* : p. 10880 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-962 rectifié et n° I-1057 rectifié** *(Supprimer la condition de l'organisation d'un service régulier de transport public de personnes pour pouvoir lever du versement mobilité)* : p. 10884 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-339 rectifié ter et n° I-2031 rectifié** *(Majoration de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour compenser l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) au bénéfice des mâts des éoliennes)* : p. 10991 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1173 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État visant à verser des avances aux collectivités territoriales qui subissent des retards dans le versement de la taxe d'aménagement)* : p. 11017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1333 rectifié ter** *(Élargissement des bénéficiaires du prélèvement sur recettes (PSR) au titre de la compensation des communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de cotisation foncière des entreprises (CFE))* : p. 11021 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11468 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) : p. 12336 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes p. 12383 et suivantes - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes p. 12405 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1468** *(Concentration de la progression de la dotation de solidarité urbaine (DSU) sur les communes les plus pauvres)* : p. 12408 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-43 rectifié ter** *(Réduction de la différence entre la pondération de la population des communes selon leur strate démographique)* : p. 12409 - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1723** *(Ajout de la proportion de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) dans l'indice synthétique de la dotation de solidarité urbaine (DSU))* : p. 12409 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-1141 rectifié et n° II-1707** *(Suppression du plafond d'évolution de la dotation d'intercommunalité pour les communautés de communes de moins de 20 000 habitants dont le potentiel fiscal est inférieur à la moyenne de la catégorie)* : p. 12410 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendements n° II-1706 et n° II-1808 rectifié** *(Prise en compte du nombre de communes fondatrices dans la répartition du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP) et du fonds départemental de péréquation pour les droits de mutations à titre onéreux (FDPDMTO))* : p. 12411 et suivantes - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1724** *(Ajustement de la dotation globale de fonctionnement (DGF) attribuée aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) pour inciter à la révision des attributions de compensation)* : p. 12412 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes -

Article 76 *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes - **Article additionnel après l'article 77 - Amendements n° II-645 rectifié bis et n° II-1949** *(Dotation à la communauté de communes Alsace Rhin-Brisach)* : p. 12449

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État D** : p. 12449 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12462 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III) - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

SAVIN (Michel)
sénateur (Isère)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale du sport.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance des services postaux et à l'encadrement de leurs activités **[n° 554 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Fonction publique - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 456 (2024-2025)] relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel **[n° 669 (2024-2025)]** (28 mai 2025) - **Société - Sports - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Agence française de lutte contre le dopage - Audition de Mme Béatrice Bourgeois, présidente, et M. Jérémy Roubin, secrétaire général.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendement n° II-810 rectifié** : p. 233

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 255 (2024-2025)** : p. 1581 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 179** *(Demande de rapport évaluant les moyens alloués à la justice en matière de lutte contre le trafic de stupéfiants et contre la criminalité organisée au regard des missions et objectifs qui lui sont assignés)* : p. 1600 et suivantes

- Proposition de loi organique fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée [n° 255 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 254 (2024-2025).**

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de classes - (29 janvier 2025) : p. 1714

- Question d'actualité au Gouvernement sur les compétences eau et assainissement - (29 janvier 2025) : p. 1714 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la reconstruction durable à Mayotte - (5 février 2025) : p. 2052 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir des métiers en tension - (5 février 2025) : p. 2054 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au sans-abrisme et à la crise du logement - (5 février 2025) : p. 2055 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux manifestations sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse - (5 février 2025) : p. 2061 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à un humoriste islamiste sur une chaîne télévisée publique - (5 février 2025) : p. 2064 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Question orale sans débat sur la lutte contre les rodéos motorisés dans la commune de Compiègne - (18 février 2025) : p. 2962 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'élargissement de la procédure de l'amende forfaitaire aux contraventions pour non-respect d'un arrêté de police du maire - (18 février 2025) : p. 2966 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3010 et suivantes - **Article 2** *(Interdiction des prières collectives dans les locaux mis à disposition en vue d'une pratique sportive)* : p. 3018 et suivantes - **Article 3** *(Respect des principes de neutralité et de laïcité dans les piscines)* : p. 3022 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3027 et suivantes

- Accords franco-algériens dans le domaine de l'immigration et de la circulation des personnes - (4 mars 2025) : p. 3220 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des dépenses de défense - (12 mars 2025) : p. 3674 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des Alaouites et des Chrétiens en Syrie - (12 mars 2025) : p. 3677 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le port du voile dans le sport - (19 mars 2025) : p. 4048 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation économique de la France - (9 avril 2025) : p. 4832 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au professeur empêché de faire cours à l'université Lumière-Lyon-II - (9 avril 2025) : p. 4838

- Question d'actualité au Gouvernement sur le narcotrafic dans les Caraïbes - (9 avril 2025) : p. 4839 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat d'Aboubakar Cissé - (30 avril 2025) : p. 5132

- Question d'actualité au Gouvernement relative au référendum sur les finances publiques - (7 mai 2025) : p. 5309 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les relations franco-algériennes - (14 mai 2025) : p. 5511 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de cap institutionnel - (14 mai 2025) : p. 5514 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'université Lyon-II - (14 mai 2025) : p. 5515 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces budgétaires du Premier ministre - (28 mai 2025) : p. 5992 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 25** *(Rôle des collectivités territoriales dans le développement du sport de haut niveau)* : p. 6311 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 63 rectifié** *(Élaboration par les clubs professionnels d'une stratégie de réduction de leur impact environnemental, en lien avec les fédérations, les ligues, les ministères et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe))* : p. 6312 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 14** *(Obligations d'honorabilité (fédérations))* : p. 6312 et suivantes - **Article 1er A (nouveau)** *(Renforcement des règles relatives à l'éthique et à la démocratie dans la gouvernance des fédérations sportives)* : p. 6313 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 83** *(Mise à disposition dans les équipes de France lors des jeux Olympiques et Paralympiques)* : p. 6315 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 61** *(Introduction d'un avis conforme de l'Agence française anticorruption (AFA) sur les contrats de délégation et les conventions de subdélégation)* : p. 6316 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er A -**

Amendement n° 84 rectifié *(Amendement du Gouvernement visant à répondre à l'objectif de valeur constitutionnelle de clarté et d'intelligibilité de la loi)* : p. 6317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 86** *(Formalisation de la subdélégation confiée à une société commerciale)* : p. 6318 - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 8** *(Renforcement du rôle des ligues professionnelles en matière de politique antidopage)* : p. 6323 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 15** *(Obligations d'honorabilité (ligues professionnelles))* : p. 6323 et suivantes - **Article 2** *(Possibilité de mettre un terme à la subdélégation octroyée à une ligue professionnelle)* : p. 6324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 35** *(Confirmation dans la loi du droit de réformation)* : p. 6330 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Encadrement de la profession d'agent sportif)* : p. 6331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 9 rectifié** *(Obligation de prévoir la présence d'un médecin dans les instances des fédérations)* : p. 6333 - **Article 3** *(Association des supporters à la gouvernance)* : p. 6333 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 27** *(Adhésion des associations de supporters aux fédérations en qualité de membres)* : p. 6338 - **Article 4** *(Encadrement de la création d'une société commerciale par une ligue professionnelle)* : p. 6338 et suivantes - **Article 5** *(Modification des conditions de commercialisation des droits audiovisuels)* : p. 6339 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 98 rectifié bis** *(Correction de certaines asymétries existant entre les différents acteurs de la diffusion des compétitions et manifestations sportives - Soumission aux mêmes règles et obligations)* : p. 6339 et suivantes - **Article 6** *(Création d'une société commerciale associant la fédération et les clubs)* : p. 6340 et suivantes - **Article 7** *(Fixation d'un écart maximal de distribution des revenus entre sociétés sportives)* : p. 6343 et suivantes - **Article 8** *(Renforcement de l'éthique et prévention des conflits d'intérêts)* : p. 6344 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 9 - Amendements n° 55 rectifié et n° 90** *(Constitution par une association d'une société dédiée au sport professionnel féminin)* : p. 6346 et suivantes - **Article 9** *(Renforcement du contrôle de gestion)* : p. 6347 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 93 rectifié, n° 20 rectifié, n° 104 rectifié bis et n° 1 rectifié** *(Soumission des investissements étrangers dans les sociétés sportives professionnelles au ministère de l'économie/Instauration de mécanismes de vigilance applicables aux prises de contrôle de sociétés sportives professionnelles par des entités étrangères)* : p. 6350 et suivantes - **Article 10** *(Lutte contre le piratage des programmes sportifs)* : p. 6351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 38 et n° 79** *(Protection des hospitalités)* : p. 6354 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 39** *(Protection des hospitalités)* : p. 6354 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Dispositions transitoires)* : p. 6356 et suivantes - **Article 12** *(Compensation du coût du dispositif)* : p. 6357 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)] - (24 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6986 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 44 rectifié** *(Rapports sur l'impact environnemental des jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2030)* : p. 7015 et suivantes - **Article 20** *(Création d'une opération expérimentale pour la rénovation du parc immobilier privé des stations de montagne)* : p. 7049 et suivantes

- Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)] - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7128 et suivantes p. 7131 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7147 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la baisse du plafond des remises sur les médicaments génériques pour les pharmaciens - (2 juillet 2025) : p. 7161

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7334 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7336 et suivantes - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-342 rectifié, n° I-1282 et n° I-1688 rectifié bis** *(Abaissement à 10 % du taux de TVA sur l'accès aux installations sportives en salle ou en plein air et l'encadrement des activités pratiquées dans ces installations)* : p. 10773 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

SAVOLDELLI (Pascal)
sénateur (Val-de-Marne)
CRCE-K

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Remboursements et dégrèvements **[n° 743 tome 2 annexe 27 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Remboursements et dégrèvements **[n° 139 tome 3 annexe 26 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des finances) :* Missions, financement et contrôle par l'État des associations intervenant au titre de la politique d'immigration et d'intégration - Audition, pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Louis Laugier, préfet, directeur général de la police nationale et Mmes Magali Caillat, sous-directrice de la lutte contre la criminalité financière à la DNPJ.

Audition de MM. Laurent Nuñez, préfet de police de Paris et Denis Collas, sous-directeur cyber et financier de la Direction de la Police Judiciaire.

Réunion du lundi 10 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique et Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Audition de Mme Amélie Verdier, directrice générale des finances publiques.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* « L'actualité de la politique immobilière de l'État et le projet de création d'une foncière interministérielle » - Audition de M. Alain Resplandy-Bernard, directeur de l'immobilier de l'État.

Réforme de la franchise en base de TVA - Communication.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des finances) :* L'éducation prioritaire, une politique publique à repenser - Audition de MM. Nacer Meddah, président de la troisième chambre de la Cour des comptes, Jean-François Chanet, recteur de l'académie de Créteil, Christophe Géhin, chef du service du budget et des politiques éducatives territoriales à la direction générale de l'enseignement scolaire, et Patrick Haddad, vice-président de l'association des maires Ville & Banlieue de France (AMVBF) et maire de Sarcelles pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(CE Délinquance financière) :* Examen du projet de rapport de la commission d'enquête.

(commission des finances) : Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 23 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi, rejeté par l'Assemblée nationale, relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* L'actualité du secteur des jeux d'argent et de hasard - Audition de Mmes Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), Stéphane Pallez, présidente-directrice générale de FDJ United, et M. Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (AFJEL).

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Délivrance des visas - Communication.

Contrôle budgétaire - Enjeux associés à la structure de détention de la dette de l'État - Communication.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Extension de la capacité d'accueil des centres de rétention administrative - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 et projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Médias, livre et industries culturelles » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » (et article 68) - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 15 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des amendements du Gouvernement de coordination à l'article d'équilibre et à l'article liminaire.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- Rappels au règlement - (15 janvier 2025) : p. 94 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 228 et suivantes - **État G** : p. 230 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-925** *(Communication du montant de droits et de pénalités consenties par chaque règlement d'ensemble réalisé par l'administration fiscale)* : p. 231

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) : p. 548 et suivantes - **État B** : p. 557 et suivantes

- Suite de la discussion (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- Question orale sans débat sur les moyens pour la sécurité et la tranquillité publique en Val-de-Marne - (11 février 2025) : p. 2600 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le recours privilégié et le soutien aux entreprises françaises de l'intelligence artificielle - (12 février 2025) : p. 2725

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à l'application en droit français de la directive européenne relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs des plateformes numériques [n° 548 (2023-2024)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3076 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine (II) - (5 mars 2025) : p. 3260 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation internationale - (5 mars 2025) : p. 3263 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 1er** *(Adaptations relatives à l'interdiction du paiement pour flux d'ordres, à l'élargissement du champ des autorités auxquelles l'Autorité des marchés financiers doit transmettre des comptes rendus de transactions, à l'établissement d'un point d'accès unique européen fournissant un accès centralisé aux informations publiées utiles pour les services financiers, les marchés de capitaux et la durabilité, aux obligations vertes européennes et à la publication facultative d'informations pour les obligations commercialisées en tant qu'obligations durables sur le plan environnemental et pour les obligations liées à la durabilité, et aux marchés de crypto-actifs)* : p. 3438 et suivantes - **Article 28** *(Allongement de la durée des contrats de régulation économique aéroportuaires à la suite de l'attribution d'un contrat de concession)* : p. 3525 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes suivi d'un débat - (27 mars 2025) : p. 4361 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- Question orale sans débat sur les congés menstruels dans la fonction publique - (8 avril 2025) : p. 4736 et suivantes

- Débat relatif au rapport d'avancement annuel sur le plan budgétaire et structurel de moyen terme 2025-2029 - (30 avril 2025) : p. 5142 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession** - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Encadrement des frais bancaires sur succession et cas de gratuité)* : p. 5172 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5334 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5339 et suivantes

- **Projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières** - *Commission mixte paritaire* **[n° 622 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6044 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'adoption de la proposition de loi réformant le mode d'élection à Paris, Lyon et Marseille** - (4 juin 2025) : p. 6180 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions pour la reconnaissance d'un État palestinien** - (11 juin 2025) : p. 6407 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes - **Article 4** *(Systématisation des franchises dans les contrats d'assurance « dommages aux biens » des collectivités territoriales)* : p. 6466 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un régime d'indemnisation du risque d'émeutes et de mouvements populaires)* : p. 6471 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6479 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I)** - (18 juin 2025) : p. 6719 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes

- **Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)]** - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes - **Article liminaire** *(Solde structurel et solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2024)* : p. 6899 et suivantes - **Article 1er** *(Résultats du budget de l'année 2024)* : p. 6901 et suivantes - **Article 7** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2021 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6927 - **Article 8** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2022 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6927 et suivantes - **Article 9** *(Affectation du résultat patrimonial de l'exercice 2023 au report des exercices antérieurs du bilan de l'État)* : p. 6928

- **Question orale sans débat sur le plan social et les fermetures de sites à Gaz réseau distribution France (GRDF)** - (24 juin 2025) : p. 6972 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'abrogation de la réforme des retraites** - (25 juin 2025) : p. 7082 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Question préalable** : p. 7240 et suivantes - **Discussion générale** : p. 7244 et suivantes - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7252 et suivantes p. 7258 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'orientation budgétaire du Gouvernement** - (9 juillet 2025) : p. 7430

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de budget pour 2026 et les conditions de leur examen** - (22 octobre 2025) : p. 7984 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de justice fiscale dans le projet de loi de finances pour 2026** - (22 octobre 2025) : p. 7990 et suivantes

- **Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)]** - (28 octobre 2025) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 111** *(Plafonnement des marges pour les produits de première nécessité)* : p. 8141 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 115** *(Contrôle par l'Autorité de la concurrence des entreprises pratiquant une forme d'intégration verticale)* : p. 8161

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au budget 2026** - (29 octobre 2025) : p. 8192 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman** - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire [n° 55 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8224 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)]** - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8264 et suivantes

- **Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)]** - (30 octobre 2025) - **Article 1er** *(Nationalisation des sites industriels stratégiques d'ArcelorMittal situés en France)* : p. 8279 et suivantes - **Article 4** *(Création de la société nationale de l'acier)* : p. 8282 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? »** - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- **Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment [n° 95 (2025-2026)]** - (5 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8421 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 5** *(Demande de rapport sur les risques liés à l'utilisation d'actifs numériques et des techniques d'anonymisation de ces derniers)* : p. 8439 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (13 novembre 2025) - **Article 8** *(Lutter contre les fraudes fiscales et sociales dans le secteur des*

transports publics particuliers de personnes) : p. 8626 et suivantes - **Article 13** *(Obligation de versement de l'indemnisation chômage sur un compte bancaire domicilié dans l'espace unique de paiement en euros de l'Union européenne et obligation de se présenter aux épreuves en cas de mobilisation du compte personnel de formation)* : p. 8656 et suivantes - **Article 28 (nouveau)** *(Droit d'information de France Travail et suspension conservatoire des allocations versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8698 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (21 novembre 2025) - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1572, n° 452 rectifié et n° 914 rectifié** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques)* : p. 9062 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (27 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 9789 et suivantes

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) p. 9793 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 9814 et suivantes - **Article liminaire** *(Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2026, prévisions d'exécution 2025 et exécution 2024)* : p. 9815 et suivantes - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes - **Article 45** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9829 et suivantes

- **Suite de la discussion** (28 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-2625 rectifié, n° I-1256, n° I-1660 rectifié et n° I-645** *(Exonération d'impôt sur le revenu pour les pensions alimentaires reçues)* : p. 9865 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-2123** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu à l'ensemble des marins sous pavillon français)* : p. 9870 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-160 rectifié, n° I-2122 et n° I-308 rectifié** *(Extension de l'exonération d'impôt sur le revenu des marins embarqués sur un navire de commerce immatriculé à Mata'Utu)* : p. 9871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1257, n° I-301 rectifié quater et n° I-300 rectifié quinquies** *(Fiscalisation des heures supplémentaires)* : p. 9874 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1258 rectifié** *(Abrogation de la hausse du plafond de l'exonération fiscale des heures supplémentaires)* : p. 9876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-209 rectifié quater** *(Modifications sur le régime applicable aux cessions d'œuvres d'art par des particuliers)* : p. 9878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-856, n° I-1011, n° I-1428 et n° I-1496** *(Attribution d'une demi-part supplémentaire pour le calcul du quotient familial de contribuables célibataires, divorcés ou veufs sans enfant à charge)* : p. 9882 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-640 rectifié, n° I-1259, n° I-2133, n° I-1192, n° I-256 rectifié bis, n° I-1260, n° I-1391, n° I-1502, n° I-177 rectifié, n° I-238 rectifié ter, n° I-384 rectifié, n° I-605 rectifié et n° I-1657 rectifié** *(Barème de l'impôt sur le revenu)* : p. 9886 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1924 et n° I-1267** *(Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus)* : p. 9899 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-1001, n° I-2401 rectifié bis, n° I-1270 et n° I-1271** *(Déconjugalisation des dettes fiscales en cas de séparation)* : p. 9904 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9934 et suivantes p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2451 rectifié ter, n° I-2452 rectifié ter, n° I-2466 rectifié bis et n° I-2626 rectifié bis** *(Création d'un emprunt obligatoire sur les plus hauts revenus)* : p. 9948 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2131 et n° I-1316** *(Plafonnement de l'abattement de 20% applicable à la résidence du défunt pour le calcul des droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 9985 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1317, n° I-654, n° I-481 rectifié ter, n° I-480 rectifié ter, n° I-242 rectifié, n° I-918, n° I-2649 rectifié, n° I-1358, n° I-1320, n° I-653, n° I-1322, n° I-245 rectifié, n° I-1805, n° I-1325, n° I-247 rectifié, n° I-1002, n° I-1290 et n° I-1291** *(Droits de mutation à titre gratuit)* : p. 9993 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1395, n° I-1312, n° I-429, n° I-1313, n° I-1314, n° I-1315 rectifié, n° I-1396, n° I-1503, n° I-243 rectifié, n° 428, n° I-244 rectifié et n° I-191 rectifié** *(Prélèvement forfaitaire unique)* : p. 10013 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-691 rectifié, n° I-1455 rectifié, n° I-1363 et n° I-1454** *(Fiscalité du rachat de leurs actions par les entreprises)* : p. 10033 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-2670 rectifié et n° I-2364 rectifié bis** *(Droits de mutation sur les crypto-actifs)* : p. 10040 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1319, n° I-1388 et n° I-1497** *(Rétablissement de l'exit tax dans sa version antérieure à la loi de finances pour 2019)* : p. 10047 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1448 rectifié bis** *(Hausse des taux de la quote-part de frais et charges (QPFC) du régime « mère-fille »)* : p. 10066 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1446 rectifié, n° I-2220 rectifié et n° I-1480 rectifié bis** *(Création d'une majoration de l'impôt sur les sociétés selon les bénéfices réalisés hors de France)* : p. 10068 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1917 rectifié ter, n° I-1450, n° I-1919 rectifié ter, n° I-665 rectifié, n° I-1918 rectifié ter, n° I-2478 rectifié, n° I-1456 rectifié, n° I-2479 rectifié, n° I-232 rectifié bis et n° I-664 rectifié** *(Taxation au tonnage des entreprises de transport maritime)* : p. 10070 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-600 rectifié et n° I-2269 rectifié** *(Exclusion des établissements d'enseignement supérieur privés des dons ouvrant droit à la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises)* : p. 10084 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 2323 rectifié** *(Réduction de la réduction d'impôt « mécénat » des entreprises en supprimant la tranche à 40 % et en réduisant à 50 % la tranche unique nouvelle jusqu'à 1 M€)* : p. 10085 - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 2085 rectifié** *(Exclusion de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) des commissions versées à des plateformes numériques)* : p. 10127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 1418** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt innovation (CII) à la conception d'innovations organisationnelles)* : p. 10128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1984 rectifié bis** *(Création d'une taxe sur les entreprises utilisant des infrastructures numériques)* : p. 10158 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1447, n° I-1694 rectifié ter, n° I-1729, n° I-1746 rectifié, n° I-1373 rectifié ter, n° I-2398, n° I-1389, n° I-**

1500 rectifié, n° I-2136 rectifié et n° I-195 *(Taxe sur les services numériques)* : p. 10159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-787 rectifié bis et n° I-1834 rectifié quinquies** *(Obligation de cession par l'État de 2 % du capital d'EDF dans un délai de six mois)* : p. 10169 et suivantes - **Article 12 (priorité)** *(Renforcement des dispositifs fiscaux de soutien à la géographie prioritaire de la politique de la ville)* : p. 10170 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-2153** *(Instaurer des droits de douane rehaussés sur les marchandises importées de toute Nation ne respectant pas les recommandations d'une résolution émanant d'une session extraordinaire d'urgence des Nations Unies)* : p. 10208 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° I-1453** *(Réduction du seuil d'assujettissement au mécanisme d'imposition minimale mondiale (IMM) des grands groupes du pilier 2 de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE))* : p. 10208 - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes - **Article 6** *(Création d'un abattement forfaitaire en faveur des personnes retraitées)* : p. 10227 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-748 rectifié, n° I-1873 et n° I-2265 rectifié** *(Extension du crédit d'impôt en faveur du logement social en outre-mer à la création d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) fournissant des services médicaux)* : p. 10245 et suivantes - **Article 8** *(Modernisation de la réduction d'impôt sur le revenu « Madelin »)* : p. 10251 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-1275 rectifié, n° I-114 rectifié quinquies, n° I-2598 rectifié bis, n° I-773 rectifié ter, n° I-774 rectifié quater et n° I-2550 rectifié bis** *(Ajustement du régime d'imposition des « management packages »)* : p. 10273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1266 rectifié, n° I-2132 et n° I-2212** *(Exclusion des prestations de services à la personne réalisées en recourant à une plateforme ou une entreprise d'intermédiation du crédit d'impôt dédié)* : p. 10300 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1265 rectifié** *(Exclusion, pour certains contribuables, de certaines activités du bénéfice du crédit d'impôt en faveur des services à la personne)* : p. 10301 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-599 et n° I-2268** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons aux œuvres des entités ayant pour objet le financement d'établissements scolaires privés)* : p. 10317 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-876 rectifié ter, n° I-1735 rectifié bis, n° I-1761, n° I-2310, n° I-2369 rectifié ter, n° I-2458 et n° I-2562 rectifié quinquies** *(Prolongation jusqu'en 2027 du crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ou au handicap)* : p. 10324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2275 et n° I-1212 rectifié** *(Rétrocession de terres à la société d'aménagement foncier et d'établissement rural (Safer) de Guyane)* : p. 10377 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2402 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt sur les recettes provenant d'activités relevant du commerce équitable)* : p. 10384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2303 rectifié** *(Exonération de taxe sur les bureaux des locaux faisant l'objet d'un engagement de transformation en logement dans les quatre ans)* : p. 10455 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2307 rectifié** *(Création d'une contribution progressive sur les terrains constructibles volontairement laissés sans projet)* : p. 10470 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2290 rectifié** *(Transformation du dispositif d'investissement locatif « Loc'Avantages » en crédit d'impôt et prolongation jusqu'en 2030)* : p. 10479 et suivantes - **Article 21** *(Verdissement de la fiscalité sur les déchets)* : p. 10596 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-1466** *(Création d'une taxe sur les jets privés en fonction de leurs émissions de CO2)* : p. 10637 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-2171** *(Conditionnement du crédit d'impôt pour les jeux vidéo à des garanties sociales)* : p. 10690 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2016 rectifié quinquies, n° I-2331 rectifié, n° I-2336 rectifié, n° I-2343 rectifié ter, n° I-2447 rectifié et n° I-2548 rectifié bis** *(Modification du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10693 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-901 rectifié, n° I-284 rectifié bis et n° I-2166** *(Taxe sur le streaming musical)* : p. 10697 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2295, n° I-1530 rectifié bis, n° I-1782 et n° I-2294 rectifié** *(TVA des prestations d'hébergement)* : p. 10703 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation du quartier des Lozaits à Villejuif et la gestion du bailleur social Batigère - (2 décembre 2025) : p. 10747

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-290 rectifié ter, n° I-2333 et n° I-2497** *(Application du taux réduit de TVA à 5,5 % pour les livraisons de logements ou de terrains à bâtir situés dans un périmètre de 1 500 mètres autour d'une gare ferroviaire)* : p. 10779 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 3 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 sexies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 11 septies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes - **Article 48** *(Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)* : p. 11223 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie** : p. 11244 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12585 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12596 et suivantes

Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12601 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes - **Article 58** *(Majoration des plafonds de report de crédits de paiement)* : p. 13002 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-305, n° II-1708 et n° II-1807** *(Perception de la fraction de TVA « taxe d'habitation sur les résidences principales » (THRP) pour les communes-communautés)* : p. 13017 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-1712** *(Intégration du prélèvement sur recettes finançant la compensation de la baisse des valeurs locatives des établissements industriels (PSR VLEI) dans la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et la cotisation foncière des entreprises (CFE) reversées à un syndicat mixte)* : p. 13018 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2282 et n° II-2251** *(Création d'une annexe générale au projet de loi de finances (« jaune budgétaire ») dédiée aux aides publiques aux entreprises)* : p. 13028 et suivantes

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **État A** *(Voies et moyens)* : p.13059 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I)** - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- **Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)]** - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

SCHALCK (Elsa)
sénatrice (Bas-Rhin)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du comité d'évaluation de l'expérimentation du tribunal des activités économiques le 8 octobre 2025.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteure de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (21 octobre 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 279 (2024-2025)] visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes **[n° 482 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 504 (2024-2025)] modifiant la définition pénale du viol et des agressions sexuelles **[n° 731 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'exécution à la peine - 20 propositions pour mieux exécuter et donner du sens aux sanctions pénales **[n° 2 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi modifiant la définition pénale du viol et des agressions sexuelles **[n° 45 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur le concept de contrôle coercitif et son application judiciaire.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Maîtres Stéphane Babonneau et Antoine Camus, avocats de Gisèle Pelicot.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes

- Question orale sans débat sur la stérilisation des chats errants - (11 février 2025) : p. 2575 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 33** *(Prévoir qu'une expertise peut être demandée pour caractériser un obstacle de fait insurmontable justifiant la suspension du délai de prescription)* : p. 4679 - **Article 2** *(Extension de la prescription glissante aux viols commis sur des majeurs, intégration du viol à la prescription glissante délictuelle et généralisation de l'application de l'article 9-2 du code de procédure pénale aux victimes d'infractions sexuelles indépendamment de leur âge)* : p. 4679 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes - **Article 5** *(Circonstances aggravantes du viol)* : p. 4691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 29** *(Préciser que les faits de harcèlement sur*

conjoint peuvent justifier l'adoption d'une ordonnance provisoire de protection immédiate) : p. 4693 et suivantes

- Question orale sur la reconnaissance du bénévolat des sapeurs-pompiers volontaires - (20 mai 2025) : p. 5725

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** *(Reconnaissance de la vulnérabilité chimique comme circonstance aggravante pour les infractions de viols et d'agressions sexuelles)* : p. 6781 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 10** *(Demande de rapport au Parlement)* : p. 6784

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8202 et suivantes

- Question orale sans débat sur la nécessité de simplifier la réglementation relative à l'entretien des cours d'eau par les communes - (4 novembre 2025) : p. 8314 et suivantes

---

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
RDPI

Secrétaire du Sénat jusqu'au 31 mars 2025.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à renforcer l'attractivité de la France pour l'accès et le développement de l'innovation thérapeutique **[n° 885 (2024-2025)]** (3 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Élus locaux : comment faire face aux surcoûts de la construction publique ? **[n° 120 (2025-2026)]** (12 novembre 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Évaluation de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées - Communication.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Mission d'information sur les polices municipales - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque postale portant sur la mission de service public d'accessibilité bancaire et la présence de La Banque postale dans les territoires.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Fonctionnement de l'aide sociale à l'enfance - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi pour la sécurisation juridique des structures économiques face aux risques de blanchiment - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Rapport d'information relatif aux surcoûts de construction liés aux normes - Examen du rapport.

(commission des lois) : Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1043 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2025) : p. 1244 et suivantes

- **Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)]** - (28 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 150** *(Engagements de l'État vis-à-vis des territoires d'outre-mer)* : p. 1675 - **Article additionnel après l'article 15 bis - Amendement n° 201** *(Activation à distance des appareils fixes)* : p. 1695

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1991 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 280 rectifié ter, n° 457 rectifié ter, n° 516 rectifié ter, n° 651 rectifié ter, n° 772 rectifié quater et n° 783 rectifié quinquies** *(Inclusion d'un repérage des établissements d'élevage situés dans le périmètre au sein de l'étude d'impact des projets d'ouvrages de production et de stockage d'électricité)* : p. 2752 et suivantes

- **Débat sur la reconnaissance du bénévolat de sécurité civile** - (5 mars 2025) : p. 3306 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la prévention et la lutte contre le risque incendie lié aux batteries au lithium et aux cartouches de protoxyde d'azote dans les installations de collecte, de tri et de recyclage [n° 368 (2024-2025)]** - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3360 et suivantes

- **Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (19 mars 2025) : p. 4059

- **Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)]** - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes

- **Proposition de loi portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982** - *Deuxième lecture* **[n° 565 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5256 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes - **Article 1er** *(Aggravation des peines encourues pour des faits de vol et de violences commis dans les locaux des établissements de santé ou à l'encontre des personnels de ces établissements)* : p. 5284 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- **Proposition de loi portant création d'un groupe de vacataires opérationnels et encourageant le volontariat pour faire face aux défis de sécurité civile [n° 598 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5542 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des otages français en Iran** - (25 juin 2025) : p. 7079 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur** - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes - **Article 6** *(Modalités d'entrée en vigueur et application aux situations en cours)* : p. 7201 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (2 juillet 2025) : p. 7204

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 17 bis (supprimé)** *(Possibilité pour une conseillère municipale en congé maternité de donner pouvoir à un autre élu pour voter en son nom à plus de trois séances consécutives du conseil municipal)* : p. 8000 et suivantes

- **Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)]** - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une procédure extrajudiciaire et unilatérale de décharge d'une obligation alimentaire à l'égard d'un parent considéré comme « défaillant »)* : p. 8050 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

---

SÉNÉ (Marc)
sénateur (Bas-Rhin)
Les Républicains

Devenu sénateur le 1er octobre 2025 (en remplacement de M. André REICHARDT, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 novembre 2025.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 4 octobre 2025 au 5 novembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Jean-François Fallacher, directeur général d'Eutelsat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre la fraude bancaire [n° 55 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8224 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile »** - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-63 rectifié quater, n° I-2366 rectifié bis, n° I-2563 rectifié quater, n° I-357 rectifié ter, n° I-559 rectifié quater, n° I-1665 rectifié bis, n° I-1720 rectifié bis, n° I-1830 rectifié bis, n° I-2405 rectifié bis, n° I-358 rectifié bis, n° I-1076 rectifié quinquies, n° I-1119 rectifié bis, n° I-1491 rectifié quater, n° I-1721 rectifié bis et n° I-1831 rectifié bis** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour*

certains types de chauffage) : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter** *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° I-235 rectifié quater, n° I-274 rectifié bis, n° I-1988 rectifié, n° I-375 rectifié, n° I-313 rectifié bis, n° I-353 rectifié bis, n° I-452 rectifié bis, n° I-1191 rectifié bis, n° I-1489 rectifié ter et n° I-2130** *(Rétablissement de la possibilité d'utiliser des logiciels de caisse auto-certifiés)* : p. 10911 et suivantes

- **Suite de la discussion** (3 décembre 2025) - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (11 décembre 2025) : p. 12588 et suivantes

SENÉE (Ghislaine)
sénatrice (Yvelines)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-présidente du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis vice-présidente du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'intelligence artificielle va-t-elle révolutionner l'univers des collectivités territoriales ? **[n° 447 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Travail et emploi **[n° 743 tome 2 annexe 32 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Travail, emploi et administration des ministères sociaux **[n° 139 tome 3 annexe 31 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Matinée de sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Union pour l'épargne et l'investissement - Audition de M. Christian Noyer, gouverneur honoraire de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Claire Landais, secrétaire générale du Gouvernement.

(délégation aux collectivités territoriales) : Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Christophe Bouillon, président du conseil d'administration, et Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Sylvain Waserman, président, Mme Patricia Blanc et M. Baptiste Perrissin-Fabert, directeurs généraux délégués de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Sylvain Maestracci, président-directeur général, et Vianney Bourquard, secrétaire général de l'Agence de services et de paiement (ASP).

Audition de représentants de syndicats agricoles - MM. Stéphane Galais, Thomas Gilbert, secrétaires nationaux de la Confédération paysanne et Mme Amélie Rebière, vice-présidente de la Coordination Rurale.

Audition de représentants de syndicats agricoles - MM. Yannick Fialip, membre du bureau de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et Quentin Le Guillous, secrétaire général des Jeunes Agriculteurs.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* La démarche de fusion d'opérateurs - Audition de MM. Christophe Aubel, directeur général délégué de l'Office français de la biodiversité, ancien directeur général de l'Agence française de la biodiversité (en visioconférence), Christian Charpy, président de chambre à la Cour des comptes, ancien directeur général de Pôle emploi et Roch-Olivier Maistre, président de chambre à la Cour des comptes, ancien président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (Arcom) et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Romain Colas, maire de Boussy-Saint-Antoine, vice-président de l'Association des petites villes de France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, et Éric Woerth, député.

Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Jean Verdier, président de l'Agence française pour le développement et la promotion de l'agriculture biologique (Agence Bio), Mmes Laure Verdeau, directrice, Laurence Foret Hohn, directrice adjointe, et M. Philippe Henry, ancien président.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif à l'ingénierie des collectivités territoriales en matière de développement économique.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général, de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches - Examen du rapport et du texte de commission.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes pour l'année 2024 ainsi que sur l'exécution 2025 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

(MI intercommunalité) : Table ronde de maires.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Présentation par M. Stéphane Delautrette, président de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation de l'Assemblée nationale, de son rapport d'information sur le financement de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) adopté le 13 mai 2025.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des finances) :* Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'aide médicale de l'État - Communication.

Contrôle budgétaire - Le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités territoriales - Communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(MI intercommunalité) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Troisième table ronde : Ruralités et transitions sociales et culturelles.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Enseignement scolaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » - Compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » (et article 69) et compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (Facé) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie », « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables », « Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires » et « Écologie - mise en extinction du plan de relance » - Programmes « Infrastructures et services de transports » et « Affaires maritimes, pêche et aquaculture » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 24 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Projet de loi de finances pour 2026 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article d'équilibre (article 48).

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Prêts et avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Remboursements et dégrèvements

- (16 janvier 2025) : p. 207 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 666 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-5** *(Ciblage des aides aux employeurs d'apprentis)* : p. 697 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-6** *(Minoration des niveaux de prise en charge pour les formations de niveaux 6 et 7)* : p. 700

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (6 février 2025) - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 4** *(Contrat territorial de consolidation ou de création de formation)* : p. 2475 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à la position de la France sur la régulation de l'intelligence artificielle - (12 février 2025) : p. 2728 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes - **Article 16** *(Relèvement du seuil d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les chiens de protection de troupeau et habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour fixer les règles de responsabilité pénale des éleveurs en cas de dommages causés par leur chien de troupeau)* : p. 2755 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (19 février 2025) : p. 3087

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 35 (priorité)** *(Mise en cohérence de l'objectif national de fin de vente des véhicules légers neufs thermiques d'ici 2040 avec celui adopté par l'Union européenne)* : p. 3524 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 400 (2024-2025)** : p. 3554 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article 4** *(Répartition des fonctions de vice-président des établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) par sexe en proportion de la répartition par sexe de l'organe délibérant)* : p. 3603 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité [n° 400 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi n° 399 (2024-2025).**

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- Suite de la discussion (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- Débat sur l'apprentissage - (10 avril 2025) : p. 4902 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession - *Deuxième lecture* **[n° 561 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5165 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6389 et suivantes

- Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6529 et suivantes - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6552 et suivantes

- Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du*

1er mai) : p. 7252 et suivantes p. 7258 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- **Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental [n° 779 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7269 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 1 rectifié** *(Rapport au Parlement évaluant le bilan de l'expérimentation du contrat de professionnalisation permettant d'acquérir un ou plusieurs blocs de compétences de certification professionnelle)* : p. 7278 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 15 bis** *(Session d'information sur les fonctions d'élu local)* : p. 7968 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 19** *(Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, de menaces ou d'outrages)* : p. 8012 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises [n° 26 (2025-2026)]** - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8058 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la justice fiscale** - (29 octobre 2025) : p. 8196 et suivantes

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Finlande pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et l'approbation de l'avenant à la convention entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume de Suède en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune [n° 52 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8213 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation »** - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux suites données à la convention citoyenne sur les temps de l'enfant** - (26 novembre 2025) : p. 9738 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1332, n° I-1013, n° I-1331, n° I-159 rectifié ter, n° I-381 rectifié, n° I-1203 et n° I-752** *(Impôt de solidarité sur la fortune et réforme de l'impôt sur la fortune immobilière)* : p. 9956 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1970 rectifié** *(Extension aux fonds de dotation de l'option pour le report d'imposition prévu pour les dons de titres à des fondations reconnues d'utilité publique)* : p. 9984 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 11 (priorité)** *(Anticipation de la suppression progressive de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE))* : p. 10089 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1447, n° I-1694 rectifié ter, n° I-1729, n° I-1746 rectifié, n° I-1373 rectifié ter, n° I-2398, n° I-1389, n° I-1500 rectifié, n° I-2136 rectifié et n° I-195** *(Taxe sur les services numériques)* : p. 10159 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-2589 rectifié bis, n° I-2534 rectifié ter, n° I-569 rectifié bis, n° I-1764 rectifié, n° I-2003 rectifié bis, n° I-2523 rectifié ter, n° I-2004 rectifié, n° I-2535 rectifié ter et n° I-2138 rectifié** *(Taxe sur les friches)* : p. 10177 et suivantes - **Article 18 (priorité)** *(Rationalisation de la fiscalité sur les énergies de chauffage)* : p. 10184 et suivantes

- **Suite de la discussion** (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-601** *(Intégration des tiers-lieux dans le régime de réduction d'impôt à destination des dons aux associations)* : p. 10319 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2344, n° I-2415 rectifié et n° 2558 rectifié** *(Ouverture aux contribuables non-résidents de la réduction d'impôt aux dons)* : p. 10323 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-876 rectifié ter, n° I-1735 rectifié bis, n° I-1761, n° I-2310, n° I-2369 rectifié ter, n° I-2458 et n° I-2562 rectifié quinquies** *(Prolongation jusqu'en 2027 du crédit d'impôt pour les travaux d'adaptation du logement à la perte d'autonomie ou au handicap)* : p. 10324 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1558** *(Création d'une taxe de 95 % sur le chiffre d'affaires moyen des élevages de saumons à système de recirculation en circuit fermé)* : p. 10381 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article 15** *(Stabilité des prélèvements sur les transports carbonés au bénéfice d'Île-de-France Mobilités)* : p. 10518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-106 rectifié bis, n° I-894 et n° I-679** *(Exonération de taxe de solidarité sur les billets d'avion (TSBA) pour les résidents de Corse et d'outre-mer)* : p. 10533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° I-2249** *(Création d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition de vélos cargos professionnels)* : p. 10573 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° I-954 rectifié quater et n° I-1010 rectifié** *(Augmentation de la taxe sur les produits phytopharmaceutiques)* : p. 10624 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° I-2454** *(Création d'un crédit d'impôt pour les dépenses de réparation engagées pour certains biens)* : p. 10638 - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-2396** *(Création d'une taxe sur les livraisons de biens opérées par certaines plateformes numériques de vente en ligne)* : p. 10650 et

suivantes - **Article 25** *(Ajustement du régime de franchise en base de taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10699 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2684, n° I-2328, n° I-721 rectifié bis, n° I-1165 rectifié bis, n° I-1832 rectifié ter, n° I-2189 rectifié, n° I-920, n° I-338 rectifié bis, n° 2030 rectifié, n° I-336 rectifié bis, n° I-2029, n° I-2190 et n° I-2544 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10801 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-2299, n° I-608 rectifié ter, n° I-2281, n° I-2282, n° I-1705, n° I-1400, n° I-2284, n° I-1164, n° I-2285, n° I-2286, n° I-697, n° I-1777, n° 128 rectifié bis, n° I-334 rectifié bis, n° I-2008, n° I-2172 et n° I-2542 rectifié bis** *(Fiscalité visant à soutenir l'accès au logement)* : p. 10810 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1168, n° I-1680 rectifié bis, n° I-1552 rectifié, n° I-231 rectifié, n° I-1048 rectifié bis, n° I-2167, n° I-706 et n° I-1084 rectifié bis** *(Augmentation du taux de taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA) sur les automobiles afin d'augmenter la part de la taxe reversée au service départemental d'incendie et de secours (Sdis) par les départements)* : p. 10821 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-127 rectifié bis, n° I-1151 rectifié bis, n° I-2007, n° I-2143, n° I-333 rectifié bis et n° I-1131 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les immeubles loués par une collectivité pour la part qu'elle se paie à elle-même)* : p. 10843 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1174 rectifié ter, n° I-2378 rectifié bis, n° I-2002, n° I-2675, n° I-1175 rectifié ter, n° I-707 rectifié, n° I-848 rectifié bis, n° I-2320 rectifié et n° I-1176 rectifié ter** *(Champ d'application du versement mobilité régional)* : p. 10881 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes - **Article 29** *(Modernisation et simplification de la gestion fiscale)* : p. 10913 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 31** *(Fixation pour 2026 des montants de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement, rebudgétisation de la fraction régionale de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) « ex-DGF » sur un prélèvement sur recettes)* : p. 10968 et suivantes - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° I-339 rectifié ter et n° I-2031 rectifié** *(Majoration de la dotation globale de fonctionnement (DGF) pour compenser l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) au bénéfice des mâts des éoliennes)* : p. 10991 et suivantes - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° I-1962** *(Versement en année N du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) pour les investissements favorables au climat)* : p. 11004 et suivantes - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-2106, n° 2512 rectifié bis et n° I-2513 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour compenser la hausse des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 11015 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article 40** *(Relations financières entre l'État et la sécurité sociale)* : p. 11133 et suivantes - **Article 43** *(Prélèvement exceptionnel des soldes excédentaires de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 11140 et suivantes

Première partie : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (4 décembre 2025) - **Article 11 septies (nouveau)** : p. 11164 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11758 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 72 - Amendement n° II-1468** *(Concentration de la progression de la dotation de solidarité urbaine (DSU) sur les communes les plus pauvres)* : p. 12408 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

---

SIDO (Bruno)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 688 (2023-2024)] autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 **[n° 286 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à l'assouplissement des conditions d'inscription sur les listes électorales **[n° 223 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 23 janvier 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Présentation plénière dans le cadre du partenariat Office-Académies au cours de laquelle seront présentés quatre rapports récents des Académies.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Martin Sion, président exécutif d'ArianeGroup.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Clément Aglietta, co-fondateur et président de la société Edda, sur les enjeux de l'intelligence artificielle.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* L'agriculture face au réchauffement climatique et aux pertes de biodiversité : les apports de la sciences - Audition publique.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition publique sur l'avenir des réseaux électriques : perspectives scientifiques et technologiques.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition M. Pierre-Marie Abadie, président de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection (ASNR), sur le rapport sur l'état de la sûreté nucléaire et de la radioprotection en France en 2024.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) :* Audition de Mme Saida Laârouchi Engström, présidente de la Commission nationale d'évaluation des recherches et études relatives à la gestion des matières et des déchets radioactifs (CNE2), sur le dernier rapport annuel de la Commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement (à huis clos).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes - **Article 63** *(Répartition des produits des taxes afférentes aux laboratoires géologiques et aux centres de stockage de déchets radioactifs en couche géologique profonde destinés au stockage de déchets radioactifs de haute activité et de moyenne activité à vie longue (Cigéo))* : p. 246 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 987 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1191 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Question orale sans débat sur les attaques de loups en Haute-Marne - (18 février 2025) : p. 2958 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vaccination contre les méningocoques - (26 mars 2025) : p. 4321 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4473 et suivantes p. 4477 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 80** *(Obligation de réunion biannuelle du bureau des commissions)* : p. 4775

- Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les violences contre les sapeurs-pompiers - (14 mai 2025) : p. 5506 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'université Lyon-II - (14 mai 2025) : p. 5515 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le harcèlement et les sévices dans l'armée - (21 mai 2025) : p. 5901 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport sur les Frères musulmans - (21 mai 2025) : p. 5902 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les entraves normatives et la hausse du coût des fertilisants subies par les agriculteurs - (21 mai 2025) : p. 5904 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la vente d'armes à Israël par la France - (11 juin 2025) : p. 6406 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions pour la reconnaissance d'un État palestinien - (11 juin 2025) : p. 6407 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les agences de l'eau et la loi assouplissant les compétences « eau et assainissement » - (11 juin 2025) : p. 6409 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif de lutte contre la fraude aux arbitrages de dividendes - (25 juin 2025) : p. 7078 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7170 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

---

SILVANI (Silvana)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique (15 janvier 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 208 (2024-2025)] visant à indexer les salaires sur l'inflation **[n° 337 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les moyens d'action des associations de lutte contre les discriminations dans l'accompagnement des victimes de violences anti-LGBTQI+ **[n° 703 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen des amendements de séance.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à protéger les personnes engagées dans un projet parental des discriminations au travail - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition des docteurs Ségolène Perruchio, présidente, et Claire Fourcade, vice-présidente, de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (22 janvier 2025) : p. 1198 et suivantes - **État B** : p. 1207 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 6 quater** : p. 2882

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Article 16 bis C** *(Réforme du service du contrôle médical de l'assurance maladie)* : p. 2914 et suivantes - **Article 20** *(Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient)* : p. 2925 et suivantes - **Article 24** *(Mieux prendre en compte le préjudice personnel en consacrant la dualité des prestations d'incapacité permanente de la branche Accidents du travail et maladies professionnelles (AT-MP))* : p. 2937 et suivantes - **Article 24 bis** *(Renforcement de la procédure de recouvrement des indus et suppression de la réforme du tiers payant concernant le complément de libre choix du mode de garde « structure »)* : p. 2939 et suivantes

- Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation [n° 208 (2024-2025)] - (19 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3057 et suivantes - **Article 1er** *(Indexation annuelle des salaires sur le taux prévisionnel d'inflation)* : p. 3068 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** *(Anticipation de l'entrée en vigueur des accords salariaux en outre-mer)* : p. 3073 et suivantes - **Article 4** *(Minoration de la réduction dégressive des cotisations patronales selon le respect de l'augmentation annuelle des salaires)* : p. 3074 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine (II) - (5 mars 2025) : p. 3260 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcer la lutte contre les usages récréatifs du protoxyde d'azote)* : p. 3405 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié, n° 13 rectifié ter, n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié quater et n° 24 rectifié ter**

(Prolongation de la période transitoire au cours de laquelle le conseil municipal des communes nouvelles bénéficie d'un effectif dérogatoire supérieur) : p. 3598 et suivantes

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4001 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4003 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4008 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4015 et suivantes - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la campagne d'affichage de La France Insoumise** - (19 mars 2025) : p. 4055 et suivantes

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4272 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compensation des charges départementales** - (26 mars 2025) : p. 4320 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la double imposition des travailleurs frontaliers luxembourgeois** - (8 avril 2025) : p. 4726

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'ArcelorMittal (II)** - (30 avril 2025) : p. 5133

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif** - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] (suite)** - (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (13 mai 2025) - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes

- **Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)]** - (20 mai 2025) - **Article 15** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour la convergence du droit applicable en matière de droits sociaux à Mayotte)* : p. 5826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes - **Article 1er et rapport annexé** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5861 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dérapage des finances publiques et des comptes sociaux** - (28 mai 2025) : p. 5997 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (II)** - (28 mai 2025) : p. 6000 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales [n° 696 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6452 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé** - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6784 et suivantes

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)]** - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7236 et suivantes p. 7244 et suivantes - **Article unique** *(Dérogation à l'interdiction d'occuper des salariés la journée du 1er mai)* : p. 7258 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7266 et suivantes

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 2** *(Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs locaux, revalorisation indemnitaire pour les adjoints au maire et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7905 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le besoin de protéger l'état de droit et l'indépendance de la justice** - (22 octobre 2025) : p. 7986 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du ministre de l'intérieur en matière d'immigration** - (22 octobre 2025) : p. 7990

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la taxe Zucman** - (29 octobre 2025) : p. 8193 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles** - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- **Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national [n° 57 (2025-2026)]** - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8273 et suivantes - **Article 1er** *(Nationalisation des sites industriels stratégiques d'ArcelorMittal situés en France)* : p. 8279 et suivantes - **Article 4** *(Création de la société nationale de l'acier)* : p. 8282 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8541 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 229** *(Demande de rapport sur le coût et les mécanismes de l'évasion fiscale)* : p. 8551 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 235** *(Demande de rapport sur l'évaluation du montant de la fraude fiscale)* : p. 8553 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 233** *(Suppression du mécanisme de la convention judiciaire d'intérêt public)* : p. 8568 et suivantes - **Article additionnel après**

l'article 19 - Amendements n° 244 rectifié, n° 227 rectifié, n° 158 rectifié et n° 37 rectifié bis *(Sanctions complémentaires pour les personnes condamnées pour fraude fiscale ou sociale)* : p. 8570 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 215 rectifié sexies** *(Inscription au sein du répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) des informations relatives aux avertissements, pénalités ou condamnations sanctionnant des cas de fraudes intentionnelles)* : p. 8591 et suivantes - **Article 6** *(Renforcement des prérogatives des services départementaux chargés du handicap et de l'autonomie en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8613 et suivantes

- Suite de la discussion (13 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 240** *(Obligation de transmission des comptes consolidés pour les groupes d'établissements de santé)* : p. 8644 et suivantes - **Article 13** *(Obligation de versement de l'indemnisation chômage sur un compte bancaire domicilié dans l'espace unique de paiement en euros de l'Union européenne et obligation de se présenter aux épreuves en cas de mobilisation du compte personnel de formation)* : p. 8656 et suivantes - **Article 27** *(Renforcement des moyens de recouvrement des fraudes aux allocations de chômage)* : p. 8695 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 243 rectifié bis** *(Devoir d'accompagnement déclaratif des assurés des organismes de sécurité sociale)* : p. 8703 et suivantes - **Intitulé du projet de loi** : p. 8705

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 8775 et suivantes - **Demande de renvoi à la commission** : p. 8782 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article 5** *(Simplifier l'affiliation, la déclaration de revenu, l'action sociale et la gouvernance de la sécurité sociale des artistes-auteurs)* : p. 8845 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 1142** *(Augmentation des pénalités financières pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs de réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)* : p. 8867 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Taxation des compléments de salaire)* : p. 8901 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 1169 rectifié, n° 1317 rectifié, n° 1667 rectifié et n° 1004** *(Assujettissement de la prime de partage de la valeur)* : p. 8910 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° 1155** *(Énumération limitative des ressources de l'assurance maladie)* : p. 8926 et suivantes - **Article 8 septies (nouveau)** *(Extension aux entreprises de plus de 250 salariés du dispositif de déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les heures supplémentaires)* : p. 8935 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 1172** *(Suppression de l'assujettissement à la contribution sociale généralisée (CSG) et à la contribution au remboursement de la dette sociale (CRDS) des apprentis)* : p. 8965 et suivantes - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° 1173, n° 1314 et n°1691** *(Disposition visant à conditionner le dispositif des TO-DE (travailleurs occasionnels - demandeurs d'emploi) au respect de critères sociaux)* : p. 8987 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendement n° 1698** *(Création d'une taxe sur les publicités en faveur des boissons alcooliques à La Réunion)* : p. 9065 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1573 rectifié bis, n° 1185, n° 339 rectifié ter et n° 1543** *(Taxation des publicités alimentaires n'affichant par le Nutri-score)* : p. 9083 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article 11 septies (nouveau)** *(Contribution spécifique sur les entreprises qui importent, produisent ou commercialisent de l'hexane)* : p. 9114 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1152** *(Création d'une contribution sur les plateformes de mise en relation par voie électronique)* : p. 9125 - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1159** *(Création d'une contribution spécifique sur les établissements d'accueil de jeunes enfants privés lucratifs)* : p. 9128 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 850 rectifié bis** *(Création d'un plan d'épargne association (PEA) sur le modèle du plan d'épargne entreprise (PEE))* : p. 9129 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1165** *(Majoration de 10% des cotisations employeur des entreprises comptant dans leurs effectifs au moins 20% de salariés à temps partiel)* : p. 9134 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 215 rectifié bis** *(Révision du mode de calcul de la pension de retraite des fonctionnaires)* : p. 9140 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 1149, n° 1652 rectifié, n° 1641, n° 1781 rectifié, n° 1150, n° 165 rectifié ter, n° 922 rectifié et n° 933 rectifié** *(Taxe sur les salaires pour les hôpitaux et les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) publics)* : p. 9153 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 164 rectifié bis, n° 1690 et n° 1777 rectifié** *(Suppression des taux majorés de taxe sur les salaires pour certaines entités, notamment associatives)* : p. 9158 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1147 et n° 1655** *(Création d'une contribution de solidarité des actionnaires)* : p. 9182 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article 15** *(Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes du Fonds de réserve pour les retraites)* : p. 9200 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1194** *(Demande de rapport sur l'opportunité d'étendre le forfait additionnel spécifique aux départements et régions d'outre-mer)* : p. 9353 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 1200** *(Demande de rapport sur l'évolution de la tarification des soins critiques)* : p. 9373 et suivantes - **Article additionnel après l'article 26 quater - Amendement n° 1204** *(Suppression du remboursement des actes et prestations des médecins de secteur 3)* : p. 9394

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 28** *(Limitation de la durée de prescription des arrêts de travail et de versement des indemnités journalières AT-MP (accidents du travail et maladies professionnelles))* : p. 9419 et suivantes - **Article 28 ter (nouveau)** *(Adaptations au droit des arrêts de travail)* : p. 9434 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article 37** *(Contribution de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie à la prise en charge du coût de l'accord du 4 juin*

2024 pour les départements) : p. 9513 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 130 rectifié ter** *(Création d'une condition de durée de résidence pour le versement de prestations familiales)* : p. 9533 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes - **Article 50** *(Transferts à la charge de la branche « accidents du travail - maladies professionnelles » (AT-MP))* : p. 9703 et suivantes - **Article 53** *(Objectif de dépenses de la branche famille)* : p. 9707 et suivantes

- Suite de la discussion (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11432 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes - **État B** : p. 11702 et suivantes - **Article additionnel après l'article 79 - Amendement n° II-1243 rectifié bis** *(Plafonnement du montant total des prestations sociales que peut percevoir un même bénéficiaire à 70 % du SMIC)* : p. 11756 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes p. 11770 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13294 et suivantes - **Article 1er** *(Création d'une contribution des diffuseurs afin de financer le revenu de continuité des artistes auteurs)* : p. 13305 et suivantes

---

SOL (Jean)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 12 novembre 2025 ; vice-président de la commission jusqu'au 11 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité du 19 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025) ; nouvelle nomination ; rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion (3 juin 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à inscrire dans la loi la présence obligatoire d'un buste de Marianne dans les mairies **[n° 314 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 420 (2024-2025)] sur la profession d'infirmier **[n° 557 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi sur la profession d'infirmier **[n° 679 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Santé mentale et psychiatrie : pas de « grande cause » sans grands moyens **[n° 787 (2024-2025)]** (25 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Avis « La protection de l'enfance est en danger » du Conseil économique, social et environnemental - Audition de Mmes Josiane Bigot et Élisabeth Tomé-Gertheinrichs.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Audition de M. Mathieu Bellahsen, psychiatre, auteur d'un ouvrage intitulé Abolir la contention.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Audition de Mmes Sylvaine Mazière Tauran, présidente, et Samira Ahayan, secrétaire générale, du Conseil national de l'ordre des infirmiers.

Réunion du lundi 5 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, sur la profession d'infirmier - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Michel Ménard, président de l'association Départements Solidaires.

(commission des affaires sociales) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* La santé mentale et la psychiatrie en France - Audition de M. Raphaël Gaillard, professeur en psychiatrie à l'université Paris Cité.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise sanitaire - Audition de M. Daniel Zagury, psychiatre.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de professeurs de droit - MM. Vincent Dussart, professeur à l'université Toulouse Capitole, Bertrand Faure, professeur à l'université de Nantes, et Éric Oliva, professeur à l'université d'Aix-Marseille.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Quel modèle économique pour 2050 ? - Audition de M. Philippe Dessertine, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

(commission des affaires sociales) : L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente, et de M. Nicolas Grivel, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 et projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Pierre Farandou, ministre du travail et des solidarités.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de MM. Éric Blachon, président, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice, et M. Laurent Bailly, directeur adjoint, de la direction des risques professionnels de la Caisse nationale de l'assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 21 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du service universel de La Poste - (12 février 2025) : p. 2734 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des praticiens diplômés hors Union européenne (II) - (12 mars 2025) : p. 3678 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 28 rectifié bis** *(Reconnaissance du statut d'infirmier coordonnateur)* : p. 5198 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 42 rectifié et n° 67** *(Demande de rapport sur les mesures d'attractivité à mettre en œuvre pour le métier d'infirmier)* : p. 5199 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 37 rectifié, n° 77 et n° 55 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'une quatrième année d'études infirmières)* : p. 5200 et suivantes - **Article 1er quater** *(Expérimentation d'un accès direct aux infirmiers exerçant dans des structures d'exercice coordonné)* : p. 5208 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 17 rectifié, n° 24 et n° 58** *(Reconnaissance d'exercices infirmiers spécialisés nécessitant un diplôme universitaire de niveau master)* : p. 5211 et suivantes

- Question orale sur la persistance des conséquences négatives de la réforme de la taxe d'aménagement pour les collectivités locales - (10 juin 2025) : p. 6268 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 4** *(Renforcement des sanctions en cas de travaux illégaux et réduction des délais de recours contre les autorisations d'urbanisme)* : p. 6689 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article 5** *(Coordination de l'assurance maladie obligatoire et complémentaire en matière de lutte contre la fraude)* : p. 8598 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 septies - Amendements n° 1302 rectifié et n° 1534 rectifié quater** *(Exonération de cotisations patronales au profit des restaurateurs respectant des exigences de « Fait maison »)* : p. 9001 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article 11** *(Instaurer un mécanisme d'acompte des remises relatives aux produits de santé)* : p. 9040 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons alcooliques)* : p. 9057 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° 783 rectifié et n° 1495 rectifié** *(Remise d'un rapport au Parlement sur la santé mentale des jeunes)* : p. 9290 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article 21 decies (nouveau)** *(Expérimenter la désignation d'une équipe de soins traitante par l'assuré dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante)* : p. 9364 - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes - **Article 24 bis (nouveau)** *(Réduction unilatérale des tarifs par le ministre en charge de la santé en cas de rentabilité excessive constatée dans un secteur)* : p. 9386 - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article 32** *(Lutter contre le gaspillage des produits de santé)* : p. 9455 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 171 rectifié bis et n° 307 rectifié quinquies** *(Prise en compte du lieu de production dans la fixation des tarifs des dispositifs médicaux inscrits en ligne générique)* : p. 9481 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 170 rectifié ter, n° 305 rectifié ter et n° 1535 rectifié quater** *(Prise en compte de l'implantation des sites de production pour la fixation des tarifs de responsabilité des dispositifs médicaux)* : p. 9482 - **Article 35** *(Expérimenter le référencement de certains médicaments thérapeutiquement équivalents)* : p. 9483 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 1295 rectifié** *(Autorisation d'utilisation par les entreprises pharmaceutiques de leur stock de sécurité de médicaments)* : p. 9491

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-799, n° I-932 rectifié et n° I-2462 rectifié bis** *(Prorogation de l'expérimentation de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA))* : p. 10893 et suivantes

- Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

---

SOLLOGOUB (Nadia)
sénateur (Nièvre)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2025.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'agence régionale de santé.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi sur la profession d'infirmier (28 mai 2025).

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir un maillage scolaire concerté dans le premier degré **[n° 521 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la recherche successorale **[n° 700 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Cohésion des territoires - Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables **[n° 142 tome 2 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition des syndicats des étudiants en études de santé sur l'accès aux études de santé (1er cycle).

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Audition de Mmes Zaynab Riet, déléguée générale, et Cécile Chevance, responsable du pôle Offres, de la Fédération hospitalière de France.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières, sur les téléconsultations - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi relative aux formations en santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » (et articles 66 et 67) et Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 21 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au logement de la mission « Cohésion des territoires » - Examen du rapport pour avis.

(commission des affaires sociales) : Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **État B** : p. 1043 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 8 rectifié** *(Définition des étangs piscicoles)* : p. 1548

- Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée [n° 240 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1830 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 30 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale d'aménagement commercial (CNAC))* : p. 1841 et suivantes - **Article 7** *(Comité du secret statistique)* : p. 1844 et suivantes - **Article 18** *(Observatoire national de la politique de la ville)* : p. 1850 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (30 janvier 2025) : p. 1855 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la défense européenne** - (19 février 2025) : p. 3047 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 2 (suite)** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3823 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à mettre fin au sans-abrisme des enfants [n° 157 (2024-2025)]** - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4094 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la gestion de la présence du loup dans la Nièvre** - (25 mars 2025) : p. 4210 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'intégration des digues domaniales dans l'actif des collectivités** - (29 avril 2025) : p. 5079 et suivantes

- **Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)]** - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 23 rectifié ter** *(Exclusion des sociétés exerçant une activité médicale du champ de l'exonération d'impôt sur les sociétés ou sur le revenu applicable en zone de revitalisation rurale)* : p. 5458 et suivantes - **Article 15** *(Créer une participation financière à l'acquisition d'équipements et de logiciels permettant d'assister les médecins dans leur pratique quotidienne)* : p. 5479 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France [n° 596 (2024-2025)]** - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5529 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5541

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la reconnaissance officielle de la présence permanente du loup dans la Nièvre** - (24 juin 2025) : p. 6983 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (12 novembre 2025) - **Article 2** *(Étendre l'accès des organismes de protection sociale aux bases de données patrimoniales)* : p. 8586 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 187 rectifié quater** *(Transmission obligatoire des actes de décès aux administrations concernées)* : p. 8589 et suivantes p. 8589 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2025) - **Article 12** *(Renforcement de la lutte contre la fraude, les fautes et abus aux risques professionnels)* : p. 8647 et suivantes - **Article 22** *(Renforcer les obligations et la solidarité financière des maîtres d'ouvrage pour lutter contre le travail dissimulé)* : p. 8687 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 738 rectifié** *(Opposabilité des contrôles réalisés par une caisse, ainsi que leurs résultats, sur l'ensemble des risques)* : p. 8831 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 1001 et n° 802 rectifié** *(Création d'une obligation de déclaration à la charge des entreprises dont il existe des indices qu'elles pourraient être éphémères)* : p. 8834 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 805 rectifié et n° 1085** *(Extension du rôle de l'Urssaf de validation des immatriculations au sein du guichet unique des entreprises (GUE) concernant les marins exerçant une activité libérale non-réglementée, les artistes-auteurs, les professionnels libéraux et les praticiens et auxiliaires médicaux)* : p. 8840 et suivantes - **Article 8 quater (nouveau)** *(Précision relative à la réforme de l'assiette sociale des travailleurs indépendants par la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) 2024, dans le cas des exploitants agricoles)* : p. 8921 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1462 rectifié, n° 1447 rectifié et n° 1448 rectifié** *(Instauration d'une micro-taxe sociale visant à financer la sécurité sociale)* : p. 9116 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 231 rectifié, n° 379 rectifié, n° 424 rectifié ter, n° 433 rectifié ter, n° 446 rectifié quater, n° 1018 rectifié ter, n° 1102 rectifié quinquies, n° 1139 et n° 1643 rectifié** *(Plafonnement dans la loi du taux de cotisation employeur à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 9137 et suivantes - **Article 12 bis (nouveau)** *(Affectation d'une fraction de CSG aux départements et réduction, à due concurrence, de la fraction affectée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie)* : p. 9165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 1455 rectifié bis** *(Suppression de la subvention de 1,4 milliard d'euros par an versée par le Fonds de réserve pour les retraites à la Cades)* : p. 9203 et suivantes - **Article 17 (supprimé)** *(Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale)* : p. 9208 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 750 rectifié** *(Restriction des conditions de justification de résidence principale)* : p. 9263 - **Article additionnel après l'article 18 bis - Amendement n° 766 rectifié bis** *(Demande de rapport au Parlement sur les contrôles de résidence)* : p. 9263 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article additionnel après l'article 20 octies - Amendement n° 451 rectifié bis et n° 1479 rectifié bis** *(Rallongement des délais de remboursement du tiers payant pour les professionnels de santé dès l'ouverture d'une enquête et suspension du tiers payant dès la notification d'une sanction)* : p. 9307 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* :

p. 9338 et suivantes - **Article 21 decies (nouveau)** *(Expérimenter la désignation d'une équipe de soins traitante par l'assuré dans les zones caractérisées par une offre de soins insuffisante)* : p. 9364 - **Article 22** *(Simplifier et sécuriser le financement des établissements de santé)* : p. 9364 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 18 rectifié ter** *(Modulation du taux de prise en charge en fonction de l'origine des dispositifs médicaux)* : p. 9478 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 158 rectifié bis, n° 380 rectifié, n° 426 rectifié quater, n° 448 rectifié quinquies, n° 528 rectifié bis, n° 1068 et n° 1113 rectifié quinquies** *(Obligation de réexamen des règles de calcul de la compensation démographique dont bénéficie la Caisse de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) tous les cinq ans)* : p. 9674 et suivantes - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° 157 rectifié, n° 425 rectifié quater, n° 447 rectifié ter, n° 527 rectifié bis et n° 1110 rectifié quinquies** *(Demande de rapport sur les modalités de calcul du mécanisme de compensation généralisée vieillesse)* : p. 9682 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-826 rectifié ter, n° I-1376 rectifié ter, n° I-479 et n° I-1630 rectifié** *(Champs d'application du dispositif des zones de revitalisation rurale (ZRR))* : p. 10430 et suivantes

- Question orale sans débat sur la pérennisation des financements des campus connectés - (2 décembre 2025) : p. 10739 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11416 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) : p. 11693 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) : p. 11760 et suivantes - **État B** : p. 11770 et suivantes - **Article 81** *(Diverses mesures relatives à la régulation du financement du compte personnel de formation (CPF))* : p. 11824 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

Monde combattant, mémoire et liens avec la Nation

- (11 décembre 2025) : p. 12567 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (23 décembre 2025) : p. 13342

- Question orale sans débat sur l'obligation domiciliaire - (23 décembre 2025) : p. 13342 et suivantes

---

SOMON (Laurent)
sénateur (Somme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité du 19 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025 (23 janvier 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 (24 novembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la société du canal Seine-Nord Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à reconnaître le rôle des acteurs assurant des soins de troisième recours en psychiatrie **[n° 385 (2024-2025)]** (27 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 416 (2024-2025)] portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 659 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Investir pour la France de 2030 **[n° 743 tome 2 annexe 17 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Financement public de la recherche aéronautique civile **[n° 846 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Investir pour la France de 2030 **[n° 139 tome 3 annexe 16 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : La compétence scolaire des collectivités territoriales face aux évolutions démographiques et aux défis d'aménagement du territoire **[n° 186 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Éducation**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Missions « Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Communication du rapporteur général sur l'examen des conclusions de la commission mixte paritaire chargée d'élaborer un texte sur le projet de loi de finances pour 2025.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Lutte contre la vie chère dans les outre-mer : table ronde sur le commerce en ligne.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* « Le financement bancaire des projets d'investissement des collectivités territoriales » - Audition de MM. Pierre Boileau, maire de Ludres, vice-président de la métropole du Grand Nancy et membre du conseil d'administration de l'Agence France locale - Société territoriale (AFL-ST), Stéphane Dedeyan, président du directoire de La Banque Postale et directeur général adjoint du groupe La Poste, Jacques-Olivier Hurbal, directeur du développement de la Caisse d'Épargne - Groupe BPCE et Antoine Saintoyant, directeur de la Banque des territoires par intérim et directeur des participations stratégiques à la Caisse des dépôts.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Bertrand Hauchecorne, membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Audition de Madame Françoise Gatel, ministre déléguée auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargée de la ruralité.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'incidence du taux d'emploi des seniors sur l'équilibre financier du système de retraite - Communication.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Jean-Pierre Viola, conseiller maître, président de la section « Administration territoriale de l'état, finances publiques locales et certification des comptes des assemblées parlementaires » de la quatrième chambre de la Cour des comptes.

Audition de M. Michel Klopfer, consultant en finances locales.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le remplacement des enseignants - Communication.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen des amendements aux articles délégués au fond du texte de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Le contrôle de légalité et budgétaire des actes des collectivités territoriales - Communication.

Contrôle budgétaire - Le financement public de la recherche aéronautique civile - Communication.

Réunion du mercredi 16 juillet 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à l'investissement des collectivités ultramarines - Communication.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les sciences.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Investir pour la France de 2030 » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les dysfonctionnements dans la collecte de la taxe d'aménagement et leurs conséquences financières pour les collectivités territoriales et les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) - Communication.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Travail, emploi et administration des ministères sociaux » (et articles 80 et 81) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 14 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 23 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi spéciale - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

« Plan de relance » et « Investir pour la France de 2030 »

- (16 janvier 2025) : p. 191 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 61 - Amendements n° II-73 rectifié et n° II-263 rectifié ter** : p. 234 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendement n° II-1731** : p. 240 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital et des agences régionales de santé face à la baisse des crédits de certaines spécialités - (29 janvier 2025) : p. 1715 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative à sa position sur le « zéro artificialisation nette » (ZAN) - (5 février 2025) : p. 2061

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 6** *(Création de plans prioritaires pluriannuels de transition et de souveraineté (3PTS) et intervention d'« experts associés » dans l'enseignement agricole)* : p. 2485 et suivantes - **Article 7** *(Délégation de certains soins à des auxiliaires vétérinaires et étudiants d'écoles vétérinaires dûment formés, sous la responsabilité d'un vétérinaire et au sein de son cabinet)* : p. 2489 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Suite de la discussion (11 février 2025) - **Article 14 quater (nouveau)** *(Exclusion des constructions, ouvrages, installations ou aménagements nécessaires à l'activité agricole du décompte des terres artificialisées, pour toute surface agricole)* : p. 2699 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]**

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 22** *(Réforme du mode de calcul de la pension de retraite de base des non-salariés agricoles)* : p. 2930 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Rappels au règlement** : p. 3009 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3127 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent [n° 366 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5** *(Extension de l'interdiction pour les élèves du port de tenues et signes religieux aux établissements privés sous contrat)* : p. 3343 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 3350

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (11 mars 2025) : p. 3621

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3783 et suivantes

- Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)] (suite) - (13 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 129 rectifié et n° 130 rectifié** *(Compensation du droit à artificialiser en cas de désamiantage de friches agricoles)* : p. 3797 et suivantes

- Mise au point au sujet de votes - (17 mars 2025) : p. 3901

- **Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Question préalable** : p. 4255 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (26 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4347 et suivantes

- **Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)]** - (2 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 7 rectifié quinquies** *(Possibilité pour les résultats des contrôles réalisés par les caisses de sécurité sociale d'être opposables sur l'ensemble des risques)* : p. 4499 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Garantie de la parité au sein du Bureau du Sénat)* : p. 4774 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 54 et n° 84** *(Limitation à une seule délégation de vote dans le cadre des scrutins publics)* : p. 4803 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? »** - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection des familles et des biens des agents pénitentiaires** - (30 avril 2025) : p. 5135 et suivantes

- **Proposition de loi relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours [n° 579 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5327 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5339 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5371 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026** - (14 mai 2025) : p. 5510 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Article 6 (nouveau)** *(Création d'une conférence des maires à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6170 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences à l'occasion de la finale de la Coupe d'Europe** - (4 juin 2025) : p. 6181 et suivantes

- **Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) [n° 664 (2024-2025)]** - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6432 et suivantes - **Article 4 (texte supprimé par la commission)** *(Reversement d'une partie de la taxe GEMAPI aux communes pour le financement de la compétence « maîtrise des eaux pluviales et lutte contre l'érosion des sols »)* : p. 6449 et suivantes

- **Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)]** - (17 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6597 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (18 juin 2025) : p. 6794

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- **Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie** - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 5** *(Renforcement des énergies renouvelables et décarbonées parmi les objectifs énergétiques chiffrés, mentionnés à l'article L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7367 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat** - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 octobre 2025) : p. 7851

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (22 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)]** - (13 novembre 2025) - **Article 28 (nouveau)** *(Droit d'information de France Travail et suspension conservatoire des allocations versées dans le cas d'un doute sérieux de fraude)* : p. 8698 et suivantes - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 172 rectifié** *(Précision de délai et moyens de preuve liés à une action en recouvrement)* : p. 8704 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8761 et suivantes p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 998 rectifié** *(Déduction au sein de l'assiette sociale des non salariés agricoles de la provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes pour la campagne de revenus de l'année 2025)* : p. 8828 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Prise en charge par les employeurs d'une partie des intérêts des prêts immobiliers des salariés primo-accédants)* : p. 8983 et suivantes - **Article 9 septies (nouveau)** *(Réintégration de certaines entreprises d'armement maritime dans le dispositif d'exonération de contributions sociales)* : p. 8998 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* :

p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 402 rectifié bis, n° 430 rectifié ter et n° 486 rectifié bis** *(Application provisoire des tarifs hospitaliers de l'année précédente en cas de retard dans la publication des nouveaux tarifs)* : p. 9371 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article 38** *(Déduction des indemnisations versées par les assurances et fonds d'indemnisation de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH))* : p. 9518 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (IV) - (26 novembre 2025) : p. 9744 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Discussion générale :

- (27 novembre 2025) : p. 9793 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-510 rectifié bis et n° I-1334 rectifié bis** *(Création d'une taxe additionnelle aux droits de mutation sur les cessions d'immeubles au taux de 0,01 %)* : p. 10175 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-2261 et n° I-1744 rectifié** *(Extension du plafond de la réduction d'impôt pour la construction de logements neufs)* : p. 10243 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1743 rectifié** *(Extension de la réduction d'impôt pour la reconstruction d'immeubles en Nouvelle-Calédonie)* : p. 10250 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-1853 rectifié et n° I-2151** *(Affectation d'un tiers de la taxe sur l'exploitation des infrastructures de transport de longue distance aux départements)* : p. 10540 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-1625** *(Abaissement du seuil de puissance à partir duquel les installations de production d'électricité renouvelable sous contrat d'obligation d'achat peuvent être déconnectées, à la demande de l'acheteur obligé lors des épisodes de prix négatifs sur le marché de l'électricité)* : p. 12109

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Conseil et contrôle de l'État

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12332 et suivantes

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 74** *(Création d'un fonds d'investissement pour les territoires)* : p. 12416 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Santé

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Question préalable** : p. 12629 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12726 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12735 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) : p. 12831 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

Investir pour la France de 2030

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12903 et suivantes - **État G** : p. 12913 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-155 rectifié** *(Réforme de la répartition de la redevance des sociétés de course hippique)* : p. 13008 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-1764 rectifié, n° II-1077 rectifié, n° II-110, n° II-1475, n° II-1474 et n° II-608 rectifié** *(Répartition de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) éolien ou photovoltaïque)* : p. 13012 et suivantes - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-2131 et n° II-2336** *(Création d'un régime d'assurance contre les risques résultant des émeutes)* : p. 13019 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13122 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (II) - (17 décembre 2025) : p. 13179 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 36** *(Âge minimal pour l'accès aux réseaux sociaux)* : p. 13272 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

SOUYRIS (Anne)
sénatrice (Paris)
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Opioïdes en France : état des lieux, risques émergents et stratégies de prévention **[n° 848 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 107 (2024-2025)] visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs **[n° 206 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de Mme Valérie Delahaye-Guillocheau, candidate aux fonctions de présidente du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jacques-Olivier Bay, candidat aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence de la biomédecine.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'état de la santé mentale et de la psychiatrie depuis la crise de la covid-19 - Audition de M. Frank Bellivier, délégué ministériel à la santé mentale et à la psychiatrie.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des opioïdes - Audition de Mme Marie Jauffret-Roustide, sociologue.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les fausses nouvelles et les pratiques sectaires en santé - Audition de M. Étienne Apaire, président de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires sociales) :* La santé scolaire - Audition du docteur Frédérique Charasson, présidente de la Société française des médecins de l'éducation nationale, de MM. Laurent Chazelas, président de l'Association française des psychologues de l'éducation nationale, Marc Pelletier, sous-directeur de l'action éducative au sein du service de l'accompagnement des politiques éducatives de la direction générale de l'enseignement scolaire, et de Mme Priscillia Chazel, présidente de la Société française des infirmiers en santé scolaire.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* La régulation des dépenses de médicaments - Audition d'un représentant de la direction de la Sécurité sociale et Mme Juliette Moisset, directrice de l'accès et des affaires économiques de « Les entreprises du médicament ».

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale (Ralfss) - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Jean Leonetti, auteur de la loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise du covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit à l'aide à mourir et proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir l'égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs - Audition de M. Alain Claeys, coauteur de la loi du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Rapport « Améliorer la qualité du système de santé et maîtriser les dépenses » - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie, de Mme Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à la gestion et à l'organisation des soins et de M. Grégoire de Lagasnerie, directeur adjoint de la direction de la stratégie, des études et des statistiques.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les dangers des médicaments opioïdes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Évolutions envisageables du financement de la protection sociale - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale (Mecss).

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les communautés professionnelles territoriales de santé (CPTS) - Examen du rapport d'information de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Jean-René Lecerf, président, et Mme Aude Muscatelli, directrice adjointe, de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour

2026 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Audition de Mmes Stéphanie Rist, ministre de la santé, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées, et Charlotte Parmentier-Lecocq, ministre déléguée chargée de l'autonomie et des personnes handicapées.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Les aides à l'installation des médecins - Enquête de la Cour des comptes, demandée en application de l'article L.O. 132-3-1 du code des juridictions financières - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Seconde délibération sur un amendement à l'article 21.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 169 (2024-2025)]** - (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1465 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 1er** *(Renforcement de l'Office anti-stupéfiants)* : p. 1601 et suivantes

- Question orale sans débat sur la pérennité de l'activité des centres de santé franciliens opérés par la Croix-Rouge française - (11 février 2025) : p. 2591 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

Première partie :

- (17 février 2025) - **Article 1er** *(Rectification des tableaux d'équilibre)* : p. 2864 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes - **Article 9** *(Clauses de sauvegarde des médicaments et dispositifs médicaux)* : p. 2887 et suivantes - **Article 11** *(Tableaux d'équilibre 2025 et Fonds de solidarité vieillesse (FSV))* : p. 2894 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 15** *(Régulation des dépenses dans le champ conventionnel)* : p. 2906 et suivantes - **Article 16** *(Extension du champ de l'accompagnement à la pertinence des prescriptions)* : p. 2909 et suivantes - **Article 16 bis B** *(Sécurisation de la carte Vitale)* : p. 2912 et suivantes - **Article 16 bis C** *(Réforme du service du contrôle médical de l'assurance maladie)* : p. 2914 et suivantes - **Article 16 bis D** *(Responsabilisation des patients dans la prise de rendez-vous)* : p. 2915 et suivantes - **Article 17 bis A** *(Obligation d'équiper de dispositifs de géolocalisation et de systèmes de facturation intégrée les véhicules des transporteurs sanitaires)* : p. 2919 et suivantes - **Article 17 bis C (supprimé)** *(Demande de rapport sur la prise en charge anonymisée des frais de transport des mineures ou femmes en situation de violence intra-familiale souhaitant avoir recours à l'avortement)* : p. 2920 - **Article 19** *(Lutter contre les pénuries de produits de santé)* : p. 2922 et suivantes - **Article 20** *(Conditionner la prise en charge de certains dispositifs médicaux numériques à une utilisation effective par le patient)* : p. 2925 et suivantes - **Article 21 quater** *(Aide exceptionnelle pour les établissements d'hébergement pour personnes âgées en difficulté financière)* : p. 2929 et suivantes - **Article 27** *(Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-Ondam)* : p. 2943 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les usages détournés du protoxyde d'azote [n° 360 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3395 et suivantes - **Article 1er** *(Renforcer la lutte contre les usages récréatifs du protoxyde d'azote)* : p. 3405 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir le suivi de l'exposition des sapeurs-pompiers à des agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction [n° 437 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4059 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - *Commission mixte paritaire* **[n° 498 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4651 et suivantes

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article 1er** *(Refonte du cadre législatif applicable à la profession infirmière)* : p. 5187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 37 rectifié, n° 77 et n° 55 rectifié** *(Demande de rapport sur la création d'une quatrième année d'études infirmières)* : p. 5200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 88 rectifié quinquies, n° 18 rectifié, n° 26 rectifié quinquies, n° 35, n° 45 rectifié, n° 51 et n° 84** *(Reconnaissance des infirmiers scolaires comme une spécialité infirmière)* : p. 5205 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 86 rectifié ter et n° 87 rectifié ter** *(Création de procédures particulières pour l'exercice en tant qu'infirmier de psychiatrie pour les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne ou partie à l'Espace économique européen/Demande de rapport sur la création d'une spécialité de psychiatrie et de santé mentale)* : p. 5216 et suivantes

- Proposition de loi portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - *Deuxième lecture* **[n° 565 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française du fait d'infractions pénalisant l'homosexualité)* : p. 5266 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Création d'une commission chargée de statuer sur les demandes de réparation financière)* : p. 5271 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'initiative « Choose France for Science » et les moyens alloués à la recherche** - (7 mai 2025) : p. 5308 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5360 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (13 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins dans les zones les mieux dotées)* : p. 5422 et suivantes - **Après l'article 3 - Amendement n° 72 rectifié** *(Interdiction des contrats visant la cession ou l'usage d'un droit au conventionnement, d'un droit au renouvellement du conventionnement, d'un droit à l'installation ou à l'exercice)* : p. 5441 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 84 rectifié ter** *(Rétablissement de l'agrément préalable des centres de santé généralistes)* : p. 5447 et suivantes - **Article 5** *(Mise en place de tarifs spécifiques applicables dans les zones sous-denses)* : p. 5450 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 108** *(Interdiction aux médecins de pratiquer des dépassements d'honoraires en zone sur-dense)* : p. 5459 et suivantes - **Article 10** *(Simplifier le dispositif d'autorisation d'exercice des praticiens à diplôme hors Union européenne (Padhue) et favoriser leur orientation vers les zones sous-denses en ville)* : p. 5468 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5483 et suivantes

- **Question orale sur la revalorisation des astreintes hospitalières** - (20 mai 2025) : p. 5709

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6524 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié** *(Obligation de création d'une liste nationale de contrôle de la présence de métabolites de pesticides dans les eaux destinées à la consommation humaine)* : p. 6527 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins par la territorialisation et la formation [n° 713 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6727 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** *(Demande de rapport au Parlement sur l'opportunité d'une filière publique de préparation aux études de médecine pour lutter contre les déserts médicaux)* : p. 6742 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 12** *(Demande de rapport sur la généralisation, dans chaque département, d'antennes universitaires des unités de formation et de recherche en santé)* : p. 6743 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Demande de rapport sur la mise en place d'un dispositif de remise à niveau scientifique lors du premier cycle)* : p. 6743 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 14** *(Demande de rapport sur les conditions de mise en œuvre et de financement d'un dispositif national de reconversion professionnelle pour les personnels soignants)* : p. 6745 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé** - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la remise en cause des énergies renouvelables et la programmation énergétique de la France** - (25 juin 2025) : p. 7084 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux [n° 785 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7187 et suivantes

- **Proposition de loi relative aux formations en santé [n° 36 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7852 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une voie unique d'accès aux études de santé)* : p. 7866 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7** *(Demande de rapport relatif à la mise en place d'écoles normales des métiers de la santé)* : p. 7868 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 9** *(Demande de rapport sur les violences sexistes et sexuelles dans les formations en santé)* : p. 7873 et suivantes

- **Question orale sans débat sur la présence d'hexane dans les denrées alimentaires** - (4 novembre 2025) : p. 8309

- **Proposition de loi visant à libérer l'accès aux soins dentaires [n° 85 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8457 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Rectification de la contribution des régimes d'assurance maladie au fonds pour la modernisation et l'investissement en santé (FMIS))* : p. 8826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 quater - Amendement n° 1142** *(Augmentation des pénalités financières pour les entreprises qui ne respectent pas les objectifs de réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes)* : p. 8867 et suivantes - **Article 6** *(Maintenir les seuils de revenus pris en compte pour le calcul de la contribution sociale généralisée (CSG) sur certains revenus de remplacement)* : p. 8869 et suivantes - **Article 7 (supprimé)** *(Institution d'une taxe exceptionnelle sur les cotisations versées aux complémentaires santé)* : p. 8878 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 1521** *(Augmentation de 41,7 % de la contribution sociale généralisée sur les jeux d'argent et de hasard, dont une fraction du produit est attribuée à la Caisse nationale d'assurance maladie)* : p. 8961 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendements n° 1490 et n° 1759 rectifié** *(Instauration d'une contribution sociale généralisée (CSG) progressive sur les revenus d'activité)* : p. 8970 et suivantes - **Article 10** *(Transférer le rendement de la clause de sauvegarde au sein d'une nouvelle contribution)* : p. 9008 et suivantes - **Article 11** *(Instaurer un mécanisme d'acompte des remises relatives aux produits de santé)* : p. 9040 et suivantes - **Article 11 bis (nouveau)** *(Extension du périmètre de la taxe sur les boissons prémix)* : p. 9043 et suivantes - **Article 11 ter (nouveau)** *(Taxer les produits n'affichant pas le Nutri-score)* : p. 9046 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 561 rectifié bis et n° 1517** *(Élargissement de l'assiette de la cotisation de sécurité sociale sur les boissons alcooliques et suppression du plafond de la contribution)* : p. 9055 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 559 rectifié bis, n° 1514 et n° 1571** *(Suppression du plafond de relèvement annuel des tarifs de l'accise sur les boissons*

alcooliques) : p. 9057 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1706, n° 558 rectifié bis et n° 1520** *(Instauration d'une taxe sur les bières aromatisées sucrées ou édulcorées)* : p. 9060 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 857 rectifié, n° 1574 rectifié bis, n° 562 rectifié bis, n° 814 rectifié, n° 1526 rectifié, n° 1703 et n° 179 rectifié** *(Taxation des produits alimentaires transformés contenant des sucres ajoutés)* : p. 9067 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 quater - Amendements n° 1230, n° 1367 et n° 1693** *(Taxation des publicités pour les aliments riches en sucre, sel ou matières grasses)* : p. 9082 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1561** *(Création d'une contribution sociale exceptionnelle sur les bénéfices des sociétés pétrolières)* : p. 9127 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendement n° 1307** *(Demande de rapport sur les conséquences de l'affiliation aux régimes de base des journalistes travaillant à l'étranger pour des médias français)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendement n° 1151** *(Création d'une journée de solidarité des actionnaires)* : p. 9187 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 12 septies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le Gouvernement de minorer la compensation à l'Unédic des allégements généraux de cotisations patronales)* : p. 9196 et suivantes - **Article 14 (précédemment réservé)** *(Tableau d'équilibre 2026)* : p. 9205 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1863** *(Possibilité de paiement direct des participations forfaitaires et franchises auprès du professionnel de santé)* : p. 9231 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 778 rectifié** *(Exclusion de la prise en charge des conséquences d'actes de chirurgie esthétique réalisés hors Union européenne)* : p. 9234 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1338 rectifié bis** *(Suppression de la complémentaire santé solidaire gratuite)* : p. 9257 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1075 rectifié** *(Demande de rapport sur la prise en charge de l'activité physique adaptée)* : p. 9260 et suivantes - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1383** *(Demande de rapport sur le rattachement des bénéficiaires de l'aide médicale de l'État (AME) à l'assurance maladie obligatoire)* : p. 9261 et suivantes - **Article 19** *(Prévenir l'augmentation des affections de longue durée par la mise en place de parcours d'accompagnement préventifs)* : p. 9266 et suivantes - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article 20 bis (nouveau)** *(Autoriser la détention de vaccins par les médecins dans les cabinets de ville)* : p. 9296 et suivantes - **Article 20 quinquies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9298 et suivantes - **Article 20 sexies (nouveau)** *(Prolongation de l'expérimentation des haltes « soins addictions »)* : p. 9299 et suivantes - **Article 20 octies (nouveau)** *(Demande de rapport sur le bilan du dispositif « Mon soutien psy »)* : p. 9306 et suivantes - **Article 20 nonies (nouveau)** *(Mise en œuvre du dispositif de prise en charge des protections périodiques réutilisables)* : p. 9309 - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1606** *(Suppression du délai de carence avant un nouveau conventionnement en cas de sortie de la convention)* : p. 9350 et suivantes - **Article 21 nonies (nouveau)** *(Modification de la demande de rapport de la LFSS 2025 sur le bilan de l'article 33 de la LFSS 2023 et sur l'indexation automatique du tarif des actes infirmiers sur le taux d'inflation)* : p. 9363 et suivantes - **Article 24** *(Lutte contre la rentabilité excessive)* : p. 9376 et suivantes - **Article 26** *(Renforcer la taxation des dépassements d'honoraires)* : p. 9389 et suivantes - **Article 26 bis (nouveau)** *(Dérembourser les actes et prestations des médecins exerçant en secteur 3)* : p. 9391 et suivantes

Troisième partie (suite) : dispositions relatives aux dépenses pour l'exercice 2026 :

- (24 novembre 2025) - **Article 29 (supprimé)** *(Suppression du régime des ALD (affections de longue durée) non exonérantes)* : p. 9435 et suivantes - **Article 30** *(Contribuer au financement de systèmes d'aide à la décision médicale)* : p. 9438 et suivantes - **Article 31** *(Sanctionner les manquements à l'obligation de remplissage et de consultation du dossier médical partagé (DMP))* : p. 9450 et suivantes - **Article 33** *(Améliorer la pénétration des biosimilaires et des génériques en ville)* : p.9463 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 1209, n° 1467 et n° 1714** *(Fixation d'une quantité minimale de stocks de sécurité de médicaments)* : p. 9487 et suivantes - **Article additionnel après l'article 35 - Amendements n° 416 rectifié ter, n° 813 rectifié, n° 1210, n° 1474 et n° 1715** *(Fixation d'un stock de sécurité assurant au moins quatre mois de couverture des besoins pour les médicaments d'intérêt thérapeutique majeur)* : p. 9489 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° 1028 et n° 1584 rectifié ter** *(Renforcement des contrôles financiers des établissements ou services médico-sociaux (ESMS) privés à but lucratif)* : p. 9498 et suivantes - **Article 42** *(Créer un congé supplémentaire de naissance)* : p. 9523 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45** *(Réduire les inégalités entre les femmes et les hommes à la retraite)* : p. 9652 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article 46** *(Dotation de l'assurance maladie au Fonds pour la modernisation et l'investissement en santé et de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie aux agences régionales de santé)* : p. 9688 et suivantes - **Article 47** *(Dotation aux opérateurs financés par le 6e sous-objectif)* : p. 9689 et suivantes - **Article 48** *(Objectif de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès)* : p. 9692 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Santé

- (11 décembre 2025) : p. 12531 et suivantes - **État B** : p. 12537 et suivantes - **État B (Suite)** : p. 12546 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026** - *Nouvelle lecture* **[n° 193 (2025-2026)]** - (12 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 12622 et suivantes

- **Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)]** - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13294 et suivantes - **Article 1er** *(Création d'une contribution des diffuseurs afin de financer le revenu de continuité des artistes auteurs)* : p. 13305 et suivantes - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13308 et suivantes

STANZIONE (Lucien)
sénateur (Vaucluse)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des aides publiques aux grandes entreprises et à leurs sous-traitants du 15 janvier 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information intitulée : « 10 ans après la loi NOTRe et la loi Maptam, quel bilan pour l'intercommunalité ? » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 2 avril 2025 au 23 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif au pouvoir préfectoral de dérogation aux normes.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 3 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Mme Mathilde Lignot-Leloup, présidente de section de la première chambre de la Cour des comptes, et M. Jonathan Sapène, conseiller référendaire à la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Examen du rapport d'information relatif aux premières applications de l'intelligence artificielle (IA) dans l'univers des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Michelin - MM. Florent Menegaux, président de la gérance du groupe, Christophe Moriceau, directeur de la recherche avancée, Alexander Law, directeur du développement social, Xavier Durand, directeur des affaires fiscales et douanières, et Mme Fabienne Goyeneche, directrice des affaires publiques.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Bpifrance - M. Nicolas Dufourcq, directeur général, et Mme Sophie Rémont, directrice de l'expertise et des programmes de la direction de l'innovation.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Patrick Pouyanné, président-directeur général de TotalEnergies.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France (AMF).

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de M. Arnaud Montebourg, ancien ministre de l'économie, du redressement productif et du numérique.

Audition d'Onet - Mmes Émilie de Lombarès, présidente du directoire, Julie Champourcin, directrice des comptabilités, fiscalité et financement, et M. Steve Berteaux, directeur expertises de la masse salariale.

Audition d'Orange - Mme Christel Heydemann, directrice générale, MM. Nicolas Guérin, secrétaire général, et Laurentino Lavezzi, directeur des affaires publiques.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de M. Éric Woerth, député de l'Oise, ancien ministre, auteur du rapport « Décentralisation : le temps de la confiance ».

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de LVMH - MM. Bernard Arnault, président-directeur général, Stéphane Bianchi, directeur général adjoint, Mme Cécile Cabanis, directrice financière, et M. Marc-Antoine Jamet, secrétaire général.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(MI intercommunalité) :* Audition de l'Association Interco' Outre-mer.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

(MI intercommunalité) : Audition de l'Association des directeurs généraux des communautés de France (ADGCF).

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(CE Aides publiques aux entreprises) :* Audition de Lactalis - M. Emmanuel Besnier, président-directeur général.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Anne-Isabelle Etienvre, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions d'administratrice générale du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA).

Réunion du mardi 23 septembre 2025 *(MI intercommunalité) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. François Jackow, directeur général d'Air Liquide.

L'avenir de la filière viticole - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

- Proposition de loi en faveur de la préservation et de la reconquête de la haie [n° 189 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1798 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1814 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (5 février 2025) : p. 2065

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (5 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- Suite de la discussion (6 février 2025) - **Article 1er quater** *(Mise à disposition d'une méthodologie d'affichage de l'origine des produits alimentaires)* : p. 2408 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 586 rectifié quater** *(Mise en place d'une exception agri-culturelle pour notre agriculture française sur le modèle de l'exception culturelle en matière de culture)* : p. 2413 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 596 rectifié ter** *(Préservation du pastoralisme)* : p. 2413 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 602 rectifié bis** *(Demande de rapport sur la mise en place d'une exception agri-culturelle en France)* : p. 2414 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 603 rectifié ter** *(Donner aux sols un statut d'organisme à part entière)* : p. 2414 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 606 rectifié ter** *(Soutien aux grands projets d'irrigation structurants)* : p. 2414 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 609 rectifié quater** *(Recherche d'alternative aux produits phytosanitaires)* : p. 2415 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 612 rectifié bis** *(Rendre dignité et valeur au métier d'agriculteur)* : p. 2416 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 629 rectifié quater** *(Concilier agriculture et protection de l'environnement)* : p. 2416 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 789 rectifié bis** *(Financement du plan d'action stratégique pour l'anticipation du potentiel retrait européen des substances actives et le développement de techniques alternatives pour la protection des cultures (PARSADA))* : p. 2416 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 795 rectifié ter** *(Remise d'un rapport de suivi du plan d'action stratégique pour l'anticipation du potentiel retrait européen des substances actives et le développement de techniques alternatives pour la protection des cultures (PARSADA))* : p. 2417 - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes p. 2433 et suivantes - **Article 3** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- Suite de la discussion (10 février 2025) - **Article 3 bis** *(Promotion de la haie et de l'agroforesterie dans les missions des établissements d'enseignement, de formation et de recherche et développement agricole)* : p. 2472 et suivantes - **Article 4** *(Contrat territorial de consolidation ou de création de formation)* : p. 2475 et suivantes - **Article 5** *(Création du « Bachelor Agro »)* : p. 2477 et suivantes - **Article 6** *(Création de plans prioritaires pluriannuels de transition et de souveraineté (3PTS) et intervention d'« experts associés » dans l'enseignement agricole)* : p. 2485 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Question orale sans débat sur la stratégie pour l'accélération et la massification des innovations culturales agroécologiques - (11 février 2025) : p. 2577

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] (suite) - (11 février 2025) - **Rappel au règlement** : p. 2644 et suivantes - **Article 13 ter** *(Demande de rapport relatif à la dématérialisation de l'identification des bovins)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- Suite de la discussion (12 février 2025) - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 444 rectifié ter** *(Création d'un Groupe national grands prédateurs auprès du ministre de l'agriculture)* : p. 2764

- Mises au point au sujet de votes - (13 février 2025) : p. 2796

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fusillade en Avignon - (5 mars 2025) : p. 3268 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes

- Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Article 1er** *(Prolongation de l'expérimentation de l'encadrement des loyers et réouverture du délai de candidature dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3302 et suivantes

- Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété [n° 479 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4392 et suivantes - **Article 1er** *(Clarification des obligations de rénovation énergétique des logements)* : p. 4396 et suivantes - **Article 2** *(Demande de rapport au Gouvernement sur l'opportunité d'une révision du calcul du diagnostic de performance énergétique pour y inclure la notion de confort d'été)* : p. 4405 et suivantes

- Proposition de loi instaurant des réponses adaptées et proportionnées pour prévenir notamment le développement des vignes non cultivées [n° 647 (2024-2025)] - (5 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6229 et suivants

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 1er bis D - Amendement n° 158 rectifié bis** *(Continuité de l'urbanisation en zone de montagne (deux constructions))* : p. 6637 et suivantes - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes

- Question orale sans débat sur la sanctuarisation des crédits alloués à la surveillance biologique du territoire et le maintien du soutien au réseau des fédérations régionales de défense contre les organismes nuisibles - (24 juin 2025) : p. 6964 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 7 (texte non modifié par la commission)** *(Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion des commissions du conseil municipal)* : p. 7924 et suivantes

- Question orale sans débat sur la conséquence du dispositif de lissage conjoncturel en Seine-Maritime - (4 novembre 2025) : p. 8326

- Question orale sans débat sur la panthéonisation de Camille Claudel - (4 novembre 2025) : p. 8329

- Débat sur le thème : « Quelles réponses apporter à la crise du logement ? » - (4 novembre 2025) : p. 8371 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2494, n° I-797 rectifié bis, n° I-2373 rectifié ter et n° I-2551 rectifié quinquies** *(TVA dans le secteur de la restauration)* : p. 10767 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12735 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

SZCZUREK (Christopher)
sénateur (Pas-de-Calais)
NI

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Direction de l'action du Gouvernement **[n° 743 tome 2 annexe 10 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique **[n° 68 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Culture - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Direction de l'action du Gouvernement **[n° 139 tome 3 annexe 9 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2025 - Mission

« Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 23 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) - Communication.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes p. 1191 et suivantes

Cohésion des territoires

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1244 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendements n° II-1399 rectifié et n° II-2207** *(Extension du délai de dépôt des demandes d'indemnisation des ayants-droits des victimes des essais nucléaires français)* : p. 1271 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° II-1119** *(Suppression de la retraite spécifique des anciens Présidents de la République, pour les Présidents de la République élus après le 1er avril 2022)* : p. 1272 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) - **État C** : p. 1273 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-651** *(Fermeture des régimes de retraite complémentaires bénéficiant aux agents de la Direction de l'information légale et administrative (DILA) et aux salariés de la société anonyme de composition et d'impression des Journaux officiels de la République française (SACIJO) pour les personnels embauchés à compter du 1er janvier 2025)* : p. 1275 - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-2106** *(Adaptations des dispositions relatives au statut des agents de la Direction de l'information légale et administrative (DILA))* : p. 1275 et suivantes

- Suite de la discussion (23 janvier 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1401 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Article 3** *(Exemption de toute formalité d'urbanisme pour les structures temporaires à usage d'hébergement d'urgence pour une durée de deux ans)* : p. 1899 et suivantes - **Article 5** *(Champ d'application des dérogations aux procédures d'urbanisme pour faciliter et accélérer la reconstruction des bâtiments et infrastructures détruits ou dégradés par le cyclone Chido)* : p. 1907 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 - *Commission mixte paritaire* **[n° 297 (2024-2025)]** - (6 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2386 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes - **Article liminaire** *(Présentation, pour l'exercice en cours et pour l'année à venir, de l'État des prévisions de dépenses, de recettes et de solde des administrations de sécurité sociale)* : p. 2862 et suivantes - **Article 6** *(Réforme des allègements généraux de cotisations patronales)* : p. 2872 et suivantes

Troisième partie :

- (17 février 2025) - **Article 19** *(Lutter contre les pénuries de produits de santé)* : p. 2922 et suivantes - **Article 25** *(Dotations et transferts des régimes obligatoires de base)* : p. 2942 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales dans la prévention et la gestion des inondations [n° 362 (2024-2025)] - (6 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3371 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Article 1er** *(Extension du régime dérogatoire de rétention administrative aux étrangers ayant fait l'objet d'une condamnation pénale au titre de certaines infractions graves)* : p. 3994 et suivantes - **Article 2** *(Caractère suspensif de l'appel interjeté contre une décision mettant fin à la rétention administrative)* : p. 3997 et suivantes - **Article 3 (nouveau)** *(Simplification du séquençage et des motifs des dernières prolongations de la rétention administrative)* : p. 3998 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Question préalable** : p. 4255 et suivantes - **Discussion générale** : p. 4259 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité*

française au titre du « droit du sol » à Mayotte) : p. 4268 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes

- Proposition de loi tendant à confier à l'Office français de l'immigration et de l'intégration certaines tâches d'accueil et d'information des personnes retenues [n° 594 (2024-2025)] - (12 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5345 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5413 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 70** *(Introduction de conditions de durée de séjour spécifiques pour percevoir les prestations sociales non contributives)* : p. 5832 et suivantes

- Suite de la discussion (27 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5942 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Proposition de loi portant programmation nationale et simplification normative dans le secteur économique de l'énergie - *Deuxième lecture* **[n° 802 (2024-2025)]** - (8 juillet 2025) - **Article 3** *(Intégration de la relance du nucléaire parmi les objectifs énergétiques généraux et chiffrés, mentionnés aux articles L. 100-2 et L. 100-4 du code de l'énergie)* : p. 7351 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (12 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° 244 rectifié, n° 227 rectifié, n° 158 rectifié et n° 37 rectifié bis** *(Sanctions complémentaires pour les personnes condamnées pour fraude fiscale ou sociale)* : p. 8570 et suivantes - **Article 4** *(Permettre aux caisses de sécurité sociale de mandater l'une d'entre elles pour déposer une plainte pénale unique et renforcer l'articulation de l'action pénale des organismes sociaux)* : p. 8595 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8785 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 202** *(Allongement à cinq ans du délai de prescription des créances sociales)* : p. 8838 - **Article 8** *(Réduire les niches sociales applicables aux compléments salariaux)* : p. 8887 et suivantes

- Suite de la discussion (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° 1243** *(Donner l'exclusivité des allocations familiales aux foyers dont au moins l'un des parents est de nationalité française)* : p. 9533

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique carcérale - (26 novembre 2025) : p. 9746 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendements n° I-859, n° I-145, n° I-1898 et n° I-2297 rectifié** *(Crédit d'impôt pour la transition énergétique)* : p. 10202 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-886** *(Augmenter le tarif de la taxe annuelle sur les installations éoliennes en mer)* : p. 10203 - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-996** *(Augmentation du taux applicable à la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers)* : p. 10316 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-857** *(Exclusion du bénéfice de la réduction d'impôt au titre des dons faits aux œuvres des associations dont les adhérents sont reconnus coupables, par aide directe ou indirecte, d'avoir facilité ou tenté de faciliter l'entrée, la circulation ou le séjour irréguliers, d'un étranger en France)* : p. 10319 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-35, n° I-813 rectifié ter, n° I-864, n° I-1860 rectifié bis, n° I-2420 rectifié sexies, n° I-814 rectifié ter, n° I-1581 rectifié, n° I-1861 rectifié bis et n° I-2421 rectifié sexies** *(Faciliter la transmission en cascade de biens ruraux, en permettant le maintien de l'exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit (DMTG))* : p. 10372 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 13** *(Verdissement de la fiscalité sur les véhicules)* : p. 10481 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article additionnel après l'article 36 - Amendements n° I-1556, n° I-2160 rectifié et n° I-903** *(Contribution de vie étudiante et de campus)* : p. 11126 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-705 rectifié** *(Suppression de la Commission nationale du débat public)* : p. 12102

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12312 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12915 et suivantes - **Article additionnel après l'article 68 - Amendement n° II-260 rectifié ter** *(Fusion du Haut-commissariat à la stratégie et au plan et du Secrétariat général à la planification écologique)* : p. 12934 et suivantes

- **Suite de la discussion** (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

---

SZPINER (Francis)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille (12 juin 2025).

Membre titulaire du comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 343 (2024-2025)] visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents **[n° 463 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 403 (2023-2024)] portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 **[n° 564 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 681 (2024-2025)] créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière **[n° 745 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Justice - Société - Transports**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - Examen des amendements au texte de la commission (deuxième lecture).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Christian Charpy, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Rapport annuel du Défenseur des droits pour 2024 - Audition de Mme Claire Hédon, Défenseure des droits.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, de simplification du droit de l'urbanisme et du logement - Examen des amendements aux articles délégués au fond (4, 5 et 7) du texte de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - Examen des amendements au texte.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par le Sénat, visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (28 janvier 2025) - **Article 2** *(Création d'un parquet national anti-stupéfiants)* : p. 1611 et suivantes - **Article 3** *(Dispositions relatives à la lutte contre le blanchiment)* : p. 1621 et suivantes - **Article 9** *(Extension de la définition de l'infraction de participation à une association de malfaiteurs et renforcement de sa répression)* : p. 1664 et suivantes - **Article 11** *(Lutte contre le narcotrafic dans les outre-mer)* : p. 1671 et suivantes - **Article 13** *(Spécialisation de la chaîne pénale en matière de lutte contre le narcotrafic)* : p. 1678 et suivantes

- Suite de la discussion (29 janvier 2025) - **Article 19** *(Création d'un statut des informateurs et de leurs traitants et d'une « infiltration civile »)* : p. 1721 et suivantes - **Article 20** *(Régime des nullités)* : p. 1725 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3114 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'avenir du service de psychiatrie et d'addictologie de l'hôpital Cochin à Paris - (18 mars 2025) : p. 3942 et suivantes

- Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464

(2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n°43** *(Suppression des allocations familiales des parents d'enfants condamnés pour une infraction pénale)* : p. 4291 et suivantes - **Article 2** *(Obligation de déférer aux convocations du juge des enfants statuant en matière d'assistance éducative, assortie d'une amende civile)* : p. 4292 et suivantes - **Article 3** *(Extension du régime de responsabilité civile solidaire des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs)* : p. 4295 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 36 rectifié quater** *(Extension du recours à l'audience unique)* : p. 4303 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article 4 bis (nouveau)** *(Procédure applicable aux mineurs ayant commis des infractions à caractère terroriste ou en bande organisée)* : p. 4325 et suivantes - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 50 rectifié septies** *(Très courtes peines pour les mineurs délinquants)* : p. 4327 et suivantes - **Article 5 (supprimé)** *(Dérogations au principe d'atténuation des peines pour les mineurs âgés de seize à dix-huit ans)* : p. 4334 et suivantes - **Article 6** *(Remplacement du recueil de renseignements socio-éducatifs par une note actualisée)* : p. 4338 et suivantes - **Article 7 (texte non modifié par la commission)** *(Remise d'un rapport éducatif au juge des libertés et de la détention en vue d'un placement du mineur en détention provisoire)* : p. 4340 - **Article 9 (supprimé)** *(Systématisation de la proposition de mesures de réparation et possibilité de ne pas prononcer de mesures éducatives en cas de condamnation pour des faits de faible gravité)* : p. 4340 et suivantes - **Article 10 (supprimé)** *(Possibilité de prononcer un sursis à statuer sur la sanction en cas d'appel sur la décision de culpabilité)* : p. 4341 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 25 rectifié quater** *(Présentation régulière du mineur au cours d'une mesure éducative)* : p. 4342 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 27 rectifié septies** *(Information du juge des enfants ou du parquet en cas de violation de certaines obligations liées à un contrôle judiciaire)* : p. 4342 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 26 rectifié quater** *(Rétention des mineurs ayant violé leurs obligations au titre d'une mesure éducative)* : p. 4343 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 24 rectifié quinquies** *(Aménagement de la mesure de « couvre-feu » prononcée dans le cadre d'une mesure éducative)* : p. 4344 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 51** *(Aménagement de la mesure de « couvre-feu » prononcée dans le cadre d'une alternative aux poursuites)* : p. 4344 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 28 rectifié quater et n° 40 rectifié** *(Augmentation expérimentale du nombre d'assesseurs)* : p. 4345 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 41 rectifié** *(Demande de rapport au Parlement)* : p. 4346 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4346 et suivantes

- **Proposition de loi portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982** - *Deuxième lecture* **[n° 565 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5256 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française du fait d'infractions pénalisant l'homosexualité)* : p. 5266 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Réparation financière des personnes condamnées pour homosexualité)* : p. 5269 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Création d'une commission chargée de statuer sur les demandes de réparation financière)* : p. 5271 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de cap institutionnel** - (14 mai 2025) : p. 5514 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation humanitaire à Gaza** - (28 mai 2025) : p. 6002 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et Marseille [n° 532 (2024-2025)]** - (3 juin 2025) - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 6152 et suivantes - **Article 4** *(Entrée en vigueur de la réforme à compter des prochaines élections municipales)* : p. 6168 et suivantes

- **Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes

- **Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière** - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Création des infractions d'homicide et blessures routiers)* : p. 7123 et suivantes

- **Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille** - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration de deux scrutins distincts pour l'élection des conseillers d'arrondissement et des conseillers municipaux à Paris, Lyon et Marseille)* : p. 7495 et suivantes - **Article 2** *(Fixation du nombre de sièges attribués à chaque conseil d'arrondissement)* : p. 7504 et suivantes

- **Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)]** - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7837 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 15 bis** *(Session d'information sur les fonctions d'élu local)* : p. 7968 et suivantes

- **Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- **Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)]** - (6 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8507 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-2344, n° I-2415 rectifié et n° 2558 rectifié** *(Ouverture aux contribuables non-résidents de la réduction d'impôt aux dons)* : p. 10323 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la continuité des revenus des artistes auteurs [n° 107 (2024-2025)] - (18 décembre 2025) - **Article 1er** *(Création d'une contribution des diffuseurs afin de financer le revenu de continuité des artistes auteurs)* : p. 13305 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 13311 - **Article 2** *(Création d'un revenu de continuité pour les artistes auteurs)* : p. 13311 et suivantes

- Question orale sans débat sur les défaillances de l'aide sociale à l'enfance (ASE) à Paris et l'urgence à renforcer la protection des mineurs en danger - (23 décembre 2025) : p. 13346 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13349 et suivantes

---

TABAROT (Philippe)
ministre auprès du ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation, chargé des transports
(jusqu'au 4 octobre 2025)
ministre des transports
(à partir du 5 octobre 2025)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains
(jusqu'au 23 janvier 2025)

Membre du Gouvernement le 23 janvier 2025.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Premier vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 23 janvier 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des infrastructures.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat relative à la situation de la gare routière de Bercy-Seine - (14 janvier 2025) : p. 42 et suivantes

- Question orale sans débat relative à la disparition des trains de nuit dans les territoires, en particulier de la ligne Paris-Bourg-Saint-Maurice - (14 janvier 2025) : p. 43 et suivantes

- Question orale sans débat relative à la modernisation des lignes ferroviaires des Pyrénées-Atlantiques - (14 janvier 2025) : p. 43 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux difficultés des maires en matière d'assurance - (14 janvier 2025) : p. 44 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendement n° II-1621** *(Interdire à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France (Afit France) de cofinancer de nouveaux projets routiers)* : p. 954 et suivantes

Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens

- (20 janvier 2025) - **État C** : p. 957 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux manifestations sur la ligne à grande vitesse Bordeaux-Toulouse - (5 février 2025) : p. 2061 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de l'autoroute A69 - (5 mars 2025) : p. 3261 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 28** *(Allongement de la durée des contrats de régulation économique aéroportuaires à la suite de l'attribution d'un contrat de concession)* : p. 3525 et suivantes - **Article 30** *(Transposition de la directive 2023/2661 relative aux systèmes de transport routier intelligents)* : p. 3529 et suivantes - **Article 31** *(Application du règlement délégué (UE) 2024/490 relatif aux services d'informations sur les déplacements multimodaux)* : p. 3531 et suivantes - **Article 33** *(Harmonisation européenne des règles relatives à l'aptitude médicale des personnels ferroviaires non conducteurs)* : p. 3534 et suivantes - **Article 34** *(Mise en œuvre des dispositions du règlement européen « ReFuel EU Aviation » relatives au déploiement des carburants d'aviation durables)* : p. 3535 et suivantes - **Article 39** *(Simplification de la transposition de la directive « Inondation »)* : p. 3540 et suivantes - **Article 40** *(Reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie)* :

p. 3543 et suivantes - **Article 41** *(Approvisionnement en dispositifs médicaux et dispositifs médicaux de diagnostic in vitro)* : p. 3544 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la liaison ferroviaire entre Clermont-Ferrand et Paris - (2 avril 2025) : p. 4465 et suivantes

- Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? » - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5571 et suivantes - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5582 et suivantes - **Article unique** *(Validation législative des autorisations environnementales portant sur l'A69 et sur la mise en 2x2 voies de l'A680 entre Castelmaurou et Verfeil)* : p. 5588 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 5589 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'état des ponts routiers - (4 juin 2025) : p. 6193 et suivantes

- Proposition de loi élargissant la possibilité pour les collectivités territoriales et leurs groupements d'avoir recours au modèle de la société portuaire pour l'exploitation de leurs ports [n° 722 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6786 et suivantes - **Article unique** *(Recours des collectivités territoriales au modèle de la société portuaire)* : p. 6793 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des contrôleurs aériens (I) - (9 juillet 2025) : p. 7427 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des contrôleurs aériens (II) - (9 juillet 2025) : p. 7436 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la préservation des petites lignes ferroviaires dans le Grand Est - (19 novembre 2025) : p. 8751 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11918 et suivantes p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la ligne ferroviaire Bordeaux-Lyon - (10 décembre 2025) : p. 12353 et suivantes

---

TEMAL (Rachid)
sénateur (Val-d'Oise)
SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 371 (2024-2025)] autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne **[n° 403 (2024-2025)]** (5 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi instaurant l'obligation d'équiper les véhicules automobiles d'un extincteur **[n° 883 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Transports**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur la proposition de loi [n° 675 (2024-2025)] élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 87 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Situation en Syrie - Audition de M. Fabrice Balanche, chercheur, maître de conférences à l'université Lyon 2.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* L'architecture de sécurité africaine et le renouveau des relations de la France avec les pays africains - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Adlene Mohammedi, chercheur et enseignant en géopolitique, spécialiste du monde arabe, sur les relations entre la France et l'Algérie.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Noémie Kohler (sœur de Cécile Kohler), de M. Louis Arnaud (ex-otage) et de proches des familles de deux autres otages (Jacques Paris et Olivier Grondeau) détenus en Iran.

Projet de loi autorisant la ratification du traité sur la coopération dans le domaine de la défense entre la République française et le Royaume d'Espagne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Marcos Perestrello de Vasconcellos, président de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Perspectives de financement des objectifs fixés par la loi de programmation militaire (LPM) pour les années 2024 à 2030 - Crédits de la mission « Défense » - Présentation des conclusions.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Base industrielle et technologique de défense européenne (BITDE) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la coopération et l'intégration régionales des outre-mer - volet 2 : bassin océan Atlantique.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Échange de vues sur l'organisation d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution, consacré à la défense nationale.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Monténégro relatif à la coopération dans le domaine de la défense - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Défense » - Programme Équipement des forces - Examen du rapport pour avis.

Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Avances à l'audiovisuel public » - Programme 844 - France Médias Monde - Programme 847 - TV5 Monde - Programme 848 - Programme de transformation - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 janvier 2025) : p. 72 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite) - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement et compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (16 janvier 2025) : p. 252 et suivantes

Aide publique au développement

- (16 janvier 2025) - **État D** : p. 261 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (18 janvier 2025) : p. 524 et suivantes - **État B** : p. 541 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de trois otages français détenus en Iran - (29 janvier 2025) : p. 1710 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en République démocratique du Congo - (29 janvier 2025) : p. 1713

- Question d'actualité au Gouvernement relative au budget de la France - (5 février 2025) : p. 2059 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Après l'article 13 bis B - Amendement n° 34 rectifié** *(Prolongation de la concession de la Semmaris jusqu'au 31 décembre 2068)* : p. 2655 et suivantes - **Article 13 ter** *(Demande de rapport relatif à la dématérialisation de l'identification des bovins)* : p. 2660 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur la situation en Ukraine et la sécurité en Europe suivie d'un débat - (4 mars 2025) : p. 3199 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Ukraine (I) - (5 mars 2025) : p. 3258 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la guerre commerciale avec les États-Unis - (19 mars 2025) : p. 4056 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation d'ArcelorMittal (I) - (30 avril 2025) : p. 5130 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la cacophonie au sein de l'exécutif - (7 mai 2025) : p. 5305 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les partenariats internationaux avec la Syrie et le Gabon - (7 mai 2025) : p. 5315 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Nouvelle-Calédonie - (14 mai 2025) : p. 5511

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le scandale Nestlé et l'influence privée dans les décisions de l'État - (21 mai 2025) : p. 5895 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à Gaza - (4 juin 2025) : p. 6184 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (10 juin 2025) : p. 6297

- Question d'actualité au Gouvernement sur la « taxe Zucman » - (11 juin 2025) : p. 6410 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté numérique et la situation de l'entreprise Visibrain - (25 juin 2025) : p. 7080

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I) - (25 juin 2025) : p. 7081 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'abrogation de la réforme des retraites - (25 juin 2025) : p. 7082 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (II) - (25 juin 2025) : p. 7083 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du scrutin de Paris, Lyon et Marseille - (25 juin 2025) : p. 7085 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le statut de l'élu local - (25 juin 2025) : p. 7086 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement et débat sur la situation au Proche et Moyen-Orient - (2 juillet 2025) : p. 7208 et suivantes

- Question orale sans débat sur la fermeture des urgences nocturnes de l'hôpital de Magny-en-Vexin - (8 juillet 2025) : p. 7303

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7789 et suivantes p. 7797 et suivantes - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 7813 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7814 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 5 bis** *(Création d'une section du Code général des collectivités territoriales (CGCT) regroupant les dispositions statutaires applicables aux élus locaux)* : p. 7917 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Majoration de la durée d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative des agriculteurs anciennement élus locaux)* : p. 7937 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les projets de budget pour 2026 et les conditions de leur examen - (22 octobre 2025) : p. 7984 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le manque de justice fiscale dans le projet de loi de finances pour 2026 - (22 octobre 2025) : p. 7990 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité des musées après le vol au Louvre - (22 octobre 2025) : p. 7991 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la différence de dotation globale de fonctionnement (DGF) entre communes rurales et urbaines - (22 octobre 2025) : p. 7993 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8481 et suivantes - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- Proposition de loi élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade [n° 88 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8498 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8507 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (9 décembre 2025) : p. 12125 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes

- Modification de l'ordre du jour - (11 décembre 2025) : p. 12462

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12468 et suivantes - **État B** : p. 12479 et suivantes p. 12489 et suivantes

- Suite de la discussion (15 décembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p.13079 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

- Rappel au règlement - (15 décembre 2025) : p. 13113

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (I) - (17 décembre 2025) : p. 13177 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (III) - (17 décembre 2025) : p. 13181 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (IV) - (17 décembre 2025) : p. 13183 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide sociale à l'enfance - (17 décembre 2025) : p. 13184 et suivantes

- Projet de loi spéciale prévue par l'article 45 de la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances [n° 248 (2025-2026)] - (23 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13347 et suivantes p. 13349 et suivantes - **Article 1er** *(Autorisation de percevoir les impôts existants)* : p. 13359 - **Article 2** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 13359 et suivantes

---

TETUANUI (Lana)
sénatrice (Polynésie française)
UC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte (2 juillet 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi portant adaptation et modernisation des dispositions du code général des collectivités territoriales applicables en Polynésie française **[n° 249 (2024-2025)]** (21 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Outre-mer**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Politique du handicap -Table ronde consacrée à la Polynésie française.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de M. Thani Mohamed-Soilihi, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de la francophonie et des partenariats internationaux.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les polices municipales - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Naïma Moutchou, ministre des outre-mer.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Transformation et fonction publique » - Programme « Fonction publique » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendements n° II-1399 rectifié et n° II-2207** *(Extension du délai de dépôt des demandes d'indemnisation des ayants-droits des victimes des essais nucléaires français)* : p. 1271 et suivantes

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5528 et suivantes

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5668 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Suite de la discussion (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Question d'actualité au Gouvernement sur les ambitions chinoises dans le Pacifique - (28 mai 2025) : p. 6001

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 2** *(Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs locaux, revalorisation indemnitaire pour les adjoints au maire et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7905 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Article 17 bis (supprimé)** *(Possibilité pour une conseillère municipale en congé maternité de donner pouvoir à un autre élu pour voter en son nom à plus de trois séances consécutives du conseil municipal)* : p. 8000 et suivantes - **Article 31 (texte non modifié par la commission)** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour adapter et étendre, dans les collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et en Nouvelle-Calédonie, les dispositions de la présente loi)* : p. 8023

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement*

commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence) : p. 8165 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 19 rectifié et n° 126** *(Définition du contenu d'un décret relatif à l'obligation pour les entreprises de la grande distribution de réserver une surface de vente dédiée aux productions régionales)* : p. 8169 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11263 et suivantes

Outre-mer

- (4 décembre 2025) : p. 11292 et suivantes - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes - **État B** : p. 11341 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes

THÉOPHILE (Dominique)
sénateur (Guadeloupe)
RDPI

Vice-président du Sénat jusqu'au 31 mars 2025 ; a présidé les séances des 17, 18, 21 janvier, 17, 18, 19 février, 10, 11, 25 et 26 mars 2025.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 2 avril 2025 ; membre de la commission jusqu'au 1er avril 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat le 4 décembre 2025.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis vice-président le 10 décembre 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 (24 novembre 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant **[n° 349 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation du contrat de professionnalisation expérimental **[n° 475 (2024-2025)]** (24 mars 2025) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La lutte contre la vie chère outre-mer : pansements ou vrais remèdes ? **[n° 514 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à encadrer la commercialisation et l'utilisation des sachets de nicotine à usage oral **[n° 641 (2024-2025)]** (20 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à lever, dans les territoires d'outre-mer, l'interdiction de recherche, d'exploration et d'exploitation des hydrocarbures **[n° 185 (2025-2026)]** (3 décembre 2025) - **Outre-mer - Énergie**.

Proposition de loi visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées **[n° 187 (2025-2026)]** (4 décembre 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Jean-François Bohnert, procureur de la République financier et Mme Céline Guillet, procureur de la République adjoint.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Lutte contre la vie chère dans les outre-mer - Table ronde sur le marché automobile.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Organisation de la prévention dans le domaine de la santé - Audition de M. Thomas Fatôme, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Mme Marie-Anne Barbat-Layani, présidente de

l'Autorité des marché financiers et de M. Sébastien Raspiller, secrétaire général de l'Autorité des marchés financiers.

Réunion du jeudi 3 avril 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Examen du rapport d'information sur la lutte contre la vie chère dans les outre-mer.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de MM. Frédéric Baab, procureur européen, Emmanuel Chirat, et Mme Anaïs Taïbi-Lecœur, procureurs européens délégués.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(commission des affaires sociales) :* L'avis du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses de l'assurance maladie - Audition de Mmes Catherine Vautrin, ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles, et Amélie de Montchalin, ministre chargée des comptes publics.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Communication de la Cour des comptes relative à la situation financière de la sécurité sociale - Audition de M. Bernard Lejeune, président de la sixième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du samedi 15 novembre 2025 *(commission des affaires sociales) :* Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-1388 rectifié ter** *(Inclusion d'une planification dans les projets de financements alloués par l'État et l'Agence nationale du sport pour les infrastructures sportives des collectivités d'outre-mer)* : p. 316

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier de déploiement des mesures du comité interministériel des outre-mer - (12 février 2025) : p. 2723 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire les dispositifs électroniques de vapotage à usage unique - *Commission mixte paritaire* **[n° 263 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2825 et suivantes

- Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Royaume-Uni - (26 mars 2025) : p. 4311

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaître la responsabilité de l'État, réparer les victimes et prévoir la survenue de pathologies liées au chlordécone)* : p. 4856 et suivantes

- Proposition de loi sur la profession d'infirmier [n° 558 (2024-2025)] - (5 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5174 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 17 rectifié, n° 24 et n° 58** *(Reconnaissance d'exercices infirmiers spécialisés nécessitant un diplôme universitaire de niveau master)* : p. 5211 et suivantes - **Article 2** *(Ouvrir la reconnaissance de l'exercice des infirmiers de spécialité en tant que pratique avancée)* : p. 5212 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les problématiques liées aux sargasses en Guadeloupe - (7 mai 2025) : p. 5303 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social - *Commission mixte paritaire* **[n° 839 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7582 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes - **Article 2** *(Réforme du bouclier qualité-prix (BQP))* : p. 8094 et suivantes - **Article 4** *(Développer le e-commerce, soutenir les territoires : l'expérimentation du e-hub ultramarin)* : p. 8117 et suivantes - **Article 6 (suite)** *(Obligation pour les distributeurs de transmission de données économiques aux services de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes)* : p. 8133 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 21** *(Interdiction des abus de position dominante dans les territoires ultramarins)* : p. 8160 et suivantes - **Article 12** *(Extension des pouvoirs des commissions départementales d'aménagement commercial (CDAC) pour favoriser la concurrence)* : p. 8165 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 et suivantes

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 2 rectifié quater, n° 578 rectifié ter, n° 961 rectifié quater, n° 1354 rectifié et n° 932 rectifié** *(Possibilité pour les employeurs et indépendants ultramarins de conclure avec les organismes de recouvrement des plans d'apurement de leurs dettes de cotisations et contributions sociales)* : p. 8841 et suivantes

- Suite de la discussion (21 novembre 2025) - **Article 9** *(Rationaliser certaines exonérations spécifiques)* : p. 8974 et suivantes

- Suite de la discussion (22 novembre 2025) - **Article 12 septies (nouveau)** *(Suppression de la possibilité pour le Gouvernement de minorer la compensation à l'Unédic des allégements généraux de cotisations patronales)* : p. 9196 et suivantes

- Suite de la discussion (23 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 725 rectifié sexies** *(Subordination de l'installation en zones sur-dense à la conclusion d'un engagement territorial de santé)* : p. 9356 - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 963 rectifié bis** *(Demande de rapport sur la revalorisation des coefficients géographiques outre-mer)* : p. 9357 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 sexies - Amendements n° 1089 rectifié et n° 1311** *(Exercice sur adressage des ergothérapeutes)* : p. 9359 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 962 rectifié bis** *(Prise en compte de*

certaines contraintes géographiques et sanitaires dans le financement des établissements de santé) : p. 9371

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11304 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 11339 et suivantes

- Proposition de loi visant à intégrer les centres experts en santé mentale dans le code de la santé publique [n° 204 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13148 et suivantes

---

TISSOT (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution le 25 novembre 2025 ; puis vice-président le 10 décembre 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi portant diverses mesures visant à adapter le fonctionnement des instances de gouvernance des chambres d'agriculture et de la mutualité sociale agricole (6 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture (18 février 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire (2 avril 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur (17 juin 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement (26 juin 2025).

Membre suppléant du comité de bassin Loire-Bretagne.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales **[n° 140 tome 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Budget - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Olivier Lluansi, enseignant à l'École des mines de Paris et auteur d'un rapport sur la réindustrialisation de la France à l'horizon 2035.

Réunion du mardi 21 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Florent Menegaux, président de Michelin.

Projet de loi d'urgence pour Mayotte - Audition de M. Manuel Valls, ministre des outre-mer.

Réunion du lundi 3 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Joël Fourny, président des chambres de métiers et de l'artisanat.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Frédéric Gauchet, président de France Chimie, M. Alix Deschamps, président de WeylChem Lamotte, et M. Jacques Pidoux, président de BCF Life Sciences.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Schelcher, président-directeur général de la Coopérative U.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Philippe d'Ornano, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (Meti).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, contre toutes les fraudes aux aides publiques - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Rapport Ensemble, refaire ville. Pour un renouvellement urbain résilient des quartiers et des territoires fragiles - Audition de M. Patrice Vergriete, président du conseil d'administration, Mme Anne-Claire Mialot, directrice générale, de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, MM. Jean-Martin Delorme, président de section à l'inspection générale de l'environnement et du développement durable, et Cédric Van Styvendael, maire de Villeurbanne (en visioconférence).

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Patrick Martin, président du Mouvement des entreprises de France (Medef).

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Dominique Thillaud, directeur général de la Compagnie des Alpes.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de M. Alain Le Grix de la Salle, président d'ArcelorMittal France.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Juliette Méadel, ministre déléguée chargée de la ville.

Réunion du lundi 30 juin 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Marie-Ange Debon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de présidente du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Audition de Mme Annie Genevard, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la souveraineté alimentaire.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires économiques) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(CE Marges grande distribution) :* Réunion constitutive.

(commission des affaires économiques) : Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (17 janvier 2025) : p. 397 et suivantes

Deuxième partie :

- (17 janvier 2025) : p. 410 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)]** - (27 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1493 et suivantes - **Article 1er** *(Abrogation de la séparation de la vente et du conseil à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, ainsi que de l'interdiction des remises, rabais et ristournes sur ces mêmes produits et transformation du conseil stratégique phytosanitaire (CSP) en un dispositif facultatif)* : p. 1503 et suivantes - **Article 2** *(Rôle du ministre en charge de l'agriculture dans le processus de délivrance des autorisations de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques, usage des drones pour la pulvérisation de produits phytopharmaceutiques et suppression des dispositions relatives à l'interdiction d'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives de la famille des néonicotinoïdes ou assimilés)* : p. 1514 et suivantes - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes - **Article 6** *(Invitation à suivre une procédure administrative plutôt que judiciaire en cas de primo-infraction environnementale ou d'infraction causant un faible préjudice environnemental)* : p. 1557 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1562 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 116 rectifié bis** *(Rapport sur le soutien à l'agriculture mahoraise)* : p. 1898 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1994 et suivantes - **Intitulé du titre Ier** *(Ériger l'agriculture au rang d'intérêt fondamental de la Nation et reconquérir notre souveraineté alimentaire)* : p. 2016 et suivantes - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 3 bis** *(Promotion de la haie et de l'agroforesterie dans les missions des établissements d'enseignement, de formation et de recherche et développement agricole)* : p. 2472 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis - Amendement n° 431 rectifié ter** *(Demande de rapport sur l'efficacité du plan « Enseigner à Produire Autrement »)* : p. 2475 - **Article 5** *(Création du « Bachelor Agro »)* : p. 2477 et suivantes - **Article 6** *(Création de plans prioritaires pluriannuels de transition et de souveraineté (3PTS) et intervention d'« experts associés » dans l'enseignement agricole)* : p. 2485 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 bis A - Amendement n° 432 rectifié ter** *(Demande de rapport évaluant les conséquences sur l'exercice de la profession vétérinaire de la concentration des établissements vétérinaires)* : p. 2491 et suivantes - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 382 rectifié ter** *(Suppression de l'objectif, fixé à l'aménagement foncier, de « constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées »)* : p. 2618 et suivantes - **Article 10 bis** *(Période de droit à l'essai d'un an, renouvelable une fois, et réversible, pour tester l'association d'agriculteurs dans une forme sociétaire (Gaec ou autre))* : p. 2620 et suivantes - **Article 12 (suppression maintenue)** *(Conditions de création de groupements fonciers agricoles d'investissement)* : p. 2624 et suivantes - **Après l'article 12 - Amendement n° 79 rectifié bis** *(Association des collectivités développant un projet alimentaire territorial (PAT) à la politique foncière)* : p. 2626 - **Article 12 bis** *(Possibilités d'activités complémentaires pour les sociétés agricoles)* : p. 2627 et suivantes - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes - **Article 14** *(Adaptation du cadre juridique applicable à la gestion des haies)* : p. 2660 et suivantes - **Article 14 quater (nouveau)** *(Exclusion des constructions, ouvrages, installations ou aménagements nécessaires à l'activité agricole du décompte des terres artificialisées, pour toute surface agricole)* : p. 2699 et suivantes

- **Suite de la discussion** (12 février 2025) - **Article 15** *(Accélération de la prise de décision des juridictions en cas de contentieux contre des projets d'ouvrage hydraulique agricole et d'installation ou extension d'élevage)* : p. 2737 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 119 rectifié quater** *(Publication des sources scientifiques selon lesquelles s'appuient les avis de l'autorité environnementale)* : p. 2744 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 77 rectifié, n° 121 rectifié quinquies, n° 221 rectifié ter, n° 264 rectifié ter, n° 583 rectifié bis, n° 597 rectifié ter, n° 624 rectifié et n° 703 rectifié bis** *(Simplifications de l'enquête publique dans le cadre de l'autorisation environnementale et possibilité de relever les seuils entre procédures d'enregistrement et d'autorisation ICPE pour toutes les activités dès la promulgation de la loi)* : p. 2744 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 175** *(Assujettissement à déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités visant à mettre en place des retenues collinaires de 75 000 mètres cubes d'eau)* : p. 2751 et suivantes - **Article 16** *(Relèvement du seuil d'installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les chiens de protection de troupeau et habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour fixer les règles de responsabilité pénale des éleveurs en cas de dommages causés par leur chien de troupeau)* : p. 2755 et suivantes

- **Suite de la discussion** (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise agricole** - (19 février 2025) : p. 3054 et suivantes

- **Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)]** - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture** - *Commission mixte paritaire* **[n° 356 (2024-2025)]** - (20 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3177 et suivantes

- **Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Article 1er** *(Conditions de résidence pour le bénéfice des étrangers aux prestations sociales)* : p. 4024 et suivantes

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire [n° 485 (2024-2025)] - (1er avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4411 et suivantes - **Article 1er** *(Prolongation du relèvement du seuil de revente à perte et de l'encadrement des promotions)* : p. 4422 et suivantes - **Article 2** *(Application de l'interdiction de revente à perte à la vente des produits vendus sous marque de distributeur)* : p. 4432 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'un rapport sur les marges brutes réelles des distributeurs)* : p. 4434 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4435 et suivantes

- Proposition de loi visant à améliorer le traitement des maladies affectant les cultures végétales à l'aide d'aéronefs télépilotés [n° 490 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4860 et suivantes - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Mise en place d'une dérogation à l'interdiction de pulvérisation aérienne de produits phytopharmaceutiques pour des traitements par drone de certaines cultures et parcelles agricoles)* : p. 4869 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la stabilité économique et la compétitivité du secteur agroalimentaire - *Commission mixte paritaire* **[n° 524 (2024-2025)]** - (10 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4918 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - (28 mai 2025) : p. 5991 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 2** *(Adaptation du régime des résidences hôtelières à vocation sociale et assouplissement des possibilités de déroger aux règles des PLU(i) (plan Local d'urbanisme intercommunal) pour la création de logements)* : p. 6641 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'interruption de la collecte de pneus agricoles usagés dans la Loire - (24 juin 2025) : p. 6984 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les dangers sanitaires des pesticides - (2 juillet 2025) : p. 7157 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - *Commission mixte paritaire* **[n° 800 (2024-2025)]** - (2 juillet 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7180 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-573 rectifié et n° I-2490 rectifié bis** *(Crédit d'impôt pour la stérilisation des chiens et des chats)* : p. 10359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1637 rectifié, n° I-2112 rectifié, n° I-2380 rectifié, n° I-1234, n° I-1228 et n° I-617 rectifié** *(Crédit d'impôt « remplacement des agriculteurs »)* : p. 10360 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1237 et n° I-1636 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les exploitants agricoles inscrits, dans les cinq années qui précèdent leur âge légal de départ à la retraite, au répertoire départemental unique des installations-transmissions)* : p. 10367 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° I-1031 rectifié ter** *(Création d'un crédit d'impôt pour dépenses de travaux réalisés en application des obligations légales de débroussaillement)* : p. 10383 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1686 rectifié bis** *(Instauration d'un barème de nuit de la taxe sur les nuisances sonores aériennes)* : p. 10539 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-417 rectifié bis, n° I-2078 rectifié ter, n° I-499 rectifié, n° I-1685 rectifié bis, n° I-225 rectifié et n° I-1061 rectifié** *(Suramortissement pour le renouvellement des flottes des compagnies aériennes)* : p. 10541 et suivantes - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'entretien du réseau de communication téléphonique - (2 décembre 2025) : p. 10732 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affection spéciale : Développement agricole et rural

- (12 décembre 2025) : p. 12726 et suivantes

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3** *(Demande de rapport)* : p. 13325 - **Article 1er** *(Contenu de la charte départementale d'engagement)* : p. 13328 et suivantes

UZENAT (Simon)
sénateur (Morbihan)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis président du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes (27 mars 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la CE Commande publique : L'urgence d'agir pour éviter la sortie de route : Piloter la commande publique au service de la souveraineté économique - Rapport **[n° 830 tome 1 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Commande publique : L'urgence d'agir pour éviter la sortie de route : Piloter la commande publique au service de la souveraineté économique - Recueil de comptes rendus **[n° 830 tome 2 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, auteur d'un rapport au Gouvernement intitulé « Coût des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions » (mai 2024).

Audition de M. Éric Schahl, conseiller régional d'Île-de-France, représentant de l'association Régions de France.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Perspectives et défis du financement de la politique de l'eau - Audition de M. Thierry Burlot, président du Cercle Français de l'Eau, Mme Maria Salvetti, économiste et analyste des politiques publiques dans le secteur de l'eau et M. Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. François Adam, directeur des achats de l'État au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition de M. Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain, représentant l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de juristes et journalistes spécialisés dans la commande publique - MM. Guillaume Delarue, avocat au barreau de Paris, Jean-Marc Joannès, rédacteur en chef d'achatpublic.info, et Grégory Kalflèche, professeur de droit public à l'université Toulouse-Capitole.

Audition d'économistes - Mme Anne Perrot, inspectrice générale des finances, correspondante du Conseil d'analyse économique et M. Stéphane Saussier, professeur d'économie et de management public à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition d'acheteurs publics - MM. Jean-Luc Baras, président du Conseil national des achats (CNA), Alain Bénard, président de l'association des acheteurs publics (AAP), et Jean-Marc Peyrical, président de l'association pour l'achat dans les services publics (APASP).

Politique d'achat du ministère des armées - Audition de M. Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration, de l'ingénieur général hors classe de l'armement Guilhem Reboul, directeur des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique à la direction générale de l'armement, et du commissaire général hors classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Matthieu Schlesinger, vice-président d'Intercommunalités de France, maire d'Olivet et premier vice-président d'Orleans métropole.

Réunion du lundi 31 mars 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Brice Huet, commissaire général au développement durable au ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et Mme Julie Hanot, sous-directrice des entreprises au commissariat général au développement durable.

Mise en œuvre des obligations issues de la loi Égalim pour la restauration collective publique - Audition de M. Loïc Agnès, chef du service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international, Mme Sophie Palin, sous-directrice de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques, et M. Erwan de Gavelle, chef du bureau de la politique de l'alimentation, de la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Rapport de la Cour des comptes sur la prise en compte des enjeux du développement durable dans les achats de l'État (décembre 2024) - Audition de M. Guillaume Boudy, président de section à la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Pierre-Henri Morand et François Maréchal, économistes spécialistes de la commande publique (en visioconférence).

Audition de Mme Clémence Olsina, directrice des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Alain Juillet, ancien haut responsable chargé de l'intelligence économique.

Audition de M. Philippe Latombe, député, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale « Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne » (juin 2021).

Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises.

Audition de Mme Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques et de M. Yann Boulay, responsable des affaires publiques de France Digitale, avec des représentants des entreprises Explain, Doctrine et OpenClassrooms.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Didier Trutt, président du conseil d'administration et du comité stratégique d'IN Groupe.

Audition de M. Frédéric Trojani, ancien directeur général de l'entreprise Surys.

Audition de M. Hugues Souparis, ancien président de l'entreprise Surys.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Stéphanie Schaer, directrice interministérielle du numérique.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Aliénor Courvalin, secrétaire générale, M. Maxime Papillon, responsable des achats publics, et M. Jean-Baptiste Lapeyrie, directeur de l'expertise, de l'innovation et de l'international de l'Agence du numérique en santé.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Problématique des achats publics dans le secteur hospitalier - Audition de Mmes Marie Daudé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS), Véronique Chasse, cheffe de la mission achats en santé à la DGOS, M. Dominique Legouge, directeur général du Réseau des acheteurs hospitaliers (Resah), Mmes Angélique Dizier, directrice générale adjointe en charge de la coordination des activités d'achat centralisé du Resah, Cécile Chevance, responsable du pôle « offres » de la Fédération hospitalière de France (FHF), MM. Jean-François Husson, chargé de mission à la FHF, et Walid Ben Brahim, directeur général de l'Union des Hôpitaux pour les Achats (UniHA).

Audition de Mme Laura Chaubard, directrice générale de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Frédéric Bredillot, membre du directoire, Benoit Dupuis, directeur des marchés et du pilotage contractuel, membre du Comex, et Deniz Boy, directeur des affaires publiques, de la Société des grands projets (SGP).

Audition de Mme Stéphanie Combes, directrice de la Plateforme des données de santé (Health Data Hub).

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Christian Brassac, vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg, en charge de la commande publique responsable.

Audition de Mme Nathalie Carrasco, présidente de l'École nationale supérieure (ENS) Paris-Saclay.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Emmanuelle Ledoux, directrice générale de l'Institut national de l'économie circulaire.

Les enjeux de la souveraineté numérique en matière de données publiques et le développement de solutions souveraines conformes aux besoins des personnes publiques - Audition de M. Thomas Balladur, président-directeur général d'Interstis,

Maître Laurent Bidault, avocat, et Mme Emmanuelle Ertel, directrice générale de Tessi Innovation & Trust.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général adjoint de Docaposte, ancien directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Problématique de la commande publique dans les collectivités d'outre-mer - Audition de Mmes Karine Delamarche, directrice générale adjointe des outre-mer, Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'Association des communes et collectivités d'outre-mer (ACCD'OM), MM. Anthony Lebon, administrateur et président de la commission BTP-Logement de la Fédération des entreprises des outre-mer (Fedom), et Dominique Vienne, président du conseil économique et social régional de La Réunion, ancien président de l'association de la stratégie du bon achat et du Haut Conseil de la commande publique de La Réunion.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Christian Vigouroux, président de section honoraire au Conseil d'État, auteur du rapport au Premier ministre « Sécuriser l'action des autorités publiques dans le respect de la légalité et des principes du droit ».

Audition de M. Gaël Menu, directeur général de SCC France, et de Mme Sylvie Wethli, directrice commerciale de SCC France, entreprise titulaire du marché « multi-éditeurs » de l'Union des groupements d'achats publics (Ugap).

Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Jean-Marc Morandi, élu, et Mme Dominique Moreno, responsable du pôle des politiques territoriales et régionales de la chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France.

Audition de M. Nicolas Guérin, secrétaire général d'Orange.

Audition de M. Thomas Pillot, chef du service de la protection des consommateurs et de la régulation des marchés, Mmes Carla Deveille-Fontinha, sous-directrice des affaires juridiques et des politiques de concurrence et de consommation, et Stéphanie Deguilly-Lepage, cheffe du bureau « Politique et droit de la concurrence » de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Audition de MM. Edward Jossa, président-directeur général de l'UGAP et Olivier Giannoni, directeur juridique de l'UGAP.

Audition de responsables ministériels des achats.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Cédric O, ancien secrétaire d'État chargé du numérique.

Audition de MM. Anton Carniaux, directeur des affaires publiques et juridiques, et Pierre Lagarde, directeur technique du secteur public, de Microsoft France.

Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information « Le fabriqué en France ».

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Sylvie Landriève, directrice du Forum « Vies Mobiles », sur les systèmes de mobilité alternatifs à la voiture.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Haut Conseil pour le climat - Présentation du rapport annuel 2025 - Audition de Jean-François Soussana, président, Valérie Masson-Delmotte et Benoît Leguet, membres, du Haut Conseil pour le climat (HCC).

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Rapport public thématique sur la transition écologique s'inscrivant dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* « Ambition France Transports : quel bilan ? » - Présentation du rapport de la conférence Ambition France Transports.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux politiques des territoires - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Débat relatif au programme Territoires d'industrie - (14 janvier 2025) : p. 49 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-946** : p. 238 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 1103 - **État B** : p. 1103 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2025) : p. 1244 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) - **Article additionnel avant l'article 60 - Amendement n° II-1119** *(Suppression de la retraite spécifique des anciens Présidents de la République, pour les Présidents de la République élus après le 1er avril 2022)* : p. 1272 et suivantes

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article 47** *(Plafond des autorisations d'emplois de l'État)* : p. 1333 et suivantes - **Article 48** *(Plafond des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 1337 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-947, n° II-950, n° II-2096 rectifié bis, n° II-948 et n° II-138 rectifié** *(Affectation aux communes de la fraction de l'imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (Ifer) relative à l'éolien y compris en cas de renouvellement d'une installation)* : p. 1359 et suivantes - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-949** *(Suppression du montant des impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (Ifer) du calcul du potentiel fiscal des communes)* : p. 1363

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Article 6** *(Autorisation de reconstruire à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1908 et suivantes - **Article 6 bis B** *(Dérogations temporaires à la loi Littoral)* : p. 1912 et suivantes - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes

- **Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)]** - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- **Suite de la discussion** (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- **Suite de la discussion** (6 février 2025) - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article 9 bis (nouveau)** *(Cartographie des opportunités et risques de marché à horizon de 20 ans pour orienter les candidats à l'installation qui le souhaitent vers les spécialisations les plus prometteuses)* : p. 2541 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) : p. 2610 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 382 rectifié ter** *(Suppression de l'objectif, fixé à l'aménagement foncier, de « constitution d'exploitations rurales d'un seul tenant ou à grandes parcelles bien groupées »)* : p. 2618 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le label « Breizhmer » et la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous (Égalim)** - (18 février 2025) : p. 2959 et suivantes

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)]** - (10 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3424 et suivantes - **Article 7 A (nouveau)** *(Report de quatre ans des obligations prévues par la directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) pour les entreprises concernées à compter des exercices 2026 et 2028)* : p. 3462 et suivantes - **Article 7** *(Corrections dans le code de commerce liées à la transposition de la directive sur les rapports de développement durable des entreprises (directive CSRD))* : p. 3467 et suivantes - **Article 35 (priorité)** *(Mise en cohérence de l'objectif national de fin de vente des véhicules légers neufs thermiques d'ici 2040 avec celui adopté par l'Union européenne)* : p. 3524 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3547 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (12 mars 2025) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 9 rectifié ter** *(Définition de l'enveloppe urbaine)* : p. 3767 et suivantes - **Article 1er** *(Mesure de l'artificialisation par la consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers)* : p. 3772 et suivantes

- **Suite de la discussion** (13 mars 2025) - **Article 2** *(Suppression de l'objectif de réduction de moitié du rythme de l'artificialisation sur la période 2021-2031)* : p. 3803 et suivantes - **Article 5** *(Modalités de fixation et de territorialisation des objectifs régionaux de réduction de l'artificialisation)* : p. 3862 et suivantes - **Article 6 (nouveau)** *(Garantie de développement communal)* : p. 3870 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le soutien de l'État et de ses opérateurs à la valorisation de la culture régionale bretonne** - (8 avril 2025) : p. 4730

- **Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? »** - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- **Débat sur les défaillances d'entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)]** - (12 mai 2025) - **Article 3** *(Encadrement de l'installation des médecins)* : p. 5397 et suivantes

- **Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés [n° 230 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5626 et suivantes - **Article 1er** *(Encadrement du licenciement pour motif économique)* : p. 5638 et suivantes - **Article 2** *(Sanction des licenciements économiques sans cause réelle et sérieuse)* : p. 5639 et suivantes

- **Question orale sur la mise en place d'un régime fiscal incitatif pour le HVO100 dans les secteurs professionnels maritime et fluvial** - (20 mai 2025) : p. 5718

- **Question orale sans débat sur l'avenir du Fonds national des aides à la pierre (Fnap) et le financement du logement social** - (8 juillet 2025) : p. 7316 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les finances des collectivités territoriales** - (9 juillet 2025) : p. 7429 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** *(Augmentation des indemnités de fonction des maires et des présidents de délégation spéciale)* : p. 7902 et suivantes - **Article 5 bis** *(Création d'une section du Code général des collectivités territoriales (CGCT) regroupant les dispositions statutaires applicables aux élus locaux)* : p. 7917 et suivantes - **Article 9** *(Extension du champ des autorisations d'absence et augmentation du plafond de remboursement des pertes de revenus subies par l'élu)* : p. 7932 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Majoration de la durée*

d'assurance retraite des élus locaux et exclusion de l'écrêtement de la retraite facultative des agriculteurs anciennement élus locaux) : p. 7937 et suivantes - **Article 10** *(Création d'un label « employeur partenaire de la démocratie locale »)* : p. 7951 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 18 bis A** *(Clarification des conditions du conflit d'intérêts pour les élus chargés de représenter une collectivité territoriale)* : p. 8005 et suivantes - **Article 18 bis (texte non modifié par la commission)** *(Règles applicables en cas de déport d'élus)* : p. 8011 et suivantes - **Article 19** *(Octroi automatique de la protection fonctionnelle aux élus locaux victimes de violences, de menaces ou d'outrages)* : p. 8012 et suivantes

- **Débat sur le thème : « La situation des finances publiques locales »** - (4 novembre 2025) : p. 8338 et suivantes

- **Débat sur le thème : « L'avenir de la décentralisation »** - (4 novembre 2025) : p. 8352 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 8 (suite) - Amendements n° 1164, n° 1171 rectifié, n° 1316 rectifié, n° 1668 rectifié, n° 959 rectifié, n° 1677 et n° 1678** *(Assujettissement aux cotisations sociales du rachat d'action)* : p. 8905 et suivantes

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2025) - **Article 6 bis (nouveau) (précédemment réservé)** *(Passage de 9,2 % à 10,6 % du taux de la contribution sociale généralisée (CSG) sur les revenus du patrimoine et des placements)* : p. 8947 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 septies - Amendements n° 1253 rectifié et n° 572 rectifié septies** *(Augmentation de la durée de travail)* : p. 9141 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 1158, n° 1319 et n° 1664** *(Création d'une contribution à la charge des Ehpad privés à but lucratif)* : p. 9189 et suivantes - **Article 18 (supprimé)** *(Extension du champ des franchises et participations forfaitaires et évolution de leurs modalités de recouvrement)* : p. 9226 et suivantes

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2025) - **Article 20** *(Renforcer la politique vaccinale)* : p. 9274 et suivantes - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes - **Article 21 bis (nouveau)** *(Mise en place du Réseau France Santé et modalités de prise en charge de certaines situations cliniques par les pharmaciens)* : p. 9338 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1555 rectifié** *(Conditionnement du conventionnement en zone sur-dense)* : p. 9351 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° 1558 rectifié bis** *(Possibilité d'adapter aux besoins des zones de revitalisation rurale la réglementation applicable aux transports sanitaires)* : p. 9353 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 quater - Amendement n° 863** *(Demande de rapport sur le protocole d'accord sur la maîtrise des dépenses dans le champ du transport sanitaire)* : p. 9356 et suivantes

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 1357** *(Demande de rapport sur le 100 % santé)* : p. 9482 et suivantes

- **Projet de loi de finances de fin de gestion pour 2025 [n° 132 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 3** *(Modification de la répartition entre les régions de la part d'accise affectée au financement de la création de places des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI))* : p. 9590 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]** - (28 novembre 2025) - **Article 2** *(Prorogation de la contribution différentielle sur les hauts revenus)* : p. 9844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-258 rectifié, n° I-1012, n° I-1498, n° I-1734 rectifié bis, n° I-185 rectifié et n° I-2640 rectifié bis** *(Création d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 9944 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1668 rectifié bis, n° I-2549 rectifié, n° I-1039 rectifié ter, n° I-1548 rectifié quater, n° I-1736 rectifié bis, n° I-2372 rectifié ter et n° I-1592 rectifié ter** *(Prorogation de l'exonération temporaire de droits de mutation à titre gratuit (DMTG) pour les dons de sommes d'argent consenties dans le cercle familial et affectées à l'acquisition d'un immeuble neuf ou en l'état futur d'achèvement ou à des travaux de rénovation énergétique)* : p. 9986 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1261rectifié, n° I-1008 rectifié, n° I-1897 rectifié et n° I-1956 rectifié bis** *(Transformation de la réduction d'impôt pour les dépenses liées à la dépendance en crédit d'impôt pour 2026 et 2027)* : p. 10297 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-7** *(Établissement du taux du crédit d'impôt en faveur des services à la personne à 45 %)* : p. 10311 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2664, n° I-2114 rectifié, n° I-2578 rectifié, n° I-464 rectifié quinquies, n° I-1840, n° I-1870 rectifié ter, n° I-1966 rectifié, n° I-351 rectifié, n° I-1821, n° I-196 rectifié ter, n° I-1235 rectifié, n° I-2636 rectifié bis, n° I-167 rectifié bis et n° I-1638 rectifié** *(Instauration d'un crédit d'impôt pour les dépenses de mécanisation collective des exploitants agricoles)* : p. 10350 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2402 rectifié** *(Création d'un crédit d'impôt sur les recettes provenant d'activités relevant du commerce équitable)* : p. 10384 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1058 et n° 2476 rectifié** *(Créer une taxe additionnelle à la taxe de séjour pour financer les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10391 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-449 rectifié bis** *(Introduction d'une possibilité pour les collectivités d'outre-mer de majorer le taux de la taxe de séjour des recettes complémentaires pour contribuer au financement des conséquences négatives majeures sur le tourisme des évènements environnementaux et climatiques)* : p. 10392

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-1134 rectifié ter** *(Application pendant une durée de 5 ans du taux réduit à 0,70 % de taxe de publicité foncière ou de droit d'enregistrement pour l'achat d'un bien immobilier avec rénovation en centre-bourg des communes situées en zone peu dense)* : p. 10477 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° I-439 et n° I-2327** *(Exonérer les territoires d'outre-mer du malus CO2)* : p. 10506 et suivantes - **Article 15** *(Stabilité des prélèvements sur les transports carbonés au bénéfice d'Île-de-France Mobilités)* : p. 10518 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° I-1112 rectifié quater, n° I-1609 rectifié, n° I-215 rectifié bis, n° I-62 rectifié quinquies, n° I-1186 rectifié bis, n° I-1047 rectifié quinquies et n° I-2053 rectifié** *(Intégration du bioGNV (gaz naturel véhicule) dans le mécanisme de la taxe incitative relative à l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les transports (TIRUERT))* : p. 10553 et suivantes - **Article 22** *(Instauration d'une taxe relative aux frais de gestion des petits colis en provenance de pays tiers)* : p. 10638 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° I-2572 rectifié bis** *(Création d'une taxe perçue sur la vente au détail de protoxyde d'azote destiné à un usage autre que médical ou professionnel)* : p. 10677 et suivantes

- **Suite de la discussion** (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié**

bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter *(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage)* : p. 10750 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1652, n° I-1382 rectifié, n° I-216 rectifié, n° I-1240, n° I-1411 rectifié et n° I-2125** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les réseaux de froid)* : p. 10757 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1050, n° I-2470 et n° I-693** *(Abaissement du taux de TVA à 5,5 % sur les transports publics de voyageurs conventionnés régionaux et locaux pour aider financièrement les autorités organisatrices de la mobilité (AOM))* : p. 10765 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-769 rectifié et n° I-1654** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % pour les opérations de réparation de vélos, d'électroménager, de chaussures et articles de cuir, de vêtements et de linge de maison)* : p. 10769 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1015 rectifié, n° I-1078 rectifié bis, n° I-1656 rectifié, n° I-1859 rectifié bis, n° I-1883 rectifié bis et ° I-2409 rectifié ter** *(Prorogation de trois ans de l'application du taux réduit de TVA de 10 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)* : p. 10773 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-2386** *(Application d'un taux réduit de TVA de 2,1 % pour les livraisons portant sur les biens issus du commerce équitable)* : p. 10784 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-514 rectifié** *(Création d'une contribution territoriale affectée aux communes, aux départements et aux régions)* : p. 10818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2042 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires pour les établissements ou services sociaux ou médico-sociaux (ESMS))* : p. 10845 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2044 rectifié** *(Confirmation de l'éligibilité à l'exonération de taxe d'aménagement pour les logements sociaux)* : p. 10868 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-331 rectifié bis, n° I-392 rectifié bis, n° I-722, n° I-1166 rectifié, n° I-1415 et n° I-1838 rectifié quinquies** *(Assouplissement de la liaison du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) lorsque celui-ci est inférieur à la moyenne départementale)* : p. 10871 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-325 rectifié ter, n° I-542 rectifié ter, n° I-1642 et n° I-2531 rectifié ter** *(Augmentation du tarif plafond de la taxe régionale sur les cartes grises)* : p. 10878 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1174 rectifié ter, n° I-2378 rectifié bis, n° I-2002, n° I-2675, n° I-1175 rectifié ter, n° I-707 rectifié, n° I-848 rectifié bis, n° I-2320 rectifié et n° I-1176 rectifié ter** *(Champ d'application du versement mobilité régional)* : p. 10881 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-704** *(Majoration de 0,2 point du taux de versement mobilité pour les autorités organisatrices de mobilité (AOM) concernées par un projet de service express régional métropolitain (Serm))* : p. 10887 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-847 rectifié et n° I-1644** *(Redéfinition du périmètre de perception du versement mobilité additionnel (VMA) et déplafonnement de son taux)* : p. 10890 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-394 rectifié bis, n° I-541 rectifié quinquies, n° I-993 rectifié, n° I-1028 rectifié quater, n° I-1472 rectifié, n° I-1643 rectifié bis, n° I-1995 rectifié octies et n° I-2465 rectifié** *(Reconduction, pour 2026 et 2027, de l'accompagnement financier de l'État aux régions pour la création de places dans les instituts de formation en soins infirmiers (Ifsi))* : p. 10894 et suivantes - **Article 30** *(Diverses majorations de droits de timbre)* : p. 10918 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Demande de priorité** : p. 10982 et suivantes - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1879 rectifié** *(Majoration du coefficient correcteur lorsque le numérateur par habitant est inférieur à la moyenne nationale)* : p. 11009 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° I-1880 rectifié** *(Majoration du coefficient correcteur de 0,1 point par an dans la limite de 1)* : p. 11010 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-2106, n° 2512 rectifié bis et n° I-2513 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour compenser la hausse des cotisations à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL))* : p. 11015 et suivantes - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-558 rectifié, n° I-383 rectifié, n° I-820 rectifié ter et n° 1648 rectifié bis** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour compenser la non-indexation de la dotation de continuité territoriale en faveur de la Corse)* : p. 11027 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) : p. 11421 et suivantes - **État B** : p. 11432 et suivantes p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes

Travail, emploi et administration des ministères sociaux

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11770 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-1770 rectifié** *(Extension du nombre de bénéficiaires de la dotation de soutien des aménités rurales)* : p. 12425 - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes - **Article additionnel après l'article 77 - Amendements n° II-1085 rectifié, n° II-312 rectifié bis et n° II-46 rectifié quater** *(Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC))* : p. 12444 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes - **Article unique** *(Préserver les données publiques hébergées en nuage du risque de captation par des autorités publiques extra-européennes)* : p. 13215 et suivantes

- Question orale sans débat relative à l'exonération de la taxe sur les salaires au bénéfice des entreprises à but d'emploi - (23 décembre 2025) : p. 13343 et suivantes

VALENTE LE HIR (Sylvie)
sénatrice (Oise)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du Conseil national de l'air.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 431 (2023-2024)] visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile **[n° 458 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réguler l'implantation d'enseignes de restauration rapide pour raison de santé publique **[n° 6 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Communication.

Réunion du lundi 2 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 24 juin 2025 *(délégation aux entreprises) :* Examen du rapport d'information sur le thème : « Assurances, énergies : les nouvelles contraintes des entreprises ».

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur le développement du commerce en ligne de produits textiles - (19 février 2025) : p. 3055

- Débat sur les défaillances d'entreprises - (29 avril 2025) : p. 5095 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 57 rectifié** *(Origine géographique des produits textiles)* : p. 6092 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 40 rectifié bis** *(Suppression du crédit d'impôt sur les invendus de la mode express)* : p. 6092 et suivantes - **Article 1er bis A** *(Échanges d'informations sur le respect des règles relatives à l'économie circulaire)* : p. 6093 - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 108 rectifié** *(Reprise des dons non utilisés par les éco-organismes)* : p. 6110 et suivantes - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 87** *(Interdiction de la publicité pour les produits fabriqués en violation des droits fondamentaux des travailleurs)* : p. 6117 - **Article 3 bis (nouveau)** *(Régulation de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6117 et suivantes - **Article 4** *(Sanction des manquements à l'obligation d'afficher un message d'information et à l'interdiction de publicité)* : p. 6120 et suivantes - **Article 5** *(Habilitation de la direction générale de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) à contrôler le respect de l'obligation d'afficher un message d'information et de l'interdiction de publicité)* : p. 6121 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 69** *(Sensibilisation aux impacts environnementaux dans le cadre de l'éducation à l'environnement)* : p. 6121 et suivantes - **Article 7 (non modifié par la commission)** *(Rapport au Parlement relatif à la mise en œuvre des mesures miroirs)* : p. 6122 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 113 rectifié quater** *(Taxe sur les petits colis de provenance extra-européenne)* : p. 6123 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 6124 et suivantes

- Suite de la discussion (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'absence de décrets d'application de plusieurs lois - (2 juillet 2025) : p. 7163 et suivantes

---

VALLET (Mickaël)
sénateur (Charente-Maritime)
SER

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la résilience des activités d'importance vitale, à la protection des infrastructures critiques, à la cybersécurité et à la résilience opérationnelle numérique du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (7 mai 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Réinvestir la relation France-Amérique du Sud : les cas du Brésil et du Pérou **[n° 850 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental **[n° 141 tome 9 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Titus Corlatean, président de la commission des affaires étrangères du Sénat roumain.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création du Centre de développement des capacités cyber dans les Balkans occidentaux (C3BO) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2025 *(CS Cybersécurité) :* Audition d'associations d'élus - Association des maires de France, association des départements de France, association des régions de France, intercommunalités de France et Métropole du Grand Paris.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Prospective du partenariat stratégique France-Inde - Audition de Mmes Sylvia Malinbaum, responsable de la recherche sur l'Inde et l'Asie du Sud à l'IFRI et Melissa Levaillant, directrice générale de SELDON Conseil et chercheure au Conseil européen pour les relations internationales.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CS Cybersécurité) :* Projet de loi de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre et du général-major Jean-Pol Baugnée, chef de la composante Terre de l'armée belge (à huis clos).

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de S.E. M. Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël en France.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Chypre sur la coopération lors des opérations d'évacuation à partir de la région du Moyen-Orient via le territoire de la République de Chypre dans le cadre d'une situation de crise - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* « Brésil et Pérou : des partenariats nécessaires dans l'hémisphère Sud » - Examen du rapport d'information.

Les enjeux stratégiques du Nord de l'Europe - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Examen du rapport d'information sur la mission en République tchèque et en Slovaquie.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de MM. Nicolas Roche, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'Anssi et Marc-Antoine Brillant, chef du service Viginum.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Volker Türk, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 - Coordination du travail gouvernemental (action 2 Coordination de la sécurité et de la défense, SGDSN, Cyberdéfense) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Proposition de résolution européenne, déposée en application de l'article 73 quinquies du Règlement et adoptée par la commission des affaires européennes, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement** - (14 janvier 2025) : p. 13 et suivantes

- **Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat (suite)** - (15 janvier 2025) : p. 75 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Investir pour la France de 2030

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 201 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1171 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la défense du service public - (22 janvier 2025) : p. 1178 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les réactions du Gouvernement face aux attaques répétées contre l'écologie en France comme à l'international - (22 janvier 2025) : p. 1179 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'hébergement des données relatives aux centrales nucléaires - (22 janvier 2025) : p. 1188 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)] (suite)

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Direction de l'action du Gouvernement

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1191 et suivantes

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

- (22 janvier 2025) : p. 1265 et suivantes

- Proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur [n° 186 (2024-2025)] - (27 janvier 2025) - **Article 3** *(Modifications des procédures environnementales concernant les plus grands élevages, notamment par un assouplissement du régime français des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) qui leur sont applicables)* : p. 1537 et suivantes - **Article 5** *(Respect d'un principe de non-régression du potentiel agricole par la politique de l'eau, reconnaissance de l'intérêt général majeur s'attachant aux prélèvements et ouvrages de stockage d'eau, prise en compte des intérêts agricoles par les documents de planification de la politique de l'eau et définition des zones humides)* : p. 1549 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la dette de l'Algérie à l'égard de l'hôpital français - (29 janvier 2025) : p. 1711

- Question d'actualité au Gouvernement relative au budget de la France - (5 février 2025) : p. 2059 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les mariages blancs - (12 février 2025) : p. 2730 et suivantes

- Question orale sans débat sur la chasse de gibiers d'eau et la conséquence des recommandations européennes - (18 février 2025) : p. 2974 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (18 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2976 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative aux conséquences du dérèglement climatique sur le littoral côtier - (19 février 2025) : p. 3045 et suivantes

- Projet de loi relatif à la résilience des infrastructures critiques et au renforcement de la cybersécurité [n° 394 (2024-2025)] - (11 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3608 et suivantes - **Article 5 bis (nouveau)** *(Stratégie nationale de cybersécurité)* : p. 3633 et suivantes

- Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales [n° 427 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** *(Évaluation des conséquences des mesures de la présente loi sur la pauvreté des enfants et des familles monoparentales - Rapport au Parlement)* : p. 4028 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4029 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la gouvernance d'EDF (I) - (26 mars 2025) : p. 4317 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'enseignement supérieur - (26 mars 2025) : p. 4318 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les relations avec l'Algérie - (2 avril 2025) : p. 4460 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la condamnation de Mme Marine Le Pen - (2 avril 2025) : p. 4471 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 5** *(Principe de représentation équilibrée des femmes et des hommes parmi les présidents de commissions)* : p. 4779 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 6** *(Attribution de la présidence de la commission des finances à un sénateur membre d'un groupe d'opposition ou minoritaire)* : p. 4779 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'impérieuse nécessité de reconnaître l'État de Palestine et l'urgence d'un corridor humanitaire - (9 avril 2025) : p. 4831 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction du téléphone portable à l'école - (9 avril 2025) : p. 4841 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le sort des brigades de gendarmerie créées par la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur - (9 avril 2025) : p. 4843 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la commande publique dans le numérique - (7 mai 2025) : p. 5304 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des universités et de la recherche - (7 mai 2025) : p. 5314 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les entraves normatives et la hausse du coût des fertilisants subies par les agriculteurs - (21 mai 2025) : p. 5904 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi visant à lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur - (28 mai 2025) : p. 5991 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (I) - (28 mai 2025) : p. 5999 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur le financement de la sécurité sociale (II) - (28 mai 2025) : p. 6000 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport de la Cour des comptes sur l'enseignement primaire - (28 mai 2025) : p. 6003 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le durcissement des sanctions pénales - (4 juin 2025) : p. 6183 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la « taxe Zucman » - (11 juin 2025) : p. 6410 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les dangers sanitaires des pesticides - (2 juillet 2025) : p. 7157 et suivantes

- Question orale sans débat sur la chasse au gibier d'eau - (8 juillet 2025) : p. 7320

- Question d'actualité au Gouvernement sur les choix fiscaux du Gouvernement pour 2026 - (9 juillet 2025) : p. 7428 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'orientation budgétaire du Gouvernement - (9 juillet 2025) : p. 7430

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'accueil des gens du voyage - (9 juillet 2025) : p. 7434

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réduction de la contribution française à l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) - (9 juillet 2025) : p. 7438 et suivantes

- Lecture d'une déclaration de politique générale du Gouvernement - (8 septembre 2025) : p. 7740 et suivantes

- Suite de la discussion (14 octobre 2025) : p. 7753 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement suivie d'un débat - (15 octobre 2025) : p. 7766 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'effort financier inédit demandé aux collectivités territoriales dans le projet de loi de finances - (29 octobre 2025) : p. 8188 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la justice fiscale - (29 octobre 2025) : p. 8196 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la contradiction entre les priorités européennes pour la Conférence des Parties (COP) et la décision française de diminuer l'aide publique au développement (APD) - (5 novembre 2025) : p. 8410 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi de finances (PLF) et la compétitivité des entreprises - (5 novembre 2025) : p. 8411

- Projet de loi relatif à la lutte contre les fraudes sociales et fiscales [n° 112 (2025-2026)] - (18 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8715 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (19 novembre 2025) - **Question préalable** : p. 8777 et suivantes

- Suite de la discussion (20 novembre 2025) - **Article 2 (supprimé)** *(Rectification de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 8816 et suivantes

- Suite de la discussion (25 novembre 2025) - **Article 44 (supprimé)** *(Stabiliser le montant des prestations sociales, dont les pensions)* : p. 9640 et suivantes - **Article 45 bis** *(Décalage d'une génération du calendrier d'augmentation de l'âge d'ouverture des droits et de la durée d'assurance requise prévu par la réforme des retraites de 2023)* : p. 9658 et suivantes - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité civile - (26 novembre 2025) : p. 9742 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (26 novembre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9747 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12312 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12479 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

---

VALLS (Manuel)
ministre d'État, ministre des outre-mer (jusqu'au 12 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte **[n° 544 (2024-2025)]** (22 avril 2025) - **Outre-mer**.

Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte **[n° 545 (2024-2025)]** (22 avril 2025) - **Outre-mer**.

Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna **[n° 546 (2024-2025)]** (22 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2025-453 du 23 mai 2025 relative à la transformation de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte et n° 2025-454 du 23 mai 2025 portant diverses mesures d'adaptations et de dérogations temporaires aux règles de construction à Mayotte afin d'accélérer sa reconstruction à la suite du passage du cyclone Chido **[n° 819 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Outre-mer**.

Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer **[n° 870 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (15 janvier 2025) : p. 96 et suivantes - **Article additionnel après l'état B - Amendement n° II-1976** *(Hausse du coût des compensations d'exonérations sociales des entreprises en outre-mer)* : p. 110 et suivantes

Outre-mer (suite)

- (15 janvier 2025) - **État B (suite)** : p. 116 et suivantes

- **Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)]** - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1865 et suivantes - **Demande de réserve de la discussion de l'article 2** : p. 1871 et suivantes - **Article 1er** *(Habilitation et création d'un établissement public dédié à la reconstruction de Mayotte)* : p. 1883 et suivantes - **Article 1er bis** *(Rapport d'activité de l'établissement public chargé de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1895 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 59 rectifié bis** *(Rapport sur la reforestation)* : p. 1897 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 116 rectifié bis** *(Rapport sur le soutien à l'agriculture mahoraise)* : p. 1898 et suivantes - **Article 3** *(Exemption de toute formalité d'urbanisme pour les structures temporaires à usage d'hébergement d'urgence pour une durée de deux ans)* : p. 1899 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 139** *(Identification des terrains susceptibles d'accueillir des constructions démontables et temporaires)* : p. 1902 et suivantes - **Article 4** *(Autorisation de déroger par ordonnance à certaines règles de construction à Mayotte)* : p. 1902 et suivantes - **Article 4 bis** *(Encadrement de la vente de tôles aux particuliers jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1903 et suivantes - **Article 5** *(Champ d'application des dérogations aux procédures d'urbanisme pour faciliter et accélérer la reconstruction des bâtiments et infrastructures détruits ou dégradés par le cyclone Chido)* : p. 1907 et suivantes - **Article 6** *(Autorisation de reconstruire à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1908 et suivantes - **Article 6 bis A** *(Réduction des délais de présentation des observations sur les projets de mise en œuvre de servitudes relatives aux équipements et réseaux de télécommunication)* : p. 1912 - **Article 6 bis B** *(Dérogations temporaires à la loi Littoral)* : p. 1912 et suivantes - **Article 6 bis** *(Simplification de procédures pour la reconstruction des réseaux de téléphonie mobile)* : p. 1913 et suivantes - **Article 6 ter** *(Simplification des procédures pour la reconstruction des ouvrages des réseaux publics de distribution ou de transport d'électricité, dont ceux situés sur la voie publique)* : p. 1916 et suivantes - **Article 7** *(Accélération de l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme pour les reconstructions ou réparations à l'identique ou quasi à l'identique)* : p. 1918 et suivantes - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 169** *(Reconstruction des bâtiments et installations agricoles mahorais détruits par le cyclone Chido - Avis conforme de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF - Levée temporaire)* : p. 1921 et suivantes - **Article 9** *(Possibilité d'engager les opérations et travaux de démolition, terrassement ou fondation dès le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme)* : p. 1922 et suivantes - **Article 2 (précédemment réservé)** *(Financement par l'État de la reconstruction des écoles publiques de Mayotte)* : p. 1923 et suivantes - **Article 11** *(Dérogations à l'obligation de publicité et de mise en concurrence préalables pour la passation des marchés publics)* : p. 1929 et suivantes - **Article 12** *(Dérogation au principe d'allotissement des marchés publics)* : p. 1932 et suivantes

- **Suite de la discussion** (4 février 2025) - **Article 13** *(Possibilité de recourir aux marchés de conception-réalisation)* : p. 1954 - **Article 13 bis AA (nouveau)** *(Favorisation des petites entreprises locales dans l'attribution des marchés publics conclus pour assurer la reconstruction de Mayotte)* : p. 1954 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 bis AA - Amendement n° 35 rectifié bis** *(Obligation pour les titulaires d'un marché public de sous-traiter une partie de l'exécution du marché à des entreprises établies en France et utilisant des matériaux biosourcés ou bas-carbone)* : p. 1960 et suivantes - **Article additionnel après l'article 13 bis AA - Amendement n° 149 rectifié** *(Faculté pour les acheteurs d'imposer que la moitié des matériaux nécessaires à la reconstruction de Mayotte proviennent d'une zone géographique spécifique)* : p. 1961 - **Article 13 bis (supprimé)** *(Limitation du recours à la sous-traitance au second rang)* : p. 1962 - **Article 14** *(Entrée en vigueur et durée des dérogations aux règles de la commande publique)* : p. 1962 et suivantes - **Article 15** *(Versement de subventions et de financements par les collectivités territoriales et leurs groupements)* : p. 1963 - **Article 16** *(Défiscalisation des dons à destination de la reconstruction de Mayotte)* : p. 1963 et suivantes - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 18, n° 8 rectifié et n° 134** *(Réduction d'impôt pour les entreprises (dons à des organismes d'intérêt général/associations et fondations reconnues d'utilité publique))* : p. 1967 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 17 - Amendement n° 101 rectifié bis** *(Demande d'un rapport au Gouvernement concernant le bilan exhaustif de la catastrophe)* : p. 1968 et suivantes - **Article 17** *(Suspension du recouvrement fiscal forcé jusqu'au 31 décembre 2025)* : p. 1971 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 158** *(Prêt à taux zéro pour le financement de travaux de reconstruction ou de réhabilitation des logements à Mayotte)* : p. 1971 et suivantes - **Article 17 bis A** *(Suspension du délai de réclamation en cas de trop-perçu par l'administration fiscale)* : p. 1974 et suivantes - **Article 17 ter (nouveau)** *(Exonération de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) sur les déchets à Mayotte)* : p. 1975 - **Article 18** *(Suspension du recouvrement des cotisations sociales)* : p. 1975 et suivantes - **Article 18 bis (supprimé)** *(Exonération de cotisations sociales pour le mois de décembre 2024)* : p. 1981 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 28** *(Accès à l'eau et aux produits de première nécessité à Mayotte, y compris dans les lieux et quartiers de vie informels - Garantie)* : p. 1983 et suivantes - **Article 21** *(Maintien des droits à prestations versées par la caisse de sécurité sociale de Mayotte)* : p. 1985 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur la gestion interministérielle des crises affectant Mayotte et la coordination des secours)* : p. 1987 - **Article 27 (supprimé)** *(Rapport au Parlement sur la convergence sociale)* : p. 1988 et suivantes - **Article 32 (supprimé)** *(Rapport au Parlement sur les prestations sociales dont le versement est prolongé et sur la suspension des réformes de l'assurance chômage)* : p. 1990 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1991 et suivantes

- **Question orale sans débat sur le thème : « Permettre l'exploitation des ressources naturelles de Guyane »** - (11 février 2025) : p. 2584 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier de déploiement des mesures du comité interministériel des outre-mer** - (12 février 2025) : p. 2723 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à La Réunion (I)** - (5 mars 2025) : p. 3259 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise de l'eau en Guadeloupe** - (5 mars 2025) : p. 3264

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation à La Réunion (II)** - (5 mars 2025) : p. 3267 et suivantes

- **Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)]** - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes - **Article 1er** *(Obligations de transparence pour les entreprises dans les collectivités d'outre-mer)* : p. 3280 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 11 et n° 12** *(Encadrement de la pratique des marges arrière outre-mer)* : p. 3281 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 9** *(Régime des droits exclusifs d'importation et interdiction des droits exclusifs de distribution des produits à marque de distributeur et de produits premiers prix)* : p. 3283 et suivantes - **Article 2** *(Diverses modifications du code de commerce afin d'accroître la concurrence outre-mer)* : p. 3285 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 13 rectifié et n° 3 rectifié** *(Application outre-mer des conditions générales de vente)* : p. 3289 et suivantes

- **Proposition de loi expérimentant l'encadrement des loyers et améliorant l'habitat dans les outre-mer [n° 364 (2024-**

2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3291 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la Nouvelle-Calédonie - (14 mai 2025) : p. 5511

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie - (14 mai 2025) : p. 5513 et suivantes

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes - **Article unique** *(Suppression de l'exigence d'une loi du pays comme condition à l'exercice par le bloc communal de certaines compétences listées par le statut de la Polynésie française)* : p. 5527 et suivantes

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Suite de la discussion (20 mai 2025) - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** *(Demande de priorité)* : p. 5738 - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Autorité du préfet de Mayotte sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics)* : p. 5787 et suivantes - **Article 2** *(Conditions de délivrance des cartes de séjour « liens personnels et familiaux » et « parent d'enfant français »)* : p. 5790 et suivantes - **Article 2 bis (nouveau)** *(Rapport d'évaluation des dispositions dérogatoires en matière d'immigration et de nationalité)* : p. 5792 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 104, n° 6 rectifié, n° 19 rectifié bis et n° 151 rectifié** *(Suppression du visa territorialisé)* : p. 5793 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 103 et n° 154 rectifié** *(Suppression du régime dérogatoire du document de circulation pour étranger mineur)* : p. 5796 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 53** *(Précision que, pour la mise en œuvre du regroupement familial, la condition de disposer d'un logement normal s'entend à l'exclusion du logement édifié ou occupé sans droit ni titre ou relevant de l'habitat informel)* : p. 5796 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 152** *(Demande de rapport sur l'impact du contrat d'intégration républicaine sur l'intégration des étrangers à Mayotte)* : p. 5797 - **Article 3** *(Centralisation de l'établissement des actes de reconnaissance de paternité et de maternité dans la commune de Mamoudzou)* : p. 5798 et suivantes - **Article 4** *(Allongement de la durée du sursis à l'enregistrement d'une reconnaissance de paternité ou de maternité prononcé par le procureur de la République en cas de suspicion de fraude)* : p. 5799 et suivantes - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 76 et n° 102** *(Suppression du droit du sol à Mayotte/Délivrance automatique d'un titre de séjour pour les enfants nés à Mayotte de parents étrangers)* : p. 5800 et suivantes - **Article 7** *(Rétention administrative des mineurs accompagnant un adulte)* : p. 5801 et suivantes - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 167** *(Information des organismes de protection sociale en vue de procéder à la radiation des étrangers en cas de refus de séjour, de retrait d'un document de séjour ou d'expulsion)* : p. 5812 - **Article 9** *(Vérification du droit au séjour préalable aux opérations de transmission de fonds à partir d'un versement d'espèces)* : p. 5812 et suivantes - **Article 10** *(Faciliter les opérations de résorption de l'habitat informel)* : p. 5814 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 45 rectifié** *(Mise en œuvre d'actions conjointes destinées à favoriser l'assurabilité des biens à Mayotte)* : p. 5819 et suivantes - **Article additionnel après l'article 23 (priorité) - Amendement n° 47 rectifié** *(Demande de rapport d'évaluation de l'impact articles 22 et 23 de la présente loi sur le développement de Mayotte)* : p. 5820 - **Article 11** *(Visites domiciliaires aux fins de saisies d'armes)* : p. 5820 et suivantes - **Article 13** *(Contrôle des lieux d'habitation abritant une activité professionnelle et traversée des structures d'habitat informel permettant d'y accéder, afin de mener les opérations de lutte contre le travail illégal à Mayotte)* : p. 5824 et suivantes - **Article 14** *(Adapter les dispositions relatives au recensement de la population à la situation particulière de Mayotte)* : p. 5826 - **Article 15** *(Habilitation à légiférer par ordonnance pour la convergence du droit applicable en matière de droits sociaux à Mayotte)* : p. 5826 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 70** *(Introduction de conditions de durée de séjour spécifiques pour percevoir les prestations sociales non contributives)* : p. 5832 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 75** *(Demande de rapport sur la mise en œuvre de la convergence sociale)* : p. 5833 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 115** *(Demande de rapport sur les conditions et les effets de la convergence du Smic mahorais par rapport au Smic de droit commun)* : p. 5833 et suivantes - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 142** *(Demande de rapport sur les conditions et les impacts de l'extension de l'aide médicale d'État à Mayotte)* : p. 5834 et suivantes - **Article 17** *(Augmenter le nombre de pharmacies d'officine)* : p. 5836 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 49** *(Suppression de la référence à l'agence régionale de santé de l'océan indien dans le code de la sécurité sociale)* : p. 5837 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 143** *(Demande de rapport sur l'instauration d'une première année d'études médicales et pharmaceutiques à Mayotte)* : p. 5837 - **Article 18** *(Représentation des professionnels mahorais au sein de l'union régionale des professionnels de santé de l'océan indien)* : p. 5837 et suivantes - **Article 19** *(Application de la procédure de prise de possession anticipée pour la construction d'infrastructures essentielles à Mayotte)* : p. 5839 et suivantes - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 157** *(Accélération des procédures de déclaration d'utilité publique pour la construction de la piste longue de l'aéroport de Mayotte)* : p. 5841 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 158** *(Accélération de la procédure de consultation du public pour la piste longue de l'aéroport de Mayotte)* : p. 5841 et suivantes - **Article 21** *(Recours aux marchés de conception-réalisation pour la construction d'établissements scolaires, d'établissements d'enseignement supérieur et de résidences universitaires à Mayotte)* : p. 5842 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 161** *(Dérogation aux principes de publicité et de mise en concurrence préalable pour la passation des marchés de travaux visant à édifier des constructions temporaires)* : p. 5843 et suivantes - **Article 22** *(Création d'une zone franche globale)* : p. 5844 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 4 rectifié bis, n° 23 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 55 rectifié** *(Extension du seuil d'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) à 3,5 SMIC)* : p. 5845 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° 5 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié bis et n° 54 rectifié** *(Suppression de l'effet cliquet de l'application du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE))* : p. 5847 et suivantes - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 56** *(Prolongement de l'aide aux entreprises sur février et mars 2025)* : p. 5848 - **Article 26** *(Extension aux lycéens mahorais du bénéfice du passeport pour la mobilité des études)* : p. 5848 et suivantes - **Article 30** *(Habilitation du Gouvernement à réformer par ordonnance le fonctionnement institutionnel de la collectivité de Mayotte)* : p. 5849 et suivantes - **Article 31** *(Réforme du régime électoral de l'organe délibérant de la collectivité de Mayotte)* : p. 5861 et suivantes - **Article 33** *(Modalités d'entrée en vigueur et d'application de la réforme électorale)* : p. 5865 et suivantes p. 5866 et suivantes - **Article 1er et rapport annexé** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5861 et suivantes - **Article 5** *(Durcissement de la peine d'amende du délit de reconnaissance frauduleuse de paternité ou de maternité)* : p. 5884

- Suite de la discussion (27 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5942 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Question d'actualité au Gouvernement sur le secteur agricole dans les régions ultrapériphériques françaises - (28 mai 2025) : p. 5995 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les engagements pris lors de la troisième Conférence des Nations unies sur l'océan (Unoc) - (11 juin 2025) : p. 6408 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone [n° 687 (2024-2025)] - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6491 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française, réparation des victimes et définition de plusieurs objectifs qui en résultent)* : p. 6500 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13** *(Rapport envisageant une extension du périmètre du fonds d'indemnisation des victimes de pesticides (FIVP))* : p. 6507 et suivantes - **Article 1er bis (texte supprimé par la commission)** *(Demande de rapport sur la présence du chlordécone sur le territoire hexagonal et à La Réunion)* : p. 6508 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 26** *(Inscrire dans la loi la stratégie chlordécone)* : p. 6508 et suivantes - **Article 2** *(Gage financier)* : p. 6509 - **Seconde délibération** : p. 6509 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française, réparation des victimes et définition de plusieurs objectifs qui en résultent)* : p. 6510 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 833 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) : p. 7519 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble du projet de loi organique** : p. 7571

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC

Démissionnaire le 31 août 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 31 août 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social (4 juillet 2025).

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux **[n° 300 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Proposition de loi visant à indexer les salaires sur l'inflation - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires sociales) :* Bilan de « Mon espace santé » - Audition de Mmes Marguerite Cazeneuve, directrice déléguée à gestion et à l'organisation des soins de la Caisse nationale de l'assurance maladie, Hela Ghariani, déléguée ministérielle au numérique en santé, MM. Gérard Raymond, président de France Assos Santé, Laurent Pierre, conseiller numérique en santé de la Fédération hospitalière de France et professeur Stéphane Oustric, vice-président du Conseil national de l'ordre des médecins (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Jean-Jacques Marette, animateur du conclave avec les partenaires sociaux sur les retraites.

Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes, sur la communication de la Cour au Premier ministre relative à la situation financière et aux perspectives du système de retraites.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires sociales) :* Audition de M. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins.

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* L'état des lieux de la santé mentale depuis la crise sanitaire - Audition de M. Daniel Zagury, psychiatre.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale) :* Examen du rapport d'information sur le financement de la sécurité sociale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des comptes sociaux - (28 mai 2025) : p. 5993 et suivantes

- Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social [n° 668 (2024-2025)] - (4 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6194 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (II) - (25 juin 2025) : p. 7083 et suivantes

---

VARAILLAS (Marie-Claude)
sénatrice (Dordogne)
CRCE-K

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité le 19 février 2025 ; puis vice-présidente du 18 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire du conseil d'administration du centre scientifique et technique du bâtiment.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mardi 14 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Adaptation des collectivités territoriales au dérèglement climatique - Audition de Mmes Sophie Mourlon, directrice générale de l'énergie et du climat, Virginie Schwarz, présidente-directrice générale de Météo-France, et de MM. Pascal Berteaud, directeur général du Cerema, et Nicolas Garnier, président de l'association Amorce.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition sur l'accessibilité des transports publics en présence de Mme Marlène Dolveck, MM. Pierre Deniziot, Nicolas Mérille, et Pierre-Marie Micheli.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Bertrand Hauchecorne, membre du conseil d'administration de l'Association des maires ruraux de France (AMRF).

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Antoine Pellion, secrétaire général à la planification écologique (SGPE).

Audition de professeurs de droit - MM. Aurélien Baudu, professeur à l'université de Lille, Xavier Cabannes, professeur à l'université Paris Cité et Mme Géraldine Chavrier, professeure à l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. François de Mazières, maire de Versailles, président de la communauté d'agglomération Versailles Grand Parc et membre de France urbaine.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Olivier Dussopt, ancien ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Audition de M. Sylvain Waserman, président du conseil d'administration, et Mme Patricia Blanc, directrice générale déléguée, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 20 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. André Laignel, président du comité des finances locales.

Audition de Mme Cécile Raquin, directrice générale des collectivités locales.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Jean-Pierre Viola, conseiller maître, président de la section « Administration territoriale de l'état, finances publiques locales et certification des comptes des assemblées parlementaires » de la quatrième chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de M. Stanislas Bourron, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Audition de professeurs de droit - MM. Vincent Dussart, professeur à l'université Toulouse Capitole, Bertrand Faure, professeur à l'université de Nantes, et Éric Oliva, professeur à l'université d'Aix-Marseille.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à reconnaître la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Administration collectivités territoriales) :* Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Monique Barbut, ministre de la transition écologique, de la biodiversité et des négociations internationales sur le climat et la nature, M. Mathieu Lefèvre, ministre délégué chargé de la transition écologique, et Mme Catherine Chabaud, ministre déléguée chargée de la mer et de la pêche.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la transition énergétique et au climat - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat relative au suivi du dispositif « rebond industriel » et à l'avenir des papeteries de Condat - (14 janvier 2025) : p. 40 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (20 janvier 2025) : p. 798 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes - **Article additionnel après l'article 60 - Amendements n° II-52 rectifié, n° II-347 rectifié bis, n° II-723 et n° II-1130** *(Rendre publique la liste des opérations ayant bénéficié d'une subvention publique du fonds vert)* : p. 955 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes [n° 402 (2024-2025)] - (10 mars 2025) - **Article 20** *(Consolidation de l'organisation du marché de l'électricité)* : p. 3497 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la fin de la trêve hivernale - (2 avril 2025) : p. 4464 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Article 2** *(Extension de la prescription glissante aux viols commis sur des majeurs, intégration du viol à la prescription glissante délictuelle et généralisation de l'application de l'article 9-2 du code de procédure pénale aux victimes d'infractions sexuelles indépendamment de leur âge)* : p. 4679 et suivantes

- Question orale sans débat sur les maternités et la défavorisation territoriale mettant en danger les femmes et leurs nourrissons - (8 avril 2025) : p. 4714 et suivantes

- Débat sur le thème : « Comment relancer le fret ferroviaire ? » - (28 avril 2025) : p. 5040 et suivantes

- Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse [n° 585 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 5582 et suivantes

- Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la résolution LP.3(4) portant amendement de l'article 6 du Protocole de Londres de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières - *Commission mixte paritaire* **[n° 622 (2024-2025)]** - (2 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6044 et suivantes

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Proposition de loi visant à réduire l'impact environnemental de l'industrie textile [n° 459 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6063 et suivantes - **Article 1er** *(Définition de la mode éphémère comme pratique commerciale)* : p. 6076 et suivantes - **Article 2** *(Modulation des écocontributions dans la filière responsabilité élargie des producteurs (REP) « Textiles »)* : p. 6093 et suivantes - **Article 3 (texte supprimé par la commission)** *(Interdiction de la publicité pour la mode éphémère)* : p. 6111 et suivantes

- Suite de la discussion (10 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6287 et suivantes

- Question orale sans débat sur la menace de fermeture des guichets et la réduction des horaires d'ouverture dans plusieurs gares de la ligne Sarlat-Bergerac-Libourne - (8 juillet 2025) : p. 7314

- Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'effort financier inédit demandé aux collectivités territoriales dans le projet de loi de finances - (29 octobre 2025) : p. 8188 et suivantes

- Proposition de loi visant à garantir la qualité des services de gestion des déchets [n° 221 (2024-2025)] - (30 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8250 et suivantes - **Article 1er** *(Ouverture d'une faculté de modulation de la redevance pour l'enlèvement des ordures ménagères (REOM) et de la part incitative de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) en fonction de critères sanitaires ou sociaux)* : p. 8263 p. 8264 et suivantes - **Article 3** *(Création d'un comité des usagers)* : p. 8268 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2118, n° n° I-2093, n° I-2120, n° n° I-902, n° I-356 rectifié bis, n° I-1038 rectifié quinquies, n° I-1117 rectifié ter, n° I-1490 rectifié quater, n° I-1541 rectifié bis et n° I-1719 rectifié bis** *(Application d'un taux réduit de TVA à 5,5 % sur le gaz et/ou l'électricité)* : p. 10755 et suivantes - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2317 et n° I-1342 rectifié ter** *(Application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux livraisons de logements autorisés par un permis précaire)* : p. 10777 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-127 rectifié bis, n° I-1151 rectifié bis, n° I-2007, n° I-2143, n° I-333 rectifié bis et n° I-1131 rectifié** *(Exonération de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) pour les immeubles loués par une collectivité pour la part qu'elle se paie à elle-même)* : p. 10843 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1110 rectifié bis, n° I-1139, n° I-1111 rectifié bis et n° I-1140** *(Conditions d'application de la part incitative de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM))* : p. 10857 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendement n° I-2238** *(Assouplissement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères incitative (TEOMi) pour tenir compte de critères sociaux et besoins liés à l'âge ou au handicap)* : p. 10860 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-747 rectifié bis, n° I-1863 rectifié bis et n° I-2314** *(Assujettissement des opérations de transformation de bureau en logements à la part départementale de la taxe d'aménagement)* : p. 10864

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-2150** *(Création d'un prélèvement sur recettes pour les dépenses d'autonomie des départements)* : p. 11024 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° I-84 rectifié quinquies, n° I-202 rectifié quater, n° I-729 rectifié, n° I-883 rectifié ter, n° I-1570 rectifié ter, n° I-2105, n° I-2536 rectifié ter et n° I-2564 rectifié ter** *(Création d'un prélèvement sur recettes (PSR) pour abonder le fonds de sauvegarde des départements)* : p. 11025 et suivantes - **Article 35** *(Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)* : p. 11033 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes - **Article 36 (suite)** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11111 et suivantes - **Article 40** *(Relations financières entre l'État et la sécurité sociale)* : p. 11133 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes

VAUTRIN (Catherine)
ministre des armées et des anciens combattants
(à partir du 13 octobre 2025)
ministre du travail, de la santé, des solidarités, des familles, de l'autonomie et des personnes handicapées
(du 5 octobre 2025 au 12 octobre 2025)
ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles
(jusqu'au 4 octobre 2025)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi portant transposition des accords nationaux interprofessionnels en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif à l'évolution du dialogue social **[n° 600 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société - Travail**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'effet de la hausse des tarifs des mutuelles sur le pouvoir d'achat des Français - (29 janvier 2025) : p. 1705 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les micro-crèches - (5 février 2025) : p. 2054

- Question d'actualité au Gouvernement sur les politiques en faveur des personnes handicapées - (12 février 2025) : p. 2724

- Question d'actualité au Gouvernement sur les vingt ans de la loi sur le handicap - (12 février 2025) : p. 2725 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'application effective de la loi sur le handicap, vingt ans après - (12 février 2025) : p. 2726 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2025 - *Nouvelle lecture* **[n° 341 (2024-2025)]** - (17 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2846 et suivantes

Première partie :

- (17 février 2025) - **Article 2** *(Rectification de l'Objectif national de dépenses d'assurance maladie (Ondam) et des sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 2865 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au rapport parlementaire sur la protection de l'enfance - (9 avril 2025) : p. 4838 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mortalité infantile et les services de maternité - (9 avril 2025) : p. 4842 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (I) - (18 juin 2025) : p. 6719 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement relative au conclave sur les retraites (II) - (18 juin 2025) : p. 6721 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des pharmacies rurales - (2 juillet 2025) : p. 7159 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du complément de libre choix du mode de garde - (2 juillet 2025) : p. 7166 et suivantes

- Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai [n° 777 (2024-2025)] - (3 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7236 et suivantes - **Question préalable** : p. 7240 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la hausse de la pauvreté des parents isolés - (9 juillet 2025) : p. 7434 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le bilan de la gestion sanitaire des vagues de chaleur depuis 2003 - (9 juillet 2025) : p. 7441

- Question d'actualité au Gouvernement sur le thème : « Porter la paix face aux bellicistes » - (26 novembre 2025) : p. 9736 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Défense

- (11 décembre 2025) : p. 12468 et suivantes - **État B** : p. 12479 et suivantes p. 12489 et suivantes

- Débat sur le thème : « Stratégie de défense nationale, moyens supplémentaires et efforts industriels à engager » et vote sur une déclaration du Gouvernement - (15 décembre 2025) : p. 13093 et suivantes

VAYSSOUZE-FAURE (Jean-Marc)
sénateur (Lot)
SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État du 5 février 2025 au 1er juillet 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Renforcer la relation franco-turque afin d'agir conjointement pour la paix **[n° 257 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 533 (2024-2025)] autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le gouvernement de la République française et les Nations unies portant sur les arrangements relatifs aux privilèges et immunités ainsi que d'autres questions afférentes aux réunions des Nations unies tenues sur le territoire français **[n° 589 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Situation en Syrie - Audition de M. Fabrice Balanche, chercheur, maître de conférences à l'université Lyon 2.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Adlene Mohammedi, chercheur et enseignant en géopolitique, spécialiste du monde arabe, sur les relations entre la France et l'Algérie.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Kim Younes, présidente-directrice générale de TV5 Monde.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité (OFB).

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Dimitri Minic, chercheur à l'IFRI, sur la vision stratégique de la Russie.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'Accord-cadre entre le gouvernement de la République française et les Nations unies portant sur les arrangements relatifs aux privilèges et immunités ainsi que d'autres questions afférentes aux réunions des Nations unies tenues sur le territoire français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de Mme Nathalie Broadhurst, directrice des Amériques et des Caraïbes au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 septembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition de M. Thomas Gomart, directeur de l'Institut français des relations internationales.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition du général d'armée Hubert Bonneau, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 4 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de MM. Nicolas Roche, secrétaire général du SGDSN, Vincent Strubel, directeur général de l'Anssi et Marc-Antoine Brillant, chef du service Viginum.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Audition du général d'armée Pierre Schill, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Retour d'expérience sur l'exercice Vulcain 2025 - Présentation par les colonels de l'armée de terre Philippe Le Duc et Emmanuel Cole.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la dégradation des conditions de circulation sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse - (11 février 2025) : p. 2607

- Question d'actualité au Gouvernement relative à une demande de débat au Parlement sur la situation de l'Ukraine - (19 février 2025) : p. 3046

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant à favoriser la restauration de la sécurité en Haïti afin de créer les conditions nécessaires à la mise en place d'un processus politique de sortie de crise [n° 900 (2022-2023)] - (10 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4926 et suivantes

- Question orale sans débat sur la fermeture d'écoles communales sans l'accord préalable du maire - (29 avril 2025) : p. 5087 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement et débat sur la situation au Proche et Moyen-Orient - (2 juillet 2025) : p. 7208 et suivantes

- Question orale sans débat relative à l'absence de transparence sur l'avenir des financements alloués au programme « Notre école, faisons-la ensemble » - (4 novembre 2025) : p. 8329 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la décentralisation des services du ministère de l'intérieur - (19 novembre 2025) : p. 8759 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

---

VEDRENNE (Marie-Pierre)
ministre déléguée auprès du ministre de l'intérieur
(à partir du 13 octobre 2025)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8202 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conditions de reconnaissance du permis de conduire ukrainien en France - (4 novembre 2025) : p. 8317

- Question orale sans débat sur la demande de reconnaissance en faveur des acteurs de la sécurité civile mobilisés au secours des Audois durant les incendies de l'été 2025 - (4 novembre 2025) : p. 8317 et suivantes

- Question orale sans débat sur le fait de donner des outils aux polices municipales - (4 novembre 2025) : p. 8318 et suivantes

- Question orale sans débat sur les difficultés d'application des obligations légales de débroussaillement pour les communes forestières et les conséquences pour la prévention des feux de forêt - (4 novembre 2025) : p. 8319 et suivantes

- Question orale sans débat sur la reconnaissance et le financement des sapeurs-pompiers volontaires - (4 novembre 2025) : p. 8320 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'application des règles relatives aux élections complémentaires des conseils municipaux - (4 novembre 2025) : p. 8321 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation dans les prisons - (4 novembre 2025) : p. 8322 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mort de Mathis victime d'un conducteur multirécidiviste sous protoxyde d'azote - (5 novembre 2025) : p. 8417

- Question d'actualité au Gouvernement sur la consommation de protoxyde d'azote - (5 novembre 2025) : p. 8417 et suivantes

- Proposition de loi visant à créer un fichier national des personnes inéligibles [n° 90 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Discussion générale** : p. 8468 et suivantes - **Article unique** *(Création d'un fichier national des personnes inéligibles)* : p. 8478 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation des sapeurs-pompiers volontaires concernant la bonification des trimestres pour leur retraite - (2 décembre 2025) : p. 10735

- Question orale sans débat sur les difficultés de naturalisation des retraités britanniques installés en Charente - (2 décembre 2025) : p. 10735 et suivantes

- Question orale sans débat sur le plan de vidéoprotection de la préfecture de police de Paris - (2 décembre 2025) : p. 10736 et suivantes

- Question orale sans débat sur la coopération transfrontalière en matière de flux migratoire - (2 décembre 2025) : p. 10737 et suivantes

- Question orale sans débat sur la responsabilité des tuteurs dans l'organisation des obsèques des majeurs protégés - (2 décembre 2025) : p. 10738

- Question orale sans débat sur le coût total des investigations et procédures dans l'affaire dite « du financement libyen » - (2 décembre 2025) : p. 10738 et suivantes

- Question orale sans débat sur la situation alarmante du secteur associatif sociojudiciaire - (2 décembre 2025) : p. 10739

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes - **Article 1er** *(Élargissement du champ infractionnel permettant de recourir aux dispositifs de*

lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) : p. 13197 et suivantes - **Article 2** *(Allongement de la durée de conservation des données collectées par les dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI))* : p. 13198 et suivantes - **Article 3** *(Intégration systématique de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) sur les systèmes de vidéoprotection à compter du 1er janvier 2028)* : p. 13200 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6 rectifié** *(Possibilité de mettre en œuvre des dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation (LAPI) pour la répression des infractions de stationnement très gênant)* : p. 13202 et suivantes - **Article 4** *(Gage financier)* : p. 13203

VENTALON (Anne)
sénatrice (Ardèche)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur les pratiques des industriels de l'eau en bouteille et les responsabilités des pouvoirs publics dans les défaillances du contrôle de leurs activités et la gestion des risques économiques, patrimoniaux, fiscaux, écologiques et sanitaires associés jusqu'au 14 mai 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à reconnaître le statut de victime de guerre aux enfants nés dans les Lebensborn **[n° 549 (2024-2025)]** (24 avril 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à harmoniser les conditions d'octroi, par les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), des « primes de treizième mois » **[n° 658 (2024-2025)]** (27 mai 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, tendant à reconnaître les souffrances endurées par les enfants nés dans les maternités Lebensborn **[n° 882 (2024-2025)]** (1er septembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire **[n° 82 (2025-2026)]** (28 octobre 2025) - **Collectivités territoriales - Défense - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi portant statut des chiens guides **[n° 234 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Olivier Thibault, directeur général de l'Office français de la biodiversité et de M. Marc Collas, chef du service départemental des Vosges.

Audition de M. Grégory Emery, directeur général de la santé.

Audition de Mme Célia de Lavergne, directrice de l'eau et de la biodiversité.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Cécile Courrèges, directrice générale de l'agence régionale de santé d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de Mme Élise Noguera, directrice générale de l'agence régionale de santé de Bretagne.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. Guillaume du Chaffaut, ancien directeur de cabinet adjoint du ministre de la santé (Mme Brigitte Bourguignon, MM. François Braun et Aurélien Rousseau).

Audition de Mme Mathilde Bouchardon, ancienne conseillère du ministre délégué à l'industrie (M. Roland Lescure).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Eaux en bouteille) :* Audition de M. François Rosenfeld, ancien directeur de cabinet de la ministre déléguée chargée de l'industrie, Mme Agnès Pannier-Runacher.

Audition de M. Victor Blonde, ancien conseiller technique participations publiques, consommation et concurrence au cabinet de la Première ministre (Mme Élisabeth Borne).

Audition de Mme Lucile Poivert, ancienne conseillère santé et biens de consommation au cabinet de la ministre déléguée chargée de l'industrie (Mme Agnès Pannier-Runacher).

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat relative à la situation financière des établissements d'hébergement pour personnes âgées et dépendantes publics - (14 janvier 2025) : p. 46 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) : p. 1028 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'accessibilité des processus électoraux aux personnes en situation de handicap - (18 mars 2025) : p. 3941

- Débat sur le thème : « Santé mentale, grande cause du Gouvernement pour l'année 2025 : quels moyens pour en faire une priorité ? » - (9 avril 2025) : p. 4879 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'absence de recyclages réguliers aux gestes de premiers secours pour les enseignants des écoles maternelles et primaires - (29 avril 2025) : p. 5089

- Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires [n° 577 (2024-2025)] - (13 mai 2025) - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 87 rectifié bis** *(Possibilité pour les orthoptistes de réaliser un bilan visuel à des patients de tous âges dans le cadre d'un protocole organisationnel)* : p. 5477 et suivantes

- Débat sur le thème « Comment nos politiques publiques peuvent-elles contribuer à relever les défis auxquels sont confrontées les zones rurales de notre pays » - (27 mai 2025) : p. 5952 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme de la taxe d'aménagement - (2 décembre 2025) : p. 10728

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-135 rectifié ter, n° I-197 rectifié ter, n° I-405 rectifié bis, n° I-461 rectifié bis, n° I-1248 rectifié quinquies, n° I-1308 rectifié ter, n° I-1793 rectifié, n° I-1816 rectifié bis, n° I-2595 rectifié bis et n° I-1594 rectifié ter**

(Ouverture du bénéfice du taux réduit de TVA à 5,5 % pour certains types de chauffage) : p. 10750 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes

VÉRIEN (Dominique)
sénatrice (Yonne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale (30 avril 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé (15 mai 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles (16 octobre 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 279 (2024-2025)] visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes **[n° 482 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une tolérance zéro face à la haine et aux violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+ **[n° 495 (2024-2025)]** (31 mars 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Porter le combat pour les droits des femmes à l'international **[n° 706 (2024-2025)]** (5 juin 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 504 (2024-2025)] modifiant la définition pénale du viol et des agressions sexuelles **[n° 731 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : L'exécution à la peine - 20 propositions pour mieux exécuter et donner du sens aux sanctions pénales **[n° 2 (2025-2026)]** (1er octobre 2025) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi organique portant renforcement de la chaîne pénale criminelle et diverses dispositions de modernisation du corps judiciaire **[n° 71 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Justice**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Cérémonie de remise du Prix 2025 de la délégation aux droits des femmes - 29 octobre 2025 **[n° 103 (2025-2026)]** (3 novembre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Justice judiciaire et accès au droit **[n° 145 tome 7 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître dans la loi l'existence de la Fédération nationale des centres d'information des droits des femmes et de la famille (FNCIDFF) et de ses missions **[n° 155 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Montée en puissance des mouvements masculinistes dans le monde - Actes du colloque du 27 novembre 2025 **[n° 192 (2025-2026)]** (9 décembre 2025) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Sexisme, streaming et jeux vidéo : la parole aux joueuses.

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Audition d'experts psychiatres et psychologues.

Réunion du jeudi 13 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de l'Académie des sciences.

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Aurore Bergé, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la lutte contre les discriminations.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal, et proposition de loi organique visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du jeudi 6 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur le thème - Des femmes scientifiques aux parcours modèles et inspirants.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur le concept de contrôle coercitif et son application judiciaire.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

(commission des lois) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 mars 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Sylvie Retailleau, ancienne ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, professeure à l'Université Paris Saclay-PSL.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ancien ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentants de grandes écoles.

Réunion du mardi 29 avril 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentants de la chaire "Femmes et science" de l'Université Paris Dauphine-PSL.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à l'organisation et aux missions des professionnels de santé, vétérinaires, psychothérapeutes et psychologues professionnels et volontaires des services d'incendie et de secours - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde avec des représentantes d'associations œuvrant pour la mixité dans les sciences.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Mission conjointe de contrôle sur la prévention de la récidive en matière de viol et d'agressions sexuelles - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 mai 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Maîtres Stéphane Babonneau et Antoine Camus, avocats de Gisèle Pelicot.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les orientations du ministère en matière de justice pénale, de justice civile et d'organisation pénitentiaire - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Denis Bertin et d'Isabelle Régner.

(commission des lois) : Audition de M. Bernard Stirn, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la commission prévue au dernier alinéa de l'article 25 de la Constitution.

Réunion du jeudi 5 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre d'État, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur la place des femmes dans les études et carrières scientifiques.

Examen du rapport de la présidente Dominique Vérien sur le déplacement de la délégation à New-York dans le cadre de la 69e Commission de la condition de la femme de l'ONU (CSW69), du 9 au 14 mars 2025.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Laura Chaubard, directrice générale de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 18 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de Bérangère Couillard, présidente du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 juin 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde sur les inégalités dans le recrutement et le déroulement de carrière des femmes scientifiques.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 2 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Lauréats du prix de la délégation et programme prévisionnel pour la session 2025-2026.

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les sciences.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Remise du prix 2025 de la délégation aux droits des femmes du Sénat.

Réunion du jeudi 6 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Audition de M. Adrien Taquet et Mme Anne-Hélène Moncany sur le rapport "Parcours des mineurs auteurs de violences sexuelles".

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Audition de M. Nicolas Vignolles, délégué général du Syndicat des éditeurs de logiciels de loisirs (Sell), et Mme Vanessa Kaplan, déléguée générale du Syndicat national du jeu vidéo (SNJV).

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » (et article 78) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Présentation par MM. Arnaud Bazin et Pierre Barros, rapporteurs spéciaux de la mission Solidarité, insertion et égalité des chances, du rapport d'information n° 814 du 2 juillet 2025, fait au nom de la commission des finances, sur l'évolution du financement de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire », « Accès au droit et à la justice », « Conduite et pilotage de la politique de la justice » et « Conseil supérieur de la magistrature » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 27 novembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Colloque sur la montée en puissance des mouvements et réseaux masculinistes dans le monde.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Table ronde de chercheuses et chercheur sur les mouvements masculinistes.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Table ronde de chercheuses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)]** - (18 mars 2025) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3980 et suivantes - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 8** *(Mention des heures auxquelles l'étranger a pu s'alimenter sur le procès-verbal de fin de retenue de vérification du droit au séjour)* : p. 4000

- **Proposition de loi visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents [n° 464 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4273 et suivantes - **Article 1er** *(Redéfinition des éléments constitutifs du délit de soustraction par un parent à ses obligations légales et création d'une circonstance aggravante et d'une peine complémentaire de travail d'intérêt général)* : p. 4287 et suivantes - **Article 2** *(Obligation de déférer aux convocations du juge des enfants statuant en matière d'assistance éducative, assortie d'une amende civile)* : p. 4292 et suivantes - **Article 3** *(Extension du régime de responsabilité civile solidaire des parents pour les dommages causés par leurs enfants mineurs)* : p. 4295 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Comparution immédiate de certains mineurs délinquants)* : p. 4297 et suivantes

- **Suite de la discussion** (26 mars 2025) - **Article 5 (supprimé)** *(Dérogations au principe d'atténuation des peines pour les mineurs âgés de seize à dix-huit ans)* : p. 4334 et suivantes - **Article 6** *(Remplacement du recueil de renseignements socio-éducatifs par une note actualisée)* : p. 4338 et suivantes - **Article 10 (supprimé)** *(Possibilité de prononcer un sursis à statuer sur la sanction en cas d'appel sur la décision de culpabilité)* : p. 4341 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4346 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8 rectifié bis** *(Prévoir l'enregistrement de l'audition de la victime majeure d'un viol ou d'agressions sexuelles, sous réserve de son accord)* : p. 4681 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes - **Article 5** *(Circonstances aggravantes du viol)* : p. 4691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 42** *(Complétude du dispositif de détection des abus sexuels commis à l'encontre des enfants - Formation systématique de l'ensemble des professionnels à leur contact)* : p. 4694 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé [n° 563 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5273 et suivantes - **Article 2** *(Extension du délit d'outrage aux professionnels de santé et des circonstances aggravantes lorsque le délit est commis dans un établissement de santé)* : p. 5289 et suivantes - **Article 3** *(Possibilité pour l'employeur de porter plainte en lieu et place d'un professionnel de santé ou d'un membre du personnel d'un établissement de santé)* : p. 5292 et suivantes

- Proposition de loi visant à aménager le code de la justice pénale des mineurs et certains dispositifs relatifs à la responsabilité parentale - *Commission mixte paritaire* **[n° 573 (2024-2025)]** - (19 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5674 et suivantes

- Question orale sur l'intégration des chambres d'hôtes dans le régime fiscal des meublés de tourisme - (20 mai 2025) : p. 5735

- Proposition de loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé - *Commission mixte paritaire* **[n° 639 (2024-2025)]** - (18 juin 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6751 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles [n° 732 (2024-2025)] - (18 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6756 et suivantes - **Article 1er** *(Modification de la définition du viol et des autres agressions sexuelles)* : p. 6769 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** *(Levée du secret médical en cas de soumission chimique)* : p. 6783 et suivantes

- Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)] - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une procédure extrajudiciaire et unilatérale de décharge d'une obligation alimentaire à l'égard d'un parent considéré comme « défaillant »)* : p. 8050 et suivantes - **Article 2** *(Information et droit au recours du parent « défaillant »)* : p. 8053 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences faites aux femmes (III) - (26 novembre 2025) : p. 9737 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11702 et suivantes - **État G** : p. 11752 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

- Mise au point au sujet d'un vote - (10 décembre 2025) : p. 12312

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12674 et suivantes

Économie

- (13 décembre 2025) - **État B** : p. 12845 et suivantes

- Proposition de loi visant à protéger les jeunes de l'exposition excessive et précoce aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux [n° 202 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Article 1er** *(Formation des professionnels en contact avec les enfants et messages de prévention sur les emballages ainsi que dans les publicités)* : p. 13262 et suivantes - **Article 3** *(Ajout d'une sensibilisation aux risques posés par les écrans et les réseaux sociaux aux mesures dont bénéficient tous les mineurs)* : p. 13265 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié quater** *(Extension de la demande d'information qu'une commune ou un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) peut adresser à l'administration fiscale au sujet des biens sans maître)* : p. 13286 - **Article 3** *(Abaissement, de deux tiers à plus de la moitié des droits indivis, du seuil de majorité nécessaire pour aliéner un bien indivis après autorisation judiciaire)* : p. 13288 et suivantes

---

VERMEILLET (Sylvie)
sénatrice (Jura)
UC

Vice-présidente du Sénat ; a présidé les séances des 14, 17, 22, 28, 30 janvier, 4, 10, 11, 18 février, 13, 18, 20, 25 mars, 2, 29 avril, 12, 14, 20, 27 mai, 4, 10, 17, 24 juin, 3, 8 juillet, 29, 30 octobre, 4, 21, 24, 25, 30 novembre, 1er, 3, 4, 5, 10, 13, 16 et 17 décembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 15 janvier 2025 ; puis vice-présidente du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2026 (16 décembre 2025).

Membre suppléant du comité des finances locales.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à la création d'un fichier européen des comptes bancaires et assimilés **[n° 229 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à protéger l'école de la République et les personnels qui y travaillent **[n° 234 (2024-2025)]** (10 janvier 2025) - **Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique visant à renforcer les études d'impact **[n° 330 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi renforçant les pouvoirs de contrôle des assemblées parlementaires **[n° 331 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification **[n° 332 (2024-2025)]** (12 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 706 (2023-2024)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales **[n° 480 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Traités et conventions - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'emploi des seniors : une clé pour sauver la répartition ? **[n° 616 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant le Gouvernement à une transformation de l'offre de soins périnatals dans les territoires **[n° 678 (2024-2025)]** (3 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2025 **[n° 710 (2024-2025)]** (6 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, sur la protection des mineurs en ligne **[n° 719 (2024-2025)]** (10 juin 2025) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à reporter l'application de la loi n° 2025-444 du 21 mai 2025 visant à harmoniser le mode de scrutin aux élections municipales afin de garantir la vitalité démocratique, la cohésion municipale et la parité **[n° 724 (2024-2025)]** (11 juin 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à faire bénéficier les communes de moins de 2 000 habitants du droit de rétractation reconnu aux consommateurs lorsqu'ils effectuent un achat en ligne **[n° 740 (2024-2025)]** (12 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Régimes sociaux et de retraite **[n° 743 tome 2 annexe 25 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Régimes sociaux et de retraite **[n° 139 tome 3 annexe 24 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des finances) :* Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Projet de loi de finances pour 2025 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et le compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(CE Délinquance financière) :* Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(commission des affaires européennes) :* « IA : enjeux et perspectives pour les droits humains » : audition de MM. Bernard Benhamou et Jean-Marie Cavada.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de MM. Denis Collas, sous-directeur chargé des affaires économiques et financières à la direction de la police judiciaire de la préfecture de police à Paris, Nicolas Guidoux, chef de l'Office national anti-cybercriminalité (OFAC), et Hervé Pétry, commandant de l'Unité nationale cyber de la gendarmerie nationale.

Audition de Mme Anne Michel et MM. Jérémie Baruch et M. Maxime Vaudano, journalistes (Le Monde).

Réunion du jeudi 13 mars 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de M. Victor Geneste, président du Conseil national des greffiers des tribunaux de commerce et de Mme Carole Maudet, sous-directrice du contrôle fiscal, du pilotage et de l'expertise juridique à la DGFIP.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission des finances) :* Communication de la Cour des comptes au Premier ministre intitulée « Impacts du système de retraite sur la compétitivité et l'emploi » - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de MM. Emmanuel Dellacherie, directeur de la réglementation, du recouvrement et du contrôle (DIRREC) à l'Urssaf, et Pierre Gallet, directeur du contrôle de l'Urssaf Île-de-France.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des finances) :* Bilan annuel de l'application des lois - Communication.

Contrôle budgétaire - L'incidence du taux d'emploi des seniors sur l'équilibre financier du système de retraite - Communication.

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(délégation sénatoriale à la prospective) :* Audition de M. Antonin Bergeaud, économiste, lauréat du prix du meilleur jeune économiste 2025, et de Mme Lauriane Mouysset, chercheuse en économie écologique, sur « Quelles valeurs économiques à l'horizon 2050 ? ».

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Délinquance financière) :* Audition de Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission des finances) :* Contrôle budgétaire - Les engagements financiers extrabudgétaires de l'Union européenne - Communication.

Contrôle budgétaire - Soutien de l'État à la prévention et la valorisation des déchets ainsi qu'à l'économie circulaire - Communication.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Roland Lescure, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique, et Mme Amélie de Montchalin, ministre de l'action et des comptes publics.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à garantir un cadre fiscal stable, juste et lisible pour nos micro-entrepreneurs et nos petites entreprises - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 octobre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 13 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 4 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Première partie - Examen des amendements du rapporteur général en vue de la seconde délibération.

Réunion du vendredi 5 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2026 - Missions « Gestion des finances publiques », « Transformation et fonction publiques », « Crédits non répartis » et le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Décès d'un ancien sénateur** - (17 janvier 2025) : p. 410

- **Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]**

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 557 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (18 janvier 2025) : p. 564 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 575 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (18 janvier 2025) - **État D** : p. 579 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-572 et II-1988** *(Alignement des modalités de calcul des pensions de retraite des techniciens supérieurs des études et de l'exploitation de l'aviation civile (TSEEAC) ayant exercé des fonctions de contrôle de circulation aérienne sur celles des ingénieurs du contrôle de la navigation aérienne (ICNA) dans le cadre de la création d'un corps unique de contrôleurs aériens)* : p. 580 et suivantes - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-1666 et n° II-1970** *(Suppression de la dégressivité de la bonification du cinquième du temps de service pour les personnels militaires de la gendarmerie)* : p. 581

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (29 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 21 - Amendements n° 24 rectifié ter et n° 76 rectifié** *(Possibilité pour les agents des douanes d'être requis par commission rogatoire)* : p. 1735 et suivantes - **Article additionnel après l'article 21 (précédemment réservé) - Amendements n° 25 rectifié quater, n° 78 rectifié bis et n° 257** *(Renforcement des pouvoirs spéciaux d'enquête pour les agents des douanes afin de s'adapter aux nouveaux moyens de télécommunication des narcotrafiquants/Co-saisine de l'Office national anti-fraude (Onaf))* : p. 1771 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre la France et la Suisse du 9 septembre 1966 modifiée, en vue d'éliminer les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales [n° 481 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4579 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4817

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (20 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 998 rectifié** *(Déduction au sein de l'assiette sociale des non salariés agricoles de la provision pour augmentation de la valeur des stocks de vaches laitières et allaitantes pour la campagne de revenus de l'année 2025)* : p. 8828 et suivantes

- Décès de M. Pierre Hérisson, ancien sénateur de la Haute-Savoie - (24 novembre 2025) : p. 9483

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] (suite) - (25 novembre 2025) - **Article 49** *(Objectif national des dépenses d'assurance maladie (Ondam) et sous-objectifs de l'Ondam)* : p. 9693 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-2494, n° I-797 rectifié bis, n° I-2373 rectifié ter et n° I-2551 rectifié quinquies** *(TVA dans le secteur de la restauration)* : p. 10767 et suivantes - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-331 rectifié bis, n° I-392 rectifié bis, n° I-722, n° I-1166 rectifié, n° I-1415 et n° I-1838 rectifié quinquies** *(Assouplissement de la liaison du taux de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) lorsque celui-ci est inférieur à la moyenne départementale)* : p. 10871 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 32** *(Modalités d'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée)* : p. 10992 et suivantes - **Motion d'ordre** : p. 11111

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis

- (6 décembre 2025) : p. 11644 et suivantes

Régimes sociaux et de retraite

- (6 décembre 2025) - **État B** : p. 11655 et suivantes

Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (6 décembre 2025) - **État D** : p. 11656 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendement n° II-1393** *(Obligation de justifier de la résidence sur le territoire national pour bénéficier de la majoration d'une pension de réversion au niveau du minimum vieillesse)* : p. 11657 et suivantes - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1394 et n° II-1442** *(Activation du bénéfice de la campagne double pour les pensions militaires liquidées avant le 30 juin 2024)* : p. 11658 - **Article additionnel après l'article 81 - Amendements n° II-1397 et n° II-1443** *(Possibilité d'actualiser le calcul des pensions des ouvriers des parcs et ateliers (OPA) ayant opté pour l'intégration dans la fonction publique territoriale à la nouvelle classification entrée en vigueur en 2019)* : p. 11658 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12387 et suivantes

- Décès d'anciens sénateurs : Edmond Lauret (sénateur de La Réunion) et Yves Fréville (sénateur d'Ille-et-Vilaine) - (16 décembre 2025) : p. 13122

- Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse [n° 107 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13314 et suivantes

VERZELEN (Pierre-Jean)
sénateur (Aisne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour Mayotte (5 février 2025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques (28 avril 2025).

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement ; nouvelle nomination le 5 mars 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 195 (2024-2025)] relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France **[n° 438 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à la pleine reconnaissance de l'inceste et à l'imprescriptibilité des crimes sexuels sur mineurs **[n° 127 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'instauration d'une présomption d'utilisation des contenus culturels par les fournisseurs d'intelligence artificielle **[n° 220 (2025-2026)]** (12 décembre 2025) - **Culture - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques - Désignation des candidats pour l'éventuelle commission mixte paritaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte [n° 283 (2024-2025)] - (3 février 2025) - **Discussion générale** : p. 1872 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'accès à certains métiers pour les personnes atteintes de diabète - (11 février 2025) : p. 2588 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des bâtiments de France [n° 439 (2024-2025)] - (19 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4071 et suivantes - **Article 1er** *(Allègement de la procédure de mise en place et de modification des périmètres délimités des abords (PDA) et possibilité d'adopter un règlement du PDA)* : p. 4080 et suivantes - **Article 2** *(Publicité des avis rendus par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4082 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6 rectifié bis** *(Création d'un référentiel national des pratiques et des critères mis en œuvre par les architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4084 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une commission départementale d'examen des dossiers litigieux)* : p. 4086 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 10 rectifié bis** *(Compétence du préfet de département pour statuer sur le recours formé contre une décision des architectes des Bâtiments de France (ABF))* : p. 4090 - **Article 4** *(Ajout de la réhabilitation des constructions existantes au champ de l'intérêt public associé à l'architecture)* : p. 4090 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 4092 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4092 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- Proposition de loi contre toutes les fraudes aux aides publiques [n° 469 (2024-2025)] - (2 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4477 et suivantes - **Article 3 ter (nouveau)** *(Limitation à deux rangs de la sous-traitance pour les travaux de rénovation énergétique)* : p. 4516 et suivantes - **Article 3 (précédemment réservé)** *(Renforcement de l'encadrement de l'activité des entreprises, notamment de celles détentrices de labels ou de signes de qualité subordonnant l'octroi d'aides financières)* : p. 4533 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 97 rectifié** *(Mise en place de filtre anti spams SMS et alignement des conditions d'inscription des lignes mobiles et fixes dans les annuaires)* : p. 4555 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 123, n° 100, n° 104 rectifié ter et n° 99 rectifié** *(Création d'une nouvelle catégorie de numéros pour des organisations d'intérêt public dans le cadre du plan national de numérotation/Interdiction d'utilisation de numéros dans le cadre des appels de prospection commerciale/Exception à l'interdiction d'utilisation de numéros pour les appels en vue de la réalisation de sondages)* : p. 4555 et suivantes

- Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique, financière, environnementale, énergétique, de transport, de santé et de circulation des personnes - *Commission mixte paritaire* **[n° 498 (2024-2025)]** - (3 avril 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4651 et suivantes

- Question orale sans débat sur les nouvelles gendarmeries dans l'Aisne - (8 avril 2025) : p. 4743

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes

- Proposition de loi renforçant la lutte contre les fraudes aux aides publiques - *Commission mixte paritaire* **[n° 570 (2024-2025)]** - (21 mai 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5932 et suivantes

- Question orale sans débat sur la transformation de logements vides sur le modèle des réhabilitations de bureaux en logements - (8 juillet 2025) : p. 7315 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la grève des contrôleurs aériens (I) - (9 juillet 2025) : p. 7427 et suivantes

- Proposition de loi visant à réformer le mode d'élection des membres du conseil de Paris et des conseils municipaux de Lyon et de Marseille - *Nouvelle lecture* **[n° 829 (2024-2025)]** - (9 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7486 et suivantes

- Projet de loi de lutte contre la vie chère dans les outre-mer [n° 64 (2025-2026)] - (28 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8078 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre - *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8235 et suivantes

- Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre [n° 197 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13187 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'obligation domiciliaire - (23 décembre 2025) : p. 13342 et suivantes

---

VIAL (Cédric)
sénateur (Savoie)
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-président du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers (25 juin 2025).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prendre en compte les spécificités des zones à forts besoins de développement rural **[n° 382 (2024-2025)]** (21 février 2025) - **Aménagement du territoire - Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à compléter les dispositions applicables aux territoires littoraux et à renforcer l'équilibre entre l'aménagement et la préservation de la nature, des paysages et des sites **[n° 473 (2024-2025)]** (21 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur la proposition de loi [n° 797 (2024-2025)] relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle **[n° 824 (2024-2025)]** (3 juillet 2025) - **Culture - Société**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public **[n° 144 tome 4 fasc. 1 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre la cabanisation **[n° 225 (2025-2026)]** (16 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du jeudi 30 janvier 2025 *(délégation aux collectivités territoriales) :* Matinée de sensibilisation à la simplification des normes pesant sur les collectivités territoriales.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

(CE Missions des agences de l'État) : Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Catherine Jentile de Canecaude, candidate proposée par le Président du Sénat aux fonctions de membre du collège de l'Arcom.

Réunion du mardi 4 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Laurent Dejoie, représentant des Régions de France, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire et Mme Véronique Pouzadoux, vice-présidente de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, maire de Gannat.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition conjointe de MM. Grégory Emery, directeur général de la santé (DGS), et Denis Robin, président du collège des directeurs généraux d'agences régionales de santé (ARS).

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Audition de M. Sylvain Waserman, président, Mme Patricia Blanc et M. Baptiste Perrissin-Fabert, directeurs généraux délégués de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de MM. Gaëtan Bruel, président, Olivier Henrard, directeur général

délégué, et Mme Leslie Thomas, secrétaire générale du Centre national du cinéma et de l'image animée.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Frédéric Sanaur, directeur général de l'Agence nationale du sport.

Audition de MM. Jérôme Fournier, chef de service et adjoint à la directrice à la direction des sports, Franck Laudillay, sous-directeur du pilotage et de l'animation des réseaux du sport, Omar Mokeddem, chef de la mission financière, Mme Élisabeth Gaillard-Giraudet, adjointe au chef du bureau des services territoriaux et de l'Agence nationale du sport, et M. Joris Rivière, adjoint au chef du bureau des établissements du sport.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis et des amendements sur les articles délégués au fond.

Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers.

Réunion du jeudi 3 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 juillet 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi, rejetée par l'Assemblée nationale, relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - Examen, en deuxième lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Édouard Geffray, ministre de l'éducation nationale.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Marina Ferrari, ministre des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs au cinéma - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits « Audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-62 rectifié, n° II-124 rectifié et n° II-1132** : p. 237 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) - **État B** : p. 284 et suivantes - **Rappel au règlement** : p. 293

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Médias, livre et industries culturelles - Audiovisuel public - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) : p. 363 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 378 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- **Question orale sans débat sur les accompagnants des élèves en situation de handicap et temps méridiens, publication des décrets** - (11 février 2025) : p. 2587 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la parité dans les fonctions électives et exécutives du bloc communal [n° 399 (2024-2025)]** - (11 mars 2025) - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3569 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Harmonisation du mode de désignation des conseillers communautaires)* : p. 3589 et suivantes - **Article 2 (texte supprimé par la commission)** *(Création d'une nouvelle strate dans le tableau fixant le nombre de membres dans les conseils municipaux)* : p. 3593 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 1 rectifié, n° 13 rectifié ter, n° 21 rectifié bis, n° 22 rectifié quater et n° 24 rectifié ter** *(Prolongation de la période transitoire au cours de laquelle le conseil municipal des communes nouvelles bénéficie d'un effectif dérogatoire supérieur)* : p. 3598 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3605 et suivantes - **Article 1er** *(Application du scrutin de liste aux communes de moins de 1 000 habitants)* : p. 3607 et suivantes

- **Proposition de loi visant à instaurer une trajectoire de réduction de l'artificialisation concertée avec les élus locaux [n° 373 (2024-2025)]** - (13 mars 2025) - **Article 3** *(Dates de modification des documents de planification et d'urbanisme pour y intégrer les objectifs de réduction de l'artificialisation)* : p. 3826 et suivantes - **Article 4** *(Exclusion des projets d'envergure nationale et européenne du décompte de la consommation d'espace)* : p. 3829 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer le parcours inclusif des enfants à besoins éducatifs particuliers [n° 726 (2024-2025)]** - (19 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6813 et suivantes - **Article 1er** *(Mise en place du livret de parcours inclusif)* : p. 6823 et suivantes - **Article 1er bis** *(Participation obligatoire de l'accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) à l'évaluation des besoins de l'élève dans le cadre d'une demande à la maison départementale des personnes handicapées (MDPH))* : p. 6831 et suivantes - **Article 1er ter** *(Obligation pour l'État d'affecter un accompagnant d'élèves en situation de handicap (AESH) dans un délai d'un mois à compter de la notification le prévoyant)* : p. 6833 et suivantes - **Article 2 (supprimé)** *(Rapport annuel sur les politiques publiques en faveur de l'école inclusive)* : p. 6835 et suivantes - **Article 3 bis B** *(Remplacement des pôles inclusifs d'accompagnement localisés par des pôles d'appui à la scolarité)* : p. 6842 et suivantes - **Article additionnel après l'article 3 bis B - Amendement n° 38 rectifié ter** *(Définition d'un référentiel commun d'évaluation du handicap et d'indicateurs de prescription en concertation avec les MDPH)* : p. 6851 - **Article 3 bis C** *(Formation initiale obligatoire pour les accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH))* : p. 6851 et suivantes

- **Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle** - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7589 et suivantes - **Motion d'exception d'irrecevabilité** : p. 7592 et suivantes - **Question préalable** : p. 7595 et suivantes - **Demande de renvoi en commission** : p. 7599 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7603 et suivantes p. 7606 et suivantes - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 juillet 2025) - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7689 et suivantes - **Rappels au règlement** : p. 7696 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding))* : p. 7706 et suivantes - **Article 1er bis** *(Inscription de TV5 Monde dans la loi du 30 septembre 1986)* : p. 7708 - **Article 2** *(Détention par l'État de la totalité du capital de la société France Médias)* : p. 7708 et suivantes - **Article 3** *(Gouvernance de la société France Médias et de ses filiales)* : p. 7709 et suivantes - **Article 4** *(Coordinations consécutives à la création de la société France Médias)* : p. 7712 et suivantes - **Article 5** *(Conventions stratégiques pluriannuelles et répartition des moyens)* : p. 7713 et suivantes - **Article (texte supprimé par la commission)** *(Coordinations consécutives à la création de la société France Médias)* : p. 7719 - **Article 8** *(Création de la société France Médias et mise en place de sa gouvernance)* : p. 7720 et suivantes - **Article 10** *(Évènements sportifs d'importance majeure)* : p. 7722 et suivantes - **Article 11 bis A** : p. 7723 - **Article 11 bis** *(Moderniser la plateforme TNT en expérimentant l'ultra haute définition)* : p. 7723 - **Article 11 ter** *(Exemption des services distribués par contournement de l'obligation de reprise du signal)* : p. 7723 - **Article 12** *(Durée minimale de deux ans pour la détention d'une autorisation de l'Arcom pour l'édition d'un service de télévision)* : p. 7723 et suivantes - **Article 12 bis** *(Mesures d'audience par des organismes tiers)* : p. 7724 et suivantes - **Article 13 bis** *(Autorisation d'une troisième coupure publicitaire pour la diffusion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles de longue durée)* : p. 7725 et suivantes - **Article 14** *(Développement des services interactifs sur la TNT)* : p. 7726 - **Article 14 bis** *(Développement de l'ultra haute définition (UHD))* : p. 7726 et suivantes - **Article 15** *(Développement de la radio numérique terrestre)* : p. 7727 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 2** *(Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs locaux, revalorisation indemnitaire pour les adjoints au maire et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7905 et suivantes - **Article 5 bis** *(Création d'une section du Code général des collectivités territoriales (CGCT) regroupant les dispositions statutaires applicables aux élus locaux)* : p. 7917 et suivantes - **Article 8 A** *(Suppression de l'incompatibilité entre l'exercice d'un mandat communautaire et un emploi salarié au sein d'une des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre)* : p. 7925 et suivantes - **Article 12** *(Création d'un statut de l'élu étudiant)* : p. 7959 et suivantes - **Article 15 bis** *(Session d'information sur les fonctions d'élu local)* : p. 7968 et suivantes

- **Suite de la discussion** (22 octobre 2025) - **Article 18** *(Clarification du régime de la prise illégale d'intérêt)* : p. 8002 et suivantes - **Article 18 bis A** *(Clarification des conditions du conflit d'intérêts pour les élus chargés de représenter une collectivité territoriale)* : p. 8005 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (23 novembre 2025) - **Article 21** *(Améliorer l'accès aux soins par diverses mesures du pacte de lutte contre les déserts médicaux)* : p. 9310 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-2050 rectifié bis** *(Alignement des villages de vacances 4 et 5 étoiles sur les hôtels 4 et 5 étoiles)* : p. 10393 et suivantes - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° I-491 rectifié sexies, n° I-720 rectifié, n° I-870 rectifié ter et n° I-1407 rectifié** *(Octroi, jusqu'en 2029, du bénéfice du classement « France Ruralités Revitalisation » (FRR) aux communes anciennement zones de revitalisation rurale (ZRR) ne remplissant pas les critères FRR)* : p. 10425 et suivantes

- **Suite de la discussion** (1er décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1350 rectifié, n° I-1662 rectifié et n° I-1402 rectifié ter** *(Extension de l'abattement de taxe sur la publicité télévisuelle pour les plus gros diffuseurs)* : p. 10684 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-16** *(Rationalisation de l'assiette*

et des taux des crédits d'impôt « cinéma » et « audiovisuel ») : p. 10687 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1689 rectifié quater, n° I-2206 rectifié bis, n° I-2330, n° I-2334, n° I-2433 rectifié bis et n° I-2546 rectifié bis** *(Doublement du plafond du crédit d'impôt audiovisuel pour les œuvres d'animation)* : p. 10689 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-1690 rectifié quater, n° I-751 rectifié, n° I-789 rectifié ter, n° I-1280 rectifié, n° I-2329 rectifié ter, n° I-2350 et n° I-2547 rectifié ter** *(Prorogation du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10691 et suivantes - **Article additionnel après l'article 24 - Amendements n° I-2016 rectifié quinquies, n° I-2331 rectifié, n° I-2336 rectifié, n° I-2343 rectifié ter, n° I-2447 rectifié et n° I-2548 rectifié bis** *(Modification du certificat informatique et internet (C2I))* : p. 10693 et suivantes

- Suite de la discussion (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendements n° I-1015 rectifié, n° I-1078 rectifié bis, n° I-1656 rectifié, n° I-1859 rectifié bis, n° I-1883 rectifié bis et ° I-2409 rectifié ter** *(Prorogation de trois ans de l'application du taux réduit de TVA de 10 % pour les travaux sylvicoles et d'exploitation forestière réalisés au profit d'exploitants agricoles)* : p. 10773 - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-530 rectifié sexies, n° I-853 rectifié bis, n° I-2650 rectifié bis, n° I-109 rectifié bis, n° I-1341 rectifié, n° I-1405 rectifié bis, n° I-488 rectifié sexies, n° I-1284 et n° I-2034 rectifié ter** *(Exonération des locaux destinés à l'hébergement de travailleurs saisonniers de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires)* : p. 10840 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12493 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles

- (11 décembre 2025) - **État B** : p. 12509 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi de finances pour 2026 (V) - (17 décembre 2025) : p. 13185 et suivantes

---

VIDAL (Paul)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

Fin de mandat en raison de la reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 5 novembre 2025.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 5 novembre 2025.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 2 juillet 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française du 12 février 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à préserver l'activité des buralistes en renforçant les moyens de lutte contre le commerce illicite des produits du tabac **[n° 417 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat - Police et sécurité - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à autoriser les ressortissants de l'Union européenne à accéder aux fonctions de maire et d'adjoint ainsi qu'à participer à la désignation des sénateurs **[n° 465 (2024-2025)]** (19 mars 2025) - **Collectivités territoriales** - **Pouvoirs publics et Constitution** - **Union européenne**.

Proposition de loi relative à l'information et l'assistance juridiques en rétention administrative et en zone d'attente **[n° 472 (2024-2025)]** (20 mars 2025) - **Affaires étrangères et coopération** - **Justice** - **Société**.

Proposition de loi visant à réguler la diffusion des commentaires et avis en ligne **[n° 488 (2024-2025)]** (26 mars 2025) - **PME, commerce et artisanat** - **Société**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé** - **Société**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé** - **Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice** - **Pouvoirs publics et Constitution** - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales** - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises** - **PME, commerce et artisanat** - **Société** - **Travail**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité** - **Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille** - **Justice** - **Police et sécurité** - **Société**.

Proposition de loi visant à réguler l'accès à l'enseignement supérieur **[n° 792 (2024-2025)]** (26 juin 2025) - **Société** - **Éducation**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé** - **Éducation**.

Proposition de loi visant à garantir le pavoisement permanent des bâtiments publics aux couleurs de la République et y interdisant tout autre symbole **[n° 905 (2024-2025)]** (24 septembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution** - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 96-53-CE du Conseil fixant, pour certains véhicules routiers circulant dans la Communauté, les dimensions maximales autorisées en trafic national et international et les poids maximaux autorisés en trafic international - Communication.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain, représentant l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Politique d'achat du ministère des armées - Audition de M. Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration, de l'ingénieur général hors classe de l'armement Guilhem Reboul, directeur des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique à la direction générale de l'armement, et du commissaire général hors classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Lydie Evrard, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Henri Prévost aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Article 1er** *(Renforcement des obligations des ligues professionnelles et de leurs dirigeants)* : p. 6318 et suivantes - **Article 8** *(Renforcement de l'éthique et prévention des conflits d'intérêts)* : p. 6344 et suivantes

- Proposition de loi de simplification du droit de l'urbanisme et du logement [n° 694 (2024-2025)] - (17 juin 2025) - **Article 1er A** *(Généralisation de la procédure de modification pour l'évolution des documents d'urbanisme)* : p. 6610 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 49 rectifié bis** *(Possibilité de déroger aux règles de stationnement pour les réhabilitations d'immeubles)* : p. 6671

VOGEL (Jean Pierre)
sénateur (Sarthe)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoires le contrôle des élevages de lapins de compagnie et leur identification **[n° 228 (2024-2025)]** (7 janvier 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive **[n° 298 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi créant une condition de durée de résidence pour le versement de certaines prestations sociales **[n° 299 (2024-2025)]** (3 février 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République **[n° 317 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la prééminence des principes républicains **[n° 318 (2024-2025)]** (7 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) **[n° 416 (2024-2025)]** (10 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer l'accès aux soins dans les territoires **[n° 494 (2024-2025)]** (28 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi supprimant la possibilité d'assortir la peine complémentaire d'inéligibilité d'une exécution provisoire pour les délits liés à l'exercice d'un mandat électif local **[n° 538 (2024-2025)]** (11 avril 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à interdire le port par un mineur de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse ou tout habit ou vêtement manifestant ou symbolisant l'infériorité de la femme sur l'homme dans l'espace public **[n° 701 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - Sécurités **[n° 743 tome 2 vol. 2 annexe 29 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à accélérer l'expulsion des étrangers qui constituent une menace grave pour l'ordre public **[n° 755 (2024-2025)]** (18 juin 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle relative à la justice des mineurs **[n° 766 (2024-2025)]** (21 juin 2025) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi visant à renforcer l'effectivité du droit de communication des juridictions financières **[n° 898 (2024-2025)]** (19 septembre 2025) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à améliorer les moyens d'action de l'Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués et à faciliter l'exercice des missions d'expert judiciaire **[n° 128 (2025-2026)]** (14 novembre 2025) - **Justice - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à lutter contre l'exploitation sexuelle en ligne **[n° 133 (2025-2026)]** (18 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Sécurités (Sécurité civile) **[n° 139 tome 3 vol. 2 annexe 28 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à conforter l'habitat, l'offre de logements et la construction **[n° 171 (2025-2026)]** (28 novembre 2025) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à garantir l'équilibre économique de l'exploitation des réseaux d'initiative publique par un mécanisme de péréquation **[n° 210 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux **[n° 224 (2025-2026)]** (15 décembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des finances) :* Groupe de suivi sur la situation des finances publiques et l'exécution budgétaire en 2025 - Audition de MM. Laurent Bach, professeur associé au département Finance de l'ESSEC Business School, chercheur à la Swedish House of Finance et directeur de programme à l'Institut des Politiques Publiques, auteur de la note « À la recherche de la TVA perdue » du 22 janvier 2025, Stéphane Sorbe, chef du service des finances publiques et des politiques sociales, à la direction générale du Trésor, et Olivier Touvenin, chef du service de la gestion fiscale, à la direction générale des finances publiques, sur la prévision et la collecte de TVA.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission des finances) :* Réforme de la franchise en base de TVA - Communication.

Réunion du mercredi 25 juin 2025 *(commission des finances) :* Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

L'actualité du secteur des jeux d'argent et de hasard - Audition de Mmes Isabelle Falque-Pierrotin, présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ), Stéphane Pallez, présidente-directrice générale de FDJ United, et M. Nicolas Béraud, président de l'Association française du jeu en ligne (AFJEL).

Réunion du mercredi 5 novembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 8 décembre 2025 *(commission des finances) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Sécurités » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Direction de l'action du Gouvernement :

Articles de récapitulation des crédits

- (22 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 54 - Amendement n° II-1167 rectifié ter** *(Rapport sur les conséquences fiscales du recul des ressources liées aux paris hippiques)* : p. 1351 et suivantes

- Projet de loi relative aux résultats de la gestion et portant approbation des comptes de l'année 2024 [n° 718 (2024-2025)] - (23 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6887 et suivantes - **Article 10** *(Règlement du compte spécial « Participation de la France au désendettement de la Grèce »)* : p. 6928 et suivantes

- Question orale sans débat sur le dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales, reversement aux collectivités - (24 juin 2025) : p. 6973 et suivantes

- Débat sur le thème : « Fiscalité du travail, fiscalité du capital : quels équilibres ? » - (4 novembre 2025) : p. 8388 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (28 novembre 2025) - **Article 3** *(Instauration d'une taxe sur le patrimoine financier des holdings patrimoniales)* : p. 9908 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-218 rectifié ter** *(Ouverture de la réduction d'impôt au titre des dons des particuliers et des entreprises aux courses hippiques)* : p. 10321

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (13 décembre 2025) - **Article 55** *(Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)* : p. 12993 et suivantes

---

VOGEL (Louis)
sénateur (Seine-et-Marne)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la commission des affaires européennes.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 192 (2024-2025)] relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues **[n° 433 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires **[n° 493 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à exempter les produits sous signes officiels de qualité, les produits fermiers et les produits traditionnels de l'obligation d'apposition d'un indice « Nutri-Score » **[n° 505 (2024-2025)]** (2 avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 744 (2023-2024)] relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance **[n° 682 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - Administration pénitentiaire **[n° 145 tome 6 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Budget - Justice - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à préciser la procédure d'examen des textes budgétaires, à renforcer la place du Parlement et à sécuriser le périmètre et la constitutionnalité des dispositions mises en œuvre par les ordonnances mentionnées aux articles 47 et 47-1 de la Constitution **[n° 242 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique portant loi spéciale en matière de financement de la sécurité sociale **[n° 243 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des lois) :* Accords internationaux conclus par la France en matière migratoire - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission des lois) :* Mission d'information sur les polices municipales - Audition de M. François-Noël Buffet, ministre auprès du ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission des lois) :* Les orientations du ministère en matière de justice pénale, de justice civile et d'organisation pénitentiaire - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice.

Proposition de loi portant diverses dispositions en matière de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 juin 2025 *(commission des affaires européennes) : »* L'Union européenne face au défi de sa souveraineté énergétique » - Audition de M. Nicolas Berghmans, directeur du programme Nouvelles politiques industrielles à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Mme Clara Calipel, chercheuse, Investissements climat européens à l'Institut de l'économie pour le climat (I4CE), M. Dominique Jamme, directeur général des services de la Commission de régulation de l'énergie (CRE), et Mme Mechthild Wörsdörfer, directrice générale adjointe de la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 2 juillet 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué chargé de l'Europe.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des lois) :* Exécution des peines - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Gérald Darmanin, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Justice » -

Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Conseil européen des jeudi 18 et vendredi 19 décembre 2025 - Audition de M. Benjamin Haddad, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé de l'Europe.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) : p. 723 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la politique pénitentiaire - (22 janvier 2025) : p. 1181 et suivantes

- Mises au point au sujet de votes - (12 mars 2025) : p. 3683 et suivantes

- Proposition de loi visant à proroger le dispositif d'expérimentation favorisant l'égalité des chances pour l'accès à certaines écoles de service public [n° 353 (2024-2025)] - (12 mars 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3685 et suivantes

- Proposition de loi visant à faciliter le maintien en rétention des personnes condamnées pour des faits d'une particulière gravité et présentant de forts risques de récidive [n° 430 (2024-2025)] - (18 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3984 et suivantes

- Proposition de loi relative au droit de vote par correspondance des personnes détenues [n° 434 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4120 et suivantes - **Article unique** *(Vote des personnes détenues par correspondance pour les seuls scrutins à circonscription unique et les référendums)* : p. 4130 et suivantes - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2** *(Accorder un droit de sortie aux détenus pour qu'ils exercent leur droit de vote)* : p. 4131 et suivantes - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 5** *(Expérimentation de l'ouverture d'un bureau de vote dans les établissements pénitentiaires)* : p. 4132 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 3** *(Demande de rapport au Parlement)* : p. 4132 et suivantes

- Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4144 et suivantes

- Question orale sans débat relative aux projets et concertations sur le parc éolien de Seine-et-Marne / Gâtinais Val-de-Loing - (25 mars 2025) : p. 4201 et suivantes

- Proposition de loi relative à la composition des conseils locaux et intercommunaux de sécurité et de prévention de la délinquance [n° 683 (2024-2025)] - (11 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6419 et suivantes - **Article unique** *(Élargissement aux présidents de conseil départemental des membres de droit des conseils locaux et intercommunaux de prévention de la délinquance)* : p. 6426 et suivantes

- Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025 - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- Proposition de loi créant l'homicide routier et visant à lutter contre la violence routière - *Deuxième lecture* **[n° 746 (2024-2025)]** - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7114 et suivantes

- Proposition de loi visant à faire exécuter les peines d'emprisonnement ferme [n° 781 (2024-2025)] - (1er juillet 2025) - **Discussion générale** : p. 7131 et suivantes

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7890 et suivantes - **Article 2** *(Fixation par principe des indemnités de fonction au maximum légal pour les exécutifs locaux, revalorisation indemnitaire pour les adjoints au maire et modification du mode de calcul de l'enveloppe indemnitaire globale)* : p. 7905 et suivantes - **Article 4** *(Extension du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux et rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État)* : p. 7914 et suivantes - **Article 16** *(Élargissement de la prise en charge par la commune des frais de garde et extension de la compensation par l'État du remboursement)* : p. 7973 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8025 et suivantes

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] - (27 novembre 2025) - **Article 45 et participation de la France au budget de l'Union européenne** *(Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'Union européenne (PSR-UE))* : p. 9820 et suivantes

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-250, n° I-1179 rectifié ter, n° I-1731, n° 666 rectifié, n° I-1732, n° 1181 rectifié ter, n° 74 rectifié sexies, n° I-1521 rectifié quater, n° 2089, n° I-2086, n° 669 rectifié, n° I-1180 rectifié ter, n° I-1969, n° I-667, n° I-674, n° 1522 rectifié bis, n° I-2088 rectifié, n° I-2140, n° 2091 rectifié, n° I-2084, n° I-1728, n° I-190 rectifié et n° I-2379 rectifié bis** *(Crédit d'impôt recherche)* : p. 10108 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1193 rectifié quater, n° I-1137 rectifié bis et n° I-767 rectifié** *(Rétablissement du dispositif « jeunes docteurs » au sein du crédit d'impôt recherche)* : p. 10123 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 76 rectifié quinquies** *(Limitation des dépenses de sous-traitance éligibles au crédit d'impôt recherche à l'innovation dans les secteurs prioritaires)* : p. 10125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° 1612 rectifié bis, n° I-1136 rectifié bis et n° I-1195 rectifié quater** *(Extension de l'assiette du crédit d'impôt recherche (CIR) aux frais liés aux brevets)* : p. 10125 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1194 rectifié quater et n° I-1518 rectifié bis** *(Prorogation du crédit d'impôt en faveur de la recherche collaborative (CICo))* : p. 10129

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) : p. 12220 et suivantes - **État B** : p. 12232 et suivantes

Justice

- (12 décembre 2025) : p. 12674 et suivantes p. 12677 et suivantes

VOGEL (Mélanie)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 2))
GEST

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer le dispositif de protection temporaire en France **[n° 233 (2024-2025)]** (9 janvier 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à renforcer l'accès à l'allocation aux adultes handicapés pour les Français établis hors de France **[n° 238 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la dépénalisation de l'usage de drogues pour mieux soigner les personnes dépendantes et apaiser l'espace public **[n° 272 (2024-2025)]** (27 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la libre administration des collectivités territoriales, privées progressivement de leurs recettes propres, et sur les leviers à mobiliser demain face aux défis de l'investissement dans la transition écologique et les services publics de proximité **[n° 278 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer le nombre de conseillers municipaux de la ville de Lyon au regard de ses évolutions démographiques **[n° 301 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la suppression du vote par correspondance et de l'envoi postal de la propagande électorale à l'occasion de l'élection des députés des Français de l'étranger **[n° 316 (2024-2025)]** (6 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à renforcer l'indépendance du Conseil constitutionnel et à garantir la qualification de ses membres **[n° 354 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins **[n° 492 (2024-2025)]** (27 mars 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à instaurer une tolérance zéro face à la haine et aux violences à l'encontre des personnes LGBTQIA+ **[n° 495 (2024-2025)]** (31 mars 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer les obligations de la convention judiciaire d'intérêt public en matière environnementale **[n° 631 (2024-2025)]** (15 mai 2025) - **Environnement - Justice - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer les moyens d'action des associations de lutte contre les discriminations dans l'accompagnement des victimes de violences anti-LGBTQI+ **[n° 703 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à faciliter la maîtrise d'ouvrage dans le cadre des opérations d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental **[n° 772 (2024-2025)]** (24 juin 2025) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi visant à garantir aux agents des collectivités territoriales en poste à l'étranger un régime indemnitaire adapté à leurs conditions d'exercice **[n° 858 (2024-2025)]** (16 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique**.

Proposition de loi visant à garantir une meilleure représentation des lycéens scolarisés au sein des établissements français à l'étranger aux instances de la vie lycéenne et au conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger **[n° 859 (2024-2025)]** (16 juillet 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un pôle dédié aux Français établis hors de France au sein d'une maison départementale des personnes handicapées **[n° 863 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des lieux de privation de liberté des parlementaires et des bâtonniers **[n° 866 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à rendre efficient l'accès à la procréation médicalement assistée pour les Françaises de l'étranger **[n° 886 (2024-2025)]** (3 septembre 2025) - **Famille - Société**.

Proposition de loi visant à abroger la loi n° 2025-794 du 11 août 2025, dite loi Duplomb, à rendre définitive l'interdiction des néonicotinoïdes en France, à tenir compte du dernier état des connaissances scientifiques et à lutter contre la concurrence déloyale en matière de pesticides **[n° 889 (2024-2025)]** (11 septembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter l'accès à l'interruption volontaire de grossesse à l'étranger **[n° 908 (2024-2025)]** (28 septembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les marges des industriels et de la grande distribution **[n° 69 (2025-2026)]** (23 octobre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à mieux concerter, informer et protéger les riverains de parcelles agricoles exposés aux pesticides de synthèse **[n° 107 (2025-2026)]** (4 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à pérenniser les haltes « soins addictions » **[n° 108 (2025-2026)]** (5 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiants - Suite de l'examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Ingall-Montagnier, candidat proposé par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 12 février 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Philippe Bas, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger au Conseil constitutionnel.

Audition de M. Richard Ferrand, candidat proposé par le Président de la République comme membre du Conseil constitutionnel.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(commission des lois) :* L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(commission des lois) :* Audition de M. Jean Maïa, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des lois) :* Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(MI Services publics) :* Audition de Mme Pauline Carmona, directrice des Français à l'étranger et de l'administration consulaire au ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Laurent Nunez, ministre de l'intérieur et mission « Sécurités » - Fin de l'examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Action extérieure de l'État

- (21 janvier 2025) : p. 971 et suivantes - **État B** : p. 994 et suivantes - **État G** : p. 1026 et suivantes

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (22 janvier 2025) : p. 1146 et suivantes

Pouvoirs publics

- (22 janvier 2025) - **État B** : p. 1159 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, appelant à l'introduction de la proportionnelle pour les élections législatives [n° 163 (2024-2025)] - (30 janvier 2025) - **Discussion générale** : p. 1787 et suivantes

- Proposition de loi visant à interdire un mariage en France lorsque l'un des futurs époux réside de façon irrégulière sur le territoire [n° 190 (2023-2024)] - (20 février 2025) - **Discussion générale** : p. 3102 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendement n° 3 rectifié** *(Saisine automatique du procureur en cas d'absence de régularité de séjour aux fins de vérifier la sincérité de l'intention matrimoniale)* : p. 3121 et suivantes - **Article unique** *(Interdiction de contracter un mariage pour toute personne en situation irrégulière sur le territoire national)* : p. 3123 et suivantes

- Proposition de loi relative à la consultation du Parlement sur la nomination de membres français dans certaines institutions européennes [n° 358 (2024-2025)] - (4 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3235 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'effort de guerre et les choix budgétaires - (12 mars 2025) : p. 3674

- Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse [n° 432 (2024-2025)] - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4144 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer les conditions d'accès à la nationalité française à Mayotte [n° 467 (2024-2025)] - (25 mars 2025) - **Question préalable** : p. 4255 et suivantes - **Article additionnel avant l'article unique - Amendements n° 4, n°11 et n° 18 rectifié** *(Rapport sur la mise en œuvre des dispositions restreignant l'accès à la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France introduites à Mayotte en 2018)* : p. 4267 et suivantes - **Article unique** *(Restriction des possibilités d'acquisition de la nationalité française au titre du « droit du sol » à Mayotte)* : p. 4268 et suivantes

- Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences sexuelles et sexistes [n° 483 (2024-2025)] - (3 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4658 et suivantes - **Article 1er** *(Institution d'une imprescriptibilité civile pour certaines infractions commises sur des mineurs)* : p. 4669 et suivantes - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 32** *(Établir à la date de la consolidation le point de départ du délai de prescription civile des actes de barbarie, de torture et des agressions sexuelles commises sur des mineurs)* : p. 4679 - **Article 2** *(Extension de la prescription glissante aux viols commis sur des majeurs, intégration du viol à la prescription glissante délictuelle et généralisation de l'application de l'article 9-2 du code de procédure pénale aux victimes d'infractions sexuelles indépendamment de leur âge)* : p. 4679 et suivantes - **Article 3** *(Création d'une infraction de contrôle coercitif)* : p. 4682 et suivantes

- Question orale sans débat sur l'inscription des déclarations liminaires aux procès-verbaux des conseils consulaires - (29 avril 2025) : p. 5068 et suivantes

- Déclaration du Gouvernement sur le thème de la souveraineté énergétique de la France, suivie d'un débat - (6 mai 2025) : p. 5231 et suivantes

- Proposition de loi portant reconnaissance par la Nation et réparation des préjudices subis par les personnes condamnées pour homosexualité entre 1942 et 1982 - *Deuxième lecture* **[n° 565 (2024-2025)]** - (6 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5256 et suivantes - **Article 1er** *(Reconnaissance de la responsabilité de la République française du fait d'infractions pénalisant l'homosexualité)* : p. 5266 et suivantes - **Article 3 (supprimé)** *(Réparation financière des personnes condamnées pour homosexualité)* : p. 5269 et suivantes - **Article 4 (supprimé)** *(Création d'une commission chargée de statuer sur les demandes de réparation financière)* : p. 5271 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 5272

- Projet de loi de programmation pour la refondation de Mayotte [n° 613 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 614 (2024-2025)** : p. 5680 et suivantes

- Suite de la discussion (20 mai 2025) - **Article 1er (priorité)** *(Approbation du rapport annexé)* : p. 5738 et suivantes - **Article 1er bis (nouveau)** *(Autorité du préfet de Mayotte sur l'ensemble des services déconcentrés de l'État et de ses établissements publics)* : p. 5787 et suivantes - **Article 2** *(Conditions de délivrance des cartes de séjour « liens personnels et familiaux » et « parent d'enfant français »)* : p. 5790 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 104, n° 6 rectifié, n° 19 rectifié bis et n° 151 rectifié** *(Suppression du visa territorialisé)* : p. 5793 et suivantes - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 103 et n° 154 rectifié** *(Suppression du régime dérogatoire du document de circulation pour étranger mineur)* : p. 5796 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 152** *(Demande de rapport sur l'impact du contrat d'intégration républicaine sur l'intégration des étrangers à Mayotte)* : p. 5797 - **Article 7** *(Rétention administrative des mineurs accompagnant un adulte)* : p. 5801 et suivantes - **Article 8** *(Retrait du titre de séjour de l'étranger à raison de la menace pour l'ordre public que représente le mineur sous sa responsabilité)* : p. 5806 et suivantes - **Article 14** *(Adapter les dispositions relatives au recensement de la population à la situation particulière de Mayotte)* : p. 5826 - **Article 26** *(Extension aux lycéens mahorais du bénéfice du passeport pour la mobilité des études)* : p. 5848 et suivantes

- Projet de loi organique relatif au département-région de Mayotte [n° 614 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi de programmation n° 613 (2024-2025).**

- Projet de loi portant création de l'établissement public du commerce et de l'industrie de la collectivité de Corse [n° 645 (2024-2025)] - (2 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6050 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur les actions engagées par le Gouvernement en matière d'anticipation et d'adaptation aux épisodes caniculaires - (2 juillet 2025) : p. 7160 et suivantes

- Proposition de loi relative à la réforme de l'audiovisuel public et à la souveraineté audiovisuelle - *Deuxième lecture* **[n° 825 (2024-2025)]** - (10 juillet 2025) - **Chapitre Ier** *(Réforme de l'audiovisuel public)* : p. 7614 et suivantes - **Article 1er** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7620 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Création de la société holding France Médias et transformation de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) en société pour pouvoir intégrer la holding)* : p. 7634 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7797 et suivantes - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Article 3** *(Entrée en vigueur de la loi organique au lendemain de la publication au Journal officiel de la République française)* : p. 7812 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 28 (2025-2026)] - (20 octobre 2025) - **Article unique** *(Interdiction de se prévaloir de son origine ou de sa religion pour se soustraire aux lois de la République et aux autres règles applicables)* : p. 7849 et suivantes

- Proposition de loi visant à se libérer de l'obligation alimentaire à l'égard d'un parent défaillant [n° 349 (2024-2025)] - (23 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 8040 et suivantes - **Article 1er** *(Instauration d'une procédure extrajudiciaire et unilatérale de décharge d'une obligation alimentaire à l'égard d'un parent considéré comme « défaillant »)* : p. 8050 et suivantes - **Article 3** *(Perte de plein droit des droits successoraux en cas de décharge de l'obligation alimentaire par acte notarié)* : p. 8055 et suivantes

- Proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles - *Commission mixte paritaire* **[n° 46 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8205 et suivantes

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)] - (22 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 1251 et n° 1284** *(Définition des conditions dans lesquelles un assuré retrouve ses droits à l'assurance maladie à son retour sur le territoire français)* : p. 9232 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (3 décembre 2025) - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (8 décembre 2025) : p. 11869 et suivantes

Sécurités

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11884 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) : p. 12166 et suivantes - **État B** : p. 12178 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (10 décembre 2025) : p. 12317 et suivantes

Pouvoirs publics

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12324 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Justice

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12687 et suivantes - **Article 78** *(Réduction du périmètre d'application de l'obligation de recours à certaines expertises judiciaires)* : p. 12722 et suivantes

- Proposition de loi visant à simplifier la sortie de l'indivision successorale [n° 195 (2025-2026)] - (18 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13278 et suivantes

---

WATTEBLED (Dany)
sénateur (Nord)
Les Indépendants

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis le 15 janvier 2025 ; puis vice-président du 29 janvier 2025 au 18 juin 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de leur effet d'entraînement sur l'économie française le 12 février 2025 ; puis rapporteur du 5 mars 2025 au 8 juillet 2025.

Membre titulaire du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la création d'un chèque-emploi collectivités territoriales **[n° 227 (2024-2025)]** (6 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution - Travail**.

Proposition de loi visant à faciliter la mobilité des chiens d'assistance accompagnant les militaires en état de stress post-traumatique **[n° 241 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Anciens combattants - Défense - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rééquilibrer la filière à responsabilité élargie du producteur des produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment au profit des produits du bois **[n° 242 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Environnement**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pratique des jeux dangereux en instaurant des mesures informatives et préventives dans le carnet de santé **[n° 246 (2024-2025)]** (20 janvier 2025) - **Famille - Police et sécurité - Société - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les coûts et les modalités effectifs de la commande publique et la mesure de son effet d'entraînement sur l'économie française **[n° 252 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Budget - Collectivités territoriales - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au mode de désignation des conseillers communautaires **[n° 276 (2024-2025)]** (28 janvier 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à élargir le prêt à taux zéro (PTZ) aux familles nombreuses propriétaires de leur résidence principale afin de dynamiser le marché du logement et d'encourager la natalité en France **[n° 309 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Famille - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à clarifier les obligations de rénovation énergétique des logements et à sécuriser leur application en copropriété **[n° 328 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Logement et urbanisme - Société - Énergie**.

Proposition de loi organique relative au statut du parlementaire remplaçant un député ou un sénateur nommé ministre **[n° 391 (2024-2025)]** (4 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer l'obligation de création des Zones à Faibles Émissions (ZFE) **[n° 435 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse **[n° 452 (2024-2025)]** (18 mars 2025) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi organique relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 526 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à l'automatisation de la mise à jour des listes électorales **[n° 527 (2024-2025)]** (9 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales **[n° 542 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à permettre aux salariés de certains établissements et services de travailler le 1er mai **[n° 550 (2024-2025)]** (25 avril 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à permettre la personnalisation des plaques d'immatriculation **[n° 556 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à interdire l'utilisation de la métatine dans les produits dérivés du tabac, les produits de vapotage et les sachets oraux **[n° 688 (2024-2025)]** (4 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les jeunes des risques liés à l'exposition aux écrans et des méfaits des réseaux sociaux, et à les accompagner vers un usage raisonné du numérique **[n° 744 (2024-2025)]** (17 juin 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à permettre le recrutement de contractuels sur les emplois fonctionnels des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de 40 000 habitants et moins **[n° 798 (2024-2025)]** (30 juin 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à garantir des moyens de fonctionnement aux groupes d'élus dans l'ensemble des communautés d'agglomération **[n° 815 (2024-2025)]** (2 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la CE Commande publique : L'urgence d'agir pour éviter la sortie de route : Piloter la commande publique au service de la souveraineté économique - Rapport **[n° 830 tome 1 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la CE Commande publique : L'urgence d'agir pour éviter la sortie de route : Piloter la commande publique au service de la souveraineté économique - Recueil de comptes rendus **[n° 830 tome 2 (2024-2025)]** (8 juillet 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rationaliser la gestion de l'immobilier de l'État **[n° 852 (2024-2025)]** (10 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à clarifier et à sécuriser le rôle des collaborateurs de cabinet en collectivité territoriale **[n° 861 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi portant modification du cadre d'emplois des directeurs généraux des services pour les communes de moins de 40 000 habitants **[n° 864 (2024-2025)]** (21 juillet 2025) - **Collectivités territoriales - Société - Travail**.

Proposition de loi relative aux formations en santé **[n° 868 (2024-2025)]** (30 juillet 2025) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques **[n° 8 (2025-2026)]** (7 octobre 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à mieux encadrer l'exécution provisoire d'une peine **[n° 47 (2025-2026)]** (21 octobre 2025) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à assouplir les contraintes à l'usage de dispositifs de lecture automatisée de plaques d'immatriculation et à sécuriser l'action des forces de l'ordre **[n° 66 (2025-2026)]** (22 octobre 2025) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à mettre la commande publique au service de la souveraineté économique **[n° 211 (2025-2026)]** (10 décembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la lutte contre les installations illicites des gens du voyage **[n° 212 (2025-2026)]** (11 décembre 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi tendant à supprimer certaines structures, comités, conseils et commissions « Théodule » dont l'utilité ne semble pas avérée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic et proposition de loi organique fixant le statut du procureur national anti-stupéfiant - Examen du rapport et des textes de la commission.

Réunion du mercredi 5 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Réunion constitutive.

(commission des lois) : L'évolution institutionnelle de la Corse - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 11 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Associations représentant les élus municipaux - MM. Emmanuel Sallaberry, maire de Talence, co-président de la commission des finances de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), Hervé Fournier, conseiller municipal de Nantes, co-président du forum de l'achat public durable de l'association France urbaine, et Joël Marivain, maire de Kerfourn et président de l'Association des maires ruraux du Morbihan.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Boris Ravignon, maire de Charleville-Mézières, auteur d'un rapport au Gouvernement intitulé « Coût des normes et de l'enchevêtrement des compétences entre l'État et les collectivités : évaluation, constats et propositions » (mai 2024).

Audition de M. Éric Schahl, conseiller régional d'Île-de-France, représentant de l'association Régions de France.

Réunion du mardi 18 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Edward Jossa, président-directeur général de l'Union des groupements d'achats publics (UGAP).

Audition de M. François Adam, directeur des achats de l'État au ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Audition de M. Jean Deguerry, président du conseil départemental de l'Ain, représentant l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 19 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de juristes et journalistes spécialisés dans la commande publique - MM. Guillaume Delarue, avocat au barreau de Paris, Jean-Marc Joannès, rédacteur en chef d'achatpublic.info, et Grégory Kalflèche, professeur de droit public à l'université Toulouse-Capitole.

Audition d'économistes - Mme Anne Perrot, inspectrice générale des finances, correspondante du Conseil d'analyse économique et M. Stéphane Saussier, professeur d'économie et de management public à l'Institut d'administration des entreprises de l'université Paris I - Panthéon Sorbonne.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition d'acheteurs publics - MM. Jean-Luc Baras, président du Conseil national des achats (CNA), Alain Bénard, président de l'association des acheteurs publics (AAP), et Jean-Marc Peyrical, président de l'association pour l'achat dans les services publics (APASP).

Politique d'achat du ministère des armées - Audition de M. Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration, de l'ingénieur général hors classe de l'armement Guilhem Reboul, directeur des opérations, du maintien en condition opérationnelle et du numérique à la direction générale de l'armement, et du commissaire général hors classe Olivier Marcotte, directeur central du service du commissariat des armées.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Matthieu Schlesinger, vice-président d'Intercommunalités de France, maire d'Olivet et premier vice-président d'Orleans métropole.

Réunion du mardi 1er avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Brice Huet, commissaire général au développement durable au ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche et Mme Julie Hanot, sous-directrice des entreprises au commissariat général au développement durable.

Mise en œuvre des obligations issues de la loi Égalim pour la restauration collective publique - Audition de M. Loïc Agnès, chef du service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international, Mme Sophie Palin, sous-directrice de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques, et M. Erwan de Gavelle, chef du bureau de la politique de l'alimentation, de la direction générale de l'alimentation du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Rapport de la Cour des comptes sur la prise en compte des enjeux du développement durable dans les achats de l'État (décembre 2024) - Audition de M. Guillaume Boudy, président de section à la première chambre de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Pierre-Henri Morand et François Maréchal, économistes spécialistes de la commande publique (en visioconférence).

Audition de Mme Clémence Olsina, directrice des affaires juridiques des ministères économiques et financiers.

(commission des lois) : Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Alain Juillet, ancien haut responsable chargé de l'intelligence économique.

Audition de M. Philippe Latombe, député, rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée nationale « Bâtir et promouvoir une souveraineté numérique nationale et européenne » (juin 2021).

Audition de M. Pierre Pelouzet, médiateur des entreprises.

Audition de Mme Marianne Tordeux Bitker, directrice des affaires publiques et de M. Yann Boulay, responsable des affaires publiques de France Digitale, avec des représentants des entreprises Explain, Doctrine et OpenClassrooms.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Didier Trutt, président du conseil d'administration et du comité stratégique d'IN Groupe.

Audition de M. Frédéric Trojani, ancien directeur général de l'entreprise Surys.

Audition de M. Hugues Souparis, ancien président de l'entreprise Surys.

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Stéphanie Schaer, directrice interministérielle du numérique.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de Mme Aliénor Courvalin, secrétaire générale, M. Maxime Papillon, responsable des achats publics, et M. Jean-Baptiste Lapeyrie, directeur de l'expertise, de l'innovation et de l'international de l'Agence du numérique en santé.

Réunion du mardi 13 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Problématique des achats publics dans le secteur hospitalier - Audition de Mmes Marie Daudé, directrice générale de l'offre de soins (DGOS), Véronique Chasse, cheffe de la mission achats en santé à la DGOS, M. Dominique Legouge, directeur général du Réseau des acheteurs hospitaliers (Resah), Mmes Angélique Dizier, directrice générale adjointe en charge de la coordination des activités d'achat centralisé du Resah, Cécile Chevance, responsable du pôle « offres » de la Fédération hospitalière de France (FHF), MM. Jean-François Husson, chargé de mission à la FHF, et Walid Ben Brahim, directeur général de l'Union des Hôpitaux pour les Achats (UniHA).

Audition de Mme Laura Chaubard, directrice générale de l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de MM. Frédéric Bredillot, membre du directoire, Benoit Dupuis, directeur des marchés et du pilotage contractuel, membre du Comex, et Deniz Boy, directeur des affaires publiques, de la Société des grands projets (SGP).

Audition de Mme Stéphanie Combes, directrice de la Plateforme des données de santé (Health Data Hub).

Réunion du mardi 27 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Guillaume Poupard, directeur général adjoint de Docaposte, ancien directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Problématique de la commande publique dans les collectivités d'outre-mer - Audition de Mmes Karine Delamarche, directrice générale adjointe des outre-mer, Laetitia Malet, déléguée générale adjointe de l'Association des communes et collectivités d'outre-mer (ACCD'OM), MM. Anthony Lebon, administrateur et président de la commission BTP-Logement de la Fédération des entreprises des outre-mer (Fedom), et Dominique Vienne, président du conseil économique et social régional de La Réunion, ancien président de l'association de la stratégie du bon achat et du Haut Conseil de la commande publique de La Réunion.

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Christian Vigouroux, président de section honoraire au Conseil d'État, auteur du rapport au Premier ministre « Sécuriser l'action des autorités publiques dans le respect de la légalité et des principes du droit ».

Audition de M. Gaël Menu, directeur général de SCC France, et de Mme Sylvie Wethli, directrice commerciale de SCC France, entreprise titulaire du marché « multi-éditeurs » de l'Union des groupements d'achats publics (Ugap).

Audition de M. Vincent Strubel, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi).

(CE Délinquance financière) : Audition de Bruno Retailleau, ministre d'État, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Jean-Marc Morandi, élu, et Mme Dominique Moreno, responsable du pôle des politiques territoriales et régionales de la chambre de commerce et d'industrie Paris Île-de-France.

Audition de M. Nicolas Guérin, secrétaire général d'Orange.

Audition de M. Thomas Pillot, chef du service de la protection des consommateurs et de la régulation des marchés, Mmes Carla Deveille-Fontinha, sous-directrice des affaires juridiques et des politiques de concurrence et de consommation, et Stéphanie Deguilly-Lepage, cheffe du bureau « Politique et droit de la concurrence » de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF).

Audition de MM. Edward Jossa, président-directeur général de l'UGAP et Olivier Giannoni, directeur juridique de l'UGAP.

Audition de responsables ministériels des achats.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Cédric O, ancien secrétaire d'État chargé du numérique.

Audition de MM. Anton Carniaux, directeur des affaires publiques et juridiques, et Pierre Lagarde, directeur technique du secteur public, de Microsoft France.

Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Clara Chappaz, ministre déléguée chargée de l'intelligence artificielle et du numérique.

Réunion du mercredi 11 juin 2025 *(CE Commande publique) :* Audition de M. Éric Lombard, ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique.

Réunion du mardi 8 juillet 2025 *(CE Commande publique) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 novembre 2025 *(commission des lois) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 10 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des lois) :* Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques - Examen des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Proposition de loi visant à sortir la France du piège du narcotrafic [n° 254 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1942 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (10 février 2025) - **Article 8** *(Objectifs de la politique d'installation)* : p. 2492 et suivantes

- Projet de loi autorisant la ratification de la convention n° 155 sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981 [n° 287 (2024-2025)] - (13 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2831 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Discussion générale** : p. 2987 et suivantes

- Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)] - (8 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4764 et suivantes

- Question orale sur la hausse des cotisations pour les employeurs publics affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales - (10 juin 2025) : p. 6271 et suivantes

- Question orale sans débat relative à la fraude persistante et massive à la contribution sur les boissons sucrées - (8 juillet 2025) : p. 7324

- Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 7 (texte non modifié par la commission)** *(Possibilité de recours à la visioconférence pour la réunion des commissions du conseil municipal)* : p. 7924 et suivantes

- Suite de la discussion (22 octobre 2025) - **Après l'article 22** : p. 8017 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la société Exaion - (26 novembre 2025) : p. 9734 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

- Proposition de loi relative à la sécurisation des marchés publics numériques [n° 200 (2025-2026)] - (17 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13204 et suivantes - **Article unique** *(Préserver les données publiques hébergées en nuage du risque de captation par des autorités publiques extra-européennes)* : p. 13215 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 13216 et suivantes

---

WEBER (Michaël)
sénateur (Moselle)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi simplification.

Membre de la commission d'enquête aux fins d'évaluer les outils de la lutte contre la délinquance financière, la criminalité organisée et le contournement des sanctions internationales, en France et en Europe, et de proposer des mesures face aux nouveaux défis du 15 janvier 2025 au 26 janvier 2025.

Membre de la commission d'enquête sur les missions des agences, opérateurs et organismes consultatifs de l'État le 5 février 2025 ; puis vice-président du 6 février 2025 au 1er juillet 2025.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du collège consultatif de la commission du fonds pour le développement de la vie associative.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la raison impérative d'intérêt public majeur de la liaison autoroutière entre Castres et Toulouse (19 juin 2025).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de simplification de la vie économique (12 décembre 2025).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 266 (2024-2025)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire **[n° 307 (2024-2025)]** (5 février 2025) - **Entreprises - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement **[n° 324 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Environnement - Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à modifier le Règlement du Sénat afin de supprimer le vote par assis et levé **[n° 441 (2024-2025)]** (12 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître l'éducation au dehors et en contact avec la nature et à réaffirmer la place de la transition écologique à l'école **[n° 762 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Environnement - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quinquies B du Règlement, sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - COM(2025) 524 final **[n° 15 (2025-2026)]** (9 octobre 2025) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Les propositions de règlement et de directive relatives aux petites entreprises à moyenne capitalisation **[n° 238 (2025-2026)]** (17 décembre 2025) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 15 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la prévention des pertes de granulés plastiques en vue de réduire la pollution par les microplastiques - Communication.

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs - Audition de MM. Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs, Marco Caposciutti, président de Trenitalia France, Mmes Alix Lecadre, directrice ferroviaire France de Transdev, et Paloma Baena, directrice générale de la stratégie globale de Renfe Operadora.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission des affaires européennes) :* Reconnaissance par l'Union européenne de la catégorie des entreprises de taille intermédiaire (ETI) - Examen du rapport.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Les défis de la forêt française à l'heure du changement climatique - Audition de l'Office national des forêts (ONF), de la Fédération des forestiers privés de France (Fransylva), de l'Unité mixte de recherches de physique et physiologie intégratives de l'arbre en environnement fluctuant (PIAF) et de l'Agence de la transition écologique (Ademe).

Réunion du jeudi 6 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Réunion constitutive.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Échange de vues sur les travaux de la commission d'enquête.

Réunion du mardi 18 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de MM. Laurent Cohen-Tanugi, avocat, et François Ecalle, président de l'association « Finances publiques et économie » (Fipeco).

Réunion du jeudi 20 février 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de Mme Bernadette Malgorn, ancienne préfète et secrétaire générale du ministère de l'intérieur, MM. Jean-Ludovic Silicani, ancien commissaire à la réforme de l'État, et Sébastien Soriano, directeur général de l'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN).

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission des affaires économiques) :* Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 mars 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Christophe Leblanc, directeur général adjoint de l'agence de l'eau Rhin-Meuse, Mme Isabelle Matykowski, directrice générale de l'agence de l'eau Artois-Picardie, MM. Nicolas Mourlon, directeur général de l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, Loïc Obled, directeur général de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, Mmes Sandrine Rocard, directrice générale de l'agence de l'eau Seine-Normandie et Aude Witten, directrice générale adjointe de l'agence de l'eau Adour-Garonne.

Réunion du mercredi 2 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* ARN extracellulaires - Examen du rapport sur la proposition de résolution européenne et avis politique.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Les obligations réelles environnementales (ORE) - Audition de MM. Philippe de Séverac, maire de Jaure, Philippe Rogier, sous-directeur de la protection et de la restauration des écosystèmes terrestres du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche, Gilles Martin, professeur émérite des universités en droit privé et Mme Vanessa Kurukgy, chargée de mission ORE à la fédération des conservatoires d'espaces naturels.

Réunion du jeudi 10 avril 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de M. Vladimir Kara-Mourza, vice-président de la Fondation Russie libre, ancien prisonnier politique russe.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Lydie Evrard, candidate proposée par le

Président de la République aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra).

Réunion du mardi 6 mai 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. Bruno Bonnell, secrétaire général pour l'investissement.

Réunion du mercredi 7 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 3 juin 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Audition de M. François Rebsamen, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 4 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 juin 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 17 juin 2025 *(commission des affaires européennes) :* Audition de Mme Salomé Zourabichvili, cinquième présidente de Géorgie.

Réunion du mardi 1er juillet 2025 *(CE Missions des agences de l'État) :* Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 septembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Priorités de la présidence danoise du Conseil de l'Union européenne - Audition de S. E. Mme Hanne Fugl Eskjær, ambassadrice du Danemark en France.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Politique européenne en matière de terres rares - Communication de M. Pascal Allizard.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Rapport public thématique sur la transition écologique s'inscrivant dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 octobre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Proposition de règlement modifiant le règlement (UE) 2021/1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique.

Réunion du mercredi 15 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de M. Henri Prévost, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Audition de M. Jean Castex, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Proposition de résolution européenne sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) 2021-1119 établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique (objectif climatique 2040) - Communication.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Audition de Mme Françoise Gatel, ministre de l'aménagement du territoire et de la décentralisation.

Réunion du mercredi 19 novembre 2025 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux paysages, à l'eau et à la biodiversité et à l'expertise, à l'information géographique et à la météorologie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 17 décembre 2025 *(commission des affaires européennes) :* Propositions de règlement et de directive relatifs aux petites entreprises à moyenne capitalisation - Examen du rapport et de la proposition d'avis politique.

(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : « Le biomimétisme, s'inspirer du vivant pour innover durablement ? » - Audition de M. Tarik Chekchak, directeur du pôle Stratégies inspirées du vivant à l'Institut des Futurs souhaitables, Mmes Patricia Ricard, ancien membre du Conseil économique, social et environnemental (Cese), présidente de l'Institut océanographique Paul-Ricard, Geneviève Sengissen, directrice de la formation tout au long de la vie à l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI-les Ateliers), administratrice du Centre d'études et d'expertises en biomimétisme (Ceebios).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Deuxième partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 410 et suivantes p. 442 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 818 et suivantes

- Projet de loi d'orientation pour la souveraineté alimentaire et agricole et le renouvellement des générations en agriculture [n° 251 (2024-2025)] - (4 février 2025) - **Article 1er** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2018 et suivantes

- Suite de la discussion (5 février 2025) : p. 2067 et suivantes - **Article 1er (suite)** *(Souveraineté alimentaire française, intérêt général majeur de l'agriculture et priorité de la politique d'installation et de transmission)* : p. 2104 et suivantes

- Suite de la discussion (6 février 2025) - **Article 2** *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2417 et suivantes - **Article 2 (suite)** : p. 2433 et suivantes -

Article 3 *(Objectifs des politiques d'orientation et de formation en agriculture)* : p. 2446 et suivantes

- **Suite de la discussion** (10 février 2025) - **Article 9** *(Réalisation de diagnostics destinés à fournir des informations utiles aux exploitants agricoles lors des différentes étapes de la vie de l'exploitation)* : p. 2526 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 434 rectifié quater** *(Diagnostic de l'État des sols annexé à la promesse de vente, à la charge du vendeur, déterminant l'état du sol ainsi que ses services écosystémiques)* : p. 2540 et suivantes - **Article 10** *(Création du réseau « France services agriculture »)* : p. 2548 et suivantes

- **Suite de la discussion** (11 février 2025) - **Article 13** *(Adaptation du régime de répression de certaines atteintes à l'environnement provoquées par des activités agricoles ou forestières)* : p. 2634 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les menaces de mort à l'encontre de magistrats** - (12 février 2025) : p. 2733 et suivantes

- **Proposition de loi visant à adapter les enjeux de la rénovation énergétique aux spécificités du bâti ancien [n° 425 (2024-2025)]** - (20 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4155 et suivantes - **Article 5** *(Majoration des aides en cas de rénovation énergétique respectueuse du bâti ancien ou impliquant l'acquisition et la pose de matériaux biosourcés et géosourcés)* : p. 4174 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4177

- **Proposition de loi visant à convertir des centrales à charbon vers des combustibles moins émetteurs en dioxyde de carbone pour permettre une transition écologique plus juste socialement [n° 462 (2024-2025)]** - (25 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 4224 et suivantes - **Article 1er** *(Facilitation de l'éligibilité des centrales à charbon faisant l'objet d'une conversion au mécanisme de capacité)* : p. 4237 et suivantes - **Article 2** *(Remplacement de l'autorisation d'exploiter par la désignation comme lauréates du mécanisme de capacité pour les centrales de production d'électricité à partir du charbon faisant l'objet d'une conversion)* : p. 4240 et suivantes - **Article 3 (nouveau)** *(Introduction d'une date d'entrée en vigueur pour la proposition de loi)* : p. 4242 et suivantes - **Article 4 (nouveau)** *(Obligation pour le groupe EDF de présenter un plan de conversion pour sa centrale à charbon de Cordemais)* : p. 4244 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4247 et suivantes

- **Proposition de résolution tendant à renforcer les moyens de contrôle des sénateurs, conforter les droits des groupes politiques, et portant diverses mesures de clarification et de simplification [n° 509 (2024-2025)]** - (8 avril 2025) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 12 rectifié, n° 72 rectifié et n° 90** *(Remplacement du vote par assis et levé par un scrutin électronique des présents/Adaptation des modalités de vote en séance publique)* : p. 4798 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mortalité infantile et les services de maternité** - (9 avril 2025) : p. 4842 et suivantes

- **Question orale sans débat sur l'absence de conclusion d'une convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la Caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines (CANSSM)** - (29 avril 2025) : p. 5075 et suivantes

- **Débat sur les initiatives européennes en matière de simplification et d'allègement de la charge administrative pesant sur les entreprises** - (29 avril 2025) : p. 5110 et suivantes

- **Proposition de loi visant à retirer les produits du bois de la responsabilité élargie du producteur produits et matériaux de construction du secteur du bâtiment (PMCB) [n° 592 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5592 et suivantes - **Article 2 (nouveau)** *(Création d'un mécanisme de répartition des charges entre matériaux au sein de la filière à responsabilité élargie du producteur « Produits et matériaux de construction du bâtiment »)* : p. 5602 et suivantes

- **Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)]** - (15 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5605 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Terres rares et matériaux critiques : quel potentiel dans les territoires français et quelle stratégie pour renforcer notre approvisionnement ? »** - (28 mai 2025) : p. 6006 et suivantes

- **Question orale sur la mise en œuvre de la loi visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique** - (10 juin 2025) : p. 6267

- **Proposition de loi visant à renforcer et sécuriser le pouvoir préfectoral de dérogation afin d'adapter les normes aux territoires [n° 666 (2024-2025)]** - (10 juin 2025) - **Article 3** *(Faculté de dérogation à certaines normes environnementales de nature législative pour préserver l'existence d'ouvrages hydrauliques)* : p. 6382 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique environnementale** - (11 juin 2025) : p. 6413 et suivantes

- **Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses [n° 421 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6514 et suivantes - **Article 1er** *(Interdiction de l'utilisation et du stockage des produits phytosanitaires dans les zones de protection des aires d'alimentation des captages)* : p. 6526 et suivantes

- **Proposition de loi instaurant un impôt plancher de 2 % sur le patrimoine des ultrariches [n° 380 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Article unique** *(Instauration d'un impôt plancher sur la fortune)* : p. 6540 et suivantes

- **Proposition de loi visant à mieux protéger les écosystèmes marins [n° 492 (2024-2025)]** - (12 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6554 et suivantes

- **Projet de loi relatif à l'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques de 2030 [n° 734 (2024-2025)]** - (24 juin 2025) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 38 rectifié** *(Engagements du comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques (COJOP) en faveur de l'économie circulaire)* : p. 7013 et suivantes

- **Débat préalable à la réunion du Conseil européen des 26 et 27 juin 2025** - (25 juin 2025) : p. 7092 et suivantes

- **Proposition de loi visant à permettre à une commune d'être intégrée, pour une partie de son territoire, à un parc naturel national (PNN) et, pour une autre partie, à un parc naturel régional (PNR) [n° 42 (2025-2026)]** - (20 octobre 2025) - **Discussion générale** : p. 7829 et suivantes

- **Proposition de loi visant à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d'élu local** - *Deuxième lecture* **[n° 34 (2025-2026)]** - (21 octobre 2025) - **Article 12** *(Création d'un statut de l'élu étudiant)* : p. 7959 et suivantes

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2026 [n° 122 (2025-2026)]** - (25 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° 1328 rectifié bis** *(Instauration d'un plafonnement des prestations sociales)* : p. 9678 et suivantes

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique industrielle et la situation de l'entreprise NovAsco** - (26 novembre 2025) : p. 9740 et suivantes

- **Débat sur le thème : « Avenir de la filière automobile »** - (26 novembre 2025) : p. 9759 et suivantes

- **Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]**

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (29 novembre 2025) - **Article 5** *(Diverses suppressions et rationalisations de dépenses fiscales)* : p. 10211 et suivantes

- Suite de la discussion (30 novembre 2025) - **Article 10** *(Ajustement de certains dispositifs de soutien au secteur agricole (prorogation de la déduction pour épargne de précaution et du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique, régime fiscal des indemnités d'abattage et régularisations diverses))* : p. 10331 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1401 et n° I-775** *(Majoration (de 25 à 40 %) du taux du crédit d'impôt « opérations forestières » pour des pratiques sylvicoles favorables à la biodiversité)* : p. 10364 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-2115 rectifié et n° I-776** *(Subordonner tout soutien public des propriétaires forestiers à la vente du bois à des critères de résidence)* : p. 10364 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-817 rectifié quater et n° I-1236** *(Instauration d'un crédit d'impôt « gestion durable des haies »)* : p. 10368 et suivantes - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° I-1244 rectifié et n° I-1508 rectifié bis** *(Instauration d'une taxe à l'import de produits forestiers ou agricoles non durables)* : p. 10380 et suivantes - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-1647** *(Instaurer au niveau régional une taxe de séjour additionnelle de 200 % pour financer les dépenses de transport des régions)* : p. 10385 et suivantes

- Suite de la discussion (1er décembre 2025) - **Article 23** *(Fiscalisation de l'ensemble des produits à fumer)* : p. 10652 et suivantes

- Question orale sans débat sur le calcul de l'allocation différentielle dans le cadre d'un congé parental d'une famille frontalière - (2 décembre 2025) : p. 10720

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)] (suite)

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (2 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 27 - Amendements n° I-1509 rectifié bis, n° I-513 rectifié et n° I-508 rectifié** *(Possibilité d'appliquer des taux de taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) différenciés au sein d'un même établissement public de coopération intercommunale (EPCI))* : p. 10873 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° I-1173 rectifié** *(Création d'un prélèvement sur les recettes de l'État visant à verser des avances aux collectivités territoriales qui subissent des retards dans le versement de la taxe d'aménagement)* : p. 11017 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Écologie, développement et mobilité durables - Budget annexe : Contrôle et exploitation aériens - Compte d'affectation spéciale : Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale

- (8 décembre 2025) : p. 11925 et suivantes

Écologie, développement et mobilité durables

- (8 décembre 2025) - **État B** : p. 11938 et suivantes - **Article additionnel après l'article 69 - Amendements n° II-1429 rectifié et n° II-1629 rectifié bis** *(Rendre impossible, à compter de 2026, la conclusion de contrats de soutien public pour les installations de production d'électricité éolienne et photovoltaïque)* : p. 12103 et suivantes

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Relations avec les collectivités territoriales

- (10 décembre 2025) - **État B** : p. 12365 et suivantes - **Article 72** *(Répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF))* : p. 12405 et suivantes - **Article 75** *(Ajustement du dispositif de lissage conjoncturel des recettes des collectivités territoriales (Dilico 1))* : p. 12426 et suivantes - **Article 76** *(Dispositif de lissage conjoncturel des recettes fiscales des collectivités territoriales (Dilico 2))* : p. 12434 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales

- (12 décembre 2025) - **État B** : p. 12742 et suivantes

- Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à demander au Gouvernement français de saisir la Cour de justice de l'Union européenne pour empêcher la ratification de l'accord avec le Mercosur [n° 157 (2025-2026)] - (16 décembre 2025) - **Discussion générale** : p. 13133 et suivantes

---

XOWIE (Robert Wienie)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
CRCE-K

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre (24 octobre 2025).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer diverses mesures d'urgence sociale et fiscale **[n° 292 (2024-2025)]** (29 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à mettre fin à la vacance des logements en zone tendue **[n° 303 (2024-2025)]** (4 février 2025) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à la reconnaissance du droit à l'alimentation et à l'adoption d'une loi-cadre pour le droit à l'alimentation **[n° 347 (2024-2025)]** (14 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer les prix du foncier en Île-de-France et dans les métropoles **[n° 548 (2024-2025)]** (23 avril 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à reconnaître la fibromyalgie comme affection de longue durée **[n° 602 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à l'interdiction du courtage de données numériques des personnes morales et physiques présentes sur le territoire français **[n° 623 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi tendant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme **[n° 624 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour un taux réduit de TVA sur l'énergie **[n° 768 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Société - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public d'éradication des déchets contenant de l'amiante **[n° 890 (2024-2025)]** (12 septembre 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des consommateurs et consommatrices d'énergie **[n° 897 (2024-2025)]** (18 septembre 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi transférant à l'État la charge du ramassage et du traitement des algues sargasses échouées sur les côtes de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de Saint-Martin **[n° 909 (2024-2025)]** (29 septembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Société**.

Proposition de loi visant à autoriser l'Agence nationale de santé publique à céder gratuitement aux hôpitaux les masques arrivant à péremption **[n° 17 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'obligation de consultation du comité social et économique en cas de licenciements collectifs **[n° 18 (2025-2026)]** (13 octobre 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à condamner fermement le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis contre Cuba et appelant à une politique française et européenne équilibrée fondée sur la coopération et le développement durable **[n° 93 (2025-2026)]** (29 octobre 2025) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la fiscalisation des rentes des grandes entreprises de la défense et à la neutralisation des dividendes de guerre **[n° 150 (2025-2026)]** (24 novembre 2025) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à reconnaître pleinement le statut du doctorat dans l'emploi et dans les concours de la fonction publique **[n° 154 (2025-2026)]** (26 novembre 2025) - **Entreprises - Fonction publique - Travail - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les inégalités systémiques auxquelles sont confrontés les collectivités ultramarines et leurs habitants pour répondre aux enjeux de développement social et durable **[n° 191 (2025-2026)]** (8 décembre 2025) - **Environnement - Outre-mer - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi autorisant la ratification du Traité de coopération en matière de défense entre la République française et la République de Djibouti - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Catherine Vautrin, ministre des armées et des anciens combattants.

Réunion du lundi 27 octobre 2025 *(commission mixte paritaire) :* Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie afin de permettre la poursuite de la discussion sur l'accord du 12 juillet 2025 et sa mise en œuvre.

Réunion du jeudi 20 novembre 2025 *(délégation sénatoriale aux outre-mer) :* Audition de MM. Rémy Rioux, directeur général, Philippe Baumel, responsable des relations institutionnelles et instances, et Matthieu Discour, directeur du département Trois Océans, de l'Agence française de développement.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi d'urgence pour Mayotte - *Commission mixte paritaire* **[n° 321 (2024-2025)]** - (13 février 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2818 et suivantes

- Proposition de loi visant à lutter contre la vie chère en renforçant le droit de la concurrence et de la régulation économique outre-mer [n° 370 (2024-2025)] - (5 mars 2025) - **Discussion générale** : p. 3271 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation en Nouvelle-Calédonie - (9 avril 2025) : p. 4836 et suivantes

- Proposition de loi relative à la reconnaissance de la responsabilité de l'État et à l'indemnisation des victimes du chlordécone [n° 27 (2024-2025)] - (9 avril 2025) - **Discussion générale** : p. 4844 et suivantes

- Proposition de loi organique tendant à modifier le II de l'article 43 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française [n° 581 (2024-2025)] - (14 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5517 et suivantes

- Projet de loi relatif au transfert à l'État des personnels enseignants de l'enseignement du premier degré dans les îles Wallis et Futuna [n° 618 (2024-2025)] - (19 mai 2025) - **Discussion générale** : p. 5658 et suivantes

- Proposition de loi organique visant à reporter le renouvellement général des membres du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie pour permettre la mise en œuvre de l'accord du 12 juillet 2025 [n° 21 (2025-2026)] - (15 octobre 2025) - **Question préalable** : p. 7794 et suivantes - **Article 1er** *(Report du renouvellement général des membres du Congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie)* : p. 7805 et suivantes - **Article 2** *(Prorogation des fonctions des membres des organes du Congrès de Nouvelle-Calédonie)* : p. 7809 et suivantes - **Article 3** *(Entrée*

en vigueur de la loi organique au lendemain de la publication au Journal officiel de la République française) : p. 7812 et suivantes - **Intitulé de la proposition de loi organique** : p. 7813 et suivantes

- *Commission mixte paritaire* **[n° 80 (2025-2026)]** - (29 octobre 2025) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8235 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Outre-mer

- (4 décembre 2025) - **État B** : p. 11304 et suivantes

Aide publique au développement

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12134 et suivantes

Action extérieure de l'État

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12178 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi organisant une consultation des populations intéressées de la Nouvelle-Calédonie - (10 décembre 2025) : p. 12348 et suivantes

---

ZIANE (Adel)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire du Conseil national des villes.

Membre de la mission d'information sur le thème : « Faciliter l'accès aux services publics : restaurer le lien de confiance entre les administrations et les administrés » le 26 mars 2025 ; puis vice-président du 8 avril 2025 au 16 septembre 2025.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à limiter le recours au licenciement économique dans les entreprises d'au moins 250 salariés **[n° 230 (2024-2025)]** (8 janvier 2025) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à créer des observatoires régionaux de santé **[n° 237 (2024-2025)]** (13 janvier 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à reconnaître le préjudice subi par les personnes condamnées sur le fondement de la législation pénalisant l'avortement, et par toutes les femmes, avant la loi n° 75-17 du 17 janvier 1975 relative à l'interruption volontaire de la grossesse **[n° 244 (2024-2025)]** (15 janvier 2025) - **Famille - Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 256 (2024-2025)]** (22 janvier 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à encadrer l'utilisation de véhicules surpuissants par des conducteurs inexpérimentés **[n° 325 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à aménager le délit de non-représentation d'enfant **[n° 327 (2024-2025)]** (11 février 2025) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'implantation des centres de données sur le territoire français **[n° 348 (2024-2025)]** (17 février 2025) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à l'application stricte du cadre réglementaire numérique de l'Union européenne et appelant au renforcement des conditions d'une réelle souveraineté numérique européenne **[n° 351 (2024-2025)]** (18 février 2025) - **Recherche, sciences et techniques - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant création d'un Office parlementaire de la laïcité **[n° 384 (2024-2025)]** (26 février 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle modifiant l'article 13 de la Constitution afin d'accroître le pouvoir du Parlement sur les nominations de la compétence du Président de la République **[n° 386 (2024-2025)]** (3 mars 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à renforcer la protection des ressources en eau potable contre les pollutions diffuses **[n° 421 (2024-2025)]** (11 mars 2025) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à lutter contre la précarisation des assistantes maternelles causée par les impayés **[n° 442 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à revoir les conditions de reconnaissance des compétences médicales des praticiens à diplôme hors Union européenne sur la base de l'exercice professionnel **[n° 443 (2024-2025)]** (13 mars 2025) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à l'affichage obligatoire du « Nutri-Score » sur l'emballage des produits alimentaires ainsi qu'à l'interdiction des publicités de produits à faible qualité nutritionnelle **[n° 448 (2024-2025)]** (14 mars 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux indemniser et à simplifier l'organisation des élections pour les communes **[n° 477 (2024-2025)]** (25 mars 2025) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à revaloriser les métiers du travail social **[n° 501 (2024-2025)]** (1er avril 2025) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi relative à l'adaptation du calendrier scolaire à La Réunion **[n° 518 (2024-2025)]** (3 avril 2025) - **Outre-mer - Éducation**.

Proposition de loi relative au contrat d'édition, visant à favoriser les meilleures pratiques entre les acteurs des filières du livre et de l'œuvre musicale et portant simplification de l'exception au droit d'auteur pour les personnes en situation de handicap **[n° 522 (2024-2025)]** (4 avril 2025) - **Culture**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la liberté académique **[n° 540 (2024-2025)]** (16 avril 2025) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à mieux reconnaître et protéger la liberté académique des enseignants-chercheurs, des enseignants et des chercheurs **[n° 543 (2024-2025)]** (18 avril 2025) - **Culture - Éducation**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 **[n° 551 (2024-2025)]** (28 avril 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à élever à titre posthume Alfred Dreyfus au grade de général de brigade **[n° 559 (2024-2025)]** (29 avril 2025) - **Défense - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer l'accueil des élèves dans les établissements d'enseignement privés et à garantir le respect des exigences de pédagogie, de sécurité, de salubrité, de moralité et l'absence de conflits d'intérêts en leur sein **[n° 566 (2024-2025)]** (30 avril 2025) - **Famille - Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à créer un congé personnel en cas de catastrophe naturelle **[n° 586 (2024-2025)]** (7 mai 2025) - **Société**.

Proposition de loi visant à protéger les étudiants face aux pratiques commerciales abusives des établissements d'enseignement supérieur privés **[n° 625 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à la nationalisation des actifs stratégiques d'ArcelorMittal situés sur le territoire national **[n° 626 (2024-2025)]** (14 mai 2025) - **Entreprises - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à garantir le droit de visite des parlementaires et des bâtonniers dans les lieux de privation de liberté **[n° 637 (2024-2025)]** (19 mai 2025) - **Justice**.

Proposition de loi visant à abroger les textes coloniaux organisant et régissant l'esclavage **[n° 652 (2024-2025)]** (23 mai 2025) - **Outre-mer - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à exonérer les EHPAD publics autonomes de taxe sur les salaires **[n° 742 (2024-2025)]** (13 juin 2025) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à créer une tarification spéciale de l'électricité en faveur des ménages modestes et à interdire les coupures d'électricité toute l'année **[n° 763 (2024-2025)]** (19 juin 2025) - **Société - Énergie**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours aux groupements momentanés d'entreprises **[n° 767 (2024-2025)]** (23 juin 2025) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité - Énergie**.

Proposition de loi visant à expérimenter un dispositif de soutien à la réhabilitation du parc de logement social en zone peu dense **[n° 851 (2024-2025)]** (9 juillet 2025) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un mécanisme contraignant de régulation carcérale **[n° 862 (2024-2025)]** (18 juillet 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les accompagnants des élèves en situation de handicap dans la fonction publique et à garantir une meilleure inclusion des élèves en situation de handicap et à besoins éducatifs particuliers **[n° 872 (2024-2025)]** (31 juillet 2025) - **Famille - Fonction publique - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à créer un délit de jet de mégot en situation de risque d'incendie **[n° 878 (2024-2025)]** (26 août 2025) - **Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à intégrer les risques en matière de cybersécurité au plan communal de sauvegarde **[n° 894 (2024-2025)]** (16 septembre 2025) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à favoriser une meilleure répartition de l'écofiscalité au bénéfice des collectivités territoriales **[n° 123 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer la lutte contre l'exploitation sexuelle à l'ère de la cyberprostitution **[n° 124 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réserver la vente de protoxyde d'azote aux seuls professionnels **[n° 125 (2025-2026)]** (13 novembre 2025) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi autorisant la légalisation de la consommation récréative de cannabis et encadrant sa production et sa vente **[n° 146 (2025-2026)]** (20 novembre 2025) - **Justice - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, exhortant la France à défendre à l'ONU une fiscalité mondiale juste, pour mettre fin à l'évasion fiscale des multinationales et rétablir les moyens financiers des États **[n° 152 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies C du Règlement, visant à interdire l'acétamipride dans l'Union européenne **[n° 153 (2025-2026)]** (25 novembre 2025) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à soutenir et valoriser les commerces de proximité **[n° 169 (2025-2026)]** (27 novembre 2025) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à inscrire les conventions citoyennes dans la Constitution **[n° 244 (2025-2026)]** (18 décembre 2025) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution portant création d'une commission d'enquête sur les mécanismes de financement des politiques publiques par des organismes, sociétés ou fondations de droit privé et les risques en matière d'influence, d'absence de transparence financière et d'entrave au fonctionnement de la démocratie **[n° 250 (2025-2026)]** (23 décembre 2025) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION OU DÉLÉGATION

Réunion du mercredi 29 janvier 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Maxime Saada, président du directoire du groupe Canal+.

Réunion du mercredi 5 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* La situation des musées - Audition de MM. Emmanuel Kasarhérou, président de l'Établissement public du musée du quai Branly - Jacques Chirac, Kim Pham, administrateur général de l'Établissement public du musée du Louvre, Mme Julia Beurton, administratrice générale de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie - Valéry Giscard d'Estaing, et M. Christophe Chauffour, directeur général délégué de la Réunion des musées nationaux et du Grand Palais.

(délégation aux droits des femmes) : Femmes et jeux vidéo - Sexisme, streaming et jeux vidéo : la parole aux joueuses.

Réunion du mardi 11 février 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mercredi 12 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'exercice des missions des architectes des Bâtiments de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 mars 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche, en commun avec la commission des affaires sociales.

(commission des affaires sociales) : L'accès aux études de santé - Audition de MM. Yannick Neuder, ministre chargé de la santé et de l'accès aux soins, et Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Réunion du mardi 8 avril 2025 *(MI Services publics) :* Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 9 avril 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Philippe Baptiste, ministre chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Proposition de loi relative à la restitution d'un bien culturel à la République de Côte d'Ivoire - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 30 avril 2025 *(MI Services publics) :* Audition de M. Johan Theuret et Mme Émilie Agnoux, de l'association Le Sens du service public.

Réunion du mercredi 14 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(JOP) d'hiver 2030 - Audition de MM. Pierre-Antoine Molina, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques(Dijop), Edgar Grospiron, président du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, Cyril Linette, directeur général du Comité d'organisation des jeux Olympiques et Paralympiques(Cojop) des Alpes françaises 2030, et Damien Robert, directeur général exécutif de l'établissement public Société de livraison des ouvrages olympiques Alpes 2030 (SOLIDEO Alpes 2030).

Réunion du mercredi 21 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Les conséquences des attaques contre la science aux États-Unis - Audition de Mmes Dominique Costagliola, directrice de recherche de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm), Valérie Masson-Delmotte, directrice de recherche au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe de la stratégie et directrice de la science du Centre national d'études spatiales (CNES), et M. Alain Schuhl, directeur général délégué à la science du Centre national de la recherche scientifique (CNRS).

Réunion du mercredi 28 mai 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 septembre 2025 *(MI Services publics) :* Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Martin Ajdari, président de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom).

Réunion du mardi 7 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Delphine Ernotte Cunci, présidente de France Télévisions.

Réunion du mercredi 8 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de Mme Sibyle Veil, présidente-directrice générale de Radio France.

Réunion du mercredi 22 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Mission d'information sur les relations stratégiques entre l'État et les universités - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 28 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de Mme Rachida Dati, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 29 octobre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Audition de M. Philippe Baptiste, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'espace.

Réunion du mercredi 12 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Audition de M. Didier Samuel, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

Audition de Mmes Amélie Oudéa-Castéra, présidente du Comité national olympique et sportif français (CNOSF) et Marie-Amélie Le Fur, présidente du comité paralympique et sportif français (CPSF).

Réunion du mercredi 26 novembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs à la diplomatie culturelle et d'influence - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 3 décembre 2025 *(commission de la culture, de l'éducation, de la communication et du sport) :* Projet de loi de finances pour 2026 - Crédits relatifs aux patrimoines - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 18 décembre 2025 *(délégation aux droits des femmes) :* Femmes et jeux vidéo - Table ronde de chercheuses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances pour 2025 [n° 143 (2024-2025)]

Seconde partie (suite) : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution

- (16 janvier 2025) - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-785 rectifié et n° II-937** : p. 242 et suivantes - **Article additionnel après l'article 62 - Amendements n° II-730 et n° II-936 rectifié** : p. 243 et suivantes

Sport, jeunesse et vie associative

- (16 janvier 2025) : p. 274 et suivantes - **État B** : p. 284 et suivantes - **État B (suite)** : p. 293 et suivantes

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Culture

- (17 janvier 2025) - **État B** : p. 350 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (17 janvier 2025) - **État D** : p. 390 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Enseignement scolaire

- (18 janvier 2025) - **État B** : p. 601 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (20 janvier 2025) - **État B** : p. 738 et suivantes

Deuxième partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (21 janvier 2025) - **État B** : p. 1043 et suivantes p. 1103 et suivantes

- Débat sur le thème : « Quel avenir pour le pass Culture ? » - (30 janvier 2025) : p. 1816 et suivantes

- Proposition de loi visant à assurer le respect du principe de laïcité dans le sport [n° 668 (2023-2024)] - (18 février 2025) - **Article 1er** *(Interdiction du port de signes religieux ostensibles dans les compétitions sportives)* : p. 3000 et suivantes

- Débat sur le thème : « Revente de billets pour les manifestations sportives et culturelles : quelles actions pour protéger les consommateurs et lutter contre les fraudes et la spéculation ? » - (20 mars 2025) : p. 4134 et suivantes

- Question orale sans débat sur le financement et l'avenir des hôpitaux publics en Seine-Saint-Denis - (8 avril 2025) : p. 4717 et suivantes

- Débat sur le thème de l'intelligence artificielle - (28 avril 2025) : p. 5026 et suivantes

- Proposition de loi tendant à rétablir le lien de confiance entre la police et la population [n° 54 (2024-2025)] - (15 mai 2025) - **Article 1er** *(Exigence de motivation des contrôles d'identité et caractère non discriminatoire)* : p. 5616 et suivantes - **Article 3** *(Remise d'une attestation aux personnes ayant fait l'objet d'un contrôle d'identité)* : p. 5618 et suivantes

- Question d'actualité au Gouvernement sur la situation humanitaire à Gaza - (28 mai 2025) : p. 6002 et suivantes

- Proposition de loi relative à l'organisation, à la gestion et au financement du sport professionnel [n° 670 (2024-2025)] - (10 juin 2025) - **Discussion générale** : p. 6298 et suivantes - **Article 3** *(Association des supporters à la gouvernance)* : p. 6333 et suivantes - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 93 rectifié, n° 20 rectifié, n° 104 rectifié bis et n° 1 rectifié** *(Soumission des investissements étrangers dans les sociétés sportives professionnelles au ministère de l'économie/Instauration de mécanismes de vigilance applicables aux prises de contrôle de sociétés sportives professionnelles par des entités étrangères)* : p. 6350 et suivantes - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6357 et suivantes

- Question orale sans débat sur les conséquences de la crise énergétique pour les locataires du parc social - (8 juillet 2025) : p. 7314 et suivantes

- Proposition de loi constitutionnelle visant à protéger la Constitution, en limitant sa révision à la voie de l'article 89 [n° 92 (2025-2026)] - (6 novembre 2025) - **Article unique** *(Exclusion expresse du recours au référendum législatif pour réviser la Constitution)* : p. 8493 et suivantes

- Projet de loi de finances pour 2026 [n° 138 (2025-2026)]

Première partie (suite) : Conditions générales de l'équilibre financier :

- (30 novembre 2025) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-2036 rectifié bis** *(Hausse du crédit d'impôt « jeu vidéo » en outre-mer)* : p. 10326 et suivantes

- Suite de la discussion (3 décembre 2025) - **Article 34** *(Ajustement de divers dispositifs de compensations d'exonérations fiscales au profit des collectivités locales)* : p. 11011 et suivantes - **Article 36** *(Dispositions relatives à l'affectation de ressources à des tiers)* : p. 11049 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2025) : p. 11254 et suivantes - **État B** : p. 11263 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques et dispositions spéciales :

Cohésion des territoires

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11468 et suivantes - **Article 67** *(Stabilisation du montant des aides personnelles au logement (APL) et recentrage de celles versées aux étudiants extracommunautaires)* : p. 11533 et suivantes

Enseignement scolaire

- (5 décembre 2025) - **État B** : p. 11551 et suivantes

Seconde partie : Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales :

Recherche et enseignement supérieur

- (9 décembre 2025) - **État B** : p. 12232 et suivantes

Médias, livre et industries culturelles - Comptes de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) : p. 12498 et suivantes

Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (11 décembre 2025) - **État D** : p. 12524 et suivantes

Culture

- (12 décembre 2025) : p. 12636 et suivantes - **État B** : p. 12648 et suivantes

HUSSON (Jean-François), p. 601
HYBERT (Brigitte), p. 625
IACOVELLI (Xavier), p. 626
IMBERT (Corinne), p. 628
JACQUEMET (Annick), p. 635
JACQUES (Micheline), p. 638
JACQUIN (Olivier), p. 643
JADOT (Yannick), p. 647
JEANBRUN (Vincent), p. 653
JEANSANNETAS (Éric), p. 653
JOLY (Patrice), p. 656
JOMIER (Bernard), p. 658
JOSENDE (Lauriane), p. 663
JOSEPH (Else), p. 667
JOURDA (Gisèle), p. 670
JOURDA (Muriel), p. 673
JOUVE (Mireille), p. 683
JOYANDET (Alain), p. 686
KANNER (Patrick), p. 687
KAROUTCHI (Roger), p. 691
KERN (Claude), p. 695
KERROUCHE (Éric), p. 697
KHALIFÉ (Khalifé), p. 702
KLINGER (Christian), p. 706
KULIMOETOKE (Mikaele), p. 708
de LA GONTRIE (Marie-Pierre), p. 709
de LA PROVÔTÉ (Sonia), p. 715
LAFON (Laurent), p. 719
LAHELLEC (Gérard), p. 724
LAMÉNIE (Marc), p. 729
LAOUEDJ (Ahmed), p. 736
LARCHER (Gérard), p. 738
LASSARADE (Florence), p. 739
LAUGIER (Michel), p. 743
LAURENT (Daniel), p. 744
LAVARDE (Christine), p. 746
LECORNU (Sébastien), p. 755
LEFÈVRE (Antoine), p. 755
LEFÈVRE (Mathieu), p. 758
de LEGGE (Dominique), p. 759
LE GLEUT (Ronan), p. 761
LE HÉNANFF (Anne), p. 763
LE HOUEROU (Annie), p. 764
LEMOYNE (Jean-Baptiste), p. 770
LERMYTTE (Marie-Claude), p. 775
LEROY (Henri), p. 777
LE RUDULIER (Stéphane), p. 779
LESCURE (Roland), p. 782
LÉTARD (Valérie), p. 786
LEVI (Pierre-Antoine), p. 788
LÉVRIER (Martin), p. 792
LINKENHELD (Audrey), p. 794
LOISIER (Anne-Catherine), p. 801
LOMBARD (Éric), p. 805
LONGEOT (Jean-François), p. 806
LOPEZ (Vivette), p. 813
LOUAULT (Vincent), p. 814
LOUWAGIE (Véronique), p. 820
LOZACH (Jean-Jacques), p. 821
LUBIN (Monique), p. 824
LUCOT AVRIL (Virginie), p. 828
LUREL (Victorin), p. 828
MALET (Viviane), p. 834
MALHURET (Claude), p. 836
MANDELLI (Didier), p. 837
MARC (Alain), p. 840
MARCANGELI (Laurent), p. 841
de MARCO (Monique), p. 842
MARGATÉ (Marianne), p. 847
MARGUERITTE (David), p. 850
MARIE (Didier), p. 853
MARSEILLE (Hervé), p. 857
MARTIN (Pascal), p. 858
MARTIN (Pauline), p. 860
MARTIN (Sébastien), p. 863
MASSET (Michel), p. 864
MATRAY (Paulette), p. 871
MAUREY (Hervé), p. 872
MÉADEL (Juliette), p. 875
MÉDEVIELLE (Pierre), p. 876
MEIGNEN (Thierry), p. 878
MELLOULI (Akli), p. 879
MENONVILLE (Franck), p. 883
MERCIER (Marie), p. 887
MÉRILLOU (Serge), p. 890
MICHALLET (Damien), p. 893
MICHAU (Jean-Jacques), p. 895
MICOULEAU (Brigitte), p. 898
MIGNOLA (Patrick), p. 899
MILON (Alain), p. 901
MIRALLÈS (Patricia), p. 905
MIZZON (Jean-Marie), p. 905
MOHAMED SOILIHI (Thani), p. 908
MONIER (Marie-Pierre), p. 910
MONTAUGÉ (Franck), p. 913
de MONTCHALIN (Amélie), p. 918
de MONTGOLFIER (Albéric), p. 929
MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 931
MOSCOVICI (Pierre), p. 935
MOUILLER (Philippe), p. 935
MOUTCHOU (Naïma), p. 941
MOUTON (Marie-Pierre), p. 942
MULLER-BRONN (Laurence), p. 943
NADILLE (Solanges), p. 946
NARASSIGUIN (Corinne), p. 949
NATUREL (Georges), p. 954
NÉDÉLEC (Anne-Marie), p. 956
NEUDER (Yannick), p. 959
de NICOLAŸ (Louis-Jean), p. 962
NOËL (Sylviane), p. 964
NOUGEIN (Claude), p. 967
NUNEZ (Laurent), p. 969
OLIVIER (Jean-Baptiste), p. 970
OLLIVIER (Mathilde), p. 970
OMAR OILI (Saïd), p. 975
OUIZILLE (Alexandre), p. 978
OUZOULIAS (Pierre), p. 982
PACCAUD (Olivier), p. 987
PANIFOUS (Laurent), p. 991
PANNIER-RUNACHER (Agnès), p. 992
PANOSYAN-BOUVET (Astrid), p. 994
PANTEL (Guylène), p. 996
PANUNZI (Jean-Jacques), p. 997
PAOLI-GAGIN (Vanina), p. 999
PAPIN (Serge), p. 1003
PARIGI (Paul Toussaint), p. 1003
PARMENTIER-LECOCQ (Charlotte), p. 1005
PATIENT (Georges), p. 1008
PATRIAT (François), p. 1009
PATRU (Anne-Sophie), p. 1012
PAUL (Philippe), p. 1015
PAUMIER (Jean-Gérard), p. 1016
PELLEVAT (Cyril), p. 1018
PERNOT (Clément), p. 1020
PERRIN (Cédric), p. 1021
PERRION (Maurice), p. 1025

PERROT (Évelyne), p. 1025
PETRUS (Annick), p. 1027
PHINERA-HORTH (Marie-Laure), p. 1029
PIEDNOIR (Stéphane), p. 1031
PILLEFER (Bernard), p. 1036
PLA (Sebastien), p. 1038
PLUCHET (Kristina), p. 1041
POINTEREAU (Rémy), p. 1043
PONCET MONGE (Raymonde), p. 1046
POUMIROL (Émilienne), p. 1054
PRIMAS (Sophie), p. 1060
PUISSAT (Frédérique), p. 1063
RAMBAUD (Didier), p. 1069
RAMIA (Salama), p. 1071
RAPIN (Jean-François), p. 1073
RAVIER (Stéphane), p. 1079
RAYNAL (Claude), p. 1080
REBSAMEN (François), p. 1089
REDON-SARRAZY (Christian), p. 1091
REICHARDT (André), p. 1095
RENAUD-GARABEDIAN (Évelyne), p. 1099
RETAILLEAU (Bruno), p. 1101
REYNAUD (Hervé), p. 1103
RICHARD (Olivia), p. 1106
RICHER (Marie-Pierre), p. 1110
RIETMANN (Olivier), p. 1112
RIST (Stéphanie), p. 1119
ROBERT (Sylvie), p. 1124
ROCHETTE (Pierre Jean), p. 1128
ROHFRITSCH (Teva), p. 1131
ROIRON (Pierre-Alain), p. 1133
ROJOUAN (Bruno), p. 1137
ROMAGNY (Anne-Sophie), p. 1138
ROS (David), p. 1144
ROSSIGNOL (Laurence), p. 1147
ROUX (Jean-Yves), p. 1152
RUEL (Jean-Marc), p. 1154
RUELLE (Jean-Luc), p. 1155
RUFO (Alice), p. 1157
SAINT-MARTIN (Laurent), p. 1157
SAINT-PÉ (Denise), p. 1157
SALMON (Daniel), p. 1160
SAURY (Hugues), p. 1166
SAUTAREL (Stéphane), p. 1169
SAVIN (Michel), p. 1174
SAVOLDELLI (Pascal), p. 1176
SCHALCK (Elsa), p. 1183
SCHILLINGER (Patricia), p. 1185
SÉNÉ (Marc), p. 1187
SENÉE (Ghislaine), p. 1188
SIDO (Bruno), p. 1193
SILVANI (Silvana), p. 1196
SOL (Jean), p. 1200
SOLLOGOUB (Nadia), p. 1203
SOMON (Laurent), p. 1207
SOUYRIS (Anne), p. 1213
STANZIONE (Lucien), p. 1218
SZCZUREK (Christopher), p. 1221
SZPINER (Francis), p. 1224
TABAROT (Philippe), p. 1227
TEMAL (Rachid), p. 1228
TETUANUI (Lana), p. 1232
THÉOPHILE (Dominique), p. 1234
TISSOT (Jean-Claude), p. 1236
UZENAT (Simon), p. 1241
VALENTE LE HIR (Sylvie), p. 1248
VALLET (Mickaël), p. 1249
VALLS (Manuel), p. 1253
VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 1256
VARAILLAS (Marie-Claude), p. 1257
VAUTRIN (Catherine), p. 1260
VAYSSOUZE-FAURE (Jean-Marc), p. 1261
VEDRENNE (Marie-Pierre), p. 1263
VENTALON (Anne), p. 1264
VÉRIEN (Dominique), p. 1266
VERMEILLET (Sylvie), p. 1269
VERZELEN (Pierre-Jean), p. 1273
VIAL (Cédric), p. 1274
VIDAL (Paul), p. 1278
VOGEL (Jean Pierre), p. 1280
VOGEL (Louis), p. 1281
VOGEL (Mélanie), p. 1284
WATTEBLED (Dany), p. 1287
WEBER (Michaël), p. 1290
XOWIE (Robert Wienie), p. 1295
ZIANE (Adel), p. 1297

IMPRIMÉ PAR LA REPROGRAPHIE DU SÉNAT